

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

I

JX
3
A6

Digitized by the Internet Archive
in 2024

ÀRCHIVES DIPLOMATIQUES

1874

RECUEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER

14^e ANNÉE

JANVIER, FÉVRIER, MARS

1874

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES 1874

PREMIÈRE PARTIE FRANCE TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE — TURQUIE

ARRANGEMENT CONCLU A GALATZ, LE 2 NOVEMBRE 1869, ENTRE LA
SUBLIME PORTE ET LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE POUR
LE REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES A LA DITE COMMISSION
PAR LE GOUVERNEMENT DE S. M. LE SULTAN.

La Sublime Porte ayant pourvu, conformément à l'engagement pris par les Plénipotentiaires de Turquie, dans la séance du congrès de Paris, du 27 mars 1856, à toutes les dépenses faites par la Commission européenne, pour l'exécution des travaux dont elle a été chargée aux termes de l'article 16 du Traité du 30 du même mois (1), et ce jusqu'au moment où, par suite de la mise en vigueur d'un tarif de droits de navigation à l'embouchure de Soulina, les frais d'achèvement des travaux commencés ont pu être couverts au moyen des taxes prélevées directement par la dite Commission sur les bâtiments naviguant le fleuve, ou des emprunts contractés avec affectation du produit futur de ces taxes ;

La Sublime Porte ayant fourni d'ailleurs, dans l'intérêt des dits travaux, en sus des sommes versées par elle en espèces, diverses presta-

(1) Voir *Archives* 1866, tome II, p. 32.

tions en nature, telles que bois de construction, matériel de dragage et de remorquage, etc. ;

Et l'article 16 du Traité de Paris, énoncé ci-dessus, ayant stipulé que les frais des travaux d'amélioration exécutés aux bouches du Danube et ceux des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation seront remboursés au moyen de droits fixes payés par les bâtiments ;

Dans le but de déterminer le montant des sommes dues à la Turquie, tant à raison des avances qu'elle a faites en espèces, que des prestations de toute nature qu'elle a fournies, ainsi que le mode et les conditions de remboursement de la somme dont elle sera reconnue créancière ;

Vu l'article 14 de l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, signé à Galatz le 2 novembre 1865 (1), ratifié dans la séance de la Conférence de Paris du 28 mars 1866 ;

Vu les déclarations faites par le délégué de S. M. I. le Sultan dans la séance de la Commission européenne du 9 mai 1866 et dans celle du 16 octobre suivant, desquelles il résulte que, dans le but de faciliter à ladite Commission la conclusion de l'emprunt nécessaire pour achever ses travaux, la Sublime Porte a renoncé à réclamer le remboursement des avances faites par elle, et ce, jusqu'au moment où l'emprunt à contracter aurait été entièrement amorti ;

Vu le contrat passé pour la conclusion de cet emprunt entre la Commission européenne du Danube et MM. Bischoffsheim et Goldschmidt de Londres le 29 septembre 1868, aux termes duquel le capital de cent trente-cinq mille livres sterling, montant du dit emprunt, doit être remboursé par annuités dont la dernière sera exigible le 31 décembre 1882 ;

Vu les délibérations consignées dans le protocole de la séance tenue par la Commission européenne le 10 août 1868, et les déclarations faites par le délégué de la Sublime Porte dans celle du 21 avril 1869, ainsi que les résolutions adoptées dans cette dernière séance sur le montant de la somme qui devra être consacrée annuellement à l'amortissement de la créance de la Turquie ;

Les délégués soussignés agissant, savoir :

Le délégué de S. M. I. le Sultan, au nom de son Gouvernement ; et les délégués de S. M. I. et R. Apostolique, de S. M. l'Empereur des Français, de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de S. M. le Roi d'Italie et de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, au nom collectif de la Commission européenne du Danube ;

(1) Voir *Archives* 1866, tome I, p. 223.

Ont conclu l'arrangement dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Il résulte du journal des recettes de la Commission européenne du Danube, et il est reconnu par les présentes que la Sublime Porte a versé, en espèces, à la dite Commission :

1^o La somme de 316,975 ducats d'Autriche, pendant les années 1857 à 1860 inclusivement ;

2^o Et celle de 11,827 ducats, le 31 décembre 1863 ;

Faisant ensemble une somme totale de..... 328,802 ducats.

De cette somme totale il est déduit celle de 14,555 ducats, montant des frais de construction de la ligne télégraphique établie par la Commission européenne, entre Soulina, Toultha, Ismaïl et Galatz, ligne dont la remise a été effectuée, après son achèvement, entre les mains du gouvernement Ottoman, et dont ce dernier a consenti à prendre les frais à sa charge, ainsi qu'il résulte de la déclaration faite par son délégué, dans la séance de la Commission du 3 mars 1857.....

14,555 »

De telle sorte que la créance de la Sublime Porte, résultant de ses avances en espèces, est réduite et fixée à la somme de.....

314,247 ducats.

Ou à celle de 3,739,540 francs, au cours de 11 fr.

90 c. par ducat, ci..... 3,739,540 francs.

Art. 2. Les prestations fournies en nature à la Commission européenne par le Gouvernement territorial sont liquidées ainsi qu'il suit :

1^o 3,252 ducats 40 piastres 33 paras, pour le prix de bois de construction que la dite Commission a tirés des forêts impériales pour les travaux, antérieurement à l'année 1861, ci.... 3,252 d. 40 p. 33 p.

2^o 480 ducats pour le loyer d'un remorqueur placé par l'arsenal de la marine impériale à la disposition de la Commission ; ce loyer calculé à raison de 15 p. 100 par an du prix d'achat du dit remorqueur, pour 146 jours de service effectif, ci.

480 » »

3^o Et 3,000 ducats, pour le loyer d'une drague à vapeur employée par la Commission pendant deux ans ; ce loyer également calculé à raison de 15 p. 100 par an du prix d'achat, ci.....

3,000 » »

La valeur des dites prestations s'élevant ainsi à la somme de.....

6,732 d. 40 p. 33 p.

Pour la réduction de cette somme en francs, on est convenu d'adopter le cours de 11 fr. 97 c. par ducat, de telle sorte que la somme revenant, de ce chef, à la Sublime Porte est fixée et arrêtée à..... 79,919 fr. 37 c.

Art. 3. Le capital de 3,739,540 francs dû à la Sublime Porte en vertu de l'article 1^{er} du présent arrangement portera intérêts sur le pied de 4 p. 100 par an, à partir du 1^{er} janvier 1871.

Toutefois, pour le temps à courir dudit jour 1^{er} janvier 1871 jusqu'au jour où commencera l'amortissement du capital qui les produit, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1883, ces intérêts ne seront pas versés à la Sublime Porte, mais ils seront simplement portés, tous les six mois, au crédit du compte courant qui sera ouvert à la Turquie sur les livres de la Commission, en exécution de l'article 5 ci-après.

A partir du 1^{er} janvier 1883, lesdits intérêts seront versés à la Sublime Porte, par semestre, en même temps que la portion de capital devant servir à l'amortissement de sa créance, conformément à ce qui va être dit dans l'article suivant.

Art. 4. La Commission européenne du Danube s'engage, tant pour elle-même que pour l'autorité qui pourra exercer plus tard ses attributions, à verser tous les six mois à la Sublime Porte, à partir du 1^{er} janvier 1883, c'est-à-dire pour la première fois le 30 juin de ladite année 1883, une somme de 90,000 francs au moins, pour amortir le dit capital de 3,739,540 francs.

Sur cette somme minimum de 90,000 francs par semestre ou de 180,000 francs par an seront prélevés d'abord les intérêts échus de tout le capital encore à partir du 1^{er} janvier 1883, et le surplus sera imputé sur le capital lui-même.

En conséquence, les dits versements semestriels devront être effectués par la Commission, ou par l'autorité qui lui succédera jusqu'à ce que le capital dû à la Sublime Porte soit entièrement amorti, suivant le décompte qui sera fait à cet effet.

Il est bien entendu que le chiffre de 90,000 francs stipulé ci-dessus pour chaque versement semestriel n'est qu'un minimum au-dessous duquel ces versements ne pourront pas descendre, et la Commission européenne s'oblige, tant pour elle que pour ses ayants-droit, à porter lesdits versements semestriels à 180,000 francs, soit 360,000 francs par an, toutes les fois que les ressources seront suffisantes.

Il est stipulé, en outre, que la Commission européenne ou l'autorité qui lui succédera sera tenue, lorsque la situation de son fonds de ré-

serve le permettra, d'effectuer à la Sublime Porte, en dehors des versements semestriels réglés par le présent article, des remboursements partiels sur le capital encore dû à cette dernière, mais que, lors même que ce capital aurait été ainsi réduit par des versements anticipés, le service régulier des semestres n'en devrait pas moins être continué sur les bases déterminées plus haut, jusqu'à complet amortissement.

Art. 5. Il sera ouvert sur les livres de la commission un compte-courant au nom du Gouvernement Ottoman.

Seront portés à l'actif de ce compte-courant : 1^o la somme de 79,919 fr. 37 c. due à la Sublime Porte pour la valeur des prestations liquidées dans l'article 2 ci-dessus ; et 2^o les intérêts à courir du 1^{er} janvier 1871 au 31 décembre 1882 du capital de 3,749,540 francs dû à la Sublime Porte, suivant l'article 1^{er}.

Seront portés au passif de ce même compte : 1^o les sommes déjà payées à partir du 28 mars 1866, et celles qui pourront être payées à l'avenir par la Commission européenne ou par ses ayants-droit pour le compte de la Sublime Porte, au personnel de l'inspection générale de la navigation, conformément à ce qui a été convenu dans la séance de la Commission du 13 octobre 1866 ; 2^o les sommes dues et celles qui le seront à l'avenir par le Gouvernement ottoman, pour droits de navigation impossables aux bâtimens de commerce et aux trains de bois expédiés pour son compte par l'embouchure de Soulina, arrangement déjà réglé par les dispositions prises dans les séances de la Commission du 1^{er} novembre 1867 et du 9 mars 1868 ; enfin, toutes autres sommes que la commission, ou l'autorité qui lui succédera, viendrait à payer pour le compte et avec le consentement de la Sublime Porte, notamment au personnel du capitonat de port à Soulina.

Les sommes portées sur ce compte-courant ne produiront intérêt ni au profit de l'une, ni au profit de l'autre partie.

Art. 6. Si postérieurement au 31 décembre 1882, mais avant le complet amortissement de la créance principale de la Sublime-Porte, les sommes portées au passif du compte courant dont il est parlé à l'article précédent atteignent le montant des sommes portées à l'actif de ce même compte, il sera clos ; et, dans ce cas, les paiements que la Commission européenne continuerait à effectuer et les droits de navigation qu'elle aurait à recevoir pour le compte du Gouvernement Ottoman seraient totalisés à la fin de chaque année, pour être retenus sur le versement semestriel à effectuer le 31 décembre, en exécution de l'article 4 ci-dessus.

Dans le cas contraire, le dit compte courant sera arrêté le jour où

la créance principale de la Sublime Porte sera complètement amortie, et le solde actif de ce compte sera versé alors à ladite Sublime-Porte par la Commission européenne ou par l'autorité qui lui aura succédé, par termes semestriels, sous les mêmes conditions que celles qui sont stipulées pour l'amortissement de la créance principale, dans l'article 4 du présent arrangement, sauf que la somme due en vertu de l'arrêté de compte ne produira pas d'intérêts.

Art. 7. Pour servir de point de départ au compte courant tenu en exécution de l'article 5 ci-dessus, les parties contractantes constatent qu'à la date du 1^{er} janvier de l'année courante les sommes payées par la Commission européenne au personnel de l'inspection général de la navigation et celles qui sont dues à la dite Commission pour taxes non perçues s'élevant, à la charge de la Sublime-Porte, à la somme totale de 87,031 fr. 25 c.; qu'en conséquence, le dit compte courant se soldait à cette époque par une somme de 7,111 fr. 88 c., au profit de la Commission.

Il est entendu que cette somme sera maintenue au passif du dit compte courant, de même que les accroissements que ce passif pourra encore recevoir jusqu'au 31 décembre 1882, sauf compensation avec les intérêts à couvrir de la créance principale de la Sublime-Porte.

Il est entendu, de plus, que si au dit jour 31 décembre 1882 le compte courant présente un solde passif à la charge de la Sublime-Porte, ce solde sera compensé, au profit de la Commission européenne, sur les premiers versements qu'elle aurait à effectuer en exécution de l'article 4 du présent arrangement.

Art. 8. Conformément aux stipulations de l'article 14 de l'acte public en date du 2 novembre 1865, énoncé plus haut, le remboursement des sommes dues à la Sublime-Porte en vertu du présent arrangement, y compris le service des intérêts, est garanti par une hypothèque spéciale sur le produit des droits de navigation qui seront perçus à l'embouchure de Soulina par la Commission européenne du Danube ou par l'autorité qui lui succédera, à partir du 1^{er} janvier 1871.

Néanmoins, il sera toujours prélevé sur le produit desdits droits de navigation les sommes nécessaires pour amortir les emprunts déjà contractés par la Commission européenne en 1867 et 1868, pour achever ses travaux, et à la garantie desquels le dit produit a été affecté par privilège, ainsi que les sommes destinées à assurer l'entretien, la conservation et le développement des travaux d'amélioration, et le service des établissements mentionnés dans l'article 16 du Traité de Paris.

Il est entendu, d'ailleurs, que lors des révisions du tarif des droits

de navigation auxquelles il doit être procédé, en exécution de l'article 15 de l'acte public du 2 novembre 1865, et dans l'évaluation du revenu qui sera jugé nécessaire pour l'avenir, la somme à attribuer annuellement à la Turquie, jusqu'à l'extinction complète de sa créance, sera prise en considération au chiffre normal de 360,000 francs.

Art. 9. En considération du surcis consenti par la Sublime-Porte pour le remboursement de sa créance et des facilités qu'elle a assurées à la Commission européenne depuis le commencement de ses travaux, la dite Commission renonce d'une manière absolue à toutes les prétentions qu'elle pourrait avoir à élever, à raison des intérêts, frais de recouvrement et autres dépenses quelconques qu'elle a dû supporter, pour se procurer les ressources nécessaires, lorsque le paiement des sommes demandées à la Sublime-Porte a éprouvé des retards.

Art. 10. Il est entendu que la commission européenne aura toujours la faculté de rembourser la totalité ou le solde de la somme dont la Sublime-Porte sera créancière en vertu du présent arrangement, ou d'effectuer, à compte de cette somme, des remboursements partiels, et ce, sans attendre l'échéance des versements stipulés dans l'article 4 ci-dessus.

Dans le cas où un ou plusieurs de ces versements auraient été effectués déjà, à l'époque où le remboursement total serait offert par la Commission, ce versement ne comprendrait plus que la somme restant due en capital et en intérêts échus, d'après un calcul à faire.

L'autorité qui succédera à la Commission européenne jouira également de cette faculté de rembourser par anticipation.

Il est entendu que, dans tous les cas où des remboursements partiels anticipés auront été effectués sur le capital dû à la Sublime-Porte, les intérêts dont ce capital est productif, à partir du 1^{er} janvier 1871, diminueront en proportion des sommes remboursées.

Art. 11. Le présent arrangement sera ratifié par la Sublime-Porte dans un délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut, et l'exemplaire ratifié sera déposé aux archives de la Commission européenne.

En foi de quoi, le dit arrangement a été signé en deux originaux, à Galatz, ce jourd'hui 2 novembre 1869.

Pour la Commission européenne du Danube :

Pour la Sublime-Porte :

(L. S.) *Signé* : N. ZULAUF.

(L. S.) *Signé* : J. STOKES.

(L. S.) *Signé* : A. D'AVRIL.

(L. S.) *Signé* : SULEYMAN.

(L. S.) *Signé* : B. BERIO.

(L. S.) *Signé* : D'OFFENBERG.

FRANCE — BAVIÈRE

DÉCLARATION POUR FACILITER, PAR UNE MODÉRATION DES TAXES DE TRANSIT, LA TRANSMISSION, PAR LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS, DES CORRESPONDANCES TÉLÉGRAPHIQUES ORIGINAIRES D'ANGLETERRE, FAITE A PARIS, LE 10 FÉVRIER 1870.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi de Bavière, désirant faciliter, par une modération des taxes de transit, la transmission, par leurs territoires respectifs, des correspondances télégraphiques originaires d'Angleterre, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les taxes de transit par la France et l'Union Austro-Allemande des dépêches télégraphiques expédiées du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à destination de l'Autriche, de la Hongrie, de la Moldo-Valachie, de la Serbie, de la Turquie et de la Grèce, qui seraient transmises par les lignes françaises, bavaroises et autrichiennes, sont fixées ainsi qu'il suit :

France, 1 fr. 50 c.

Union austro-allemande, 2 fr. 50 c.

Art. 2. La différence entre la taxe de 3 fr. due à l'Union austro-allemande en vertu de la convention de Paris, révisée, et celle de 2 fr. 50 qui lui est attribuée par la présente déclaration, demeure à la charge de la Bavière.

Art. 3. Le présent arrangement, exécutoire à partir du 15 février 1870, restera en vigueur tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux Etats contractants, et, dans ce dernier cas, conservera son plein effet jusqu'à l'expiration de trois mois, à compter du jour où il aura été dénoncé.

En foi de quoi les soussignés ont adressé la présente Déclaration et l'ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 10 février 1870

Le ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français.

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de Bavière près Sa Majesté l'Empereur des Français

(L. S.) Signé : COMTE DARU.

(L. S.) Signé : COMTE QUADT.

FRANCE — BELGIQUE

CONVENTION RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE, CONCLUE A PARIS,
LE 22 MARS 1870.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre pays, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le comte Napoléon *Daru*, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi des Belges : M. le baron Eugène *Beyens*, commandeur de son ordre royal de Léopold, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Français en Belgique, les Belges en France, jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. Les Français admis en Belgique, les Belges admis en France au bénéfice de l'assistance judiciaire, seront dispensés, de plein droit, de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 4. La présente convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en

faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 22 mars 1870,

(L. S.) *Signé* : Comte DARU. (L. S. *Signé* : EUG. BEYENS.

ESPAGNE — FRANCE

CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DE POSTE DU 5 AOÛT 1859, SIGNÉE A PARIS, LE 23 MARS 1870

S. M. l'Empereur des Français et S. A. le régent d'Espagne, désirant améliorer les conditions d'envoi des lettres échangées entre les deux pays, au moyen d'une convention additionnelle à la convention du 5 août 1859 (1), ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. le comte Napoléon *Daru*, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères.

Et S. A. le régent d'Espagne, M. *Salustiana de Olozaga*, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'or, chevalier grand'croix de l'ordre distingué de Charles III, grand'croix des ordres de Léopold de Belgique, des Saint-Maurice et Lazare, etc., etc., etc., membre de l'Académie de l'histoire, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Espagne près S. M. l'Empereur des Français.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les taxes à percevoir, en vertu des articles 9 et 10 de la convention du 5 août 1859, sur les lettres échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de l'Espagne, des Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la Côte septentrionale d'Afrique, d'autre part, seront établies, pour chaque lettre, par 10 grammes, ou fraction de 10 grammes.

Art. 2. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 5 août 1859, sera ratifiée; les ratifica-

(1) Voir ci-après, page 15.

tions en seront échangées, à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite, d'après les lois particulières à chacun des deux Etats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont opposé le sceau de leurs armes,

Fait à Paris, en double original, le 23 mars 1870.

(L. S.) Signé : COMTE DARU.

(L. S.) Signé : S. DE OLOZAGA.

ESPAGNE — FRANCE

CONVENTION DE POSTE CONCLUE A SAINT-ILDEFONSE (1

LE 5 AOUT 1859.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs Etats respectifs, en facilitant et en réglant, de la manière la plus avantageuse, les communications de poste entre les deux Pays, ont voulu assurer ce résultat au moyen d'une nouvelle Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Adolphe *Barrot*, grand Officier de l'Ordre impérial de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre de Charles III d'Espagne, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Janvier des Deux-Siciles, Grand-Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, Grand-Croix de l'Ordre de la Conception de Villaviçosa de Portugal, Grand-Croix de l'Ordre du Christ du même pays, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, etc., etc., etc., son Ambassadeur près S. M. C. ;

Et S. M. la Reine des Espagnes, Don Saturnino *Colderon Collantes*, Grand-Croix de l'Ordre Royal et distingué de Charles III, et Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, Sénateur du Royaume et son premier Secrétaire d'Etat, etc., etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, entre l'Administration des postes de France et

(1) Voir page 14 la Convention additionnelle du 23 mars 1870.

l'administration des postes d'Espagne, un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés, au moyen des services ordinaires ou spéciaux établis ou à établir, pour cet objet, entre les points de la frontière des deux Pays ci-après désignés, savoir : 1° entre Bayonne et Irun ; 2° entre Saint-Jean-Pied-de-Port et Valcarlos ; 3° entre Urdos et Canfranc ; 4° entre Bourg-Madame et Puigcerda ; 5° entre Prats-de-Mollo et Camprodon ; 6° entre Perpignan et la Junquière.

Indépendamment des services ci-dessus désignés, il pourra en être établi, à la suite d'une entente entre les deux administrations des postes respectives, sur tous autres points du territoire des deux Etats pour lesquels des relations directes seront ultérieurement jugées nécessaires.

Les services établis ou à établir en vertu des dispositions du présent article seront exécutés par les moyens ordinaires des deux administrations, et les frais résultant de ces services seront supportés par ces administrations, proportionnellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs. A cet effet, celle des deux administrations qui acquittera la totalité de ces frais sur un point quelconque devra fournir à l'autre un double des marchés conclus pour cet objet entre les entrepreneurs. En cas de résiliation de ces marchés, les indemnités de résiliation seront supportées dans la même proportion.

Quant aux frais que pourra entraîner le transport des dépêches réciproques par les chemins de fer, ils seront supportés exclusivement par l'administration sur le territoire de laquelle ce transport aura eu lieu.

Art. 2. Indépendamment des correspondances qui seront échangées entre les administrations des postes des deux Pays par les voies indiquées dans l'article précédent, ces administrations pourront s'expédier réciproquement des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés par les différentes voies ci-après désignées, savoir : 1° par les paquebots que le Gouvernement français et le Gouvernement espagnol pourront respectivement juger à propos d'entretenir de fréter ou de subventionner pour opérer le transport des correspondances entre les ports de la France et de l'Algérie, d'une part, et les ports de l'Espagne, des îles Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, d'autre part ; 2° par les bâtiments de commerce naviguant entre les ports français et les ports espagnols.

Les frais résultant du transport par mer des objets compris dans les dépêches échangées entre l'Administration des postes de France

et l'administration des postes d'Espagne, par la voie des bâtimens du commerce, seront supportés par l'administration des postes du pays de destination. Ces frais seront payés aux capitaines ou armateurs desdits bâtimens, à raison de dix centimes ou douze maravedis pour chaque lettre ou paquet, et d'un franc ou trente-deux cuartos pour chaque kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés contenus dans ces dépêches.

Art. 3. Tout capitaine de navire français ou espagnol devant appareiller, soit d'un des ports de la France ou de l'Algérie pour l'Espagne, les Baléares, les Canaries ou les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, soit d'un des ports de l'Espagne, des Baléares, des Canaries ou des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique pour la France ou l'Algérie, sera tenu : 1° de déclarer au bureau de poste le jour et l'heure de son départ, le lieu de sa destination, ainsi que les lieux où il doit faire escale ; 2° de se charger des dépêches que ce bureau pourrait avoir à lui remettre.

Art. 4. La déclaration exigée par l'article précédent devra être faite deux jours au moins avant chaque départ, pour tous bâtimens ne faisant pas un service régulier. Pour les bâtimens à départs périodiques et réguliers, il suffira d'une seule déclaration faisant connaître, une fois pour toutes, les jours et heures de départ et les lieux desservis par ces bâtimens.

Art. 5. Tout capitaine français ou espagnol dont le navire devra appareiller pendant le jour sera tenu de se présenter au bureau de poste, pour y recevoir ses dépêches, quatre heures au plus tôt avant son départ. Toutefois, dans les localités où l'organisation du service le permettra, l'administration des postes fera remettre les dépêches à bord par ses propres agents.

Art. 6. Aucun navire du commerce français ou espagnol devant partir, soit d'un des ports de la France ou de l'Algérie pour l'Espagne, les îles Baléares, les Canaries ou les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, soit d'un des ports de l'Espagne, des îles Baléares, des Canaries ou des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique pour la France et l'Algérie, ne pourra recevoir sa patente de santé, ni le billet de sortie, si le capitaine ne présente aux autorités chargées de délivrer ces pièces un certificat du directeur ou du préposé des postes constatant la remise des dépêches adressées au lieu de destination de ce navire, ou qu'on n'en avait pas à lui remettre.

Art. 7. Les dépêches expédiées de l'un des deux pays pour l'autre par un bâtiment du commerce devront être livrées au premier bureau de santé qui communiquera avec le bâtiment conducteur, ou

au bureau de santé qui recevra la déclaration du capitaine, selon la pratique de chaque pays, de manière à ce qu'elles soient consignées dans le plus bref délai possible au bureau de poste du port d'arrivée.

Art. 8. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour l'Espagne, les Baléares, les Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, soit de l'Espagne, des Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique pour la France et l'Algérie, auront le choix de laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou de payer ce port d'avance jusqu'au lieu de destination.

Art. 9. Le port à percevoir en France et en Algérie sur les lettres affranchies à destination de l'Espagne, des Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, ainsi que sur les lettres non-affranchies originaires de l'Espagne, des Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la côte septentrionale de l'Afrique, est fixé savoir : 1^o Pour chaque lettre affranchie, à quarante centimes par sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi; 2^o pour chaque lettre non-affranchie, à soixante centimes par sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi.

Réciproquement, le port à percevoir en Espagne, dans les îles Baléares, les îles Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique sur les lettres affranchies à destination de la France et de l'Algérie ainsi que sur les lettres non-affranchies originaires de la France et de l'Algérie, est fixé, savoir : 1^o Pour chaque lettre affranchie, douze cuartos par quatre adarmes ou fraction de quatre adarmes; 2^o pour chaque lettre non-affranchie, à dix-huit cuartos par quatre adarmes ou fraction de quatre adarmes.

Art. 10. Par exception aux dispositions de l'article précédent, la taxe des lettres adressées de l'un des deux États dans l'autre sera réduite à vingt centimes par sept grammes et demi ou six cuartos par quatre adarmes en cas d'affranchissement, et à trente centimes par sept grammes et demi ou neuf cuartos par quatre adarmes en cas de non-affranchissement, toutes les fois que la distance existant, en ligne droite, entre le bureau d'origine et le bureau de destination, ne dépasse pas trente kilomètres.

Art. 11. L'administration des postes d'Espagne pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie, et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire. De son côté, l'ad-

ministration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes d'Espagne des lettres chargées à destination de l'Espagne, des îles Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, et, autant que possible, à destination des pays auxquels l'Espagne sert d'intermédiaire. Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination, il sera double de celui des lettres ordinaires.

Art. 12. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu payera à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs, dans le délai de deux mois à dater du jour de la réclamation ; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi des chargements ; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues, l'une envers l'autre, à aucune indemnité.

Art. 13. Tout paquet d'échantillons de marchandises qui sera expédié de la France et de l'Algérie pour l'Espagne, les Baléares, les Canaries ou les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le paiement d'une taxe de seize centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes. Réciproquement, tout paquet d'échantillons de marchandises qui sera expédié de l'Espagne, des Baléares, des Canaries ou des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique pour la France ou l'Algérie, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le paiement d'une taxe de vingt maravédís par vingt-deux adarmes ou fraction de vingt-deux adarmes.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par le présent article qu'autant qu'ils n'auront aucune valeur, qu'ils seront affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix. Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions seront taxés comme lettres.

Art. 14. Tout paquet contenant des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des brochures, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés qui sera expédié de la France ou de l'Algérie pour l'Espagne, les Baléares, les Canaries ou les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le paiement d'une taxe de huit centimes par quarante

grammes ou fraction de quarante grammes, et réciproquement; tout paquet contenant des objets de même nature qui sera expédié de l'Espagne, des Baléares, des Canaries ou des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique pour la France ou l'Algérie, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le paiement d'une taxe de dix maravédís par vingt-deux adarmes ou fraction de vingt-deux adarmes.

Art. 15. Pour jouir des modérations de port accordées par l'article précédent, les imprimés mentionnés dans ledit article devront être affranchis jusqu'à destination, être mis sous bandes et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main. Les imprimés qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence. Il est entendu que les dispositions contenues dans l'article susmentionné n'infirmement en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer, sur leurs territoires respectifs, le transport et la distribution de ceux des objets désignés audit article à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'en Espagne.

Art. 16. Seront acquises à l'administration des postes de France les taxes perçues en France et en Algérie, tant sur les correspondances de toute nature affranchies à destination de l'Espagne, des Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, que sur les lettres non-affranchies originaires de l'Espagne, des Baléares, des Canaries et des possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique. Réciproquement, seront acquises à l'administration des postes d'Espagne les taxes perçues en Espagne, dans les îles Baléares, les îles Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, tant sur les correspondances de toute nature affranchies à destination de la France et de l'Algérie que sur les lettres non-affranchies originaires de la France et de l'Algérie.

Art. 17. Les deux administrations des postes de France et d'Espagne n'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui empruntent leur intermédiaire aucune lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, ou tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 18. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances adressées de l'un des deux pays dans l'autre, les Gouvernements français et espagnol s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

Art. 19. Le Gouvernement espagnol prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit en dépêches closes, sur le territoire espagnol, des correspondances originaires de la France, ou passant par la France, à destination des pays auxquels l'Espagne sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour la France et les États auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

De son côté le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement espagnol le transit en dépêches closes, sur le territoire français, des correspondances originaires de l'Espagne, à destination des pays auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour l'Espagne et des États auxquels l'Espagne sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'administration pour le compte de laquelle les correspondances seront transportées en dépêches closes payera à l'administration qui effectuera ce transport, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire desservi par cette dernière administration et le point par lequel elles en sortiront, la somme de dix centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois, il est convenu que les droits de transit espagnol à payer par l'administration des postes de France à l'administration des postes d'Espagne pour les objets compris dans les dépêches closes de ou pour la France, ne pourront pas excéder les droits de transit espagnols applicables aux objets de même nature compris dans les dépêches closes que ladite administration des postes d'Espagne sera tenue de transporter pour le compte d'une autre administration, par la voie que suivront les dépêches de ou pour la France, en vertu des conventions de poste conclues entre l'Espagne et d'autres États, et réciproquement; que les droits de transit français à payer, par l'administration des postes d'Espagne, à l'administration des postes de France, pour les objets compris dans les dépêches closes de ou pour l'Espagne, ne pourront pas excéder les droits de transit français applicables aux objets de même nature compris dans les dépêches closes que ladite administration des postes de France sera tenue de transporter, pour le compte d'une autre administration, par la voie que suivront les dépêches de ou pour l'Espagne, en vertu des conventions de poste conclues entre la France et d'autres États.

Art. 20. Le Gouvernement français promet de faire transporter en

dépêches closes, avec ses propres correspondances, les lettres et les imprimés de toute nature que l'Espagne jugera à propos d'échanger avec les Philippines par la voie de la France et de l'isthme de Suez.

L'administration des postes espagnoles payera à l'administration des postes de France, pour prix du transit à travers la France et à travers l'isthme de Suez et pour port de voie de mer entre Marseille et Alexandrie, et entre Suez et Hong-Kong, des lettres et des imprimés ci-dessus désignés, savoir :

1^o La somme de dix réaux de vellon par once espagnole de lettres, poids net.

2^o La somme de cinq réaux de vellon et un quart, par livre espagnole d'imprimés, aussi poids net.

Dans le cas où des modifications seraient introduites ultérieurement dans le prix que l'administration des postes de France doit payer à l'office des postes britanniques pour les lettres et les imprimés transportés par les services britanniques entre Marseille et Hong-Kong, et originaires ou à destination de la France et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, il est convenu que les prix ci-dessus fixés seront réduits ou augmentés, suivant le cas, conformément auxdites modifications.

Art. 21. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, et qui sont mentionnées dans les articles 19 et 20 précédents, ne sera pas compris dans les pesées des lettres et des imprimés sur lesquelles devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

Art. 22. L'administration des postes de France et l'administration des postes d'Espagne fixeront, d'un commun accord, conformément aux conventions actuellement en vigueur ou qui interviendraient dans la suite, les conditions auxquelles pourront être échangés à découvert, entre les bureaux d'échange respectifs, les lettres et les imprimés originaires ou à destination des colonies et des pays étrangers qui empruntent l'intermédiaire de l'un des deux pays pour correspondre avec l'autre.

L'administration des postes de France et l'administration des postes d'Espagne fixeront aussi, d'un commun accord, les conditions auxquelles pourront être transmises, tant par la voie des paquebots-poste français que par la voie des paquebots-poste britanniques, les correspondances expédiées de la France, de l'Algérie et des pays

auxquels la France sert d'intermédiaire pour Cuba, Porto-Rico et les Philippines, *et vice versa*.

Il est entendu que les dispositions qui seront arrêtées en vertu du présent article, ainsi que celles fixées par les articles 19 et 20 précédents, pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaitront la nécessité.

Art. 23. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés mal adressés ou mal dirigés, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte avec l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires, les échantillons de marchandises et les imprimés qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes d'Espagne par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés, chargés du port exigible, au lieu de la précédente destination.

Art. 24. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés échangés à découvert entre les deux administrations des postes de France et d'Espagne, qui seront tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur. Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination, ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non-affranchies tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes, lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'office correspondant.

Art. 25. Les administrations des postes de France et d'Espagne

dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces administrations, seront soldés, à la fin de chaque trimestre, par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre.

Les comptes ci-dessus mentionnés seront établis et soldés en monnaie de France. A cet effet, les sommes portées dans lesdits comptes en monnaie espagnole seront réduites en francs sur le pied de dix-neuf réaux de vellon pour cinq francs.

Les soldes des comptes seront payés, savoir : 1° En traites sur Paris, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France ; 2° en traités sur Madrid, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes d'Espagne.

Art. 26. L'administration des postes de France et l'administration des postes d'Espagne désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles régleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux pays pour l'autre insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste ; Elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement, et arrêteront les dispositions relatives à la forme des comptes mentionnés à l'article 25 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention. Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 27. La présente Convention aura force et valeur, à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 28. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Madrid, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Ildéfonse, en double original, le 5^e jour d'août de l'an de grâce 1859.

(L. S.) *Signé* : AD. BARROT.

(L. S.) *Signé* : SATURNINO CALDERON COLLANTES.

Article additionnel.

Les soussignés, Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur des Français et de S. M. la Reine des Espagnes, sont convenus d'ajouter l'article suivant à la Convention postale qu'ils ont signée aujourd'hui 5 août :

Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les lettres, les imprimés et les journaux à destination de l'un des deux pays, que l'administration des postes de France et l'administration des postes d'Espagne se livreront réciproquement affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de ladite Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans les pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires, si ce n'est d'un droit de factage, qui ne devra jamais excéder la somme d'un cuarto en Espagne, et de l'équivalent en France.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur qu'il était inscrit mot à mot dans ladite Convention ; il sera ratifié, et les ratifications seront échangées en même temps que celles de la Convention.

En foi de quoi, les soussignés Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Ildéfonse, en double original, le 5 du mois d'août de l'an 1859.

(L. S.) *Signé* : AD. BARROT.

(L. S.) *Signé* : SATURNINO CALDERON COLLANTES.

FRANCE — ALLEMAGNE DU NORD

CONVENTION POUR FACILITER LA CIRCULATION SUR LE CHEMIN DE FER ENTRE SARREGUEMINES ET SARREBRUCK, SIGNÉE A PARIS, LE 26 AVRIL 1870.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, désirant faciliter la circulation des voyageurs et des marchandises sur le chemin de fer qui relie Sarreguemines à Sarrebrück, ont résolu de conclure, dans

ce but, une convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, Son Excellence M. Émile *Ollivier*, député, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé par intérim du département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi de Prusse, Son Excellence M. le baron Charles-Antoine-Philippe de *Werther*, grand'croix de l'ordre royal de l'Aigle-Rouge, grand commandeur de l'ordre de la maison de Hohenzollern, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, etc., etc., son conseiller privé et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il sera organisé à la gare française de Sarreguemines un bureau de douane prussien sous la dénomination de « *Koeniglich Preussisches Nebenzollamt I zu Saargemünd.* »

Ce bureau sera établi aux frais de la Compagnie française des chemins de fer de l'Est, sauf remboursement par l'Administration du chemin de fer de l'État prussien de la partie de ces frais qui incombe à cette administration, aux termes du contrat qu'elle a passé avec la Compagnie des chemins de l'Est, ladite Compagnie étant également tenue de fournir à la douane française, dans la gare de Sarreguemines, les installations matérielles nécessaires à son service.

Art. 2. Le local affecté à la douane prussienne sera désigné par l'apposition des armes de Prusse.

Art. 3. La voie ferrée entre Sarreguemines et Sarrebrück sera considérée comme route internationale ouverte pour les deux pays, tant à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, qu'au transport des voyageurs s'effectuant de France en Prusse, et *vice versa*; les wagons plombés ou cadénassés et les douaniers d'escorte pourront parcourir ladite voie en tout temps, sans empêchement ni arrêt.

Art. 4. La fermeture et l'emploi des locaux affectés au service des douanes prussiennes, ainsi que leur surveillance par ses agents, seront réglés et ordonnés exclusivement par l'autorité prussienne.

Art. 5. Des magasins distincts seront construits pour les marchandises importées en France et pour celles en voie d'importation en Prusse.

Ceux de ces magasins destinés à recevoir les marchandises pénétrant en France seront placés dans la partie de la gare réservée à la douane française, et, réciproquement, les magasins ouverts aux marchandises expédiées en Prusse devront faire partie des locaux attribués à la douane prussienne.

Il est entendu que les employés des deux pays, s'ils ne préfèrent agir simultanément, pourront, de part et d'autre, se livrer à la régularisation des opérations de sortie avant qu'il soit procédé à celles d'entrée par la douane voisine.

Art. 6. Le règlement de police pour le mouvement des marchandises à l'entrée et à la sortie des magasins, et la fixation du délai à accorder à cet effet seront concertés entre les administrations des douanes respectives.

Art. 7. La police intérieure de la gare mixte de Sarreguemines sera assurée par un poste d'agents français, lesquels prêteront leur concours à la requête des chefs de la douane prussienne, sans que l'emploi de cette force armée auxiliaire puisse occasionner aucun frais au Gouvernement prussien.

Art. 8. Les administrations française et prussienne donneront à leur installation douanière, à la gare de Sarreguemines, toute l'extension que pourra exiger le trafic, et accorderont toutes les facilités compatibles avec leurs règlements.

Art. 9. Les agents prussiens ne relèveront que de l'autorité de S. M. le Roi de Prusse pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare. Ils seront porteurs de leur uniforme et de leurs armes, dans l'escorte des convois, et, dans la gare, pour la garde des marchandises, de la caisse, et pour les autres actes de leur service.

Art. 10. Les sujets prussiens attachés au service de la gare mixte de Sarreguemines seront exemptés, en France, de toute contribution directe et personnelle, ainsi que du service de la garde nationale.

Le matériel nécessaire au service de la Prusse dans la gare de Sarreguemines, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles obligés de résider sur le territoire français seront, à leur entrée en France, exemptés des taxes de douane, sauf aux propriétaires à remplir les formalités prescrites en pareil cas par les règlements de la douane française.

La formalité du passe-port ne sera pas imposée, à leur entrée en France, aux employés prussiens de la gare de Sarreguemines, non plus qu'aux agents supérieurs du contrôle des douanes prussiennes et du Zollverein. Il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Art. 11. Les employés des douanes des deux États feront mutuellement et conjointement leurs efforts pour prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande dans l'enceinte de la gare, et se communiqueront réciproquement tous les renseignements de nature à intéresser le service.

Leurs rapports auront lieu sur le pied de l'égalité, et leurs rela-

tions de service, dans le cas de communications directes, seront les mêmes qu'entre employés d'égale position d'un même pays.

Art. 12. Les bureaux de douane de Sarreguemines appartenant à chacun des deux États communiqueront en tout temps et sans déplacement, et sur première demande, aux employés supérieurs des douanes de l'autre État les registres d'entrée et de sortie, avec les pièces à l'appui.

Art. 13. La douane prussienne établie à la gare mixte de Sarreguemines aura les attributions d'un bureau prussien, notamment pour la réception des déclarations, les opérations de visite, les perceptions, le plombage ou cadenasement des wagons ou paniers et la constatation des contraventions reconnues dans la gare. Elle aura le droit de mettre sous sequestre les marchandises et objets auxquels ces contraventions se rapportent; de transiger sur ces contraventions où de les déférer aux tribunaux prussiens compétents, qui les jugeront d'après les lois de leur pays; de disposer, s'il y a lieu, de la marchandise sequestrée en vertu, soit de la transaction passée avec le prévenu qui en aura fait l'abandon à la douane prussienne, soit d'un jugement devenu définitif qui en aura prononcé la confiscation au profit de ladite douane; de retenir les marchandises, bagages et moyens de transport en garantie des amendes, sauf à en donner mainlevée moyennant caution.

Art. 14. En matière de contraventions aux lois de douane prussiennes commises dans la gare mixte de Sarreguemines, les autorités compétentes françaises se chargeront, à la requête des autorités prussiennes, d'entendre des témoins, de procéder à des recherches ou informations, et de notifier le résultat de ces démarches aux autorités prussiennes.

Lorsque les assignations ou significations à prévenus ou à témoins seront nécessaires en France, la pièce émanée des tribunaux prussiens ou des autorités prussiennes sera transmise directement ou par voie diplomatique au ministère public du lieu de la résidence, et signifiée à personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent; le ministère public renverra au magistrat expéditeur l'original revêtu de son visa et constatant la notification, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans le pays d'où émane l'acte ou le jugement.

Art. 15. En ce qui concerne les délits et crimes commis dans la gare ou sur la voie, et qui tombent sous l'application des lois et ordonnances françaises, la compétence des tribunaux ordinaires français est expressément réservée, même à l'égard de tout sujet ou agent prussien.

Les autorités judiciaires françaises informeront le Gouvernement prussien des poursuites dirigées contre ses nationaux et de leur résultat.

Art. 16. Dans le cas où un employé ou agent prussien admis par son service à résider ou à pénétrer sur le territoire français serait reconnu coupable de crime ou délit, soit civil, soit politique, ou de contraventions de douane, le gouvernement prussien s'engage, à charge de réciprocité, à le remplacer immédiatement.

Art. 17. A l'effet de faciliter la circulation des voyageurs se rendant en Prusse, le Gouvernement prussien aura la faculté de faire examiner et viser leurs papiers à la gare mixte de Sarreguemines.

Art. 18. Le Gouvernement prussien garantit au Gouvernement français toute la réciprocité des stipulations contenues dans les articles précédents, pour le cas où la jonction des chemins de fer respectifs sur un autre point de la frontière des deux États rendrait nécessaire l'établissement sur le territoire prussien d'un bureau de douane français dans une gare mixte internationale.

Il est bien entendu qu'en conformité de la loi française, les contraventions douanières qui seraient éventuellement constatées par ce bureau devront être déférées au tribunal compétent français le plus rapproché du lieu.

Art. 19. La présente Convention est conclue pour une période de cinq années, qui courront à partir du jour où la douane prussienne à Sarreguemines commencera ses opérations.

Cette Convention restera en vigueur après l'expiration de la période de cinq années, tant que de part et d'autre elle n'aura pas été dénoncée six mois à l'avance.

Art. 20. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 26 avril 1870.

(L. S.) Signé : ÉMILE OLLIVIER.

(L. S.) Signé : WERTHER.

Article additionnel.

L'administration du chemin de fer de l'État prussien s'entendra avec la Compagnie française des chemins de fer de l'Est pour la construction à la gare de Sarreguemines, d'après un plan préalablement agréé par

la douane prussienne, d'une maison destinée au logement du receveur prussien, d'un commis vérificateur et d'un plombier.

Fait à Paris, le 26 avril 1870.

(L. S.) *Signé* : EMILE OLLIVIER.

(L. S.) *Signé* : WERTHER.

ITALIE — SUISSE

ARTICLES ADDITIONNELS A LA CONVENTION DU 5 OCTOBRE 1869,
RELATIVE A LA CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER PAR LE SAINT-
COTHARD, SIGNÉS A BERNE, LE 26 AVRIL 1870.

Dans le but de laisser aux États signataires du protocole final de la Conférence internationale de Berne le temps nécessaire pour se mettre en mesure d'accéder à la Convention conclue entre l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires soussignés, à cela dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le délai fixé à l'alinéa de l'article 21 de la Convention signée le 15 octobre 1869 (1), est prorogé jusqu'au 31 juillet prochain.

Art. 2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prévenir de cette prorogation les gouvernements à qui elles ont adressé l'invitation d'adhérer à ladite Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, en double original, le 26 avril 1870.

Le Plénipotentiaire italien,

(L. S.) *Signé* : MELEGARI.

Les Plénipotentiaires suisses,

(L. S.) *Signé* : DUBS,

(L. S.) *Signé* : SCHENK,

(L. S.) *Signé* : WELTI.

(1) Voir *Archives* 1873, t. 2, p. 773.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE,
SIGNÉE A PARIS, LE 30 AVRIL 1870.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. l'Empereur des Français, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un État dans l'autre, au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Richard Bickerton Pemel, lord *Lyons*, pair du Royaume-Uni, membre du très-honorable conseil de Sa Majesté britannique, chevalier grand'croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté britannique près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Et S. M. l'Empereur des Français, Son Excellence M. Émile *Ollivier*, député, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé par intérim du département des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la poste, tant du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour la France et l'Algérie, que de la France et de l'Algérie pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Les envois s'effectueront au moyen de mandats tirés par les bureaux de l'administration des postes britanniques sur des bureaux de l'administration des postes de France, et *vice versa*.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cent cinquante-deux francs, ou de dix livres sterling.

Art. 2. Il sera perçu une taxe de vingt centimes par chaque somme de dix francs, ou fraction de dix francs, expédiée de France et d'Algérie pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ; et réciproquement, il sera perçu sur les envois de fonds du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour la France et l'Algérie, savoir :

1^o Pour chaque somme n'excédant pas deux livres sterling, une taxe de neuf pence ;

2° Pour chaque somme de plus de deux livres sterling, et n'excédant pas cinq livres sterling, une taxe de un shilling et six pence;

3° Pour chaque somme de plus de cinq livres sterling, et n'excédant pas sept livres sterling, une taxe de deux shillings et trois pence;

4° Pour chaque somme de plus de sept livres sterling, et n'excédant pas dix livres sterling, une taxe de trois shillings.

Les taxes fixées ci-dessus seront payées par les preneurs de mandats, et le produit en sera partagé par moitié entre l'administration des postes britanniques et l'administration des postes de France.

Toutefois, la part de celle des deux administrations qui aura payé les mandats ne pourra jamais être moindre de un pour cent des sommes dont elle aura fait l'avance.

Art. 3. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste britanniques ou français, en exécution de l'article 1^{er} de la présente Convention, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus des taxes fixées en vertu de l'art. 2.

Art. 4. L'administration des postes britanniques et l'administration des postes de France dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées les sommes payées par leurs bureaux respectifs; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

Le solde des comptes ci-dessus mentionnés sera établi en monnaie de France.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de cinq pour cent l'an, et devront être portés au débit de l'administration retardataire sur le compte auquel se rapportera la somme productive d'intérêts.

Art. 5. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations en échange de mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants-droit, dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 6. L'administration des postes britanniques et l'administration des postes de France fixeront, d'un commun accord, la base de conversion de la monnaie britannique en monnaie française, et de la monnaie française en monnaie britannique.

Elles désigneront les bureaux qui émettront et payeront les mandats; elles régleront la forme de ces mandats et celle des comptes, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Il est entendu que les dispositions prises en vertu du présent article pourront être modifiées d'un commun accord, par les deux administrations, toutes les fois qu'elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 7. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États; et elle demeurera obligatoire, de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers trois mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 8. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 30 avril 1870.

(L. S.) *Signé* : LYONS.

(L. S.) *Signé* : ÉMILE OLLIVIER.

FRANCE — BELGIQUE.

CONVENTION POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER D'ARMENTIÈRES A OSTENDE, CONCLUE A PARIS, LE 44 MAI 1870.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une convention pour l'établissement d'un chemin de fer direct d'Armentières à Ostende, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français : M. Emile *Ollivier*, député, garde des sceaux, ministre de la Justice et des Cultes, chargé, par intérim, du département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi des Belges ; M. le baron Eugène *Beyens*, commandeur de son ordre royal de Léopold, grand officier de l'ordre impérial

de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement français s'engage à assurer, dans les limites de la Convention intervenue le 26 mai 1866, entre lui et la compagnie des chemins de fer d'Armentières à Ostende, l'exécution du chemin de fer d'Armentières à la frontière de Belgique, dans la direction d'Ypres.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage à assurer, dans les limites de la Convention intervenue, le 17 juin 1863, entre lui et les concessionnaires du chemin de fer d'Ostende à Armentières, l'exécution du chemin de fer d'Ostende à la frontière de France, dans la direction d'Armentières,

Art. 2. Le raccordement, à la frontière, des sections française et belge du chemin de fer d'Armentières à Ostende, sera effectué conformément au procès-verbal dressé le 22 décembre 1868, et marqué de la lettre A.

Le pont sur la Lys et les décharges accessoires à établir pour la construction de ce chemin de fer seront construits conformément au procès-verbal dressé sous la même date et marqué de la lettre B.

Il sera ménagé, aux frais et par les soins des concessionnaires, dans l'arche sud de ce pont, un dispositif de mines dont les détails seront réglés par le service du génie militaire.

A Armentières et à Ostende, le chemin de fer, objet de la présente Convention, sera raccordé à ceux existants, de manière que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans encombre sur les différentes lignes.

Art. 3. Les deux Gouvernements aviseront, chacun pour les parties situées sur son territoire, aux mesures à prendre à l'effet d'obtenir que le chemin de fer d'Armentières à Ostende soit mis en circulation dans le plus court délai possible.

Art. 4. Chacun des Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction de la partie du chemin de fer comprise sur son territoire.

La largeur de la voie, entre les bords intérieurs des rails, sera, dans les deux pays, de un mètre quarante-quatre centimètres (1^m44) au moins, et de un mètre quarante-cinq centimètres (1^m45) au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 5. Les deux Gouvernements rechercheront les moyens d'obte-

nir que la section comprise entre les stations frontières des deux chemins de fer français et belge, et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord sur ce point, accord qui reste soumis à l'approbation des hautes parties contractantes, les deux gouvernements se réservent de se concerter ultérieurement, par voie de correspondance, en ce qui concerne cette exploitation.

Art. 6. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et belge du chemin de fer sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 7. Les deux gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 8. Les deux gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que, dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, ces chemins de fer seront reliés avec ceux existant dans les deux pays, il y ait autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le nombre des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre que deux par jour dans chaque direction.

Art. 9. Sur tout le parcours de ces chemins de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux États quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux États dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire de l'État dans lequel ils entrent, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur des deux pays.

Art. 10. Les deux gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir pour la vérification des passe-ports et pour la police concernant les voyageurs seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux États.

Art. 11. Pour favoriser autant que possible l'exploitation de ces

chemins de fer, les deux gouvernements accordent aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui sont déjà concédées ou celles qui le seront par la suite sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et les bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination il se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux pays.

Art. 12. Les compagnies chargées de l'exploitation de ces chemins de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations ci-après énumérées :

1° Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux gouvernements avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de deuxième classe ;

3° Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste, et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4° Mettre à la disposition des administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste, et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5° Etablir autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux États s'entendront entre elles relativement à l'emploi de ces chemins de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 13. Les deux gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service de ces chemins de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public, pourront également être établis le long de ces chemins de fer par les soins des deux gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 14. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé ladite Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 11 mai 1870.

(L. S.) *Signé*: EMILE OLLIVIER.

(L. S.) *Signé*: EUG. BEYENS.

FRANCE — ITALIE

CONVENTION POUR L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS CONCLUE A PARIS LE 12 MAI 1870.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, désirant, d'un commun accord, conclure une Convention à l'effet de régler l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français : M. Emile *Ollivier* député, garde des sceaux, ministre de la Justice et des Cultes, chargé, par intérim, du département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi d'Italie : M. le chevalier Constantin *Nigra*, son envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, grand-croix de l'ordre des saints Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie s'engagent à se livrer récipro-

quement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de France ou des colonies françaises en Italie, ou d'Italie en France et dans les colonies françaises, et poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents, pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après :

Art. 2. 1° Assassinat ;

2° Parricide ;

3° Infanticide ;

4° Empoisonnement ;

5° Meurtre ;

6° Avortement ;

7° Viol ;

8° Attentat à la pudeur consommé ou tenté avec ou sans violence ;

9° Attentat aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans ;

10° Enlèvement de mineurs ;

11° Exposition d'enfants ;

12° Bigamie ;

13° Coups et blessures volontaires ayant occasionné soit la mort, soit une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage de membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes ;

14° Castration ;

15° Coups et blessures envers des magistrats dans l'exercice de leurs fonctions ;

16° Association de malfaiteurs ;

17° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, avec ordre de déposer une somme d'argent ou de remplir toute autre condition ;

18° Extorsions ;

19° Séquestration ou détention illégale de personnes ;

20° Incendie volontaire ;

21° Vol ;

22° Escroquerie ;

23° Abus de confiance, soustractions, concussion et corruption de fonctionnaires publics ;

24° Falsification de monnaie, introduction et émission frauduleuse de fausse monnaie ; falsification frauduleuse de papier-monnaie ayant cours légal ;

Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission, mise en circulation ou usage de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ;

Contrefaçon ou falsification d'actes émanant du pouvoir souverain ;

Contrefaçon ou falsification des sceaux de l'Etat et de tous timbres et poinçons autorisés par les gouvernements respectifs ; alors même que la fabrication, contrefaçon ou falsification aurait eu lieu en dehors de l'Etat qui réclamerait l'extradition ;

25° Faux en écriture publique ou authentique ou de commerce ; ou en écriture privée ;

26° Usage des divers faux :

27° Faux témoignage et fausse expertise ;

28° Subornation de témoins, d'experts et d'interprètes ;

29° Dénonciation calomnieuse ;

30° Banqueroute frauduleuse ;

31° Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques ;

32° Toute destruction, dégradation ou dommage de la propriété mobilière ou immobilière ;

33° Baratterie ;

34° La piraterie et les faits assimilés à la piraterie, à moins que l'Etat requis ne soit compétent pour la répression et ne préfère se la réserver ;

35° Insurrection de l'équipage d'un navire.

Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives de tous les faits punis comme crimes par la législation du pays réclamant et celles des délits de vol, escroquerie et extorsion.

En matière correctionnelle ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessus : 1° pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins de deux mois d'emprisonnement ; 2° pour les prévenus ou accusés, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans ou d'une peine équivalente.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande est adressée.

Art. 3. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente Convention.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'art. 2 de la présente Convention devra être arrêté préventivement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis transmis par la poste ou par télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation sera facultative, si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux États ; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous les interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté, rendre compte au ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient porté à surseoir à l'arrestation réclamée.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis ; elle cessera d'être maintenue si, dans les vingt jours, à partir du moment où elle a été effectuée, ce gouvernement n'est pas saisi, conformément à l'article 4, de la demande de livrer le détenu.

Art. 6. Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, autant que possible, remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 7. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt ou jugement de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, leur date ainsi que la pénalité applicable à ces faits.

Les pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi pénale applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou le délit objet de la poursuite rentre dans les prévisions du traité, des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la requête.

Art. 8. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine, s'il est condamné. Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

Art. 9. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes ou délits prévus à l'article 2. Toutefois, elle autorisera l'examen et, par suite, la répression des délits poursuivis en même temps comme connexes du fait incriminé et constituant, soit une circonstance aggravante, soit une dégénérescence de l'accusation principale.

En dehors de ces deux cas, l'individu qui aura été livré ne pourra pas être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui l'a livré, ou, s'il n'y a pas consentement, à moins que l'infraction ne soit comprise dans la Convention et qu'on n'ait obtenu préalablement l'adhésion du gouvernement qui aura accordé l'extradition.

Art. 10. L'extradition pourra être refusée, si la prescription de la peine ou de l'action est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 11. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture des prévenus et le transport des objets mentionnés dans l'article 6 de la présente Convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis. Lorsque l'emploi de la voie ferrée sera réclamé, le transport se fera par cette voie; l'État requérant remboursera seulement les frais de transport payés aux compa-

gnies par le Gouvernement requis, d'après le tarif dont il jouit et sur production des pièces justificatives.

Art. 12. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, sans autre formalité que la signature du magistrat instructeur compétent, et il y sera donné suite d'urgence, à la requête du ministère public et sous sa surveillance.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Art. 13. En matière pénale, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Français réfugié ou à un Italien paraîtra nécessaire au Gouvernement français et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement ou directement au ministère public du lieu de la résidence sera signifiée *à personne*, à sa requête, par les soins d'un officier compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans le pays d'où émane l'acte ou le jugement.

Art. 14. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite ; dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Les personnes résidant en France et en Italie, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations antérieurs, civils ou criminels, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figurent comme témoins.

Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation des criminels détenus dans l'autre ou la production des pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs ter-

ritoires respectifs, de criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 15. L'extradition par voie de transit sur le territoire français ou italien, ou par les bâtiments des services maritimes des deux États, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit et livré par un autre gouvernement, sera autorisée, sur simple demande par voie diplomatique, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la conduite d'agents du pays, requis et aux frais du Gouvernement réclamant.

Art. 16. La présente Convention est conclue pour cinq années.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucun des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années, et ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

L'époque de la mise en vigueur de la présente Convention sera fixée dans le procès-verbal d'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le douzième jour du mois de mai de l'an 1870.

(L. S.) *Signé* : ÉMILE OLLIVIER.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.

ESPAGNE — FRANCE

CONVENTION POUR RÉGLER LA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS ET L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES JUGEMENTS, CONCLUE A PARIS, LE 14 MAI 1870 (1).

S. M. l'Empereur des Français et S. A. le Régent d'Espagne, désirant régler d'un commun accord les questions relatives à la jouissance et à l'exercice des droits civils des nationaux respectifs, ainsi que l'exécution réciproque des jugements rendus par les tribunaux des deux pays, dans un esprit conciliant et libéral qui simplifie les rapports juridiques entre la France et l'Espagne et qui affirme sur ce

(1) Non ratifiée.

point les vrais principes du droit international, ont résolu de conclure une Convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Émile Ollivier, député, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé par intérim du département des affaires étrangères;

Et S. A. le Régent d'Espagne, M. Salustiano de Olozaga, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'or, chevalier grand'croix de l'ordre distingué de Charles III, grand'croix des ordres de Léopold de Belgique, des Saints Maurice et Lazare, etc., etc. membre de l'Académie de l'Histoire, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Espagne près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er} Les Français en Espagne et les Espagnols en France ont la jouissance de tous les droits civils.

Art. 2. La caution *judicatum solvi* ne sera pas exigée des Espagnols en France, et, réciproquement, aucune caution judiciaire analogue ne pourra être exigée des Français en Espagne.

Art. 3. En matière personnelle et en matière mobilière, les Français résidant en Espagne et les Espagnols résidant en France seront valablement actionnés devant le tribunal de leur résidence.

Art. 4. En matière immobilière, le tribunal de la situation des immeubles en litige restera seul compétent.

Art. 5. Les consuls des deux pays conserveront le droit d'administrer et de liquider les successions de leurs nationaux. Toutefois, les contestations judiciaires auxquelles pourra donner lieu l'ouverture d'une succession seront soumises au tribunal du dernier domicile du défunt.

Art. 6. Quelle que soit la nationalité des parties, les jugements régulièrement rendus par les tribunaux civils ou commerciaux français, et qui auront acquis en France force de chose jugée, auront en Espagne la même autorité et la même force qu'en France, et, réciproquement, les jugements rendus par les tribunaux civils ou commerciaux espagnols ayant acquis en Espagne force de chose jugée auront en France la même autorité et la même force.

Art. 7. Les actes reçus dans les deux pays par les notaires, ou autres officiers publics compétents, auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés dans le pays où ils devront recevoir leur exécution, même quand ils emporteront hypothèque.

Art. 8. La question de savoir quels droits peuvent être acquis sur les

biens immeubles et comment se conservent ces différents droits sera toujours réglée par la loi du pays où ces biens sont situés.

Art. 9. Toutes questions relatives aux successions seront réglées par la loi nationale du défunt en ce qui concerne la dévolution des meubles, et par la loi de la situation des biens en ce qui concerne la dévolution des immeubles.

Art. 10. La prescription des actions personnelles sera régie par la loi nationale du débiteur qui invoquera la prescription.

Art. 11. La forme des actes passés dans les pays respectifs sera régie par la loi du lieu où les actes auront été dressés.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes se réservent de déterminer, par un accord spécial, les conditions et les formes d'après lesquelles seront exécutés, dans chacun des deux pays, les jugements rendus par les tribunaux respectifs.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée et elle est conclue pour cinq ans à compter du jour de l'échange des ratifications. A l'expiration des cinq ans, elle perdra de plein droit toute force et valeur si elle n'a pas été renouvelée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 mai 1870.

L. S.) Signé : ÉMILE OLLIVIER.

(L. S.) Signé : SALUSTIANO DE OLOZAGA.

Article additionnel.

Les Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur des Français et de S. A. le Régent d'Espagne sont convenus d'ajouter l'article suivant à la Convention sur les droits civils qu'ils ont signée aujourd'hui, 14 mai 1870 :

Les Agents diplomatiques et consulaires de chacune des deux nations recevront une délégation expresse de leur souverain respectif à l'effet d'apposer la formule exécutoire sur les jugements.

Les conditions et les formes dans lesquelles seront exécutés, dans chacun des deux pays, les jugements ayant force de chose jugée, seront celles du pays où ces jugements devront être mis à exécution.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans ladite Convention. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps que celles de la Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 44 mai 1870.

(L. S.) *Signé* : ÉMILE OLLIVIER.

(L. S.) *Signé* : SALUSTIANO DE OLOZAGA.

FRANCE — RUSSIE

DÉCLARATION RELATIVE A LA GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ DES MARQUES DE FABRIQUE, FAITE A SAINT-PÉTERSBOURG LE 6¹⁸ MAI 1870.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. l'Empereur de Russie désirant assurer, par une extension des garanties qui résultent des stipulations de l'article 22 du Traité de commerce et de navigation conclu le 2/14 juin 1857 (1), une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière des sujets des deux États, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. La mise en vente ou en circulation de produits revêtus de marques de fabrique, françaises ou russes, contrefaites en tout pays étranger, sera considérée comme une opération frauduleuse, interdite sur le territoire des deux États et passible : en France, des peines portées par la loi du 23 juin 1857 ; en Russie, des peines édictées par les articles 173 à 176 et 181 du code relatif aux peines infligées par les juges de paix, et les articles 1665 à 1669 et 1671 à 1675 du code pénal (édition de 1866).

(1) *Art. 22 du Traité du 14 juin 1857.*

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer dans leurs États une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière de leurs sujets respectifs, sont convenues, d'un commun accord, que toute reproduction dans l'un des deux pays des marques de fabrique apposées dans l'autre sur certaines marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et réprimée, et pourra donner lieu à une action en dommages et intérêts valablement exercée par la partie lésée devant les tribunaux du pays où la contrefaçon aura été constatée.

Les marques de fabrique, dont les sujets de l'un des deux États voudraient s'assurer la propriété dans l'autre, devront être déposées exclusivement, savoir : les marques d'origine russe à Paris, au greffe du tribunal de la Seine, et les marques d'origine française à Saint-Petersbourg, au département des manufactures et du commerce intérieur.

Elle pourra donner lieu, devant les tribunaux, et selon les lois du pays où ladite opération frauduleuse aura été constatée, à une action en dommages-intérêts valablement exercée par la partie lésée envers ceux qui s'en seront rendus coupables.

Art. 2. Les sujets de l'un des deux Etats qui voudront s'assurer, dans l'autre, la propriété de leurs marques de fabrique, seront tenus de les déposer exclusivement, savoir : les marques d'origine française à Saint-Pétersbourg, au département du commerce et des manufactures, et les marques d'origine russe à Paris, au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Art. 3. Les présents articles, immédiatement exécutoires, seront considérés comme faisant partie intégrante du Traité de 2/14 juin 1857, et auront même force et durée que ledit Traité.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Saint-Pétersbourg, le 6/18 mai 1870.

(L. S.) Général FLEURY.

(L. S.) GORTSCHAKOFF.

FRANCE — WURTEMBERG

CONVENTION POUR ASSURER RÉCIPROQUEMENT LE BÉNÉFICE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX NATIONAUX DE L'AUTRE PAYS, CONCLUE A PARIS, LE 23 JUIN 1870.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Wurtemberg, désirant d'un commun accord conclure une Convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre Pays, ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français : M. le duc de Gramont, son Ministre et Secrétaire d'Etat au département des Affaires Etrangères, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-officier de l'ordre royal de Frédéric de Wurtemberg, etc., etc. ;

Et S. M. le Roi de Wurtemberg, M. le baron de Waechter, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, commandeur de l'ordre impérial de la Couronne de Wurtemberg, grand-croix de l'ordre royal de Frédéric, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc. ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Français en Wurtemberg, les Wurtembergeois en France, jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat sera approuvé et légalisé par l'Agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. Les Français admis en Wurtemberg, les Wurtembergeois admis en France au bénéfice de l'assistance judiciaire, seront dispensés, de plein droit, de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 4. La présente Convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée. Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 23 juin 1870.

(L. S.) Signé : GRAMONT.

(L. S.) Signé : WAECHTER

BELGIQUE — FRANCE

DÉCLARATION RELATIVE AU RECÈLEMENT, SIGNÉE A PARIS, LE 23 JUIN 1870.

Les soussignés, ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, et envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges à Paris, dûment autorisés par pleins pouvoirs de leurs souverains, sont convenus de ce qui suit :

Les individus mis en prévention ou en accusation, ou condamnés, du chef du recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2 de la Convention d'extradition conclue entre la France et la Belgique, le 29 avril 1869 (1), seront respectivement livrés dans les formes et suivant les règles prescrites par ladite convention.

La présente déclaration aura la même valeur et la même durée que si elle était insérée mot à mot dans ladite Convention.

Fait en double à Paris, le 23 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : GRAMONT.

(L. S.) *Signé* : EUG. BEYENS.

BELGIQUE — FRANCE — GRÈCE — SUISSE

RÈGLEMENT D'ÉCHANGE DES MONNAIES D'APPOINT, CONCLU A PARIS, LE 4 AOÛT 1870.

Les Gouvernements Belge, Français et Suisse, d'une part, et le Gouvernement Hellénique, d'autre part, désirant régler, pour l'exécution de l'article 8 de la Convention monétaire du 23 décembre 1865 (2), les conditions de l'échange des monnaies d'appoint entre la Belgique, la France et la Suisse, d'une part, et la Grèce, d'autre part, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

1° Pour effectuer l'échange des monnaies d'appoint prévu par l'ar-

(1) Voir *Archives* 1870, tome 1, page 175.

(2) Voir *Archives* 1866, tome 3, page 181.

ticle 8 de la Convention du 23 décembre 1865, les États ci-dessus mentionnés désignent :

La Belgique, la succursale de la Banque nationale à Anvers ;

La France, la trésorerie générale des Bouches-du-Rhône à Marseille ;

La Suisse, la caisse fédérale à Berne, d'une part ;

La Grèce, la Banque nationale à Athènes, d'autre part.

En conséquence, les monnaies d'appoint grecques dont l'un des Gouvernements Belge, Français ou Suisse aurait demandé l'échange, devront être expédiées respectivement par l'une des caisses ci-dessus indiquées, à destination de la Banque nationale à Athènes ; elles seront livrables à bord au Pirée

Réciproquement, la Banque nationale d'Athènes expédiera à l'une desdites caisses, livrables à bord à Anvers ou Marseille, et à Berne pour la Suisse, les monnaies d'appoint belges, françaises et suisses, dont le Gouvernement hellénique voudrait obtenir l'échange ;

2° L'échange n'aura lieu entre les caisses ci-dessus désignées que pour des sommes de 50,000 francs au minimum. Pour des sommes supérieures, l'échange s'effectuera par multiples de 10,000 francs. L'échange réclamé par des particuliers reste soumis aux conditions stipulées à l'article 8 de la Convention du 23 décembre 1865 ;

3° Les monnaies d'appoint à échanger seront divisées par coupures, c'est-à-dire que chaque sac ou rouleau ne contiendra que des coupures de même sorte, avec l'indication de la coupure, celle de la somme et celle du poids.

4° Les espèces seront, à leur arrivée, immédiatement vérifiées par la caisse chargée de les recevoir. Les résultats de cette vérification seront acceptés réciproquement *bona fide*.

5° La couverture des monnaies envoyées à l'échange sera faite, au plus tard, dans les deux mois qui suivront leur réception :

Soit à la caisse qui aura fait l'envoi en monnaie courante, c'est-à-dire en monnaie d'or ou en pièces de 5 francs d'argent, au titre de 0,900 de fin, ayant cours dans les États de l'union monétaire ;

Soit directement au département des finances de l'État qui aura fait l'envoi, au moyen d'une traite, à courte échéance, payable à Bruxelles, à Paris, à Berne ou à Athènes, suivant le cas.

Il est bien entendu qu'il sera procédé, s'il y a lieu, par compensation entre les États qui opèrent l'échange ;

6° Les administrations respectives des finances des divers pays s'aviseront réciproquement, vingt jours au moins à l'avance, des échanges que leurs caisses se proposeraient d'effectuer.

° Les frais de transport, jusqu'au port de débarquement, des mon-

naies d'appoint envoyées à l'échange resteront à la charge de l'État expéditeur. Par contre, tous les frais, sans exception, que pourra entraîner la couverture de ces envois seront supportés par l'État débiteur, que cette couverture soit faite en monnaie courante ou en traites.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Règlement et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 juillet/4 août 1870.

(L. S.) Signé : GRAMONT.

(L. S.) Signé : PHOCION ROQUE.

FRANCE — SIAM

ARTICLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COMMERCE DU
15 JUILLET 1867 (1), SIGNÉ A SAÏGON, LE 14 JUILLET 1870.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Siam, désirant régler définitivement et d'un commun accord la question relative au régime de la pêche dans les eaux du Grand Lac de Cambodge, ou mer intérieure, qui se trouve située entre les royaumes de Siam et du Cambodge, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. M. Napoléon III, Empereur des Français, M. le contre-amiral de *Cornulier-Lucinière*, gouverneur par intérim et commandant en chef des possessions françaises en Cochinchine;

S. M. Somdetch Phra Paramendr Maha Chulalonkorn, Roi de Siam, *Phya Rajavarmanukul Vipulia Bakti Biviabak*, directeur général au ministère de l'intérieur de Siam;

Et *Phra Raja Sena*, directeur des affaires civiles pour l'administration des provinces du Nord de Siam;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de l'article suivant, additionnel à la Convention du 15 juillet 1867 :

Article unique, § 1^{er}. Les Rois de Siam et de Cambodge renoncent réciproquement, pour eux et leurs successeurs, au droit de propriété exclusive qu'ils revendiquent chacun sur le Grand Lac ou portion du Grand Lac limitrophe des deux pays.

En conséquence, il ne sera prélevé aucun droit ni impôt sur les

(1) Voir *Archives* 1868, t. II, p. 595.

Cambodgiens, les Cochinchinois sujets français, ni sur les Siamois, se livrant à la pêche dans des bateaux, soit du côté du Cambodge, soit du côté de Siam.

§ 2. Les Cambodgiens, les Cochinchinois sujets français, les Siamois, qui établiront des hangars ou autres constructions de ce genre pour sécher ou fumer le poisson sur les rives du Grand Lac pendant la saison des eaux basses, soit sur le rivage lui-même, soit en les avançant assez loin dans le lac pour y trouver une profondeur d'eau qui permette aux bateaux d'y aborder sans échouer, devront payer aux Gouvernements de Siam et du Cambodge, selon qu'ils seront sur l'un ou l'autre de ces territoires, un droit de 8 1/2 0/0 sur la valeur du poisson à exporter. Cet impôt sera payé en argent ou en nature, c'est-à-dire en poisson de la même espèce que ceux qui seront exportés.

Mais les hangars ou autres constructions de ce genre, établis sur les îles ou les hauts-fonds situés dans le Lac et qui sont séparés de la côte par un chenal plus profond, c'est-à-dire qui ne touchent pas au littoral, et établis soit par des Cambodgiens, des Cochinchinois sujets français et des Siamois, ne seront sujets à aucun droit.

Les deux pays conservent seulement la faculté de percevoir des droits sur les produits de la pêche qui passent du Grand Lac sur leur territoire respectif.

§ 3. Tous canaux divergeant du Grand Lac, ou mer intérieure, soit du côté de Siam, soit du côté du Cambodge, et que certains fonctionnaires seront chargés d'entretenir, seront sujets au régime suivant, c'est-à-dire que quiconque voudra pêcher dans les eaux desdits canaux devra s'entendre avec leur surveillant, relativement au paiement à effectuer, soit en espèces, soit en poissons, ce qui aura été convenu entre les deux Parties.

§ 4. Les autorités des territoires où sont situés ces canaux prélèveront les taxes qui leur conviendront sur les pêcheurs des nationalités différentes.

Il ne sera prélevé aucun droit dans les eaux des ruisseaux et des canaux qui servent de frontières entre le Cambodge et les provinces qui appartiennent au Gouvernement Siamois.

Mais les Cambodgiens, les Cochinchinois sujets français et les Siamois qui établiront des hangars ou autres constructions de ce genre devront payer une taxe de 8 1/2 0/0 au Gouvernement ou autorités du Cambodge et de Siam, selon qu'ils seront sur l'un ou l'autre de ces territoires. Cet impôt sera payé soit en argent, soit en poissons de la même nature que ceux qui seront exportés.

Il est bien entendu que l'une des rives du *Prec Compong Prac* forme

la ligne frontière de la province siamoise de Battabong, et la rive opposée celle du royaume de Cambodge; de même qu'une des rives du *Prec Compong Thiam* forme la ligne frontière de la province siamoise d'Angcor, et la rive opposée celle du Cambodge.

Les rives de ces deux *Precs* et des canaux appartiennent à l'une et à l'autre des deux provinces siamoises ci-dessus.

§ 5. Dans le cas où des modifications au présent article additionnel paraîtraient désirables, elles ne pourraient se faire qu'après l'espace de douze années révolues et après que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aurait manifesté, une année à l'avance, son intention dans ce but.

§ 6. Le présent article additionnel au Traité du 15 juillet 1867 a été rédigé en français et en siamois, les deux versions ayant la même teneur et le même sens.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé le présent article additionnel, qui aura la même force et la même valeur que s'il était inséré mot pour mot dans le texte même du Traité du 15 juillet 1867.

Après lecture et signature, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé ici leur cachet.

Fait en quadruple expédition, à Saïgon, le 14 juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : Contre-amiral DE CORNULIER.

(L. S.) *Signé* : PHYA RAJAVARANUKUL VIPULIA BAKTI BIVIABAH.

(L. S.) *Signé* : PHRA RAJA SENA.

Complément du deuxième paragraphe de l'Article additionnel.

Les Plénipotentiaires de France et de Siam sont convenus, d'un commun accord, et avant la signature de l'article additionnel ci-dessus, d'ajouter au deuxième paragraphe de cet acte la condition ci après, qui aura la même force et la même valeur que toutes les autres dispositions précédemment insérées, dans le but de détruire d'avance toutes les objections :

Dans tous les cas, toute pêcherie éloignée du rivage toujours découvert par les eaux de plus de 700 mètres n'aura pas à payer le droit d'exportation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé ci-dessous leurs sceaux et leurs signatures les même jour, mois et an que dessus.

(L. S.) *Signé* : Contre-amiral DE CORNULIER.

(L. S.) *Signé* : PHYA RAJAVARANUKUL VIPULIA BAKTI BIVIABAH.

(L. S.) *Signé* : PHRA RAJA SENA.

COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE

RÈGLEMENT DE NAVIGATION ET DE POLICE FAIT A GALATZ, LE
8 NOVEMBRE 1870, APPLICABLE AU BAS-DANUBE.

La Commission européenne du Danube, vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au bas-Danube, en date du 2 novembre 1865, (1) annexé à l'acte public relatif à la navigation des embouchures dudit fleuve, signé à Galatz le même jour et ratifié dans la séance de la Conférence de Paris, en date du 28 mars 1836 (2) ;

Attendu que conformément audit article 112, le règlement sus énoncé a été modifié dans un grand nombre de ses dispositions ;

Que d'un autre côté, des dispositions nouvelles ont été édictées pour répondre à des besoins reconnus postérieurement à la mise en vigueur du susdit règlement du 2 novembre 1865 ;

Considérant que cette diversité des dispositions de police applicables au bas-Danube est un obstacle à ce que les navigateurs acquièrent facilement une connaissance suffisante de celles qui ont pour eux un caractère obligatoire ;

Qu'il y a dès-lors opportunité de réunir ces dispositions en un seul règlement, après les avoir soumises à une nouvelle révision ;

Arrête le règlement dont la teneur suit :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. L'exercice de la navigation sur le bas-Danube, en aval d'Isaktcha, est placé sous l'autorité de l'inspecteur général de la navigation du bas-Danube et du capitaine du port de Soulina.

Ces deux agents fonctionnent, l'un et l'autre, sous la surveillance de la Commission européenne du Danube ; leur autorité s'exerce indistinctement à l'égard de tous les pavillons.

Art. 2. L'exécution des règlements applicables au bas-Danube est également assurée par l'action des bâtiments de guerre stationnés aux embouchures conformément à l'article 19 du Traité de Paris (3).

Chaque station navale agit sur les bâtiments de sa nationalité et sur ceux dont elle se trouve appelée à protéger le pavillon, soit en vertu des Traités ou des usages, soit par suite d'une délégation générale ou spéciale.

(1) Voir *Archives* 1873, t. III, p. 132.

(2) Voir *Archives* 1867, t. II, p. 525.

(3) Voir *Archives* 1873, t. III, p. 83.

A défaut d'un bâtiment de guerre ayant qualité pour intervenir, les autorités préposées à la police du fleuve peuvent recourir aux bâtiments de guerre de la puissance territoriale.

Art. 3. L'inspecteur général est spécialement préposé à la police du bas-Danube, à l'exclusion du port de Soulina.

Il est assisté de plusieurs surveillants répartis sur les diverses sections fluviales de son ressort.

Art. 4. Le capitaine du port de Soulina est chargé de la police du port et de la rade extérieure de Soulina

Art 5. Les capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés, en vertu du présent règlement par l'inspecteur général et par le capitaine du port de Soulina, ou par les agents placés sous leurs ordres.

Ils sont également tenus de leur décliner, s'ils en sont requis, leurs noms, ainsi que la nationalité et les noms de leurs bâtiments, et de leur présenter leur rôle d'équipage, sans préjudice aux dispositions des articles 10, 17, 23 et 74 ci-dessous.

Une instruction spéciale émanée de la Commission européenne règle, dans ses détails, l'action de l'inspecteur général et du capitaine du port.

Art. 6. Indépendamment des fonctions judiciaires qu'ils remplissent dans les cas prévus par les articles 90 et 151 du présent règlement, l'inspecteur général et le capitaine du port de Soulina prononcent sommairement dans les différends entre les capitaines et leurs équipages, en se faisant assister par deux capitaines de la nationalité des parties litigantes, ou à leur défaut, par deux autres capitaines. Ils n'exercent toutefois cette partie de leurs attributions qu'autant que l'un des intéressés a réclamé leur intervention et qu'il ne se trouve pas sur les lieux une autre autorité compétente.

TITRE I

DE LA POLICE DE LA RADE ET DU PORT DE SOULINA

CHAP. I. — DE LA POLICE DE LA RADE DE SOULINA.

Art. 7. La rade de Soulina comprend les eaux de la mer, sur un rayon de deux milles nautiques autour de la tête de la digue du Nord.

Art. 8. Tout bâtiment qui arrive en rade de Soulina, en venant de la mer, est tenu de hisser son pavillon national.

Art. 9. S'il reste en rade pour charger ou décharger sa cargaison, il est néanmoins soumis aux ordres du capitaine du port de Soulina et de ses agents, pour tout ce qui concerne la police de la navigation.

Il a notamment à se conformer aux dispositions du présent règlement comprises sous le titre V et relatives au service des alléges.

Art. 10. Il doit mouiller à l'endroit qui lui est désigné par le chef ou le sous-chef des pilotes de Soulina.

Après quoi, le capitaine ou son second se présente, dans les vingt-quatre heures, au bureau du capitaine du port pour y déposer les papiers du bâtiment.

Art. 11. Il est interdit aux embarcations des navires mouillés sur la rade de s'engager dans la passe et de circuler dans le port, pendant la nuit, sans porter un fanal éclairé.

CHAP. II. — DE LA POLICE DU PORT DE SOULINA.

Art. 12. Le port de Soulina comprend le bras de Soulina sur une longueur de trois milles nautiques, en partant de l'ouverture de la passe formée par les têtes des digues de l'embouchure.

Art. 13. Aucun navire à voiles ou à vapeur jaugeant plus de cent tonneaux ne peut franchir la passe de Soulina, soit en venant de la mer, soit en sortant du fleuve, sans avoir à bord un pilote breveté par l'administration locale.

Cette disposition, toutefois, n'est pas applicable aux bateaux à vapeur faisant des voyages périodiques, lesquels peuvent se servir de leurs propres pilotes.

Sont également dispensés de l'obligation de prendre un pilote breveté, les bâtiments ne jaugeant pas plus de cent cinquante tonneaux, qui traversent l'embouchure de Soulina sur lest.

Le service du pilotage est réglé par des dispositions spéciales comprises sous le titre IV du présent règlement.

Art. 14. Aucun navire ne peut entrer dans le port de Soulina ou en sortir, sans hisser son pavillon national.

Les autorités du port ne permettent le passage à aucun navire sans pavillon.

Art. 15. Dans le cas où, par suite de gros temps, le chenal de Soulina est jugé impraticable par le capitaine du port, un pavillon bleu est arboré sur la tour du phare, et indique que les pilotes de l'administration ne peuvent aller en rade.

Art. 16. Les capitaines sont tenus de jeter l'ancre aux endroits qui leur sont désignés par les autorités du port et de changer le mouillage sur la réquisition de ces autorités, lorsque cela est reconnu nécessaire.

Il est interdit aux bâtiments à vapeur dont la longueur dépasse cent trente pieds anglais, ainsi qu'aux convois de remorque, de virer

de bord, lorsqu'ils arrivent d'amont, dans une des sections du port de Soulina où sont stationnés d'autres bâtiments.

Art. 17. Les capitaines se présentent, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, au bureau du capitaine du port, pour y produire leurs papiers de bord.

Ils sont tenus également, à l'exception des capitaines des bateaux à vapeur faisant des voyages périodiques, de présenter leurs papiers au directeur de la caisse de navigation de Soulina, qui appose sur le rôle d'équipage de chaque bâtiment entrant dans le Danube, quelle que soit sa capacité, une estampille portant ces mots : » Commission européenne du Danube, caisse de navigation de Soulina, « la date de l'année et un numéro d'ordre.

Si les navires qui viennent de la mer ne s'arrêtent pas plus de vingt-quatre heures à Soulina, les papiers de bord sont rendus immédiatement aux capitaines, après l'accomplissement des formalités prescrites ; dans le cas contraire, ils restent déposés au bureau du capitaine du port, par l'entremise duquel ils sont transmis, s'il y a lieu, à l'autorité consulaire compétente ; sauf ce cas, le rôle d'équipage doit toujours se trouver à bord du bâtiment.

Art. 18. Une fois à l'ancre, les bâtiments s'amarrent par des cables aux poteaux établis à cet effet le long des deux rives, ou aux bâtiments déjà mouillés, sans toutefois qu'il puisse y avoir jamais plus de trois corps amarrés bord-à-bord le long de chaque rive.

Ils rentrent leur bâton de foc et leurs bouts-dehors, qui ne peuvent servir, en aucun cas, à amarrer les embarcations.

Pendant toute la durée du mouillage, les vergues restent brassées de l'avant à l'arrière.

Art. 19. Il est interdit aux bâtiments de petit cabotage, ainsi qu'aux allégés, de circuler dans le port pendant la nuit.

Les embarcations du port ou des bâtiments marchands ne peuvent se déplacer pendant la nuit, sans porter un fanal éclairé.

Art. 20. Il n'est pas permis de chauffer, dans l'intérieur du port, du goudron ou de la poix, à bord des bâtiments.

Les capitaines veillent à ce qu'il ne soit fait usage, à leur bord, de lumières quelconques, autres que des lampes à verre ou des lanternes.

Art. 21. Le capitaine de tout bâtiment arrivant dans le port de Soulina, avec un chargement composé, exclusivement ou en partie, de pétrole, de poudre à canon ou de mine ou d'autres matières explosibles, est tenu d'en faire immédiatement sa déclaration au bossemar ou au pilote, avant de prendre son mouillage, et de produire l'autorisation dont il doit être muni pour l'importation de la poudre.

Art. 22. Les bâtiments ayant du pétrole à bord ne peuvent mouil-

ler que dans la partie inférieure du port, sur la rive gauche, en aval de tous les autres bâtiments, et il leur est interdit de s'amarrer ou de jeter l'ancre dans aucune autre section du port.

Les bâtiments ayant à bord des matières explosibles ne peuvent mouiller que dans la partie supérieure du port, en amont de tous les autres bâtiments, et ils sont tenus de porter un pavillon rouge en tête du mât de misaine.

Art. 23. Avant de sortir du port pour prendre la mer, les capitaines se présentent au bureau du capitaine du port pour y produire leurs papiers, et ils sont également tenus, à l'exception des capitaines des bateaux à vapeur faisant des voyages périodiques, de présenter leurs papiers au directeur de la caisse de navigation, qui annule alors, au moyen de l'empreinte d'une griffe, l'estampille apposée, à l'entrée, sur le rôle d'équipage, conformément à l'article 17 ci-dessus.

Le rôle ne peut-être rendu au capitaine avant qu'il n'ait produit son connaissement si son bâtiment sort chargé, mais pour les bâtiments qui reçoivent ou complètent leur chargement sur la rade de Soulina, la production du connaissement peut-être remplacée par celle d'un manifeste certifié par l'autorité consulaire ou locale compétente, et faisant connaître la nature et la quantité des marchandises embarquées. Ce manifeste doit de même être produit avant le retrait du rôle d'équipage.

Après l'acquiescement des droits de navigation établis par le tarif en vigueur à l'embouchure de Soulina et le paiement ou la consignation des amendes infligées en vertu des règlements sur la police de la navigation ou en vertu du susdit tarif, le rôle d'équipage est présenté à la chancellerie du capitaine du port, où doit toujours s'effectuer la dernière expédition pour les bâtiments en partance, et qui délivre alors aux capitaines de ces bâtiments le laissez-passer qui leur est nécessaire pour prendre la mer.

Art. 24. Le capitaine de tout bâtiment qui, par suite d'accident ou de vent contraire, entre en relâche dans le port de Soulina, ou est obligé d'y rentrer après en être sorti pour prendre la mer, est tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de la rentrée, au bureau du capitaine de port, pour y faire sa déclaration.

Il est tenu également de produire, dans le même délai, son rôle d'équipage au directeur de la caisse de navigation de Soulina. Ce rôle lui est immédiatement rendu.

Art. 25. Les bâtiments qui entrent dans le port de Soulina, dans l'un des cas prévus par l'article précédent, ne peuvent mouiller que dans la partie inférieure du port, au point qui leur est indiqué par le bosseman ou par le pilote.

CHAP. III. — DISPOSITIONS COMMUNES A LA RADE ET AU PORT DE SOULINA.

Art. 26. L'article 73 du présent règlement, qui interdit le jet du lest ailleurs que dans les endroits désignés à cet effet, s'applique notamment à la rade et au port de Soulina proprement dit.

Art. 27. Tout bâtiment mouillé dans le port ou sur la rade de Soulina, qui ne porterait pas l'indication de son nom sur son bordage extérieur, est tenu de porter ce nom affiché, en grands caractères, sur une partie facilement visible de son arrière, pendant toute la durée du mouillage.

Art. 28. Il est défendu de retirer, sans l'autorisation du capitaine du port, les ancres, chaînes et autres objets abandonnés dans le port ou dans la rade extérieure.

Art. 29. En cas d'échouement et de naufrage, ainsi qu'en cas d'avaries, le capitaine du port de Soulina porte les secours les plus urgents pour assurer le sauvetage de la cargaison, du navire et de ses appareils, et pour sauvegarder l'intérêt général de la navigation.

Après quoi, il se dessaisit de l'administration du sauvetage et envoie tous les actes dressés par lui à la plus proche autorité compétente.

TITRE II

DE LA POLICE DU FLEUVE

CHAP. I. — RÈGLE GÉNÉRALE

Art. 30. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment à voiles ou à vapeur, en cours de navigation ou stationnant, soit à l'ancre, soit amarré à la rive, est tenu de veiller à ce que son bâtiment ne cause ni entrave à la navigation, ni dommage, soit à d'autres bâtiments, soit aux échelles, bouées, signaux, chemins de halage et autres établissements servant à la navigation. placés sur le fleuve ou sur les rives, et il doit veiller avec le même soin à se sauvegarder lui-même.

Les bâtiments naviguant ou stationnant dans le bras de Soulina sont tenus de porter leurs ancres suspendues librement aux bossoirs, sans les fixer au bordage.

Les conducteurs de trains de bois ou radeaux sont soumis aux mêmes règles de précaution que ceux des bâtiments.

CHAP. II. — RÈGLES POUR LES BATIMENTS QUI SE CROISENT OU SE DÉPASSENT

Art. 31. En règle générale, il est interdit à un bâtiment de dépasser

le bâtiment qui suit la même route, et à deux bâtiments allant en sens contraire, de se croiser, sur les points où le chenal ne présente pas une largeur suffisante.

Art. 32. Aucun bâtiment ne peut se diriger par le travers de la route suivie par un autre bâtiment, de façon à l'entraver dans sa course.

Lorsqu'un bâtiment remontant le fleuve se trouve exposé à rencontrer un bâtiment naviguant à la descente sur un point qui n'offre pas une largeur suffisante, il doit s'arrêter en aval du passage, jusqu'à ce que l'autre bâtiment l'ait franchi; si le bâtiment qui remonte est engagé dans le passage au moment de la rencontre, le bâtiment descendant est tenu de mouiller l'ancre qu'il doit toujours porter à l'arrière en amont jusqu'à ce que sa route soit libre.

Art. 33. Dans les courbes du bras de Soulina, et dans les passes étroites, en général, les bâtiments à vapeur ne peuvent s'approcher à petite distance des bâtiments qui les précèdent.

Art. 34. Lorsque deux bâtiments à vapeur ou deux bâtiments à voiles naviguant par un vent favorable se rencontrent, faisant route en sens contraire, celui qui remonte le fleuve doit appuyer vers la rive gauche, et celui qui descend vers la rive droite, de telle sorte qu'ils viennent tous deux sur tribord, ainsi qu'il est d'usage à la mer. Il en est de même, lorsque la rencontre a lieu entre un bâtiment à vapeur et un bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable.

Le capitaine ou patron qui s'écarte de ces règles doit prouver, en cas d'avaries, qu'il a été dans l'impossibilité de les observer, à défaut de quoi, il est responsable, devant le tribunal compétent, des accidents survenus.

Il est, d'ailleurs, tenu de donner les signaux prescrits par les articles 36 et 37 ci-après.

Si deux bâtiments à vapeur donnent simultanément le même signal, le signal du bâtiment naviguant à la descente fait règle.

Art. 35. Lorsque deux bateaux à vapeur allant en sens contraire arrivent devant une courbe, ils doivent se donner les signaux prescrits par les articles 36 et 37 ci-après, et celui qui est en aval s'arrête jusqu'à ce que l'autre bâtiment ait franchi le passage.

Art. 36. Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un autre bâtiment à vapeur marchant dans le même sens, il donne le signal, avant d'être arrivé à petite distance, au moyen de cinq coups de cloche ou de sifflet, et en agitant un pavillon à hampe sur le gaillard d'avant, ou en hissant à mi-mât un pavillon bleu pendant le jour, ou un fanal éclairé, à verre blanc, pendant la nuit. Sur ces signaux, le bâtiment

marchant en avant s'écarte à gauche et livre passage à l'autre bâtiment qui prend la droite ; aussitôt que le bâtiment qui suit se trouve à la distance d'une demi-longueur de bâtiment de celui qui précède ou de la queue du convoi remorqué par lui, ce dernier doit ralentir sa marche jusqu'à ce qu'il ait été dépassé.

Art. 37. Lorsqu'un bâtiment meilleur voilier rejoint un bâtiment à voiles et veut le dépasser, il en donne le signal en hélant à temps son devancier, lequel est tenu de lui livrer passage au vent.

Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un bâtiment à voiles marchant dans le même sens que lui, il lui donne les signaux prescrits par l'article 36, avant d'être arrivé à petite distance, et il passe sous le vent du bâtiment à voiles.

Art. 38. Les bâtiments à vapeur naviguant à la descente doivent ralentir leur course sur les points où le fleuve décrit de fortes courbes. jusqu'à ce que de l'arrière du bâtiment l'œil puisse plonger dans le passage. Si le bateau à vapeur trouve des bâtiments engagés dans la courbe, il signale son approche au moyen d'un coup de sifflet.

Art. 39. Tout bâtiment à vapeur est tenu d'éviter les bâtiments marchant à la dérive qu'il rencontre, soit en remontant soit en descendant le fleuve.

Le bâtiment naviguant à la dérive doit, de son côté, lorsqu'il rencontre d'autres bâtiments, soit à voiles, soit à vapeur, se ranger parallèlement aux rives, afin d'opposer le moins d'obstacle possible au passage.

Art. 40. Les bâtiments qui naviguent en louvoyant veillent, dans leurs évolutions, à ne pas se trouver sur la route des bateaux à vapeur.

Art. 41. Les capitaines et patrons de bâtiments portant forte charge ou de bâtiments chargés d'une capacité inférieure à soixante tonneaux, sont tenus de s'éloigner, autant que possible, de la route des bâtiments à vapeur qu'ils rencontrent ou qui les rejoignent.

Les capitaines des bâtiments à vapeur, de leur côté, lorsqu'ils passent à proximité des bâtiments désignés dans l'alinéa précédent, doivent ralentir le jeu de leur machine et l'arrêter complètement en cas de danger pour les dits bâtiments, s'ils peuvent toutefois le faire sans danger pour eux-mêmes ou pour les bâtiments qu'ils remorquent.

Art. 42. Les capitaines ou conducteurs de remorqueurs, naviguant avec ou sans convoi, sont tenus à l'observation de toutes les dispositions qui précèdent : ils doivent spécialement se conformer aux prescriptions des articles 36, 37 et 38, lorsqu'un convoi veut en dépasser un autre ; hors ce dernier cas, deux convois ne peuvent jamais

se trouver l'un à côté de l'autre, soit au mouillage, soit en cours de voyage.

En cas de rencontre avec les bâtiments à voiles ou à vapeur faisant route en sens contraire, le remorqueur, s'il remonte le fleuve, à la faculté de s'écarter des prescriptions de l'article 34 ci-dessus, pour se tenir en dehors du courant, s'il peut le faire sans danger pour les bâtiments rencontrés,

Le remorqueur est tenu d'ailleurs, s'il fait usage de cette faculté, de donner les signaux prescrits par les articles 36 et 37 ci-dessus.

Art. 43. En règle générale, tout bâtiment à vapeur qui ne remorque pas un convoi, de même que tout bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable, doit livrer passage à un convoi de bâtiments remorqués. A défaut d'espace suffisant pour ce faire, les capitaines et conducteurs, tant des remorqueurs que des bâtiments remorqués, sont tenus, même dans le cas où les signaux prescrits par les articles 36, 37 et 38 ci-dessus n'ont pas été donnés, de s'écarter conformément aux dispositions des dits articles, et de ranger sur une seule ligne les bâtiments conduits à la remorque.

Les capitaines et conducteurs des remorqueurs et des bâtiments remorqués doivent d'ailleurs, dans tous les cas de rencontre avec d'autres bâtiments, rapprocher, autant que possible, les uns des autres, les bâtiments conduits à la remorque en convoi, de manière à livrer aux autres bâtiments un passage suffisamment large.

Les bateaux à vapeur à aubes ne peuvent amarrer le long de leur bord les bâtiments qu'ils remorquent dans la Soulina.

Il est interdit, dans tous les cas, de naviguer dans ce bras du fleuve avec plus de deux bâtiments amarrés bord-à-bord.

Art. 44. Si deux bâtiments halés en sens contraire se rencontrent le long de la même rive, celui qui remonte s'écarte de manière à laisser passer l'autre.

Si un bâtiment halé par des animaux de trait rejoint un train de halage à bras d'hommes, celui-ci doit lui livrer passage.

Dans le cas où un bâtiment halé en rencontre un autre amarré à la rive, le capitaine de ce dernier doit permettre aux matelots du bâtiment halé de monter sur son bord pour transporter la corde de halage.

Art. 45. Nul ne peut entreprendre de dépasser les bâtiments halés, si ce n'est en appuyant sur la rive opposée à celle sur laquelle s'exerce le halage.

Les bâtiments halés doivent, de leur côté, sur les signaux prescrits par les articles 36 et 37 ci-dessus, se ranger au plus près possible contre la rive qu'ils longent.

Art. 46. En se conformant aux règles prescrites par les articles

31 à 45 qui précèdent, les navires doivent tenir compte de tous les dangers de la navigation et avoir égard aux circonstances particulières qui peuvent rendre nécessaire une dérogation à ces règles, afin de parer à un péril immédiat.

CHAP. III. — RÈGLES POUR LE HALAGE.

Art. 47. Le chemin qui longe les deux rives du fleuve est spécialement affecté au halage des batiments, soit à bras d'hommes, soit au moyen d'animaux de trait ; les piétons et les voitures peuvent également en faire usage.

Art. 48. La largeur du chemin de halage, en dehors des ports, est fixée au minimum de vingt pieds anglais, comptés à partir de la rive normale du fleuve. Le chemin de halage doit être libre de tout objet qui peut en entraver l'usage, tels que buissons, arbres, enclos, maisons et autres constructions.

Art. 49. Il n'est pas permis d'établir dans le fleuve et notamment près des rives, des moulins sur bateaux, des roues d'irrigation et autres constructions de ce genre, sans une autorisation formelle de l'autorité préposée à la police du fleuve.

Art. 50. Il est expressément défendu de creuser des fossés en travers du chemin de halage à moins que le propriétaire riverain ne se charge de rétablir la communication au moyen d'un pont.

Art. 51. Des poteaux d'amarre ayant été établis le long de la Soulina, les capitaines et patrons éviteront de planter des pieux ou de fixer des ancres sur les chemins de halage, pour l'amarrage de leurs bâtimens.

CHAP. IV. RÈGLES POUR LA NAVIGATION PENDANT LA NUIT
OU PAR UN TEMPS DE BROUILLARD.

Art. 52. Tout bâtiment à vapeur naviguant pendant la nuit (entre le coucher et le lever du soleil), doit être muni d'une lumière blanche, facilement visible à la distance de deux milles, au moins, hissée en tête du mât de misaine, d'une lumière verte à tribord, et d'une lumière rouge à babord.

Les feux de côté sont pourvus, en devant du bord, d'écrans dirigés de l'arrière à l'avant, de telle manière que le feu vert ne puisse pas être aperçu de babord avant, ni le feu rouge, de tribord avant.

Les bâtimens à voiles, lorsqu'ils font route à la voile ou en remorque, portent les mêmes feux que les bâtimens à vapeur en marche, à l'exception du feu blanc du mât de misaine dont ils ne doivent jamais faire usage.

Les bâtimens à vapeur remorquant un ou plusieurs autres bâti-

ments portent, indépendamment de leurs feux de côté, deux feux blancs placés l'un au-dessus de l'autre en tête de mât, pour servir à les distinguer des autres navires à vapeur.

Pour l'application des règles prescrites par le présent article, tout navire à vapeur qui ne marche qu'à l'aide de ses voiles, est considéré comme navire à voiles, et tout navire, dont la machine est en action, quelle que soit sa voilure, est considéré comme navire à vapeur.

Les radeaux naviguant pendant la nuit doivent porter un feu blanc à chacun de leurs angles et trois feux blancs en tête de mât, placés l'un au-dessus de l'autre.

Art. 53. Les bâtiments à voiles, les convois de remorque et les radeaux ne peuvent naviguer lorsque l'obscurité ne permet pas d'apercevoir simultanément les deux rives du fleuve.

Art. 54. Par un temps de brume, les bâtiments à vapeur ne naviguent qu'à mouvement ralenti, et ils font tinter sans interruption la cloche du bord, en donnant un coup de sifflet de cinq en cinq minutes ; ils sont tenus de jeter l'ancre si la brume devient épaisse au point qu'il leur soit impossible d'apercevoir la rive sur laquelle ils appuient, ou vers laquelle ils se dirigent.

Art. 55. Il est interdit aux bâtiments de laisser leurs amarres en travers du fleuve pendant la nuit ou par un temps de brouillard.

CHAP. V. — RÈGLES POUR LES BATIMENTS AU MOUILLAGE

Art. 56. Il est expressément défendu de jeter l'ancre ou de s'amarrer dans le chenal de navigation.

Sauf l'exception prévue par l'art. 75 ci-après, il est également interdit aux bâtiments de s'amarrer ou de mouiller dans les courbes du fleuve, même le long des rives, sous peine d'être responsables de toutes les avaries que leur présence aura pu occasionner.

Il ne peut y avoir, en dehors des ports, deux ou plusieurs bâtiments mouillés ou amarrés bord-à-bord, le long des chemins de halage.

Art. 57. Lorsque par suite de brouillards, un bâtiment ou un radeau est obligé de s'arrêter ailleurs que sur un point habituel de mouillage, il est tenu, si c'est un bateau à vapeur, de faire tinter la cloche du bord, et dans le cas contraire, de héler du porte-voix. Ces signaux sont répétés de cinq en cinq minutes.

Art. 58. Tout bâtiment arrêté sur le fleuve pendant la nuit doit être muni d'un fanal éclairé qui est placé, soit à l'extrémité de l'une des grandes vergues, soit sur toute autre partie apparente du bâti-

ment, du côté du chenal, de telle sorte qu'il puisse être aperçu aussi bien en amont qu'en aval.

Les radeaux stationnant à l'ancre pendant la nuit doivent porter les feux prescrits par le dernier alinéa de l'article 52 ci-dessus, sauf les feux des deux angles, du côté de la rive, qu'ils sont tenus de supprimer.

Art. 59. Lorsque pour s'amarrer, ainsi que dans le cas d'échouement prévu dans le chapitre VII ci-après, un bâtiment ou un radeau est obligé de placer un câble ou une chaîne en travers du chenal, ces amarres doivent être larguées promptement, aussitôt qu'un autre bâtiment se présente pour passer.

CHAP. VI. — RÈGLES SPÉCIALES POUR LES RADEAUX

Art. 60. Les radeaux et trains de bois ne peuvent avoir, lorsqu'ils naviguent dans le bras de Soulina, qu'un tirant d'eau inférieur de deux pieds anglais, au moins, à la hauteur de l'eau sur celui des bas-fonds dudit bras offrant la moindre profondeur.

Art. 61. Il est interdit à tout radeau ou train de bois ayant un tirant d'eau de plus de neuf pieds anglais ou une largeur de plus de quarante pieds anglais, et à tout train de bois destiné à prendre la mer, quelles que soient ses dimensions, de naviguer dans le bras de Soulina, sans être remorqué par un bateau à vapeur.

Art. 62. Il est également interdit à tout radeau ou train de bois non remorqué de naviguer dans le bras de Soulina pendant la nuit, c'est-à-dire entre le coucher et le lever du soleil.

Art. 63. Tout radeau ou train de bois échoué dans le bras de Soulina, qui n'est pas remis à flot dans les vingt-quatre heures, peut-être allégé et défait même, au besoin, par les agents de la police fluviale, aux frais du propriétaire.

CHAP. VII. — RÈGLES POUR LES CAS D'ÉCHOUEMENT ET DE NAUFRAGE

Art. 64. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment ou d'un radeau échoué dans le cours de la Soulina est tenu de placer sur un point convenablement situé, et tout ou moins à un kilomètre en amont de son bâtiment, une vigie chargée de héler les bâtiments et radeaux descendant le fleuve, pour les avertir de la nature et du lieu de l'accident.

Lorsqu'un bâtiment échoué se trouve sous voiles ou sous vapeur, il est tenu de héler les bâtiments qui s'approchent, avant qu'ils ne soient arrivés à petite distance, pour les avertir de son immobilité.

Art. 65. Les bâtiments à vapeur ne peuvent faire usage que de la moitié de leur force en traversant les passages sur lesquels un bâtiment ou un radeau s'est échoué ou a coulé.

Art. 66. Tout naufrage dans le cours de la Soulina est réputé suspect, hors les cas exceptionnels, et il y a présomption, jusqu'à preuve contraire, qu'il est imputable à la négligence ou à la mauvaise volonté du capitaine ou de son équipage.

Le pilote du bâtiment est personnellement responsable du naufrage, s'il a eu lieu par suite de mauvaise manœuvre.

Art. 67. Si contre toute probabilité, un bâtiment vient à faire naufrage dans le cours de la Soulina, le capitaine doit faire tous ses efforts pour le haler immédiatement contre l'une des rives, de manière à ce qu'il ne reste pas engagé dans le chenal.

Le capitaine du bâtiment naufragé et son équipage restent à bord ou sur la rive, à proximité du lieu du sinistre, jusqu'à ce que le procès-verbal mentionné dans l'article 68 ci-après ait été dressé.

Il leur est interdit d'éloigner, sous un prétexte quelconque, quoique ce soit de la cargaison, du matériel, des ancres, chaînes, câbles etc., etc.

Art. 68. Aussitôt après le naufrage, le pilote du bâtiment fait prévenir le plus promptement possible l'inspecteur-général de la navigation, par les agents de la surveillance du fleuve.

L'inspecteur-général se rend immédiatement sur les lieux et dresse un procès-verbal circonstancié du sinistre, qui est communiqué par ses soins à l'autorité compétente.

Art. 69. Si l'inspecteur-général juge nécessaire de prendre des mesures immédiates dans l'intérêt de la navigation, il requiert à cet effet le capitaine du bâtiment naufragé, lequel est obligé, soit de déclarer immédiatement qu'il fera l'abandon de son bâtiment, soit d'agir avec son équipage sous les ordres de l'inspecteur-général; celui-ci dirige le sauvetage, jusqu'au point où il cesse d'être une opération d'utilité publique pour devenir une affaire d'intérêt privé.

Le bâtiment dont le sauvetage a été opéré par les soins des autorités préposées à la police du fleuve, peut-être tenu de couvrir les frais de sauvetage et d'entretien du matériel.

Art. 70. Tous travaux entrepris par les propriétaires, assureurs et autres ayants-droit, dans le but d'opérer le sauvetage des bâtiments naufragés et de leur cargaison, s'effectuent sous la surveillance de l'inspecteur-général ou de ses agents, et peuvent être momentanément interdits, s'ils sont de nature à causer une entrave quelconque à la navigation.

Art. 71. Si, hors le cas d'urgence prévu par l'article 69 ci-dessus,

l'enlèvement de la carcasse ou des débris du bâtiment naufragé est jugé nécessaire, les propriétaires, assureurs ou autres ayants-droit doivent l'effectuer dans le mois de la notification qui leur est faite à cet effet ; à défaut de quoi, les travaux peuvent être exécutés d'office par l'inspecteur-général, dans les limites déterminées par le susdit article 69 ; le bâtiment naufragé, avec ses agrès, ou leurs débris, sont spécialement affectés, dans ce cas, au paiement des frais d'enlèvement.

Art. 72. En cas d'avaries, et notamment si elles sont causées par abordage, l'inspecteur-général, s'il est à même de constater les faits, et s'il en est requis par l'une des parties intéressées, dresse également un procès-verbal qui est transmis à l'autorité compétente.

CHAP. VIII. — RÈGLES POUR LES JETS DU LEST.

Art. 73. Il est interdit d'une manière absolue aux bâtiments de jeter leur lest dans le lit fluvial ou dans la rade de Soulina ; il leur est également interdit de le décharger en mer, dans les parties qui avoisinent la rade, sur un fond de moins de soixante pieds anglais.

Le déchargement à terre, en dehors du port de Soulina, ne peut être opéré que sur les points de la rive déterminés par l'inspecteur-général de la navigation, et désignés dans un avis rendu public.

Le capitaine du port de Soulina désigne les endroits sur lesquels le lest peut être débarqué dans le port.

Le lest débarqué doit être, dans tous les cas, transporté à une distance telle, que le pied du talus soit éloigné de vingt pieds anglais, au moins, de la rive normale du fleuve, et il ne peut pas être entassé à plus de quatre pieds anglais de hauteur au-dessus du niveau de la rive.

Les prescriptions du présent article sont également applicables au jet des cendres et escarbilles des bâtiments à vapeur.

Art. 74. Pour assurer, autant que possible, l'exécution de la disposition qui précède, tout navire quittant sur lest le port de Soulina, pour un des ports situés en amont, doit se munir d'un certificat du capitaine du port, constatant son tirant d'eau produit par le lest.

Ce certificat doit être conservé à bord, pendant toute la durée du voyage en amont, pour être produit à toute réquisition de l'inspecteur-général ou de ses agents.

TITRE III

DE LA POLICE DU PORT DE TOULTCHA.

Art. 75. Tout bâtiment qui veut stationner à Toultscha, doit s'amarrer à la rive droite, sans toutefois qu'il puisse y avoir jamais plus de trois bâtiments amarrés bord-à-bord.

Art. 76. Aucun bâtiment ne peut jeter l'ancre dans le chenal navigable, devant Toultscha, sur la droite des corps-morts et de bouées rouges établis le long de la rive gauche du fleuve, ni entre les poteaux de la rive droite portant des ancres renversées.

Art. 77. Il est permis aux bâtiments de se haler sur les bouées et corps-morts pour doubler la courbe de Toultscha, mais ils ne peuvent dans aucun cas, s'y amarrer à poste fixe.

Cette défense, toutefois, ne concerne pas les bateaux à vapeur faisant des voyages périodiques, qui s'arrêtent temporairement devant Toultscha.

Il est également interdit à deux ou plusieurs bâtiments de se haler simultanément à l'aide de la même bouée.

TITRE IV

DU SERVICE DE PILOTAGE A L'EMBOUCHURE ET DANS LE COURS
DU FLEUVE.

CHAP. I. — PILOTAGE A L'EMBOUCHURE.

Art. 78. Le pilotage à l'embouchure étant obligatoire, ainsi qu'il est dit à l'article 13 du présent règlement, un corps spécial de pilotes brevetés et responsables fonctionne à Soulina, sous la direction d'un chef-pilote et du capitaine du port.

Le brevet de pilote est délivré par le capitaine du port et doit être visé par lui chaque année; il cesse d'être valable à défaut du visa annuel.

Art. 79. Une embarcation est prête à transporter les pilotes à bord des bâtiments qui se dirigent vers le port, en venant de la mer, aussitôt que la vigie de la tour du phare signale leur approche.

Les pilotes sont tenus d'aller à la rencontre des bâtiments, jusqu'à la distance d'un mille à partir du musoir de la digue du Nord.

Art. 80. Rendus à bord, ils font connaître aux capitaines la pro-

fondeur de la passe, et ceux-ci, de leur côté, déclarent aux pilotes le tirant d'eau et la quotité du chargement de leur navire.

La quotité du chargement est déclarée sans délai par les pilotes au capitaine du port de Soulina.

Art. 81. Tout pilote étranger au corps des pilotes de Soulina, qui se trouve à bord d'un navire prêt à traverser la passe, est tenu, aussitôt après l'arrivée du pilote local, de lui abandonner entièrement la conduite du navire.

Art. 82. A la sortie du fleuve, le pilote local est tenu de conduire le bâtiment jusqu'à la distance d'un quart de mille, au moins, à l'Est du musoir de la digue du Nord.

Art. 83. La taxe de pilotage, tant pour l'entrée que pour la sortie du fleuve, étant comprise dans les droits de navigation prélevés à Soulina, il est interdit aux pilotes locaux de recevoir aucune rémunération de la part des capitaines dont ils ont piloté les bâtiments.

CHAP. II. DU PILOTAGE DANS LE COURS DU FLEUVE.

Art. 84. Indépendamment du corps des pilotes chargés de conduire les bâtiments dans la passe de l'embouchure de Soulina, et dirigés par le capitaine de port, il y a un service spécial de pilotes également brevetés, pour les bâtiments marchands qui naviguent dans le fleuve entre Soulina et Braïla.

Le corps des pilotes fluviaux est placé sous l'autorité de l'inspecteur-général de la navigation, par lequel le brevet de pilote est délivré.

Ce brevet doit être visé chaque année par l'inspecteur-général et cesse d'être valable à défaut de l'accomplissement de cette formalité.

Le service du pilotage est dirigé par un chef-pilote qui est tenu d'avoir trois bureaux, à Galatz, à Braïla et à Toultscha, et par un sous-chef résidant à Soulina.

Les pilotes brevetés du service fluvial ont seuls la faculté de piloter les bâtiments durant leur navigation entre Soulina et Braïla, tant à la remonte qu'à la descente, mais il leur est interdit, sauf à ceux des paquebots à vapeur effectuant des voyages périodiques, de les piloter dans la passe de l'embouchure de Soulina.

Sont autorisés, à exercer le pilotage dans la passe de Soulina, sur la réquisition de l'autorité du port, les pilotes fluviaux munis du brevet de pilote auxiliaire de l'embouchure.

Art. 85. Les capitaines marchands ne sont pas tenus de prendre un pilote breveté en remontant le fleuve, lorsqu'ils effectuent eux-même le voyage à bord de leur bâtiment; le sous-chef pilote de

Soulina, préposé au pilotage fluvial, est tenu toutefois, même dans ce cas, de leur procurer un pilote, s'ils le demandent.

Pour la navigation en aval, tout bâtiment marchand ayant d'après ses papiers nationaux une portée de plus de cent tonneaux, ainsi que tout radeau ou train de bois, doit prendre un pilote breveté du service fluvial. Il en est de même pour les bâtiments de plus de cent tonneaux qui remontent le fleuve, sans que le capitaine ou patron se trouve à bord.

Art. 86. Le voyage en amont commence au moment où le navire quitte le port de Soulina pour remonter le fleuve; il finit lorsque le navire arrive, soit à son port de destination, soit à Braïla, lorsqu'il est destiné pour un port situé en amont de ce dernier ou pour Matchin.

Le voyage en aval commence à Braïla ou à la sortie du port dans lequel le navire a pris sa cargaison, ou ses expéditions s'il descend vide, dans le cas où ce port est situé en avant de Braïla; il finit au moment où le bâtiment prend son mouillage dans le port de Soulina.

Les bâtiments partant de Matchin, de Podbachi ou d'un port situé en amont de Braïla, prennent leur pilote, pour le voyage en aval, lors de leur passage à Braïla; ceux qui partent des ports de Réni ou d'Ismail ont la faculté de le prendre en passant à Toultscha.

Art 87. Les capitaines règlent, d'un commun accord avec les pilotes fluviaux, le salaire dû à ces derniers pour le pilotage à la remonte. Toutefois, en cas de contestation à cet égard, les autorités des ports n'admettent, de la part des pilotes, aucune demande tendant à obtenir, outre le traitement à bord, un salaire de plus de six francs par jour de voyage, pour la conduite d'un bâtiment à voiles. Ce salaire peut s'élever au maximum de cent francs par jour, pour les pilotes des bâtiments à vapeur.

Quant au pilotage obligatoire du voyage à la descente, la taxe en est fixée ainsi qu'il suit;

Les bâtiments à voiles de plus de cent tonneaux et ne dépassant pas cent cinquante tonneaux, paient :

Pour le trajet de Galatz ou d'un port situé en amont de ce point, à Soulina, cent dix francs;

Pour le trajet de Réni ou d'Ismail à Soulina, quatre-vingt-dix francs;

Et pour le trajet de Toultscha à Soulina, soixante francs.

Les bâtiments à voiles de plus de cent cinquante tonneaux et ne dépassant pas deux cent cinquante tonneaux, ainsi que les radeaux et trains de bois paient :

Pour le trajet de Galatz ou d'un port situé en amont de ce point,

à Soulina, cent vingt cinq francs ;

Pour le trajet de Réni ou d'Ismaïl à Soulina, cent francs ;

Et pour le trajet de Toultscha à Soulina, soixante-quinze francs.

Les bâtiments à voiles de plus de deux cent cinquante tonneaux, paient :

Pour le trajet de Galatz ou d'un port situé en amont de ce point, à Soulina, cinquante centimes par tonneau de jauge ;

Pour le trajet de Réni ou d'Ismaïl à Soulina, quarante centimes par tonneau ;

Et pour le trajet de Toultscha à Soulina, trente centimes par tonneau.

Les bâtiments à vapeur ne paient que la moitié de ces taxes, et ceux qui effectuent leurs voyages entre les ports du Danube et les ports de la mer Noire ou du Bosphore peuvent en être affranchis, pourvu que le pilote du bord soit muni d'un brevet de pilote fluvial.

Le chef-pilote du service fluvial prélève, sur le montant de la taxe acquittée par chaque bâtiment à voiles, une somme déterminée ainsi qu'il suit :

Trois francs, pour les bâtiments de plus de cent tonneaux et ne dépassant pas cent cinquante tonneaux ;

Quatre francs, pour les bâtiments de plus de cent cinquante tonneaux et ne dépassant pas deux cent cinquante tonneaux, ainsi que pour les radeaux et trains de bois ;

Et deux centimes par tonneau, pour les bâtiments de plus de deux cent cinquante tonneaux.

Ce prélèvement n'est que de moitié sur la taxe de pilotage payée par les bâtiments à vapeur, mais il est effectué, même pour ceux de ces bâtiments dont les pilotes sont engagés à titre permanent, et qui sont affranchis du paiement de ladite taxe.

Le surplus des taxes est acquis aux pilotes.

Ces taxes sont acquittées entre les mains du directeur de la caisse de navigation de Soulina, qui seul peut en donner quittance valable ; il est loisible, toutefois, au capitaine du bâtiment piloté, de verser directement la moitié de la taxe à son pilote, à titre d'avance.

Lorsque des bâtiments servant d'allège remettent les marchandises qu'ils avaient embarquées au bâtiment allégé, sans l'accompagner jusqu'à Soulina, le pilote de l'allège peut toucher directement la totalité de son salaire, au moment où se termine le rechargement des marchandises allégées. Dans ce cas, la quote-part revenant au chef-pilote du service fluvial est versée au bureau de l'inspecteur-général de la navigation, lors de la déclaration faite en exécution de l'article 95 du présent règlement.

Le calcul du tonnage, pour la liquidation de la taxe du pilotage fluvial, s'opère pour les bâtiments de plus de 250 tonneaux, suivant les règles fixées par le tarif de droits de navigation en vigueur à l'embouchure de Soulina.

Art. 88. Le pilote du service fluvial qui sort du Danube pour piloter un bâtiment en mer est tenu de présenter préalablement son brevet au sous-chef pilote dudit service, lequel y appose un visa indiquant la date de la sortie.

Le pilote est tenu de remplir la même formalité au moment où il rentre dans le fleuve.

Art. 89. Le capitaine qui a pris à son bord un pilote fluvial breveté n'en demeure pas moins, même dans le cas où le pilotage est obligatoire, responsable de l'observation des règlements de navigation et de police en vigueur sur le bas-Danube, et notamment des articles 30 et 44 du présent règlement.

La responsabilité du pilote est limitée à l'indication des passes navigables et des particularités de la navigation fluviale. En conséquence, le capitaine qui abandonne à son pilote la direction de son bâtiment, le fait sous sa propre responsabilité.

CHAP. III. — DISPOSITIONS COMMUNES AU PILOTAGE A L'EMBOUCHURE ET DANS LE COURS DU FLEUVE.

Art. 90. L'inspecteur-général et le capitaine du port de Soulina, chacun dans les limites de son ressort, prononcent sur les contestations survenues entre les pilotes brevetés et les capitaines de commerce, lorsque ces derniers réclament leur intervention.

Art. 91. Les pilotes brevetés sont tenus de dénoncer, soit à l'inspecteur-général, soit au capitaine du port de Soulina, les contraventions commises en leur présence.

Il leur est interdit de s'intéresser, soit directement soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise d'allége ayant pour objet de remettre à flot un bâtiment échoué, sauf le cas où l'opération a été entreprise à forfait pour toute la durée du voyage.

Art. 92. Les pilotes qui par incapacité ou mauvaise volonté ont été cause d'un abordage, d'un échouement ou d'un naufrage, sont destitués, sans préjudice à l'action civile que les ayants-droit peuvent exercer contre eux devant les tribunaux compétents.

Si les faits qui ont amené le sinistre sont de nature à entraîner l'application d'une peine criminelle, les pilotes sont livrés aux autorités compétentes pour être jugés conformément aux lois.

TITRE V

DU SERVICE DES ALLÉGES.

CHAP. I. — RÈGLES GÉNÉRALES.

Art. 93. Les opérations d'allége se divisent en deux classes ;

1° Les opérations locales faites par un bâtiment de mer qui pour franchir l'embouchure de Soulina, soit à l'entrée soit à la sortie du fleuve, ou un bas-fond de l'intérieur, décharge tout ou partie de sa cargaison sur un plus petit bâtiment, pour la reprendre après avoir franchi l'obstacle ;

2° Et les opérations de cabotage faites par des bâtiments à voiles ou par des transports à vapeur et chalands de remorque, qui prennent une cargaison dans un port du bas-Danube et la consignent à un bâtiment de mer mouillé dans le port ou sur la rade de Soulina.

Art. 94. Nul ne peut entreprendre des opérations locales et habituelles d'allége, avant d'avoir fait immatriculer à l'inspection-générale de la navigation, à Toultscha, les bâtiments destinés à servir d'alléges, et s'être muni, pour chaque bâtiment, d'une licence délivrée par l'inspecteur-général, et qui doit toujours se trouver à bord.

Avant de délivrer la licence, l'inspecteur-général fait visiter les bâtiments destinés à servir d'alléges par une commission qui juge s'ils sont en bon état et qui constate, en même temps, leur capacité en tonneaux de registre et leur portée en quarts impériaux.

Les alléges immatriculées sont tenues de se soumettre, chaque année, à une nouvelle visite, dont l'époque est fixée par l'inspecteur-général ; si le résultat de l'examen est jugé satisfaisant, l'inspecteur-général en fait mention sur la licence de l'allége ; dans le cas contraire, la licence est retirée jusqu'à ce que les réparations nécessaires aient été effectuées.

Les alléges, tant à voiles qu'à vapeur, ne peuvent avoir aucun vide dans la cale, sauf les vides dûment reconnus lors de l'examen qui a précédé la délivrance de la licence.

Art. 95. Les bâtiments munis de papiers de bord en règle peuvent être employés temporairement pour alléger d'autres navires, à charge par les capitaines de faire, pour chaque opération, une déclaration spéciale à l'inspecteur-général de la navigation, s'il s'agit d'alléger un bâtiment pour le passage des bas-fonds du fleuve, ou au capitaine du port de Soulina, s'il s'agit d'alléger au passage de l'embouchure.

Cette déclaration est accompagnée du dépôt de tous les papiers du bâtiment destiné à servir d'allége, sauf le rôle d'équipage.

Si le bâtiment employé comme allége est entré dans le fleuve avec plus du tiers de sa charge, la taxe due pour l'entrée devient exigible immédiatement après la première opération d'allége.

Aucun bâtiment non immatriculé comme allége ne peut, toutefois, être employé en cette qualité, durant plus de quatre mois consécutifs, à partir de sa première opération, à moins de remplir les formalités prescrites par l'article 94.

Art. 96. Tout patron d'allége immatriculé est soumis à un cautionnement de six cents francs qui est versé à la caisse de navigation de Soulina. Ce cautionnement peut être remplacé par la garantie solidaire d'une personne notoirement solvable domiciliée dans l'un des ports du Bas-Danube.

La licence ne peut être délivrée par l'inspecteur-général avant le dépôt du cautionnement ou l'acceptation de la caution.

Le cautionnement ne peut être rendu, ni la caution déchargée, aussi longtemps que le bâtiment continue à fonctionner comme allége. Cette garantie peut être affectée au paiement des condamnations pécuniaires prononcées contre le patron d'allége, et dans ce cas, la licence est retirée au bâtiment, jusqu'à ce que le cautionnement ait été rétabli dans son intégrité.

Art. 97. Les alléges immatriculées, de même que les bâtiments employés temporairement comme alléges, sont tenus d'avoir leur rôle d'équipage en ordre et de le présenter, à toute réquisition, à l'inspecteur-général de la navigation, au capitaine du port de Soulina et aux agents placés sous les ordres de ces derniers.

Les alléges immatriculées sont tenues, en outre, de porter leur numéro matricule, et les bâtiments employés temporairement comme alléges, le numéro de la dernière estampille apposée sur leur rôle d'équipage en exécution de l'article 17 du présent règlement. Ces numéros doivent être peints en blanc, de chaque côté de l'avant, en chiffres arabes d'un pied de hauteur.

CHAP. II. — DES OPÉRATIONS D'ALLÉGE LOCALES.

Art. 98. La surveillance des opérations d'allége locales qui s'effectuent dans le fleuve est exercée par l'inspecteur-général de la navigation ou par ses agents, et celle des opérations qui s'effectuent à l'embouchure, par le capitaine du port de Soulina.

Art. 99. Lorsqu'un bâtiment de mer décharge tout ou partie de sa

cargaison à bord des allèges, le capitaine est tenu de placer à bord de chacune d'elles un gardien de son choix.

Pour les opérations d'allège locales accomplies dans le cours intérieur du fleuve, les allèges doivent, à moins d'être remorquées, naviguer de conserve avec les bâtiments allégés, et ne peuvent s'éloigner d'eux, sauf le cas de force majeure, avant de leur avoir rendu la totalité des marchandises allégées.

De leur côté, les capitaines des bâtiments allégés sont tenus, avant de prendre la mer, de payer aux patrons de leurs allèges le nolis convenu, ou d'en effectuer le dépôt au capitanat du port, sur la demande écrite de ces derniers.

Art. 100. Pour les opérations faites à l'embouchure du fleuve par les bâtiments qui prennent la mer, les allèges sortent du port en même temps que les bâtiments allégés; mais si un bâtiment se sert de plusieurs allèges, le capitaine du port règle leur départ de telle sorte qu'ils n'aient pas à séjourner trop longtemps en rade avant de pouvoir effectuer le rechargement.

Dans aucun cas, qu'il s'agisse d'alléger un bâtiment sortant du port, ou un bâtiment venant de la mer ou restant mouillé en rade, les allèges ne peuvent sortir de Soulina sans un laissez-passer du capitaine du port.

Il est interdit aux allèges qui se rendent en rade de charger sur le tillac.

Art. 101. Les allèges immatriculées et les bâtiments ayant servi d'allèges, qui remontent le fleuve ou qui rentrent dans le port de Soulina après avoir allégé un bâtiment de mer, peuvent être visités par les agents de l'inspection générale de la navigation ou du capitanat du port de Soulina.

Les patrons d'allèges sont tenus, en conséquence, d'ouvrir la cale et les cabines de leur bâtiment, à toute réquisition qui leur est faite par lesdits agents.

Art. 102. Si une allège employée à alléger un bâtiment sortant du fleuve rentre dans le port de Soulina pour un motif quelconque, même de force majeure, avant d'avoir pu rendre la totalité des marchandises qu'elle avait embarquées, le capitaine ou patron est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au bureau du capitaine du port, et cette déclaration est communiquée sans délai au directeur de la caisse de navigation.

Art. 103. Les allèges qui rentrent dans le port de Soulina, dans le cas prévu par l'article précédent, sont tenues de mouiller dans la partie inférieure du port, au point qui leur est indiqué par le bosseman. Elles sont soumises à la surveillance spéciale de l'officier vérifi-

cateur attaché à la caisse de navigation, sur la réquisition duquel les capitaines ou patrons sont tenus d'ouvrir la cale et les cabines de leur bâtiment.

CHAP. III.— DES OPÉRATIONS D'ALLÈGE AU CABOTAGE.

Art. 104. Les opérations d'allège par cabotage peuvent être faites par tous transports à vapeur, chalands de remorque, bâtiments à voiles ou allèges, munis de papiers réguliers, à charge par les capitaines ou conducteurs, de se faire délivrer, pour chaque voyage, par les autorités consulaires ou locales compétentes des ports dans lesquels ils prennent leur cargaison, un certificat faisant connaître l'objet de l'opération et la quantité de marchandises embarquée.

Ce certificat doit être produit en cours de voyage, à toute réquisition de l'inspecteur-général et de ses agents.

Art. 105. Aussitôt que le bâtiment faisant une opération de cabotage arrive dans le port de Soulina, le conducteur est tenu de se rendre au bureau du capitaine de port et d'y présenter le certificat prescrit par l'article précédent.

Si le bâtiment décharge la totalité de sa cargaison dans le port de Soulina, il mouille à côté du bâtiment de mer qui doit recevoir la marchandise, et ne peut s'en éloigner qu'après avoir entièrement terminé le déchargement.

Si la cargaison doit être déchargée, en totalité ou en partie, sur la rade de Soulina, le conducteur du bâtiment remet le certificat prescrit par l'article 104 au capitaine du port, qui lui délivre le laissez-passer nécessaire pour sortir du port.

Art. 106. Les articles 97, 100, 101, 102 et 103 qui précèdent sont également applicables aux bâtiments qui font le service d'allège au cabotage.

Toutefois, les transports à vapeur et chalands de remorque ne sont pas assujettis à l'obligation de se laisser visiter, conformément à l'article 100, à moins que l'une des parties ne le demande, ou en cas de soupçon de fraude.

CHAP. IV. — DISPOSITIONS SPÉCIALES AU CAS DE FORCE MAJEURE.

Art. 107. Lorsqu'un bâtiment est contraint par le mauvais temps de quitter la rade de Soulina, en laissant la totalité ou une partie de sa cargaison à bord de l'allège, le patron de l'allège rentre dans le port et conserve provisoirement son chargement, après avoir rempli les formalités prescrites par l'article 102 ci-dessus.

Art. 108. Si, dans le cas prévu par l'article précédent, le bâtiment allégé ne réparait pas dans le délai de six jours, les patrons d'alléges ont la faculté de demander au capitaine du port l'autorisation de décharger leur cargaison et de la consigner entre les mains de qui de droit, et ils peuvent exiger le paiement du nolis convenu, comme s'ils avaient remis la cargaison à bord du navire allégé, mais sans aucune augmentation.

Si, avant l'expiration du délai ci-dessus spécifié, le bâtiment revient en rade pour s'éloigner de nouveau, les jours écoulés ne sont pas comptés et un nouveau délai commence à partir du jour de son apparition.

CHAP. V. — DISPOSITIONS SPÉCIALES AU CAS DE FRAUDE.

Art. 109. En cas de présomption d'inexactitude ou de fausse indication de la capacité de l'allége, le capitaine marchand a la faculté de faire procéder à la vérification du tonnage par une commission spéciale nommée, suivant les cas, par le capitaine du port de Soulina ou par l'inspecteur général de la navigation.

Les frais de l'expertise sont supportés par le capitaine qui l'a demandée, à moins que l'inexactitude ou la fausse indication ne soit constatée, auquel cas ils tombent à la charge de l'allége.

Art. 110. S'il est prouvé qu'un détournement a été commis sur la cargaison mise à bord d'une allége immatriculée, la licence du bâtiment est retirée pour trois mois au moins, sans préjudice à l'application de l'amende édictée par l'article 139 du présent règlement, contre le capitaine ou patron du bâtiment, ni aux poursuites criminelles appartenant aux autorités compétentes.

TITRE VI

DU REMORQUAGE

CHAP. I. — RÈGLES GÉNÉRALES.

Art. 111. Nul ne peut entreprendre des opérations habituelles de remorquage à l'embouchure de Soulina ni sur le bas-Danube en aval d'Isaktcha, avant d'avoir fait immatriculer au capitaine du port de Soulina les bâtiments destinés à servir de remorqueurs, et de s'être muni, pour chaque bâtiment, d'une licence délivrée par le capitaine de port.

Cette licence doit toujours se trouver à bord; elle indique le tonnage du remorqueur, ainsi que la qualité et la force de son moteur.

Art. 112. Avant de délivrer la licence, le capitaine de port fait visiter le remorqueur pour lequel elle est demandée, par des experts qui jugent si le bâtiment et surtout son moteur sont en bon état.

Cette visite est renouvelée au printemps de chaque année, et l'avis des experts constate pour combien de mois le moteur est en état.

Art. 113. Les remorqueurs munis de la licence prescrite par les deux articles précédents sont tenus de porter le numéro de cette licence peint en blanc et en chiffres arabes d'un pied de hauteur, à babord et à tribord, sur une partie apparente de leur bordage extérieur.

Art. 114. Lorsque des bâtiments ou transports, conduits en remorque s'amarrent ou jettent l'ancre en rade de Soulina, dans un port ou sur tout autre point du bas-Danube, en aval d'Isaktcha, les remorqueurs ne peuvent larguer les amarres de remorque avant que les bâtiments ou transports remorqués n'aient fait leur évitée au vent ou au courant, et ne se trouvent en sécurité de mouillage.

Art. 115. Lorsque le capitaine d'un remorqueur entreprend de remorquer, soit en rade de Soulina, soit dans le fleuve, en aval d'Isaktcha, un ou plusieurs bâtiments, transports, radeaux ou trains de bois, pour lesquels la force de son bâtiment est insuffisante, il est civilement responsable de tous les dommages qui peuvent en résulter.

Art. 116. Les dispositions des articles 114 et 115 qui précèdent sont obligatoires pour tous les bâtiments employés, en aval d'Isaktcha et sur la rade de Soulina, à en remorquer d'autres, soit habituellement, soit accidentellement.

CHAP. II. — DU REMORQUAGE A L'EMBOUCHURE.

Art. 117. Les remorqueurs employés, soit habituellement, soit accidentellement, au service du port et de la rade de Soulina, sont tenus de se conformer strictement aux indications qui leur sont données par le capitaine de port ou par ses agents, en ce qui concerne le lieu d'amarrage ou de mouillage des bâtiments qu'ils remorquent à l'entrée.

Ils stationnent eux-mêmes dans la section du port qui leur est spécialement assignée par le capitaine de port, et ils ne peuvent s'y amarrer bord à bord au nombre de plus de deux.

Art. 118. Il est interdit à tous bâtiments à vapeur de naviguer

dans le port de Soulina avec des bâtiments amarrés bord à bord au nombre de plus de deux.

Art. 119. Lorsque l'état de la mer ne permet pas aux pilotes de l'embouchure de se rendre en rade pour piloter les bâtiments à l'entrée, tout remorqueur sortant du port, pour aller prendre un bâtiment en remorque, est tenu de recevoir à bord, avant de sortir, le pilote désigné à cet effet par le chef-pilote.

CHAP. III — DU REMORQUAGE DANS LE FLEUVE.

Art. 120. Est considéré comme faisant habituellement des opérations de remorquage entre Isaktcha et l'embouchure de Soulina, et soumis en conséquence à l'obligation de prendre la licence prescrite par l'article 111 du présent règlement, tout remorqueur qui effectue, dans cette partie du fleuve, plus de trois opérations dans l'espace d'un mois.

Art. 121. En cas d'échouement ou de naufrage d'un bâtiment, transport, radeau, ou train de bois remorqué, en aval d'Isaktcha, le capitaine du remorqueur, en continuant son voyage, est tenu de donner avis de l'accident à la première embarcation du service de l'inspection générale qu'il rencontre.

Si l'échouement est imputable à la faute du remorqueur, celui-ci ne peut continuer son voyage avant qu'il ne soit constaté que la force de son moteur est insuffisante pour remettre à flot le bâtiment, transport, radeau ou train de bois échoué.

Les dispositions du présent article sont applicables à tous bâtiments à vapeur employés au remorquage en aval d'Isaktcha, soit habituellement, soit accidentellement.

TITRE VII

DISPOSITIONS SPÉCIALES A OBSERVER DANS L'INTÉRÊT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU BAS-DANUBE.

Art. 122. Les règles de précaution prescrites par l'article 30 du présent règlement aux capitaines ou patrons des bâtiments, trains de bois ou radeaux, naviguant ou stationnant sur le bas-Danube, en aval d'Isaktcha, s'appliquent notamment au matériel flottant employé aux travaux d'amélioration du fleuve et de ses embouchures, ainsi qu'aux ouvrages de toute nature, tels que digues, jetées, éperons, quais, revêtements de rives, construits ou à construire par la Com-

mission européenne du Danube ou par l'autorité qui lui succèdera, et aux bouées et autres signaux placés par l'une ou par l'autre de ces autorités sur le fleuve ou sur les rives.

Art. 123. Les capitaines ou patrons des bâtiments, transports, trains de bois ou radeaux sont également tenus de prendre les précautions nécessaires pour entraver le moins possible les travaux en cours d'exécution, notamment les travaux de dragage et la construction des ouvrages entrepris ou à entreprendre sur le bas-Danube, en aval d'Isaktcha, et à son embouchure.

A cet effet, les capitaines de tous bâtiments à vapeur sont tenus de ralentir leur marche, autant qu'ils peuvent le faire sans danger pour leur propre bâtiment ou pour les bâtiments remorqués par eux, lorsqu'ils traversent une section fluviale sur laquelle des travaux de dragage ou autres sont en cours d'exécution, et ce aussi longtemps qu'ils se trouvent entre les signaux spéciaux placés sur les rives, en amont et en aval du lieu des travaux.

Art. 124. Lorsque des dragues à vapeur sont employées pendant la nuit sur le bas-Danube, en aval d'Isaktcha, le passage des sections où s'effectuent les travaux de dragage et le transport des déblais est interdit, sauf l'exception ci-après, à tous bâtiments à voiles ou à vapeur, radeaux ou trains de bois, pendant tel nombre d'heures qu'il est jugé nécessaire et qu'il est déterminé par un avis spécial que la Commission européenne, ou l'autorité qui lui aura succédé, fait publier à cet effet.

Cette défense ne s'étend pas aux paquebots effectuant des voyages périodiques et affectés à un service postal régulier, sauf toutefois les cas de nécessité spéciale, dans lesquels le passage de nuit peut être interdit d'une manière absolue, par un simple avis de la Commission européenne ou de l'autorité qui lui aura succédé.

TITRE VIII

DES CONTRAVENTIONS

CHAP. I.— FIXATION DES AMENDES.

§. 1.— *Contraventions aux dispositions générales et à celles du titre I, sur la police de la rade et du port de Soulina.*

Art. 125. Toute contravention aux dispositions du deuxième alinéa de l'article cinq (5), du premier alinéa de l'article dix-sept (17), ou du premier alinéa de l'article vingt-trois (23), ou à l'une des dis-

positions des articles huit, dix, onze, quatorze, seize, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-sept et vingt-huit (8, 10, 11, 14, 16, 18, 19, 20, 27 et 28) du présent règlement est punie d'une amende de dix francs au moins et de cinquante francs au plus,

Art. 126. Le capitaine de tout bâtiment de mer, autre que les paquebots affectés au service de messagerie, trouvé dans le Danube, et dont le rôle d'équipage ne porte pas l'estampille dont il est parlé à l'article dix-sept (17) du présent règlement, ou ne porte qu'une ou plusieurs estampilles annulées, est passible d'une amende de cent francs au moins et de cinq cents francs au plus.

L'amende est de vingt francs au moins et de deux cents francs au plus pour tout capitaine d'un bâtiment de mer qui, en cours de voyage entre Isaktcha et Soulina, se trouve dépourvu de son rôle d'équipage, ou refuse de le produire aux agents de l'inspection générale de la navigation.

Art. 127. Toute contravention à l'article vingt-un (21) du présent règlement est punie d'une amende de cent francs au moins et de trois cents francs au plus.

Pour les contraventions commises contre les dispositions de l'article vingt-deux (22) ci-dessus, la peine est de vingt francs au moins et de deux cents francs au plus.

Art. 128. Toute contravention à l'une des dispositions des articles vingt-quatre et vingt-cinq (24 et 25) ci-dessus est punie d'une amende de vingt francs au moins et de cent francs au plus.

§. 2.— *Contraventions aux dispositions du titre II, sur la police du fleuve.*

Art. 129. Toute contravention à l'une des dispositions des articles trente à quarante-cinq inclusivement, des articles quarante-huit à cinquante-neuf inclusivement, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-neuf et soixante-quatorze du présent règlement (30 à 45, 48 59, 64, 65, 69 et 74), est punie d'une amende de trente francs au moins et de cent francs au plus.

Art. 130. Tout conducteur d'un radeau ou train de bois trouvé naviguant dans le bras de Soulina avec un tirant d'eau supérieur à celui qui est indiqué par l'article soixante (60) du présent règlement, est passible d'une amende de cent francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Toute contravention à l'une des dispositions des articles soixante-un et soixante-deux (61 et 62) ci-dessus est punie d'une amende de deux cents francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Art. 131. Toute contravention à l'une des dispositions de l'article soixante-treize (73) du présent règlement, relatives au jet et au débarquement du lest, est punie d'une amende de cent francs au moins et de cinq cents francs au plus.

§ 3. — *Contraventions aux dispositions du titre III, sur la police du port de Toultscha.*

Art. 132. Sont punies d'une amende de dix francs au moins et de cinquante francs au plus, les contraventions à l'une des dispositions des articles soixante-quinze, soixante-seize et soixante-dix-sept (75, 76 et 77) du présent règlement.

§ 4. — *Contraventions aux dispositions du titre IV, sur le service du pilotage.*

Art. 133. Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article treize (13) ou du deuxième alinéa de l'article quatre-vingt-cinq (85) du présent règlement est punie d'une amende de cent cinquante francs au moins et de trois cents francs au plus.

Art. 134. Tout refus des déclarations prescrites par l'article quatre-vingt (80) du présent règlement, de même que toute inexactitude volontaire soumise dans ces déclarations, soit par le capitaine, soit par le pilote, et toute contravention à l'article quatre-vingt-un (81) ci-dessus, sont punis d'une amende de cinquante francs au moins et de cent francs au plus.

Art. 135. Tout capitaine qui contrairement aux dispositions du dernier alinéa de l'article quatre-vingt-quatre (84) du présent règlement, fait piloter son bâtiment entre Soulina et Braila, même à la remonte et lorsqu'il se trouve lui-même à bord, par un pilote étranger au corps du pilotage fluvial, est passible d'une amende de cent francs au moins et de cent cinquante francs au plus.

Le pilote fluvial, qui contrevient à l'une des dispositions de l'article quatre-vingt-huit (88) ci-dessus, est passible d'une amende de cinquante francs au moins et de cent francs au plus.

Art. 136. Toute contravention commise par les pilotes brevetés de l'embouchure ou du service fluvial, ou par les chefs ou sous-chefs pilotes, contre les dispositions du présent règlement ou contre les instructions qui leur sont données, et à raison de laquelle contravention il n'est point édicté de pénalité spéciale, est punissable d'une amende dont le maximum ne peut dépasser trois cents francs.

§ 5. — *Contraventions aux dispositions du titre V, sur le service des allèges.*

Art. 137. Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article quatre-vingt-quatorze (94) ou à l'une des dispositions des articles quatre-vingt-quinze, cent un et cent quatre (95, 101 et 104) du présent règlement, est punie d'une amende de cent francs au moins et de deux cents francs au plus.

Art. 138. Toute contravention à la prescription édictée par le troisième alinéa de l'article quatre-vingt-quatorze (94), de même que toute contravention à l'une des dispositions des articles quatre-vingt-dix-sept (97), du premier alinéa de l'article quatre-vingt-dix-neuf (99), des articles cent, cent deux, cent trois (100, 102, 103) et du premier alinéa de l'article cent cinq (105) du présent règlement, est punie d'une amende de vingt francs au moins et de cent vingt francs au plus.

Art. 139. Toute contravention à l'une des dispositions du quatrième alinéa de l'article quatre-vingt-quatorze (94), du deuxième alinéa de l'article quatre-vingt-dix-neuf (99), et du deuxième alinéa de l'article cent cinq (105) du présent règlement, est punie d'une amende de quatre cents francs au moins et de douze cents francs au plus, et la même peine est applicable au capitaine ou patron de tout bâtiment ayant servi d'allège ou de toute allège immatriculée, qui sans y être contraint par force majeure, s'éloigne, sur la rade de Soulina, du bâtiment allégé, avant de lui avoir rendu la totalité de sa cargaison.

Art. 140. En tout état de cause, le bâtiment ou allège, à bord duquel une contravention a été commise, demeure affecté par privilège au paiement de l'amende encourue, pour le recouvrement de laquelle il peut être sequestré par l'inspecteur-général de la navigation ou par le capitaine du port de Soulina, suivant le cas.

§ 6. — *Contraventions aux dispositions du titre VI, sur le remorquage.*

Art. 141. Toute contravention à l'une des dispositions de l'article cent onze (111), du deuxième alinéa de l'article cent douze (112), des articles cent quatorze, cent vingt et cent vingt-un (114, 120 et 121) du présent règlement, est punie d'une amende de vingt francs au moins et de cent vingt francs au plus.

La même pénalité est applicable à tout remorqueur qui entreprend, en aval d'Isaktcha, une opération pour laquelle la force de son moteur est insuffisante.

Art. 142. Sont punies :

D'une amende de dix francs au moins et de trente francs au plus, les contraventions commises contre les dispositions de l'article cent treize (113) ;

D'une amende de vingt francs au moins et de soixante francs au plus, les contraventions commises contre l'une des dispositions des articles cent dix-sept et cent dix-neuf (117 et 119) ;

Et d'une amende de quarante francs au moins et de cent vingt francs au plus, les contraventions commises contre la disposition de l'article cent dix-huit (118) du présent règlement.

Art. 143. Les dispositions de l'article cent quarante (140) ci-dessus sont également applicables, pour le recouvrement des amendes, aux remorqueurs à bord desquels les contraventions ont été commises.

§ 7. — *Contraventions contre les dispositions spéciales du titre VII.*

Art. 144. Toute contravention à l'une des dispositions des articles cent vingt-deux, cent vingt-trois et cent vingt-quatre (122, 123 et 124) du présent règlement, est punie d'une amende de cinquante francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Art. 145. Lorsqu'une contravention commise contre l'une des dispositions desdits articles cent vingt-deux, cent vingt-trois et cent vingt quatre (122, 123 et 124), ou une contravention prévue et punie par l'un des articles cent vingt-neuf et cent trente (129 et 130) du présent règlement, est accompagnée ou suivie d'un dommage ou d'une avarie quelconque occasionné par le bâtiment, train de bois ou radeau conrevenant, aux ouvrages de la Commission européenne du Danube ou de l'autorité qui lui aura succédé, à leur matériel flottant ou à quelque autre de leurs propriétés, l'amende encourue par le contrevenant est de deux cent cinquante francs au moins et de deux mille cinq cents francs au plus.

§ 8. — *Injures et voies de fait.*

Art. 146. Toute offense ou injure commise et toute menace proférée contre les agents préposés au maintien de la police de la navigation ou à la perception des taxes établies à l'embouchure de Soulina, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, de même que toute injure ou offense dirigée contre l'autorité de laquelle lesdits agents tiennent leur pouvoir, est punie d'une amende de dix francs au moins et de cinquante francs au plus.

S'il y a voie de fait commise ou tentée contre les agents de la police ou de la perception des taxes, à l'occasion de l'accomplissement de leurs fonctions, le maximum de l'amende peut être porté à trois cents francs.

CHAP. II. — RÈGLES POUR L'APPLICATION DES AMENDES

Art. 147. Les amendes ne sont pas applicables aux contraventions occasionnées par des cas de force majeure.

Art. 148. Le maximum de l'amende peut être doublé en cas de récidive.

Il y a récidive pour les capitaines des bâtiments de mer, lorsque les deux contraventions sont commises sans que le bâtiment ait quitté le Danube dans l'intervalle.

Pour les patrons d'allège, pour les capitaines des remorqueurs et pour les pilotes, il y a récidive, lorsque la contravention se renouvelle dans l'espace d'une année.

Pour les conducteurs de radeaux et trains de bois, il y a récidive dans la contravention commise contre les dispositions de l'article soixante (60) du présent règlement, lorsque deux ou plusieurs radeaux ou trains de bois expédiés par le même propriétaire ou vendeur et ayant des dimensions supérieures à celles qui sont prescrites par ledit article, sont trouvés naviguant dans le bras de Soulina, sans être remorqués par un bateau à vapeur, entre le premier janvier et le trente-un décembre de la même année.

Dans le cas de l'article soixante-deux (62) ci-dessus, il y a récidive, lorsque la contravention a été commise à bord du même radeau ou train de bois, pendant deux ou plusieurs nuits, au cours du même voyage.

Art. 149. Indépendamment des amendes auxquelles ils sont condamnés, les contrevenants peuvent être poursuivis devant les tribunaux compétents, à raison de la réparation civile des dommages qu'ils ont causés.

Art. 150. Les capitaines sont personnellement responsables des contraventions commises par les gens de leur équipage.

Art. 151. L'inspecteur-général de la navigation et le capitaine du port de Soulina connaissent des contraventions commises dans l'étendue de leur ressort, contre les dispositions du présent règlement et prononcent, en première instance, l'application des amendes encourues à raison de ces contraventions.

La notification de leurs sentences est faite à Soulina, en la chancellerie de l'autorité consulaire ou locale, de laquelle relève la partie

condamnée, si la contravention a été commise pendant un voyage à la descente; elle est faite à la même autorité, dans le port de destination du bâtiment, lorsque la contravention a été commise pendant le voyage à la remonte; elle peut de même être faite valablement à la personne.

Art. 152. Le montant des amendes est versé à Soulina, entre les mains du directeur de la caisse de navigation, et pour les bâtiments de mer, ce paiement est effectué, en tout état de cause, avant celui des droits de navigation qu'ils ont à payer en sortant du fleuve.

Art. 153. L'appel contre les jugements en condamnation est porté, dans les trois mois de la notification, soit devant la Commission européenne, ou devant l'autorité qui lui succédera, soit devant le tribunal mixte qui pourra être éventuellement institué à cet effet.

En cas d'appel, le montant de l'amende est consigné, à titre provisoire, à la caisse de navigation et y reste en dépôt jusqu'à ce que la cause soit vidée.

Le jugement rendu sur l'appel est définitif et ne peut être l'objet d'aucun recours quelconque.

L'appel n'est plus recevable après l'expiration du délai de trois mois, à partir de la notification, et le montant de l'amende demeure définitivement acquis à la caisse de navigation.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 154. Le présent règlement entrera en vigueur le premier mars 1871,

Cesseront d'avoir force de loi, à partir de cette même date :

1. Le règlement de navigation et de police en date du 2 novembre 1863, annexé à l'acte public du même jour, avec les modifications introduites dans ledit règlement par les nouvelles dispositions relatives au pilotage et au service des allèges, édictées le 16 avril 1868, le 22 avril et le 30 octobre 1869 ;

2. Les dispositions sur la navigation des radeaux et trains de bois, des 12 mai et 13 octobre 1866 ;

3. Les dispositions de police arrêtées dans l'intérêt des travaux d'amélioration du bas-Danube, le 21 avril 1868 ;

4. Les règlements relatifs au remorquage, en date des 2 novembre 1867 et 22 avril 1869 ;

5. Et les dispositions additionnelles relatives au mouillage dans le port de Soulina édictées ledit jour 22 avril 1869.

Art. 155. Le présent règlement pourra être modifié, selon les

besoins, par la Commission européenne ou par l'autorité internationale qui lui sera substituée en vertu de l'article 17 du traité de Paris.

Fait à Galatz, le huit novembre 1870.

(L. S.) *Signé* : DE POTTENBURG. (L. S.) *Signé* : J. STOKES. (L. S.) *Signé* : B. BERIO. (L. S.) *Signé* : RADOWITZ. (L. S.) *Signé* : D'OFFENBERG. (L. S.) *Signé* : ISMAÏL.

FRANCE — LUXEMBOURG

DÉCLARATION SUR LA TAXE DES DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE, ÉCHANGÉE A PARIS, LES 8-30 DÉCEMBRE 1871.

Le Gouvernement français et le Gouvernement grand-ducal de Luxembourg, désirant apporter à la Déclaration du 21 décembre 1869 (1), relative à la taxe des dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays, les modifications que les circonstances ont rendues nécessaires, le ministre des Affaires étrangères de la République française, autorisé à cet effet, déclare, au nom de son Gouvernement, que les dispositions suivantes remplaceront désormais les stipulations correspondantes du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la Déclaration précitée :

Par exception, la taxe de la dépêche de vingt mots est fixée à *un franc* seulement, pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque du département de Meurthe et Moselle (2).

En foi de quoi, le ministre des Affaires étrangères de la République française a signé la présente Déclaration, qui sera échangée contre une Déclaration semblable de S. Exc. M. le ministre d'État du Luxembourg.

Fait à Versailles, le 8 décembre 1871.

(L. S.) *Signé* : RÉMUSAT.

La contre-déclaration Luxembourgeoise est du 30 décembre.

(1) Voir *Archives* 1870, tome II, page 396.

(2) *Liste des bureaux du département de Meurthe-et-Moselle qui jouissent de la taxe réduite pour les correspondances avec tous les bureaux télégraphiques du Grand-Duché de Luxembourg* :

Audun-le-Roman. Blamont. Blainville. Briey. Cons-la-Granville. Dieulouard. Frouard. Gerbeviller. Longuyon. Longwy. Luneville. Nancy. Nomény. Pierrepont. Pont-à-Mousson. Rosières. Thiaucourt. Toul. Varangeville.

BRÉSIL — DANEMARK — FRANCE — ITALIE — PORTUGAL

PROTOCOLE POUR L'ANNULATION DE LA CONVENTION DU 16 MAI 1864,
RELATIVE A LA LIGNE TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE L'EUROPE ET L'A-
MÉRIQUE, SIGNÉ A PARIS, LE 20 AVRIL 1872.

Le Gouvernement du Portugal ayant fait connaître aux Gouvernements de la France, du Brésil, du Danemark, d'Haïti et de l'Italie, son intention de se dégager des obligations contenues dans la Convention signée à Paris, le 16 mai 1864, pour l'établissement d'une ligne télégraphique transatlantique, et ratifiée le 31 août 1869.

Le Gouvernement portugais ayant invoqué, à cet effet, la disposition finale du Protocole du 31 août 1869 (1), aux termes de laquelle la Convention du 16 mai 1864 (2) doit être considérée comme périmée si le concessionnaire n'a pas relié, dans un délai de deux ans, les Antilles françaises à l'Amérique du Nord.

Les Plénipotentiaires des Gouvernements contractants, à l'exception du Représentant de la République d'Haïti, qui n'a pas encore reçu ses instructions, se sont réunis pour examiner la déclaration du Gouvernement portugais. Après avoir reconnu que les engagements contractés par le concessionnaire n'ont pas été exactement remplis, ils ont pris acte de la dénonciation faite par le Portugal de la Convention du 16 mai 1864, et, en conséquence, ils ont arrêté que cette Convention et les Protocoles des 16 mai 1864 et 31 août 1869 sont et demeurent annulés.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole, qu'ils ont signé et revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en cinq exemplaires, le 20 avril 1872.

(L. S.) *Signé* : RÉMUSAT, (L. S.) *Signé* : baron
D'ITAUBA, (L. S.) *Signé* : MOLTKE-HVITFELDT,
(L. S.) *Signé* : comte DE SEISAL, (L. S.) *Signé* :
NOGUEIRA SUAREZ.

(1) Voir *Archives* 1870, t. I, p. 313.

(2) Voir *Archives* 1866, t. III, p. 156.

FRANCE — RUSSIE

CONVENTION DE POSTE CONCLUE, A SAINT PÉTERSBOURG,
LE 4^{er} NOVEMBRE 1872.

Le Président de la République française : et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, animés d'un commun désir d'améliorer le service des correspondances entre les deux États, ont résolu de conclure une convention postale et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française : M. le général *Le Flô*, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, ambassadeur de la République à Saint-Pétersbourg, et M. *Rampont-Lechin*, directeur général des postes; et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, son aide de camp général, général de cavalerie, ministre de l'intérieur, membre du conseil de l'Empire, Alexandre *Timacheff*, chevalier des ordres de Russie de Saint-Alexandre-Nevski, de l'Aigle blanc, de Saint-Vladimir de deuxième classe, de Sainte-Anne de première classe surmonté de glaives, de Saint-Stanislas de première classe, grand'croix des ordres étrangers du Danebrog de Danemark, de l'épée de Suède, etc., etc., et son conseiller privé, directeur du département des postes, baron Jean *Velho*, chevalier des ordres de Russie de l'Aigle blanc, de Saint-Vladimir de deuxième classe, de Sainte-Anne de première classe et de Saint-Stanislas de première classe, commandeur des ordres étrangers d'Albert-le-Valeureux de Saxe, de Léopold de Belgique, du Medjidié de Turquie, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Russie un échange périodique et régulier de lettres ordinaires ou recommandées, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature en dépêches closes.

Les administrations des postes des deux pays fixeront, d'un commun accord, les voies par lesquelles les dépêches closes seront acheminées.

Les droits applicables au transport des dépêches closes entre la frontière française et la frontière russe seront acquittés par celle des deux administrations qui aura obtenu des offices intermédiaires les conditions les plus avantageuses, à charge par l'autre administration, de lui rembourser la moitié de ces droits.

Art. 2. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires,

c'est-à-dire non recommandées, soit de la France et de l'Algérie pour la Russie (y compris le grand-duché de Finlande), soit de la Russie (y compris le grand-duché de Finlande) pour la France, pourront, à leur choix, payer le port desdites lettres jusqu'à destination, ou laisser ce port à la charge des destinataires.

Le prix du port des lettres désignées dans le paragraphe précédent est fixé, savoir :

1^o A cinquante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas d'affranchissement;

2^o A soixante-dix centimes, par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas de non affranchissement.

Art. 3. Toute lettre recommandée, expédiée de l'un des deux pays pour l'autre, supportera, au départ, un droit fixe en sus de la taxe d'affranchissement d'une lettre ordinaire du même poids.

Ce droit, mentionné dans le paragraphe précédent, sera de cinquante centimes en France et de vingt-cinq centimes en Russie.

Art. 4. L'envoyeur de toute lettre recommandée pourra demander qu'il lui soit donné avis de la réception de cette lettre.

Le port des avis de réception des lettres recommandées devra toujours être acquitté d'avance. il sera de vingt-cinq centimes.

Art. 5. Dans le cas où une lettre recommandée viendrait à être perdue dans le service de l'un des deux pays ou sur le territoire intermédiaire, il sera payé à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs dans le plus bref délai possible; mais les réclamations ne seront admises que pendant l'année qui suivra le dépôt de la lettre. Passé ce terme, les deux administrations ne seront plus tenues à aucune indemnité.

Il est entendu que l'indemnité ci-dessus fixée sera à la charge de celle des deux administrations dans le service de laquelle la lettre recommandée aura été perdue, et qu'elle sera à la charge des deux administrations si la perte a eu lieu sur l'un des territoires des pays intermédiaires.

Art. 6. Les échantillons de marchandises, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les annonces et les avis divers imprimés, gravés ou lithographiés qui seront expédiés de l'un des deux pays pour l'autre, devront être affranchis jusqu'à destination.

La taxe à percevoir pour l'affranchissement des objets désignés dans le paragraphe précédent sera payée par les envoyeurs à raison de quinze centimes par cinquante grammes ou fraction de cinquante grammes, pour chaque paquet portant une adresse particulière.

Art. 7. Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée

par l'art. 6 précédent, les échantillons de marchandises devront être placés sous bandes, ou de manière à être facilement vérifiés. Ils ne devront avoir aucune valeur vénale et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux journaux et aux imprimés non périodiques, ils devront être placés sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signature quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire.

Les paquets d'échantillons et d'imprimés ne devront pas dépasser le poids de deux cent cinquante grammes.

Les objets mentionnés dans les paragraphes précédents qui n'auront pas été affranchis, ou qui ne rempliront pas les conditions énoncées ci-dessus, seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans l'article 6 n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets désignés audit article à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'en Russie, et que les deux administrations se communiqueront réciproquement ces lois, ordonnances et arrêtés, au fur et à mesure de leur promulgation.

Art. 8. Les taxes que payera l'administration des postes de France à l'administration des postes de Russie, tant pour les correspondances affranchies qui seront expédiées à découvert de la France et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à destination des pays auxquels l'administration des postes russes sert d'intermédiaire, que pour les correspondances non affranchies qui seront expédiées à découvert des pays auxquels la Russie sert d'intermédiaire à destination de la France et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, ne pourront excéder celles perçues en Russie pour les correspondances à destination ou originaires des mêmes pays.

Réciproquement, les taxes que payera l'administration des postes de Russie à l'administration des postes de France, tant pour les correspondances affranchies qui seront expédiées à découvert de la Russie et des pays auxquels la Russie sert d'intermédiaire à destination des pays auxquels l'administration des postes de France sert d'intermédiaire, que pour les correspondances non affranchies qui seront expédiées à découvert des pays auxquels la France sert d'intermédiaire à destination de la Russie et des pays auxquels la Russie

sert d'intermédiaire, ne pourront excéder celles perçues en France pour les correspondances à destination ou originaires des mêmes pays.

Quant au prix de port dont les deux administrations auront à se tenir réciproquement compte, tant pour les correspondances affranchies originaires des pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaire l'une pour l'autre que pour les correspondances non affranchies à destination desdits pays, ces prix de port seront les mêmes que pour les correspondances échangées entre la France et la Russie.

Art. 9. Le Gouvernement français et le Gouvernement russe s'engagent à faire transporter, par leurs postes respectives, les dépêches closes que chacune des deux administrations voudra échanger avec d'autres Etats, par l'intermédiaire des services intérieurs de l'autre administration.

Les prix que se payeront réciproquement les deux administrations, pour ces transports, sont fixés à 10 francs par kilogramme de lettres, poids net, et à 1 franc par kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés, aussi poids net.

Art. 10. Le produit des taxes perçues, en vertu des articles 2 et 6 de la présente convention, sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Russie.

Quant au produit des droits perçus en vertu des articles 3 et 4 précédents, il sera conservé par celle des deux administrations qui aura opéré la perception de ces droits.

Art. 11. Les deux administrations des postes de France et de Russie n'admettront, à destination de l'un des deux pays ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucune lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, ou tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 12. Les sommes à percevoir ou à payer en Russie et qui sont fixées par la présente convention en monnaie de France seront converties en monnaie russe, sur le pied d'un quart de rouble argent pour un franc et d'un quart de kopek argent pour un centime.

Lorsque les taxes ou droits à percevoir donneront une fraction de kopek ou de décime, il sera perçu pour ces fractions un kopek ou un décime entier, suivant le cas.

Art. 13. Les administrations des postes de France et de Russie dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces administrations, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les trois mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

Le solde des comptes ci-dessus mentionnés sera établi en monnaie de France.

Il est entendu que les soldes de comptes seront payés, savoir.

1° En traites sur Saint-Pétersbourg, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de Russie ;

2° En traites sur Paris, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Art. 14. Les lettres ordinaires ou recommandées, les échantillons de marchandises et les imprimés, mal adressés ou mal dirigés, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires partis pour le pays d'origine, seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires, les échantillons de marchandises et les imprimés qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes de Russie par d'autres administrations et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés, chargés du port exigible au lieu de la précédente destination.

Art. 15. Les lettres ordinaires recommandées, les échantillons de marchandises et les imprimés échangés à découvert entre les deux administrations des postes de France et de Russie, qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés de part et d'autre.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originellement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Art. 16. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Russie désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives.

Elles détermineront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux pays pour l'autre, insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste et enveloppes timbrées ; elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement et la forme des comptes mentionnés dans l'article 13

précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

L'emploi de la langue française sera obligatoire dans toutes les relations auxquels la présente convention donnera lieu entre les deux administrations.

Toutes les adresses ou suscriptions des correspondances ou, du moins, a partie essentielle de leur texte, devront être en langue française.

Toutefois, la langue russe pourra être exclusivement employée pour les timbres-poste, les enveloppes timbrées, les timbres, les cachets et les signes que portent les objets de matériel employés par le service des postes de Russie.

Art. 17. La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux administrations conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations dudit terme.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg dans le délai de semaines après la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original à Saint-Petersbourg, le 20 octobre/1^{er} novembre de l'an de grâce 1872.

(L. S.) *Signé* : Général LE FLO. (L. S.) *Signé* : ALEXANDRE TIMACHEFF.

(L. S.) *Signé* : G. RAMPONT. (L. S.) *Signé* : BARON, JEAN VELHO,

FRANCE. — ITALIE

DÉCLARATION CONCERNANT LES DÉSERTEURS DE LA MARINE, SIGNÉE A PARIS, LE 8 NOVEMBRE 1872.

Les Gouvernements d'Italie et de France, voulant fixer, de concert, l'interprétation qui doit être donnée à l'article 14 de la Convention

consulaire du 26 juillet 1862, (1) concernant les déserteurs de la Marine, sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions de l'article 14 précité sont applicables aux marins de tous grades embarqués sur les bâtiments de guerre, comme aux marins faisant partie des équipages de commerce.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le 8 novembre 1872.

(L. S.) *Signé*, NIGRA.

(L. S.) *Signé*, RÉMUSAT.

FRANCE. — GRANDE-BRETAGNE

DÉCLARATION POUR L'ÉPOQUE DE DÉPART DES TRAVAILLEURS DESTINÉS AUX COLONIES FRANÇAISES A L'OUEST DU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE, FAITE A LONDRES, LE 5 NOVEMBRE 1872.

Le Gouvernement de S. M. Britannique et le Gouvernement de la République Française ayant résolu d'un commun accord d'avancer de quinze jours la période pendant laquelle peut s'effectuer par bâtiments à voiles le départ de l'Inde des travailleurs destinés aux colonies françaises situées à l'ouest du cap de Bonne-Espérance, sont convenus de modifier ainsi qu'il suit le deuxième paragraphe de l'article XIII de la Convention conclue le 1^{er} juillet 1861 (2), entre la Grande-Bretagne et la France, pour régler l'immigration de travailleurs Indiens dans les colonies françaises :

« Pour les autres colonies les départs ne pourront s'effectuer que du 15 juillet au 1^{er} mars. Cette disposition n'est applicable qu'aux bâtiments à voiles; les départs pourront avoir lieu toute l'année par des bâtiments munis d'un moteur à vapeur. »

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont échangé la présente déclaration.

Fait en double à Londres, le 5 novembre 1872.

(L. S.) *Signé* : GRANVILLE.

(L. S.) *Signé*: CH. GAVARD.

(1) Voir Archives 1863, tome 1, page 87.

(2) Voir Archives, 1861, tome 4 page 39.

FRANCE. — PORTUGAL

DÉCLARATION POUR ASSURER L'ARRESTATION DES CRIMINELS, SIGNÉE
A PARIS, LE 30 DÉCEMBRE 1872.

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal voulant assurer, d'une manière plus efficace, l'arrestation des criminels, M. Charles de *Rémusat*, ministre des affaires étrangères de France, d'une part, et M. le comte de *Seisal*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Portugal à Paris, d'autre part, dûment autorisés, sont par la présente déclaration, convenus de ce qui suit :

L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article 2 de la convention d'extradition du 13 juillet 1854 (1), devra être arrêté provisoirement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis transmis par la poste ou par télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères.

L'arrestation provisoire ne sera accordée que pour les nationaux de l'État réclamtant, et sous promesse de la production des documents indiqués par l'article 5 de la convention d'extradition du 13 juillet 1854.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue si, dans les vingt-cinq jours à partir du moment où elle a été effectuée, ce gouvernement n'est pas saisi de la demande de livrer le détenu.

Les dispositions qui précèdent auront la même durée que la convention du 13 juillet 1854 à laquelle elles se rapportent.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 30 décembre 1872.

(L. S.) *Signé* : RÉMUSAT. (L. S.) *Signé* : comte DE SEISAL.

(1) Voir ci-après.

FRANCE — PORTUGAL

CONVENTION D'EXTRADITION CONCLUE A LISBONNE LE
43 JUILLET 1854.

S. M. l'Empereur des Français, et S. M. le Roi Régent, au nom de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, ayant jugé utile de régler par une Convention l'extradition réciproque des accusés ou condamnés réfugiés de l'un des deux Etats dans l'autre, ont, à cet effet, muni de leurs pleins-pouvoirs, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le marquis *de Lisle de Siry*, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi Régent de Portugal. Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre de la Conception de Portugal ;

Et S. M. le Roi Régent, au nom de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves. M. Antonio-Aluizio-Jervis *d'Athoguia*, Vicomte d'Athoguia, Pair du Royaume, Commandeur de l'ancien et très-noble Ordre de la Tour et de l'Epee, de la Valeur, de la Loyauté et du Mérite, et de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur en France, des Saint-Maurice et Saint-Lazare de Sardaigne et de l'Ordre de Léopold de Belgique, Commandeur de l'Ordre militaire de Saint-Ferdinand en Espagne, Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, de la marine et des colonies, etc., etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvée en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et portugais s'engagent, par la présente Convention, à se livrer réciproquement, chacun à l'exception de ses nationaux, les individus réfugiés de France en Portugal et de Portugal en France, et poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents, pour l'un des crimes ci-après énumérés. L'extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre par voie diplomatique.

Art. 2. Les crimes à raison desquels l'extradition sera accordée sont les suivants : 1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, homicide volontaire, viol, attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence ; 2^o Incendie ; 3^o Faux en écriture authentique, en écriture de commerce et en écriture privée, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics, si les circonstances du fait imputé sont telles, que, s'il était commis en France, il serait puni d'une peine afflictive et infamante ; 4^o Fabrication ou émission de

fausse monnaie ; contrefaçon ou altération de papier-monnaie, ou émission de papier-monnaie contrefait ou altéré ; 5° Contrefaçon de poinçons de l'Etat servant à marquer les matières d'or et d'argent ; 6° Faux témoignage dans le cas où, suivant la législation française, il entraîne peine afflictive et infamante ; subornation de témoins ; 7° Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui lui impriment, d'après la législation française, le caractère de crime ; abus de confiance domestique ; 8° Soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans le cas où, suivant la législation française, elles sont punies de peines afflictives et infamantes ; 9° Banqueroute frauduleuse.

Art. 3. Tous les objets saisis en la possession d'un prévenu, lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition, et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du crime.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine. Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt de condamnation, soit d'un arrêt de mise en accusation, soit enfin d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, ou de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits. Il sera toujours ajouté foi entière au contenu des documents judiciaires qui seront produits conformément au présent article.

Art. 6. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux Etats contractants qui le réclame, il ne pourra être livré qu'après que son Gouvernement aura été consulté et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à son extradition. Toutefois, le gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de refuser cette extradition, en communiquant au Gouvernement qui la réclame la cause de son refus.

Art. 7. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes communs. Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne

pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit ou crime. Dans le cas où le prévenu aurait commis un délit, outre le crime à raison duquel l'extradition sera accordée, l'Etat auquel il sera livré prendra l'engagement de ne pas le poursuivre pour ce délit, mais seulement pour le crime motivant l'extradition.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu, si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 9. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, resteront à la charge des deux Gouvernements, dans les limites de leurs territoires respectifs. Les frais d'entretien et de passage sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat qui réclame l'extradition.

Art. 10. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins sont invités à comparaître. Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 11. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. 12. Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation de criminels détenus dans l'autre, ou la production de pièces de conviction ou documents judiciaires, sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces. Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs territoires respectifs, de criminels à confronter et de l'envoi ainsi que de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 13. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication.

Art. 14. La présente Convention continuera d'être en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements. Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, nous, Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur des Français et de S. M. le Roi Régent de Portugal, avons signé la présente Convention en double original et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Lisbonne, le 13 juillet 1854.

(L. S.) *Signé* : E. DE LISLE.

(L. S.) *Signé* : Vicomte d'ATHOGUIA.

FRANCE.— BIRMANIE

TRAITÉ DE COMMERCE, SIGNÉ A PARIS, LE 24 JANVIER 1873.

Le Président de la République et S. M. le Roi des Birmans, désirant établir entre la France et la Birmanie des rapports d'amitié et de commerce, qu'ils se réservent de consolider et d'étendre, au besoin, par la conclusion d'arrangements ultérieurs, ont nommé dans ce but, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française; M. Charles de *Rémusat*, ministre des affaires étrangères, etc., etc.

S. M. le Roi des Birmans: *Mengyee Maha Saythoo Kenwoon Mengyee*, son ambassadeur.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Français en Birmanie et les Birmans en France pourront librement résider, circuler, faire le commerce, acheter des terrains, les vendre, les exploiter, y élever des constructions, le tout en se conformant aux lois du pays. Ils jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs familles et leurs propriétés, ainsi que de tous les avantages et privilèges qui sont ou seront, par la suite, accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Les missionnaires français jouiront en Birmanie des mêmes faveurs et immunités que les missionnaires de toute autre nation.

Les Français voyageant en Birmanie dans l'intérêt de la science, géographes, naturalistes et autres, recevront des autorités birmanes toute l'assistance dont ils auraient besoin pour le succès de leurs exploitations, les Birmans jouiront réciproquement en France des mêmes facilités.

Art. 2. Les marchandises que les Français importeront en Birmanie et en exporteront, et, réciproquement, les marchandises que les Birmans importeront en France ou en exporteront, ne paieront pas d'autres ni de plus forts droits que si elles étaient importées ou exportées par des habitants du pays ou par des étrangers appartenant à la nation la plus favorisée. Les produits birmans en France et les produits français en Birmanie jouiront du même traitement que les produits similaires étrangers les plus favorisés.

Le gouvernement birman, voulant encourager le développement des échanges commerciaux entre la France et la Birmanie, s'engage à n'établir sur les articles échangés aucun droit de douane dont le taux excéderait cinq pour cent de leur valeur. Après le paiement de droit d'entrée, les marchandises, en quelques mains qu'elles puissent passer, n'auront plus à supporter en Birmanie ni taxe ni charge d'aucune sorte.

Art. 3. Les deux gouvernements se reconnaissent réciproquement le droit d'avoir un agent diplomatique résidant auprès de chacun d'eux, et de nommer des consuls ou agents consulaires partout où l'intérêt de leurs nationaux l'exigerait. Ces agents pourront arborer le pavillon de leur pays, et ils jouiront dans leurs personnes, aussi bien que dans l'exercice de leur charge, de la même protection et des mêmes immunités et prérogatives qui sont ou seront, par la suite, accordées aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 4. Le gouvernement birman, désirant autant qu'il est en son pouvoir, faciliter l'établissement des Français en Birmanie, il est convenu que les autorités birmanes n'interviendront pas dans les contestations entre Français qui devront être déférées au consul de France, et que les contestations entre Français et Birmans seront jugées par un tribunal mixte composé du consul Français et d'un fonctionnaire birman de haut rang.

Art. 5. Dans le cas de décès d'un Français en Birmanie ou d'un Birman en France, les biens du décédé seront remis à ses héritiers, et à leur défaut, au consul de sa nation qui se chargera de les faire parvenir aux ayants droits.

Art. 6. La présente convention demeure obligatoire d'année en année, tant que l'un des deux gouvernements n'aura pas annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un an ou plus tôt s'il est possible. Elle sera mise en vigueur dès que cet échange aura eu lieu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Paris, le 24 janvier 1873, correspondant à l'ère de Boudha 2416 et à l'ère vulgaire 1234. Piatho 11° de la lune décroissante.

(L. S.) *Signé* : RÉMUSAT.

L. S.) *Signé* : MENGYEE MAHA SAYTHOO.

FRANCE — BELGIQUE

TRAITÉ DE COMMERCE SIGNÉ A BRUXELLES, LE 5 FÉVRIER 1873.

Son Excellence le Président de la République française et Sa Majesté le Roi des Belges, animés du désir de conserver les rapports d'amitié entre la France et la Belgique et de régler, en conciliant les intérêts respectifs, la situation qui sera faite au commerce des deux pays par l'expiration prochaine des arrangements actuellement en vigueur, ont résolu de conclure un traité à cet effet, etc.

Art. 1^{er}. — Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée, pour ce qui concerne le régime de l'importation, de l'entrepôt, de l'exportation et du transit.

En conséquence, à partir du jour où le traité entrera en vigueur, les produits du sol ou de l'industrie de la France importés en Belgique, soit par mer sous pavillon français ou belge, soit par terre, ne pourront être grevés pour la consommation, l'entrepôt, la réexportation et le transit, de droits supérieurs à ceux qui sont ou seront établis en Belgique sur les produits similaires de tout autre pays.

Réciproquement, à partir du jour où le présent traité entrera en vigueur, les produits du sol ou de l'industrie en Belgique importés en France, soit par mer sous pavillon belge ou français, soit par terre, ne pourront être grevés pour la consommation, l'entrepôt, la réexportation et le transit, de droits supérieurs à ceux qui sont ou seront établis en France sur les produits similaires de tout autre pays.

Et toute faveur, toute immunité, privilège ou réduction de droits quelconques, quant au commerce de la France ou de la Belgique respectivement, qui ont été ou pourront être accordés par l'une des deux hautes parties contractantes à une puissance tierce, seront étendus immédiatement et sans condition à l'autre partie contractante.

Art. 2. Par dérogation aux dispositions de l'art. 1, il est convenu

entre les hautes parties contractantes, que du jour de l'entrée en vigueur du présent traité, les droits inscrits dans l'annexe pourront être perçus en France jusqu'au 31 décembre 1876 sur les produits du sol et de l'industrie de la Belgique. Il est entendu que les droits compensateurs ne seront perçus sur les produits belges que lorsque la France percevra les droits sur les matières premières correspondantes, importées de tous les Etats envers lesquels elle n'est pas liée, à cet égard, par des stipulations internationales, et, quant aux Etats envers lesquels la France est encore liée par des traités, que l'application des droits aux matières importées de ces Etats aura lieu aussitôt que les traités seront modifiés ou arriveront à leur échéance.

Dans le cas de suppression ou de réduction des droits sur les matières premières, cette suppression ou réduction s'étendra, de plein droit, à la Belgique, et les droits compensateurs sur les produits de l'industrie belge seront supprimés ou réduits proportionnellement.

Et, en général, toute suppression ou réduction des droits d'entrée inscrits à l'annexe, que la France pourrait accorder à une tierce puissance postérieurement à la date du présent traité, s'étendra de plein droit à la Belgique.

Art. 3. Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à n'établir, l'une à l'égard de l'autre, aucun droit de sortie sur le produit de leur sol ou de leur industrie, qui ne s'applique en même temps aux produits de même nature en destination des autres pays étrangers.

Art. 4. Les drawbacks établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

De même, les drawbacks établis à l'exportation des produits belges ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise et de consommation grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en outre des droits de douanes, frapper les marchandises étrangères d'une taxe supplémentaire égale aux droits d'accise ou de consommation qui grevent les articles similaires indigènes.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise nouveau ou un supplément de droit d'accise sur un article de production ou de fabrication nationales compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

Mais aucun droit compensateur ne pourra être imposé par les

Hautes Parties contractantes à raison d'un droit de douane perçu sur des produits bruts ou manufactures importés de l'étranger.

Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que, dans le cas de suppression ou de diminution des droits d'accise ou de consommation dont il est question dans cet article, les taxes supplémentaires imposées aux produits d'origine ou de manufacture française ou belge, seront supprimées ou réduites de sommes égales à celles dont seraient diminués ces droits d'accise ou de consommation.

Art. 5. Par dérogation à l'article précédent, il est entendu entre les Hautes Parties contractantes que la France pourra accorder aux produits français dénommés dans la première colonne du Tarif annexé au présent Traité, la restitution des droits perçus sur les matières premières ayant servi à les fabriquer, d'après le taux fixé à la cinquième colonne dudit Tarif.

Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que, dans le cas où les droits sur les matières premières viendraient à être supprimés ou réduits, ou cesseraient d'être perçus pour une cause quelconque, les drawbacks seraient supprimés ou proportionnellement réduits.

Les drawbacks prévus par le premier paragraphe du présent article, ne pourront être accordés qu'aux conditions déterminées par le paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi française du 26 juillet 1872.

Art. 6. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 7. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, en platine et autres métaux importés de l'un des deux pays, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les autres similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Art. 8. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent traité à l'égard des produits non originaires de Belgique, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont, ou pourront être frappés, sauf les exceptions consacrées par l'article suivant, les produits importés en France sous pavillon français d'ailleurs que des pays d'origine.

Art. 9. Les marchandises de toute origine importées en France par la frontière de terre, seront admises à l'entrée en Belgique, aux mêmes

droits que si elles étaient importées directement de France par mer et sous pavillon français.

Les marchandises de toute origine énumérées ci-après, importées de Belgique par la frontière de terre, seront admises à l'entrée en France aux mêmes droits que si elles étaient importées directement des pays d'origine sous pavillon français :

- Métaux de toute sorte,
- Légumes secs,
- Lin et chanvre,
- Bois communs,
- Bestiaux,
- Chevaux,
- Habillements confectionnés,
- Houblon,
- Quincaillerie et merceries,
- Soies.

Les marchandises de toute nature importées de Belgique par la frontière de terre, seront admises pour la consommation intérieure de la France, moyennant l'acquittement des droits établis, pour les provenances autres que celles des pays de production sous pavillon français.

Toutefois, pour les cafés, la surtaxe ne dépassera pas cinq francs par 100 kilogrammes, décimes compris.

Pendant la durée du présent traité, aucune augmentation ne pourra être apportée aux surtaxes qui étaient établies, le 1^{er} mai 1861, à l'importation par la frontière de terre, sur les produits ci-après désignés :

- Bois d'ébénisterie,
- Bois de teinture,
- Cacao,
- Coton en laine,
- Laine en masse,
- Peaux brutes,
- Riz,
- Potasses,
- Guano,
- Résineux exotiques,
- Salpêtre,
- Thé,
- Graines oléagineuses,
- Graisses,
- Huiles.

Art. 10. La décharge du droit d'accise accordée à l'exportation de Belgique, pour les bières et les vinaigres, ne sera pas supérieure à 2 fr. 50 par hectolitre. Cette décharge ne pourra être accordée qu'aux bières et vinaigres de bonne qualité, conformément à la législation belge actuelle.

Toutefois, en cas de changement dans le système de l'accise, l'augmentation d'impôt dont seraient grevés les produits belges pourra être compensée par une augmentation équivalente du drawback.

Art. 11. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux pays, les céréales en gerbes ou en épis, les foin, la paille et les fourrages verts, les racines fourragères, les pulpes de betteraves et les fumiers provenant de biens-fonds situés dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière, seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 12. Aucune prohibition d'importation ou d'exportation ne pourra être établie par l'une des hautes parties contractantes à l'égard de l'autre qui ne soit en même temps applicable à toutes les autres nations étrangères, excepté, cependant, les prohibitions ou restrictions temporaires que l'un ou l'autre gouvernement jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires ou en vue d'événements de guerre.

Art. 13. Les droits *ad valorem* stipulés dans le présent traité seront calculés sur la valeur du lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux États jusqu'au lieu d'introduction.

Art. 14. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré par lui augmenté de cinq pour cent. Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 15. L'importateur contre lequel la douane de l'un des deux pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent, pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de la marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la douane, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Dans le cas où la douane française renoncerait à son droit de préemption, elle autorisera la remise immédiate à l'importateur de ses marchandises, à la condition expresse que ledit importateur prendra l'engagement sans caution suffisante, de payer les droits et amendes qui pourraient résulter de l'expertise en vue de laquelle la douane prélèvera les échantillons nécessaires.

Art. 16. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de cinq pour cent celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration. Si la valeur dépasse de cinq pour cent celle qui est déclarée, la douane pourra à son choix, exercer la préemption, ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de cinquante pour cent, à titre d'amende, si l'évaluation est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de cinq pour cent la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane.

En cas de dissentiment entre l'importateur et la douane française à l'égard de la classe ou de la dénomination d'après laquelle les marchandises doivent acquitter les droits, ce dissentiment sera porté devant des experts et décidé par eux, si l'importateur n'accepte pas la décision de la douane.

Dans tous les cas de dissentiment, le déclarant pourra, s'il le juge à propos, réclamer que l'estimation soit faite à Paris, au lieu de l'être dans la ville où se trouve le bureau d'importation. Ce désir devra être signifié avant le commencement de l'expertise dans la ville où se trouve le bureau d'importation.

Art. 17. Dans les cas prévus par *les deux articles précédents*, les deux arbitres experts seront nommés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers-arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du ressort. Si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du tribunal de commerce, le tiers-arbitre pourra être nommé par le juge de paix du canton. La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 18. Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre, après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de

la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Art. 19. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le net réel, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 20. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent traité ne subiront aucune réduction du chef d'avaries ou de détérioration quelconque des marchandises.

Art. 21. Les toiles dites ardoisées importées de Belgique en France seront admises aux droits fixés pour les toiles écruës.

Pour la fixation des droits établis sur les tissus de lin, de chanvre ou de jute écruës, blanchis ou ardoisés l'administration des douanes françaises se conformera aux types arrêtés entre les deux gouvernements, suivant les procès-verbaux du 1^{er} mai 1861 et du 13 juin 1863, qui seront annexés au présent traité.

Dans la vérification des tissus belges par le compte-fil, toute fraction de fil sera négligée.

Art. 22. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent traité est affranchi de l'obligation de produire à la douane de l'un ou de l'autre pays tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 23. Les droits qui frapperont à l'entrée en France l'huile de pétrole, raffinée en Belgique, ou l'essence de pétrole, ne pourront être que de cinq francs par cent kilog. plus élevés que ceux qui seront appliqués à l'huile de pétrole brute, venant directement des pays d'origine, sous pavillon français.

Art. 24. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant, seront réciproquement exemptées dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, les deux Hautes Parties contractantes se réservent d'interdire ou de soumettre à des autorisations spéciales le transit de la poudre à tirer, des armes et munitions de guerre.

Elles se réservent également de décréter des prohibitions de transit dans un but sanitaire ou à raison d'événements de guerre.

Sauf les cas prévus par les deux paragraphes précédents, le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays, pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 25. Les marchandises transportées de Maubeuge à Givet, et vice-versâ, par la route passant par Philippeville, seront exemptes de toute visite, tant à l'entrée qu'à la sortie, sauf en cas de soupçons d'abus, sous les conditions suivantes :

1^o Les transports se feront par voitures fermées ayant un panneau de charge susceptible d'être convenablement cadenassé ;

2^o Une déclaration sera faite au bureau d'entrée belge, d'après l'expédition de sortie délivrée par douane française ;

3^o Le voiturier ou l'entrepreneur des transports fournira caution pour les droits et pénalités exigibles en cas de fraude.

Art. 26. Les voyageurs de commerce belges voyageant en France pour le compte d'une maison française, seront soumis à un patente fixe de vingt francs, additionnels compris.

Réciproquement les voyageurs de commerce français, voyageant en Belgique pour le compte d'une maison française, seront soumis à une patente fixe de vingt francs, additionnels compris.

Art. 27. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en France par des commis-voyageurs de maisons belges, ou en Belgique par des commis-voyageurs de maisons françaises, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront les mêmes en France et en Belgique, et elles seront réglées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Art. 28. Les dispositions du présent traité de commerce seront applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises belges.

Art. 29. Le présent traité sera soumis en France à la sanction de l'Assemblée nationale ; en Belgique à la sanction des chambres législatives.

Art. 30. Les ratifications du présent traité seront échangées à Paris, aussitôt après que la sanction législative aura été obtenue de part et d'autre. Il sera appliqué douze jours après qu'il aura été ratifié. Il restera en vigueur pendant dix années, à partir de la date de sa mise à exécution.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à la fin d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition à Bruxelles, le cinquième jour du mois de février de l'an de grâce mil huit cent soixante-treize.

(L. S.) *Signé* : ERNEST PICARD.

(L. S.) *Signé* : OZENNE. (L. S.) *Signé* : COMTE D'ASPREMONT-LYNDEN.

PROTOCOLE

Art. 1^{er}. Les deux hautes parties contractantes conviennent d'adjoindre à la commission qui siège à Paris un commissaire belge dont les attributions seront réglées comme suit :

1^o Immédiatement après la signature du traité, les deux gouvernements publieront des avis invitant tous détenteurs de marchés passés par écrit, soit en France, soit en Algérie, soit en Belgique, qui resteront à exécuter, en tout ou en partie, dans la période comprise entre la date à laquelle le traité du 5 février 1873 entrera en vigueur, et le 28 mars 1873, à faire connaître ces contrats par écrit dans un délai de quatorze jours à Paris, au ministère de l'agriculture et du commerce, et à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères.

La commission devra juger en équité s'il y a lieu d'accorder aux importateurs des marchandises livrées en vertu des marchés spécifiés ci-dessus la remise de l'augmentation de droits à laquelle ils seraient soumis en vertu du traité du 5 février 1873 pour les livraisons opérées entre cette date et le 28 mars 1873.

2^o La commission devra examiner les questions pendantes relatives à l'exécution du traité du 1^{er} mai 1861. Dans le cas où la validité de quelques unes des réclamations produites par les expéditeurs belges serait reconnue, le gouvernement français prendra les mesures nécessaires pour restituer aux importateurs les droits perçus en trop sur les marchandises spécifiées par les tarifs conventionnels applicables aux produits d'origine ou de manufacture belge, en vertu du traité du 1^{er} mai 1861.

Art. 2. La prime de sortie que recevait autrefois le sel raffiné à l'exportation de Belgique ayant été supprimée, le gouvernement français se réserve de soumettre le régime des sels en France à une nouvelle étude et à examiner spécialement dans quelles mesures la suppression de la prime ci-dessus mentionnée pourrait permettre une modification du régime dont il s'agit.

Art. 3. En dehors des droits de douane et du droit de statistique qui ne pourra dépasser dix centimes par colis ou par mille kilogrammes pour les marchandises en vrac, il ne pourra être établi, sur les marchandises importées directement de Belgique en France, par terre ou par mer, sous pavillon français ou belge, aucune taxe principale ou additionnelle sous quelque forme ou dénomination que ce soit.

Art. 4. Il est entendu entre les hautes parties contractantes que

les droits qui, d'après le tarif annexé au traité du 5 février 1873, frappent le zinc et le plomb bruts importés de Belgique en France, représentent les taxes de consommation qui seront établies sur le zinc et le plomb bruts produits en France ou importés des autres pays étrangers, et seront perçus en même temps que ces taxes.

Art. 5. Les graines et les fruits oléagineux et les grains importés en France, sous le régime de l'admission temporaire, ne pourront donner lieu à des exportations que par les bureaux de la direction où l'importation aura été effectuée.

Art. 6. Il est entendu entre les hautes parties contractantes que la Belgique jouira de tous les avantages qui ont été accordés à l'Angleterre en vertu du traité du 5 novembre 1872 ou qui pourraient être accordés à des puissances tierces en vertu d'arrangements postérieurs à cette date.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 5 février 1873.

(L.-S.) *Signé* Cte D'ASPREMONT-LINDEN. (L.-S.) *Signé* ERNEST PICARD.

(L.-S.) *Signé* OZENNE.

BELGIQUE — FRANCE

CONVENTION DE NAVIGATION CONCLUE A BRUXELLES, LE 5 FÉVRIER 1873.

S. Exc. le Président de la République française et S. M. le Roi des Belges, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations maritimes entre les deux pays, en assurant à leurs pavillons respectifs la jouissance d'un régime réciproquement avantageux, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. Exc. le Président de la République française, M. Ernest *Picard*, membre de l'assemblée nationale, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. le Roi des Belges, Et M. *Ozenne*, conseiller d'État, secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce, grand officier de l'ordre national de la Légion-d'Honneur et de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc. ;

Et S. M. le Roi des Belges M. Guillaume-Bernard-Frédéric-Charles, comte d'*Aspremont-Lynden*, membre du Sénat, son ministre des affaires

étrangères, officier de son ordre de Léopold, commandeur de l'ordre ducal de la branche Ernestine de la maison de Saxe, décoré de 1^{re} classe du Medjidié de Turquie, grand croix de l'ordre du sauveur de Grèce, chevalier grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, chevalier de 1^{re} classe de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse, chevalier de l'ordre de l'Aigle blanc de Russie, grand-croix de l'ordre impérial et royal de Léopold d'Autriche.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets des deux hautes parties contractantes; ils ne payeront pas, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux Etats, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, de droits, taxes ou impôts sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux et les sujets de toute autre nation jouissant du traitement de la nation la plus favorisée, et les privilèges, immunités ou autres faveurs quelconques, dont jouissent, en matière de commerce, d'industrie ou de navigation, les citoyens de l'un des deux Etats et les sujets de toute autre nation jouissant du traitement de la nation la plus favorisée, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les navires français chargés ou non, ainsi que leur cargaison en Belgique, et les navires belges chargés ou non, ainsi que leur cargaison en France et en Algérie, à leur arrivée d'un port quelconque et quelque soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports, à l'entrée, pendant leur séjour et à la sortie, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Il est fait exception à la disposition qui précède pour le cabotage, qui reste soumis aux lois respectives des deux pays. Il est d'ailleurs convenu que les navires des deux nations, naviguant au cabotage, seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 3. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en sortiront sur lest.

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir acquitté ces droits ;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 4. Les deux hautes parties contractantes se réservent la faculté d'imposer, sur tout article mentionné dans le présent traité ou sur tout article, des droits de débarquement ou d'embarquement affectés à la dépense des établissements nécessaires au port d'importation ou d'exportation.

Art. 5. La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. 6. Les navires français entrant dans un port de Belgique et réciproquement les navires belges entrant dans un port de France, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison pourront, en se conformant aux lois et aux règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf celui de surveillance, lequel d'ailleurs ne pourra être perçu qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 7. Les stipulations des articles 1, 2, 4, 5 et 6, s'appliquent tant à la navigation par rivières et par canaux qu'à la navigation maritime.

Les bateliers français naviguant dans les eaux intérieures de la Belgique et, réciproquement, les bateliers belges naviguant dans les eaux intérieures de la France, jouiront du même traitement que les bateliers nationaux, quant au droit de patente.

Art. 8. Il est fait exception aux stipulations de la présente convention, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 9. Les consuls-généraux, les vice consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes, résidant dans les états de l'autre, recevront des autorités locales tout aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de

leurs pays respectifs qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiées par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Les marins déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans leur pays sur un navire de la même ou de toute autre nation, ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes. Si, dans les deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les marins déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de mer ou de terre, ou enfin si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation aura été opérée, lesdits marins déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 10. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés sur les côtes de Belgique seront dirigées par les consuls ou vice-consuls de France et réciproquement, les consuls et vice-consuls belges dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des

dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 11. Lesdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls et chanceliers des hautes parties contractantes jouiront respectivement, dans les deux pays, des avantages de toutes sortes accordés ou qui pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée: le tout, bien entendu, sous condition de réciprocité.

Art. 12. Les deux Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation à un autre État, qui ne soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 13. La présente Convention qui remplacera celle du 1^{er} mai 1861 (1), entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce signé aujourd'hui entre les Hautes Parties contractantes, et produira ses effets jusqu'au 15 juillet 1879.

Dans le cas où une des deux Hautes Parties contractantes n'aurait signifié, douze mois avant cette date, son intention d'y mettre un terme, la Convention continuera de rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 14. Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Paris, en même temps que celles du Traité de commerce, signé sous la date de ce jour, dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition, à Bruxelles, le 5^e jour du mois de février de l'an de grâce 1873.

(L. S.) Signé : E. PICARD. (L. S. Signé : comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) Signé : OZENNE.

(1) Voir Archives 1866, tome 111, page 196.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — ITALIE — TURQUIE

PROTOCOLE POUR METTRE UN TERME AUX ABUS DE LA JURIDICTION
CONSULAIRE DANS LA PROVINCE DE TRIPOLI, SIGNÉ A CONSTANTI-
NOPLÉ, LE 24 FÉVRIER 1873.

La Sublime Porte s'étant adressée aux Gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, pour leur exprimer le désir que, dans la province de Tripoli d'Afrique, la compétence de la juridiction locale, dans les causes entre les indigènes et les étrangers de nationalité française, anglaise ou italienne, fût établie sur les mêmes bases que dans les provinces de l'Empire ottoman, en Europe et en Asie, lesdits Gouvernements, après avoir adhéré individuellement à ce vœu, ont résolu de consacrer leur assentiment par un acte collectif.

Les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus en conséquence des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les agents de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie à Tripoli d'Afrique, recevront de leurs Gouvernements des ordres précis et formels pour que désormais tous les procès et toutes les contestations entre les indigènes et les sujets français, anglais ou italiens dans cette province, quelle que soit la nationalité du défendeur, soient jugés conformément aux dispositions des capitulations en vigueur, et de la même manière que ces capitulations sont appliquées dans les autres provinces de l'Empire ottoman, en Europe et en Asie.

Art. 2. La Sublime Porte s'engage à traiter les consuls et les sujets anglais, français et italiens, en ce qui concerne la juridiction consulaire, sur le pied de la nation la plus favorisée, et à les faire participer à la jouissance de toute faveur ou avantage accordés sous ce rapport aux consuls et aux sujets de tout autre État.

Fait à la Sublime Porte, le 12/24 février 1873.

(L. S.) *Signé*: HALIL CHÉRIF.

(L. S.) *Signé*: comte DE VOGÜÉ.

(L. S.) *Signé*: H. ELLIOT.

(L. S.) *Signé*: comte BARBOLANI.

FRANCE — ALLEMAGNE

CONVENTION RELATIVE AU PAYEMENT COMPLET DE L'INDEMNITÉ DE GUERRE ET A L'ENTIÈRE ÉVACUATION DU TERRITOIRE FRANÇAIS, CONCLUE A BERLIN, LE 15 MARS 1873.

Voulant régler définitivement le paiement complet de l'indemnité de guerre stipulée par les Traités de paix du 26 février (1) et du 10 mai 1871 (2), ainsi que l'évacuation du territoire français qui doit en être la suite, les soussignés :

M. le vicomte Anne-Armand-Élie de *Gontaut-Biron*, membre de l'Assemblée nationale, ambassadeur de France près S. M. l'Empereur d'Allemagne, muni des pouvoirs de M. le Président de la République française,

Et le prince Otto de *Bismarck*, Chancelier de l'Empire germanique, muni des pouvoirs de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

Sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. La somme de trois milliards ayant été acquittée sur les cinq milliards de l'indemnité de guerre stipulée par le Traité de paix du 10 mai 1871, et celle de 1,500 millions restant seule à solder sur les derniers milliards, la France s'engage à payer, d'ici au 10 mai 1873, les 500 millions restant dus sur le quatrième milliard échéant seulement au 1^{er} mars 1874, en vertu de l'article 1^{er} de la Convention du 29 juin 1872 (3). Les paiements partiels ne seront pas moins de 100 millions ; ils devront être annoncés au Gouvernement allemand au moins un mois avant le versement.

Le milliard de francs échéant, en vertu de la susdite Convention. le 1^{er} mars 1875, sera payé par la France en quatre termes, chacun de 250 millions de francs, les 5 juin, 5 juillet, 5 août et 5 septembre 1873 ; en même temps que le paiement du dernier terme, la France acquittera, entre les mains du Gouvernement allemand, les intérêts échus à partir du 2 mars 1873.

Art. 2. Les dispositions du 3^e alinéa de l'article 7 du Traité de paix du 10 mai 1871, ainsi que celles des Protocoles séparés du 12 oc-

(1) Voir *Archives*, 1873, tome I, p. 9.

(2) Voir *idem*, 1873, tome I, p. 54.

(3) Voir *idem*, 1873, tome I, p. 374.

tobre 1871 (1), demeurent applicables pour tous les paiements qui auront lieu en vertu de l'article précédent.

Art. 2. S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, s'engage à donner à ses troupes les ordres nécessaires pour que l'arrondissement de Belfort et les quatre départements des Ardennes, des Vosges, de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, à l'exception de la place de Verdun, avec un rayon de trois kilomètres autour de la place, soient évacués complètement dans un délai de quatre semaines à partir du 5 juillet.

La place de Verdun et le rayon sus-indiqué seront évacués dans un délai de quinze jours, à partir du 5 septembre 1873.

Jusqu'à cette évacuation, S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, aura le droit d'user de la route de Metz à Verdun, comme route militaire, et de tenir occupées, à cet effet, pour le service d'étape, les deux villes de Conflans et d'Étain, qui auront chacune une garnison d'un demi-bataillon. Les autorités militaires conserveront à Verdun, et le long de la route d'étape, les droits qu'elles ont exercés jusqu'ici dans les territoires occupés.

Il est entendu que les postes d'étape seront évacués à la date fixée pour l'évacuation de Verdun.

Art. 4. La France supporte les frais d'entretien des troupes allemandes cantonnées dans l'arrondissement de Belfort et dans les départements des Vosges, des Ardennes, de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, jusqu'au jour de la complète évacuation de ces départements, ainsi que ceux de l'entretien des troupes cantonnées à Verdun et dans les deux postes d'étape, jusqu'à la complète évacuation de ces dernières localités. Le nombre des troupes qui occupent Verdun n'excédera pas plus de 1,000 hommes, le chiffre de la garnison qui s'y trouve à la date de la signature du présent Traité.

Art. 5. Jusqu'à l'évacuation de Verdun, l'arrondissement de Belfort et les départements désignés dans l'article 3 seront, après leur évacuation par les troupes allemandes, déclarés neutres sous le rapport militaire, et ne devront pas recevoir d'autres troupes que les garnisons qui seront nécessaires pour le maintien de l'ordre.

La France n'y élèvera pas de fortifications nouvelles et n'agrandira pas les fortifications déjà existantes.

Dans les départements occupés par les troupes allemandes, ainsi que dans l'arrondissement de Belfort, S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, ne fera élever aucun autre ouvrage de fortification que ceux qui existent actuellement.

(1) Voir *Archives* 1873, tome I, page 183.

Art. 6. En cas de non exécution des engagements pris dans la présente Convention, S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, se réserve le droit de ne pas faire évacuer les départements et places qui y sont désignés.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé au présent acte et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 15 mars 1873.

(L. S.) *Signé* Vicomte DE GONTAUT-BIRON. (L. S.) *Signé* BISMARCK.

FRANCE,— ALLEMAGNE

CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION D'ÉVACUATION DU 15 MARS 1873, POUR RÉGLER LES CONDITIONS DE L'OCCUPATION TEMPORAIRE DE VERDUN ET D'UNE ROUTE D'ÉTAPES, SIGNÉE A NANCY, LE 17 AVRIL 1873.

Conformément aux stipulations de l'article 4 de la Convention conclue le 15 mars à Berlin, et en vue de régler les conditions de l'occupation temporaire de Verdun et de la route d'étapes ;

M. le comte *de Saint-Vallier*, ministre plénipotentiaire, commissaire extraordinaire du Gouvernement français près le quartier général allemand.

Et M. le général de cavalerie, aide de camp général, baron *de Manteuffel*, commandant en chef de l'armée allemande d'occupation ;

Munis des pouvoirs de leurs Gouvernements, sont convenus des arrangements suivants :

Art. 1^{er}. La route d'étapes de Verdun à la frontière allemande, par Étain et Conflans, sera entourée d'une zone de six kilomètres de largeur au nord, et de six kilomètres de largeur au sud, c'est-à-dire d'une largeur totale de douze kilomètres.

Art. 2. Le chemin de fer en voie d'achèvement de Verdun à Metz sera mis, lorsqu'il sera entré en exploitation, à la disposition des troupes allemandes d'occupation dans les conditions spécifiées par les règlements en vigueur pour les chemins de fer des départements actuellement occupés.

Art. 3. Les deux gîtes d'étapes d'Etain et de Conflans, désignés par la Convention du 15 mars, seront occupés par un effectif dont la

force ne dépassera pas, pour ces deux points, un bataillon ; mais, en raison des convenances réciproques des deux Parties contractantes et sans dérogation aux dispositions de la Convention, le lieu de résidence du bataillon sera établi à Etain, et un simple détachement envoyé à Conflans.

Le bataillon disposera à Etain du casernement actuellement occupé et de ses accessoires. Quant à Conflans, le Gouvernement français assurera l'installation du détachement qui y sera placé, ainsi que d'un bureau d'étapes et d'un bureau télégraphique.

Art. 4. La zone établie autour de la place de Verdun et du rayon de trois kilomètres affectés à l'occupation, d'après la Convention du 15 mars, aura une largeur de dix kilomètres.

Art. 5. En ce qui concerne les zones spécifiées ci-dessus pour la route d'étapes et pour la place de Verdun, il est entendu que l'accès en sera interdit aux troupes françaises, et qu'elles ne pourront pas non plus être occupées par les troupes allemandes, en dehors des cas prévus pour les changements de garnison, les marches et les manœuvres.

Fait à Nancy, le 17 avril 1873.

(L. S.) *Signé* : SAINT-VALLIER. (L. S.) *Signé* : MANTEUFFEL.

FRANCE — ITALIE

DÉCLARATION EXPLICATIVE DE L'ARTICLE 1^{er} DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 12 MAI 1870, SIGNÉE A PARIS, LE 46 JUILLET 1873.

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le Gouvernement de la République Française, voulant fixer le sens de l'article 1^{er}, paragraphe 23, du traité d'extradition du 12 mai 1870 (1), M. le chevalier *Nigra*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie, d'une part, et M. le duc de *Broglie*, ministre des affaires étrangères de France, d'autre part, dûment autorisés, sont, par la présente déclaration, convenu de ce qui suit :

L'article 1^{er}, paragraphe 23, du traité du 12 mai 1870, autorisant l'extradition pour « abus de confiance, soustraction, concussion et corruption de fonctionnaires publics, » doit être entendu comme s'appliquant au délit ou au crime d'abus de confiance d'une manière

(1) Voir ci-dessus, page 37.

générale, et non au cas seulement où le fait serait imputable à un fonctionnaire public.

La présente déclaration aura la même durée que la convention du 12 mai 1870, à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 16 juillet 1873.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.

(L. S.) *Signé* : BROGLIE.

FRANCE — ITALIE

DÉCLARATION POUR FACILITER L'AUDITION DES TÉMOINS APPELÉS D'UN PAYS DANS L'AUTRE, ÉCHANGÉE A PARIS, LE 16 JUILLET 1873.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, voulant faciliter l'audition des témoins appelés d'un pays dans l'autre, M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères de France, d'une part, et M. le chevalier Nigra, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie, d'autre part, dûment autorisés, sont, par la présente déclaration, convenus de substituer au § 1^{er} de l'article 14 de la convention d'extradition du 12 mai 1870 les stipulations suivantes :

1^o Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Si le témoin requis consent à partir, une indemnité de voyage et de séjour lui sera accordée et payée d'avance par l'Etat requérant, conformément aux dispositions suivantes :

a) Il sera alloué au témoin 2 francs pour chaque jour pendant lequel il aura été détourné de son travail ou de ses affaires.

b) Les témoins du sexe féminin et les enfants de l'un ou de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de quinze ans, recevront pour chaque jour 1 franc 50 centimes.

c) Si les témoins sont obligés de se transporter hors du lieu de leur résidence, il leur sera alloué des frais de voyage et de séjour. Cette indemnité est fixée pour chaque myriamètre parcouru, en allant et en venant, à 2 francs. Lorsque la distance sera égale ou supérieure au demi-myriamètre (5 kilomètres), il sera accordé au témoin le montant entier de l'indemnité fixée pour le myriamètre ; si la fraction est au-dessous du demi-myriamètre, il n'en sera pas tenu compte.

L'indemnité de deux francs sera portée à 2 francs 50 centimes pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février.

d) Lorsque les témoins seront arrêtés dans le cours du voyage par force majeure, ils recevront en indemnité, pour chaque jour de séjour forcé, 3 francs. Ils seront tenus de faire constater par le maire, ou, à son défaut, par un autre magistrat donnant les garanties voulues, la cause forcée du séjour en route, et d'en représenter le certificat à l'appui de leur demande en taxe.

e) Si les témoins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où se fera l'instruction de la procédure et qui ne sera point celle de leur résidence, il leur sera alloué pour chaque jour une indemnité de 3 francs 50 centimes.

f) La taxe des indemnités de voyage et de séjour sera double pour les enfants mâles au-dessous de quinze ans et pour les filles au-dessous de l'âge de trente ans, lorsqu'ils seront appelés en témoignage et qu'ils seront accompagnés dans leur route et séjour par leur père, mère, tuteur ou curateur, à la charge, par ceux-ci, de justifier leur qualité.

L'indemnité mentionnée aux lettres *a* et *b* sera due en tout état de cause et cumulativement avec celles que stipulent les alinéas *c*, *d*, *e* *f*.

2^o Le gouvernement auquel appartient le témoin lui fera, si ce témoin le demande, l'avance des émoluments qui lui sont alloués par le tarif convenu, pour son voyage où il est appelé, sous réserve de restitution de la part du gouvernement requérant. Les indemnités qui lui seront dues, au contraire, pour son séjour dans le lieu où il est appelé à déposer et pour son retour, lui seront acquittées par les soins du gouvernement requérant.

3^o Pour l'exécution de la clause précédente, le gouvernement requis fera mentionner sur une feuille de route régulière, ou sur la citation, le montant de l'avance qu'il aura faite et l'indication en myriamètres de la distance du lieu du domicile du témoin à la frontière de l'Etat requérant.

4^o La présente déclaration aura la même durée que la convention du 12 mai 1870, à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 13 juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : BROGLIE.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.

BELGIQUE-FRANCE

TRAITÉ DE COMMERCE CONCLU A PARIS, LE 23 JUILLET 1873.

S. M. le Roi des Belges et le Président de la République française, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples et voulant maintenir et améliorer les relations commerciales établies entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité spécial, à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : M. le baron *Beyens*, grand officier de l'ordre Léopold et de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française ;

Et le Président de la République française : M. le duc de *Broglie*, ministre des affaires étrangères, vice-président du conseil, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Les traités de commerce et de navigation conclus, le 1^{er} mai 1861 (1), entre la Belgique et la France, la convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art et des marques, modèles et dessins de fabrique, conclue à la même date que ci-dessus ; la convention additionnelle au traité du 1^{er} mai 1861, conclue le 12 mai 1863 (2), sont remis ou maintenus en vigueur dans toutes leurs dispositions et teneur, et continueront à produire tous leurs effets comme avant l'acte de dénonciation du 28 mars 1872.

Art. 2. Les hautes parties contractantes conviennent de fixer au moyen d'une convention supplémentaire, dont les ratifications seront échangées avant le 31 décembre 1873, toutes les dispositions qui leur paraîtraient nécessaires en ce qui concerne les règlements applicables à l'entrée des marchandises, à l'expertise et à toute autre matière de même nature.

Art. 3. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 10 août 1877 ; dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

(1) Voir *Archives*, 1861, tome III, page 161.

(2) Voir *Archives*, 1863, tome III, page 338.

Art. 4. Le présent traité sera soumis à l'assentiment des Chambres législatives de Belgique et à celui de l'Assemblée nationale française.

Les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra et le traité entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Versailles, le vingt-troisième jour du mois de juillet de l'an mil huit cent soixante-treize.

(L. S.) *Signé* : Baron EUG. BEYENS. (L. S.) *Signé* : BROGLIE.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU A VERSAILLES,
LE 23 JUILLET 1860.

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays, et de placer sur un pied satisfaisant les relations commerciales et maritimes entre les deux Etats, ont décidé de conclure dans ce but, un traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française : M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, vice-président du conseil, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc.;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande : le très-honorable Richard Beckerton-Pemell Lord Lyons, pair du Royaume-Uni, grand-croix du très-honorable ordre du Bain, membre du conseil privé de S. M. britannique, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Le traité de commerce conclu, le 23 janvier 1860 (1), entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que les conventions supplémentaires des 12 octobre (2) et 16 novembre (3)

(1) Voir *Archives* 1861, tome III, page 5.

(2) Voir *Archives* 1861, tome III, page 50.

(3) Voir *Archives* 1861, tome III, page 85.

de la même année, sont, dans toutes leurs dispositions et teneur, remis en vigueur et continueront d'avoir leurs effets comme avant l'acte de dénonciation du 15 mars 1872.

Les hautes parties contractantes se garantissent réciproquement, tant dans le Royaume-Uni qu'en France et en Algérie, le traitement sous tous les rapports de la nation la plus favorisée.

Il est donc entendu, conformément aux dispositions de l'article 19 du traité de commerce, conclu le 23 janvier 1860, ainsi que de l'article 5 de la convention supplémentaire du 16 novembre de la même année, que chacune des hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans conditions, de toute faveur et immunité, de tout privilège ou abaissement de tarif, pour l'importation des marchandises mentionnées ou non dans les traités et conventions de 1860, qui ont été ou pourront être accordés par l'une des hautes parties contractantes à une nation étrangère quelconque, soit en Europe, soit en dehors.

Il est également entendu que pour tout ce qui concerne le transit, l'entrepôt, l'exportation, la réexportation, les droits locaux, le courtage, les formalités de douane, les échantillons, les dessins de fabrique, de même que pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce et de l'industrie, les Français dans le Royaume-Uni, et les sujets britanniques en France ou en Algérie, jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 2. Les navires français et leur cargaison dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les navires anglais et leur cargaison en France et en Algérie, à leur arrivée d'un port quelconque et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Il est fait exception à la disposition qui précède pour le cabotage, dont le régime demeure soumis aux lois respectives des deux pays.

Art. 3. Les hautes parties contractantes conviennent d'établir au moyen d'une convention supplémentaire, dont les ratifications seront échangées avant le 31 janvier 1874, les dispositions qui leur paraîtront nécessaires au sujet des attributions consulaires, ainsi que du transit et des règlements de douane relatifs à l'entrée des marchandises, à l'expertise, aux échantillons et à toute autre matière analogue, et elles conviennent, en outre, de substituer cette convention supplémentaire aux dispositions en pareille matière comprises dans les traités et conventions de 1860.

Art. 4. A partir du 1^{er} janvier 1874, ou plus tôt, si faire se peut, les huiles minérales d'origine britannique seront admises en France

et en Algérie aux droits de douane de 5 p. 100, c'est-à-dire au taux du droit en vigueur avant la loi du 8 juillet 1871. Il demeure cependant convenu que lesdites huiles devront, conformément aux dispositions de l'article 9 du traité du 23 janvier 1860, remis en vigueur par l'article 1^{er} du présent traité, acquitter en outre les droits de 5 ou 8 fr. par 100 kilogrammes, établis sur les huiles brutes ou raffinées par la loi du 16 septembre 1871, ou ceux qui seraient ultérieurement établis sur les mêmes huiles fabriquées en France.

Une commission, qui sera composée d'un membre nommé par chaque gouvernement, se réunira à Paris, immédiatement après la ratification du présent traité, pour régler de la manière ci-dessous prévue les questions relatives aux droits perçus sur les huiles minérales d'origine britannique, et en même temps pour examiner toute autre question que les hautes parties contractantes conviennent ou conviendront de lui soumettre, et en faire l'objet d'un rapport.

Le bénéfice des dispositions précédentes sera étendu aux huiles minérales d'origine britannique ayant fait l'objet de marchés pour la livraison desdites huiles en France avant la promulgation de la loi du 8 juillet 1871.

La commission examinera dans quelle mesure il sera possible d'effectuer le remboursement des droits perçus en plus du droit de cinq pour cent de la taxe de cinq ou huit francs par cent kilogrammes, ci-dessus indiquée, dans le cas où des huiles minérales d'origine britannique auraient été introduites en France, depuis la promulgation de la loi du 8 juillet 1871, autrement que pour l'exécution des contrats préalablement passés.

En ce qui concerne les contrats ci-dessus visés, le règlement comprendra une indemnité des poursuites exercées pour défaut d'exécution des contrats passés, avant l'application de la loi du 8 juillet 1871.

Les hautes parties contractantes, avant l'échange des ratifications du présent traité, nommeront une tierce personne destinée à intervenir comme arbitre sur toute matière en rapport avec les questions ci-dessus désignées, qui se rattachent aux huiles minérales et sur les quelles les commissaires ne seront pas d'accord. La commission défèrera toute difficulté de cette nature à l'arbitre, dont la décision sera obligatoire pour les commissaires qui feront leur rapport en conséquence.

Les hautes parties contractantes prendront sans retard, les mesures nécessaires pour l'exécution des décisions de la commission ou de l'arbitre.

Art. 5. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1877. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant ladite date, son intention d'en faire cesser les

effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 6. Le Président de la République française s'engage à demander à l'Assemblée nationale, immédiatement après la signature du présent traité, l'autorisation nécessaire pour ratifier et faire exécuter ledit traité. Les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra et le traité entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Versailles, le vingt-troisième jour du mois de juillet de l'an mil huit cent soixante-treize.

(L. S.) Signé : BROGLIE.

(L. S.) Signé : LYONS.

FRANCE — URUGUAY

ARRANGEMENT RELATIF AU MAINTIEN DE LA CONVENTION DE COMMERCE
DU 8 AVRIL 1836, SIGNÉ A MONTEVIDEO, LE 49 AOÛT 1873.

Les soussignés, M. Paulin-Jules *Doazan*, officier de la Légion d'honneur, chargé d'affaires, et consul général de France, en cette résidence, d'une part,

Et S. Exc. M. le docteur don Gregorio-Perez *Gomar*, ministre des relations extérieures de la République orientale de l'Uruguay, de l'autre;

Considérant que les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de remplacer par le traité en forme qui doit être conclu en temps opportun, la convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, signée entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 8 avril 1836.

Attendu toutefois que les gouvernements de France et de l'Uruguay attachent un égal intérêt à maintenir et à développer, par la concession de garanties mutuelles, les relations avantageuses qui existent entre les deux pays; et en dernier lieu, que le pouvoir exécutif se trouve, par une loi du 18 de ce mois, investi des pouvoirs suffisants pour remettre en vigueur, pendant un terme de deux ans, à compter de cette date, la susdite convention préliminaire, devant être consignées, par un article additionnel, les stipulations de l'article 2, § 3, et de l'article 3 § 4, du traité célébré entre la République et la Prusse, et les Etats du Zollverein, le 23 juin 1836, lequel est une loi de la na-

tion, et qui sont également établies à l'article 2 additionnel du traité conclu avec la Belgique, le 16 septembre 1853.

A ces causes, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. L'arrangement intervenu le 25 janvier 1871, afin de proroger de deux années la convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, conclue le 8 avril 1836, entre la France et la République orientale de l'Uruguay, est de nouveau mis en vigueur et maintenu dans tous ses effets, jusqu'au 19 août 1875.

Art. 2. Il demeure par conséquent, entendu que des effets de l'article antérieur seront considérées comme exceptées les stipulations consignées à l'article 2 paragraphe 3 et à l'article 3 paragraphe 4, du traité mentionné ci-dessus conclu entre la République et la Prusse et les Etats du Zollverein, relativement à la navigation du cabotage et aux pays limitrophes et voisins ; lesquelles stipulations sont conçues comme suit :

Art. 2 § 3. Il est déclaré expressément ici que dans les stipulations du présent article n'est point comprise la navigation du cabotage entre un port et un autre situés dans le même territoire, mais on ne considérera pas comme cabotage qu'un navire d'outre-mer complète graduellement son chargement dans divers ports du territoire d'une des parties contractantes ou qu'il décharge successivement dans divers ports. Si, sur ce point, une franchise plus grande était accordée de la part de la République orientale à toute autre nation qui ne serait ni limitrophe, ni voisine, elle sera entendue comme concédée aux sujets et navires des Etats du Zollverein.

Art. 3 § 4. L'égalité ou assimilation établie par cet article ne comprend pas le cas où des faveurs, privilèges ou exemptions en matière de commerce et de navigation seraient concédés aux pays limitrophes et voisins, ou aux citoyens et sujets de ces pays ; mais si l'on avait accordé ou si l'on accordait à un pays quelconque, qui ne serait pas dessus-mentionnés, l'avantage d'être considéré comme la nation la plus favorisée sans la restriction contenue dans le présent traité, cet avantage sera réputé acquis aux Etats du Zollverein.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, à Montevideo, le 19 août 1873.

(L. S.) *Signé* : JULES DOAZAN. (L. S.) *Signé* : GREGORIO-PEREZ GOMAR.

DEUXIÈME PARTIE

FRANCE

LE LIVRE JAUNE

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

LE DUC DE BROGLIE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Versailles, le 28 mai 1873.

M., vous avez été informé que, par un décret du 24 mai dernier, l'Assemblée nationale a accepté la démission de M. Thiers, président de la République, et a désigné, pour le remplacer dans cette dignité, M. le maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta. Je sais déjà avec quel respect et quelle approbation unanimes a été accueilli partout le nom du nouveau président. L'éclat de ses services, l'intégrité de son caractère l'appelaient naturellement à ces hautes fonctions. Je crois cependant nécessaire de vous indiquer brièvement la portée des événements qui ont amené ce changement dans la personne du dépositaire du pouvoir suprême. Le différend qui s'est élevé entre la majorité de l'Assemblée nationale et M. Thiers n'a porté sur aucun point relatif à la politique étrangère. Vous pouvez vous souvenir que, pendant le cours des deux années qui viennent de s'écouler, la conduite adoptée par M. Thiers pour rétablir nos rapports avec les Puissances étrangères après les désastres de 1870, n'a fait l'objet d'aucun débat dans l'Assemblée. Des votes nombreux, au contraire, ont approuvé les efforts qu'a faits avec succès cet homme d'État illustre pour effacer la trace de nos malheurs, et rendre à la France sa pleine indépendance nationale. Le nouveau président, dans son message que les journaux vous ont fait connaître, rend à cet égard, vous l'aurez remarqué, pleine justice à son prédécesseur.

Vous n'avez donc rien à changer aux instructions que vous avez reçues du dernier Gouvernement ; je les développerai quand l'occasion s'en présentera, d'après les événements et les renseignements que vous m'aurez transmis vous-même ; mais, en attendant, vous devez rester fidèle à la ligne qui vous a été tracée.

C'est sur la politique intérieure uniquement que le président et l'Assemblée sont entrés en dissentiment. La majorité de l'Assemblée nationale a pensé qu'une résistance énergique devait être opposée aux progrès de l'esprit révolutionnaire attestés par les derniers résultats électoraux, et n'a pas trouvé que le cabinet formé par le pré-

sident, à la suite de ces élections, présentât toutes les garanties qu'elle désirait à ce point de vue essentiellement conservateur. Un ordre du jour qui exprimait cette pensée a été adopté et, les ministres ayant donné leur démission, le président n'a pas cru pouvoir changer sa ligné de conduite et les a suivis dans leur retraite.

Le nouveau Gouvernement, se conformant à son origine, suivra donc une politique résolument conservatrice, c'est-à-dire pacifique au dehors et modérée au dedans. Opposant une sévérité inflexible à toutes les tentatives que ferait le parti révolutionnaire pour étendre son influence par des voies illégales, il ne sortira pas lui-même de la légalité la plus stricte. Aucune réaction n'est méditée et ne sera tentée contre les institutions existantes ; les lois constitutionnelles présentées par nos prédécesseurs restent soumises au jugement de l'Assemblée qui tranchera seule, quand elle le jugera convenable, la question suprême de la forme de Gouvernement.

En expliquant ainsi, suivant la réalité des faits, le sens de cet important événement, vous ne manquerez pas de faire remarquer que la question débattue à l'Assemblée nationale intéressait non-seulement le repos de la France, mais celui de toutes les nations. Ce n'est pas en France seulement que l'esprit révolutionnaire conspire contre la paix publique et contre les bases mêmes de l'ordre social. Aucune nation de l'Europe n'est exempte de ce mal, et toutes ont un égal intérêt à le voir réprimer. La situation de la France et l'action qu'elle exerce sur l'Europe et sur le monde rendraient le triomphe du parti révolutionnaire dans notre patrie plus grave que partout ailleurs, et la cause de la société française est celle de la civilisation tout entière.

Ces considérations doivent servir de règle au langage que vous tiendrez au sujet des derniers événements, et vous vous efforcerez de les faire apprécier au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Agréé, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE
A L'ÉTRANGER.

(*Circulaire.*)

Versailles, le 5 septembre 1873.

Monsieur, c'est aujourd'hui 5 septembre qu'aux termes de la Convention conclue le 15 mars dernier (1), doit commencer l'évacuation de la ville de Verdun, seul point encore occupé par les troupes allemandes. D'ici à peu de jours, le dernier soldat étranger aura quitté notre territoire.

(1) Voir *Archives diplomatiques* 1874 tome I, page 117.

Vous avez pu voir dans le message récemment adressé par M. le président de la République à l'Assemblée nationale, quel sentiment inspire au chef de l'État et au Gouvernement un événement si impatiemment désiré par tous les Français. Vous avez appris, en même temps, qu'il n'en pourrait résulter aucun changement dans la direction de notre politique extérieure. « Rendue à la complète possession « d'elle-même, a dit M. le maréchal de Mac Mahon, la France sera « mieux en mesure encore qu'auparavant d'entretenir avec toutes « les Puissances étrangères des rapports de sincère amitié. » Ces nobles et judicieuses paroles doivent servir de règle à votre conduite et à votre langage.

C'est à maintenir et à consolider la paix que nous devons consacrer la liberté d'action que nous allons recouvrer.

Sans doute, cette paix a été achetée par de cruels sacrifices. Il en est un, pourtant, que nous n'avons pas fait, le seul qui fût irréparable, c'est celui de notre honneur. Quels que soient les jugements que l'histoire porte sur les origines et la conduite de la malheureuse guerre de 1870, les reproches qui peuvent être adressés aux gouvernements ne retombent pas sur la nation qui, privée d'un seul coup de toutes ses armées régulières, a pourtant soutenu la lutte pendant cinq mois avec des troupes improvisées, et dont la capitale a supporté sans murmures les souffrances du siège le plus rigoureux. Une nation qui s'est montrée capable d'un tel effort après un tel désastre, peut se résigner aux conditions que lui a imposées le sort des armes sans rien perdre dans l'estime du monde.

Ce sont, d'ailleurs, les bienfaits de la paix qui seuls peuvent nous faire oublier ce qu'elle nous a coûté. A cet égard, déjà une courte expérience doit nous instruire. Il a suffi de deux années de repos pour que la France ait payé à l'étranger cinq milliards d'indemnité, soldé tout l'arriéré de ses dépenses de guerre sans que cet effort ait épuisé le capital national, élevé sensiblement le taux du crédit, et sans que les impôts nécessaires pour y faire face, quelque lourde que soit la charge qu'ils imposent au pays, aient arrêté le progrès de la richesse publique. Cela seul peut faire apprécier l'étendue des ressources que notre patrie conserve et le rang qui lui est assuré. Il faut seulement qu'elle ait la sagesse de se consacrer tout entière à réparer ses forces, à assurer l'ordre intérieur par des institutions solides, à relever le principe, trop ébranlé, de l'autorité légale, à opérer, en un mot, la régénération matérielle et morale qui est nécessaire après tant de secousses révolutionnaires.

Telle est, monsieur, la pensée du Gouvernement, approuvée à plusieurs reprises par l'unanimité de l'Assemblée nationale. Vous

l'exprimerez fidèlement toutes les fois que vous aurez à faire entendre la voix de la France. Vous détruirez aussi, quand l'occasion s'en présentera naturellement, les imputations erronées qui nous prêtent des intentions ou des désirs contraires, sans paraître pourtant attacher aux bruits répandus par la presse et accrédités par l'esprit de parti plus d'importance qu'ils n'en méritent. Vous garderez ainsi, dans tous les incidents auxquels vous pourrez vous trouver mêlé, une attitude calme, ferme et digne de la nation que vous représentez.

Agréé, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Versailles, le 25 novembre 1873

Monsieur, vous savez déjà que, par une loi votée le 20 novembre dernier et après une discussion mémorable, l'Assemblée nationale a conféré le Pouvoir exécutif à M. le maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta, président de la République, pour une durée de sept années à partir de la promulgation de la loi.

Ce pouvoir sera exercé dans les conditions actuelles jusqu'aux modifications que l'Assemblée pourrait y apporter par des lois constitutionnelles qu'elle doit étudier et voter dans le plus prochain délai.

Les motifs qui ont dicté cette importante détermination de l'Assemblée nationale sont faciles à apprécier. Après tant d'épreuves douloureuses, après tous les sacrifices qu'elle a faits pour acquitter les charges écrasantes de la guerre, la France sent, avant tout, la nécessité de trouver le repos et de se livrer aux travaux pacifiques et fructueux de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, à l'abri d'un Gouvernement durable et fort qui la préserve de commotions nouvelles. Les circonstances, la division des partis, n'ont pas encore permis à l'Assemblée nationale de doter notre patrie d'un ensemble d'institutions régulier. Mais le besoin de stabilité qu'éprouve le pays ne pouvait attendre plus longtemps une satisfaction impérieusement réclamée par tous les intérêts ; en assurant dès à présent au Pouvoir exécutif, dans la personne du maréchal de Mac Mahon, une durée fixe de sept années, l'Assemblée a répondu à ce désir exprimé de toutes parts par l'opinion générale.

M. le maréchal de Mac Mahon reçoit de la loi du 20 novembre une des plus hautes marques de confiance qu'une nation puisse donner à un homme. Le monde sait qu'il en est digne. Ses talents militaires, ses services éprouvés, l'intégrité de son caractère l'avaient déjà porté

depuis six mois au premier rang. L'exercice du pouvoir n'a fait qu'accroître l'estime qu'il inspire à tous les partis ; c'est leur désignation presque unanime qui en place entre ses mains le dépôt. La France attend de lui avec confiance une politique ferme et modérée qui fasse respecter l'autorité et les lois, contienne l'esprit révolutionnaire, protège les intérêts conservateurs et assure par là le développement pacifique de la prospérité nationale.

A l'extérieur, la ligne de conduite suivie par M. le maréchal de Mac Mahon, depuis son avènement à la présidence de la République, est déjà connue, et rien n'y sera changé. Le respect scrupuleux des traités, le désir de vivre en bonne harmonie avec les différentes Puissances, tels en sont, vous le savez, les caractères, déjà appréciés par tous les Gouvernements. Il n'en est pas un seul, j'en ai la persuasion, qui n'applaudisse à la prolongation des pouvoirs du maréchal, et plusieurs lui ont déjà transmis leurs félicitations. Ils verront tous avec une égale satisfaction la France, après tant de secousses révolutionnaires, commencer à donner à ses institutions cette stabilité qui n'est pas moins nécessaire aux relations d'un grand État avec l'étranger qu'à sa sécurité intérieure ; rien de ce qui assure le repos de la France ne peut être indifférent à l'Europe et au monde.

Vous voudrez bien porter la décision de l'Assemblée nationale à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en l'accompagnant, dans la mesure que vous croirez convenable, des considérations que je viens de vous indiquer.

Agrécz, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DECAZES AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE
A L'ÉTRANGER.

Circulaire.

Versailles, le 7 décembre 1873.

Monsieur, lorsque, par sa dépêche du 23 novembre dernier, mon prédécesseur vous annonçait la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon, il vous prévenait que rien ne serait changé à la ligne de conduite adoptée par le président de la République dans ses relations avec les Puissances étrangères, et, quelques jours après, au moment où je prenais possession du département des affaires étrangères, je vous en donnais la nouvelle assurance, en vous priant de la transmettre au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

J'ai pu, depuis lors, recevoir de toutes parts les témoignages de la satisfaction et de la confiance avec lesquelles le vote de l'Assemblée a été accueilli par les gouvernements étrangers, et enregistrer les félicitations dont M. le maréchal de Mac-Mahon a reçu l'expression, et j'ai dû en conclure que les sentiments dont vous aviez été l'organe

avaient été compris. Il ne pouvait en être autrement : les cabinets ne devaient pas rester indifférents à ce grand acte qui donnait à notre Gouvernement une stabilité non moins nécessaire à nos relations extérieures qu'à notre sécurité intérieure.

Nos intentions ne pouvaient, d'ailleurs, être méconnues ; et ces témoignages de sympathie étaient bien dus à la sagesse et à la modération dont l'Assemblée nationale a donné tant de preuves, comme aussi à l'ardeur au travail et à la mâle résignation du pays tout entier.

En nous voyant consacrer à nouveau un pouvoir dont elles avaient déjà pu apprécier les dispositions, les Puissances étrangères savaient, en effet, que le Gouvernement de M. le maréchal de Mac-Mahon continuerait à affirmer son désir de vivre en bonne harmonie avec elles aussi bien que son respect scrupuleux des traités. Elles étaient assurées que, tout entiers à notre œuvre de réorganisation et de développement pacifiques, nous ne poursuivrions contre elles aucun dessein qui pût mettre en péril cet apaisement des esprits et des intérêts que nous avons la ferme volonté d'assurer.

Sans s'isoler des graves questions qui s'agitent autour d'elle, la France se recueille et elle attend avec la conscience de sa force et de sa grandeur que l'ordre et le travail lui aient permis de panser ses plaies, et que le temps qui, seul, peut permettre aux grands enseignements de l'histoire de porter leurs fruits, ait effacé les amertumes de ces jours funestes qui ont si profondément troublé le monde. Vous voudrez bien, Monsieur, en donner en toute occasion l'assurance.

Vous trouverez dans les actes de l'Assemblée nationale et dans les instructions qui vous seront adressées, les moyens d'affirmer que cette politique qui est celle du Gouvernement actuel, comme elle était aussi celle du Gouvernement qui nous a précédés, s'impose ici à toutes les consciences comme à toutes les volontés, qu'elle est bien celle de la France entière, et en faisant pénétrer partout cette conviction et cette confiance, vous serez assuré de rester le fidèle interprète de nos intentions.

Agréez, etc.

Signé : DECAZES.

AFFAIRES D'ESPAGNE

LE MARQUIS DE BOUILLÉ AU COMTE DE REMUSAT.

Extrait.

Madrid, le 13 février 1873.

Monsieur le ministre, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence la traduction de la notification du nouveau Gouvernement qui m'a été faite, hier, par une lettre de M. Castelar, et la réponse que j'ai adressée au ministre d'État.

Veuillez agréer, etc.

Signé : M^{rs} DE BOUILLÉ.

ANNEXE N° 1

M. CASTELAR AU MARQUIS DE BOUILLÉ.

Madrid, le 12 février 1873.

Excellence, le Roi Don Amédée I^{er} ayant présenté sa renonciation à la Couronne d'Espagne, pour lui et ses successeurs, les Cortès de la nation, régulièrement et pacifiquement élues par le suffrage universel, ont assumé la souveraineté et ont proclamé, par un des votes les plus nombreux, les plus compacts qu'enregistrent les annales de notre Parlement, la République comme forme définitive du Gouvernement.

L'attitude paisible du peuple de Madrid, l'ordre qui règne dans toutes les classes de la nation, la circonstance que le nouveau Gouvernement est issu des convictions d'une majorité monarchique et a obtenu l'assentiment des députés les plus conservateurs qui s'ils ont fait des réserves relativement à leurs opinions individuelles, ont néanmoins déclaré leur résolution de se soumettre à la légalité nouvelle : toutes ces circonstances s'unissent pour prouver que la nouvelle forme de gouvernement est bien la forme politique définitive de notre patrie. C'est à des Cortès constituantes, élues avec toute la liberté et qui seront l'expression de la sincérité de l'opinion et de la volonté nationale, qu'il appartient d'organiser dans l'avenir la République espagnole.

Immédiatement après la proclamation de la République, les deux Chambres réunies en Assemblée nationale ont nommé un Gouvernement composé des représentants de la nation dont les noms suivent :

Président sans portefeuille : Don Stanislas Figueras.

Ministre de grâce et justice : Don Fernandez Salmeron.

Ministre de la guerre : Don Fernandez de Cordova.

Ministre de la marine : Don Jose Maria de Beranger.

Ministre des finances : Don Jose Etchegaray.

Ministre de l'intérieur : Don Francisco Pi y Margall.

Ministre de fomento : Don Manuel Becerra.

Ministre des colonies : Don Francisco Salmeron.

Ministre d'État : Don Emilio Castelar.

Je n'ai pas besoin de dire à Votre Excellence que le programme du nouveau Gouvernement est de conserver à tout prix l'ordre public à l'intérieur, et, à l'extérieur, de maintenir et de resserrer les bonnes relations qui unissent l'Espagne à toutes les Puissances.

Je saisis cette occasion, etc.

Signé : ÉMILIO CASTELAR.

ANNEXE N° 2

LE MARQUIS DE BOUILLÉ A M. CASTELAR.

Madrid, le 13 février 1873.

M. le Ministre, j'ai reçu la communication que Votre Excellence

m'a fait l'honneur de m'adresser, en date d'hier, et je m'empresse d'en transmettre le contenu à mon Gouvernement.

Je ne puis moi-même que m'associer sincèrement aux dispositions qui s'y trouvent exprimées, au nom de l'Espagne, en faveur du maintien de l'ordre public intérieur, et à l'égard de ses bonnes relations avec toutes les Puissances étrangères.

Veillez agréer, etc.

Signé : Marquis DE BOUILLÉ.

LE COMTE DE RÉMUSAT A M. DE OLOZAGA, A PARIS.

Versailles, le 40 mars 1873.

M. l'Ambassadeur, j'ai reçu des mains de Votre Excellence le memorandum que M. le Ministre d'État vient d'adresser aux représentants de l'Espagne à l'étranger; ce document a été l'objet de l'examen attentif dont son importance le rendait digne à tous égards. Le Gouvernement Français se plaît à reconnaître les sentiments élevés et les nobles intentions dont cet office contient l'expression. Il accueille, avec un vif désir de les voir se réaliser, les espérances que forme M. Castelar pour l'avenir de son pays.

Ce n'est pas le Gouvernement de la République Française qui pourrait voir avec indifférence la tentative que fait en ce moment l'Espagne, de se donner une constitution nouvelle. Nous ne pouvons que souhaiter qu'elle trouve le terme des révolutions qui l'ont si souvent agitée et obtienne enfin le premier des biens, la stabilité dans la liberté. Puissent les Cortès constituantes, dont la convocation est annoncée, lui assurer un Gouvernement régulier et définitif qui, par le respect de tous les droits au dedans et au dehors, s'acquière à jamais la confiance de l'Europe entière!

Pour nous, Monsieur l'Ambassadeur, nous veillerons attentivement au maintien des excellentes relations qui subsistent entre votre pays et le nôtre. Nous remplirons tous les devoirs de bon voisinage que nous impose une frontière commune, et nous nous efforcerons de contribuer, autant qu'il est en nous, au rétablissement de la tranquillité et des libres communications dans la région des Pyrénées. La Nation française ne peut éprouver pour la Nation espagnole que des sentiments d'estime et de sympathie.

Agréez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

LE COMTE DE RÉMUSAT AU MARQUIS DE BOUILLÉ A MADRID.

(Extrait.)

Versailles, le 40 mars 1873.

M. le Marquis, vous avez appelé mon attention spéciale sur la persistance des bruits qui ont cours à Madrid relativement à la négligence prétendue des autorités françaises chargées de veiller à la neu-

tralité de notre territoire. Je ne puis mieux vous éclairer à cet égard qu'en vous communiquant les instructions adressées par M. le préfet des Basses-Pyrénées aux agents qui relèvent de sa direction.

La tâche que nous accomplissons sur notre frontière est des plus difficiles et en même temps des plus ingrates : nous continuerons de la remplir avec le même sentiment d'abnégation et de loyauté, heureux si nos efforts contribuaient à hâter la pacification de l'Espagne. Ces efforts ne seront certainement pas méconnus par la nation espagnole ; mais nous n'en devons pas moins faire ce qui dépend de nous, pour montrer le peu de fondement de certaines appréciations trop facilement accueillies et pour rétablir les choses sous leur véritable aspect.

Agréé, etc.

Signé : RÉMUSAT.

LE COMTE DE RÉMUSAT AU MARQUIS DE BOUILLÉ A MADRID.

Versailles, le 23 mars 1873.

M. le Marquis, vous savez avec quel soin scrupuleux nous avons surveillé le commerce des armes et des munitions de guerre avec l'Espagne depuis le commencement des troubles suscités par la faction carliste. Chaque fois qu'une demande de transit ou d'exportation s'est produite pendant la première phase de cette agitation, vous en avez été averti, et nous avons été ainsi à même de tenir compte des désirs du Gouvernement Espagnol. Dans ces derniers temps, vu l'urgence et la gravité de la situation, nous avons spontanément provoqué l'ajournement des envois projetés. Mais les principes de la liberté commerciale sur lesquels repose notre législation ne permettaient point le maintien indéfini d'un état de choses qui, en fait, laissait à l'Administration la responsabilité des entraves apportées sur ce point au mouvement de l'industrie nationale.

D'autre part, il était à craindre que les insurgés ne fussent tentés de profiter de l'occasion qu'allait offrir la liquidation des réserves accumulées dans nos arsenaux pendant la guerre, et qu'un grand nombre d'engins provenant de ces ventes ne fût détourné vers le théâtre actuel de la lutte dans la Péninsule. Ces considérations ont déterminé M. le Président de la République à user des pouvoirs exceptionnels qui lui sont attribués par la loi dans le cas où un intérêt supérieur commande de suspendre momentanément le libre développement des échanges internationaux ; en conséquence, il a rendu, en date, du 18 mars, un décret que vous aura fait connaître le *Journal officiel*, et qui porte interdiction de transit et d'exportation, à destination de la frontière et des côtes d'Espagne, des armes, munitions et équipements de guerre de toutes sortes.

Cette mesure, qui ne laisse pas d'atteindre certains intérêts français très-recommandables, a été dictée uniquement par un sentiment d'égards et une pensée d'encouragement pour l'Espagne. Elle est la meilleure réponse que pût opposer le Gouvernement aux accusations de connivence dans l'insurrection carliste que persistent à accueillir quelques organes de la presse espagnole. Je ne reviendrai pas, d'ailleurs, sur des bruits que M. Castelar a pris soin de démentir hautement au sein des Cortès, et je me plais à espérer que le témoignage public de nos dispositions, consigné dans le décret du 18 mars, suffira pour achever de porter la conviction dans l'esprit de tous ceux qui, abusés par de malveillantes appréciations, auraient pu conserver quelque doute sur le caractère de nos procédés envers une nation amie.

Agréez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

LE COMTE DE RÉMUSAT AU MARQUIS DE BOUILLE À MADRID.

Versailles, le 4^{er} avril 1873.

M. le Marquis, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie d'une circulaire que j'adresse à nos Consuls en Espagne. Ainsi que vous le verrez, je me suis appliqué à préciser la ligne de conduite que nos agents doivent tenir dans les circonstances présentes, j'ai tenu à établir une fois de plus la sincérité des sentiments dont nous sommes animés à l'égard de la nation espagnole, et notre vif désir de donner à notre attitude un caractère particulièrement bienveillant. Ces recommandations, qui se trouvent d'ailleurs pleinement en rapport avec les instructions générales que vous avez reçues, vous fourniront s'il est nécessaire, une réponse concluante aux insinuations que nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de relever.

Agréez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

LE COMTE DE RÉMUSAT AUX AGENTS CONSULAIRES DE FRANCE
EN ESPAGNE.

Versailles, le 30 mars 1873.

Monsieur, la dernière révolution dont l'Espagne a été le théâtre, a dû attirer toute l'attention du Gouvernement de la République. La France entretenait les meilleures relations avec celui du roi Amédée, et nous n'avons pu apprendre sans un vif regret les circonstances qui ont déterminé l'abdication d'un prince aussi distingué. Mais dès que le fait a été consommé, nous avons vu sans étonnement les Cortès se déclarer pour la forme républicaine, et nous ne pouvons que faire des vœux pour le succès d'une entreprise qui, si elle réussit, peut mettre un terme aux nombreuses révolutions qui ont agité l'Espagne.

Mais, si nous voyons avec une sincère bienveillance l'effort récent du peuple espagnol vers une liberté durable, notre confiance ne pourra égaler notre bienveillance que lorsqu'une expérience de quelque temps nous aura mieux éclairés sur les conditions de solidité de l'édifice politique qu'il veut élever. C'est pour cette raison que nous n'avons pas dû reconnaître encore solennellement la nouvelle République. Peut-être devons-nous attendre les délibérations des Cortès constituantes. Mais nous ne cessons pas pour cela d'entretenir de bienveillants rapports de fait avec les autorités de Madrid. Nous n'avons qu'à nous louer des sentiments que nous témoigne M. Castelar ; nous remplissons de notre mieux les devoirs de bon voisinage sur la frontière des Pyrénées, et nous regardons en ennemis de leur pays les auteurs de la guerre civile qui désole les provinces du Nord.

Je vous engage, Monsieur, à vous inspirer des sentiments qui animent votre Gouvernement. Il professe avec fidélité le principe de non-intervention. Vous devez donc vous abstenir de toute immixtion dans les dissidences politiques qui peuvent éclater autour de vous. Mais vous devez vous maintenir en bons rapports avec les magistratures et les administrations locales, pour peu qu'elles se montrent attentives à faire respecter les lois. Vous ne leur témoignerez qu'un désir, celui de voir la République naissante réunir les conditions de l'ordre et de la durée. Les passions et les violences d'aucun parti ne doivent trouver auprès de vous d'encouragement ni d'indulgence.

Le parti de la République se divise entre la République unitaire et la République fédérale. La première offre certainement plus de garanties à l'ordre public ; mais vous devez vous garder de témoigner aucune préférence, tant que le fédéralisme restera une simple opinion et qu'à la faveur de ce nom ne se produiront pas des principes ou des excès qui rappelleraient ceux de la *Commune*.

Je n'ai pas besoin de vous dire que, dans ces temps de troubles, vous devez veiller avec plus de sollicitude que jamais aux intérêts et à la sûreté de nos nationaux. Mais, en même temps, recommandez-leur instamment la prudence et la réserve dont vous leur donnerez l'exemple. Si quelques émissaires des anciennes factions perturbatrices qui ont agité notre pays venaient à paraître dans le ressort de votre résidence pour s'y livrer à de dangereuses pratiques, vous les feriez surveiller autant que possible et vous voudriez bien m'en informer immédiatement.

Recevez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS CONSULAIRES DE FRANCE
EN ESPAGNE.

Versailles, le 4 août 1873.

Monsieur, vous connaissez les dispositions du décret récemment publié par le Gouvernement espagnol pour assimiler aux pirates et dénoncer comme tels aux commandants des forces navales étrangères les équipages des bâtiments de guerre *Almansa*, *Vittoria*, *Mendez-Nuñez*, *Fernando-el-Catolico* et autres navires insurgés de Carthagène.

Je viens de me concerter avec M. le Ministre de la marine pour arrêter la ligne de conduite que devront suivre à l'égard de ces navires les commandants de nos forces navales.

Il a été admis que nos commandants, aussi bien ceux dont les navires sont mouillés dans les eaux espagnoles que ceux qui naviguent en pleine mer, ne sont pas tenus de prêter leur concours aux mesures coercitives décrétées contre les équipages insurgés. Nous avons dû reconnaître, en effet, que l'irrégularité des papiers de bord, qui, d'après nos lois, peut, dans certains cas, autoriser à traiter un navire comme pirate, ne saurait s'entendre des papiers délivrés par une autorité insurrectionnelle, surtout dans un pays en pleine guerre civile comme l'Espagne.

Nos commandants ont donc été invités à s'abstenir de toute intervention entre les navires insurgés et les forces agissant au nom de l'autorité qui siège à Madrid.

Cette attitude devra être aussi la vôtre, mais vous comprendrez que je ne saurais vous tracer ici une ligne de conduite absolue. Nous entendons ne pas nous engager dans la lutte entre les deux partis; nous voulons, de même, nous abstenir de toute immixtion dans les actes que les équipages insurgés ou ceux auxquels ils obéissent peuvent ordonner et accomplir sur le territoire et dans les eaux espagnols; mais il peut arriver telles circonstances dans lesquelles la vie ou les biens de nos nationaux seraient menacés; alors il est évident que votre attitude devrait se modifier et que vous auriez à faire usage du droit de protection qui vous incombe en vertu de vos fonctions. Vous aurez, d'ailleurs, à vous concerter, le cas échéant, avec vos collègues étrangers de manière à adopter, autant que possible, des résolutions communes.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE
A L'ÉTRANGER.*(Extrait.)*

Versailles, le 11 août 1873.

Monsieur, le Gouvernement ne s'écartera pas de l'esprit de modération et de réserve qu'il désire apporter à tous ses actes, et nous continuerons à faire du respect du droit de chacun la règle de notre conduite envers les Puissances étrangères.

Les événements qui se déroulent sur notre frontière du Midi nous fournissent l'occasion d'appliquer ces principes; nous y resterons scrupuleusement attachés. Au nord de l'Espagne, les forces carlistes continuent à se maintenir sur beaucoup de points et, bien qu'elles ne paraissent pas avoir fait de progrès très-sensibles dans ces derniers temps, elles couvrent une étendue considérable du territoire. Dans les provinces de l'Est et du Sud, une série d'insurrections a éclaté sous prétexte de réaliser les plans du fédéralisme, et ce mot d'ordre a malheureusement servi, dans plusieurs villes importantes, à déterminer l'explosion de passions anti-sociales.

Au milieu de ces luttes, le premier devoir des cabinets étrangers était de veiller à ce que la sécurité de leurs nationaux ne fût pas compromise. A cet effet, la plupart des Puissances maritimes ont jugé nécessaire de montrer leur pavillon dans les eaux de l'Espagne. Cette précaution légitime devait faire naître une complication assez inattendue. En présence des navires étrangers en station dans différents ports, les équipages d'un certain nombre de bâtiments espagnols se sont révoltés et ont arboré le pavillon insurrectionnel.

Le Gouvernement de Madrid n'a pas hésité à décider que ces insurgés devaient être considérés comme pirates, et il a officiellement notifié cet avis aux Puissances.

Une semblable communication ne pouvait nous lier par elle-même, et tant que les rebelles n'avaient pas commis un acte constituant, au point de vue du droit international, un véritable fait de piraterie, nous ne pouvions prêter notre appui aux mesures ainsi décrétées. C'est en conséquence de ces principes que les instructions adressées à nos consuls et aux commandants de nos forces navales leur ont prescrit de se renfermer dans une attitude d'abstention complète, aussi longtemps que l'intérêt supérieur de la protection due aux résidents français ne leur paraîtrait pas compromis. Notre réserve n'est pas, à proprement parler, ce que le droit des gens qualifie de neutralité, car jusqu'à ce jour aucun des partis qui se sont déclarés contre l'administration issue du vote des Cortès n'a pu remplir les conditions nécessaires pour être considéré par les puissances tierces comme un véritable belligérant et pour revendiquer de leur

part les égards dus à ce titre. Dans l'état actuel des choses, le pouvoir institué à Madrid conserve seul, à nos yeux, le caractère de Gouvernement établi, qui, même à défaut d'une reconnaissance officielle, peut lui assurer de notre part un traitement fondé sur les procédés de bon voisinage et sur la courtoisie internationale. C'est de ce point de vue que dérivent les règles de conduite que nous observons à l'égard de l'Espagne, tant sur notre frontière des Pyrénées que dans les eaux territoriales de la Péninsule.

Agréé. etc.

Signé: BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE AU CHARGÉ D'AFFAIRES ET AUX AGENTS
CONSULAIRES DE FRANCE EN ESPAGNE.

Versailles, le 29 août 1873

M., lorsque je vous ai adressé, sous la date du 4 de ce mois, mes instructions au sujet de la ligne de conduite que vous aviez à suivre en présence des complications dont l'Espagne est actuellement le théâtre, je vous invitais d'une manière générale à vous concerter, le cas échéant, avec vos collègues étrangers de manière à adopter, autant que possible, des résolutions communes. Il devait être d'autant plus aisé pour vous de suivre mes recommandations que les directions tracées par les différentes Puissances à leurs agents s'inspireraient davantage des principes de droit d'après lesquels nous nous guidons. Une communication que vient de me faire M. l'Ambassadeur d'Angleterre à Paris me permet de reconnaître le parfait accord qui règne entre les vues du Gouvernement Britannique et les nôtres, en même temps que le désir de ce Gouvernement de nous voir marcher d'accord avec lui dans les questions soulevées par l'état actuel de l'Espagne.

Il résulte des instructions envoyées aux agents diplomatiques et consulaires ainsi qu'aux commandants des forces navales de l'Angleterre en Espagne, que le Gouvernement Britannique entend n'intervenir d'aucune façon dans les affaires intérieures de ce pays. Les agents anglais ont reçu l'ordre de s'abstenir de toutes relations pouvant témoigner de sympathies pour un parti quelconque, sauf les égards dus aux représentants du pouvoir de fait qui se trouve actuellement chargé du maintien de l'ordre. Ils devront se borner aux démarches nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens des sujets anglais. En cas d'opérations dirigées par des insurgés contre une ville soumise au Gouvernement de Madrid, ils réclameront un délai suffisant pour la mise en lieu de sûreté de leurs nationaux, et s'opposeront aux tentatives de violence dont ceux-ci seraient l'objet. Ils veilleront, en outre, à ce que les personnes aux-

quelles ils accorderont leur protection évitent toute immixtion dans les luttes engagées entre Espagnols.

Ainsi les instructions anglaises sont basées, comme celles que j'ai eu l'honneur de vous transmettre récemment, sur le double principe de la non-intervention dans les luttes intestines de l'Espagne et de la protection matérielle due aux nationaux en cas d'insuffisance des garanties offertes par le Gouvernement légal établi dans la capitale du pays. J'ai cru devoir vous informer sans retard de l'identité qui règne entre les règles de conduite tracées aux agents anglais et celles auxquelles vous avez été invité à vous conformer vous-même. Cette circonstance, que j'ai constatée avec une satisfaction sincère, ne peut manquer de faciliter votre tâche, en préparant une entente pratique entre vos collègues anglais et vous sur toutes les difficultés imprévues qui pourraient survenir dans votre résidence. L'accord que je vous recommande est, par lui-même, un résultat très-désirable à mes yeux, et vous voudrez bien vous attacher à le maintenir dans les différentes conjonctures qui se présenteront.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

M. ROCHER, VICE-CONSUL DE FRANCE A ALICANTE AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme). Alicante, le 21 septembre 1873, 2 h. 24 m. matin,

Les frégates insurgées menacent de bombarder Alicante. L'amiral anglais demande quatre jours de sursis, sauf approbation du cabinet de Londres. Il y a d'immenses quantités de marchandises françaises qu'il est impossible d'évacuer. La seule protection efficace serait d'autoriser les forces navales anglaises présentes à défendre le bombardement. Envoyez moi des instructions par voie télégraphique.

Signé : ROCHER.

LE DUC DE BROGLIE A M. ROCHER, A ALICANTE.

(Télégramme): Versailles, le 24 septembre 1873, 11 h. 1/2 du matin.

Réclamez le sursis pendant le temps nécessaire pour l'évacuation de nos nationaux. Déclarez en même temps que nous demanderons la réparation de tout préjudice apporté aux intérêts français. Ordre est donné au commandant de l'escadre de la Méditerranée d'expédier sur Alicante des forces navales suffisantes pour faire respecter les droits de nos nationaux, ou obtenir, s'il y a lieu, réparation.

LE DUC DE BROGLIE A M. DE VERNOUILHET A MADRID.

(Télégramme). Versailles, le 24 septembre 1873, 4 h. 45 m. du soir.

Je viens d'inviter notre vice-consul à Alicante à demander aux

frégates insurgées qui menacent de bombarder Alicante le sursis nécessaire pour l'évacuation de nos nationaux, et à déclarer en même temps que nous nous réservons de réclamer la réparation de tout préjudice qui serait apporté à des intérêts français. Le Ministre de la Marine a donné des instructions analogues à l'amiral Touchard, en l'invitant à se montrer devant Alicante avec l'escadre de la Méditerranée. Tenez-moi exactement au courant de ce qui se passe.

LE DUC DE BROGLIE A M. DE VERNOUILHET A MADRID.

Versailles, le 28 octobre 1873.

Monsieur par une lettre en date du 6 de ce mois, M. l'Envoyé d'Espagne me signalait le passage qui aurait eu lieu par notre frontière de cinq voitures chargées de munitions destinées aux carlistes, sans que les autorités françaises y eussent apporté aucun obstacle. M. Abarzuza me demandait en même temps, au nom de son Gouvernement, de provoquer les mesures nécessaires pour assurer l'exercice d'une surveillance plus efficace de notre part sur la frontière.

Je me suis empressé de transmettre cette plainte à M. le Ministre de l'intérieur, qui, de son côté, a prescrit une enquête sérieuse sur les faits allégués. Le résultat des investigations suivies à ce sujet vient de m'être communiqué; vous le trouverez consigné dans un rapport de M. le sous-préfet de Bayonne. Ce fonctionnaire établit, comme vous le verrez, que le seul point par lequel pourrait s'effectuer le transit de voitures chargées d'une rive à l'autre de la Bidassoa, est le pont de Béhobie. Or, du côté français, ce pont est gardé par un poste qui ne laisse rien sortir sans visite préalable, et, du côté espagnol, des douaniers et des carabiniers renouvellent la visite à l'arrivée sur le territoire voisin. Si donc un convoi avait pu choisir ce point pour franchir la frontière, il aurait dû passer successivement sous les yeux des préposés français et de ceux de l'Espagne.

Le Gouvernement de Madrid ne sera pas plus disposé que nous, sans doute, à admettre cette hypothèse; mais il nous permettra peut-être de lui indiquer les faits qui ont pu donner naissance au bruit dont il s'est rendu l'écho. Il résulte, en effet, des renseignements recueillis par nos soins qu'un chargement d'armes et de munitions a remonté, au commencement de ce mois, la Bidassoa en suivant la rive gauche du fleuve; qu'il a été librement débarqué sur le territoire espagnol à Enderluzza, à quelques kilomètres au-dessus de Béhobie, et qu'un parti carliste a pu, sans être aucunement inquiété, l'emporter sur des voitures préparées à cette fin. Ces faits sont de notoriété publique.

Nous sommes donc en présence d'une réclamation que rien ne

justifie. Je n'insisterais pas, si elle se présentait isolée; mais ces erreurs se reproduisent de plus en plus fréquemment, et les accusations auxquelles elles servent de thème contre les autorités françaises de la frontière prennent, en passant par l'organe du Gouvernement Espagnol, une importance trop réelle pour que nous puissions nous abstenir de lui en signaler le danger.

Je vous invite à vous en expliquer très-nettement avec M. Carvajal. Vous pourrez, si vous le jugez utile, pour l'éclairer sur les faits, vous aider de la liste, incomplète sans doute, mais déjà très-nombreuse, des débarquements d'armes opérés en Espagne du 7 juillet au 19 octobre, que vous trouverez ci-incluse. Il me serait facile d'y joindre l'état des saisies multipliées-opérées à la frontière par nos agents, s'il pouvait nous convenir d'entrer dans de pareils détails; mais vous en savez assez pour mettre hors de doute l'attitude des autorités françaises et faire comprendre au Gouvernement espagnol l'impression que nous a causée la dernière communication de M. Abarzuza.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE A M. DE VARIEUX CONSUL DE FRANCE
A CARTHAGÈNE.

(Télégramme chiffré.)

Versailles, le 29 octobre 1873.

Certains navires espagnols capturés par les bâtiments insurgés de Carthagène contenaient des marchandises françaises. — Demandez-en la restitution immédiate et avisez-moi sans retard du résultat de votre démarche.

LE DUC DE BROGLIE A M. DE VARIEUX A CARTHAGÈNE.

(Télégramme.)

Versailles, le 30 octobre 1873.

Parmi les marchandises embarquées sur le vapeur espagnol *Bilbao*, saisi à Valencia par la flotte insurgée de Carthagène, se trouvaient huit colis de soie grège d'une valeur de 2,200 livres sterling, appartenant à la maison Desgrand et C^e, de Lyon. Réclamez-en la remise sans retard.

M. DE VARIEUX AU DUC DE BROGLIE.

Carthagène d'Espagne, le 20 novembre 1873.

Je suis heureux d'informer Votre Excellence que les marchandises françaises provenant des vapeurs capturés me sont remises. Celle qui appartiennent à nos nationaux établis à Malaga, et qui en composent la majeure partie, sont portées aujourd'hui à Escombreras, à bord de notre stationnaire *Thétis*, qui les remettra à notre aviso *Narval* attendu d'un instant à l'autre.

Signé : DE VARIEUX.

LE MARQUIS DE FORBIN JANSON, CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE
A BARCELONE, AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait).

Barcelone, le 18 octobre 1873.

M. le Duc, la nécessité de pourvoir aux dépenses extraordinaires occasionnées, tant par la guerre civile que soutiennent les Carlistes dans le nord de l'Espagne que par l'insurrection cantonaliste qui lutte encore à Carthagène, a déterminé le Gouvernement de Madrid à recourir à des impôts extraordinaires.

Une loi votée par l'Assemblée constituante le 25 août dernier a établi, ainsi que le sait Votre Excellence, un emprunt national de 700 millions de réaux, soit 175 millions de piécettes, à répartir entre tous les contribuables, à l'exception de ceux qui sont imposés à moins de 50 piécettes. Nos nationaux, invoquant le bénéfice de l'article 4 de la Convention consulaire de 1862 (1), viennent me trouver ou m'écrivent pour me consulter sur la conduite qu'ils ont à tenir. En attendant des instructions précises du département ou de l'ambassade, je les engage à opposer un premier refus aux réquisitions dont ils peuvent être l'objet, et à m'en référer, si l'on menace d'employer contre eux des mesures coercitives. J'ai obtenu déjà qu'ils seraient exemptés du payement de l'emprunt forcé, et je ne cesserai pas d'agir dans le sens de leurs intérêts et de l'observation des traités.

Veuillez agréer, etc.

Signé: Marquis DE FORBIN-JANSON.

LE DUC DE BROGLIE A M. DE VERNOUILHET A MADRID.

(Extrait).

Versailles, le 28 octobre 1873.

Monsieur, vous m'avez récemment entretenu des mesures financières auxquelles le Gouvernement Espagnol a cru devoir recourir pour faire face aux charges de sa situation, et des réclamations que ces impôts soulèvent chez les Français établis en Espagne.

Les contributions nouvelles appartiennent, par leur origine et par leur nature même, à deux catégories distinctes.

Les unes, édictées par la loi votée le 25 août dernier, consistent dans un emprunt national de 700 millions de réaux. L'article 8 de cette loi dispose que la partie de l'emprunt non couverte par les souscriptions volontaires sera répartie entre tous les contribuables, à l'exception de ceux qui payent moins de 50 piécettes.

Les autres taxes résultent du décret rendu le 2 octobre courant par M. le président Castelar, en vertu de ses pouvoirs extraordinaires; ce sont des droits d'exportation et de timbre, des impôts sur les pro-

(1) Voir *Archives diplomatiques* 1863, tome I, page 30.

duits miniers, sur les voitures, sur les portes et fenêtres, sur les budgets municipaux, etc.

Dans quelle mesure devons-nous soutenir les réclamations de nos nationaux établis en Espagne, qui voudraient se prévaloir de la Convention consulaire du 7 janvier 1862, pour se soustraire à toutes les contributions exceptionnelles dont il vient d'être question ?

En principe, « les Français en Espagne sont soumis au paiement « des contributions *tant ordinaires qu'extraordinaires*, afférentes aux « biens immeubles qu'ils possèdent dans le pays de leur résidence, et « à la profession ou industrie qu'ils exercent, conformément aux lois « et règlements généraux de ce pays. » Art. 4 de la convention consulaire. Toutefois, aux termes de ce même article, « les Français en « Espagne seront exempts de toute contribution de guerre, avances « de contributions, prêts et emprunts et de toute autre contribution « extraordinaire, de quelque nature qu'elle soit, qui serait établie « par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seront pas imposées sur la propriété foncière. »

La question revient donc à savoir si les impositions nouvelles édictées en Espagne doivent être rangées dans la catégorie des contributions extraordinaires, dont les Français sont exempts en vertu de cette dernière clause.

Le point capital est l'emprunt ouvert en vertu de la loi espagnole du 25 août. Il s'agit, en réalité, d'un emprunt forcé, d'une véritable capitation, qui appartient évidemment à la catégorie des contributions extraordinaires, dont les négociateurs du traité consulaire ont entendu exempter les nationaux respectifs. Nous ne devrions donc pas hésiter, dans le cas où le fisc espagnol manifesterait l'intention d'y soumettre les Français, à réclamer auprès du Cabinet de Madrid pour assurer à ces derniers le bénéfice qui leur est garanti par le traité. J'ai, d'ailleurs, des motifs de croire qu'aucune difficulté sérieuse ne nous sera opposée à cet égard. Par une dépêche en date du 18 de ce mois, notre consul général à Barcelone m'a annoncé qu'il a obtenu déjà que les Français établis dans cette ville seront exemptés de l'emprunt ; d'autre part, des réclamations particulières qui m'ont été adressées de Séville aux dates des 5 et 12 octobre, ne témoignent pas que nos nationaux doivent être compris dans la répartition forcée.

Il conviendrait, avant d'intervenir officiellement, d'attendre ce que fera le cabinet de Madrid en ce qui concerne l'application aux Français de la loi du 25 août. Je vous prie de me faire parvenir les informations que vous aurez recueillies à ce sujet, et, le cas échéant, de conformer votre conduite aux directions qui précèdent.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE COMTE DE LA ROCHEFOUCAULD AU DUC DE BROGLIE.

Madrid, le 45 novembre 1873.

M. le Duc, conformément aux ordres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me transmettre par le télégraphe, le 11 de ce mois, sur la question des contributions extraordinaires, je me suis empressé d'envoyer à nos consuls les instructions contenues dans la dépêche du département en date du 28 octobre.

Jusqu'à ce jour, les seules réclamations qui me soient parvenues sont relatives à l'emprunt forcé, et le Gouvernement Espagnol a aussitôt fait droit à mes observations.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé: LA ROCHEFOUCAULD.

LE MARQUIS DE FORBIN-JANSON AU DUC DECAZES.

Barcelone, le 28 novembre 1873.

M. le Duc, des démarches ont été faites auprès du Gouvernement civil afin d'obtenir que l'Administrateur des finances s'abstint de toutes poursuites à l'égard des Français, et, en général, des étrangers qui se refusent à payer le premier à-compte de l'emprunt forcé dans la limite des délais légaux qui expirent le 1^{er} décembre.

M. Castejon (le gouverneur) est venu me faire part de ses dispositions favorables, et il m'a donné l'assurance qu'aucun de nos nationaux ne serait pressé ni inquiété jusqu'à ce que le Ministère espagnol ait répondu à la demande d'instructions que M. l'Administrateur des finances lui a adressée.

Veuillez agréer, etc.

Signé: Marquis DE FORBIN-JANSON.

M. DE VERNOUILHET AU DUC DECAZES.

(Dépêche télégraphique).

Madrid, le 18 décembre 1873.

Le Gouvernement espagnol a complètement renoncé à appliquer l'emprunt forcé à nos nationaux et même aux autres étrangers, ainsi qu'il résulte d'un décret du Ministre des finances en date du 4 de ce mois.

J'ai, en outre, la satisfaction d'annoncer à Votre Excellence que, sur mes réclamations réitérées, il a également reconnu que nos nationaux, qui m'avaient paru menacés par un arrêté du Ministre de la Guerre, daté du 15 novembre, devaient être exemptés de la réquisition des chevaux.

Le Ministre d'Etat vient de m'en informer par une note spéciale que je me suis empressé de porter à la connaissance de tous nos consuls.

Signé: VERNOUILHET.

INCIDENT DE BETHLÉEM

LE COMTE DE VOGUÉ, AMBASSADEUR DE FRANCE A CONSTANTINOPLE
AU COMTE DE RÉMUSAT.

Péra, le 49 mars 1873.

M. le Ministre, la correspondance directe de Jérusalem vous a sans doute informé de l'incident qui s'est produit dans la Grotte de la Nativité, à Bethléem, et des résultats qu'il a amenés. Avant de vous résumer à mon tour ces détails, permettez-moi de vous rappeler en quelques mots les antécédents de la question.

Vous vous souvenez de l'arrangement conclu autrefois entre M. Bourée et Aali-Pacha pour le rétablissement, dans cette grotte, du *statu quo* altéré par les incidents de mai 1869. Un commissaire ottoman devait remettre en place les tapisseries latines brûlées et les tableaux latins et arméniens disparus : il fut convenu que des tapisseries refaites en France reproduiraient aussi exactement que possible les symboles et les inscriptions des anciennes. Les événements n'ayant pas permis de donner suite à l'exécution de cet arrangement, les circonstances amenèrent entre Server-Pacha et moi la reprise des négociations. Elles aboutirent rapidement à la rédaction d'un ordre viziriel qui prescrivait au Gouverneur de Jérusalem de replacer lui-même les tapisseries et les tableaux, et prévoyait tous les détails avec un soin minutieux. Cet ordre fut expédié au mois de juin 1872, en même temps que les tapisseries exécutées à Paris par vos soins.

Malgré la précision et la netteté de l'ordre viziriel, il ne fut pas exécuté.

Le 28 février dernier, deux religieux grecs furent surpris dérobant un morceau de l'ancienne tapisserie brûlée, dont les lambeaux demeurent en place comme preuve du caractère latin de la tenture primitive.

Cet acte coupable ayant excité la colère des religieux latins, ceux-ci, par représailles, ont posé d'eux-mêmes, et sans aucune des formalités prescrites par l'ordre viziriel, une tenture neuve garnissant toute la grotte. Une rixe s'ensuivit, à laquelle mit fin l'arrivée des troupes et l'occupation militaire du sanctuaire.

Tout en me télégraphiant ces détails, le Consul de France à Jérusalem fit son devoir; il demanda au Pacha la punition des Grecs coupables, et ordonna aux Latins d'enlever les tentures qu'ils avaient indûment posées; en même temps, le Pacha télégraphiait à la Sublime Porté. Le 3 mars, Khalil-Pacha, alors ministre des affaires étrangères, m'entretint de l'incident. Il me demanda de ramener les Latins à l'obéissance, s'engageant, de son côté, à faire immédiatement exé-

cuter la lettre vizirielle. Je souscrivis sans discussion à cette proposition équitable, et, le lendemain matin, les ordres partaient pour Jérusalem. Je n'ai eu qu'à me louer de la loyauté et de la décision de Khalil-Pacha. Sa chute, qui suivit de près l'expédition de ses ordres, jeta un certain trouble dans leur exécution. Le Pacha de Jérusalem, de son côté, sollicité par les Patriarches grec et arménien, soulevait de nombreuses objections; l'affaire menaçait de nouveau de traîner en longueur et d'amener de sérieuses complications. Safvet-Pacha, le nouveau Ministre, homme de bon sens et de droiture, comprit l'importance d'une prompt solution. Le jour même de ma première visite officielle, il me proposa l'envoi simultané au Pacha et au Consul d'ordres identiques et catégoriques : les termes en furent vite convenus entre nous; ils ne laissaient aucune place à l'équivoque; ils enjoignaient au Consul d'enlever les tentures indûment posées, et au Pacha d'exécuter la lettre vizirielle dans les vingt-quatre heures.

Le lendemain 15 mars, à midi, tout était accompli, et un télégramme de M. Crampon m'annonçait que les ordres étaient exécutés. J'ignore encore les détails de l'opération; mais je me plais à espérer que les choses se sont passées régulièrement. Une protestation du Patriarche grec de Jérusalem est parvenue à la Sublime Porte par le télégramme; mais je doute que l'on puisse rien trouver à reprendre, soit dans nos actes, soit dans ceux de la Porte, car ils ont été inspirés par le respect de toutes les convenances et de tous les droits.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

LE COMTE DE RÉMUSAT A M. CRAMPON, CONSUL DE FRANCE
A JÉRUSALEM.

(Extrait.)

Versailles, le 4 avril 1873.

M., l'Ambassadeur de France à Constantinople, m'a informé du récent incident qui s'est produit à Bethléem, au sujet des tapisseries de la Grotte de la Nativité, et m'a fait part, en même temps, de la solution que cette affaire avait reçue. J'aime à penser que l'exécution de l'ordre viziriel du mois de juin 1872, a eu lieu de manière à couper court à toute difficulté ultérieure, et que les bonnes dispositions dont le Gouvernement ottoman a fait preuve en cette circonstance n'auront rencontré aucun obstacle sérieux. Je suis assuré, d'ailleurs, que vous aurez apporté la plus grande attention aux détails pratiques dont vous connaissez l'importance sur le terrain où vous êtes placé.

Recevez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

M. CRAMPON AU COMTE DE RÉMUSAT.

Jérusalem, le 4^{er} mai 1873.

Monsieur le Ministre, un événement, extrêmement grave en lui-même et par les conséquences qu'il peut avoir, s'est produit à Bethléem dans la soirée du 25 au 26 avril. Mon télégramme, en date du 27, l'a déjà fait connaître à Votre Excellence. La copie ci-jointe des deux principales pièces écrites relativement à cette affaire, savoir : une lettre au Gouverneur de la Palestine, en date du 29, et une dépêche télégraphique à l'Ambassadeur, en date d'aujourd'hui, vous mettront à même de juger la situation et d'apprécier l'attitude que j'ai cru devoir prendre.

Les Grecs ont détruit, non-seulement la tapisserie récemment suspendue par les ordres de la Porte, d'accord avec l'Ambassade, mais encore tous les autres objets latins, dont il n'est plus resté trace dans le sanctuaire.

Le remplacement immédiat et aussi complet que possible des objets enlevés était un premier point, le plus urgent, le plus essentiel à obtenir, pour empêcher que les Latins ne parussent être exclus du premier sanctuaire de la chrétienté. J'ai pu obtenir, dans les quarante-huit heures, cette première réparation que le Pacha de Jérusalem semblait d'abord décidé à me refuser. Après cinq heures de discussion, dont trois consacrées au seul article de la tapisserie, il a été convenu que le remplacement aurait lieu dans la journée du lendemain 28. Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la note échangée à ce sujet. La nuit fut employée en préparatifs. L'opération a duré deux jours, et, sauf trois articles contestés, dont deux à la vérité sont fort importants, tous les objets ont été remplacés. Les cérémonies religieuses ont repris dès hier leur cours ordinaire.

Il me reste maintenant à poursuivre la répression de l'acte audacieux commis dans la nuit du 25 au 26 avril, et cette seconde partie de ma tâche n'est pas moins importante que la première; elle est peut-être plus difficile.

Veuillez agréer, etc.

Signé : E. CRAMPON.

ANNEXE N° 1

M. CRAMPON A NAZIF-PACHA, GOUVERNEUR DE LA PALESTINE.

Bethléem, le 29 avril 1873.

M. le Gouverneur, vendredi dernier, 25 courant, pendant la soirée, une bande de malfaiteurs sans nom, recrutée dans les cabarets de Jérusalem, a été conduite à Bethléem par un moine grec. Malgré la présence de vos gendarmes, d'un *bin-bachi* et du drogman du sérail,

envoyés par Votre Excellence pour assurer le maintien de l'ordre et calmer l'agitation qui s'était produite dans la matinée, ces hommes ont pu, étant armés, pénétrer librement par la basilique et le couvent grec dans le sanctuaire de la Nativité, en chasser à coups de sabre et de pistolet les religieux latins qui s'y trouvaient, s'en rendre maîtres, l'occuper pendant quelques heures et le saccager en y détruisant ou volant tous les objets appartenant aux Latins, excepté l'*Étoile d'argent*, trop bien fixée dans le marbre pour en être arrachée. Six franciscains ont été plus ou moins grièvement blessés.

La Crèche a été dévastée; les lampes d'argent, de riches tentures, des tableaux de prix, des marbres précieux ont été volés. La nouvelle tapisserie, qui venait d'être posée quarante jours auparavant par ordre du Sultan, a été enlevée avec sa corniche et les lambeaux existant encore de celle qu'on a déjà voulu détruire en 1869 par un incendie. Enfin, tout ce qui était aux Latins a été pillé, détruit ou volé; tandis que tous les objets appartenant aux Grecs, et qu'il était impossible à des étrangers de reconnaître et de distinguer, sont restés parfaitement intacts. La main savante des sacristains grecs a seule pu diriger ces malfaiteurs dans l'accomplissement d'une tâche aussi bien remplie.

De pareils outrages exigent de promptes et éclatantes réparations. Cependant, aucune des mesures dont j'ai signalé, le lendemain même, l'urgente nécessité, n'a encore été prise par Votre Excellence. Pas un coupable n'a été arrêté, pas un objet n'a été retrouvé, et le couvent grec, complice évident du crime par le passage donné aux malfaiteurs, et le recel au moins temporaire des objets volés, n'a été soumis à aucune poursuite.

En conséquence, en ma qualité de consul de France, défenseur en Terre-Sainte des intérêts et des droits de toute la chrétienté, responsable de la personne de mes protégés mise en péril par de tels forfaits, je demande à Votre Excellence, dans les vingt-quatre heures :

1° La destitution du commandant de gendarmerie, qui a laissé envahir et piller le sanctuaire sous ses yeux, sans s'y opposer, sans procéder à aucune arrestation, en interdisant aux Latins l'entrée de la basilique, tandis qu'il laissait les communications libres entre le sanctuaire et le couvent grec;

2° La mise au secret ou le renvoi hors de Terre-Sainte du président grec, qui a livré passage aux malfaiteurs conduits par les moines de son couvent;

3° L'arrestation préventive des deux moines Strati et Maximo, déjà signalés dans des circonstances récentes pour leur violence contre les Latins, et dont j'avais sollicité l'éloignement il y a quinze jours ;

4° Le remplacement aussi complet que possible, suivant la note verbale échangée en date du 27, opération déjà très-avancée, mais non encore achevée, de tous les objets latins existant dans le sanctuaire avant la nuit du 25, et mentionnés dans le procès-verbal d'enquête en date du 26 ;

5° La formation, conformément à une note en date d'hier, d'une commission mixte qui aura à poursuivre les coupables, à rechercher les objets trouvés qui ont été volés, et à déterminer, par une estimation aussi exacte que possible, le chiffre des indemnités dues aux religieux latins pour le dommage qu'ils ont souffert.

Veuillez agréer, etc.

Signé : E. CRAMPON.

ANNEXE N° 2

M. CRAMPON AU COMTE DE VOGÜÉ.

(Télégramme.)

Jérusalem, le 4^{er} mai 1873.

Par lettre officielle, en date du 24 avril, et dont j'ai tiré reçu, j'avais enjoint au Custode d'interdire à Bethléem toute innovation de nature à amener des conflits.

Les ordres furent transmis en conséquence, et j'étais tranquille. Cependant, le lendemain, le passage d'une procession dans la basilique a donné lieu à une rixe dans laquelle le président du couvent grec se trouva mêlé et une quarantaine de lampes grecques furent brisées.

Les Grecs attendaient une occasion favorable dans laquelle l'autorité fût ou parût être engagée dans leur cause. Quarante ou cinquante individus, sujets grecs pour la plupart, furent appelés de Jérusalem. M. Lacau, drogman du Consulat, en a rencontré une bande conduite par un moine grec quand il revenait me faire son rapport. J'ai immédiatement, vers onze heures et demie, requis l'envoi de la troupe de ligne. Elle est arrivée à onze heures. Il était trop tard. Les Latins n'ont pas même pu soutenir la lutte, et il y aurait plutôt à les blâmer de ne s'être pas trouvés dans le sanctuaire en nombre suffisant quand les bandes armées y pénétrèrent.

Il résulte de mon enquête que le passage de la porte donnant dans la basilique leur a été interdit par l'officier ; qu'ils n'ont pu forcer celle du transept et qu'ils ne se sont pas servis de celle de Saint-Jérôme. Ils n'avaient dans le sanctuaire que deux ou trois d'entre eux qui en furent chassés à coups de sabre et de pistolet. Un seul, essayant de résister, eut la main droite fendue et le pouce enlevé.

Ce coup était sans doute préparé de longue main par les Grecs, et l'inertie de l'autorité, entre trois et sept heures du soir, en a rendu possible l'exécution. La collision du matin ne saurait, en aucun cas, justifier le forfait du soir.

La participation du clergé grec n'est pas douteuse. Elle est certaine, évidente. C'est par le couvent grec que les bandes armées ont passé, et c'est nécessairement dans le couvent grec que tous les objets enlevés dans le sanctuaire ont été portés et recelés. Ces objets étaient nombreux et volumineux. Ils n'ont pas été détruits dans le sanctuaire, puisqu'on n'y a constaté aucune trace d'incendie. La basilique étant occupée par un officier avec vingt-quatre gendarmes, il a donc fallu nécessairement les évacuer par le couvent grec et les y cacher. En outre, la manière savante avec laquelle on a procédé dans l'œuvre des destructions, de façon à rendre impossibles aujourd'hui certaines revendications qui ne pouvaient se produire qu'à la faveur de cet événement, prouve clairement la participation effective des chefs du clergé. C'est ainsi que les lambeaux de l'ancienne tenture latine pendant encore à la voûte, bien que n'ayant aucun prix pour les malfaiteurs, ont entièrement disparu; que l'autel des Rois-Mages a été démoli assez complètement pour rendre nécessaire un travail de maçonnerie que le Gouvernement réclame aujourd'hui comme devant être exécuté par l'autorité (ce qui tendrait à enlever aux Latins la propriété exclusive de cet autel et de la crèche). J'ai dû maintenir le droit des Latins, et l'on s'est borné à un autel provisoire, sans maçonnerie, placé par les Latins jusqu'à nouvel ordre.

Veuillez agréer, etc.

Signé : E. CRAMPON.

LE COMTE DE VOGÜÉ AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Extrait.)

Péra, le 7 mai 1873.

M. le ministre, la correspondance de M. Crampon aura porté à votre connaissance les détails des scènes scandaleuses dont Bethléem a été le théâtre; je m'abstiendrai donc de les reproduire longuement et je me bornerai à les résumer tout en essayant de vous exposer les causes et les conséquences probables de ces événements.

La communauté grecque de Palestine était fort mécontente de l'appui donné à nos protégés; elle cherchait une revanche dont les Latins, malgré les conseils et les ordres mêmes du Consul de France, ont eu l'imprudence de leur fournir l'occasion. Le 6 avril, jour des Rameaux, la procession latine a passé par une des portes de l'église qui n'était pas sur son itinéraire habituel, mais qu'elle avait cependant traversée le jour de l'Épiphanie sans soulever aucune réclamation. Les Grecs, au lieu de protester légalement contre un acte considéré par eux comme portant une atteinte au *statu quo*, voulurent l'empêcher par la force : une première rixe eut lieu, prélude de violences plus graves. L'autorité locale n'ayant, malgré l'insistance de M. Crampon, pris aucune mesure sérieuse, une nouvelle colli-

sion éclata le 25 au matin dans la basilique entre une procession latine et le clergé grec; quel fut l'agresseur? Les renseignements sont contradictoires; toujours est-il qu'une quarantaine de lampes suspendues, plus ou moins légalement par les Grecs, dans la partie contestée de la basilique furent brisées; quels qu'aient pu être d'ailleurs les torts des Latins, ils ne sauraient, en aucun cas, justifier la profanation sacrilège à laquelle leurs adversaires se sont livrés le soir même. Dans la nuit du 25 au 26, tandis que l'église était gardée militairement, que les Latins, par mesure de précaution, étaient enfermés dans leur couvent et que deux ou trois franciscains veillaient dans le sanctuaire de la Nativité, la porte intérieure qui fait communiquer le couvent grec avec l'église s'est ouverte, et une bande d'individus armés, conduite par des moines s'est ruée dans le sanctuaire sans résistance de la part de la troupe; les gardiens latins, blessés à coups de sabre, ont dû fuir, et les profanateurs ont froidement détruit ou emporté tous les objets latins qui décoraient la grotte de la Nativité; l'Étoile d'argent, récemment consolidée, a seule résisté à leurs efforts, mais la tapisserie récemment faite aux frais du Gouvernement français a été anéantie; les lampes d'argent, parmi lesquelles il s'en trouvait d'historiques, ont été volées et, selon toute apparence, cachées dans le couvent grec.

L'arrivée de ces nouvelles à Constantinople causa une certaine émotion: la première pensée du Grand Vizir fut d'envoyer une commission d'enquête, et des ouvertures me furent faites à ce sujet par le Ministre des Affaires étrangères; je les avais accueillies et déjà le commissaire ottoman avait été désigné, lorsque la Sublime-Porte changea d'avis: d'une part, les nouvelles venues de Bethléem et qui témoignaient d'un certain empressement de l'autorité locale à rétablir l'ordre matériel et l'ordre moral; d'autre part, l'attitude de plusieurs légations étrangères, ont amené ce revirement. Sous prétexte que l'incident était une question d'ordre public et non une question de possession de sanctuaires, et que la vie de sujets italiens, espagnols ou autrichiens pouvait être menacée, mes collègues ont voulu avoir une part, sinon officielle, du moins officieuse à l'enquête: cette intervention, qui pouvait en amener d'autres, n'étant pas, comme la nôtre, basée sur un titre écrit et sur une tradition incontestée, a inquiété le Cabinet ottoman, et le résultat a été l'ajournement de la commission d'enquête.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-annexée la note que j'ai adressée à ce sujet au Ministre des Affaires étrangères; je joins à cet envoi copie d'une seconde note que j'ai cru devoir lui écrire, les télégrammes de Jérusalem m'ayant signalé les difficultés nouvelles que

le Pacha opposait au rétablissement intégral du *statu quo ante* et la partialité évidente qu'il apportait dans la recherche et la punition des coupables. J'aurai soin d'insister dans le même sens pour obtenir une réparation sérieuse, en évitant autant que possible toute complication politique. J'espère sincèrement arriver à ce résultat.

Veillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

ANNEXE N° 1

LE COMTE DE VOGÜÉ A SAVVET-PACHA, MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

Péra, le 4^{er} mai 1873.

M. le Ministre, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que des télégrammes venus de Bethléem ont confirmé les nouvelles qu'Elle a bien voulu me communiquer. Le *statu quo*, violemment détruit dans le sanctuaire de la Nativité par les déplorables événements du 25 avril dernier, a été presque entièrement rétabli par les soins de Son Excellence Nazif-Pacha, gouverneur de Jérusalem, avec le concours de M. Crampon, consul de France en cette même ville. Il a été rétabli en ce sens que les objets latins brisés ou volés par les Grecs ont été remplacés par des objets similaires ou provisoires : de ce nombre est la tapisserie latine récemment suspendue et qui n'a pas échappé à la fureur sacrilège des profanateurs. On lui a provisoirement substitué une tenture ordinaire qui maintiendra la situation jusqu'au jour où la tapisserie définitive aura été refaite dans les conditions précédemment convenues entre la Sublime-Porte et l'ambassade de France, c'est-à-dire avec des figures et des inscriptions latines et des symboles pareils à ceux qu'une enquête officielle a prouvé avoir existé sur la tenture originale. Quelques points de détail, touchant au *statu quo*, restaient encore à régler néanmoins. Les cérémonies du culte avaient repris dans la grotte de la Nativité et étaient accomplies par les trois communautés latine, grecque et arménienne suivant les règles accoutumées.

L'ordre moral semble donc être restauré à Bethléem ; dans ces conditions, je pense avec Votre Excellence que l'envoi d'une commission spéciale ne devient pas aussi urgent. Déjà, sur l'invitation officielle qui m'en avait été faite au nom du Gouvernement impérial, j'avais désigné le commissaire qui devait, selon les précédents établis, assister le commissaire de la Sublime Porte dans sa mission d'enquête. J'ajourne avec plaisir un mandat qui deviendra complètement inutile, si le rétablissement de l'ordre moral suit de près le rétablissement de l'ordre matériel.

Sous ce rapport il reste encore des mesures à prendre, des responsabilités à rechercher, des restitutions à opérer, des coupables à punir. Une certaine agitation règne dans les esprits et se maintiendra tant que l'impunité restera assurée aux auteurs de ces déplorables scandales et à ceux des agents de l'autorité dont la faiblesse ou la complaisance ont rendu possibles de pareilles spoliations. Je ne doute donc pas que la Sublime Porte ne s'empresse de donner les ordres nécessaires pour que justice soit rapidement faite. Dans cette œuvre de réparation, elle peut être assurée du concours de l'ambassade de France qui, tout en étant décidée à maintenir ses administrés, les religieux latins, dans la stricte limite de leurs droits, ne faillira pas au devoir qui lui incombe, de défendre des intérêts sacrés que les traités en vigueur et une tradition trois fois séculaire ont confiés à sa protection exclusive.

Agréez, etc.

Signé : VOGÜÉ.

ANNEXE N° 2

LE COMTE DE VOGÜÉ A SAFVET PACHA.

Péra, le 6 mai 1873.

M. le ministre, j'ai l'honneur de vous communiquer de nouveaux détails qui me parviennent sur les regrettables incidents de Bethléem et qui confirment les renseignements que j'ai déjà portés verbalement à la connaissance de Votre Excellence.

Le règlement des points de détail qui restaient encore à résoudre pour le rétablissement, au moins sous une forme provisoire, du *statu quo* violé dans la grotte de la Nativité, ce règlement, dis-je, souffrait encore certains retards : les points les plus importants sont au nombre de trois, et je les signale à Votre Excellence pour qu'elle veuille bien lever les obstacles que leur solution pourrait rencontrer de la part des autorités ottomanes. Il s'agit de la restauration de trois objets incontestablement latins et qui ont été détruits, à savoir : 1° un autel de marbre dit *autel des Rois-Mages*; — 2° une armoire située dans l'escalier latin; — 3° une bande d'étoffe à la voûte, entre la crèche et l'autel de la Nativité. Ces trois objets doivent être intégralement réparés par leurs légitimes possesseurs, c'est-à-dire par les Latins, et je proteste d'avance contre toute conséquence contraire aux droits des Latins qui pourrait être tirée, soit du retard apporté, soit à cette réparation, soit du mode même de la réparation. Le principe qui doit présider à l'opération actuelle est le rétablissement absolu de l'état de choses antérieur aux dévastations du 25 avril. Votre Excellence doit comprendre que les auteurs

mêmes de ces dévastations ne sauraient être admis à réclamer contre ce principe. Il serait souverainement injuste que leur vandalisme leur eût créé des titres à la possession des sanctuaires qu'ils ont profanés. Autoriser le moindre délai ou le moindre changement au préjudice des Latins dans le rétablissement des objets détruits, ce serait donner une prime à la violence, encourager les représailles, créer en un mot une état de désordre et d'anarchie dont la Sublime Porte ne voudra pas assumer la responsabilité.

Or, j'ai le regret de constater que, sous ce rapport, les autorités locales paraissent méconnaître l'importance de leur rôle et la gravité de leurs devoirs; non-seulement le règlement matériel des points de détail que je viens de signaler est entravé par une partialité évidente, mais aucune mesure de réparation morale n'est prise : rien n'a été fait, soit pour découvrir les coupables, soit pour retrouver les objets de prix et d'art volés aux Latins, quoique l'opinion publique désigne ouvertement les principaux auteurs du vol et que l'évidence matérielle indique les véritables recéleurs. Enfin, le soin de la répression est confié à un medjliss local dont la compétence est douteuse dans une affaire qui touche à des difficultés d'un ordre aussi spécial où des questions de sanctuaires et des intérêts étrangers se trouvent impliqués.

Je me plais à espérer, monsieur le ministre, que les ordres expédiés hier par Votre Excellence auront rappelé le gouverneur de Jérusalem au sentiment de ses devoirs et modifié une situation regrettable à tous les points de vue; s'il en était autrement, nous serions conduits à revenir au système qui a été ajourné, alors que les dispositions de l'autorité paraissaient devoir être sincères, à savoir : l'envoi d'une commission spéciale chargée de découvrir la vérité et de rechercher sur qui doit retomber la responsabilité des tristes scènes de Bethléem et de l'impunité qui est jusqu'à présent assurée à leurs auteurs.

Veillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

M. CRAMPON AU COMTE DE RÉMUSAT.

Jérusalem, le 15 mai 1873.

M. le ministre, j'ai l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence la copie de divers documents relatifs à l'affaire du 25 avril.

Cette communication, mieux qu'un rapport, vous permettra de suivre les efforts que j'ai faits pour obtenir, en faveur de nos protégés, une satisfaction que j'attends encore.

Veillez agréer, etc.

Signé : E. CRAMPON.

ANNEXE N° 1

NAZIF-PACHA A M. GRAMPON.

Bethléem, le 15/27 avril 1873.

Le gouverneur de la Palestine ayant reçu la note par laquelle M. le consul de France lui propose de procéder au remplacement et à la pose des objets particuliers aux Latins, s'empresse de lui faire connaître que demain, à une heure de l'après-midi, il se rendra au sanctuaire de la Nativité pour procéder avec lui, en présence du conseil administratif de la province et des chefs des trois communautés, au remplacement aussi complet que possible et à la pose de tous les objets, appartenant aux trois communautés, qui ont été détruits ou sont disparus dans la nuit du 25 au 26 avril 1873, et qui sont énumérés dans le procès-verbal d'enquête.

En ce qui concerne la tapisserie, il sera posé par le gouverneur une tenture provisoire qu'il se procurera, en attendant les ordres supérieurs auxquels on aura à se conformer ultérieurement.

Il saisit cette occasion, etc.

Signé : NAZIF.

ANNEXE N° 2

M. GRAMPON A NAZIF-PACHA.

Jérusalem, le 3 mai 1873.

M. le gouverneur, Votre Excellence ne croit pas pouvoir prendre les mesures d'autorité que j'ai eu l'honneur de lui demander par ma lettre en date du 29 avril dernier, et que je considère comme justes et nécessaires pour rendre aux religieux latins placés sous ma protection le sentiment d'une sécurité que le crime commis le 25 avril leur a complètement enlevé.

Je persiste, pour mon compte, à affirmer que le commandant de la gendarmerie qui, présent, avec quelques hommes, sur le théâtre du crime, n'a rien fait pour le prévenir, l'empêcher, ni en atténuer seulement les effets, et qui a laissé, pendant plusieurs heures, sacrager un sanctuaire vénéré par le monde entier, doit être considéré comme fautif et en partie responsable de l'événement.

Je persiste à affirmer que le supérieur du couvent grec qui a servi de passage aux criminels et ou l'on a recélé d'abord les objets volés, doit être considéré comme complice du crime et éloigné d'un sanctuaire qu'il a contribué à profaner, et que les deux moines grecs les plus compromis (j'ai été moi-même, avec l'autorité locale, témoin de leur violence le jour de la reconsolidation de l'*Étoile d'argent*) devraient être mis en état d'arrestation préventive.

Cette affaire ayant un triple caractère civil, criminel et politique,

il ne convient pas de la déférer à un tribunal dont la compétence légale est restreinte aux seules affaires de police correctionnelle.

Pour ces raisons, monsieur le gouverneur, je crois devoir maintenir ma demande tendant à la formation d'une commission mixte qui préparerait par une enquête sommaire les mesures à prendre d'urgence par le gouverneur lui-même.

Veuillez agréer, etc.

Signé : E. CRAMPON.

LE COMTE DE VOGÜÉ AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Extrait.)

Thérapie, le 20 mai 1873.

M. le Ministre, j'ai insisté auprès de la Porte pour l'envoi d'une commission spéciale à Jérusalem. Le Grand Vizir s'est rangé à mon avis, et il a désigné le directeur des cultes, Ziver-Bey, comme commissaire extraordinaire de la Sublime-Porte, de mon côté, j'ai prié M. Roustan, consul de France à Beyrouth, de représenter l'Ambassade de France. Ziver-Bey a quitté Constantinople le 15 mai, et j'ai prévenu M. Roustan par le télégraphe, afin qu'il fit coïncider son arrivée en Terre-Sainte avec celle du commissaire impérial.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie des instructions que j'ai cru devoir envoyer au délégué de l'Ambassade.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

ANNEXE

INSTRUCTIONS DONNÉES AU DÉLÉGUÉ FRANÇAIS A JÉRUSALEM.

M. Roustan, consul de France, délégué de l'Ambassade de France à Constantinople, pour le règlement de l'affaire de Bethléem, se mettra immédiatement en rapport avec le commissaire extraordinaire de la Sublime-Porte, et procédera, de concert avec lui, aux opérations suivantes :

1° Rétablissement complet et intégral du *statu quo* violemment détruit dans la Grotte de la Nativité par la coupable agression du 25 avril.

A cet effet, on recherchera les objets disparus : ceux qui seront retrouvés seront remis à leur place primitive ; ceux qui ne seront pas retrouvés seront provisoirement remplacés par des objets similaires. Une partie de cette opération a déjà été accomplie par les soins réunis du Gouverneur de Jérusalem et du Consul de France en cette ville ; les commissaires n'auront donc pas à s'occuper de ce qui est déjà terminé, mais ils régleront les points qui sont restés en suspens.

Les objets qui étaient notoirement affectés à l'usage exclusif d'une des communautés au moment de la destruction seront exclusivement

rétablis par les soins de ladite communauté. Le rétablissement du *statu quo ante* étant un fait de réparation matérielle qui ne préjuge en rien les droits de chacun, les commissaires n'admettront aucune discussion sur la possession ou la copossession des objets ou des localités, et n'examineront aucune demande en revendication, de quelque côté qu'elle se produise, qu'elle s'appuie ou non sur des firmans impériaux ou sur tout autre document écrit : ils se borneront aux constatations nécessaires pour que la réparation matérielle soit effectuée suivant le principe énoncé au paragraphe précédent.

2^e Enquête sur les événements du 25 avril. Cette enquête aura pour but de constater les faits criminels accomplis à cette date, de rechercher les coupables, de déterminer les responsabilités et de provoquer les mesures nécessaires pour assurer la répression et la réparation des fautes commises.

M. CRAMPON AU DUC DE BROGLIE.

Jérusalem, le 29 mai 1873.

M. le Ministre, Votre Excellence a déjà sans doute été informée de l'envoi à Jérusalem d'un commissaire turc et d'un délégué français pour procéder à une enquête sur l'affaire du 25 avril.

Les premières instructions données à Ziver-Bey laissaient beaucoup à désirer. Elles n'étaient point identiques à celles de M. Roustan. Elles en différaient sur plusieurs points essentiels.

Un télégramme que je reçois à l'instant m'informe que, par suite des observations de l'Ambassade, les instructions du commissaire turc viennent d'être modifiées. Il en a reçu l'avis hier, et cela suffirait à nous expliquer le changement que M. Roustan avait cru remarquer ce matin dans son attitude.

Ziver-Bey est arrivé samedi 24 courant à Jaffa par le bateau autrichien. M. Roustan, amené de Beyrouth par la corvette *le Desaix*, débarqué dans la même journée. Dès le lendemain, ils se rendaient séparément à Jérusalem. Ils se sont mis en rapport immédiatement. Jusqu'à présent aucun des trois points laissés en suspens lors de la reconstitution du sanctuaire n'a encore été résolu touchant le rétablissement de l'autel des Rois-Mages, le remplacement de l'armoire de l'escalier nord et la pose d'une tenture à la voûte entre la Crèche et l'Étoile d'argent. Mais il y a peut-être lieu d'espérer que, par suite des nouvelles instructions reçues hier par le commissaire turc, les affaires de Jérusalem prendront une meilleure tournure.

Veillez agréer, etc.

Signé : E. CRAMPON.

M. CRAMPON AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait)

Jérusalem, le 12 juin 1873.

M. le ministre, Ziver-Bey, commissaire turc, envoyé à Jérusalem pour le règlement des affaires de Bethléem, avait une double tâche à remplir : il devait pourvoir au rétablissement du *statu quo ante* dans le sanctuaire et faire une enquête sur l'événement du 25 avril.

Quant au premier point, non-seulement Ziver-Bey n'a pas rétabli le *statu quo*, mais il y a porté de nouvelles atteintes, et sa partialité pour les Grecs a pris de telles proportions que M. Roustan, délégué français, s'est trouvé dans le cas de lui signifier que s'il laissait enlever aux Latins l'exercice de certains droits demeurés jusqu'à présent hors de contestation, même depuis le 25 avril, il demanderait par télégraphe à être déchargé d'une mission qu'il ne pouvait pas remplir.

Quant au second point, celui de l'enquête, il n'a pas même pu être entamé.

La Porte vient de prendre une mesure d'ordre public qui était nécessaire : elle a retiré à Nazif-Pacha le gouvernement de la Palestine. J'en ai reçu l'avis avant-hier par un télégramme de l'ambassade. Le Moutessarif de Beyrouth, Kiamil-Pacha, est nommé gouverneur de Jérusalem.

Veuillez agréer, etc.

Signé : E. CRAMPON.

M. ROUSTAN AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Jérusalem, le 18 juillet 1873.

M. le duc, le *statu quo* a été rétabli hier dans le sanctuaire de la Nativité à Bethléem, en présence de la Commission, du consul de France à Jérusalem et des délégués des patriarchats latin, grec et arménien et de la Custodie de Terre-Sainte.

L'autel des *Mages* a été reconstruit, sous nos yeux, avec les matériaux fournis par les Latins et sous la direction des ingénieurs du Gouvernement choisis, à cet effet, par trois commissaires.

L'étoffe qui couvrait la voûte entre l'autel de la Nativité et la Grèche, et que les Grecs contestaient aux Latins, a été remplacée par ces derniers qui ont remis au gouverneur de Jérusalem un nouveau rideau portant les marques latines, et que Kiamil-Pacha a fixé lui-même à la voûte.

Enfin, les Latins ont replacé, au bas de l'escalier qui porte leur nom, une nouvelle armoire fermant à clef et dont ils conservent l'usage exclusif.

Pour compléter le rétablissement du *statu quo*, il reste encore à

replacer quelques plaques de marbre du revêtement de la Crèche, brisées le 25 avril, et qui n'étaient pas prêtes hier. J'ai fait des réserves à ce sujet et j'espère que cette petite réparation ne donnera lieu à aucune difficulté.

Enfin, le passage officiel par la porte de la basilique qui, postérieurement au 25 avril, avait été retiré au clergé latin, lui a été rendu pour toutes les fonctions ordinaires du culte, tels que baptêmes, mariages, enterrements, transports du viatique.

La question des processions seule a été réservée à l'examen de la Porte et de l'ambassade, et elle sera l'objet de rapports spéciaux de la part des commissaires.

Veillez agréer, etc.

Signé : ROUSTAN.

M. ROUSTAN AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Jérusalem, le 25 juillet 1873.

M. le duc, lorsque la Commission a adopté les bases de l'arrangement signé le 17 de ce mois, les commissaires ottomans ont tenu à laisser en dehors la question du passage officiel des Latins par la porte de la basilique de Sainte-Hélène, en prétextant qu'elle ne se rattachait pas aux événements du 25 avril et n'était qu'une contestation soulevée postérieurement. Il a donc été convenu verbalement que ce passage serait rendu pour les baptêmes, mariages, transports du viatique et enterrements. Encore, pour ces derniers, faut-il, jusqu'à l'arrivée des ordres de Constantinople, prendre chaque fois une autorisation du gouverneur de Jérusalem. Je me suis contenté de cet arrangement incomplet et provisoire, qui laisse en dehors la question des processions, parce qu'il m'a paru que ce point méritait d'être examiné mûrement et réservé à la décision de Constantinople.

Veillez agréer, etc.

Signé : ROUSTAN.

LE COMTE DE VOGÜÉ AU DUC DE BROGLIE.

(Extrait.)

Thérapie, le 6 août 1873.

M. le duc, vous avez pu apprécier l'habileté et l'énergie avec lesquelles M. Roustan a su déjouer les intrigues dont il était entouré et obtenir une solution que, dans les circonstances actuelles, nous pouvons considérer comme satisfaisante. Sans entrer dans de longs détails, je vais rapidement résumer l'ensemble des dernières phases de l'affaire.

Vous vous souvenez, monsieur le duc, que la Commission avait un double mandat : elle devait rétablir le *statu quo* à Bethléem et faire une enquête sur les événements du 25 avril.

La première partie de ce programme, la plus importante, a été com-

plètement remplie et de la manière la plus satisfaisante pour nous. Les trois points contestés aux Latins, à savoir : la réparation de l'autel des *Mages*, la possession de l'*armoire* de bois située dans l'escalier nord de la grotte et la possession de la bande d'étoffe placée sur la voûte, ont été résolus en faveur des Latins. L'intervention du commissaire ottoman dans l'acte matériel de la pose de ces objets n'a affaibli en rien les droits de nos protégés que j'ai constatés de nouveau, sans contradiction de la part de Rachid-Pacha, dans un acte officiel dont je vous adresse la copie; je joins également ici copie de la réponse qui m'a été écrite par M. le ministre des Affaires étrangères. Incidemment la question de la basilique ayant été soulevée, j'en ai profité pour faire reconnaître le droit des Latins à traverser ce monument pour leurs fonctions paroissiales; c'est un point très-important, sujet de discussions fréquentes, et qui est définitivement réglé. La seconde partie du mandat de la Commission n'a pas été remplie selon la forme primitivement adoptée. D'un commun accord nous avons renoncé à continuer l'enquête, et nous l'avons remplacée par un certain nombre de mesures de repression prises administrativement.

L'évêque grec de Bethléem serait éloigné ainsi que le drogman du couvent grec Anthimos et un certain nombre de coupables subalternes; le drogman du Gouvernement Hadji-Latfallah serait destitué ainsi que le président du medjlis local Youssouf-Khaldi; ces actes de rigueur devaient compléter l'effet produit par l'éloignement de Nazif-Pacha. Enfin, il a été convenu qu'une indemnité serait payée aux Latins par les Grecs. L'incident de Bethléem peut donc être considéré comme clos dans ses parties essentielles, et j'ose espérer, monsieur le duc, que vous voudrez bien approuver les termes de l'engagement que nous avons consenti.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

ANNEXE N° 1

LE COMTE DE VOGÜÉ A RACHID-PACHA.

Thérapie, le 4 août 1873.

M. le ministre, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai reçu de Jérusalem les derniers procès-verbaux de la Commission chargée de l'examen et du règlement des difficultés surgies à Bethléem, à la suite des événements du 23 avril 1873.

Il résulte de ces rapports que les points signalés dans ma note du 6 mai 1873, comme restés en suspens dans le rétablissement du *statu quo*, ont été définitivement réglés :

1° L'autel dit des *Rois-Mages* a été réparé dans des conditions qui

confirment le droit absolu et exclusif des Latins sur cet autel ainsi que sur la crèche ;

2° L'armoire située dans l'escalier nord de la grotte a été refaite et affectée exclusivement à l'usage des Latins ;

3° La bande d'étoffe appliquée à la voûte entre l'autel de la *Nativité* et la *Crèche* a été remplacée et continuera à être la propriété des Latins.

Le rétablissement du *statu quo*, tel que je l'ai défini dans ma note du 1^{er} mai 1873, est donc accompli. L'opération ne sera pourtant complètement terminée qu'après que la tenture provisoire suspendue sur les trois parois nord, ouest et sud de la grotte aura été remplacée par une tenture définitive.

Quant à ce dernier objet, Votre Excellence n'ignore pas que les conditions dans lesquelles il doit être refait, ont été convenues, antérieurement, entre la Sublime Porte et l'ambassade de France, et que la tapisserie violemment détruite le 25 avril avait été fabriquée et posée en exécution de cet arrangement.

Il me suffit de rappeler ici la lettre vizirienne du 23 rebiul-ewel 1289, et le télégramme viziriel du 14 moharrem 1290, dont les termes ont été arrêtés en commun entre moi et deux des prédécesseurs de Votre Excellence.

La nouvelle tapisserie devra donc être refaite dans les mêmes conditions que la précédente ; or, aux termes du mazbata officiel du 29 mai 1869, la tapisserie primitive portait, entre autres signes distinctifs, les armoiries de l'ordre de Terre-Sainte, les fleurs de lys et l'ancienne couronne royale de France, des scènes figurées et des inscriptions latines tirées de l'évangile. Tous ces détails devront être reproduits fidèlement dans le nouveau travail.

La longueur totale de cette tapisserie a été fixée par le mazbata précité : elle était égale au développement des parois de la grotte ; quant à sa hauteur, elle n'a pu être déterminée à l'époque où le mazbata a été dressé, à cause des ravages causés par l'incendie ; la nature des choses indique que cette tapisserie était primitivement destinée à recouvrir les parois latérales dans leur entier. Mais Votre Excellence m'ayant exposé les inconvénients qui résulteraient de son prolongement jusqu'au sol de la grotte, à cause de la présence des bancs et d'autres nécessités de service, j'ai consenti à ce que le bord inférieur fût arrêté à un mètre du sol.

Quant au bord supérieur, il sera fixé à une corniche de bois de 30 centimètres de hauteur, dont la place est indiquée par les débris encore existants.

Cette tapisserie, refaite dans les conditions convenues, sera posée

par le gouverneur de Jérusalem; il est bien entendu que cette opération, effectuée par les soins du Gouvernement ottoman, ne créera pour lui aucun droit nouveau.

Enfin, la Commission a reconnu aux Latins le droit de traverser la basilique pour les fonctions paroissiales; quant au droit d'y faire des processions, il a été réservé à notre examen commun; je me mettrai à la disposition de Votre Excellence pour discuter ce point important aussitôt que les rapports de M. Roustan et du commissaire impérial nous seront parvenus.

Reste enfin la réparation des dommages causés le 25 avril. Un certain nombre de coupables, dont les noms sont inutiles à reproduire ici, ont été ou seront administrativement châtiés, et les Grecs devront payer aux Latins une somme de 500 livres, indemnité notoirement inférieure aux pertes qu'ils ont subies, mais que nous acceptons par esprit de conciliation.

Je crois inutile de rappeler que le rétablissement du *statu quo* est un fait d'ordre matériel qui ne préjuge en rien les droits de chacun, et particulièrement ceux que les Latins tiennent de l'article 33 des capitulations conclues entre la France et la Turquie, lesquels droits demeurent réservés.

Votre Excellence me permettra de la remercier, en terminant, de l'esprit d'équité qu'elle a apporté au règlement de cette affaire. Je me plais à croire qu'à son tour elle reconnaîtra la modération que nous avons montrée, malgré la gravité exceptionnelle des faits dont nos protégés latins ont souffert, et la difficulté qu'ils ont d'abord éprouvée à se faire rendre justice.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

ANNEXE N° 2

RACHID-PACHA AU COMTE DE VOGÜÉ.

Sublime Porte, le 6 août 1873.

M. l'ambassadeur, je m'empresse d'accuser réception de la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 4 de ce mois, relativement à l'incident de Bethléem.

En présence de la solution satisfaisante à laquelle a abouti cette affaire, nous devons nous en féliciter mutuellement; cet heureux résultat est dû, je me plais à le constater, aux sentiments dont on s'est montré animé de part et d'autre; en effet, si d'un côté on a tenu à ne pas se départir de la voie tracée par la justice et l'équité, on a puissamment contribué, de l'autre, au règlement des difficultés pendantes, par une attitude empreinte de modération que le Gouvernement impérial n'a pas manqué d'apprécier pleinement.

Aussi suis-je heureux de me rendre l'interprète de ces sentiments, en remerciant Votre Excellence de tout ce qu'elle a bien voulu faire en cette circonstance ; j'aime à espérer que le même esprit de conciliation présidera à la solution de la seule question restée pendante, celle de l'indemnité réclamée par les Latins. Votre Excellence peut, du reste, être sûre qu'à son retour je m'empresserai de traiter et régler avec elle cette dernière question.

Veuillez agréer, etc.

Signé : RACHID.

M. LESOURD, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A CONSTANTINOPLE.
AU DUC DE BROGLIE.

Thérapia, le 13 août 1873.

Monsieur le Duc, M. le Comte de Vogüé avait reçu, quelques heures avant son départ, une lettre par laquelle M. le Ministre des Affaires Étrangères, donnait, au nom de la Porte, son approbation aux différents points réglés par la Commission mixte à la suite de l'affaire de Bethléem. L'Ambassadeur m'avait chargé toutefois de faire observer à Rachid-Pacha que le terme de *question pendante*, employé par lui, ne convenait pas au règlement de l'indemnité pécuniaire demandée par les Latins et fixée par la Commission mixte au chiffre de 500 livres turques. J'ai, en conséquence, écrit au Ministre des Affaires Étrangères, pour lui rappeler que, le principe de cette indemnité ayant été admis par lui dans son dernier entretien avec M. de Vogüé, la discussion ne saurait plus porter que sur le chiffre même et sur le mode de paiement. J'ai ajouté que la somme de 500 livres était si manifestement inférieure à la valeur des pertes subies, que l'Ambassadeur se demandait comment les idées de modération dont il est animé pourraient trouver leur place là où elles avaient déjà reçu leur dernière et plus large expression ; que, toutefois, en ce qui touche le mode de paiement, nous étions disposés à témoigner de notre bonne volonté.

J'ai vu hier Rachid-Pacha et lui ai répété que le maintien de l'indemnité me paraissait la sanction nécessaire des décisions de la Commission : qu'avant tout le Gouvernement turc avait intérêt à laisser à Jérusalem une impression durable qui prévînt le retour de scènes analogues à celles du 25 avril, par conséquent, à imposer aux coupables un sacrifice d'argent qui leur serait extrêmement sensible. Le Ministre a cessé d'élever des objections sur ce point.

Veuillez agréer, etc.

Signé : LE SOURD.

DON FAIT PAR LE SULTAN DE L'ÉGLISE D'ABOUGOSCH.

LE COMTE DE VOGÜÉ AU COMTE DE RÉMUSAT.

Péra, le 25 février 1873.

M. le Ministre, il existe, sur la route de Jaffa à Jérusalem, au village d'Abougosch, les restes d'un couvent bâti à l'époque de la domination française en Terre-Sainte. L'église est seule bien conservée; elle porte les caractères de l'architecture du ^{xii}^e siècle, et, à ce point de vue, offre un véritable intérêt. Complètement abandonné, exposé à toutes les insultes, ce monument vénérable était condamné à disparaître sous le marteau des démolisseurs. J'avais, l'an dernier, signalé à feu Aali-Pacha l'intérêt qu'il y aurait à le sauver de la ruine, et cet homme d'État m'avait spontanément offert de solliciter de S. M. le Sultan le don de ce monument à la France. J'avais accepté cette offre gracieuse, ainsi que je l'ai fait connaître à votre prédécesseur, en lui rendant compte de ma démarche et de l'accueil favorable qu'elle avait rencontré.

La mort d'Aali-Pacha et les circonstances qui l'ont suivie avaient suspendu l'exécution de la promesse qui m'avait été faite; mais, à son arrivée aux affaires, Khalil-Chérif-Pacha, avec un empressement auquel je me plais à rendre hommage, a su, en quelques jours, amener l'accomplissement des formalités nécessaires au transfert de la propriété. J'ai l'honneur de vous communiquer ci-annexé la correspondance qui a été échangée entre nous à cet égard.

L'église d'Abougosch ne renferme aucun sanctuaire traditionnel, c'est comme monument de l'architecture religieuse des Croisés qu'elle offre de l'intérêt; les voûtes de ses trois nefs sont intactes, et elle pourrait être facilement rendue au culte. J'espère, Monsieur le Ministre, que vous apprendrez avec satisfaction qu'elle appartient désormais à la France; cette acquisition témoignera de la sollicitude qu'inspire au Gouvernement Français les traditions religieuses dont il est le gardien en Terre-Sainte, et restera comme une manifestation publique des sentiments dont S. M. le Sultan, fidèle, lui aussi, à ses traditions nationales, reste animé envers notre pays.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Vogüé.

KHALIL-CHÉRIF-PACHA AU COMTE DE VOGÜÉ.

Le 19 février 1873,

M. l'Ambassadeur, S. M. I. le Sultan, voulant donner à la France un témoignage de sa sympathie et connaissant tout l'intérêt que Votre Excellence porte aux souvenirs archéologiques, si nombreux sur le

sol ottoman, s'est plu à faire don à son Gouvernement des ruines de l'église d'Abougosch, située en Palestine.

En conséquence, les autorités impériales de Jérusalem ont reçu l'ordre de remettre au Consul de France en cette ville les titres de propriété de cet édifice en ruines.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence je saisis cette occasion, etc.

Signé : KHALIL.

LE COMTE DE VOGÜÉ A KHALIL-CHÉRIF-PACHA.

Péra, le 23 février 1873.

M. le ministre, j'ai reçu la note par laquelle Votre Excellence me fait l'honneur de me dire que S. M. le Sultan avait daigné faire don à la France de l'ancienne église d'Abougosch, en Palestine, ordre a été donné aux autorités de Jérusalem d'avoir à remettre au consul de France en cette ville les titres de propriété de cet édifice en ruines.

Le Gouvernement de la République sera très-touché de cette nouvelle preuve de sympathie donnée au plus ancien allié de l'Empire, et je viens, en son nom, vous prier de transmettre à Sa Majesté l'expression de sa reconnaissance.

J'espère que Votre Excellence voudra bien également se faire auprès de Sa Majesté l'interprète du sentiment de gratitude personnelle que j'ai éprouvé en apprenant que mon goût pour les souvenirs archéologiques et le désir d'en tenir compte n'ont pas été étrangers à cette gracieuse donation.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VOGÜÉ.

AFFAIRES DE CHINE

LE COMTE DE RÉMUSAT A M. DE GEOFFROY, MINISTRE DE FRANCE
A PÉKIN.

Versailles, le 3 janvier 1873.

M., la situation que vos dépêches retracent mérite tout notre intérêt et nous pouvons nous en montrer satisfaits, bien que nous devions attendre encore, pour nous prononcer, de connaître comment se terminera la question de l'admission des représentants étrangers auprès du souverain de la Chine. La promptitude avec laquelle a été fixée, aussitôt après le mariage de l'Empereur, l'époque à laquelle il serait déclaré majeur, l'affermissement de l'influence du prince Kong, et la pensée même qui a dicté la communication adressée aux agents des Puissances amies pour leur annoncer la célébration du mariage, permettent de bien augurer de l'issue des démarches dont

vous vous serez peut-être acquitté déjà lorsque vous recevrez cette lettre. Il semble en effet que la prise de possession du pouvoir par le jeune souverain offre l'occasion la plus favorable de réclamer à Pékin, pour le Corps diplomatique, un traitement égal à celui qu'ont reçu en Europe les envoyés du Gouvernement chinois, et ce serait dépasser les limites de la prudence qu'il convenait d'apporter dans une affaire de ce genre, que d'en ajourner plus longtemps la discussion.

Recevez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

M. DE GEOFFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Télégramme.)

Pékin, le 23 février 1873.

Le Gouvernement chinois nous a notifié la majorité de l'Empereur. Les cinq légations se sont mises d'accord et ont répondu par une note collective demandant l'audience.

M. DE GEOFFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Extrait.)

Pékin, le 25 février 1873.

M. le ministre, le Gouvernement chinois n'a mis aucun retard à nous faire part de la majorité. Le décret par lequel l'Empereur annonce qu'il vient de prendre en main le gouvernement de ses États nous a été envoyé par le prince Kong le jour même, avant qu'il n'eût paru dans la *Gazette de Pékin*.

Dans cette conjoncture, depuis si longtemps attendue et sur laquelle tant de spéculations s'étaient exercées, nous avons, mes collègues et moi, adressé au prince Kong la réponse collective dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFFROY.

ANNEXE

NOTE COLLECTIVE DU CORPS DIPLOMATIQUE ÉTRANGER AU PRINCE KONG.

Pékin, le 24 février 1873.

Les soussignés, envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires de Russie, d'Allemagne, des États-Unis de l'Amérique du Nord, de la Grande-Bretagne et de la France ont reçu, chacun respectivement, la note identique par laquelle S. A. I. le Prince Kong leur a fait savoir que S. M. l'Empereur de la Chine était entré dans sa majorité et qu'à partir du 23 février (26^e de la 1^{re} lune du règne Tong-Tche), il a pris en main l'administration de ses États.

Les soussignés ne peuvent que se réjouir d'un événement aussi im-

portant pour la prospérité de la Chine. Ils manqueraient à leur devoir si, en cette occasion, ils ne demandaient pas à présenter, au nom de leurs Gouvernements, leurs respects et leurs félicitations à Sa Majesté. C'est pourquoi ils prient S. A. de vouloir bien faire parvenir au Trône l'expression de leurs désirs et prendre les ordres de Sa Majesté relativement à leur réception.

Les soussignés prient S. A. I. d'agréer les assurances de leur haute considération.

(Suivent les signatures.)

M. DE GEOFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

Pékin, le 13 mars 1873.

M. le ministre, le 11 de ce mois, les ministres chinois Ouen-Siang, Mao-Tchang-Hi, Cheunn-Kouei-Feunn, et Tchong-Heou se sont abouchés avec nous chez notre doyen, le général Vlangaly. Le grand secrétaire Ouen-Siang, qui a constamment porté la parole, a débuté par répéter les arguments généraux du Gouvernement chinois. Après quoi, il a dit qu'il comprenait que notre désir fût d'être présentés à l'Empereur, mais que la question avait besoin d'être étudiée, et que le Gouvernement n'y était pas préparé. Il a été nécessaire de lui rappeler qu'il y avait douze ans que la question se discutait, et qu'en plus d'une occasion il en avait lui-même ajourné la solution à la majorité du jeune souverain. Après ces préliminaires, Ouen-Siang s'est décidé à ouvrir, nous a-t-il dit, la voie des accommodements, et il a abordé enfin le point important, le seul qui fasse difficulté, celui du Ko-Teou. Votre Excellence sait que le Ko-Teou consiste à se mettre trois fois à genoux et à frapper neuf fois la terre du front. Ce n'est pas seulement depuis douze ans, mais depuis deux siècles, que le Ko-Teou est en Chine la pierre d'achoppement des ambassadeurs étrangers.

Ouen-Siang nous a donc proposé ce qu'il appelait un compromis, c'est-à-dire à fléchir le genou à la manière des princes. Les princes, à ce qu'il paraît, s'accroupissent sur leurs talons, mais sont dispensés de frapper la terre du front. Sur notre refus, il nous a demandé si nous avions une contre-proposition à faire; en matière de génuflexion, nous n'en pouvions pas avoir.

La conversation continua ainsi à tourner pendant longtemps dans un cercle vicieux : les Chinois s'obstinant à dire qu'ils faisaient des concessions, tandis que nous n'en offrions aucune, et nous répétions qu'il était inutile de parler du désir qu'on avait de nous accorder l'audience, tant qu'on n'écarterait pas absolument toute condition de génuflexions plus ou moins atténuées. Nous avons fini par demander à Ouen-Siang de nous déclarer positivement si l'Empereur voulait,

oui ou non, nous recevoir et quelle réponse serait faite à notre note.

Rien, dans la conclusion un peu confuse de l'entretien n'empêcherait de supposer que les deux principaux points sont concédés en principe par les Chinois : qu'il ne s'agirait plus que de rechercher une combinaison qui concilie la fierté des princes avec nos exigences. L'impression finale est que, si le résultat de cette conférence n'est pas aussi satisfaisant que nous l'eussions désiré, il n'est pas non plus aussi défavorable que nous eussions pu le craindre.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFFROY.

M. DE GEOFFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Extrait).

Pékin, le 15 mars 1873.

M. le Ministre, nous avons tenu hier une seconde conférence dont le résultat n'a point répondu aux espérances assez faibles que la première pouvait nous faire concevoir. Le Ministre Ouen-Siang, cette fois, est revenu sur ce qu'il avait dit ; ce n'est plus d'un compromis pour ménager les princes qu'il s'agirait aujourd'hui : c'est notre droit même à l'audience qui est contesté, et c'est le droit de la Chine de ne rien changer à ses antiques coutumes qui est affirmé.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFFROY.

LE COMTE DE RÉMUSAT A M. DE GEOFFROY, A PÉKIN,

(Extrait),

Versailles, le 18 mars 1873.

M., j'ai reçu le télégramme que vous m'avez adressé et d'où il résulte qu'en répondant à la notification de la majorité de l'Empereur, vous avez, avec vos collègues, posé auprès du Gouvernement de Pékin la question de l'audience. Vous savez que, dans les conditions d'un accord avec les autres ministres étrangers, votre démarche ne saurait soulever d'objections de ma part, et vous pouvez, dans la mesure où ils le feraient eux-mêmes, insister auprès du Gouvernement chinois pour l'amener à y répondre favorablement.

Recevez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

M. DE GEOFFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

Pékin, le 24 mars 1873.

M. le Ministre, nous avons vu le Prince Kong le 21. En somme, et quoique la conférence n'eût rien décidé, nous aurions pu croire un instant qu'elle avait été plus satisfaisante que la dernière et que nous y avions regagné le terrain perdu avec Ouen-Siang. Le Prince, dans un discours très-étudié et d'un ton bien plus conciliant que celui du Grand-Secrétaire, s'était efforcé de nous persuader que le Gouvernement chinois ne cherchait qu'un moyen d'ajuster les prétentions

réci-proques, et il en était revenu à l'examen des compromis possibles. Il n'a malheureusement pas su nous en proposer d'autre que la gène nuffexion, sur quoi, naturellement, on a recommencé à ne plus s'entendre.

L'Empereur devant quitter Pékin le 1^{er} avril pour aller à trois journées de marche du côté de l'est visiter la sépulture de ses ancêtres, et ce voyage devant durer une semaine ou deux, nous avons pressé le Prince Kong de nous donner une réponse avant cette époque. Le Prince, après s'être longtemps défendu, avait prononcé, au moment où nous nous sommes séparés, quelques mots d'où il semblait résulter qu'il nous écrirait en effet dans quatre ou cinq jours. Mais nous apprîmes le lendemain qu'au contraire Son Altesse n'avait entendu rien promettre avant le voyage; sur quoi, nous lui avons fait savoir que nous irions de nouveau au Yamen demain.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFFROY.

M. DE GEOFFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Extrait).

Pékin, le 27 mars 1873.

M. le Ministre, la conférence qui s'est tenue au Yamen, le 25, a abouti à obtenir de Ouen-Siang, car c'est à lui que ce jour-là nous avions affaire, la promesse que le Prince nous écrirait officiellement avant le départ de l'Empereur, pour nous annoncer que notre demande d'audience serait soumise au Trône, au retour du voyage, c'est-à-dire vers le 10 avril.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFFROY.

M. DE GEOFFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Extrait).

Pékin, le 30 mars 1873.

M. le Ministre, conformément à la promesse de Ouen-Siang, le Prince Kong nous a adressé une note dans laquelle, en nous accusant réception pour la première fois officiellement de notre note collective du 24 février, il nous fait savoir qu'au retour du voyage de l'Empereur aux sépultures impériales, il s'entendra avec les membres du Yamen pour soumettre à Sa Majesté un exposé de la question de l'audience.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFFROY.

M. DE GEOFFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

Pékin, le 45 mai 1873.

Monsieur le ministre, j'ai l'honneur de vous annoncer que le protocole relatif à la question de l'audience a été définitivement arrêté

ce matin avec les cinq hauts fonctionnaires du Tsong-ly-Yamen commis à cet effet. Ce document reproduit les propositions et les opinions émises par les Ministres chinois ainsi que nos réponses, mais il ne préjuge rien de part et d'autre. Ce sont des considérants sur lesquels l'Empereur fondera sa décision. Il en sera fait un résumé qui sera présenté au Trône; après quoi viendra le décret. J'ai lieu de croire que ce travail prendra une dizaine de jours, et que, par conséquent, du 25 au 30 de ce mois, nous saurons à quoi nous en tenir.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFROY.

M. DE GEOFROY AU COMTE DE RÉMUSAT.

(Télégramme).

Pékin, le 16 mai 1873.

La négociation de l'audience continue à marcher d'une manière assez satisfaisante. Nous avons signé hier un premier protocole. L'union des légations se maintient.

Signé : L. DE GEOFROY.

M. DE GEOFROY AU DUC DE BROGLIE.

Pékin, le 25 juin 1873.

M. le Ministre, c'est le 14 de ce mois qu'a enfin paru le décret impérial accordant effectivement l'audience aux Ministres étrangers à Pékin.

Nous verrons très-prochainement le Prince Kong pour lui communiquer la copie figurée de nos lettres et le texte du discours que notre doyen se propose de prononcer. Une dépêche de Son Altesse nous fera ensuite connaître le jour et l'heure fixés pour la réception.

Veuillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFROY.

M. DE GEOFROY AU DUC DE BROGLIE.

Pékin, le 27 juin 1873.

M. le Ministre, sur l'invitation du Prince Kong, nous nous sommes rendus hier au Yamen, où nous avons entendu de la bouche de Son Altesse la confirmation de tous les arrangements conclus ces jours passés. Le Prince, qui, dans toute cette entrevue, s'est montré d'une politesse et d'un empressement extrêmes, a bien voulu nous indiquer la disposition du lieu où s'accomplira la cérémonie et marquer lui-même l'ordre qu'on devra suivre et la place de chacun.

Nous lui avons remis ensuite la copie figurée de nos lettres de créance; notre doyen M. le général Vlangaly, a ajouté le texte de l'allocution qu'il se propose d'adresser à l'Empereur. J'ai en outre communiqué à Son Altesse la copie figurée de la lettre de M. Thiers,

relative aux événements de Tien-Tsin, ainsi que les paroles que je prononcerai à cette occasion. Rien n'a fait difficulté.

M. le Ministre des affaires étrangères du Japon, qui avait conclu deux jours auparavant en déclarant qu'il accepterait tout ce que nous proposerions, avait été convoqué avec nous. Il nous a paru que le moment était venu de reconnaître officiellement sa qualité d'ambassadeur. Nous lui avons donc cédé le pas et nous avons déclaré consentir à ce que son audience précédât la nôtre. Nous n'avons eu qu'à nous louer de M. Soyesima durant tout le cours de cette négociation; il nous a donc été agréable de pouvoir lui donner cette satisfaction. Il était, d'ailleurs, bon de montrer que, lorsque nous demandons aux Orientaux d'adopter nos règles, nous ne cherchons pas à leur en refuser le bénéfice.

Veillez agréer, etc.

Signé : L. DE GEOFFROY.

M. DE GEOFFROY AU DUC DE BROGLIE.

(Télégramme.)

Pékin, le 29 juin 1873.

Nous avons été reçus ce matin par l'Empereur et nous lui avons présenté nos lettres de créance. J'ai eu ensuite une audience spéciale pour présenter la lettre relative à l'affaire de Tien-Tsin, tout s'est très-bien passé.

Signé : L. DE GEOFFROY.

LE DUC DE BROGLIE A M. DE GEOFFROY, A PÉKIN.

(Extrait.)

Versailles, le 16 juillet 1873.

Monsieur, par votre télégramme daté du 29 juin, vous m'annoncez que, le jour même, vous aviez été admis, ainsi que vos collègues, à présenter vos lettres de créance à l'Empereur. Les renseignements que vous aviez précédemment transmis au département sur la marche des négociations permettaient d'augurer favorablement du résultat, et j'ai appris avec beaucoup de satisfaction l'événement qui est venu justifier vos espérances. Il nous avait paru, vous le savez, que la majorité du Souverain offrait l'occasion de régler la question, depuis longtemps pendante, de la réception des Représentants étrangers. Nous avons soutenu cette opinion auprès des autres cabinets, en nous efforçant constamment de maintenir l'union qui était nécessaire pour assurer le succès des démarches communes. Nous avons donc à nous applaudir de l'issue de la négociation difficile à laquelle vous avez pris une large part, et qui a été conduite avec autant de sagesse que de fermeté.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

SITUATION DES FILS DE FRANÇAIS NATURALISÉS SUISSES

AU POINT DE VUE DU SERVICE MILITAIRE.

LE DOCTEUR KERN AU COMTE DE RÉMUSAT.

Paris, le 6 juin 1872.

M. le ministre, à diverses reprises déjà, j'ai eu l'occasion d'appeler l'attention du département des Affaires étrangères sur les conflits qui naissent, chaque année, entre la France et la Suisse, lors du tirage au sort pour le recrutement de l'armée française, du fait qu'un certain nombre d'individus jouissent de la double nationalité suisse et française.

Dans une dépêche, en date du 18 février 1870, j'exprimais, au nom du Conseil fédéral, le désir que les deux Gouvernements cherchassent à se mettre d'accord sur un *modus vivendi* destiné à régler les inconvénients suscités par l'état de choses actuel.

Un grand nombre de cas se sont présentés dans les dernières années; je me bornerai à mentionner mes lettres des 18 février, 8 et 18 mars 1870; et les réclamations des sieurs Émile Granger, Claude Verrier, Pierre-Michel Écharnier, Louis-Alphonse Woringer, Albert-Charles Bourgeois, Léon Schmitt, Pierre-Alphonse Beaudrier, Frédéric-Joseph Chappuis, Henri-Albert Lohner, Joseph Cavoret, Louis Gruaz, Charles Lamazure.

Il me paraît utile d'exposer sur quelles bases ce *modus vivendi* serait accepté par le Gouvernement fédéral, et les propositions sur lesquelles j'ai été chargé d'appeler l'attention toute spéciale de Votre Excellence.

La double nationalité suisse et française peut prendre naissance de différentes manières.

Un Suisse qui vient s'établir en France peut acquérir la nationalité française à côté de sa nationalité primitive, sans que rien s'y oppose en droit. Le plus souvent, la question se résout par la renonciation à la nationalité suisse, lorsque la Confédération ou les cantons viennent à réclamer certaines prestations de la part des citoyens suisses qui ont quitté leur patrie. Mais, pour certains cantons, spécialement Genève et Neuchâtel, cette solution n'est pas possible. D'après la législation en vigueur dans ces deux États, aucun citoyen ne peut y perdre ses « droits de patrie et de commune . » En raison des rapports nombreux qui existent entre ces deux cantons et la France, il arrive fréquemment que des citoyens genevois, par exemple, possèdent à la fois les deux nationalités suisse et française.

La seconde cause de conflits, sur laquelle je tiens à appeler l'atten-

tion de Votre Excellence, résulte de la différence entre la législation des deux pays en matière de naturalisation.

Les cantons suisses admettent le principe que la naturalisation conférée au père entraîne de plein droit la qualité de citoyen suisse pour les enfants mineurs. (Exemple : la loi du 23 juin 1810 sur la naturalisation des étrangers dans le canton de Genève et l'article 49 de la constitution de ce canton.)

En France, par contre, l'article 10, second alinéa, du Code Napoléon prescrit que : « l'enfant né en pays étranger d'un Français qui a perdu la qualité de Français pourra toujours recouvrer cette qualité, » en remplissant certaines formalités, « pendant l'année qui suivra l'époque de sa majorité. »

Les intéressés se refusent naturellement à remplir leurs obligations militaires dans les deux pays. Si donc ils sont domiciliés en Suisse, ils sont incorporés dans l'armée fédérale et s'exposent à être considérés et punis en France comme réfractaires. Inversement, si ces personnes ont satisfait en France à leurs obligations militaires, elles pourront néanmoins, dans le cas où elles viendront plus tard s'établir en Suisse, y être appelées sous les drapeaux.

Les peines édictées contre cette catégorie de personnes me paraissent, du reste, en contradiction avec tous les principes du droit pénal. Il n'y a, dans l'espèce, aucune intention coupable, aucune volonté de commettre un délit. Le Français, dont le père s'est fait naturaliser en suisse, est devenu citoyen suisse. Il est forcé, par la loi de son nouveau pays, de remplir les obligations militaires prescrites par les lois suisses. Sa volonté n'est plus en jeu, et il serait contraire à l'équité de lui faire subir une peine pour avoir exécuté une loi à l'empire de laquelle il ne pouvait se soustraire.

Dans une lettre que M. le marquis de La Valette a bien voulu m'adresser, le 5 février 1869, au sujet d'une réclamation de ce genre, il a reconnu que la situation de ces personnes méritait un intérêt tout particulier, et il a « appelé l'attention bienveillante de l'autorité militaire française sur cette question et sur les mesures d'indulgence qu'elle pouvait motiver. »

M. le maréchal Niel, inspiré sans doute par la même pensée, a cru devoir également donner les ordres nécessaires pour qu'un jeune Français, dont le père s'était fait naturaliser à Genève et qui avait été arrêté en France comme réfractaire, fût mis en état de liberté provisoire, afin de lui permettre de faire constater par les tribunaux sa nationalité étrangère.

Mais, ici, une nouvelle difficulté se soulève. Quel tribunal sera compétent ? En matière d'état civil, la France, comme la Suisse,

admet le for du pays d'origine. Chacun des deux Gouvernements se croira fondé à demander le renvoi de la question devant ses propres tribunaux. La Suisse pourra, avec pleine raison, prétendre qu'il s'agit de l'état civil d'un Suisse, et la France, de son côté, cherchera à soutenir la théorie contraire.

Il importerait de sortir de ce cercle vicieux.

Quelques jeunes Suisses inscrits par erreur en France sur les tableaux de recrutement, ont plaidé devant les tribunaux français la question de leur extranéité. Il en résulte pour eux des frais très considérables, surtout lorsque les parties sont obligées de se présenter aussi devant les cours d'appel. La question est du reste controversée, en France même, et, le 5 juillet 1869, la cour de Chambéry n'a pas hésité à admettre, par jugement prononcé en audience publique et solennelle, que le Français, dont le père s'est fait naturaliser à Genève, a perdu le droit de réclamer sa nationalité française, en déclarant, après sa majorité, qu'il voulait conserver sa nationalité genevoise.

L'article 10 du Code civil réserve aux fils de Français, qui auraient perdu leur nationalité, la faculté de recouvrer la qualité de Français, en remplissant certaines formalités en France dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité. Les opérations du recrutement se font en France *avant* l'époque à laquelle les conscrits deviennent majeurs. Les fils de Français naturalisés en Suisse sont inscrits en France sur les tableaux du recrutement, comme s'ils avaient réclaté leur nationalité française. S'ils ne se présentent pas, le maire de leur commune d'origine en France tire au sort pour eux.

Ce mode de procéder me paraît compromettre l'intégrité du droit d'option. Ces jeunes gens sont incorporés dans l'armée française avant même qu'il leur ait été légalement possible de se prononcer pour l'une ou pour l'autre des deux nationalités. Ils sont considérés, en France, comme Français, à une époque où l'article 9 et l'article 10 du Code civil ne leur permettent pas encore de faire usage de leur droit d'option.

Le Gouvernement fédéral envisage qu'il y a d'autant moins lieu de porter ces mineurs sur les tableaux de recrutement en France, que, d'après l'article 21 du Code civil, « le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prendra du service à l'étranger perdra sa qualité de Français. »

Or, en Suisse, tous les jeunes gens valides sont, sans exception astreints au service militaire avant l'époque à laquelle ils auraient atteint leur majorité, s'ils étaient restés Français. Les fils de Français naturalisés en Suisse ont donc perdu la qualité de Français par le

seul fait d'être entrés dans l'armée fédérale, et ne sauraient, dans l'esprit de la législation française, être portés au tableau du recrutement.

En présence de nombreuses difficultés qui résultent, chaque année, de l'état de choses actuel, et dont l'introduction du service militaire obligatoire en France augmentera encore considérablement la portée, le Conseil fédéral m'a chargé de formuler les bases d'un *modus vivendi* ou d'une convention dont le but serait de chercher à mettre une fin à ces conflits. Les propositions du Conseil fédéral peuvent se résumer comme suit :

« 1^o Les fils de Français naturalisés en Suisse ne pourront être appelés sous les drapeaux en France qu'après avoir atteint l'âge de majorité fixée par la loi française, et avoir fait usage en faveur de la France du droit qui leur est reconnu par la même législation, d'opter entre la nationalité française et la nationalité suisse.

2^o Les droits des personnes admises au bénéfice des dispositions ci-dessus resteront définitivement acquis à celles-ci, alors même que les deux Hautes Parties contractantes croiraient devoir revenir plus tard à l'état de choses actuel. Seront également admis au bénéfice des mêmes dispositions, les fils de parents français naturalisés en Suisse qui ont élevé, par la voie diplomatique, des réclamations contre leur incorporation dans l'armée française, et sur la requête desquels il n'a pas encore été statué définitivement.

3^o La présente convention (ou le présent mode de vivre) demeurera obligatoire d'année en année, avec le droit, pour chacune des Hautes Parties contractantes, d'en revenir au *statu quo* après en avoir annoncé l'intention un an à l'avance. »

Les difficultés qui se produisent encore entre la France et la Suisse se rencontraient autrefois entre la Suisse et l'Italie. Le gouvernement italien n'a pas hésité à faire droit aux réclamations du gouvernement fédéral, à l'occasion des négociations du traité d'établissement de 1868.

J'ai également l'honneur de rappeler que, lors des négociations des traités de commerce et d'établissement franco-suisse, j'ai demandé, dans la vingtième conférence du 2 janvier 1864, que les obligations militaires, dans les cas de double nationalité, fussent l'objet d'un article spécial. Les plénipotentiaires français ont préféré ne pas retarder la signature de ces conventions et faire de ce point un arrangement spécial,

Lors des négociations qui ont précédé la conclusion du traité du 15 juin 1869, sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements, des considérations d'un autre ordre engagèrent cette fois les représentants des deux pays à attendre une occasion plus favorable.

J'ose, avec d'autant plus de confiance, exprimer l'espoir que le gouvernement français consentira à régler cette question par un *modus vivendi*, que, dans une dépêche adressée au Conseil fédéral, le 9 mai 1863, Son Excellence l'Ambassadeur de France à Berne s'est déclaré « prêt à recevoir les ouvertures du gouvernement fédéral et à les soumettre à une scrupuleuse appréciation. »

Je saisis cette occasion, etc.

Signé KERN.

LE DOCTEUR KERN AU COMTE DE RÉMUSAT.

Paris le 27 janvier 1873.

M. le Ministre, à différentes reprises, et notamment dans une dépêche que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence le 6 juin 1872 j'ai exprimé, au nom de mon gouvernement et de la manière la plus instante, le désir qu'une entente s'établît entre la France et la Suisse, pour mettre fin aux conflits provoqués par le refus de l'autorité militaire française de reconnaître la nationalité des fils de Français qui se sont fait naturaliser en Suisse.

Déjà, le 9 mai 1863, Son Excellence l'Ambassadeur de France à Berne écrivait à mon gouvernement qu'il était prêt « à recevoir les ouvertures du Conseil fédéral et à les soumettre à une scrupuleuse appréciation. » Depuis cette époque, le nombre des jeunes gens qui ont à souffrir de l'état de choses actuel s'est considérablement accru, et il devient de plus en plus urgent de trouver une solution.

Les divers cantons suisses ont posé le principe, dans leurs lois sur la naturalisation, que la naturalisation du père entraîne celle de ses enfants mineurs. C'est spécialement le cas de la loi du canton de Genève, du 23 juin 1860, dont l'article 4 est ainsi conçu : « La naturalisation d'un père de famille donne la qualité de Genevois à sa femme et à ses enfants mineurs de vingt et un ans. »

Le Conseil fédéral a donc toujours admis le principe que les individus nés d'un père français, devenu citoyen suisse par naturalisation, avaient droit, comme tels, à ce que leur qualité fût recon- nue.

D'autre part, le Code civil français stipule, à l'article 17, que la qualité de Français se perd par la naturalisation acquise en pays étranger. L'article 10 du même Code stipule, en outre, que tout enfant né en pays étranger d'un Français qui aura perdu la qualité de Français pourra toujours recouvrer cette qualité, en remplissant les formalités prescrites par l'article 9.

Il résulte évidemment de la première de ces dispositions que le Français qui se fait naturaliser en Suisse perd sa qualité de Français.

Quant à ses enfants, ils ont également perdu la qualité de Français, puisque l'article 10 du Code civil les autorise à *recouvrer* cette qualité et exige d'eux, à cet effet, l'accomplissement de certaines formalités. Le mot « recouvrer » paraît significatif. On ne recouvre que ce qu'on a perdu.

Malgré ces dispositions très-précises, l'autorité militaire française a cru pouvoir appeler sous les drapeaux un grand nombre de jeunes gens dont les pères ont obtenu la naturalisation dans divers cantons suisses, surtout ceux de Genève, Neuchâtel, Bâle et Zurich. Ces jeunes gens ont été astreints à faire leur service militaire en Suisse ; ils y ont leur domicile ou voyagent pour leurs études ou leurs affaires hors du pays ; mais l'entrée du territoire français leur est interdite. L'un d'eux n'a pu venir à Paris pour y achever ses études de droit. Un second a été arrêté en 1869 et incorporé dans le 99^e régiment d'infanterie de ligne, à Aix. D'autres subissent un grand préjudice, par suite de l'impossibilité pour eux d'entretenir des relations d'affaire avec la France. Cet état de choses, déjà si pénible, menace de devenir plus grave encore, par suite du service obligatoire en France et du fait qu'un nombre assez considérable d'Alsaciens-Lorrains ont obtenu la naturalisation en Suisse dans les derniers mois.

Bien que la question eût été souvent soumise au Département des Affaires étrangères et fût pendante depuis près de dix ans, l'autorité militaire française a maintenu une pratique que mon gouvernement a toujours considérée comme contraire, non-seulement au principe général de la liberté d'émigration, mais aux dispositions de l'article 10 du Code civil français. A la nombreuse liste des cas actuellement pendants, et qui sont énumérés dans la dépêche que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence, le 6 juin dernier, il convient d'ajouter encore le sieur Joseph Billon, né à Chênes-Bougeries (Suisse), le 22 février 1851, et dont le père, André Billon, né le 17 novembre 1814 à Saint-Julien (Savoie), a obtenu la naturalisation genevoise le 15 juin 1866.

Votre Excellence trouvera, sous ce pli, copie d'une pétition signée par ce jeune homme et par son père, ainsi que d'une requête adressée au gouvernement du canton de Genève par vingt-deux pères de famille domiciliés à Genève et menacés de voir leurs fils bannis, de fait, du territoire français.

Le gouvernement fédéral ne saurait que maintenir l'opinion constamment soutenue par lui, depuis que la question est pendante, que l'article 10 du Code civil français n'autorise pas l'autorité militaire à appeler sous les drapeaux en France les fils d'un Français qui s'est fait naturaliser en Suisse, lorsque ces fils étaient mineurs à l'époque

du changement de nationalité de leur père. La seule exception, qui semble résulter de l'article 10, concerne ceux des jeunes gens qui voudraient remplir les formalités exigées par l'article 9 pour recouvrer la qualité de Français. C'est le cas de dire que l'exception confirme la règle et qu'en exigeant l'accomplissement de certaines formalités pour redevenir Français, le législateur a entendu déclarer que ceux qui négligeront l'accomplissement de ces formalités ne sont pas Français. Et l'article 2 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement stipule que « nul ne sera admis à servir dans les troupes françaises, s'il n'est Français. »

Toutefois, pour donner un gage de ses dispositions conciliantes et témoigner de son désir de chercher à atténuer, dans un délai aussi court que possible, les inconvénients de l'état de choses actuel, le Gouvernement fédéral accepterait, en seconde ligne et à titre de *modus vivendi*, un certain nombre de propositions qui se trouvent consignées dans la dépêche que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence le 6 juin dernier. En me référant à cette dépêche, je n'hésite pas à appeler de nouveau, d'une manière toute spéciale, l'attention de Votre Excellence sur la position véritablement digne de compassion d'un grand nombre de jeunes gens qui, nés pour la plupart en Suisse, établis pour la plupart en Suisse, soldats dans l'armée suisse, sont repoussés du territoire français pour avoir cru, sur la foi des articles 10 et 17 du Code civil, que la qualité de Français, perdue par leur père, était également perdue en ce qui les concernait.

Je ne puis m'empêcher, en terminant, d'exprimer la confiance que votre haute équité saura trouver un prompt remède à une situation déplorable, et dont les conséquences pénibles iront s'augmentant chaque année, à mesure que le nombre des intéressés deviendra plus considérable.

Je saisis cette occasion, etc.

Signé : KERN

LE COMTE DE RÉMUSAT AU DOCTEUR KERN.

Versailles, le 13 février 1873.

M. Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, les 27 et 28 janvier, au sujet de réclamations soulevées en Suisse par l'application de la loi française sur le recrutement, et vous appelez de nouveau mon attention sur l'intérêt qu'il y aurait à y mettre un terme : il s'agit des fils de Français naturalisés Suisses, qui sont appelés sous les drapeaux en France, bien que les lois de certains cantons de la Confédération leur reconnaissent la nationalité suisse.

Dès la réception de votre lettre du 6 juin 1872, j'avais communiqué à mon collègue, M. le Ministre de la justice, les combinaisons proposées par le Gouvernement fédéral pour remédier aux inconvénients de l'état de choses actuel ; je lui fais part des nouvelles observations que vous m'adressez à ce sujet, et je ne manquerai pas de vous soumettre, aussitôt que possible, le résultat de l'étude à laquelle la question est soumise. Toutefois, il me serait difficile de ne pas vous signaler, dès à présent, certaines objections qui paraissent s'opposer à ce que l'entente projetée puisse facilement aboutir.

Tout d'abord, au point de vue de notre législation, il n'est pas établi, comme le Gouvernement fédéral semble l'admettre, que tous les fils mineurs des Français qui ont perdu la qualité de Français soient par cela même étrangers. Sans doute, la nationalité française se perd par la naturalisation acquise en pays étranger ; mais notre législation ne décide pas, comme la loi de certains cantons suisses, que la naturalisation du père s'applique à ses enfants mineurs. Le Gouvernement fédéral suppose que l'article 18 de notre Code civil tranche, dans tous les cas, contre ces enfants, la question de savoir s'ils ont suivi la condition de leur père. Cette opinion est repoussée par la jurisprudence des tribunaux et par le plus grand nombre des auteurs, qui distinguent entre les enfants nés *avant* et ceux nés *après* la naturalisation du père. L'article 10 ne s'appliquerait qu'à ces derniers ; quant aux enfants nés avant la naturalisation du père, ils conserveraient leur nationalité d'origine, à laquelle ils ont un droit acquis dont ils ne sauraient être déchus par le fait d'autrui.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, il s'agit de savoir, dans l'espèce, si la qualité de Français est ou non perdue. C'est, par excellence, une question de droit civil, relative à l'état et à la capacité des personnes : c'est donc à l'autorité judiciaire qu'il appartiendrait d'en connaître, et l'administration n'aurait pas qualité pour en fixer la solution.

Ces difficultés, que je ne fais qu'indiquer ici, suffiraient pour expliquer notre retard à répondre aux propositions que vous avez bien voulu nous communiquer au nom du Gouvernement fédéral. Toutefois, je le répète, j'insiste auprès de M. Dufaure pour connaître son avis sur une question qui est plus particulièrement du ressort de son département, et j'aurai soin de vous informer de la suite dont elle aura paru susceptible.

Agréez, etc. .

Signé : RÉMUSAT

LE DUC DE BROGLIE AU DOCTEUR KERN.

Paris, le 30 juillet 1873.

Monsieur, je n'ai pas perdu de vue les difficultés soulevées par l'application de notre loi de recrutement aux fils de Français naturalisés Suisses, et sur lesquelles vous aviez appelé l'attention de mon prédécesseur. Vous aviez proposé, l'année dernière, d'en fixer la solution par un arrangement diplomatique. Par sa lettre du 13 février 1873, M. de Rémusat vous a indiqué, d'une manière sommaire, les motifs principaux qui s'opposaient à ce que la combinaison projetée pût aboutir. Mon collègue, M. le Ministre de la justice, qui a examiné de nouveau avec soin la portée de ces objections, est arrivé à la même conclusion, et je ne puis, à mon tour, après avoir pris connaissance des divers éléments de l'affaire, que partager la manière de voir de M. Ernoul.

La difficulté provient, non pas, comme les autorités fédérales le pensent, d'une interprétation inexacte donnée en France aux lois qui règlent le statut personnel des fils de Français naturalisés Suisses, mais du conflit même des législations des deux pays qui disposent, en sens contraire, dans ces questions de nationalité.

D'après le Gouvernement fédéral, les enfants mineurs d'un Français qui s'est fait naturaliser Suisse auraient perdu, comme leur père, la qualité de Français, l'article 10 du Code civil les autorisant à recouvrer cette qualité.

Cette interprétation, à laquelle nous ne saurions adhérer, provient d'une confusion. Pour appliquer exactement l'article 10, il faut distinguer entre les enfants qui sont nés *avant* la naturalisation du père et ceux qui naissent *après*.

Les premiers sont nés d'un Français ; ils sont Français eux-mêmes, aux termes mêmes du § 1^{er} de l'article 10 (*tout enfant né d'un Français à l'étranger est Français*), et ils n'ont pas besoin de *recouvrer* une qualité qui leur appartient. D'après notre loi, qui diffère, à cet égard, de la législation en vigueur dans certains cantons de la Confédération, la naturalisation acquise par le père à l'étranger n'exerce aucune influence sur la condition de ses fils déjà nés, personne en France n'ayant le droit, par son fait seul, de modifier l'état et la capacité d'autrui.

Quant aux enfants nés à l'étranger postérieurement au changement de nationalité du père, ils naissent étrangers ; mais par une faveur spéciale, la loi les autorise à réclamer l'ancienne nationalité de leur père, en remplissant les formalités prescrites par l'article 9. C'est à eux seulement que s'applique le § 2 de l'article 10, qui leur

permet de *recouvrer* ou, pour employer une expression plus juste, d'*acquérir* la qualité de Français.

Il n'est donc pas exact de dire d'une manière absolue que les enfants d'un *Français* naturalisé Suisse ont perdu la nationalité française, la naturalisation du père n'ayant aucun effet sur l'état de son fils déjà né. C'est un principe fondamental de notre loi que la nationalité de l'enfant est fixée, à l'époque de sa naissance, par celle que son père avait alors. D'autre part, on ne comprendrait pas que la loi française put considérer comme étrangers les enfants du Français qui se fait, après leur naissance, naturaliser étranger, alors que cette loi respecte la nationalité des enfants, déjà nés, de l'étranger qui se fait naturaliser Français.

Une autre disposition du Code civil ferait encore obstacle, d'après les autorités fédérales, à ce que les fils d'un Français naturalisé Suisse pussent être régulièrement portés sur les tableaux du recrutement en France. Il résulte, en effet, de votre lettre du 6 juin 1872, que les mineurs dont il s'agit sont considérés en Suisse, comme ayant acquis la nationalité suisse et sont tous appelés, à ce titre, à faire partie de l'armée fédérale : ils perdraient, dès lors, la qualité de Français, aux termes de l'article 21 du Code civil. En réponse à cette objection, il y a lieu de faire observer que le mineur, incapable de tous les actes de la vie civile, n'a pas le droit d'abdiquer sa nationalité. Le service militaire qu'il prend à l'étranger ne peut la lui faire perdre. C'est ce qui a été décidé par deux arrêts de la cour de Metz, en date du 25 avril et du 10 juillet 1849, et par un arrêt de la cour de Chambéry, du 22 décembre 1862. Le principe que l'enfant mineur ne peut aliéner sa nationalité d'origine est tellement absolu, que la Cour de cassation a jugé que l'enfant mineur, né en France d'un étranger, ne peut, même avec l'assistance de son père et le consentement de son conseil de famille, réclamer, à titre provisoire, la qualité de Français (Arrêt du 31 décembre 1860).

Enfin, la loi du 7 février 1851, sur laquelle s'appuie le Gouvernement suisse, a bien accordé à l'enfant de l'étranger naturalisé Français la faculté d'acquérir, à sa majorité, par une simple déclaration, la nationalité de son père ; mais elle n'a jamais entendu conférer une faculté analogue au fils du Français qui se fait naturaliser étranger.

La cour de Chambéry avait, il est vrai, comme vous l'avez fait remarquer dans votre lettre du 6 juin 1872, reconnu, par un arrêt du 5 juillet 1869, un droit d'option au fils du Français naturalisé étranger. Mais cette décision a été déferée à la censure de la Cour de cassation et cassée par un arrêt du 3 août 1871 :

« Attendu, dit la Cour suprême, que, si l'article 9 du code Napoléon

autorise l'enfant né en France d'un père étranger à réclamer, dans l'année de sa majorité, la qualité de Français, il n'admet pas réciproquement que l'enfant né d'un Français en pays étranger puisse abdiquer sa nationalité pour acquérir celle du lieu de sa naissance; attendu que peu importe que la législation genevoise contienne des dispositions analogues à celles de l'article 9 du code Napoléon, puisque cette législation ne peut produire en France aucun effet contraire à la loi française, chaque pays étant libre et indépendant dans l'exercice de sa souveraineté;»

De tout ce qui précède il résulte que les jeunes Français, dont le père devient Suisse, conservent leur nationalité d'origine, et que la naturalisation qui leur serait conférée, soit directement, soit indirectement en Suisse, pendant leur minorité, ne peut produire aucun effet en France. C'est donc à bon droit qu'ils sont appelés, à leur vingtième année, à satisfaire au recrutement, conformément aux dispositions de notre loi militaire.

Reste à examiner s'il est possible d'accueillir les ouvertures que le Gouvernement fédéral a bien voulu nous faire, en vue de prévenir, par un arrangement diplomatique, les réclamations qui s'élèvent parfois lors du tirage au sort, et qui proviennent uniquement, comme cela vient d'être établi, de la différence des législations des deux pays, en ce qui concerne les effets de la naturalisation.

La combinaison proposée consiste à donner aux fils du Français naturalisé Suisse le droit d'opter, à leur majorité, entre les deux nationalités et à retarder jusqu'à ce moment l'appel de ces jeunes gens.

Une convention de cette nature modifierait les principes de notre loi et devrait, dès lors, être soumise à l'Assemblée nationale. On ne peut se dissimuler qu'elle n'aurait aucune chance d'y rencontrer un accueil favorable. Les considérations qui ont amené le pouvoir législatif à faire peser sur tous, en France, l'obligation du service militaire, ne sont pas conciliables avec un arrangement qui faciliterait à un certain nombre de jeunes gens le moyen de se soustraire, en passant à l'étranger, au devoir que la loi leur impose. Il y a là tout au moins une question d'opportunité dont le Gouvernement fédéral appréciera comme nous la valeur, et qui ne nous permet pas, quant à présent de donner suite à la négociation.

Agréez, etc.

Signé: BROGLIE.

APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI MILITAIRE

AUX FRANÇAIS NÉS OU ÉTABLIS EN PAYS ÉTRANGERS.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES
DE LA FRANCE A L'ÉTRANGER.(*Circulaire.*)

Versailles, le 46 juin 1873.

Monsieur, les Français nés ou établis en pays étranger ont, jusqu'à présent, échappé, pour la plupart, au service militaire, faute de mesures d'ensemble ayant pour objet de les comprendre, d'une manière effective, dans les opérations du recensement annuel.

Cette situation ne saurait se prolonger en présence de la loi du 27 juillet 1872, qui astreint tous les Français aux obligations militaires.

Aussi mon département s'est-il concerté avec le Ministère de la guerre, pour assurer, à l'étranger, la stricte application de la législation nouvelle. Voici les dispositions qui ont été adoptées d'un commun accord.

Chaque année les consuls dresseront une liste exacte des jeunes gens nés ou établis dans leur circonscription. Cet état, dont le cadre sera conforme au modèle ci-joint, sera composé d'après les déclarations qu'ils auront provoquées par des avis publics, d'après le registre d'immatriculation sur lequel doivent se faire inscrire les Français qui veulent avoir droit à la protection consulaire, en vertu de l'ordonnance du 28 novembre 1833, enfin à l'aide du registre de l'état civil et des renseignements fournis par les autorités locales et les agents consulaires.

Il comprendra :

1^o Les jeunes gens ayant atteint ou devant atteindre l'âge de vingt ans avant l'expiration de l'année courante ;

2^o Ceux des classes antérieures qui n'ont pas concouru au tirage et qui, n'ayant pas atteint l'âge de trente ans, doivent, aux termes de l'article 12 de la loi du 27 juillet 1872, être portés comme *omis* sur les tableaux de recensement de l'année qui suit celle où l'omission est découverte.

Le relevé annuel, ou un état pour néant, devra être envoyé au Ministère des affaires étrangères, avant le 1^{er} décembre de chaque année, dans le même délai, les consuls devront également faire parvenir *directement* aux préfets les indications relatives aux conscrits de leurs départements respectifs.

A la suite de cette communication, les jeunes gens seront portés sur les tableaux de recensement dans leur commune d'origine. Ceux qui

raient dans l'impossibilité absolue de vous faire connaître le dernier domicile de leur famille en France, et les Français nés dans les territoires cédés désigneront eux-mêmes la commune où ils désireront être inscrits. S'ils se refusent à le faire, vous devrez m'en informer et M. le Ministre de la guerre leur assignera, sur ma demande, un domicile de recrutement. C'est à ce domicile de recrutement, et non point au lieu de leur résidence effective à l'étranger, que sont adressés les ordres d'appel, dont la notification a pour conséquence de faire courir les délais de l'insoumission.

Vous aurez, d'ailleurs, à prévenir les intéressés :

1° Que, s'ils ne se présentent pas pour concourir au tirage, le maire tirera pour eux ;

2° Que, s'ils se trouvent dans l'un des cas de dispense prévus par l'article 17 de la loi du 27 juillet 1872, ils doivent adresser, avant l'époque des opérations du conseil de révision, au préfet du département où leur inscription a eu lieu, les pièces régulières constatant leurs droits ; faute par eux de remplir cette formalité, leurs droits ne pourront plus être utilement invoqués à une époque ultérieure. Vous les aiderez au besoin pour la rédaction des certificats, dont vous trouverez la formule dans l'instruction du 26 novembre 1872 et que vous devrez approuver au même titre que le maire d'une commune française. Si leur éloignement de France ou leur position de fortune ne leur permet pas de se présenter devant le conseil de révision et s'ils ont à faire valoir, en vue de l'exemption du service, une infirmité apparente et dont l'existence ne puisse faire doute pour personne, ils pourront, en ayant le soin de le demander par votre entremise, lors de votre envoi aux préfets de l'état où ils seront inscrits, être autorisés à se faire visiter au lieu de leur résidence.

Dans ce cas, le préfet vous enverra *directement* les pièces nécessaires pour cette visite, dont les frais seront supportés par les requérants. Vous réunirez une commission devant laquelle le réclamant sera examiné par des médecins français, ou, à défaut, par le médecin du consulat. Vous transmettez aux préfets l'avis émis par cette commission, afin qu'il soit déféré au conseil de révision, seul compétent pour prononcer sur l'aptitude des jeunes gens au service militaire et les rayer des listes de recrutement. (Art. 16 de la loi du 27 juillet 1872.)

La loi imposant aux intéressés de comparaître en personne devant le conseil de révision et disposant qu'il est procédé à l'égard des absents comme s'ils étaient présents, le conseil n'a pas à leur notifier la décision prise sur les réclamations qu'ils peuvent avoir présentées. C'est à eux à se tenir au courant de cette décision par tel moyen de

correspondance qu'ils jugeront convenable, mais absolument en dehors de l'administration, dont l'intervention dans les affaires de recrutement est purement officieuse.

Aux termes de l'article 61, les appelés, qui demeurent dans les îles voisines des contrées limitrophes de la France, ou en Europe, et qui ne sont pas arrivés à leur destination au jour fixé par leur ordre de route, sont considérés comme insoumis, après un délai de deux mois, qui est porté à six mois pour ceux qui habitent tout autre pays.

INDIGENTS. — En ce qui concerne les frais de rapatriement des indigents, en vue du service militaire, je ne puis que me référer à la circulaire de mon prédécesseur, du 25 mars dernier, sous le timbre de la *Direction des fonds et de la comptabilité*; ils n'incomberaient au département de la guerre qu'autant qu'ils seraient occasionnés par des jeunes soldats répondant à un ordre d'appel sous les drapeaux émanant de l'autorité militaire.

OMIS. — Quant aux *omis* des classes antérieures, pour ménager la transition entre l'état de choses actuel et le régime qu'il s'agit d'établir, M. le Ministre de la guerre est disposé à prendre des mesures exceptionnelles en faveur de ceux qui lui seraient signalés, par mon entremise, comme dignes de la bienveillance de l'administration. Mais ces mesures exceptionnelles ne sauraient être renouvelées et tous ceux pour qui elles seraient réclamées devront figurer sur l'état de cette année.

ENGAGEMENTS D'UN AN. — Les jeunes gens qui auraient l'intention de contracter un engagement conditionnel d'un an (instruction du 1^{er} décembre 1872) devront, avant d'avoir concouru au tirage de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge et aux époques fixées chaque année, se présenter en France, devant le commandant du dépôt de recrutement du département où ils voudront s'engager, ou, en Algérie, devant le fonctionnaire chargé du service du recrutement, pour faire constater leur aptitude au service. En principe, aucun délai ne saurait leur être accordé, en présence des prescriptions formelles de la loi et de la nécessité de diriger simultanément sur les corps tous les engagés conditionnels de l'année, pour leur donner une instruction militaire spéciale. Cependant M. le Ministre de la guerre est disposé à assimiler, par mesure administrative, aux engagés conditionnels d'un an, les Français nés en 1852, qui sont établis à l'étranger depuis deux ans au moins et qui réclameraient cette assimilation en prouvant qu'ils se sont trouvés dans l'impossibilité de satisfaire, avant le tirage de la classe de 1872, aux conditions des engagements d'un an. Mais les jeunes gens nés en 1853 devront, à peine de forclusion, m'adresser leurs demandes avant le 31 août

prochain. C'est à cette même époque que les jeunes gens nés en 1852 auront à régulariser leur position.

Telles sont les explications générales qu'il m'a semblé utile de vous donner au sujet de l'exécution de la loi du 27 juillet 1872. Vous trouverez, d'ailleurs, tous les éclaircissements nécessaires dans les documents que je vous adresse, savoir :

- 1° Le texte de la loi du 27 juillet 1872 ;
- 2° L'instruction du 26 novembre 1872, relative aux opérations préliminaires de l'appel des classes ;
- 3° L'instruction et le décret du 1^{er} décembre 1872, sur les engagements conditionnels d'un an ;
- 4° L'instruction du 28 avril 1873, touchant les opérations des conseils de révision pour la formation des classes.

On ne saurait se dissimuler que l'application de la loi militaire à ceux de nos compatriotes qui vivent à l'étranger présentera de sérieuses difficultés. Mais nous comptons sur le patriotisme du plus grand nombre, qui ne voudront pas décliner leur participation à des charges imposées à tous les citoyens français.

Quant à ceux qui ne seraient pas accessibles à cet ordre de considérations, il ne faut pas qu'ils ignorent les conséquences auxquelles ils s'exposeraient en cherchant à se soustraire à l'acquittement de leur dette envers la France. En vertu des articles 60 et 61 de la loi de recrutement, toutes fraudes ou manœuvres, par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement ou sur les listes de tirage, sont punies d'un emprisonnement d'un mois à un an. Le jeune homme indûment exempté ou dispensé est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée, après qu'il a été reconnu que l'exemption ou la dispense avait été indûment accordée. En ce qui touche les appelés qui ne se rendent pas à leur destination, dans les délais fixés, ils sont passibles d'un emprisonnement d'un mois à un an, en temps de paix, et de deux à cinq ans, en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de leur peine, ils sont envoyés dans une compagnie de discipline.

Enfin, je n'hésite pas à vous autoriser à refuser votre protection aux Français qui, à dater de cette année, ne se soumettraient pas aux obligations militaires.

Je vous prie de vous conformer strictement, pour toute l'étendue du ressort de votre poste, aux prescriptions de la présente circulaire dont vous voudrez bien m'accuser réception, après l'avoir fait enregistrer dans votre chancellerie.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE AU GÉNÉRAL DU BARAIL.

Versailles, le 20 septembre 1873.

Monsieur et cher Collègue, d'après les informations qui me parviennent de divers côtés, l'application de la loi du 27 juillet 1873, aux Français nés ou établis à l'étranger, rencontre des résistances dont il y a lieu de se préoccuper. La tolérance regrettable dont on a usé précédemment, le relâchement et les abus qui s'en sont suivis, n'ont que trop prédisposé les intéressés à se complaire dans l'ancien état de choses et à user de tous les moyens d'échapper à la loi nouvelle.

Heureusement, nous ne sommes pas désarmés. D'une part, à dater de cette année, les réfractaires n'auront plus à compter sur les bons offices de nos consuls auprès des autorités étrangères; ils ne pourront, en outre, revenir en France sans s'exposer aux peines de l'insoumission prononcées contre eux, et cette menace ne saurait être sans efficacité, quand on songe à la longue échéance de la prescription en pareille matière : ceux même qui habitent dans le Levant ou dans l'extrême Orient auront à craindre d'y être atteints par l'exécution des jugements rendus contre eux par nos tribunaux militaires.

Quant aux individus qui, pour se soustraire au service, penseraient à se dénationaliser, ils tomberont sous le coup du décret du 26 août 1811, qui n'a pas cessé d'être en vigueur, et aux termes duquel la naturalisation étrangère acquise par un Français sans l'autorisation du gouvernement l'expose à des conséquences graves. En ce qui concerne spécialement l'Orient, l'article 10 du titre II de l'ordonnance de mars 1781 défend à tout Français en Levant de se mettre sous une protection étrangère, à peine d'être renvoyé en France. D'ailleurs, la naturalisation étrangère, régulièrement acquise, n'efface pas les pénalités précédemment encourues pour insoumission, et le changement de nationalité des parents est sans effet sur le statut personnel des enfants déjà nés, qui restent Français, et sont, par suite, soumis aux obligations militaires édictées par la loi du 27 juillet 1872.

Des observations qui précèdent il résulte que, pour assurer l'exécution à l'étranger de la loi du 27 juillet 1872, il est indispensable que des poursuites soient dirigées, s'il y a lieu, contre les Français qui, ayant été portés sur les listes annuelles de nos consuls, ne répondraient pas à l'appel. Les noms des insoumis seront d'ailleurs communiqués à nos agents diplomatiques et consulaires et affichés en chancellerie ; dans les pays d'Orient et d'extrême Orient, où s'exerce la juridiction consulaire ; en vertu soit des capitulations, soit des traités, il pourra être procédé, si cela devient nécessaire, à l'embar-

quement des délinquants, qui seraient remis en France à l'autorité militaire.

Mais, plus nous sommes décidés à être rigoureux dans l'application de la loi nouvelle, plus il semblerait opportun de nous montrer bienveillants à l'égard des omis. Vous savez que, par ma circulaire du 16 juin dernier, délibérée entre nous, j'ai annoncé que votre département était disposé à prendre cette année des mesures exceptionnelles en faveur des omis des classes précédentes. Cette catégorie de personnes résidant à l'étranger, dont une grande partie a pu de bonne foi se croire à l'abri par suite de l'état de choses antérieur, paraît, en effet, digne d'indulgence.

D'autre part, leur éloignement est un motif de fait qui a sa valeur pour que des délais et des facilités leur soient accordés. Peut-être y aurait-il lieu de n'appeler au service actif que ceux d'entre eux qui ont moins de vingt-cinq ans, et d'admettre exceptionnellement au volontariat d'un an, s'ils en remplissent les conditions générales, ceux qui, ayant l'âge de la conscription, se trouveraient déchus du bénéfice de l'engagement conditionnel ? Je ne fais qu'indiquer des mesures qui sont beaucoup plus de votre compétence que de la mienne, et à l'égard desquelles je vous serai obligé de me faire connaître votre avis le plus tôt possible.

Agréez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES
DE LA FRANCE A L'ÉTRANGER

(Circulaire.)

Versailles, le 31 octobre 1873.

Monsieur, M. le Ministre de la guerre a reconnu que les indications contenues dans ma circulaire du 16 juin dernier, sur le recrutement militaire, ont dû parvenir trop tard à la connaissance des Français résidant hors d'Europe, pour qu'ils aient pu, cette année, remplir en temps utile les formalités relatives à l'admission au volontariat d'un an.

M. le général du Barail a décidé, en conséquence, que les jeunes gens de cette catégorie seront assimilés, en 1874, aux engagés conditionnels, pourvu qu'ils justifient, devant l'autorité civile, qu'ils ont quitté la France depuis deux ans au moins, et qu'ils y rentrent dans les délais qui seront fixés pour le prochain appel. Rien ne les empêche, d'ailleurs, d'adresser, plusieurs mois à l'avance, leurs demandes d'engagement conditionnel. Je vous prie d'en informer les intéressés.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

QUESTION DE LA DETTE TUNISIENNE

LE VICOMTE DE BOTMILIAU, CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE A TUNIS,
AU DUC DE BROGLIE

(Extrait.)

Tunis, le 4 juin 1873.

M. le Duc, l'œuvre de l'unification et de la consolidation de la dette tunisienne qu'a dirigée et terminée M. Villet, mais à laquelle je n'ai pas été sans prendre aussi quelque part, a été l'objet des attaques les plus violentes et les plus injustes, et il fallait s'y attendre. Je n'ai pas à défendre cette œuvre, imparfaite encore, mais qui n'en a pas moins donné déjà d'importants résultats. J'ai au moins le droit cependant de comparer l'état dans lequel était la Régence avant la constitution de la commission financière, et celui dans lequel elle est aujourd'hui.

En 1867, lorsque j'ai pris possession de ce poste, l'argent qu'avaient donné au Bey les emprunts ruineux de 1863 et 1865 était épuisé. Une tentative de nouvel emprunt venait d'échouer. Le Trésor était vide, les besoins étaient urgents, le Khaznadar me fit, dans la soirée du 18 novembre 1867, ses premières ouvertures pour obtenir l'envoi d'un haut fonctionnaire de notre ministère des finances qui viendrait essayer de porter remède à une situation à peu près désespérée. Sa demande fut favorablement accueillie, et en même temps, cependant, il tentait d'ouvrir à Londres et à Paris de nouvelles négociations.

Ce fut seulement après que toutes ces tentatives eurent échoué, que le décret du 5 juillet 1869 fut enfin rendu et la Commission internationale constituée.

M. Villet, inspecteur général des finances, est arrivé dans les premiers jours de septembre et les travaux de la Commission, ou du moins du Comité exécutif, ont commencé immédiatement. Les tes-kérés du Bey étaient alors tellement dépréciés qu'on trouvait difficilement à les vendre à 18 et 16 francs, soit à 82 et 84 p. 0/0 de perte. On assurait même qu'on en avait livré à Londres à 5 et à 4 francs les 100 francs. Ils revenaient en masse à la Commission, grossissant dans des proportions imprévues le chiffre de la dette nationale. A cette même époque, les titres tunisiens des emprunts de 1863 et 1865 étaient cotés à la bourse de Paris de 155 à 160 francs, avec plusieurs coupons non payés, et, cette cote n'étant en réalité que nominale, il aurait été absolument impossible, même à ce prix, d'en vendre pour une somme quelque peu importante. C'était la ruine des acquéreurs primitifs qui avaient acheté 475 francs les titres de 1863, 380 francs

les titres de 1865, et le département ne peut pas avoir oublié combien de réclamations lui étaient adressées de toutes parts.

La Commission a arrêté le chiffre de la dette à 175 millions de francs ; les titres représentant cette somme ont été divisés en cinq catégories donnant droit à des intérêts qui varient de 5 à 1 p. 0/0, et des impôts devant donner un revenu de 6,500,000 francs ont été affectés au paiement de ces intérêts, sous la direction d'un conseil dit d'administration, composé de sept membres, dont six étrangers et un Tunisien. Malgré les efforts de la commission et ceux du conseil d'administration placé sous son contrôle, les coupons, il est vrai, n'ont pas toujours été régulièrement payés : il y a eu des retards et il n'est que trop facile de prévoir qu'il y en aura encore. Le rendement des *revenus concédés*, qui devait être de 6,500,000 francs, est toujours resté au-dessous de ce chiffre et, ce qui est plus grave, les autres revenus laissés au gouvernement pour les besoins de l'administration, sont évidemment insuffisants à faire face aux dépenses. Il importe de créer au Trésor de nouvelles ressources. Après une longue et regrettable hésitation, le gouvernement s'en occupe enfin. Je ne saurais dire encore ce que celles-ci pourront produire.

Cependant, si les créanciers du Bey, porteurs des anciennes obligations ou porteurs des *teskérés*, veulent bien comparer de bonne foi leur situation présente à celle qui leur était faite avant la réunion de la Commission, le moindre doute leur restera-t-il sur l'importance du résultat obtenu ? Ils avaient autrefois en portefeuille des titres à peu près sans valeur, car il était presque impossible de les négocier. Ils ont maintenant des titres qui se vendent couramment aux bourses de Paris, de Marseille, de Florence, de Livourne, de Londres. Les obligations des emprunts, d'une valeur nominale de 500 francs, valaient à peine en 1869 de 130 à 135 francs ; les titres de la dette tunisienne, d'une égale valeur nominale de 500 francs, se vendent aujourd'hui 220. Si les coupons ne sont pas toujours intégralement payés, le plus grand nombre l'a été cependant et dans tous les cas un à-compte important a toujours été remis. Des garanties sérieuses existent, car elles reposent sur les revenus les plus nets du pays : les douanes, le papier timbré, le *kanoun*, les droits de sortie sur les grains et sur les huiles, et la perception de ces revenus est confiée à un conseil presque exclusivement composé d'Européens. Beaucoup a donc été fait pour relever le crédit du Bey ; que la déplorable opposition que la Commission rencontre si souvent cesse, et il sera fait plus encore.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

LE VICOMTE DE BOTMILIAU AU DUC DE BROGLIE.

Tunis. le 44 août 1873.

M. le Duc, Votre Excellence voudra peut-être bien se rappeler que, avant la réunion de la Commission financière, j'avais obtenu du Bey, en 1868, la création d'une caisse spéciale dans laquelle serait déposé le produit des impôts affectés au paiement des emprunts de 1863 et de 1865. Ces revenus, il est vrai, par suite de la mauvaise administration, ne rentraient qu'avec la plus grande inexactitude. Ils avaient cependant produit une somme de 800,000 piastres, environ 500,000 francs, qui avaient été versées entre les mains de la maison Erlanger, Cette maison les a rendus à la Commission lors du règlement de son compte, et la Commission a décidé qu'ils seraient affectés, par voie de tirage au sort, au paiement des coupons des anciennes obligations 1863 et 1865.

D'autre part, les droits d'entrée sur les marchandises importées dans la Régence, qui étaient auparavant de 3 p. 0/0, ont été élevés à 8 p. 0/0 en 1872, et cette élévation a produit, du 6 juin 1872 au 30 juin 1873, la somme de 554,840 francs, laquelle a été également affectée au paiement des coupons arriérés de la dette tunisienne, par voie de tirage au sort.

Ces deux tirages ont eu lieu dernièrement. J'ai obtenu d'un des membres du comité de contrôle les informations contenues dans la note ci-jointe, que je ne crois pas inutile de porter à la connaissance de Votre Excellence.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU..

Les certificats délivrés par la Commission financière jusqu'à la date du 25 juin 1873, en échange des coupons d'intérêts arriérés de la dette générale du Gouvernement tunisien, à titre d'indemnité représentative du montant d'anciens coupons d'intérêts échus et non payés, s'élèvent à la somme de 17,881,862 fr. 50 cent. Ce chiffre représente très-approximativement le total de ces coupons. Le paiement doit s'effectuer par amortissement annuel, sans intérêt et par voie de tirage au sort, jusqu'à parfait paiement, au moyen d'une taxe supplémentaire de 5 p. 0/0, établie sur les marchandises à l'importation.

La susdite dette se divise en trois catégories comme suit :

Emprunt français 1863. Certifi-

	cats délivrés :	65.675 à 105 f 00	ch.	6,895,875 f 00 c.
<i>Idem</i> 1865.	<i>Idem</i>	64,201 à 87 50	<i>Id.</i>	5,617,587 50
Dette intérieure	<i>Idem</i>	26.842 à 290 00	<i>Id.</i>	5,368,400 00

TOTAL. . . 156,748 certifi., délivrés

en échange de coupons arriérés représentant 17,881,862 50

La taxe supplémentaire ci-dessus mentionnée a été mise en vigueur le 6 juin 1872, et elle a produit jusqu'au 30 juin. veille du jour fixé pour le tirage, la somme de 554,840 f 00 c.

Montant d'un versement fait par la maison E. Erlanger et Co, de Paris, à la caisse du conseil d'administration, appartenant aux porteurs de coupons arriérés des emprunts français de 1863 et 1865, remboursable au moyen d'un tirage 500,000 00

TOTAL de la somme à rembourser. . . 4,054,840 00

Le premier tirage, fixé pour le 1^{er} juillet de la présente année, n'a pu commencer que le 3 du même mois et il a continué jusqu'au 24 ; il s'est effectué par séries de 4,000 numéros ; les emprunts français de 1863 et 1865 ont eu proportionnellement 74 numéros, par série de 4,000, qui jouissent du remboursement et la dette intérieure jouit d'un remboursement de 34 numéros par chaque série de 4,000, ce qui constitue, pour 4,054.840 francs, les proportions qui suivent dans les répartitions respectives des trois catégories de coupons d'intérêts arriérés.

Sommes destinées au premier amortissement de certificats de coupons d'intérêts arriérés.

Aux porteurs de certificats des emprunts français de 1863 et 1865 (coupons d'intérêts arriérés).

Montant du versement fait par la maison E. Erlanger et Cie, de Paris, pour leur compte.	500,000 f.	} 888,440 f 00 c.
Leur prorata sur la taxe supplémentaire de la douane à l'importation.	388,440	

Aux porteurs de certificats de coupons d'intérêts arriérés de la dette intérieure.

Leur prorata sur la taxe supplémentaire de la douane de l'importation.	466,400 00
--	------------

TOTAL 4,054,840 00

Pour rembourser la susdite somme, il a été extrait de l'urne 40,033 numéros, payables à partir du 13 août, comme suit :

Empr. français 1863. Certif. (n ^{os} sortis), 4,663 remboursables au pair à 105 fr. chaque	489,615 f 00 c.
<i>Idem</i> 1865. <i>Idem</i> 4,558 à 87 f 50 c.	398,825 00
Dette intérieure <i>Idem</i> 832 à 200 . . .	466,400 00

TOTAL des certificats à payer . . 40,033.

SOMME à payer. 4,054,840 00

LE VICOMTE DE BOTMILIAU AU DUC DE BROGLIE.

Tunis, le 29 août 1873.

M. le Duc, M. le Président du Conseil d'administration des revenus concédés vient de m'envoyer le tableau, dont ci-joint copie. des recettes et dépenses de l'administration des dits revenus, du 1^{er} juillet 1872 au 30 juin 1873.

Je n'ai à ajouter aucun commentaire à ce tableau, car je ne pourrais que répéter ce que j'ai eu déjà l'honneur d'écrire au département dans de nombreuses dépêches précédentes. Il me sera permis de répéter cependant qu'il est la meilleure réponse à faire aux détracteurs intéressés de l'œuvre de la Commission financière internationale, et j'ai personnellement peut-être le droit de me féliciter de la part que j'ai prise à son organisation.

Veuillez agréer, etc.

Signé: BOTMILIAU.

Tableau des recettes et dépenses des revenus concédés, du 1^{er} juillet 1872 au 30 juin 1873.

RECETTES.

	Piastres
Exportation.....	4.095,250,16
Canoun	1,994,630,63
Tabac.....	546,823,59
Sel.....	172,936,49
Timbre	320,809,60
Douane d'entrée	599,077,40
Vins et spiritueux.....	62,268,85
Octroi	436,922,42
Marché aux grains... ..	421,289,86
Caroube sur les loyers.....	92,660,81
Marché au charbon	66,481,49
Mahsoulal Sousse, Monastier et Mehdie	473,548,77
<i>Idem.</i> Sfax	228,658,87
<i>Idem.</i> Gerby.....	88,494,75
<i>Idem.</i> Bizerte	61,999,92
<i>Idem.</i> Goulette	27,750,00
<i>Idem.</i> Ouaten Rably.....	85,999,92
Plâtre	82,333,29
Poisson	137,500,00
Éponges et poulpes	87,999,96
Pêche du corail	13,500,00
Douane de Gabès	6,111,05
Produits accidentels	4,151,75
Total.....	10,407,199,58

Piastres

Total de l'autre part..... 10,107,199,58

DÉPENSES

	Piastres	
Employés.....	291,189,98	}
Administrateurs.....	96,243,49	
Frais généraux.....	31,318,23	
Frais pour paiement (coupon à l'étranger).....	148,851,90	
Recettes affectées au coupon.....	9,539,595,98	
Droit de douane supplémentaire, recettes affectées au remboursement des coupons arriérés.....	892,389,45	
Total.....	10,431,985,43	

En publiant l'état des recettes de sa troisième année d'exercice, le conseil d'administration est heureux de présenter un total à peu près double de celui de l'année dernière. Ce résultat est dû aux récoltes de céréales et d'huiles, ainsi qu'à l'appui de la commission financière et plus particulièrement du comité exécutif. Le conseil d'administration a donc tout lieu d'espérer qu'il pourra payer intégralement aux échéances les deux coupons du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet 1874 avec les seules ressources appartenant aux créanciers et sans avoir recours à la subvention du Gouvernement de S. A. le Bey.

COMMISSION FRANCO-ALLEMANDE DE LIQUIDATION RÉUNIE A STRASBOURG

MM. DE CLERCQ, ORSEL ET RENAUDIN, COMMISSAIRES FRANÇAIS, AU
COMTE DE RÉMUSAT.

Strasbourg, le 22 décembre 1872.

M, le Ministre, nous nous empressons de vous annoncer que nous avons signé ce matin, avec nos collègues allemands, un premier compte de liquidation et diverses décisions spéciales qui ont trait à l'apurement définitif d'un certain nombre de créances. Vous trouverez ci-joints, rédigés en français et en allemand, les documents qui se rattachent à ce premier compte ; ils vous permettront d'apprécier exactement la portée des arrangements sur lesquels l'accord s'est fait entre les commissaires des deux pays.

Une décision générale, annexe I, rappelle les actes internationaux que la Commission a pris pour base de ses travaux, et précise les motifs qui nous ont décidés à entrer dans la voie d'une liquidation par

tielle. Les nombreux intérêts privés engagés dans les caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine et dans les consignations judiciaires ou administratives versées aux caisses des comptables du Trésor ont principalement déterminé l'entente des deux Gouvernements sur ce point. Il y avait, en effet, urgence à donner satisfaction à ces intérêts, et l'article 4 du Traité du 10 mai, imposant à la France l'obligation de reverser à l'Allemagne les sommes qu'elle pouvait détenir de ce chef, il devenait nécessaire d'en arrêter les éléments pour permettre à l'autorité supérieure des territoires cédés d'assurer à nouveau le fonctionnement régulier des caisses d'épargne et de faire droit aux réclamations des créanciers de sommes déposées ou consignées.

Une décision spéciale assure aux déposants des caisses d'épargne, lorsqu'ils sont rentrés en France, le moyen de faire opérer ultérieurement, par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et de la commission mixte, le transfert de leurs fonds sur une caisse d'épargne française. En ce qui concerne les consignations, la décision prise par la Commission mixte, le 24 septembre dernier (1), a déterminé les consignations dont il y avait lieu de faire le reversement à l'Allemagne.

Vous remarquerez, Monsieur le Ministre, que la somme à payer par la France, du chef de ce premier compte de liquidation, s'élève à 10 millions 500,000 francs ; mais le Trésor ayant déjà, le 13 janvier 1872, versé, à Strasbourg, un à-compte de 10 millions à valoir sur les règlements de comptes d'Alsace-Lorraine, c'est en réalité une somme de 20 millions 500,000 francs qui a été nécessaire pour solder les créances portées au crédit de l'Allemagne, après défalcation des 6 millions 659,821 fr. 33 cent. qui figurent à l'actif de la France. D'un autre côté, le Trésor français restera encore débiteur aujourd'hui, sur le compte des fonds placés à intérêts par les communes et les établissements publics, des territoires cédés, d'une somme de 7 millions 223,415 fr. 79 cent. (voir tableau F).

L'apurement de cette dernière somme a été ajourné jusqu'au moment où la Commission aura pu se mettre d'accord sur une série de créances françaises d'une valeur à peu près égale et pouvant dès lors servir de compensation par voie de simple virement d'écritures. Il s'agit, entre autres, de la part à prendre par le Gouvernement allemand dans l'emprunt de la canalisation de la Moselle ; de l'attribution, à l'un des deux Gouvernements, des traites souscrites par les adjudicataires des coupes de bois de l'exercice 1869 et des autres produits forestiers vendus avant la guerre ; du décompte des avances remboursables faites par nous, en 1871, à divers entrepreneurs pour

(1) Voir ci-après, page 208, le texte de cette décision.

travaux publics effectués avant la guerre dans les territoires cédés ; enfin, d'un certain nombre de revendications dont l'équité nous semble indiscutable.

Les créances portées au crédit de l'Allemagne, dans le compte de liquidation, par les paragraphes 1, 2, 5, 6, découlent de l'article 4 du Traité de paix. Celle qui figure sous le n° 3 représente le supplément d'allocations que le Trésor français devait encore aux communes des territoires cédés à titre de centimes communaux compris dans les recouvrements faits par nos comptables avant la guerre : le chiffre de 281,412 francs est le résultat d'un travail considérable qu'il a fallu faire *commune par commune* pour arriver à une exactitude absolue ; la créance qui figure sous le n° 4 représente les cautionnements des caissiers de caisses d'épargne restés en fonctions dans les territoires cédés.

Le premier chiffre porté au crédit de la France représente l'annuité échue, le 4 décembre 1871, sur les bons du canal de la Sarre, aux termes de l'article 14 de la Convention additionnelle de Francfort, du 11 décembre 1871 ; cette annuité, ainsi que les suivantes, est à la charge de l'Allemagne ; mais le Trésor français avait continué, à cette date, le paiement des coupons aux obligataires. C'est donc une restitution de l'avance faite de ce chef par le Trésor et qui nous est remboursée par l'Allemagne, avec les intérêts à 4 1/2 p. 0/0 depuis le 1^{er} janvier dernier jusqu'au 1^{er} janvier 1873, date effective du règlement en argent du solde du compte de liquidation.

L'Allemagne ayant, d'après les traités, assumé la charge des annuités restant à courir sur les bons émis pour le canal de la Sarre, il était naturel que le Gouvernement allemand reprît pour son compte les 2,208 bons que la Caisse des dépôts avait en sa possession. L'ouverture que nous avons faite à nos collègues à ce sujet, de la part du directeur général de la Caisse des dépôts, a été accueillie sans difficulté ; la somme de 888,136 fr. 96 cent. représente la valeur de ces bons, ramenée à la date du 1^{er} janvier 1873.

Le même établissement avait aussi dans son portefeuille des valeurs souscrites par des communes des territoires cédés, en représentation d'emprunts à elles consentis à des dates et à des échéances successives. La cession de territoire modifiait, sinon les conditions du contrat, du moins les situations respectives de l'établissement prêteur et des communes auxquelles les prêts avaient été faits. La tutelle de ces dernières appartient aujourd'hui à l'Allemagne, et la Caisse des dépôts devait encore forcément durer un certain nombre d'années. Les vues de l'Allemagne devaient donc concorder avec les nôtres pour qu'un nouveau créancier fut substitué à l'ancien, et le

Gouvernement allemand a repris à son compte les emprunts ainsi contractés. La valeur de ces divers emprunts, ramenée au 1^{er} janvier 1873, a été fixée à 2,397,618 fr. 49 cent., et la Caisse des dépôts doit, aux termes d'une décision spéciale qui est ci-jointe, livrer, au plus tard, le 15 janvier, à Strasbourg, les valeurs qu'elle a entre les mains, endossées à l'ordre de Son Excellence le Président supérieur d'Alsace-Lorraine.

Enfin, une autre décision spéciale est relative au paiement des annuités restant à solder pour le canal du Rhône au Rhin. Aux termes de l'article 14 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871, le partage de ces annuités devait s'effectuer entre les deux Gouvernements d'après les longueurs du canal sur chaque territoire. La France assume, désormais, le paiement intégral des annuités, et la somme de 2,060,197 fr. 83 cent., qui nous est versée par l'Allemagne, représente la quote-part, valeur au 1^{er} janvier prochain, que celle-ci devait prendre, d'après l'article précité, dans le chiffre de ces annuités.

Telles sont, monsieur le ministre, les explications que nous avons jugé utile de rappeler ici et qui ne sont, d'ailleurs, que le résumé sommaire de celles que nous avons eu l'honneur de vous soumettre au fur et à mesure de l'accomplissement de nos travaux.

Ainsi que nous le constatons au début de cette dépêche, le premier compte de liquidation donne satisfaction à des intérêts privés nombreux et respectables. La Commission va poursuivre sa tâche par une étude nouvelle des questions litigieuses encore pendantes et par l'examen des comptes départementaux; elle s'occupe aussi actuellement de réunir les éléments relatifs à la liquidation des primes d'enrôlement ou de rengagement des militaires et des marins qui ont opté pour la nationalité allemande, et de préparer les matériaux nécessaires pour le remboursement des capitaux versés à la caisse des retraites pour la vieillesse par certaines catégories d'agents inférieurs que la continuation de leurs fonctions dans les territoires cédés met en quelque sorte dans l'impossibilité de continuer les versements qu'ils faisaient périodiquement à cette caisse, au moyen de retenues effectuées sur leurs appointements ou sur leurs salaires.

Veuillez agréer, etc.

Signé : DE CLERCO, ORSEL, RENAUDIN.

P.-S. Pour compléter la série des décisions relatives à notre premier compte de liquidation, nous croyons devoir joindre encore ici une copie de l'accord particulier qui a été signé le 24 septembre dernier, au sujet des consignations versées dans les caisses publiques des territoires cédés.

DECISION GÉNÉRALE DU 22 DÉCEMBRE 1872

POUR LA LIQUIDATION PARTIELLE ARRÊTÉE A LA DATE DU MÊME JOUR

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871 au Traité de paix de la même année entre la France et l'Allemagne, réunie dans sa séance du 22 décembre 1872.

Vu l'article 4 du Traité du 10 mai 1871 ;

Vu les articles 2, 11, 13 et 14 de la Convention additionnelle du 11 décembre de la même année ;

Vu les paragraphes 2, 3, 6 et 8 du Protocole de clôture annexé à ladite Convention ;

Vu la décision en date du 24 septembre dernier, sur le partage des consignations

Considérant :

Que l'état des travaux de liquidation permet d'arrêter dès aujourd'hui un certain nombre de créances et de revendications produites de part et d'autre ; que parmi ces créances ainsi apurées il s'en trouve un certain nombre qui affectent des intérêts publics et privés dont il est urgent d'assurer le règlement immédiat, et qu'il est désirable de détacher de l'ensemble des travaux confiés à la Commission ;

Que les deux Gouvernements ont donné leur adhésion à ce mode de procéder ;

Considérant :

Que les documents produits de part et d'autre ont permis d'arrêter définitivement les déclarations suivantes :

1^o Le montant en capital et intérêts des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations de Paris par les caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine, déduction faite des sommes employées en 1871, sur la demande des intéressés, à des souscriptions à l'emprunt de deux milliards ;

2^o Le montant en capital et intérêts des cautionnements versés par les caissiers des caisses d'épargne des territoires cédés ;

3^o Le chiffre des centimes communaux réduits par le Trésor français ;

Considérant :

Que, d'après la décision spéciale susvisée du 24 septembre dernier, la Commission a consacré le partage entre les consignations versées dans les caisses publiques françaises avant et depuis la date du 1^{er} juillet 1860 ;

Que des décisions postérieures ont autorisé le remboursement direct à Paris, entre les mains des ayants-droit, d'un certain nombre de

consignations qui sont à déduire du montant total des sommes dues de ce chef par la Caisse des dépôts;

Considérant :

Que les fonds déposés par les communes, bureaux de bienfaisance et autres établissements publics dans les anciennes trésoreries des territoires cédés ont été, par décision en date du 16 décembre, arrêtés en capital et intérêts;

Considérant :

Que le Gouvernement français en à-compte des dettes mentionnées sous les rubriques 1 et 5 du tableau A ci-annexé, a versé le 13 janvier 1872, une première avance de dix millions en billets de la Banque de France;

Que le Gouvernement allemand, en fournissant quittance de cette somme, a fait des réserves au sujet de la perte pouvant résulter du change des billets;

Que, de son côté, le Gouvernement français maintient son droit plein et entier de payer dans les valeurs susindiquées, mais qu'une entente n'est pas encore intervenue à ce sujet entre les deux Gouvernements; qu'il semble, toutefois, convenable de faire figurer cette avance dans le compte général de liquidation pour la somme brute de dix millions;

Que cette somme brute a été imputée pour les 4/5^{es} en à-compte sur les caisses d'épargne et pour 1/5^e sur les fonds déposés;

Considérant :

Que les réclamations suivantes produites par le Gouvernement français ont été reconnues également par le Gouvernement allemand et liquidées par la Commission;

1^o L'avance faite par le Trésor français de l'annuité du canal de la Sarre échue le 31 décembre 1871;

2^o La quote-part afférente à l'Allemagne dans les annuités échues ou à échoir du canal du Rhône au Rhin, conformément à la décision particulière en date de ce jour;

3^o Le montant des emprunts faits par les départements et communes d'Alsace-Lorraine à la caisse des dépôts et consignations;

Considérant :

Que le Gouvernement allemand s'est déclaré prêt à acquérir à leur valeur au 31 décembre 1872, les 2,208 bons du canal de la Sarre appartenant à la Caisse des dépôts;

Considérant :

Que, du côté de la France, plusieurs autres revendications ont été produites qui n'ont pu encore recevoir de solution définitive;

Qu'en conséquence, la Commission est amenée, sur la demande

des commissaires français, à n'attribuer au compte des fonds déposés à intérêt qu'un nouvel à-compte de 914,929 fr. 57 cent.;

Que sur la somme de 7,223,115 fr. 79 cent. restant due de ce chef par la France, on imputera successivement et jusqu'à due concurrence le montant des créances françaises restées en suspens, et au fur et à mesure de leur règlement;

Considérant que des dispositions qui précèdent il ressort au crédit de l'Allemagne une différence 10,500,000 francs;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le compte de liquidation ci-annexé sous la rubrique A est et demeure approuvé.

En conséquence, le montant des sommes portées au crédit de l'Allemagne est arrêté à 17,159,821 fr. 33 cent.,

Et celui des créances inscrites à l'avoir de la France à 6,659,821 fr. 33 centimes.

Art. 2. Pour assurer le paiement du solde débiteur, le Gouvernement français payera, le 2 janvier prochain, au Gouvernement allemand, une somme de 10,500,000 francs.

Art. 3. Par la présente décision, les deux Gouvernements se donnent respectivement pleine décharge des revendications et contre-revendications ci-dessus énumérées.

Art. 4. La Caisse des dépôts et consignations de Paris est autorisée à recevoir, jusqu'au 1^{er} avril 1873, les demandes de transfert, dans des caisses d'épargne de France, de livrets provenant de caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine; la valeur en capital et intérêts de ces mêmes livrets sera portée comme argent comptant au compte créditeur de cet établissement par la Société du Crédit foncier et communal d'Alsace-Lorraine, et fera l'objet d'un décompte particulier.

Art. 7. L'établissement des comptes ci-annexés est accepté en capital et intérêts, sous réserve réciproque de toute erreur ou omission.

Art. 6. La présente décision qui sera soumise à l'approbation des deux Gouvernements, recevra son exécution pleine et entière à dater du 2 janvier prochain.

Fait à Strasbourg, le 22 décembre 1872.

Signé : DE CLERCQ.
ORSEL.
RENAUDIN.

VON SYBEL.
EBERBACH
FEICHTER.

TABEAU A. — *Compte de compensation et de liquidation entre la France et l'Allemagne, arrêté par la Commission mixte dans sa séance du 22 décembre 1872.*

I. COMPTE DÉBITEUR DU TRÉSOR FRANÇAIS ET DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS			II. COMPTE DÉBITEUR DU TRÉSOR ALLEMAND DES DÉPARTEMENTS ET COMMUNES DES TERRITOIRES CÉDÉS		
N ^o D'ORDRE	NATURE DES CRÉANCES	MONTANT DES DETTES	N ^o D'ORDRE	NATURE DES CRÉANCES	MONTANT DES DETTES
1	Règlement d'ensemble du compte des caisses d'épargne en capital et intérêts. (V. annexe B.) . . .	43,801,563 ^f 15 ^c	1	Avance faite pour une annuité du canal de la Sarre	4,313,868 ^f 05 ^c
2	Règlement particulier du compte des consignations en capital et intérêts. (V. annexe C.) . .	2,037,368 01	2	Montant de la rétrocession des 2,208 bons du même canal. (V. annexe G)	883,136 96
3	Règlement particulier du compte des centimes communaux. (V. annexe D.)	281,412 00	3	Règlement particulier pour le paiement des annuités du canal du Rhône au Rhin. (V. annexe H.)	2,060,197 83
4	Remboursement des cautionnements des caissiers de caisses d'épargne (V. annexe E.)	71,192 60	4	Rétrocession des emprunts faits à la caisse des dépôts par les départements et communes des territoires cédés. (V. annexe I.)	2,397,618 49
5	Règlement particulier pour un deuxième à-compte applicable aux fonds déposés à intérêts au Trésor, par les départements et communes des territoires cédés. (V. annexe F.)	914,929 57			
6	Solde des fonds placés sans intérêts au Trésor par les communes. (V. annexe F. bis.)	53,356 00			
	TOTAL	47,459,821 35		TOTAL	6,659,821 33

BALANCE

Montant brut du compte débiteur de la France	47,459,821 ^f 35 ^c
Montant brut du compte débiteur de l'Allemagne.	6,659,821 33
Différence résultant au débit de la France	40,500,000 00

Le présent compte est reconnu de part et d'autre, comme dûment balancé, pour être définitivement soldé le 2 janvier 1873, conformément à l'article 2 de la décision générale en date de ce jour.

Ainsi fait et arrêté en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.
(*Suivent les signatures*).

TABLEAU B.

Liquidation du compte des caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine avec la caisse des dépôts et consignations de Paris.

I. Les registres et bordereaux de comptes des caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine, vérifiés et contrôlés tant à Paris qu'à Strasbourg au sein de la Commission mixte, font ressortir au crédit de ces établissements, à la date du 31 décembre 1872, une somme s'élevant, en capital et intérêts, à 22,110,896 f. 48 c.

II. De cette somme il y a lieu de déduire :

a. Pour l'à-compte payé, le 13 janvier 1872, par le Trésor français.	8,000,000 f. 00 c.	}	8,309,333 33
b. Pour l'intérêt à 4 p. 0/0 de cette même avance du 13 janvier au 31 décembre 1872	309,333 33		

RESTE NET à l'avoir des susdites caisses d'é- pargne au 1 ^{er} janvier 1873	13,801,563 15
---	---------------

III. Cette somme de 13,801,563 fr. 15 cent. se trouvant portée pour une valeur égale dans le compte de compensation et de liquidation arrêté et signé par les membres de la Commission mixte à la date de ce jour, il est décidé :

1° Que le compte courant des caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine avec la caisse des dépôts et consignations de Paris se trouve définitivement apuré et soldé ;

2° Que décharge pleine et entière, en capital et intérêts, est donnée à la caisse des dépôts et consignations par l'Empire d'Allemagne, au nom des caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine, pour les sommes portées jusqu'à ce jour dans ses écritures au crédit des établissements dont il s'agit :

3° Que l'Empire d'Allemagne, à dater du solde par la France de la balance de 10 millions et demi ressortant à son débit du compte général de compensation, demeure de ce chef subrogé à la caisse des dépôts et consignations, et garantit celle-ci, sous le bénéfice des réserves énoncées dans le protocole n° 35 au profit de la caisse de Metz, contre tout recours ultérieur, tant de la part des administrations de

caisses d'épargne des territoires cédés que de celle des déposants de ces mêmes établissements.

Ainsi fait, arrêté et décidé en commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872. (Suivent les signatures).

TABLEAU C.

Liquidation du compte des consignations faites jusqu'au moment de la guerre dans les caisses publiques françaises des territoires cédés (1).

I. Le contrôle des registres de trésorerie effectué tant à Paris qu'au sein de la Commission mixte, à Strasbourg, fait ressortir que le montant brut des sommes versées à titre de consignations de toute nature, jusqu'au moment de la guerre, dans les caisses publiques françaises des territoires cédés, s'élevait à..... 2,491,711 f. 78 c.

II. Aux termes de la décision spéciale prise par la Commission le 24 septembre dernier, il y a lieu de déduire de ce chiffre :

1° Le montant des consignations ouvertes antérieurement au 1^{er} juillet 1860, et qui a été reconnu s'élever à..... 276,360 15

2° Le montant des consignations dont la Commission, par diverses décisions spéciales, a autorisé le remboursement direct à Paris entre les mains des ayants droit, et qui s'élève à..... 384,138 24

TOTAL à déduire..... 660,498 39

Le capital brut des consignations est ainsi de. 1,831,213. 39

Les intérêts à 3 p. 0/0, depuis les dates respectives de leur versement jusqu'au 31 décembre 1872, s'élèvent à..... 206,154 62

LE TOTAL NET à reverser, à..... 2,037,368 01

III. Cette somme nette de 2,037,368 fr. 01 centime se trouvant portée pour une valeur égale dans le compte de compensation et de liquidation arrêté et signé par les membres de la Commission mixte à la date de ce jour, il est décidé :

1° Que la caisse des dépôts et consignations de Paris se trouve définitivement et complètement déchargée vis-à-vis de l'Allemagne, en capital et intérêts, de l'ensemble des consignations versées à son compte, depuis le 1^{er} juillet 1860, dans les caisses de ses préposés des

(1) Voir ci-après, p. 216, le texte de la décision du 24 septembre 1872, sur les consignations versées dans les territoires cédés.

anciens départements de la Moselle, de la Meurthe, du Haut et du Bas-Rhin ;

2° Qu'à dater du paiement par la France du solde débiteur de 10,500,000 fr. mis à sa charge par le compte de liquidation de l'Empire d'Allemagne demeure de ce chef subrogé à la caisse des dépôts et consignations de Paris, et garantit celle-ci contre tout recours ultérieur quelconque de la part des tiers, à raison des consignations à elle confiées dans les territoires cédés depuis le 1^{er} juillet 1860.

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872. *(Suivent les signatures.)*

TABLEAU D.

Compte de liquidation des centimes communaux appartenant aux municipalités des territoires cédés.

I. De la liquidation du service des percepteurs des territoires cédés il ressort que, sous déduction des allocations régulières faites en 1870 par les agents du Trésor français aux communes de ces mêmes territoires, le solde réduit de ce chef d'après les encaissements effectués, s'élève, savoir :

Pour le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, à.....	162,538 ^r 63 ^c
Pour la Meurthe, la Moselle et les Vosges, à....	118,873 37
Soit à un total de.....	<hr/> 281,412 00 <hr/>

II. Cette somme de 281,412 francs se trouvant portée pour une valeur égale dans le compte général de liquidation, la Commission décide :

1° Le compte de centimes communaux spécifié à l'alinéa 1 demeure apuré et définitivement éteint.

2° L'Empire d'Allemagne se trouvant, à dater du 31 décembre de l'année courante, subrogé à la France pour les remboursements à faire de ce chef aux communes intéressées, donne pleine et entière décharge du compte spécifié plus haut au Trésor public français et garantit celui-ci contre tout recours ultérieur de la part des ayants droit aux centimes communaux dont la présente décision a pour objet d'éteindre la dette.

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.

(Suivent les signatures.)

TABLEAU E.

*Décompte en capital et intérêts des cautionnements des caissiers
des caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine.*

I. Du contrôle des registres des anciennes trésoreries françaises dans les territoires cédés, il résulte que les cautionnements versés en numéraire par les caissiers des caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine à la caisse des dépôts et consignations de Paris s'élèvent en capital et intérêts, au 31 décembre 1872, à la somme approximative, suivant bordereau ci-annexé, de 71,192 fr. 60.

II. Cette somme de 71,192 fr. 60 cent. se trouvant portée pour une valeur égale dans le compte de liquidation arrêté à la date de ce jour, La Commission mixte décide :

1° Le compte des cautionnements sus-spécifiés demeure apuré et définitivement éteint.

2° L'Empire d'Allemagne étant, à dater du 2 janvier prochain, subrogé à la France pour les remboursements à faire de ce chef aux ayants droit, donne décharge pleine et entière de la susdite somme de 71,192 fr. 60 cent. à la caisse des consignations et garantit, cet établissement contre tout recours ultérieur de la part des ayants droit aux cautionnements dont la présente décision a pour objet d'éteindre la dette.

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE AU TABLEAU E.

Cautionnements des caissiers des caisses d'épargne.

DÉPARTEM.	RÉSIDENCES.	CAPITAL.	INTÉRÊTS		ENSEMBLE.	TOTAL	
			PENDANT 3 ANS.			GÉNÉRAL	
		FR.	FR.	C.	FR.	C.	
Bas-Rhin..	Strasbourg.....	20 000	1,800	00	21,800	00	43,156 60
	Idem... (Contrôleur)...	5,000	450	00	5,450	00	
	Wasselonne.....	1,000	90	00	1,090	00	
	Molsheim.....	1,000	90	00	1,090	00	
	Haguenau.....	1,440	129	60	1,569	60	
	Brumath.....	1,100	99	00	1,199	00	
	Bischwiller.....	1,200	108	00	1,308	00	
	Schelestadt.....	3,000	270	00	3,270	00	
	Obernai.....	1,000	90	00	1,090	00	
	Saverne.....	1,400	126	00	1,526	00	
	Wisembourg.....	1,500	135	00	1,635	00	
	Beuxwiller.....	500	45	00	545	00	
	Barr.....	900	81	00	981	00	
Niederbronn.....	150	13	50	163	50		
Saar Union.....	400	39	50	439	50		
			* (Intérêt depuis le 15 septembre 1869)				
Haut-Rhin.	Colmar.....	6,000	540	00	6,540	00	44,055 60
	Ribeauville.....	3,100	279	00	3,379	00	
	Munster.....	500	45	00	545	00	
	Altkirch.....	855	* 102	60	957	60	
	Thann.....	1,800	162	00	1,962	00	
Cernay.....	600	* 72	00	672	00		
			* (Intérêts de 4 ans)				
Moselle....	Ars-sur-Moselle.....	1,200	108	00	1,308	00	3,052 00
	Saint-Avold.....	300	27	00	327	00	
	Sarreguemines.....	300	27	00	327	00	
	Forbach.....	400	33	00	436	00	
	Puttelange.....	300	27	00	327	00	
Bûche.....	300	27	00	327	00		
Meurthe...	Sarrebourg.....	4,000	360	00	4,360	00	9,868 40
	Fenestrang.....	500	45	00	545	00	
	Phalsbourg.....	500	45	00	545	00	
	Dieuze.....	2,060	185	40	2,245	40	
	Vic.....	2,050	* 123	00	2,173	00	
			* (2 ans d'intérêt).				
Vosges....	Saales.....	500	30	00	530	00	4,060 00
	Schirmeck.....	500	30	00	530	00	
TOTAL GÉNÉRAL.....						74,192 60	

Strasbourg, le 22 décembre 1872.

(Suivent les signatures.)

TABLEAU F.

*Décompte des fonds déposés au Trésor français par les communes
et établissements publics des territoires cédés.*

I. Du contrôle des registres de trésorerie des anciens départements de la Moselle, du Haut et du Bas-Rhin, auquel il a été procédé tant à Paris qu'à Metz et au sein de la Commission mixte, à Strasbourg, il ressort que les fonds de dépôts existant au Trésor français au crédit des communes et établissements publics des territoires cédés s'élèvent :

En capital et intérêts, jusqu'au 31 décembre 1872, à 10,196,045^f 36^c

II. De cette somme, il y a lieu de déduire :

a) Pour l'à-compte payé par le Trésor français		
le 13 janvier dernier	2,000,000 ^f	} 2,058.000 00
b) Pour l'intérêt à 3 p. 0/0 de ce même		
à-compte, du 13 janvier au 31 décembre		
1872.....	58,000	

RESTE NET..... 8,138,045 36

III. Sur les sommes comprises dans le compte de compensation et de liquidation arrêté et signé à la date de ce jour, il sera, par les soins du Gouvernement Impérial, et à la décharge du Trésor français, prélevé, à dater du 2 janvier 1873, un nouvel à-compte de.....

914,929, 57

Le compte des fonds de dépôts se trouvera, par suite, abaissé à.....

7,223,115 79

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.

(*Suivent les signatures.*)

TABEAU F bis.

Décision spéciale pour le solde des fonds placés sans intérêts au Trésor par les communes d'Alsace-Lorraine.

De l'examen des registres des anciennes trésoreries françaises des territoires cédés, il résulte que les fonds placés sans intérêts au Trésor par les communes d'Alsace-Lorraine s'élèvent à la somme de 53,356 francs.

Cette somme se trouvant comprise pour une valeur égale dans le compte de liquidation arrêté à la date de ce jour,

La Commission décide :

1° Le compte des fonds placés sans intérêts au Trésor, par les communes des territoires cédés, se trouve définitivement apuré et soldé.

2° Décharge pleine et entière de la susdite somme de 53,356 francs est donnée à la France, au nom des communes intéressées, par l'Empire d'Allemagne, qui demeure subrogé de ce chef au Trésor français et garantit celui-ci contre tout recours ultérieur de la part des ayants droit.

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.

(*Suivent les signatures.*)

TABLEAU G.

Décision sur la rétrocession à l'Allemagne de 2,208 bons du canal des houillères de la Sarre.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871 au Traité de paix du 10 mai de la même année, entre la France et l'Allemagne,

Vu l'offre faite par la caisse des dépôts et consignations de Paris de rétrocéder à l'Allemagne les 2.208 bons du canal dit *des houillères de la Sarre*, qui lui appartiennent en propre;

Vu l'acceptation de cette offre, faite au nom du Gouvernement Impérial d'Allemagne;

Vu le compte de liquidation arrêté à la date de ce jour et dont le prix de cette rétrocession fait partie.

Décide ce qui suit :

Art 1^{er} La caisse des dépôts et consignations de Paris cède à l'Empire d'Allemagne, pour le prix de 888,137 francs, valeur au 1^{er} janvier 1873, les 2,208 bons du canal des houillères de la Sarre qui lui appartiennent en propre.

Ces bons seront livrés à Strasbourg, le 15 janvier prochain au plus tard, régulièrement passés à l'ordre des directeurs de la Société du Crédit foncier et communal d'Alsace-Lorraine, qui en donneront décharge au bas du bordereau certifié qui en accompagnera la livraison.

Art. 2. La somme de 888,137 francs, représentant la valeur de ces bons, étant portée dans le compte de compensation et de liquidation sus mentionné au crédit du Trésor français, celui-ci en donne, par la présente décision, pleine et entière décharge à l'Empire d'Allemagne, et s'engage à créditer immédiatement dans ses écritures, de pareille somme, la caisse des dépôts et consignations.

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.

(*Suivent les signatures.*)

TABLEAU H.

Décision spéciale sur les annuités du canal du Rhône au Rhin.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871 au Traité de paix du 10 mai de la même année, entre la France et l'Allemagne.

Vu le paragraphe 3 de l'article 14 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871, ainsi conçu : « Le canal du Rhône au Rhin se trouvant coupé par la nouvelle frontière, il a été convenu que les douze annuités qui restent à payer aux anciens souscripteurs sur le

prix de rachat des actions de jouissance seront partagées entre les Hautes Parties contractantes, dans la proportion des longueurs situées dans chacun des deux pays ; »

Vu l'article 3 du contrat annexé à la loi du 5 août 1821, le décret du 21 janvier 1852 et la loi du 3 mai 1853 qui règlent la situation financière du canal du Rhône au Rhin ;

Vu les plans et rapports fournis par les ingénieurs respectivement chargés des travaux du canal du Rhône au Rhin ;

Attendu que la Commission a adopté pour la longueur du canal du Rhône au Rhin, les chiffres de 189,814 mètres sur territoire français et de 160,369 mètres sur territoire allemand ;

Attendu que, d'après les longueurs kilométriques sus-indiquées, le partage des annuités à faire entre les deux États doit avoir lieu sur la base de 0,54204 pour la France et de 0,45795 pour l'Allemagne ;

Attendu que le Trésor français a remboursé seul et intégralement les deux annuités échues les 1^{er} juin 1871 et 1872 ;

Attendu que, dans l'intérêt des porteurs desdites annuités, domiciliés pour la plupart sur le territoire français, il convient de laisser à la France le soin exclusif de rembourser les dix dernières annuités à échoir ;

Attendu que l'Allemagne approuve ce mode de liquidation, pourvu que la portion du canal située sur son territoire demeure dès à présent et définitivement affranchie de l'hypothèque résultant de la loi du 5 août 1821 :

Après en avoir délibéré,

Décide :

Art. 1^{er}. La France reste seule chargée du paiement des dix annuités à échoir du 1^{er} juin 1873 au 1^{er} juin 1882 ;

Art. 2. Pour lui tenir compte de la quote-part proportionnelle qui incombe à l'Empire dans le paiement tant des deux annuités amorties par la France en 1871 et 1872 que les dix annuités restant dues, l'Allemagne s'engage, de son côté, à porter au crédit du Trésor français, dans le compte de liquidation arrêté à la date de ce jour, la somme de..... 2.060.197 fr. 83 c.
valeur calculée au 31 décembre 1872.

Art. 3. La portion du canal située sur territoire allemand demeure dès aujourd'hui et définitivement affranchie de l'hypothèque établie par l'article 3 du traité annexé à la loi du 5 août 1821, et dont la France assume la responsabilité tout entière.

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.

(Suivent les signatures.)

TABLEAU I.

Décision pour la rétrocession à l'Allemagne des emprunts faits à la caisse des dépôts et consignations de Paris par les départements et communes des territoires cédés.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871 au Traité de paix du 10 mai de la même année, entre la France et l'Allemagne.

Vu l'acceptation par la caisse des dépôts et consignations de Paris de l'offre faite, au nom du Gouvernement Impérial allemand, de recevoir le remboursement immédiat et intégral des emprunts que lui ont faits les départements et communes des territoires cédés;

Vu le compte de compensation et de liquidation arrêté à la date de ce jour, et dans lequel le montant net de ces mêmes emprunts se trouve compris,

Décide ce qui suit:

Art. 1^{er}. Le montant net en capital et intérêts, valeur au 31 décembre courant, des emprunts faits à la caisse des dépôts et consignations de Paris, est arrêté provisoirement à la somme de 2,397,618 fr. 49 cent.

Art. 2. Moyennant le paiement de cette somme de 2,397,618 fr. 49 c. la caisse des dépôts et consignations de Paris subroge l'Empire d'Allemagne, stipulant tant en son nom qu'au nom des départements et communes intéressés, à l'ensemble des droits et avantages résultant pour elle des emprunts mentionnés à l'article 1^{er}; elle donne en même temps pleine et entière décharge aux souscripteurs desdits emprunts de toute demande et revendication qu'elle aurait pu avoir à former contre eux de ce chef.

Art. 3. Le remboursement tant des annuités échues depuis la guerre que des annuités à échoir étant porté au crédit de la France pour la somme de 2,397,618 fr. 49 cent. dans le compte de compensation et de liquidation arrêté à la date de ce jour, le Trésor français en donne, par la présente décision, quittance finale à l'Empire d'Allemagne et s'engage à créditer immédiatement, de pareille somme. dans ses écritures, la caisse des dépôts et consignations de Paris.

Art. 4. Les titres d'emprunts auxquels se rapporte la présente décision seront livrés à Strasbourg au plus tard le 15 janvier prochain, régulièrement passés, pour transfert, à l'ordre de M. le Président supérieur d'Alsace-Lorraine, qui en donnera décharge au bas du bordereau certifié qui en accompagnera la livraison.

Ainsi fait, arrêté et décidé en Commission mixte, à Strasbourg. le 22 décembre 1872.

(Suivent les signatures.)

TABLEAU K.

Décision pour les transferts de livrets de caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871 au Traité de paix du 10 mai de la même année, entre la France et l'Allemagne.

Voulant faciliter aux habitants d'Alsace-Lorraine qui ont établi leur domicile en France le moyen de transférer, dans des caisses d'épargne françaises, le montant des sommes inscrites à leur crédit sur les livres des caisses d'épargne des territoires cédés ;

Après en avoir délibéré,

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les autorités administratives françaises compétentes pourront, jusqu'au 31 mars prochain inclusivement, recevoir les demandes de transfert qui leur seront adressées par des titulaires de livrets de caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine, domiciliés sur le territoire de la République.

Art. 2. Les demandes de transfert, établies dans la forme ordinaire, en double expédition, et appuyées des livrets des ayants droit, seront transmises, chaque mois, par les soins de l'Administration française, avec un bordereau spécial pour chacune des caisses d'épargne des territoires cédés, à l'établissement du Crédit foncier d'Alsace-Lorraine, à Strasbourg, spécialement autorisé à y donner suite.

Art. 3. Ledit établissement répartira les livrets entre les diverses caisses d'épargne des territoires cédés, et les fera liquider en capital et intérêts, valeur au dernier jour du mois pendant lequel ils leur auront été transmis.

Art. 4. Les transferts, ainsi préparés, seront inscrits chaque mois pour leur valeur, par le Crédit foncier d'Alsace-Lorraine au crédit de la France, et le montant en sera imputé successivement, s'il y a lieu, sur le solde du compte des fonds placés au Trésor français par les communes et établissements publics des territoires cédés.

Art. 5. Les avis de virement centralisés par le Crédit foncier d'Alsace-Lorraine seront adressés à la Caisse des dépôts et consignations de Paris, qui se chargera de donner suite aux transferts et qui créditera de leur valeur les caisses d'épargne françaises sur lesquelles ils auront été demandés.

Art. 6. Le Trésor français versera à la caisse des dépôts et consignations de Paris les sommes nécessaires pour couvrir cet établissement du montant des transferts effectués par ses soins.

Art, 7. Les opérations auxquelles donnera lieu la présente décision devront, autant que possible, être terminées dans la première quinzaine de mai 1873.

Ainsi fait, arrêté et décidé, en Commission mixte, à Strasbourg, le 22 décembre 1872.
(*Suivent les signatures*)

DÉCISION DU 24 SEPTEMBRE.

SUR LES CONSIGNATIONS VERSÉES DANS LES TERRITOIRES CÉDÉS.

La Commission mixte, etc.

Vu l'article 4, § 4, du Traité de Francfort du 10 mai 1871 ;

Vu le protocole n° 19 de la séance du 18 de ce mois, indiquant l'accord des deux Gouvernements sur les propositions qui leur ont été soumises par leurs commissaires respectifs et qui tendraient à réaliser une combinaison où tous les intérêts en présence fussent sauvegardés dans une égale mesure.

Arrête à l'unanimité ce qui suit :

1° Il sera fait deux parts des consignations versées dans les territoires cédés à l'Allemagne, quelle qu'en soit l'origine, sauf l'exception prévue par l'article 6.

2° Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand le montant en capital et intérêts des consignations ouvertes depuis la date du 1^{er} juillet 1860, et dont le chiffre sera arrêté par les soins de la Commission mixte.

3° La prescription ne pouvant être invoquée par le dépositaire, la Caisse des dépôts reste débitrice envers les intéressés des consignations ouvertes antérieurement à la date précitée.

4° Le versement entre les mains du gouvernement allemand, du capital et des intérêts des consignations ouvertes depuis le 1^{er} juillet 1860, dégagera la caisse des dépôts de toute responsabilité pour l'avenir à l'occasion de ces mêmes consignations. La quittance qui sera délivrée au nom du gouvernement allemand énoncera en conséquence que ce gouvernement assume cette responsabilité pleine et entière, telle qu'elle existait pour la caisse des dépôts, et qu'il garantit l'établissement aujourd'hui dépositaire des fonds de toutes revendications et de toutes poursuites à leur égard, ainsi que de tous frais et dommages et intérêts que ces revendications et poursuites pourraient entraîner pour lui.

5° En ce qui concerne les consignations ouvertes avant le 1^{er} juillet 1860 et dont le remboursement serait demandé aux autorités allemandes, celles-ci prendront les mesures nécessaires pour la justification des réclamations ainsi que de l'identité des ayants droit,

et pour assurer le paiement des sommes qui leur sont dues. Ce paiement sera fait par la caisse des dépôts entre les mains du représentant de l'Empire d'Allemagne à Paris, sur la simple production d'une copie de la demande de remboursement faites par les parties, certifiée et légalisée par les autorités compétentes (1). Les quittances délivrées par l'ambassade à la caisse des dépôts produiront les mêmes effets que ceux énoncés dans l'article précédent pour la quittance des consignations postérieures au 1^{er} juillet 1860.

6^o Il n'est rien innové à l'état de choses existant pour les consignations versées dans les arrondissements morcelés par la nouvelle frontière. Ces consignations conservent leur siège ancien, et la caisse des dépôts comme le gouvernement allemand accepteront les pièces justificatives ordinaires prévues par les règlements qui régissent la matière.

Signé : DE CLERCQ.
E. ORSEL.
RENAUDIN.

VON SYBEL.
EBERBACH.
FEICHTER.

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS AU DUC DE BROGLIE

Strasbourg, le 6 septembre 1873.

M. le Ministre, nous avons l'honneur de vous adresser la série complète des décisions et annexes qui consacrent l'accord des commissaires des deux gouvernements pour le règlement du deuxième compte de liquidation. Le paiement du solde qui en ressort au crédit de l'Allemagne doit être fait à Strasbourg, le 15 de ce mois, en billets de banque acceptés au pair ; quant aux remboursements des cautionnements d'officiers ministériels ou de comptables qui continuent à exercer leurs fonctions en Alsace-Lorraine, il doit être opéré le 1^{er} décembre prochain entre les mains de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, en billets de banque également.

Les documents ci-joints se divisent en quatre annexes principales au protocole de la séance du 6 septembre, savoir : annexe 1^{re}, décision générale sur le deuxième compte de liquidation ; annexe 2^o,

(1) Les commissaires allemands ayant signalé certaines difficultés qui se sont produites à Paris, pour des consignations dont le remboursement était demandé, la Commission mixte de liquidation a pris, dans sa séance du 4 septembre 1873, la décision suivante, qui modifie les dispositions de l'article 5 de la décision du 24 septembre 1872 :

« La Commission décide que la signature du Président supérieur d'Alsace-Lorraine, pour les remboursements de cautionnements, sera acceptée par la caisse des dépôts et consignations comme équivalant à celle des autorités spéciales désignées par les règlements spéciaux sur la matière. »

décision relative au remboursement des cautionnements des officiers ministériels et des comptables restés en Alsace-Lorraine; annexe 3^e, décision relative à la ventilation entre le département de Meurthe-et-Moselle et la Lorraine allemande, des charges pécuniaires et autres résultant de la concession du chemin de fer de Nancy à Château-Salins et Vic, coupé par la nouvelle frontière; annexe 4^e, décision relative à la remise à l'Allemagne d'une inscription de rente provenant d'un legs fait à l'Académie de Strasbourg, et des arrérages échus depuis la guerre.

L'annexe n° 1 est accompagnée d'une annexe lettre A qui n'est autre que le compte de liquidation lui-même; d'une annexe lettre B, qui donne la nomenclature de certaines dépenses de travaux publics d'Alsace-Lorraine payées par le Trésor entre le 2 mars et le 11 décembre 1871 (dates de la paix et de la convention additionnelle de Francfort); enfin, de six tableaux où l'on retrouve le développement de diverses sommes portées dans le compte de liquidation.

Parmi les créances qui figurent au crédit de l'Allemagne, deux seulement présentent une importance réelle : celle des fonds placés au Trésor par les communes et les établissements publics des territoires cédés, et celle du département du Bas-Rhin (compte départemental et compte des cotisations). Le compte des fonds placés, qui n'avait été apuré qu'en partie, lors du premier règlement, va se trouver définitivement soldé; il en est de même du compte du département du Bas-Rhin : ce compte se trouvant cédé en entier à l'Allemagne, il a été possible de dégager, dès à présent, des travaux de liquidation de l'ancienne trésorerie générale de Strasbourg, les chiffres de recettes et de dépenses qui le concernent. L'établissement du compte des départements morcelés par la nouvelle frontière présente des difficultés beaucoup plus grandes, et les éléments réunis pour eux jusqu'à ce jour n'ont pas encore permis aux membres de la Commission de se livrer à une discussion qui pût aboutir à des résultats définitifs.

Au crédit de la France on rencontre en première ligne une somme de 4,456,000 francs, consentie transactionnellement pour les revendications françaises qui sont comprises dans le tableau n° 6. Vous savez, Monsieur le ministre, que, pour la plupart d'entre elles, le principe même était contesté par les commissaires allemands. Nous vous avons rendu compte successivement des discussions auxquelles elles avaient donné lieu au sein de la Commission, notamment celles qui concernent la quote-part à prendre par l'Allemagne dans l'emprunt de la canalisation de la Moselle, et l'attribution à l'un des deux gouvernements des traites souscrites par les adjudicataires des coupes

de bois de l'exercice 1869 et des ventes de produits forestiers faites avant la guerre. Nous nous bornerons donc à rappeler que les commissaires des deux pays, interprétant diversement certains articles des traités ou invoquant différents textes au profit de leurs gouvernements, n'avaient pu arriver à un accord séparé sur chacune de ces revendications.

En présence de ces divergences de vue que des discussions nouvelles ne parvenaient ni à éteindre ni à diminuer, il devint évident pour tous les membres de la Commission mixte que l'entente ne pourrait s'établir que sur un chiffre transactionnel qui laisserait les principes intacts, mais qui tiendrait compte des convictions formulées de part et d'autre. Des concessions successives faites de chaque côté ont ramené l'accord sur le chiffre de 5,400,000 francs; mais comme les agents français avaient encaissé depuis la paix des traites de coupes de bois pour une somme de 944,000 francs, le chiffre net à porter à notre actif dans le compte actuel s'est trouvé réduit à 4,456,000 francs. Si vous vous reportez, Monsieur le ministre, aux points de départ respectifs sur ces diverses affaires, vous remarquerez que les concessions faites par nous sont sensiblement plus importantes que celles faites par nos collègues; il est vrai qu'en échange, l'Allemagne a abandonné sa réclamation de 148,000 francs pour la perte du change sur les billets de banque qui lui ont été versés le 13 janvier 1872; elle a de plus déclaré, par l'organe de ses commissaires, prendre à sa charge le paiement de 44,000 francs réclamés par la ville de Mulhouse à la France pour secours aux familles des mobilisés pendant la guerre de 1870, de 26,000 francs dus à divers entrepreneurs, et de 12,000 francs environ pour frais de procédures civiles domaniales. Les questions soulevées au sujet de ces dernières affaires se trouvent donc éteintes aujourd'hui et comprises dans le même accord.

Vous remarquerez enfin, Monsieur le Ministre, que, dans le deuxième compte de liquidation, une somme de 772,254 fr. 20 cent., destinée à équilibrer à 2,900,000 juste le solde à verser par le Trésor, a été imputée au crédit de la France, à valoir sur le règlement ultérieur des arrérages de pensions avancés par elle. D'après les éléments déjà réunis, nous aurons à revendiquer de l'Allemagne, à ce titre, une somme probablement supérieure à 2,000,000 de francs; mais il était nécessaire de laisser une certaine marge sur ce chapitre; d'abord, parce que les chiffres ne peuvent encore en être connus; ensuite, parce que l'Allemagne paye, en ce moment, de ses propres deniers en à-compte sur ces avances du Trésor, les sommes dues pour reliquats de primes d'enrôlements ou de rengagements (article 4 du traité

du 10 mars) à des militaires ou marins devenus sujets allemands. Or, les sommes déjà liquidées de ce chef par les soins de la caisse des dépôts et consignations atteignent presque 400,000 francs.

Nous ajouterons en terminant, Monsieur le Ministre, que les deux premiers comptes de liquidation ne comprennent pas toutes les dettes que le règlement des affaires d'Alsace-Lorraine est appelé à éteindre. Le Trésor va, en effet, rembourser dans quelques jours, pour les cautionnements, une somme en capital et intérêts de 1,200,000 francs, et les remboursements effectués jusqu'à ce jour entre les mains des ayants droit atteignent presque cette somme. D'un autre côté, la caisse des dépôts et consignations a remboursé dans le cours de cette année, pour les livrets de la caisse des retraites de la vieillesse appartenant à des ouvriers de la manufacture des tabacs de Metz et de Strasbourg, ou à des forestiers, cantonniers et instituteurs restés en Alsace-Lorraine, des sommes qui s'élèvent à près d'un million. L'obligation de calculer, à *une date fixe*, des intérêts pour un grand nombre de sommes a fait penser à la Commission qu'il était plus simple de ne pas comprendre ces règlements dans les comptes de liquidations partielles, en raison de l'incertitude qui règne toujours jusqu'au dernier moment sur la date exacte où il sera possible de les arrêter.

La Commission mixte va continuer ses travaux par le règlement des comptes des départements coupés par la nouvelle frontière, par l'établissement du chiffre des avances pour pensions et traitements de la Légion d'honneur, et enfin par la liquidation des caisses de retraites départementales et communales du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ainsi que par l'apurement d'un certain nombre de revendications françaises. Ce sont là, du moins, les questions principales parmi celles qui lui restent à résoudre.

Veuillez agréer, etc.

Signé : DE CLERCQ. ORSEL. RENAUDIN.

DÉCISION GÉNÉRALE DU 6 SEPTEMBRE 1873

SUR LE DEUXIÈME COMPTE DE LIQUIDATION

Arrêté à la date du même jour.

La Commission mixte de liquidation, instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871 au traité de paix du 10 mai de la même année, entre la France et l'Allemagne ;

Vu les articles 4 et 14 du traité du 10 mai 1871 ;

Vu les articles 2, 11, 13 et 14 de la Convention additionnelle du 11 décembre de la même année ;

Vu les paragraphes 2, 3, 6, 7 et 8 du Protocole de clôture annexé à ladite Convention ;

Vu le compte de liquidation arrêté le 22 décembre 1872, et les diverses décisions y annexées ;

Considérant :

Que les travaux de la Commission ont progressé de manière à permettre de procéder dès aujourd'hui à un nouveau compte de liquidation des créances respectivement produites du côté de la France et du côté de l'Allemagne ;

Que, pour la sauvegarde d'un grand nombre d'intérêts privés, il importe d'assurer le remboursement à bref délai des créances, dont les chiffres ont pu être définitivement arrêtés au profit des ayants droit ;

Que les deux Gouvernements, animés d'un égal esprit de conciliation, sont d'accord pour résoudre par voie de transaction amiable : d'une part, les questions soulevées pour le règlement de l'emprunt de la Moselle, ainsi que pour avances faites par la France, à raison des travaux publics exécutés dans les territoires cédés (voir le tableau annexé à la présente décision sous la lettre B), et pour l'extinction définitive de certaines créances ou revendications rentrant dans la lettre ou l'esprit des traités de Francfort et du protocole de clôture dressé le 11 décembre 1871 ; — d'autre part, pour la réclamation allemande relative à la perte de change sur le paiement en billets de banque fait le 13 janvier 1872 ; — qu'enfin, pour l'apurement de ces diverses réclamations, les deux Gouvernements se sont entendus pour attribuer à la France une somme de 5,400,000 francs, dont il y a lieu de déduire 944,000 francs qui sont déjà dans les caisses françaises ;

Considérant :

Que le compte de liquidation arrêté le 22 décembre 1872 a laissé au débit de la France une somme de 7,223,115 fr. 79 cent., du chef des fonds placés à intérêts au Trésor par les communes et établissements publics des territoires cédés ;

Que, depuis lors, une somme représentée par des coupons d'annuités de l'emprunt du canal de la Sarre et par des transferts de livrets de caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine a été imputée sur le reliquat mentionné dans l'alinéa qui précède, lequel reliquat, en tenant compte des intérêts, fait ressortir le solde actuel à la somme de 6,966,370 fr. 37 cent. ;

Considérant :

Que d'autres réclamations et revendications produites par le Gouvernement français, et énumérées dans le compte de liquidation annexé sous la lettre A, ont été reconnues par le Gouvernement Allemand et arrêtées par la Commission à la somme totale de 5,474 fr. 98 c.

Considérant :

Que les comptes financiers de l'ancien département du Bas-Rhin et

le compte des cotisations municipales et particulières du même département se trouvant dès aujourd'hui complètement apurés en recettes et en dépenses pour les exercices 1869 et 1870, il devient possible d'en faire entrer les résultats dans le compte de liquidation arrêté à la date de ce jour ;

Considérant :

Que les réclamations et revendications produites du côté de l'Allemagne, et spécifiées dans la balance du compte de liquidation arrêté à la date de ce jour, ont été également reconnues par le Gouvernement français et liquidées par la Commission à la somme totale de 1,167,358 fr. 81 cent. ;

Considérant :

Qu'en ce qui concerne la liquidation de l'emprunt souscrit pour la canalisation de la Moselle et la séparation des intérêts financiers incombant de ce chef à l'ancien département de la Moselle, la quote-part à supporter définitivement par l'Allemagne et le département actuel de la Lorraine est comprise dans le chiffre transactionnel de 5,400,000 francs indiqué au tableau annexé ;

Considérant :

Que, par suite de cet arrangement, la France seule conserve les droits et assume les charges résultant dudit emprunt ;

Considérant :

Qu'il est possible d'imputer dans le compte de liquidation, au profit de la France, une somme à valoir sur les avances faites par le Trésor pour les pensions de titulaires devenus allemands ;

Considérant :

Que des dispositions qui précèdent et auxquelles les deux Gouvernements ont donné leur adhésion, il ressort au crédit de l'Allemagne une somme de 2,900,000 francs ;

Après en avoir délibéré,

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le compte de liquidation ci-annexé sous la lettre A est et demeure approuvé.

En conséquence, le montant des sommes portées au crédit de l'Allemagne est arrêté à 8,133,729 fr. 18 cent., et celui des créances actives à l'avoir de la France à 5,233,729 fr. 18 cent.

Art. 2. Pour assurer le paiement du solde débiteur, le Gouvernement français payera le 15 septembre prochain au Gouvernement allemand une somme de 2,900,000 francs.

Art. 3. Le reliquat des comptes financiers et des cotisations municipales et particulières de l'ancien département du Bas-Rhin, pour les exercices 1869 et 1870, se trouvant compris pour une somme de

955,695 fr. 31 cent. et sous les n^{os} 13 et 14 dans le compte de liquidation ci-annexé sous la lettre A, le Gouvernement impérial d'Allemagne en donne, par la présente décision, pleine et entière décharge au Trésor français au nom du département allemand de la Basse-Alsace, avec garantie spéciale contre toute revendication ultérieure de ce chef.

Art. 4. Moyennant l'apurement du compte de liquidation et de compensation qui fait l'objet de la présente décision, le Gouvernement français assume la charge exclusive de rembourser et amortir intégralement l'emprunt souscrit à la caisse des dépôts et consignations pour la canalisation de la Moselle.

En vertu de cette subrogation, le même Gouvernement donne pleine et entière décharge au Gouvernement allemand, qui l'accepte, des obligations contractées de ce chef par l'ancien département de la Moselle; par contre, les engagements souscrits par divers industriels en garantie d'une portion des intérêts dudit emprunt conservant toute leur force et valeur, le Gouvernement allemand reconnaît que le Trésor français a seul droit au bénéfice de ces garanties, même à l'égard des industriels domiciliés dans les territoires cédés ou de leurs ayants cause.

Art. 5. Le Gouvernement français cède et transfère au Gouvernement allemand tous ses droits sur les traites pour coupes de bois et contrats de vente de produits forestiers souscrites à son profit avant la guerre, à raison d'adjudications faites dans les forêts domaniales des territoires cédés, et dont le prix n'a pas été encaissé par lui.

Il s'engage à remettre au Gouvernement allemand les titres ou pièces qu'il peut avoir entre les mains relativement à ces créances, dont il donne par la présente décision pleine et entière décharge au Trésor allemand, seul en droit désormais d'en opérer le recouvrement pour son propre compte.

Art. 6. Par la présente décision, les deux Gouvernements se donnent réciproquement décharge générale, pleine et entière, des revendications et contre-revendications énumérées dans le compte de liquidation et de compensation ci-annexé, lequel est accepté en capital et intérêts, sous réserves de toute erreur ou omission.

Art. 7. La présente décision, qui sera soumise à l'approbation des deux Gouvernements, recevra son exécution à dater du 15 septembre prochain.

Ainsi fait et arrêté à Strasbourg, le 6 septembre 1873.

Signé : DE CLERCQ.

ORSEL.

RENAUDIN.

VON SYBEL.

EEBERBACH.

FEICHTER.

Décision annexe relative aux dépôts de divers établissements publics et autres versés à la caisse des consignations dans les territoires cédés.

L'apurement des comptes des trésoreries générales d'Alsace-Lorraine fait ressortir, suivant le tableau transcrit ci-contre, que l'avoir des créanciers y dénommés, pour les fonds déposés par eux et portant intérêt à 3 p. 0/0, s'élève :

En capital, à.....	25,075 fr. » c.
En intérêts, jusqu'au 15 septembre 1873, à..	4,160 23
Soit en tout à.....	29,235 23

Une somme d'égale valeur se trouvant portée au crédit de l'Allemagne dans le deuxième compte de liquidation arrêté à la date de ce jour, la Commission mixte décide ce qui suit :

I. Le compte de dépôts de divers établissements publics et autres d'Alsace-Lorraine, avec la caisse des consignations est clos et arrêté à la somme de 29,235 fr. 23 centimes, conformément au tableau ci-contre.

II. L'Empire d'Allemagne demeure pour cette somme subrogé aux droits et obligations de la caisse des dépôts et consignations, en donne à celle-ci, au nom des ayants droit, pleine et entière décharge, avec garantie expresse contre tout recours ou revendication ultérieure de leur part (1).

Ainsi fait et arrêté à Strasbourg, le 6 septembre 1873.

Signé : DE CLERCQ.

ORSEL.

RENAUDIN.

VON SYBEL.

EBERBACH.

FEICHTER.

Tableau des créances comprises dans l'arrangement transactionnel sous le n° 1 du deuxième compte de liquidation, telles que les créances avaient été présentées par les commissaires français.

I. a. Frais d'administration des bois de communes et établissements publics.....	235,071 f. »
b. Frais d'aménagement et de délimitation de ces bois.	8,101 80
c. Frais de casernement, d'imprimés et d'indemnités d'exercice dus par diverses communes.....	18,015 01
A reporter.....	261,187 81

(1) Voir les annexes A et B, à la décision générale du 6 septembre 1873, pages 226

<i>Report</i>	261,187 f. 81 c.	
d. Frais de confection de rôles de chiens, prestations et divers travaux communaux.....	6,779	22
e. Frais de mutations cadastrales.....	18,218	21
f. Dégrèvements de contributions de 1870, réimposés en 1871.....	8,108	95
g. Centimes communaux et départementaux de 1868 et 1869, attribués à l'Allemagne et dont le Trésor français avait fait l'avance.....	20,187	85
II. Réquisitions du canton de Molsheim couvertes par les percepteurs de Molsheim, Mutzig et Niederhorlach.....	74,921	31
III. Avances faites par la France suivant bordereau annexe B, depuis le 2 mars 1871, pour travaux publics exécutés dans les territoires cédés (capital et intérêts).....	578,836	66
IV. Traités pour coupes de bois et adjudications de produits forestiers antérieurs à la guerre et non soldés à cette époque.....	3,418,000	»»
V. Évaluation de la quote-part de l'Allemagne dans l'emprunt de la canalisation de la Moselle...	5,000,000	»»
TOTAL.....	9,086,240	01

Cette somme de 9,086,240 fr. 01 cent. a été réduite transactionnellement *in globo* à 5,400,000 francs bruts (déduction faite de la revendication allemande de 148,000 francs pour perte de change), soit à 4,456,000 francs nets, la France ayant déjà encaissé 944,000 francs sur les traités pour coupes de bois non échues au moment de la guerre.

Fait à Strasbourg, le 6 septembre 1873.

(*Suivent les signatures*).

N ^o D'ORDRE	CRÉANCES ALLEMANDES	MONTANT DES DETTES
1	Solde au 15 septembre, en capital et intérêts, des fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics d'Alsace-Lorraine. (Tableau n ^o 1.)	6,966,370 ^f 37 ^c
2	<div> <div> Dépôts de divers (Tableau n^o 2.) </div> <div> Bas-Rhin { Haut-Rhin { Lorraine { </div> </div> <div> Chambres de commerce..... École normale..... École protestante..... </div>	29,235 23
3	Règlement du compte de la chambre de commerce de Mulhouse.....	6,760 30
4	Sommes dues aux maisons centrales d'Ensisheim et de Haguenau pour pécules de condamnés.....	113,251 13
5	<div> Sommes dues à la ville de Strasbourg. </div> <div> 4^o pour entretien de détenus à la colonie d'Oswald..... 2^o pour fonds de concours versés et non employés en 1870..... </div>	<div>8,522^f 50^c</div> <div>4,000 00</div>
6	<div> Sommes dues pour frais de cadastre comme non employés au moment de la guerre..... </div> <div> à Ungesheim..... à Sainte-Croix..... </div>	<div>1,935 53</div> <div>2,144 39</div>
7	Créance de l'asile de Stéphansfeld pour entretien de militaires français du 1 ^{er} avril 1870 au 21 octobre 1872.....	4,350 25
8	Solde d'apurement des comptabilités municipales des percepteurs (Tableau n ^o 3.).....	18,688 13
9	Solde dû à l'institut des Servantes catholiques de Strasbourg pour entretien de détenus français d'août 1870 à janvier 1871 inclusivement.....	6,640 44
10	Solde dû à la fondation de Notre-Dame pour location de bâtiments à l'administration militaire française pendant le 3 ^e trimestre 1870....	6,675 00
11	Reliquat d'arrérages perçus sur l'inscription de rentes du legs Lamey.	4,275 00
12	Quote-part à supporter par la France dans les rentes forestières restant dues, à la date du 2 mars 1871, aux hospices de Metz et à la commune de Saint-Louis (Haut-Rhin).....	5,185 60
13	Reliquat des comptes financiers du département du Bas-Rhin. (Tableau n ^o 4.).....	746,000 00
14	Reliquat du compte des cotisations municipales et particulières du même département. (Tableau n ^o 5.).....	209,695 31
	TOTAL.....	8,133,729 18

BA

Créances allemandes.....
Créances françaises.....

SOLDE DÉBITEUR à la charge de la France.....

L'exactitude du présent compte de liquidation est reconnue de
résultant être versé entre les mains de l'Allemagne, le 15 septembre
Ainsi fait et arrêté à Strasbourg, le 6 septembre 1873.

GÉNÉRALE DU 6 SEPTEMBRE 1873.*commission mixte dans sa séance du 6 septembre 1873.*

N ^{os} D'ORDRE	CRÉANCES FRANÇAISES	MONTANT DES DETTES
1	Somme transactionnellement fixée pour les cinq créances françaises et la revendication allemande pour perte de change, liquidées en bloc, conformément au tableau n° 6.	
	<div>Total brut..... 5,400,000^f 00^c Traites encaissées..... 944,000 00</div>	4,456,000 ^f 00 ^c
	<div>Soit net..... 4,456,000 00</div>	
2	Remboursement de fonds provenant du règlement de compte de la perception de Foussemagne (arrondissement de Belfort).....	1,305 20
3	Solde dû par la commune de Cattenom pour fils télégraphiques.....	466 95
	Excédant de fonds attribué à la chambre de commerce de Metz. 831 ^f 22 ^c	
4	<div>Sommes redues pour } aux chambres { à Nancy 118 99 recouvrements faits } de par l'Allemagne. } commerce { à Épinal 24 35</div>	974 56
5	Avances faites aux préposés forestiers pour frais de citations et significations.....	191 10
6	Rémboursement pour frais d'abonnement de diverses communes d'Alsace-Lorraine à des publications de l'Imprimerie nationale en 1870.....	2,537 17
7	Somme à valoir sur le règlement des avances par le Trésor français pour le payement de pensionnaires devenus allemands.....	772,254 20
	TOTAL.....	5,233,729 18

LANCÉ

..... 8,133,729^f 18^c
..... 5,233,729 18

..... 2,900,000 00

part et d'autre par les commissaires soussignés, pour le solde en
1873, par les soins du Gouvernement français.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE B.

AVANCES POUR TRAVAUX PUBLICS

(D'APRÈS LES ÉTATS DRESSÉS ET CERTIFIÉS PAR LES INGÉNIEURS DES PONTS ET CHAUSSEES)

Revendications françaises communiquées à la Commission mixte.

48,463 fr. 87 c.	Canal des houillères de la Sarre.....	Suivant état dressé et certifié par l'ingénieur en chef Dubuisson, le 22 juin 1872, et remis le 26 juillet 1872 aux commissaires allemands.
425,490 22	— des salines de Dieuze.....	Suivant deux états mentionnant des mandats délivrés par l'ingénieur en chef Frérot, postérieurement au 2 mars 1871, pour dépenses afférentes au territoire cédé.
73,768 65	Travaux de canalisation de la Moselle.....	Les deux états ont été remis aux commissaires allemands, le 14 mars 1873.
40,974 35	Canal de la Marne au Rhin.....	Suivant bordereau de payements effectués depuis le 2 mars 1871, pour dépenses relatives au canal sur territoire annexé par le trésorier payeur général du département de Meurthe-et-Moselle.
		Ce bordereau, certifié par l'ingénieur en chef Volmerange, le 29 novembre 1872, a été remis aux commissaires allemands le 14 décembre 1872.
		Suivant trois bordereaux distincts, savoir :
47,257 fr. 70 c.		Mandats délivrés par l'ingénieur en chef Maurel, depuis le 2 mars 1871 jusqu'à la fin de l'exercice 1870, pour travaux extraordinaires sur territoire annexé.
13,715 95		Mandats délivrés dans les mêmes conditions pour travaux ordinaires.
4,791 88		Mandats antérieurs au 2 mars 1871, mais payés après cette date par le trésorier payeur général du Doubs.
65,765 53		
65,765 53	Canal du Rhône au Rhin.....	
202,053 53	Travaux du Rhin.....	Les deux bordereaux ont été remis aux commissaires allemands le 29 octobre 1872, et le troisième a été remis le 14 mars 1873.
526,215 45		Revendications du Gouvernement français pour avances faites aux entrepreneurs après le traité de paix.
52,624 51		État portant le no 38 bis (faisant suite aux états des sommes encore dues aux entrepreneurs) et remis aux commissaires allemands dans la dix-huitième séance, le 30 juillet 1872.
578,836 66	Intérêts pendant deux ans.	

Strasbourg, le 6 septembre 1873.

(Suivent les signatures.)

DÉCISION DU 6 SEPTEMBRE 1873.

SUR LES CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS MINISTÉRIELS ET DES
COMPTABLES RESTÉS EN ALSACE-LORRAINE.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la convention additionnelle au traité de paix du 10 mai 1871, conclue à Francfort, le 11 décembre de la même année.

Vu le paragraphe 7 du protocole de clôture de ladite convention additionnelle ;

Vu la demande formée par les officiers publics et ministériels restés en exercice dans les territoires cédés et spécifiés dans le bordereau ci-joint, pour le remboursement direct à l'Allemagne des cautionnements par eux versés au Trésor français ;

Considérant, en ce qui concerne les receveurs spéciaux justiciables de la Cour des comptes, à Paris, que cette cour a été dessaisie du jugement de leur gestion ;

Considérant que la gestion des autres comptables restés au service de l'Administration allemande, et mentionnés dans le bordereau ci-annexé, se trouve aujourd'hui apurée vis-à-vis du trésor français ;

Considérant que, dans cet état de choses, et en présence des demandes produites par les ayants droit eux-mêmes, les restrictions consacrées par le protocole de clôture susmentionné sont désormais sans objet,

DÉCIDE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le Trésor français versera le 30 septembre prochain, entre les mains de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris, le capital des cautionnements des officiers publics et ministériels et des comptables sus-désignés.

ART. 2. A partir de cette date, par le fait même du versement et de la décharge donnée par l'Ambassadeur d'Allemagne, à Paris, les intérêts cesseront de courir à la charge du Trésor français, et incomberont à l'Allemagne.

ART. 3. D'ici au 1^{er} octobre, l'autorité allemande compétente centralisera les certificats d'inscription délivrés par le Trésor français. Ces certificats seront transmis à Paris, par les soins de la Commission mixte, pour que les intérêts restant dus aux intéressés puissent y être réglés d'une manière définitive. Le versement de ces intérêts se fera également à l'ambassade d'Allemagne à Paris.

ART. 4. Pour ceux des cautionnements ainsi reversés qui se trouveraient grevés de privilèges de second ordre ou d'oppositions, l'Allemagne assume la responsabilité qui incombait de ce chef au Trésor

français, et garantit formellement l'Administration française contre tout recours des tiers créanciers ou opposants. Les actes constitutifs des privilèges, les actes d'oppositions, de significations, de cessions ou de transports, et tous autres ayant pour objet d'établir les droits des créanciers, seront remis à l'autorité compétente allemande. Toutefois, afin de ne porter aucun préjudice à la situation des ayants-droit, il est convenu que lesdits actes conserveront leur plein et entier effet, comme sous l'administration française, sans qu'il soit besoin de les soumettre, en Allemagne, ni au timbre, ni à l'enregistrement, ni à aucune formalité administrative ou judiciaire, quelle qu'elle soit.

Art. 5. Les quittances données au Trésor français par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris pour les sommes spécifiées dans les articles 1 et 3 de la présente décision, vaudront, pour la France, de la part de l'Allemagne, pleine et entière décharge et garantie de tout recours, soit vis-à-vis des titulaires des cautionnements, soit vis-à-vis des tiers intéressés, opposants ou autres.

Ainsi fait et arrêté à Strasbourg, le 6 septembre 1873.

Signé : DE CLERCQ.

ORSEL.

RENAUDIN.

VON SYBEL.

EBERBACH.

FEICHTER.

DÉCISION DU 6 SEPTEMBRE 1873.

Pour la ventilation entre le département de Meurthe-et-Moselle et la province allemande de Lorraine des charges pécuniaires et autres, afférentes au chemin de fer de Nancy à Château-Salins et Vic.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle au Traité du 10 mai 1871 entre la France et l'Allemagne, conclue à Francfort le 11 décembre de la même année,

Vu les articles 13 et 16 de la Convention de Francfort du 11 décembre 1871 ;

Vu le Traité concédant le chemin de fer d'intérêt local de Nancy à Château-Salins et Vic, passé le 18 janvier 1868, entre le préfet de la Meurthe, agissant au nom de ce département, et M. Alph. Van Høegarden, représentant une société belge ;

Attendu que l'ancien département de la Meurthe a pris vis-à-vis la compagnie concessionnaire l'engagement de fournir des subventions en argent, terrains et travaux ;

Que, d'autre part, des engagements semblables ont été pris vis-à-vis

le département par des propriétaires, des communes, l'administration forestière et l'État ;

Que ces engagements respectifs doivent être remplis ;

Attendu que le chemin de fer de Nancy à Château-Salins et à Vic est traversé par la nouvelle frontière résultant du Traité de paix du 10 mai 1871 ;

Que les longueurs respectives sur territoire resté français et sur territoire devenu allemand sont de 24 kilom. 418 m. et 11 kilom. 756 m. ;

Que le rapport des dépenses de construction prévues donnent la base de répartition de la subvention départementale ;

Attendu que la province allemande de Lorraine et l'Empire allemand sont substitués au département de la Meurthe et à l'État français pour la section du chemin de fer située sur territoire allemand, quant aux droits et aux charges dérivant du Traité de concession ;

Attendu que le département de la Meurthe a encaissé avant la guerre des subventions de communes et de particuliers afférentes à la province allemande ;

Qu'il a encaissé également avant la guerre le premier cinquième de la subvention totale promise par l'administration forestière ;

Que les frais généraux relatifs au contrôle des travaux et à l'acquisition de terrains se sont élevés avant la guerre à 420 francs par kilomètre ;

Considérant :

Que, sans attendre le règlement général des comptes départementaux de 1870, il y a lieu de préciser les charges qui incombent à chaque partie, en raison des engagements pris ;

Qu'un accord est intervenu au nom des deux Gouvernements pour régler le mode de partage des subventions promises par l'administration forestière et l'État ;

Que le Gouvernement allemand s'entendra avec la compagnie concessionnaire au sujet de l'exploitation sur le territoire cédé, conformément à l'article 16 de la Convention additionnelle de Francfort et du Protocole de clôture y annexé ;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et allemand prendront les mesures nécessaires pour que le paiement des subventions en argent promises de part et d'autre de la nouvelle frontière par les communes, les propriétaires ou les industriels, soit effectué dans les caisses départementales respectives. Ces subventions sont évaluées, sous toutes réserves, à 172,142 francs sur territoire français, et à 120,858 francs

sur territoire allemand. Le département de Meurthe-et-Moselle remettra à l'Allemagne ou versera en son nom à la compagnie concessionnaire le montant des sommes recouvrées par lui de ce chef avant la guerre sur les communes, les propriétaires ou les industriels appartenant au territoire cédé, soit, sauf erreur ou omission, 39,418 francs 47 centimes suivant le tableau annexé.

Art. 2. Le premier terme de 57,200 francs sur la subvention forestière de 286,000 francs ayant été remis avant la guerre au département français pour la compagnie concessionnaire, les quatre autres termes de 57,200 francs seront payés par moitié par les administrations des forêts française et allemande.

L'administration forestière française concédera en outre gratuitement le terrain nécessaire à l'établissement de la voie dans la traversée du massif connu sous le nom de *Fays-d'Amance*

Art. 3. La subvention de 742,000 fr. promise par l'État sera supportée par la France jusqu'à concurrence de 390,000 francs. La charge incombant de ce chef à l'Empire allemand sera de 352,000 fr.

Art. 4. La subvention départementale proprement dite de 479,000 francs sera supportée par le département de Meurthe-et-Moselle jusqu'à concurrence de 317,100 francs et par la province allemande de Lorraine jusqu'à concurrence de 161,900 francs.

Art. 5. La province allemande de Lorraine et le département de Meurthe-et-Moselle conserveront de part et d'autre de la nouvelle frontière la charge des acquisitions de terrain, de travaux de chemins et autres subventions en nature, dans les conditions prévues par l'article 3 du traité de concession.

Les traités provisoires ou définitifs passés avec les propriétaires pour les acquisitions de terrains seront maintenus dans toute leur étendue et avec leur caractère respectif.

Art. 6. La somme de 30,000 francs mise à la charge de la compagnie concessionnaire par l'article 3 du Traité de concession sera partagée par moitié entre les départements de Meurthe-et-Moselle et la Lorraine allemande.

Art. 7. La province allemande de Lorraine remettra au département de Meurthe-et-Moselle la somme de 5,000 francs pour la quote-part de frais généraux de contrôle et d'acquisitions de terrains prévus par l'article 64 du cahier des charges, afférents à la portion allemande du chemin de fer et soldés avant la guerre.

La compagnie concessionnaire remettra par contre à cette province la somme annuelle de 50 francs par kilomètre due pour la portion de la ligne située sur territoire allemand.

Art. 8. La compagnie concessionnaire reste tenue à la stricte

exécution des clauses et conditions de l'acte de concession et du cahier des charges vis-à-vis le département de Meurthe-et-Moselle, en ce qui concerne la section française, et vis-à-vis la province de Lorraine, en ce qui concerne la portion située sur le territoire allemand, conformément à l'article 16 de la Convention additionnelle de Francfort.

Art. 9. La province actuelle de Lorraine reste, pour la portion du chemin de fer située sur son territoire, subrogée vis-à-vis la compagnie concessionnaire et les tiers, à l'ensemble des droits et charges qui incombait à l'ancien département de la Meurthe.

Le département actuel de Meurthe-et-Moselle est libéré de ces engagements dans une mesure correspondante et ne demeure subrogé à l'ancien département de la Meurthe que pour les seuls droits et charges incombant à la section du chemin restée française.

Ainsi fait et arrêté à Strasbourg, le 6 septembre 1873.

Signé : DE CLECQ.

ORSEL.

RENAUDIN.

VON SYBEL.

EERBACH.

FEICHTER.

ANNEXE A LA DÉCISION QUI PRÉCÈDE

CHEMIN DE FER D'INTÉRÊT LOCAL DE NANCY A CHATEAU-SALINS ET A VIC

État des subventions des communes et des particuliers perçues avant la guerre dans les territoires annexés.

DÉSIGNATION DES COMMUNES ou DES PARTICULIERS	MONTANT TOTAL des SUBVENTIONS promises	MONTANT des SOMMES VERSÉES au département de la Meurthe au moment de l'annexion.	DATES DES PAYEMENTS

CHEMIN DE FER DE NANCY A CHATEAU-SALINS ET A VIC

Vic.....	40.000 ^f	»	16.000 ^f	»	4 janvier 1869-1870.
Château-Salins.....	40.000	»	13.320	»	Idem.
Pettoncourt.....	2.200	»	183	47	25 novembre 1869.
Chambrey.....	5.400	»	571	70	Idem.
Salonnes.....	3.000	»	400	»	25 novembre 1868-1869.
Attiloncourt.....	600	»	240	»	Idem.
Bioncourt.....	2.000	»	800	»	Idem.
Gremecey.....	400	»	168	»	Idem.
Couture.....	1.000	»	400	»	Idem.
Morville-lez-Vic.....	1.300	»	145	73	Idem.
A reporter.....	95.600	»	32.228	90	

DÉSIGNATION DES COMMUNES ou DES PARTICULIERS	MONTANT TOTAL des SUBVENTIONS promises	MONTANT des SOMMES VERSÉES au département de la Meurthe au moment de l'annexion.	DATES DES PAYEMENTS
Report.....	95.600 »	32.228 ^r 90 ^c	
Amélecourt.....	700 »	157 »	25 novembre 1868-1869.
Lubécourt.....	400 »	80 »	25 novembre 1869.
Salival.....	600 »	50 07	<i>Idem.</i>
Gerbécourt.....	600 »	120 »	<i>Idem.</i>
Fraisne-en-Saulnois.....	1.000 »	400 »	25 novembre 1868-1869.
Vaxy.....	700 »	140 »	25 novembre 1869.
Puttigny.....	400 »	80 »	<i>Idem.</i>
Vannecourt.....	400 »	160 »	25 novembre 1868-1869.
Dalhain.....	250 »	50 »	25 novembre 1869.
Burlioncourt.....	500 »	100 »	<i>Idem.</i>
Obreck.....	200 »	40 »	<i>Idem.</i>
Hampont.....	900 »	360 »	25 novembre 1868-1869.
lanrey.....	150 »	100 »	<i>Idem.</i>
Saint-Médard.....	50 »	10 »	25 novembre 1869.
Viviers.....	200 »	50 »	<i>Idem.</i>
Vuisse.....	50 »	20 »	25 novembre 1868-1869.
Oriocourt.....	65 »	7 50	25 novembre 1869.
Marthil.....	200 »	40 »	<i>Idem.</i>
Laneuville en Saulnois.....	400 »	200 »	<i>Idem.</i>
Ley.....	85 »	10 »	<i>Idem.</i>
Brehain.....	50 »	20 »	25 novembre 1869-1870.
Château-Brehain.....	150 »	60 »	<i>Idem.</i>
Bellange.....	25 »	12 50	25 novembre 1869.
Bezange-la-Petite.....	100 »	20 »	<i>Idem.</i>
Oron.....	50 »	10 »	<i>Idem.</i>
Malancourt.....	100 »	10 »	<i>Idem.</i>
Riche.....	200 »	40 »	<i>Idem.</i>
Contil.....	200 »	200 »	<i>Idem.</i>
Fax.....	50 »	12 50	<i>Idem.</i>
Ponteny.....	150 »	30 »	<i>Idem.</i>
TOTAUX pour les communes..	104.525 »	34.818 47	
Verrerie de Château-Salins...	3.333 »	2.000 »	
Comte Molitor.....	13.000 »	2.600 »	
TOTAUX.....	120.858 »	39.418 47	

État visé par la Commission mixte, sous toute réserve d'erreur ou d'omission.

Strasbourg, le 6 septembre 1873.

(Suivent les signatures.)

DÉCISION DU 6 SEPTEMBRE 1873.

SUR LA REMISE A L'ALLEMAGNE DU LEGS LAMEY.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la convention additionnelle de Francfort,

Considérant que le Gouvernement français, en remettant à l'Allemagne le titre de 600 francs de rente 3 p. 0/0 légué par M. Lamey à l'académie de Strasbourg, doit demeurer déchargé de toute responsabilité et revendication de la part des héritiers du testateur ou de leurs ayants droit ;

Considérant que le produit net des arrérages de cette rente échus jusqu'à la date du 1^{er} juillet 1873, et qui reviennent à l'université impériale de Strasbourg, est compris dans le compte de liquidation arrêté à la date de ce jour pour une somme de 4,275 francs,

ARRÊTE ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Gouvernement allemand donne, par la présente décision, au nom de l'université impériale de Strasbourg, pleine et entière décharge à la France de la rente constituant le legs dit *Lamey*, ainsi que du produit net des arrérages échus jusqu'au 1^{er} juillet 1873 inclusivement ; il assume en même temps l'obligation qui incombait au Gouvernement français d'assurer l'exécution des volontés du testateur en ce qui concerne l'affectation spéciale des intérêts accumulés de cette rente.

Art. 2. Le même Gouvernement demeure également subrogé au Gouvernement français, qui en est définitivement et légalement affranchi, pour toute les actions ou revendications que les membres de la famille Lamey pourraient éventuellement vouloir exercer à raison du transfert à l'université impériale d'Alsace de la rente primitivement constituée en faveur de l'académie de Strasbourg.

Art. 3. Les diverses pièces, titres et documents se rattachant au legs Lamey, qui se trouveraient encore entre les mains de l'Administration française, seront remis à l'autorité supérieure d'Alsace-Lorraine dans le plus bref délai possible.

Ainsi fait et arrêté à Strasbourg, le 6 septembre 1873.

Signé : DE CLERCQ.

ORSEL.

RENAUDIN.

VON SYBEL.

EEBACH.

FEICHTER.

COMMISSION SPÉCIALE

*Réunie à Strasbourg pour le règlement du mode d'alimentation
des canaux du Rhône et de la Marne au Rhin.*

LES COMMISSAIRES FRANÇAIS AU COMTE DE RÉMUSAT.

Strasbourg, le 24 avril 1873.

M. le Ministre, la nouvelle démarcation des frontières ayant laissé sur territoire allemand les biefs de partage des canaux de la Marne et du Rhône au Rhin, il restait, aux termes de l'article 14 de la convention additionnelle de Francfort, du 11 décembre 1871, à régler par un arrangement international le mode d'alimentation et de chômage des deux grandes voies fluviales qui relient la France à l'Alsace, l'une à l'est, l'autre au sud.

En vertu des pleins pouvoirs qui nous ont été conférés par le Président de la République, et guidés par les instructions que nous avons reçues de vous, nous nous sommes réunis avec les commissaires spéciaux désignés par le Gouvernement allemand pour poser les bases des règlements projetés.

A la suite de six conférences où toutes les questions de détail ont été débattues dans un mutuel esprit de conciliation, nous sommes tombés d'accord sur les deux arrangements ci-annexés et que nous soumettons en toute confiance à la haute approbation du Gouvernement.

Comme vous pourrez le remarquer, Monsieur le Ministre, ces conventions reposent sur des bases identiques et consacrent toutes deux l'engagement pris par l'Allemagne de maintenir sur les canaux qui aboutissent au Rhin l'état de choses antérieur à la guerre, c'est-à-dire d'assurer en tout temps, à l'aide des ressources normales des biefs supérieurs, l'alimentation régulière des portions de canaux du versant français.

Veuillez agréer, etc.

Signé : DE CLERCQ.

ORSEL.

- RENAUDIN.

RÈGLEMENT

*Pour l'alimentation du canal du Rhône au Rhin au moyen des eaux
du bief de partage, signé à Strasbourg le 23 avril 1873.*

Les Commissaires nommés en vertu du dernier alinéa de l'article 14 de la convention additionnelle de Francfort du 11 décembre 1871, savoir :

Du côté de la France :

M. DE CLERCQ, ministre plénipotentiaire ;

M. ORSEL, ingénieur des mines ;

M. RENAUDIN inspecteur des finances ;

Du côté de l'Allemagne :

M. VON SYBEL, conseiller de régence ;

M. GREBENAU, directeur des constructions hydrauliques ;

M. FRIEDBERG, conseiller de régence,

Ont arrêté les dispositions suivantes :

Article 1^{er}. La section française du canal du Rhône au Rhin comprise entre les écluses n° 2 et n° 4 du sud sera alimentée au moyen des eaux tirées du bief de partage du canal, tant en ce qui concerne l'alimentation normale des biefs, qu'en ce qui concerne leur remplissage après un chômage régulier ou accidentel.

Art. 2. Lorsque, pendant les sécheresses d'été ou à toute autre époque, lesteaux de la Brébote et de la Bourbeuse, ou rivière des Montreux, deviendront insuffisantes pour assurer l'alimentation de la section française comprise entre les écluses n° 4 et n° 7 ou le remplissage rapide des biefs de cette section, en cas d'abaissement des eaux, il y sera pourvu au moyen des eaux du bief de partage, ainsi qu'il suit :

1° Immédiatement, par les soins des agents locaux, s'il reste des eaux disponibles dans la largue en amont du moulin de Friesen, c'est-à-dire si le moulin de Friesen est en roulement et à plus forte raison si les eaux déversent pardessus la crête du barrage de ce moulin, ou bien si le long de la rigole alimentaire une partie des eaux est appliquée à des irrigations ;

2° D'après les ordres que donnera l'autorité supérieure allemande compétente, suivant l'opportunité de la mesure, dans le cas où toutes les eaux de la largue seraient absorbées par la rigole et appliquées à l'alimentation du canal.

Art. 3. Les eaux d'éclusées nécessaires au transit des bateaux seront, en tout temps, fournies de deux côtés du bief de partage, sans distinction de nationalité.

Art. 5. Les mesures nécessaires seront prises de part et d'autre pour assurer l'entretien des ouvrages et un bon aménagement des eaux.

Art. 5. Les ingénieurs français et allemands s'abstiendront de toute action directe sur les surveillants et les écluses placés en dehors de leurs services respectifs, les ordres nécessaires pour l'exécution du présent règlement devant être donnés par l'ingénieur de l'arrondissement de Belfort ou son délégué, en ce qui concerne les mesures à prendre dans la section française, et par l'ingénieur du cercle de

Mulhouse ou son délégué, en ce qui concerne les mesures à prendre dans la section allemande.

Art. 6. Les ingénieurs en chef des deux services s'aviseront mutuellement des chômages prévus de chaque côté de la frontière et de toutes autres circonstances qui intéresseront la navigation de transit.

Art. 7. Le présent règlement est basé sur les conditions actuelles des dimensions des écluses et des biefs compris entre l'écluse 4 du sud et Mulhouse. Tout projet de modification de cette section du canal de nature à augmenter sensiblement la quantité d'eau à tirer du bief de partage devrait faire l'objet d'une entente préalable.

Art. 8. Le présent règlement sera soumis à l'approbation des deux Gouvernements pour être rendu exécutoire à partir du 1^{er} juillet prochain.

Ainsi fait en double expédition à Strasbourg, le 23 avril 1873.

Signé : DE CLERCQ.

ORSEL.

RENAUDIN.

VON SYBEL.

GREBENAU.

FRIEDBERG.

RÈGLEMENT

Pour l'alimentation de la Marne au Rhin au moyen des ressources du bief de partage des Vosges, signé à Strasbourg le 23 avril 1873.

Les Commissaires nommés en vertu du dernier alinéa de l'article 14 de la Convention additionnelle signée à Francfort le 11 décembre 1871, savoir :

Du côté de la France :

M. DE CLERCQ, ministre plénipotentiaire ;

M. ORSEL, ingénieur des mines ;

M. RENAUDIN, inspecteur des finances ;

Du côté de l'Allemagne :

M. VON SYBEL, conseiller de régence ;

M. GREBENAU, directeur des constructions hydrauliques ;

M. FRIEDBERG, conseiller de régence,

Ont arrêté les dispositions suivantes :

Article 1^{er}. La section française du canal de la Marne au Rhin comprise entre l'écluse 13 ouest et Dombasle sera alimentée au moyen des eaux tirées de la section allemande du canal et provenant des ressources du point de partage des Vosges, tant en ce qui concerne l'alimentation normale ou les besoins de la navigation, qu'en ce qui concerne le remplissage des biefs après un chômage régulier ou accidentel.

La prise d'eau à effectuer en conséquence, indépendamment des

éclusées nécessaires à la navigation, sera réglée par la levée des ventelles de la quatorzième écluse.

Art. 2. L'étang de Réchicourt, par lequel doit être plus spécialement assurée l'alimentation des biefs compris : 1° sur territoire allemand, entre la prise d'eau de l'étang de Réchicourt et la frontière ; 2° sur territoire français, entre Xures et Dombasle, sera rempli chaque année, comme par le passé, au moyen des premières eaux disponibles des crues des Sarres, c'est-à-dire des premières eaux excédant les besoins du service normal. En conséquence, il n'en sera pas envoyé à l'étang de Mittersheim, tant que le remplissage de celui de Réchicourt n'aura pas été effectué.

Art. 3. Les eaux d'éclusées nécessaires au transit des bateaux seront en tout temps fournies des deux côtés du bief de partage, sans distinction de nationalité.

Art. 4. Les mesures nécessaires seront prises de part et d'autre pour assurer l'entretien des ouvrages et un bon aménagement des eaux.

Art. 5. Les ingénieurs français et allemands s'abstiendront de toute action directe sur les surveillants et les écluses placés en dehors de leurs services respectifs, les ordres nécessaires pour l'exécution du présent règlement devant être donnés par l'ingénieur du cercle de Sarrebourg ou son délégué, en ce qui concerne les mesures à prendre dans la section allemande, et par l'ingénieur de l'arrondissement de Nancy ou son délégué, en ce qui concerne les mesures à prendre dans la section française.

Art. 6. Les ingénieurs en chef des deux services s'aviseront mutuellement des chômages prévus de chaque côté de la frontière et de toutes les autres circonstances qui intéresseront la navigation de transit.

Les ingénieurs désignés dans l'article 5 s'entendront pour le règlement des détails courants de l'alimentation spécifiée par les articles 1 et 2, tels que la hauteur et la durée de la levée des ventelles de la quatorzième écluse, et les précautions à prendre en cas de remplissage d'un bief.

Art. 7. L'alimentation du versant ouest du canal de la Marne au Rhin jusqu'à Dombasle, telle qu'elle est prévue par le présent règlement, sera toujours maintenue par le gouvernement allemand. Il y pourvoira dans le cas où il apporterait au canal des modifications ou exécuterait de nouveaux travaux d'où résulterait, pour les sections allemandes, une augmentation des besoins d'alimentation.

Art. 8. Le présent règlement sera soumis à l'approbation des deux

gouvernements pour être rendu exécutoire à partir du 1^{er} juillet 1873.
Fait à Strasbourg, en double expédition, le 23 avril 1873.

Signé : DE CLERCQ.
ORSEL.
RENAUDIN.

VON SYBEL.
GREBENAU.
FRIEDBERG.

AFFAIRES COMMERCIALES

ANGLETERRE

Projets d'arrangements internationaux relatifs aux signaux de détresse, aux signaux en temps de brume et aux collisions en mer.

LORD LYONS AU COMTE DE RÉMUSAT

Paris, le 16 novembre 1872.

M. le Ministre, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que de pressantes sollicitations ont été adressées au gouvernement de Sa Majesté, dans le but de fixer, au moyen d'une entente internationale, les signaux de pilotage et de détresse.

De nombreuses existences ont été sacrifiées par suite de l'interprétation erronée des signaux de détresse, qui ont été confondus avec les signaux particuliers signalant le passage ou l'arrivée d'un navire. D'un autre côté, on s'est servi de fusées et on a souvent mis à la mer les bateaux de sauvetage sur les côtes du Royaume-Uni, par suite de signaux qu'on supposait être des signaux de détresse et qui ont été reconnus être soit des signaux pour appeler un pilote, soit des fusées destinées à signaler l'arrivée d'un navire.

L'absence d'un système uniformément adopté présente donc, Monsieur le Ministre, deux graves inconvénients : 1^o les signaux de détresse sont mal interprétés, et souvent on n'y fait pas attention ; 2^o les signaux qui ne sont pas faits pour demander du secours sont souvent pris par ceux qui sont à terre pour des signaux de détresse.

Les grandes lignes de bateaux à vapeur se servent habituellement, pour signaler leur arrivée, de signaux formés par des combinaisons de fusées et de feux de couleur. Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas cru devoir intervenir dans cette façon de procéder. En premier lieu, les combinaisons de fusées et de feux actuellement en usage sont bien connues et remplissent parfaitement leur but, comme signaux particuliers. D'un autre côté, pour qu'un signal de détresse puisse être adopté par toutes les nations, il faut qu'il soit le plus simple possible, et, en même temps, qu'on ne puisse pas s'y tromper ; pour at-

teindre ce but, il faut qu'il évite de se rapprocher d'une combinaison ou groupe de lumières spéciales colorées, de feux de couleur ou de fusées de couleur.

Le *Board of Trade*, d'accord avec le *Board of Admiralty* et le *Trinity House*, a fait une enquête approfondie sur ce sujet. Le résultat de cette enquête a été la publication, par ces départements, d'un ensemble de règles faciles à suivre.

Ce règlement, Monsieur le Ministre, a été accueilli très-favorablement dans le Royaume-Uni, et j'ai l'honneur, d'après les instructions du gouvernement de Sa Majesté, d'en adresser un exemplaire à Votre Excellence, pour être communiqué au gouvernement français en vue de l'adoption d'un système uniforme pour les signaux dont il s'agit.

En priant Votre Excellence d'examiner aussitôt que possible cette question, j'ai l'honneur, etc.

Signé : LYONS.

LE COMTE DE RÉMUSAT A LORD LYONS.

Versailles, le 27 janvier 1873.

M. l'Ambassadeur, j'ai reçu la lettre, en date du 16 novembre dernier, par laquelle Votre Excellence m'exprimait, au nom de son Gouvernement, le désir de voir le Gouvernement français adopter le système de signaux récemment établi par le *Board of Trade*, pour les navires qui réclament un pilote ou qui se trouvent en détresse.

M. le Ministre de la marine et des colonies, à qui j'avais fait part de cette communication, en lui transmettant les exemplaires des instructions du *Board of Trade*, vient, après avoir pris l'avis du conseil d'amirauté, de me faire connaître le résultat de l'examen auquel a été soumise la proposition du Gouvernement de S. M. Britannique.

M. l'amiral Pothuau reconnaît que la multiplicité des signaux employés par les bâtiments des différentes nations, soit pour appeler un pilote, soit pour demander de prompts secours, peut avoir les plus funestes conséquences. Il considérerait donc comme très-désirable qu'on pût adopter des règles uniformes qui éviteraient des erreurs et des indécisions de la part des pilotes ou des agents des stations de sauvetage, et il applaudit à l'initiative prise par le Gouvernement britannique en vue d'établir ces règles. Celles que propose le *Board of Trade* lui paraissent satisfaisantes, sous la réserve, toutefois, de quelques modifications, au sujet desquelles il lui semblerait facile d'arriver à une entente.

En premier lieu, s'il est rationnel d'adopter un pavillon spécial pour appeler le pilote, il ne serait pas nécessaire, dans la pensée de

M. le Ministre de la marine, que ce pavillon fût une modification du pavillon national de chaque bâtiment, puisque tous les navires arrivant devant un port arborent leurs couleurs.

M. l'amiral Pothuau ne croit pas non plus qu'il soit indispensable de préciser la durée de l'intervalle entre les coups de canon d'un signal de détresse; la durée d'une minute, qui est proposée, lui paraît, d'ailleurs, trop courte, si l'on considère que les bâtiments du commerce n'ont, le plus souvent, qu'une ou deux pièces d'artillerie.

Enfin, il y aurait avantage, dans son opinion, à n'employer que des fusées pour les signaux de détresse et à réserver l'usage des feux de Bengale pour appeler un pilote.

En résumé, les changements dont M. le Ministre de la marine suggérerait l'adoption sont les suivants :

1° Le signal d'appel de pilote sera un pavillon unique et spécial arboré au mât de misaine.

2° La durée de l'intervalle entre les coups de canon successifs d'un signal de détresse ne sera pas spécifiée.

3° Les feux de Bengale ne seront pas employés pour un signal de détresse.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien communiquer ces propositions au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et j'attacherais du prix à pouvoir informer M. l'amiral Pothuau de la suite qui sera donnée à cette affaire, dont le Gouvernement français apprécie le grand intérêt pour la navigation maritime.

Agréé, etc.

Signé : RÉMUSAT.

LORD LYONS AU DUC DE BROGLIE.

Paris, le 31 août 1873.

M. le Ministre, le Parlement anglais vient de sanctionner les signaux de détresse et de pilotage, et la plupart des Gouvernements étrangers les ont adoptés. Le Gouvernement de Sa Majesté m'a chargé de porter ce fait à la connaissance du Gouvernement français, de lui transmettre des exemplaires des sections 18, 19 et 20 du *Merchant Shipping Act*. 1873, ainsi que les cédules qui s'y rapportent, et de lui demander de vouloir bien prendre les dispositions nécessaires pour donner une sanction légale à ces signaux.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LYONS.

LE DUC DE BROGLIE A LORD LYONS.

Versailles, le 10 novembre 1873.

M. l'Ambassadeur, ainsi que j'en ai informé Lord Lytton le 30 décembre dernier, j'avais transmis à M. le Ministre de la marine et des

colonies les sections du *Merchant Shipping acts amendment act* contenant les nouvelles dispositions qui ont été adoptées en Angleterre pour les signaux de pilotage ou de détresse, et que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique désirerait voir adopter en France.

En réponse à cette communication, M. l'amiral de Dompierre d'Hornoy me fait savoir que le conseil d'amirauté, qui avait été déjà saisi, l'année dernière, des premières ouvertures du Gouvernement britannique, vient d'émettre, sur la question, un avis motivé dont j'ai l'honneur de transmettre copie à Votre Excellence.

Cet avis a reçu l'approbation de M. le Ministre de la marine, qui est disposé à sanctionner les signaux de pilotage et de détresse recommandés par le Gouvernement de la Reine, bien qu'ils ne répondent pas complètement aux vues de son département, dont il avait été donné connaissance à Votre Excellence le 27 janvier de cette année; il croit devoir, cependant, insister sur les modifications suivantes, qu'il considère comme à peu près indispensables :

1° Adopter pour signal d'appel du pilote, pendant le jour, un pavillon unique, commun à toutes les nations, simple dans ses dispositions et facile à distinguer de loin, tel que le pavillon P du code international de signaux (bleu à carré blanc intérieur);

2° Remplacer, dans le signal d'appel du pilote pendant la nuit, l'intervalle de quinze minutes entre les feux de Bengale, par un intervalle de cinq minutes seulement.

M. l'amiral de Dompierre d'Hornoy fait remarquer, à ce sujet, que l'article 20 du *Merchant Shipping acts amendment act* 1873, autorisant le Gouvernement britannique à modifier, par voie de règlements, les signaux indiqués dans les annexes de la loi et actuellement en vigueur, aucune difficulté législative ne s'opposerait à ce qu'il fût donné satisfaction à ses demandes sur ces deux points.

Je serai obligé à Votre Excellence de vouloir bien porter ces diverses observations à la connaissance de son Gouvernement, et me faire connaître l'accueil qu'elles auront reçu, M. le Ministre de la marine devant attendre la réponse du Cabinet de Londres avant de prendre des mesures pour l'application en France des nouveaux signaux de pilotage et de détresse.

Agréez, etc.

Signé : BROGLIE.

LORD LYONS AU DUC DECAZES.

Paris, le 4 décembre 1873.

M. le Ministre, le Gouvernement de Sa Majesté a porté son attention sur la note que votre prédécesseur m'a fait l'honneur de m'adresser

le 10 du mois dernier, pour m'annoncer que le Gouvernement français était disposé à adopter, avec certaines modifications, les règles concernant les signaux de détresse et de pilotage qui figurent dans le *Merchant Shipping acts amendment act 1873*, et le principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères m'a chargé d'exprimer à Votre Excellence les remerciements du Gouvernement de Sa Majesté de ce que le Gouvernement français ait bien voulu, pour les signaux de détresse, abandonner les objections présentées contre les signaux décrits dans la note imprimée ci-jointe (A).

Le Gouvernement de Sa Majesté est heureux de penser que tant d'existences humaines seront préservées sur les côtes d'Angleterre et de France par suite de l'accord établi entre les deux pays.

Quant aux signaux de pilotage décrits dans la note imprimée ci-jointe (B) et aux observations des conseillers du Gouvernement français, notamment celles qui ont pour but de faire réduire de quinze à cinq minutes l'intervalle entre l'apparition des lumières bleues, et de substituer un pavillon d'un caractère plus simple et plus distinctif au pavillon national bordé d'une bande blanche d'un cinquième de la largeur du pavillon, le Gouvernement de Sa Majesté désire faire remarquer que le pavillon national de pilote et le feu de Bengale connu sous le nom de *lumière bleue* sont depuis des années admis comme signaux de pilotage dans les eaux anglaises, et qu'il serait difficile pour le moment de les changer, d'autant plus qu'ils ne donnent lieu par eux-mêmes à aucune objection, qu'ils sont facilement compris et présentent toute sécurité.

Le Gouvernement de Sa Majesté fait remarquer toutefois que, bien que le feu de Bengale ou, comme on le nomme, *la lumière bleue*, ne doive être allumé qu'une fois en quinze minutes, on y ajoute aussi, comme signal à faire pour appeler un pilote, un feu blanc brillant qui peut-être allumé ou placé sur le bord du navire pendant une minute environ. Cette disposition permet d'atteindre le but proposé, en donnant à tout navire la responsabilité de se servir, pour appeler un pilote, d'un feu allumé à des intervalles moindres de quinze minutes.

Quant au pavillon de pilote, le Gouvernement de Sa Majesté croit devoir faire observer que le caractère distinctif est la bordure blanche, au cinquième de la largeur du pavillon, et que le pavillon lui-même n'a besoin de n'être ni large ni coûteux, du moment où on peut le distinguer et le hisser à l'avant. Mais il semble au Gouvernement de Sa Majesté que le meilleur système pour les navires serait de se servir des deux petits pavillons P. T. du Code international.

Le gouvernement de Sa Majesté a la confiance que les observations ci-dessus seront jugées satisfaisantes par le Gouvernement français et

qu'il n'éprouvera plus aucune difficulté à adopter les signaux de pilotage pour les navires dans les eaux françaises.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LYONS.

LORD LYONS, AU DUC DE BROGLIE.

Paris, le 23 octobre 1873.

M. le Ministre, l'attention du Gouvernement de Sa Majesté Britannique a été appelée sur ce fait que plusieurs pays ont un système particulier de signaux pour prévenir les abordages de navires en temps de brume ; mais, jusqu'ici, aucune tentative n'a été faite pour établir un code international de signaux de cette nature.

En vue de faciliter l'étude de cette question, j'ai l'honneur de recourir aux bons offices de Votre Excellence pour obtenir et pouvoir transmettre à mon Gouvernement des exemplaires du code de signaux adoptés pour les temps de brume (*Fog signals*) par le Gouvernement français. Dans le cas où il n'existerait aucun code officiel de cette nature, je serais très-reconnaissant si Votre Excellence daignait me fournir un rapport quelconque sur les signaux en temps de brume généralement usités dans la marine de France.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LYONS.

LE DUC DE BROGLIE A LORD LYONS

Versailles, le 14 novembre 1873.

M. l'Ambassadeur, Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'informer, le 23 du mois dernier, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, se proposant d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de provoquer l'établissement d'un code international de signaux pour prévenir les abordages en temps de brume, désirerait obtenir communication des règlements qui existeraient en France relativement à ces sortes de signaux.

En réponse à la demande de renseignements que je m'étais empressé de lui adresser sur ce sujet, M. le Ministre de la marine et des colonies me fait savoir qu'aucun signal particulier n'est employé, dans la marine française, pour éviter les abordages en temps de brume.

Les signaux usités en pareil cas par les navires français, de guerre et de commerce, sont exclusivement ceux qui ont été rendus réglementaires par l'article 10 du décret du 25 octobre 1862 et qui leur sont communs avec les bâtiments anglais. En effet, le décret n'a été rendu qu'après un accord préalable établi avec le Gouvernement britannique ; ces dispositions ont acquis, depuis lors, un caractère réellement international par suite de l'adhésion de la plupart des

puissances maritimes, et, jusqu'à présent, le département de la marine n'a pas eu connaissance de modifications ou d'adjonctions qui y auraient été faites par un pays quelconque.

M. l'amiral de Dompierre d'Hornoy ajoute qu'il est, du reste, tout disposé, si le Gouvernement britannique croit utile de proposer ou d'étudier un nouveau système de signaux pour les temps de brume, à lui prêter le concours de son département, en examinant avec le plus grand intérêt le projet qui pourrait lui être soumis.

Veuillez, etc.

Signé : BROGLIE.

LORD LYONS AU DUC DE BROGLIE

Paris, le 28 août 1873.

M. le Ministre, conformément aux instructions que j'ai reçues du principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour le département des affaires étrangères, j'ai l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence la copie de la section 16 de la loi sur la marine marchande de 1873 (*Merchant shipping Act*), qui impose au capitaine de tout navire le devoir, en cas de collision en mer, de rester près de l'autre navire, afin de le secourir, s'il est nécessaire ; de lui prêter aide et assistance, si faire se peut ; et de lui communiquer le nom et la destination de son propre navire.

Cette section remet en vigueur la loi des années 25 et 26 de Victoria, chapitre 63, section 33, et la loi des années 34 et 35 de Victoria, chapitre 110, section 9 ; avec cette addition que, s'il s'agit d'un navire britannique, le capitaine, s'il est reconnu en faute, est rendu passible d'une peine criminelle.

En ce qui concerne les navires étrangers, les termes de cette section ne leur sont applicables que dans le cas où il se trouveraient dans les limites de la juridiction britannique (section 57 de l'acte de 1862, amendant l'acte sur la marine marchande). Mais la section 58 de ce dernier acte autorise Sa Majesté à faire appliquer, par ordonnance royale, ces dispositions aux navires étrangers en dehors des limites de la juridiction britannique, si le Gouvernement du pays auquel ces navires appartiennent y consent.

Il est évidemment à désirer qu'il y ait une seule loi sur ce sujet pour tous les navires en collision, quelque soit le pays auquel ils appartiennent et quelle que soit la partie des mers où la collision aurait eu lieu. Par conséquent, j'ai été chargé d'appeler l'attention du Gouvernement français sur ce point, et de lui demander son consentement à l'application, par les tribunaux britanniques, aux navires français ayant eu une collision en dehors des limites de la juridiction britannique, de la loi applicable aux navires anglais.

De son côté, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique désire que cette même loi soit appliquée par les tribunaux français aux navires anglais.

Les observations ci-dessus se rapportent à la partie de la réforme prévue par la loi en question et qu'on peut obtenir au moyen d'une instance civile, savoir : à cette partie qui considère le défaut d'obéissance à la loi comme un fait qui rend le navire délinquant passible de dommages et intérêts au civil. En ce qui concerne la partie de la loi qui impose au capitaine une peine criminelle, chaque nation levra, naturellement, agir pour son propre compte ; le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se borne à exprimer l'espoir que, dans l'intérêt commun de l'humanité, les Gouvernements étrangers imposeront aux capitaines de leurs navires la même obligation et la même peine, en cas de désobéissance, que le Gouvernement anglais impose actuellement aux capitaines britanniques.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LYONS.

LE DUC DECAZES A LORD LYONS

Versailles, le 15 décembre 1873.

M. l'Ambassadeur, en transmettant, le 28 août dernier, à mon pré-décesseur, un exemplaire de la section 16 du *Merchant Shipping Act* 1873, relative aux abordages en mer et aux pénalités à infliger, dans certains cas, aux capitaines de navires, Votre Excellence lui a exprimé, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le désir que ces pénalités pussent être appliquées à nos capitaines en dehors des eaux territoriales anglaises, ou tout au moins que le Gouvernement français voulût bien adopter une législation analogue à celle qui est actuellement en vigueur en Angleterre.

M. le Ministre de la marine, à qui cette proposition avait été communiquée, m'a fait connaître le résultat de l'examen dont elle a été l'objet de la part de son département. Il reconnaît tout d'abord, comme moi, les avantages que présenterait une loi unique sur la matière ; mais il fait observer, avec raison, que l'esprit de nos lois pénales diffère trop de l'esprit des lois pénales anglaises pour qu'il soit possible de rendre les capitaines français justiciables des tribunaux britanniques.

La section 16 du « *Merchant Shipping Act* 1873 » définit les devoirs imposés aux capitaines après une collision ; elle prescrit l'obligation, par chacun des deux capitaines, de maintenir son navire aux côtés de l'autre, afin de le secourir au besoin, de lui donner toute l'assistance dont il peut disposer, et de lui indiquer le nom et la destination

de son propre bâtiment. Le capitaine qui manque à ses devoirs sans pouvoir se justifier, est considéré comme coupable de *misdemeanour*; et peut être suspendu ou révoqué de son commandement.

Mais le *misdemeanour* peut entraîner, suivant la gravité des cas, l'amende, l'emprisonnement et la transportation à temps ou à vie. Les tribunaux britanniques ont donc des pouvoirs tellement étendus et une telle latitude d'appréciation, qu'il nous serait impossible de soumettre nos nationaux à leur juridiction. Le principe de nos lois pénales est, en effet, de définir exactement le délit et d'y adapter une peine dont le maximum et le minimum laissent relativement peu de latitude au juge.

Je m'empresse d'ajouter, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne saurait se méprendre sur notre pensée, que les observations qui précèdent portent uniquement sur une question de procédure et de compétence. Mais le Gouvernement français, qui a pris une part importante à l'élaboration du Code international connu sous le nom de *Règlement de 1862* sur les abordages en mer, est plus que jamais disposé à s'associer à toutes les mesures que quelqu'une des Puissances maritimes croirait devoir suggérer pour introduire dans ce règlement les améliorations dont une douloureuse expérience a fait reconnaître la nécessité. C'est ainsi que, sur la demande même du gouvernement anglais, nous sommes entrés en communication avec lui pour nous entendre sur l'adoption d'un système de signaux particuliers pour les temps de brume et sur un projet de signaux internationaux à l'usage des bâtiments en détresse.

En ce qui concerne les pénalités à infliger aux capitaines qui n'auraient pas rempli, à la suite d'une collision en mer, les devoirs que leur impose l'humanité, s'il ne nous est pas possible d'admettre que nos nationaux puissent être déférés aux tribunaux anglais lorsque l'abordage aura eu lieu en dehors des eaux territoriales, nous n'en sommes pas moins prêts à reconnaître l'opportunité des mesures adoptées par le Gouvernement britannique, et je viens de me concerter avec MM. les Ministres de la justice et de la marine pour la présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de loi qui aura pour effet d'établir une analogie, aussi complète que possible, entre les législations des deux pays sur la matière.

Indépendamment de cette question spéciale, et en se plaçant à un point de vue plus général, on doit se demander si les dispositions du Règlement international de 1862 présentent des garanties suffisamment efficaces pour prévenir d'aussi désastreuses collisions que celle qui vient de causer la perte de tant d'existences humaines. C'est un point sur lequel je prie votre Excellence de vouloir bien

appeler l'attention de son Gouvernement, et qui me paraîtrait pouvoir être l'objet des études d'une conférence internationale, ou, tout ou moins, d'une commission mixte anglo-française, dont les travaux seraient ultérieurement soumis, comme l'a été le Règlement de 1862, à l'examen et à l'approbation des Puissances maritimes. Je serais heureux d'apprendre que le Cabinet de Londres partage, à cet égard, les vues du Gouvernement français.

Agrééz, etc.

Signé: DECAZES.

RUSSIE.

Dénonciation du Traité de Commerce et de Navigation du 14 juin 1857.

LE PRINCE ORLOFF AU COMTE DE RÉMUSAT.

Paris, le 28 janvier 1873.

M. le Ministre, Votre Excellence n'ignore pas la divergence d'interprétation à laquelle ont donné lieu les stipulations de notre traité de commerce avec la France, conclu en 1857.

Cette divergence est de nature à inspirer au Cabinet impérial le désir de profiter des dispositions de l'article 24 de la convention pour en faire cesser les effets.

Toutefois, pour se rendre au désir exprimé par M. le Président de la République, et voulant donner au Gouvernement français un nouveau témoignage de déférence, le Cabinet impérial consentirait à suspendre la dénonciation du traité dont il s'agit, dans le cas où le Cabinet de Versailles serait disposé, de son côté, à envoyer un plénipotentiaire à Saint-Petersbourg, chargé d'en conclure un nouveau. Mais il resterait entendu, de part et d'autre, que la communication dont j'ai l'honneur de m'acquitter aujourd'hui auprès de Votre Excellence, d'ordre de ma Cour, tiendra lieu d'une dénonciation formelle de la convention du 2/14 juin 1857, dans le cas où les négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce n'aboutiraient pas.

Dans ce dernier cas, le traité de 1857 sera considéré comme dénoncé par le Cabinet impérial de Russie depuis le 1^{er} 13 mars prochain, et ses effets devront cesser dans un an, à partir de cette date.

En priant Votre Excellence de vouloir bien m'accuser la réception de la présente, j'ai l'honneur de lui renouveler l'assurance de ma haute considération.

Signé: ORLOFF.

LE COMTE DE RÉMUSAT AU PRINCE ORLOFF.

Versailles, le 14 février 1873.

M. l'Ambassadeur, j'ai reçu la lettre que votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 28 du mois dernier, au sujet de la dénonciation éventuelle du traité de commerce signé le 14 juin 1857 entre la France et la Russie.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur, désirant profiter des dispositions de l'article 24 du traité, relatif à la durée de cet acte international, et conservant, d'autre part, l'espoir que les négociations pourront s'engager prochainement pour la conclusion d'une nouvelle convention plus favorable au développement des relations commerciales entre les deux pays, consent à suspendre la dénonciation officielle du traité, mais demande, en même temps, qu'il soit pris acte de son intention formelle d'en faire cesser les effets à partir du 13 mars 1874, dans le cas où, à cette époque, les négociations n'auraient point abouti à une entente.

En vous accusant réception de cette communication, je ne puis, Monsieur l'Ambassadeur, que vous remercier des sentiments de confiance et d'amitié qui l'ont inspirée. Le Gouvernement français partage sincèrement le désir du Cabinet impérial d'améliorer par de nouvelles stipulations, les rapports commerciaux et maritimes qu'entretiennent les deux nations, et je recevrai avec empressement les ouvertures que Votre Excellence voudra bien m'adresser pour fixer, d'un commun accord, les bases de la négociation qu'auront à poursuivre les Plénipotentiaires qui seront ultérieurement désignés.

Agréez, etc.

Signé: RÉMUSAT.

ÉTATS-UNIS

Suppression des surtaxes différentielles de pavillon

LE DUC DE BROGLIE AU MARQUIS DE NOAILLES A WASHINGTON

Versailles, le 29 août 1873.

M. le marquis, vous avez appris, par la voie du *Journal officiel*, que l'Assemblée nationale a voté, dans sa séance du 28 juillet dernier, une loi, promulguée le 31 du même mois et aux termes de laquelle les articles 1 et 2 de la loi du 30 janvier 1872 sur la marine marchande seront abrogés à dater du 1^{er} octobre prochain. Par suite de cette décision, les surtaxes différentielles de pavillon, qui avaient été rétablies momentanément en France, vont donc être supprimées de nouveau, et nous pouvons dès lors demander, au moins pour la même

époque, le retrait de la proclamation du Président des États-Unis qui a, par mesure de rétorsion, remis en vigueur la surtaxe de 10 0/0 sur les marchandises importées dans les ports de l'Union américaine par navires français provenant de ports étrangers.

Toutefois, M. le marquis, avant de vous prier de faire une démarche auprès du cabinet de Washington, j'ai eu à examiner, de concert avec MM. les ministres des finances et de l'agriculture et du commerce, la question de savoir si, dans l'état actuel des choses, nous devons nous borner à réclamer, en vertu de la réciprocité, la suppression des surtaxes différentielles pour notre pavillon aux États-Unis, en nous fondant sur la loi récente qui abolit les surtaxes analogues sur les marines étrangères en France, ou bien si, donnant suite aux pourparlers échangés entre vous et M. Fish, nous aurions plus d'intérêt à négocier avec le cabinet fédéral un arrangement qui assurerait aux pavillons des deux pays le traitement national, dans les ports respectifs, à la navigation indirecte comme à l'intercourse directe.

Or, dans aucun cas, la durée de l'arrangement à intervenir avec les États-Unis ne pourrait excéder le terme fixé par le traité récemment conclu avec l'Angleterre, c'est-à-dire le 30 juin 1877. Dans ces conditions, la convention nouvelle avec l'Union américaine ne présenterait aucun avantage sérieux.

D'après ces considérations, je ne puis, M. le marquis, que vous prier de communiquer officiellement au Gouvernement fédéral la loi du 28 juillet 1873, qui a supprimé en France les surtaxes de pavillon, en exprimant le désir que le président Grant veuille bien, par une nouvelle proclamation, assurer, à la même date, un traitement analogue à nos navires dans les ports américains.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE MARQUIS DE NOAILLES AU DUC DE BROGLIE

Washington, le 18 septembre 1873. .

M. le duc, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du 29 août 1873, et par laquelle elle me fait savoir que l'Assemblée nationale a voté, dans sa séance du 28 juillet dernier, une loi promulguée le 31 du même mois et aux termes de laquelle les articles 1 et 2 de la loi du 30 janvier 1872 sur la marine marchande ont été abrogés à dater du 1^{er} octobre prochain. Conformément aux instructions que me transmet Votre Excellence j'ai fait savoir au secrétaire d'État à Washington qu'en vertu de cette nouvelle loi les surtaxes différentielles de pavillon, qui avaient été rétablies momentanément en France, vont être supprimées de nou-

veau, et je lui ai demandé le retrait de la proclamation du Président des États-Unis qui a, par mesure de rétorsion, remis en vigueur la taxe de 10 0/0 sur les marchandises importées dans les ports de l'Union américaine par navires français provenant de ports étrangers.

J'ai à remercier Votre Excellence d'avoir bien voulu donner quelque attention aux réflexions que j'ai pris naguère la liberté de soumettre au département au sujet des avantages qu'il y aurait à négocier avec le cabinet fédéral un arrangement qui assurerait au pavillon des deux pays le traitement national, dans les ports respectifs, à la navigation indirecte comme à l'intercourse directe. Mes pourparlers à cet égard avec M. H. Fish se sont bornés à quelques observations générales. Je ne me serais pas permis, en effet, d'aborder la question, même indirectement et sous toutes réserves, sans connaître les intentions du département. Je prendrai cependant la liberté de rappeler ici le point de vue auquel je m'étais placé en entretenant le prédécesseur de Votre Excellence de la possibilité d'un arrangement avec les États-Unis. Bien que les circonstances aient complètement changé depuis, par l'abolition des articles 1 et 2 de la loi du 30 janvier 1872, il n'en reste pas moins vrai que le commerce maritime français n'aurait rien à perdre, mais pourrait gagner au contraire, selon les éventualités, à ce qu'un pareil arrangement fût conclu, sinon immédiatement, du moins à une époque assez prochaine.

Il n'est pas douteux, en effet, que si la surtaxe de pavillon venait à être rétablie en France, le droit excessif de 10 0/0 *ad valorem* ne fût immédiatement rétabli aux États-Unis, sans qu'aucune intervention diplomatique pût l'empêcher. Or, si cette éventualité venait à se produire en 1877, il serait probablement trop tard pour conclure un arrangement avec les États-Unis sans exciter les réclamations des autres nations. Si, au contraire, cette éventualité ne se produit pas, ce qui, j'espère, est le cas le plus probable, la crainte de voir un jour rétablir la surtaxe de pavillon peut, à elle seule cependant, nuire au développement de notre commerce maritime avec les États-Unis, que de fréquents changements dans le régime de la navigation ont arrêté dans son essor. Nous ne devons pas perdre de vue, en effet, que la population des États-Unis augmente chaque jour, que les besoins de la consommation augmentent avec la même rapidité, et que la navigation indirecte des autres nations nous crée une concurrence contre laquelle nous devons nous efforcer de lutter.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Marquis DE NOAILLES.

LE MARQUIS DE NOAILLES AU DUC DE BROGLIE

Washington, le 2 octobre 1873.

M. le duc, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence trois exemplaires de la proclamation du Président des États-Unis, datée du 22 du mois dernier, en vertu de laquelle se trouvent abolis, à partir du 1^{er} octobre, les droits différentiels perçus jusqu'ici sur les marchandises importées aux États-Unis par bâtiments français.

Signé : Marquis de NOAILLES.

ANNEXE

PROCLAMATION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Attendu que preuve satisfaisante m'a été donnée, le 13 septembre courant, par M. le marquis de Noailles, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, qu'à partir du premier jour d'octobre prochain les marchandises importées en France par navires des États-Unis, de n'importe quel pays, ne seront pas soumises à d'autres droits ou impôts que ceux imposés sur les marchandises importées en France des pays de leur origine ou de tout autre pays par navires français ;

En conséquence, moi Ulysses S. Grant, Président des États-Unis d'Amérique, en vertu de l'autorité dont je suis investi par la loi, je déclare et proclame, par les présentes, qu'à partir du 1^{er} octobre prochain, aussi longtemps que les marchandises importées en France par navires des États-Unis, soit des pays d'origine, soit d'autres pays, seront admises dans les ports de France aux conditions ci-dessus, les droits différentiels imposés, jusqu'à présent, sur les marchandises importées aux États-Unis par navires français, soit des pays d'origine, soit de tout autre pays, seront et sont supprimés et abolis.

En foi de quoi, etc.

Fait dans la ville de Washington, ce vingt-deuxième jour de septembre de l'an de Notre-Seigneur 1873 et de l'indépendance des États-Unis d'Amérique le quatre-vingt-dix-huitième.

Par le Président :

Contresigné : J.-C. BANCROFT DAVIS,
Faisant fonctions de secrétaire d'État.

Signé : U.-S. GRANT.

RÉUNION D'UNE CONFÉRENCE MONÉTAIRE.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE FRANCE A
BRUXELLES, BERNE ET ROME.

Versailles, le 24 novembre 1873.

M. le Conseil fédéral suisse vient de me saisir d'une proposition ayant pour objet de réunir, le plus tôt possible, une conférence internationale, composée de délégués des quatre Etats signataires de la convention monétaire du 23 décembre 1865 (1),

Cette proposition est basée sur les modifications que la situation monétaire de l'Europe a subies dans ces derniers temps et sur la nécessité d'examiner, de concert, quelles peuvent être les conséquences de ces changements pour les quatre pays contractants. Le conseil fédéral signale, notamment, les mesures législatives adoptées ou projetées en Allemagne, dans les États scandinaves et en Hollande ; il mentionne l'introduction du cours forcé en France et en Italie, ainsi que la démonétisation de l'argent dans plusieurs pays d'Europe ; il fait ressortir, enfin, la différence qui s'est produite, depuis la conclusion de la convention de 1865, dans le rapport de la valeur entre l'or et l'argent. Il ajoute, d'ailleurs, que, dans sa pensée, la conférence projetée n'aurait pas de programme arrêté d'avance ; les délégués des quatre États se réuniraient libres de tout engagement ; leur mission consisterait à échanger leurs vues, à étudier la situation sous toutes ses faces et à rechercher, d'un commun accord, les moyens de parer aux éventualités dont ils auraient reconnu le danger.

Les ouvertures du Conseil fédéral ont été accueillies par nous avec d'autant plus d'empressement qu'elles répondaient à nos propres préoccupations. Indépendamment des mesures arrêtées ou projetées dans plusieurs pays de l'Europe, il s'est produit, en effet, au sein même des États liés par la convention de 1865, depuis qu'elle a été signée, des faits d'une haute gravité qui ont dû nécessairement exercer une grande influence sur la circulation monétaire et même altérer sensiblement le fonctionnement normal de la convention. C'est à ce point de vue, surtout, qu'apparaît, pour M. le Ministre des finances, l'opportunité d'une conférence dans laquelle les délégués des quatre Gouvernements concordataires pourraient se renseigner réciproquement sur la situation monétaire de leur pays et sur les effets de la convention.

Je vous serai donc obligé, Monsieur, de vouloir bien proposer au Gouvernement..... de prendre part à une conférence à laquelle se feraient représenter les quatre États signataires de la convention de

(1) Voir *Archives* 1866, tome 3, page 184.

1865, et qui se réunirait à Paris le 10 du mois prochain ; les considérations sur lesquelles s'appuie cette proposition ne me permettent pas de douter qu'elle ne soit accueillie ; je vous prie de me faire connaître, aussitôt que possible, les noms des délégués que le Cabinet de..... aura cru devoir désigner.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE COMTE D'ASPREMONT LYNDEN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE BELGIQUE, AU BARON BAUDE, MINISTRE DE FRANCE A BRUXELLES.

Bruxelles, le 28 novembre 1873.

M. le baron, je me suis empressé de communiquer à M. le Ministre des finances la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 26 de ce mois, concernant la réunion prochaine d'une conférence internationale de délégués des États signataires de la convention monétaire du 23 décembre 1865.

D'accord avec mon collègue, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Roi n'hésite pas à accepter l'invitation qui lui est adressée.

Le caractère de cette réunion doit, nous semble-t-il, être le même que celui de la conférence de 1865, dans laquelle a été négociée la convention du 23 décembre de cette année. Ainsi, les délégués de chaque pays seraient munis d'instructions de leurs Gouvernements, et stipuleraient au nom de ceux-ci. La forme à donner ultérieurement aux arrangements qui interviendraient dépendra, naturellement, de l'objet et de la nature des résolutions communes. Très-probablement il n'y aura pas lieu de conclure un traité nouveau, et il suffira d'un protocole adopté par les Gouvernements des nations associées ou d'un échange de déclarations.

Le Gouvernement français pensera, sans doute, avec nous, que, les pays représentés étant unis par un traité, il n'y aura pas lieu de procéder comme l'a fait la commission internationale de 1867, dans laquelle chacun des membres, bien que délégué à certains égards par son Gouvernement, n'engageait pas celui-ci et exprimait plutôt son opinion personnelle. Ce caractère mixte ne peut être, à notre sens, celui de la réunion proposée, car on ne peut aboutir ainsi qu'à l'expression de simples vœux, et non à des résolutions pratiques.

Mon collègue et moi nous nous sommes concertés sur le choix des deux délégués belges, qui seraient M. Victor Jacobs, ancien ministre des finances, membre de la Chambre des représentants, et M. le baron Jules Greindl, ministre plénipotentiaire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : COMTE D'ASPREMONT LYNDEN

LE DOCTEUR KERN AU DUC DECAZES.

Paris, le 4 décembre 1873.

Monsieur le Duc, par note du 26 novembre, la Légation de France à Berne a annoncé au Conseil fédéral suisse que le Gouvernement français, prenant en considération la situation dans laquelle se trouvent actuellement les Etats liés par la convention monétaire du 23 décembre 1865, en présence des mesures arrêtées ou projetées dans plusieurs pays de l'Europe, a décidé de réunir en une conférence les quatre Etats signataires de cette convention. En même temps, M. le Chargé d'affaires de France demandait au Conseil fédéral de faire connaître à son Gouvernement les noms des délégués suisses à cette conférence.

Le Conseil fédéral suisse me charge de remercier Votre Excellence du bon accueil qu'Elle a consenti à faire aux propositions formulées par la Suisse le 5 novembre, et de lui annoncer qu'il a délégué à la conférence M. Feer-Herzog, vice-président du Conseil national suisse, et M. Lardy, docteur en droit, conseiller de légation à Paris.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de me faire connaître, en temps utile, le lieu et la date de la réunion de la conférence, afin de me mettre en mesure de prévenir MM. les délégués du Conseil fédéral.

Agréez, etc.

LE MINISTRE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE.

Pour le Ministre et par autorisation :

*Le Conseiller de légation,**Signé : LARDY.*

M. VISCONTI-VENOSTA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE
AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE, A ROME.

Rome, le 6 décembre 1873.

Monsieur le Comte, vous m'avez fait l'honneur de m'adresser une note, le 28 novembre dernier, pour inviter, au nom du Cabinet de Versailles, le Gouvernement italien à une conférence à laquelle les quatre États signataires de la Convention du 23 décembre 1865, se feraient représenter et qui aurait pour mission d'étudier la question monétaire et de rechercher, d'un commun accord et en dehors de tout programme préconçu, les moyens de parer à certaines éventualités dont le danger a été signalé. Vous m'annonciez, en même temps, que les Administrations française et belge viennent de limiter simultanément, sans cependant s'être consultées d'avance, la fabrication des pièces de 5 francs d'argent, et vous me demandiez si le Gouvernement du Roi ne croirait pas devoir, de son côté, sans attendre la réunion de la Conférence, adopter les mesures restrictives et pure-

ment conservatrices dont les Gouvernements de France et de Belgique ont reconnu l'urgence.

Son Excellence le Président du Conseil, Ministre des finances, à qui j'ai fait part du contenu de votre note, m'a prié de remercier, en son nom, le Gouvernement de la République pour l'invitation qu'il nous a adressée et pour les renseignements qu'il a bien voulu nous fournir. C'est là, aux yeux de M. Minghetti, une question de la plus haute importance et qui doit attirer l'attention des États qui ont entrepris, dans l'intérêt du commerce général, la tâche de résoudre, par des stipulations diplomatiques, les problèmes que soulève la circulation monétaire internationale. Mais précisément parce qu'il est pénétré de la gravité du sujet dont la conférence devrait s'occuper, M. Minghetti sent le besoin de le soumettre à une délibération consciencieuse avant de donner des instructions précises aux commissaires italiens.

J'ai donc, sur la demande du Président du Conseil, fait exprimer au Cabinet de Versailles, par le chargé d'affaires du Roi à Paris, le désir que la Conférence soit ajournée jusqu'au mois de janvier prochain, et je me flatte que notre demande, suggérée par des considérations dont l'efficacité nous paraît incontestable, sera favorablement accueillie.

Je saisis, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

LE DUC DECAZES AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE,
A BRUXELLES ET A BERNE.

Versailles, le 7 décembre 1873.

M., D'après une communication qui m'est adressée par le chargé d'affaires d'Italie à Paris, le Gouvernement italien exprime le désir d'obtenir l'ajournement au mois de janvier prochain de la réunion de la Conférence monétaire internationale, la date du 10 décembre, qui avait été primitivement indiquée, ne permettant pas au Ministère des finances du royaume de prendre les dispositions nécessaires pour que ses délégués puissent utilement participer aux travaux de la Commission.

Cette date n'ayant été fixée que sous réserve de l'agrément des trois autres États de l'Union, la demande du Gouvernement italien ne pouvait soulever aucune objection, et je me suis empressé de l'en informer, en lui proposant de reporter l'ouverture des Conférences au 8 du mois de janvier. Je vous ai prié, par un télégramme en date de ce jour, de donner au Gouvernement.... avis de cet ajournement, afin d'éviter à ses délégués un déplacement inutile.

Recevez, etc.

Signé : DECAZES.

PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

POUR LA RÉVISION DU RÉGIME DES QUARANTAINES.

LE COMTE DE KUEFSTEIN, CHARGÉ D'AFFAIRES D'AUTRICHE-HONGRIE,
A PARIS, AU DUC DE BROGLIE.

Paris, le 27 septembre 1873.

Monsieur le Duc, l'épidémie cholérique qui, pendant les dernières années, a fait, à différentes reprises, invasion en Europe et les mesures de quarantaine qu'elle a dû provoquer et qui entravent sérieusement les relations commerciales ont amené le Gouvernement Impérial et Royal à examiner si les règlements internationaux établis à cet égard ne devraient pas subir certaines modifications, et si principalement il n'y aurait pas lieu de faire décider, par une conférence internationale, si, d'après l'état actuel de la science, des quarantaines peuvent encore être considérées comme des mesures suffisantes pour empêcher l'invasion du fléau.

L'épidémie s'étant étendue cette année sur presque toute l'Europe, le Gouvernement Impérial et Royal pense que tous les Gouvernements reconnaîtront la nécessité d'adopter, dans l'intérêt général, des procédés uniformes qui, mieux que les mesures prises séparément, assureraient la sécurité des populations.

Le Congrès international de médecine qui vient d'avoir lieu à Vienne s'est occupé spécialement du choléra, et ses résolutions pourraient servir de base aux délibérations de la Conférence.

Avant de faire une proposition dans cette direction, le Gouvernement Impérial et Royal désirerait connaître l'avis du Gouvernement français, et savoir si ce dernier serait disposé à prendre part à une conférence de cette nature.

Agrééz, etc.

Signé : KUEFSTEIN.

LE DUC DE BROGLIE AU COMTE APPONYI.

Versailles, le 42 novembre 1873.

M. l'Ambassadeur, M. le comte Kuefstein m'a informé, le 27 septembre dernier, que le Gouvernement Impérial et Royal, recherchant les moyens de rendre plus efficaces et, en même temps, moins gênants pour le commerce les règlements destinés à prévenir la propagation du choléra, désirait savoir si le Gouvernement français serait disposé à se faire représenter dans une conférence internationale qui serait chargée d'examiner la question et d'indiquer les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter au régime des quarantaines.

Après m'être entretenu de cette communication avec M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, je me trouve en mesure de vous annoncer, Monsieur l'Ambassadeur, qu'appréciant l'intérêt général des questions qui seraient soumises aux délibérations de cette Conférence, le Gouvernement français n'hésite point à adhérer à la proposition dont il s'agit; je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien en donner avis au Gouvernement Impérial et Royal.

Agrérez, etc.

Signé : BROGLIE.

COMMISSION INTERNATIONALE DU MÈTRE

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE FRANCE
A PÉKIN, YEDO ET Téhéran

Versailles, le 26 juillet 1873.

M., les avantages d'un système uniforme de poids et mesures ont été depuis longtemps généralement reconnus. En posant, il y a quatre-vingts ans, les bases du système métrique décimal, la science a fourni l'instrument nécessaire à la réalisation de cette pensée, qui n'a cessé, dès lors, de se propager en Europe et en Amérique.

Les expositions universelles qui ont eu lieu en France et en Angleterre depuis 1851 ont donné à ce mouvement une impulsion décisive : en 1867 notamment, parmi les collections les plus intéressantes envoyées à Paris, figurait une exposition complète des différents systèmes de poids et de mesures en usage dans tous les pays, et un comité spécial, chargé d'étudier les moyens de faire disparaître cette diversité, émit, à l'unanimité, un vœu en faveur de l'application générale du système décimal, qui se distingue de tout autre par un caractère particulier de simplicité et de précision.

L'adoption de ce système est aujourd'hui plus ou moins complètement réalisée dans vingt-huit Etats, comprenant près de 500 millions d'habitants. Mais il importe essentiellement que les divers pays où il est fait usage du mètre et du kilogramme emploient des types établis dans des conditions identiques ; aussi, pour donner satisfaction aux vœux qui lui avaient été exprimés, le gouvernement français a-t-il été amené, dans le courant de l'année 1870, à prendre l'initiative de la convocation d'une commission internationale dont les membres étaient appelés à se concerter au sujet de la construction de prototypes du mètre et du kilogramme.

Après avoir tenu à Paris ses premières séances du 8 au 14 août 1870, cette commission s'est réunie de nouveau le 24 septembre dernier.

Dans cette seconde session, les délégués français ont été chargés de procéder, dans les conditions arrêtées par la commission internationale, à la confection des mètres et des kilogrammes étalons ; ils ont immédiatement commencé les études préparatoires de ce travail, et, avant de les achever, ont dû s'assurer du nombre de types que désireraient posséder, non-seulement les gouvernements des Etats représentés dans la Commission, mais ceux des autres pays étrangers.

En effet, la question de la propagation du système métrique n'intéresse pas seulement ceux des gouvernements qui ont participé aux travaux de la Commission internationale du mètre ; il n'est pas moins utile, pour la régularité et la loyauté des transactions, d'en introduire l'usage chez toutes les nations du globe qui ont entre elles des relations commerciales.

Je vous serai donc obligé, Monsieur, de communiquer au gouvernement..... les explications qui précèdent, et de lui demander s'il désire être compris dans la répartition des étalons métriques ; en cas de réponse affirmative, vous l'inviterez à vous faire connaître le nombre de types de chaque espèce qu'il aurait l'intention d'acquérir. Le prix d'un mètre ne dépassera probablement pas, tous frais compris, la somme de 4,000 francs, et celui d'un kilogramme celle de 1,500 francs.

Si le gouvernement....., au lieu de se borner à recevoir de la Commission internationale des modèles construits et vérifiés par elle seule, préférerait prendre connaissance des procédés employés pour résoudre de semblables questions, il n'aurait qu'à désigner des délégués pour le représenter à la Commission, qui les recevrait avec empressement et les admettrait à participer à ses travaux.

Je vous prie, Monsieur, de me faire connaître, le plus tôt possible, l'accueil qu'auront reçu ces diverses propositions.

Je vous adresse, d'ailleurs, en double exemplaire, deux brochures contenant : l'une, les procès-verbaux de la dernière réunion de la Commission ; l'autre, une notice historique sur le système métrique ; ces documents vous fixeront, d'une manière exacte, sur l'état de la question et vous permettront de fournir les renseignements complémentaires qui vous seraient demandés.

Recevez, etc.

Signé : BROGLIE.

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Versailles, le 3 novembre 1873.

Monsieur le., au nombre des résolutions prises par la commission internationale du mètre, qui s'est tenue à Paris, aux mois de septembre et d'octobre de l'année dernière, figurait la création d'un *Comité permanent*, chargé de diriger et de surveiller l'exécution des décisions de la Commission internationale concernant la comparaison des nouveaux prototypes métriques entre eux et la construction des appareils servant à ces comparaisons. Ce Comité permanent, composé de membres appartenant tous à des nationalités différentes, s'est réuni le 1^{er} du mois dernier, sur la convocation de son président, M. le général Ibañez; j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint deux exemplaires des procès-verbaux de ses séances, pour être transmis au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

En lui adressant cette communication, vous voudrez bien appeler tout spécialement l'attention du Cabinet de. sur la proposition présentée par M. le général Ibañez, dans la séance du 3 octobre (page 10 des procès-verbaux); cette proposition, adoptée à l'unanimité par le Comité, est ainsi conçue :

« Le Comité permanent, après avoir pris connaissance du rapport
« étendu que lui a adressé la section française sur l'état d'avance-
« ment de ses travaux, jugeant qu'il n'est pas convenable que la
« France supporte seule les frais de cette œuvre commune, pense
« qu'il est de son devoir de provoquer la formation d'une confé-
« rence diplomatique qui prendrait les dispositions nécessaires
« pour mettre le Comité à même d'effectuer les nombreuses com-
« paraisons qui lui incombent. Cette conférence assurerait, en
« outre, la conservation des étalons prototypes internationaux et
« l'exécution des comparaisons ultérieures des mètres et des kilo-
« grammes dont les différents Gouvernements pourraient faire la
« demande.

« En conséquence, le Comité décide que son bureau s'adressera
« au Gouvernement français, dans le but d'obtenir la prochaine
« convocation à Paris de cette conférence. »

M. le Ministre du commerce, à qui cette résolution a été directement transmise (page 24 des procès-verbaux), est tout disposé, en ce qui le concerne, à y donner sa complète adhésion. Je crois devoir seulement préciser le sens qui conviendrait, à mon avis, d'attacher à l'expression de « Conférence diplomatique » dont s'est servi le

Comité permanent. Dans ma pensée, cette conférence, étant appelée à régler toutes les questions qui touchent à la conservation des étalons métriques et au mode d'exécution des comparaisons à effectuer, ne pourrait être composée que de délégués spéciaux, ayant toute autorité et toute compétence pour remplir cette mission; ces délégués seraient munis de pouvoirs nécessaires pour élaborer un projet de convention, qui serait ultérieurement consacré suivant les usages diplomatiques.

Sous réserve de cette observation de pure forme, je vous serai obligé, Monsieur le, de me faire savoir si le Gouvernement adhère au vœu que nous avons été priés de porter à la connaissance de tous les États qui se sont fait représenter dans la Commission internationale du mètre.

Agrérez, etc.

Signé : BROGLIE.

GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ

DES MARQUES DE FABRIQUE

LE DUC DE BROGLIE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE A L'ÉTRANGER.

(Circulaire).

Versailles, le 9 août 1873.

Monsieur le . . ., la plupart des traités de commerce conclus entre la France et les Puissances étrangères renferment, vous le savez, une clause relative à la garantie réciproque de la propriété des marques de fabrique; cette garantie consiste, pour nos industriels, dans le droit qui leur est reconnu, comme aux nationaux eux-mêmes, de poursuivre les contrefacteurs devant les tribunaux étrangers, sous la seule condition d'effectuer préalablement le dépôt légal de leurs marques dans la capitale du pays d'importation.

La propriété industrielle jouit ainsi, en principe, de toute la protection qu'il est possible au Gouvernement de lui assurer; mais, s'il faut en croire les informations parvenues à mon département, cette protection, dans la pratique, serait rendue illusoire par les difficultés qu'éprouveraient nos fabricants à remplir, à l'étranger, les formalités légales. Il résulterait, en effet, d'un mémoire qui m'a été adressé par un grand nombre d'industriels, qu'obligés de recourir à des intermédiaires pour effectuer le dépôt de leurs marques, ils se trouveraient, dans beaucoup de cas, déçus, pour vices de forme, du droit de traduire en justice les contrefacteurs.

« Il faut, est-il dit dans ce mémoire, que l'exportateur désireux » d'assurer le respect de sa propriété industrielle au dehors s'adresse

» à Paris, pour le dépôt de sa marque, à un intermédiaire ayant dans
» chaque capitale étrangère un correspondant familiarisé avec les
» formalités requises, assez capable et assez honnête pour les remplir
» utilement.....

» En résumé, la formalité du dépôt à l'étranger est entourée
» aujourd'hui de tant de difficultés, elle offre si peu de sécurité, et, par
» suite des exigences des correspondants locaux, devient parfois
» tellement onéreuse, qu'elle est restée sans application, au grand
» dommage du commerce français d'exportation, »

Dans ces circonstances, mon département a été sollicité de venir en aide à l'industrie française en autorisant nos chancelleries diplomatiques ou consulaires à l'étranger à se charger elles-mêmes d'effectuer le dépôt légal des marques pour le compte des intéressés, moyennant le paiement d'une taxe spéciale indépendante des frais de toute nature à acquitter.

Désireux, en ce qui me concerne, de faciliter à nos nationaux, autant qu'il peut dépendre de mon département, l'accomplissement des formalités qu'ils ont à remplir pour sauvegarder leur propriété, j'ai, de concert avec M. le ministre de l'agriculture et du commerce, soumis la question à une étude approfondie, et nous avons, d'un commun accord, arrêté ainsi qu'il suit un ensemble de mesures destinées à satisfaire aux vœux des industriels, tout en évitant de compromettre nos agents par une intervention trop directe de leur part.

La première de ces mesures consisterait à fournir aux intéressés tous les renseignements de nature à les éclairer exactement sur les obligations qu'ils ont à remplir pour s'assurer, dans le pays d'importation, la garantie de leur propriété industrielle. A cet effet, les chefs de postes diplomatiques ou consulaires devraient, tout d'abord, adresser à mon département, en original et en traduction, le texte de toutes les prescriptions légales applicables au dépôt des marques de fabrique à l'étranger (articles de traité, règlements d'administration publique, formules obligatoires, etc., etc.)

Ces documents, réunis et soigneusement tenus à jour, seraient placés, par les soins du ministère de l'agriculture et du commerce, dans la salle du Conservatoire des arts et métiers spécialement affectée au service des marques de fabrique, pour y être constamment à la disposition du public.

Tout fabricant désireux d'effectuer le dépôt de sa marque de fabrique à l'étranger ferait parvenir, par l'intermédiaire de mon département, à la chancellerie du poste diplomatique ou consulaire établi dans le pays d'importation, un pli renfermant :

1° Une demande sur papier timbré indiquant le nombre et la na-

ture des pièces consignées, la mention qu'elles doivent être traduites ou déposées en original, avec la déclaration expresse que le dépôt sera fait sous la responsabilité exclusive de l'expéditeur quant au nombre, au libellé et, en général, à la validité légale de ces pièces ;

2° Les pièces à déposer (déclarations, marques, etc.) conformément aux prescriptions locales ; mais, comme il vient d'être dit, sous la responsabilité exclusive de l'intéressé ;

3° Une procuration spéciale en blanc, dûment légalisée ;

4° Un reçu du fondé de pouvoirs à Paris du chancelier constatant le versement entre ses mains, à titre de provision, d'une somme destinée à pourvoir aux frais de toute nature, dont le décompte serait ultérieurement fait.

La procuration ne devrait, sous aucun prétexte, être mise au nom du chancelier ou même d'un commis de chancellerie. Il importe, en effet, de ne point se départir du principe, invariablement suivi dans mon administration, qui consiste à ne jamais engager que la responsabilité *administrative* de nos agents, et à éviter, de la manière la plus absolue, de les exposer à la responsabilité *judiciaire* que pourrait entraîner pour eux, malgré toutes les réserves faites, le mandat dont ils se seraient chargés. D'autre part, cependant, la combinaison projetée n'offrant de sécurité aux déposants que par l'intervention effective des chanceliers, qui est pour eux la seule garantie de la sincérité du dépôt, il a été décidé que la procuration serait mise au nom d'un tiers quelconque, mais que le dépôt serait effectué par ce mandataire sous les yeux des chanceliers eux-mêmes, dont la présence serait constatée, au bas du reçu ou certificat délivré par l'autorité locale compétente, au moyen de la mention suivante : « Nous, chancelier de..... certifions que le dépôt de la marque de fabrique de » M..... a été effectué en notre présence par M..... son mandataire. » Cette intervention de leur part donnerait, d'ailleurs, lieu à la perception d'un droit de vacation dont le montant sera ultérieurement fixé par un article additionnel au tarif des chancelleries.

Les formalités ayant été ainsi remplies, le chancelier dresserait un bordereau des sommes dues par le déposant et comprenant la taxe locale exigée par l'autorité compétente, les frais de poste, s'il y a lieu, ceux de traduction de pièces, le droit de vacation, etc., plus la bonification ordinaire de 2 0/0 pour avances faites. Ce bordereau, ainsi que le reçu ou certificat délivré par l'Administration étrangère, seraient envoyés à mon département par l'intermédiaire du chef de poste, pour être remis à l'intéressé, auquel il appartiendrait de retirer des mains du fondé de pouvoirs du chancelier l'excédant de la somme versée à titre de provision, sauf prélèvement, au profit du

fondé de pouvoirs, des frais de change et de commission. Les avances de diverse nature que le chancelier aurait eu à faire lui seraient ainsi intégralement remboursées par son banquier, et, dans ces avances, seraient naturellement comprises les taxes de chancellerie à percevoir au nom de l'État, taxes dont il aurait à se charger en recette sur ses états de comptabilité.

Dans les conditions où ce nouveau service sera organisé, il me paraît devoir fonctionner sans aucun des inconvénients qu'il aurait pu entraîner. Je le recommande donc tout particulièrement à l'étude du chancelier de votre poste; je recevrai avec intérêt les observations que vous auriez à me soumettre pour l'améliorer, s'il se peut, sur quelques points de détail, et je me réserve de vous faire connaître ultérieurement l'époque à laquelle il devrait être mis en vigueur.

Pour le moment, je vous prie, M. le, de vouloir bien me faire parvenir, dans le plus bref délai possible, en original et en traduction, tous les documents législatifs et administratifs (modèles de pièces, formules, etc.) relatifs aux marques de fabrique et aux formalités à remplir pour en effectuer le dépôt légal. Ce n'est qu'après avoir fait réunir cette collection de documents au Conservatoire des arts et métiers, pour être mis à la disposition du public, que je vous adresserai les instructions définitives que comportera l'exécution du nouveau service.

Agréé, etc.

Signé : BROGLIE.

TROISIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES

France. — M. BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT, A VIENNE (1).

(Extrait.)

Berlin, le 5 mars 1866.

Le sentiment public, les masses elles-mêmes sont libérales, parlementaires; mais elles ne sont pas moins monarchiques, et surtout prussiennes, c'est-à-dire pénétrées de cette ambition qui a placé le royaume au rang de grande puissance avant même d'en posséder les ressources et l'étendue. Il y a du Frédéric le Grand dans chaque Prussien, quelle que soit la manière dont il envisage ces questions de liberté, et du moment où l'on aurait eu la bonne fortune de reculer les frontières de l'État sur un point quelconque, on serait en droit, quoi qu'on eût fait, de monter au Capitole. Voilà la situation de Bismarck, et, au point où en sont les choses, il est voué à laisser le souvenir et l'empreinte d'un grand ministre, ou à terminer misérablement une carrière de monomane obstiné, suivant la manière dont se résoudront les questions qu'il a posées.

France. — M. DROUYN DE LHUYS A M. BENEDETTI, A BERLIN.

Paris, le 31 mars 1866.

Mon cher monsieur Benedetti, j'ai lu avec un grand intérêt les lettres particulières que vous m'avez adressées dans le courant de ce mois. Je vous en exprime tous mes remerciements. Si je les ai reçues sans y répondre immédiatement, c'est que je n'avais rien à modifier aux instructions que je vous ai tracées à différentes reprises. Nous sommes toujours dans les mêmes dispositions. Tout en reconnaissant la gravité de la nouvelle crise à laquelle nous assistons, nous ne voyons point dans le différend, tel qu'il se présente aujourd'hui, de motif suffisant pour nous départir de notre attitude de neutralité. Nous nous en sommes expliqués en toute franchise avec la cour de Prusse.

Lorsque nous avons été interrogés par le cabinet de Vienne, nous lui avons déclaré fermement que nous voulions rester neutres, bien

(1) *Ma mission en Prusse*, par le comte Benedetti, 1 vol. in-8°, Paris. Plon, éditeur. Voir les *Extraits* relatifs à la guerre franco-allemande, *Archives*, 1871-72, t. I.

qu'il nous eût fait observer que notre neutralité était plus favorable pour la Prusse que pour l'Autriche. Nous attendrons donc le conflit armé, s'il doit éclater, dans l'attitude où nous sommes actuellement. Le Roi lui-même a bien voulu reconnaître avec vous que les circonstances présentes n'offraient point les bases de l'accord que S. M. désire. La marche des événements nous fixera sur la nature et la portée des intérêts qui se trouveront engagés, et l'extension que prendra la guerre, aussi bien que les questions qu'elle soulèvera, détermineront alors les éléments de l'entente qui pourra intervenir entre la Prusse et nous.

J'ai, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

France. — M. BENEDETTI A M. DROUYN DE LHUYS.

Berlin, le 3 avril 1866.

J'ai fait observer au président du Conseil que ses projets, s'ils pouvaient être agréés par les confédérés de la Prusse, créeraient un état de choses qui ne saurait manquer d'éveiller la sollicitude des puissances, et que je devais le rendre attentif à cette éventualité; que, pour ma part, je ne m'imaginai pas qu'on pût toucher à la situation respective des États allemands, et modifier, au profit de l'une ou de l'autre des grandes cours germaniques, le pacte fédéral, sans troubler l'équilibre européen. J'ai tenu à lui présenter ces considérations, afin qu'il ne pût pas invoquer mon silence comme une sorte d'approbation qu'il viendrait à m'opposer dans le cas, peu probable d'ailleurs, où il obtiendrait de la Diète des avantages qui ne se concilieraient pas avec nos intérêts. Il a reconnu la justesse de mes observations, et me rappelant les ouvertures que M. de Goltz a été chargé de vous faire, il a ajouté que le moment était venu pour lui de les renouveler, et pour nous, de nous expliquer sur les garanties que nous croirions devoir stipuler. Je lui ai répondu que j'étais demeuré étranger à ces pourparlers, que n'en connaissant que ce qu'il avait bien voulu m'en apprendre lui-même, je n'avais aucun éclaircissement à lui donner à ce sujet. Je lui ai fait remarquer, du reste, que son projet ne me semblait pas devoir être favorablement accueilli à Francfort, et qu'il serait vraisemblablement repoussé par l'unanimité de la Diète. « C'est une éventualité, lui ai-je dit, que vous devez avoir prévue, et je me permettrai de vous demander quelle résolution vous prendrez dans ce cas. — Notre projet, m'a-t-il répondu, peut être rejeté, mais il sera discuté; il aura l'assentiment de l'opinion publique dans toute l'Allemagne, et on ne voudra pas le décliner par une procédure som-

maire; il nous vaudra de modifier les dispositions des esprits et de les convaincre que la Prusse est l'unique puissance en mesure de satisfaire les aspirations nationales; s'il le faut, nous sortirons de la Diète, et nous prendrons conseil des circonstances. »

Ces appréciations ne me semblent pas sérieuses. Ou je me trompe, ou M. de Bismarck se nourrit d'illusions, s'il s' imagine que sa proposition aura la vertu de convertir le sentiment public en le ralliant à sa politique. Tel n'est pas, d'ailleurs, le but qu'il poursuit; son ambition a pour objet d'assurer à la Prusse une action prépondérante en Allemagne; et, comme il lui est démontré désormais que la guerre avec l'Autriche peut seule le conduire à ce résultat, il la veut, et il la poursuit à outrance contre les dispositions personnelles du Roi qui la redoute, contre le gré de l'Autriche qui désire l'éviter, contre l'opinion en Allemagne et en Europe. Sa combinaison fédérale n'est qu'un expédient, comme je vous l'ai déjà dit, imaginé pour irriter le cabinet de Vienne et jeter la confusion en Allemagne, pour gagner du temps et pour pousser de toutes parts aux armements : je le lui ai dit, et il ne m'a pas désavoué. Son jeu consiste à obtenir que l'Autriche développe ses préparatifs militaires, et à mener les choses de façon que la Prusse paraisse y aviser à son tour, uniquement pour pourvoir à sa défense. Quand les deux puissances seront sous les armes, la guerre, selon lui, éclatera d'elle-même.... Contraindre le Gouvernement de Vienne à mettre sur pied toutes ses forces militaires en le suivant pas à pas, de manière à placer l'une devant l'autre les armées de l'Autriche et de la Prusse, voilà le véritable objet de tous les efforts de M. de Bismarck en ce moment. Aussi, quand il considérait le moment actuel comme propice à une entente plus étroite entre la France et la Prusse il avait, je crois, uniquement en vue de prémunir le Roi contre une défaillance à laquelle il craint que S. M. puisse être entraînée par les appréhensions que lui inspire notre attitude.

Je vous ai dit que c'est là le moyen suprême employé par les adversaires de la politique de M. de Bismarck, et que M. de Goltz lui-même est loin de se montrer rassuré sur nos dispositions. Le président du Conseil sent parfaitement que là est aussi le danger le plus grave auquel il soit exposé, et il voudrait s'y soustraire en nous liant par des arrangements qui rendraient au Roi une entière confiance. Mais, à mon sens, il se méprend en présumant que le Roi serait, dès à présent, disposé à nous faire les sacrifices que nous aurions à lui demander. Pour ma part, je ne suppose pas que les circonstances y aient suffisamment préparé S. M., et c'est dans cette conviction que j'ai décliné les insinuations du président du Conseil. Ma correspondance ne vous a laissé que trop pressentir toutes les péripéties auxquelles il convient

de s'attendre; les choses dépendent encore d'une volonté unique, celle du Roi, qui est en butte aux sollicitations les plus vives et les plus opposées à la fois. Tout est donc possible, et je ne serais pas éloigné de croire au triomphe des amis de la paix, si le Roi, par son obstination et ses doctrines en matière constitutionnelle, n'avait lui-même créé, à l'intérieur, une situation qui l'engage personnellement. La lutte qu'il a soutenue contre la représentation nationale et toutes les nuances du parti libéral, ne lui permettrait guère aujourd'hui de faire avec dignité les concessions dont il devrait prendre l'initiative : en constituant un nouveau ministère, il ne pourrait le choisir que dans les rangs de l'opposition. Dans sa manière d'envisager les prérogatives de la couronne, ces concessions, d'ailleurs, constitueraient une atteinte à ses droits souverains; et, d'autre part, on n'aperçoit aucun homme influent en situation de composer un cabinet assez fort pour seconder le Roi dans son évolution, le lendemain surtout du jour où la Prusse, reculant devant l'attitude énergique de l'Autriche, aurait essuyé un échec pour longtemps irréparable. On en est si bien convaincu ici, que beaucoup de bons esprits en sont venus à croire que, comme M. de Bismarck, le Roi est lui-même placé dans l'alternative d'accepter le conflit avec l'Autriche ou d'abdiquer, extrémité que j'indique comme l'un des traits saillants de la situation, sans y ajouter plus d'importance qu'il ne convient.

J'ajoute cependant que M. de Bismarck ne s'est prêté aux vues du Roi, dans toutes les questions de politique intérieure, que dans la pensée de consolider sa position ministérielle, et pour mieux contraindre son souverain à le suivre dans la voie où il a toujours pensé, depuis qu'il a touché aux affaires publiques, que la Prusse devait s'engager résolument, si elle veut conquérir en Allemagne et en Europe la position qu'elle a de tout temps ambitionnée. Il a souvent regretté l'obstination du Roi à revendiquer des prérogatives contestées par l'immense majorité de la Chambre; il s'en est toutefois constitué le défenseur passionné, dans la persuasion qu'il y puiserait lui-même une force plus grande pour assurer le succès de sa politique extérieure, avec ou sans l'assentiment volontaire de S. M. « Je suis parvenu, me disait-il hier, à déterminer un roi de Prusse à rompre les relations intimes de sa maison avec la maison impériale d'Autriche, à conclure un traité d'alliance avec l'Italie révolutionnaire, à accepter éventuellement des arrangements avec la France impériale, à proposer à Francfort le remaniement du pacte fédéral avec le concours d'une assemblée populaire. Je suis fier d'un pareil résultat; j'ignore s'il me sera permis d'en recueillir les fruits; mais, si le Roi m'abandonne, j'aurai préparé le terrain en creusant un abîme entre l'Autri-

che et la Prusse, et le parti libéral, montant au pouvoir, achèvera la tâche que je m'étais imposée.

Je suis, etc.

Signé : BENEDETTI.

Italie. — LE GÉNÉRAL GOVONE AU GÉNÉRAL DE LA MARMORA (1).

Berlin, le 3 juin 1866.

Excellence, ayant demandé au comte de Bismarck une audience de congé avant de partir pour l'Italie, le président du Conseil m'a reçu hier soir à neuf heures dans le jardin du ministère d'État et m'a entretenu jusqu'à dix heures. J'ai annoncé à S. Exc. l'arrivée imminente du colonel Avet, officier très-distingué de l'armée italienne, destiné par le Roi à accompagner l'armée prussienne en cas de guerre.

J'ai ajouté que les événements se faisant tous les jours plus graves, j'ai dû renoncer à attendre pour présenter moi-même cet officier supérieur. Le comte de Bismarck m'a répondu : « Maintenant, qui mettra le feu aux poudres : la Prusse ou l'Italie ? » Je demandai au président du Conseil s'il connaissait le texte de la réponse faite par l'Autriche à la proposition du Congrès et si le Gouvernement prussien avait pris quelques nouvelles délibérations à la suite d'une pareille réponse, relativement à la Conférence, et si lui, comte de Bismarck, renonçait à se rendre à Paris.

Le président du Conseil m'a répondu :

« Je crois savoir exactement la réponse autrichienne; elle exclut toute négociation de nature à changer l'état de puissance des parties; donc, si l'on ne peut traiter de la cession de la Vénétie, si l'on ne peut traiter de la cession des duchés de l'Elbe, la Conférence reste inutile. Nous attendons, d'ailleurs, pour demain de connaître officiellement le texte autrichien pour décider.

» Nous espérons que la France, en face de cette réponse, en face de l'emprunt forcé dans la Vénétie, en face du dernier acte de l'Autriche qui défère la question des duchés à la Diète et viole le traité de Gastein, reconnaîtra le dessein arrêté de l'Autriche de se refuser à tout accommodement et ne cherchera pas à prolonger plus longtemps des négociations inutiles et préjudiciables pour nous.

» Cette conduite de la France nous serait une preuve de sa loyauté envers nous; si elle agissait autrement, elle nous donnerait des soup-

(1) Texte rectifié de cette même dépêche publiée dans les *Archives* 1873, tome IV, page 152, d'après l'original déposé par le général de La Marmora chez son notaire à la suite de l'incident qui s'est produit au Reichstag allemand à propos de son livre : *Un po' piu di Luce*.

çons sur ses intentions. Pour une seule chose, il m'aurait plu de me rendre à Paris. J'aurais désiré m'aboucher avec l'Empereur, afin de connaître le *maximum* des concessions qu'il désire de nous pour la France. »

Je demandai si en dehors du Rhin, il y avait quelque partie du pays où un vote pour l'annexion à la France pût en quelque manière réussir.

Le comte de Bismarck répondit : « Aucune ; les agents français eux-mêmes qui ont parcouru le pays pour reconnaître les dispositions des populations rapportent tous qu'aucune votation qui ne fût pas fictive ne pourrait réussir. Personne n'aime son propre Gouvernement et la dynastie régnante sur son territoire, mais tous sont et veulent rester Allemands ; de sorte qu'il ne resterait qu'à indemniser la France avec la partie française de la Belgique et de la Suisse.

Je lui répliquai que cela était extrêmement difficile, mais que si l'on ne pouvait faire valoir la volonté populaire, peut-être pourrait-on mettre en avant quelque autre principe, comme, par exemple, celui des *conflits naturels* ; j'ajoutai aussitôt que je n'entendais pas faire allusion à toute la rive gauche du Rhin, mais « n'y a-t-il pas quelque autre ligne géographique qui pourrait convenir à la France ? » — A quoi le comte de Bismarck répondit : « Si, il y aurait la Moselle. » — « Je suis, a-t-il ajouté, moins Allemand que Prussien et je n'aurais aucune difficulté à souscrire à la cession à la France de tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle : le Palatinat, Oldenbourg, une partie du pays prussien, etc. Le Roi cependant, sous l'influence de la Reine, qui n'est pas prussienne, aurait de très graves scrupules et ne s'y déciderait que dans un moment suprême, lorsqu'il serait sur le point ou de tout perdre ou de tout gagner. De toute manière, pour travailler (*sic*) l'esprit du Roi en vue d'un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître la limite *minimum* des prétentions de celle-ci, parce que, s'il était question de toute la rive gauche du Rhin, Mayence, Coblenz et Cologne, mieux vaudrait s'entendre avec l'Autriche et renoncer aux duchés et à beaucoup d'autres choses. »

» Mais, lui dis-je, avec l'Autriche, il n'y a pas d'autre accommodement qu'une capitulation, puisque les questions en litige impliquent ses intérêts les plus vitaux et son avenir, ce qui lui interdit toute transaction. »

« Il est vrai, répliqua le comte de Bismarck ; mais l'opinion allemande absoudrait le Roi de cette capitulation si elle était justifiée par la résolution de ne pas céder du territoire allemand à une puissance étrangère. » Puis il ajouta que le Roi n'avait pas abandonné les espérances de paix, que tout dernièrement il avait engagé des

négociations secrètes avec l'Autriche pour un arrangement et ce à l'insu de lui, comte de Bismarck. « Heureusement qu'elles étaient destinées à échouer, dit-il, et ainsi le Roi se sera mieux convaincu qu'il n'est pas possible de s'entendre avec l'Autriche d'une façon convenable, même indépendamment de ma personnalité. En ce moment encore, le duc de Bade (ici je n'ai pas entendu le nom), neveu du Roi, est à Dresde pour traiter de la paix.

« A peine surgit la proposition de la Conférence de Paris, que le Roi voulait suspendre le départ de la garde de Berlin, afin de témoigner de son sincère désir de la paix. Aujourd'hui nous avons dû lutter, moi et beaucoup de généraux, pour décider le Roi à faire partir la garde. Il s'est irrité et enfin a cédé, et la garde part demain. » Et les corps du Rhin ? demandai-je. « Ils sont depuis trois jours sur la frontière saxonne, » répondit le président du Conseil.

Ici, le comte de Bismarck revint sur l'argument avec lequel il avait commencé sa conversation, à savoir qui, de l'Italie ou de la Prusse, commencerait les hostilités. Il dit qu'il lui serait très-difficile de décider le Roi à prendre l'offensive; que le Roi se faisait une religion, une superstition de ne pas devoir prendre la responsabilité d'une guerre européenne; et que cependant le temps se perdait, l'Autriche et les États secondaires complétaient leurs armements, et les probabilités du succès diminuaient pour la Prusse. L'intérêt italien était, lui aussi, de cette façon compromis si la victoire restait à l'Autriche.

« L'Italie, ajouta-t-il, peut facilement commencer la guerre (*rompere la guerra*), préparer à cet effet elle-même une provocation de « la part de quelque corps croate acheté (*sedeto*), et elle peut être « alors certaine que le jour après, nous passerions (*sic*) la frontière. »

Je répondis que l'Italie était dans une position très-délicate, qu'elle avait fait déclarer à Paris, en pleine séance au Corps Législatif, qu'elle ne prendrait l'initiative d'aucune attaque et qu'elle avait, depuis, répété de toutes les manières cette déclaration.

L'Italie devait compter beaucoup avec l'opinion publique française et ne pas rendre difficile ou impossible l'action amicale de l'empereur Napoléon en sa faveur, en tournant contre elle cette opinion publique qui guidait l'Empereur.

L'Italie avait d'autant plus besoin de montrer à l'Europe sa sagesse et sa modération que dans quelques parties de l'Europe on connaissait moins le véritable état des choses en Italie et l'absolue autorité du gouvernement sur le pays entier, sur l'armée comme sur les volontaires.

Le comte de Bismarck insista encore longuement sur ce sujet et me pria d'en parler à Votre Excellence et au Roi pour que, en commençant les premiers la guerre, on décidât le roi Guillaume à rompre avec des hésitations complètement favorables à nos adversaires, surtout aujourd'hui que tous les États secondaires se sont déclarés pour l'Autriche ou sont à la veille de le faire.

Je promis de rapporter ces désirs, sans lui laisser entrevoir aucune espérance qu'ils fussent exaucés, à la suite de quoi il termina en disant que, lorsqu'il aurait décidé le Roi à prendre l'offensive, il en donnerait avis par le télégraphe et par différentes lignes à Florence. Quant à l'attitude militaire de l'Autriche, elle était jusqu'à présent toute défensive et d'expectative, et ne faisait pas prévoir une agression très-prochaine (*prossima*).

Tel est le résumé de la dernière conversation que j'ai eue avec le comte de Bismarck, et mon impression est qu'il cherchera tous les moyens pour précipiter les choses et arriver promptement aux hostilités.

Ce qui est surtout à remarquer pour le gouvernement de Florence, c'est la déclaration qu'à faite le comte de Bismarck des négociations que dans ces derniers jours encore le roi Guillaume a faites pour un arrangement pacifique avec l'Autriche et de celles qui sont encore pendantes. Celles-ci ou les autres pourront difficilement, il est vrai (*sic*) ; mais la seule possibilité, même lointaine, d'un semblable arrangement doit faire sérieusement réfléchir l'Italie et lui en faire mesurer à l'avance les conséquences incalculables.

Signé : GOVONE.

France. — M. BENEDETTI A M. DROUYN DE LHUYS

(Extrait)

Berlin, le 8 juin 1866.

..... En réalité, nous avons contribué avec les événements, à apaiser les appréhensions que la France inspire partout en Allemagne, mais elles subsistent, et elles se réveilleraient unanimes et violentes au moindre indice qui laisserait soupçonner notre intention de nous étendre vers le Rhin. Je ne connais que le comte de Bismarck qui se soit familiarisé avec la pensée que la Prusse pourrait avoir intérêt à nous faire une concession territoriale, et encore ne consentirait-il qu'à redresser, plus ou moins sensiblement, les frontières communes des deux pays. On ne saurait prévoir les nécessités auxquelles la guerre pourrait réduire le gouvernement prussien, mais le Roi, comme le plus humble de ses sujets, ne supporterait pas, en ce moment, qu'on lui fit entrevoir l'éventualité d'un sacrifice de cette

nature. Le prince royal, si profondément pénétré des dangers de la politique dont il est le témoin, déclarait, il n'y a pas longtemps, à un de mes collègues, avec une extrême vivacité, qu'il préférerait la guerre à l'annexion des duchés acquis au prix du comté de Glatz.

**Confédération de l'Allemagne du Nord. — DISCOURS DU ROI
A L'OUVERTURE DU REICHSTAG, LE 23 MARS 1868.**

Honorés messieurs du Reichstag de l'Allemagne du Nord, voici la troisième fois que je viens vous souhaiter la bienvenue, au nom du Gouvernement de la Confédération, pour continuer, de concert avec vous, à élaborer la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Dans votre dernière session, vous avez posé, par l'établissement d'institutions organiques, la base sur laquelle la législation de la Confédération devra l'édifice des institutions intérieures.

A cet effet, trois projets de loi qui doivent être soumis à votre décision ont été présentés au Conseil fédéral, et ont été déjà discutés en partie.

Dans la dernière session, le principe de la liberté de domicile a été établi. L'empressement avec lequel vous avez accueilli et examiné les propositions qui vous ont été déjà précédemment soumises me fait bien augurer de l'accueil que vous ferez à celles-ci.

Un projet vous sera présenté en vue de régler la situation des anciens officiers du Schleswig-Holstein, qui, pendant la dernière session ont sollicité votre bienveillance, et de fixer le chiffre des secours à donner aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve.

L'impôt sur les eaux-de-vie dans les duchés de Hohenzollern et dans la partie de la Hesse qui appartient à la Confédération demande à être réglé, et le règlement se rattache à un traité, en vertu duquel le libre transit doit être stipulé pour la bière et les eaux-de-vie entre la Confédération et la partie de la Hesse demeurée en dehors du territoire fédéral.

Le budget de la Confédération pour l'année 1869 vous sera présenté. Malgré les difficultés qui s'opposaient pendant les premiers mois de l'année à sa fixation définitive, rien n'a été négligé pour accélérer ce travail, afin qu'il fût possible de vous convoquer, selon l'usage, à une époque qui vous imposât le moins de sacrifices. L'organisation du service international des postes sur la base des lois votées dans le courant de la dernière session est déjà assez avancée.

Des conventions pastorales ont été conclues avec les Etats de l'Allemagne du Nord, avec l'Autriche, le Luxembourg, la Norvège et les

États-Unis d'Amérique, et vous seront présentées ; des conventions semblables avec d'autres États sont à la veille d'être terminées et pourront, je l'espère, être soumises à votre délibération pendant la présente session. Un traité a été conclu avec les États-Unis d'Amérique, pour régler la nationalité des émigrants des deux pays, et écarter ainsi les causes de mésintelligence entre deux nations si étroitement unies l'une à l'autre par les intérêts commerciaux comme par les liens du sang.

D'accord avec les Gouvernements confédérés, et à l'occasion des négociations relatives à ces traités, j'ai donné aux règlements concernant l'industrie une extension plus grande, basée sur le principe de la liberté industrielle. C'est ainsi que la suppression des restrictions de police a fait disparaître l'obstacle qui nuisait le plus au développement de l'industrie.

Une loi sur l'obligation de fournir en temps de paix des logements aux soldats aura pour effet de compléter la législation militaire de la Confédération sous un point de vue particulièrement important pour les intérêts de la population. Le règlement des poids et mesures, qui a dû dans la dernière session, céder la place à des travaux plus urgents, sera délibéré dans cette session.

La situation des fonctionnaires fédéraux a besoin d'un règlement légal et formera l'objet de projets spéciaux.

Un projet de loi sur l'administration des dettes de la Confédération vous sera présenté de nouveau.

J'ai confiance dans l'empressement avec lequel les Gouvernements fédéraux ont accepté la position qui leur est faite dans la Confédération ; la représentation diplomatique de la Confédération, prévue par la Constitution, est actuellement un fait accompli à ma vive satisfaction.

Ce fait a consolidé les relations amicales qui existent entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les puissances étrangères. L'objet de ma constante sollicitude sera de cultiver et de maintenir ces relations. Je puis donc exprimer la conviction que la paix bénira les efforts que vous ferez pour la prospérité des intérêts nationaux, intérêts pour le maintien et la protection desquels s'est unie toute la patrie allemande.

**Turquie. — AALI PACHA AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE SERBIE
A BELGRADE.**

Sublime-Porte, le 44 juin 1868.

L'Agence de la Principauté de Serbie vient de nous communiquer la douloureuse nouvelle concernant l'horrible assassinat dont le Prince Michel vient d'être victime.

La Sublime-Porte considère la composition de l'Administration provisoire comme offrant les garanties voulues pour le maintien du bon ordre dans la Principauté, et pour la régularité des élections princières. Je n'ai pas besoin de vous dire que la Cour Suzeraine désire ardemment que le résultat de ces élections, qui doit être soumis à la sanction de S. M. I., réponde aux besoins légitimes du pays, et que la nation serbe exerce son droit électoral avec toute la liberté compatible avec la conservation de la tranquillité générale et conformément aux lois.

Signé : AALI.

Turquie. — FUAD PACHA AUX REPRÉSENTANTS D'AUTRICHE, DE FRANCE, DE GRANDE-BRETAGNE, D'ITALIE, DE PRUSSE ET DE RUSSIE, A CONSTANTINOPLE.

Sublime-Porte, le 13 juin 1868.

L'Agence de la Principauté de Servie vient de communiquer à la Sublime-Porte la nouvelle de l'horrible assassinat du Prince Michel.

A la suite de la réception de cette nouvelle, S. A. le Grand-Vizir vient d'expédier au Gouvernement provisoire, qui s'est constitué à Belgrade, le télégramme dont j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie.

Ainsi que Votre Excellence le relèvera de la lecture de ce télégramme, le Gouvernement de S. M. le Sultan a pris, en présence de ce malheureux événement, l'attitude que sa sollicitude pour le pays lui dictait. J'aime à espérer que les Hautes Puissances Garantes seront unanimes à approuver cette manière d'agir de la Cour Suzeraine.

Signé : FUAD.

Turquie. — FUAD-PACHA AUX REPRÉSENTANTS DE LA SUBLIME-PORTE A PARIS, LONDRES, VIENNE, BERLIN, FLORENCE ET SAINT-PÉTERSBOURG.

(Télégramme.)

Sublime-Porte, le 13 juin 1868.

Mon télégramme du 11 courant vous a fait connaître que le Gouvernement impérial laisse à la nation serbe son droit d'élection d'un nouveau Prince, conformément aux lois. Toutefois, je vous invite à déclarer dès à présent au ministre des affaires étrangères que la Sublime-Porte entend que l'élection se porte exclusivement sur un indigène; qu'elle est résolue de refuser de sanctionner le choix d'un Prince qui ne sera pas originaire du pays, et que, tout en voulant, l'exécution fidèle et textuelle des actes solennels qui ont réglé le sort de la Serbie, elle ne saurait souscrire, à aucun prix, à une transaction à cet égard.

Signé : FUAD.

France. — M. DROUYN DE L'HUYS A L'EMPEREUR.

Paris, le 5 avril 1869.

L'incident franco-belge a jeté dans le public des préoccupations qu'il n'est pas inutile de bien connaître. Si les négociations qui vont s'ouvrir (1) cachent des arrière-pensées d'annexion, il y a lieu dès à présent de ne se faire aucune illusion sur la situation qui en résultera pour la France vis-à-vis des cabinets étrangers.

L'Angleterre, cela n'est pas douteux, protestera. Elle est sérieusement attachée à la petite nationalité belge; de plus, il est de tradition chez elle de considérer l'occupation du port d'Anvers par la France comme un événement très-préjudiciable à son influence maritime.

L'Autriche ne verra pas non plus sans un vif déplaisir la France réaliser un agrandissement territorial qui porterait sur une des plus belles provinces de l'ancien empereur d'Allemagne, et qui entraînerait la chute d'un souverain allié à la fille de l'archiduc Joseph, palatin de Hongrie.

La Russie, sans avoir dans la question, à divers points de vue, des intérêts aussi directs que l'Angleterre et l'Autriche, montrerait cependant un égal mécontentement : les principes du droit divin qui règnent dans cette cour, et d'autres circonstances encore, ne manqueraient pas de lui communiquer des impressions fâcheuses au sujet d'une annexion qu'elle considérerait tout au moins comme une grave infraction aux traités internationaux.

Mais ce qu'il importe surtout de rechercher, c'est l'attitude que prendrait la Prusse. Or, il n'y a pas à s'y tromper, le jour où la France annexera la Belgique, la Prusse occupera la Hollande.

Aux remontrances que lui fera l'Europe, le cabinet de Berlin répondra : « Je n'ai voulu, en occupant la Hollande, que m'assurer des garanties contre les ambitions de la France. Que si les grandes puissances veulent se réunir à moi pour protéger la nationalité belge placée sous une garantie collective qui a été renouvelée par le traité de Londres en 1867, je suis prêt à participer à une guerre qui aura pour but de faire rentrer le gouvernement de l'Empereur dans ses engagements les plus précis. Mais, sans cela, je ne puis admettre que l'occupation de la Hollande par la Prusse constitue une violation des traités plus formelle que l'occupation de la Belgique par la France. »

Ainsi cet agrandissement territorial ne pourrait aboutir qu'à l'un ou à l'autre de ces deux résultats : ou une coalition formidable contre

(1) Protocoles de la Commission franco-belge des 27 avril, 1^{er} mai et 9 juillet 1869 — Voir *Archives*, 1869, tome IV, page 1490. — 1870, tome I, pages 493 et 287.

la France, ou la réunion de la Hollande à l'Allemagne du Nord.

Or, l'avantage que l'on retirerait de la possession de la Belgique serait-il en proportion avec de semblables dangers? On ne le pense pas.

Napoléon I^{er} subordonnait formellement l'utilité de cet agrandissement et même de la ligne du Rhin au maintien de la Confédération germanique. Quand il n'était encore que général de la République française, Bonaparte écrivit au Directoire, le 26 mai 1797 :

« Culbuter le corps d'Allemagne, c'est perdre l'avantage de la Belgique et de la limite du Rhin; car c'est mettre là dix ou douze millions d'habitants dans les mains de ces deux puissances (Autriche et Prusse) dont nous nous soucions également. Si le corps germanique n'existait pas, il faudrait le créer pour nos convenances. »

Cette opinion n'a pas été, comme on pourrait le croire, un accident dans les conceptions politiques de Napoléon I^{er}; il y revient, sous une forme plus générale, dans le passage suivant de ses mémoires : « Il aurait été plus utile à la France que l'Allemagne, outre l'Autriche et la Prusse, eût été partagée en trois autres monarchies assez puissantes pour défendre leur nationalité et contenir l'ambition de l'Autriche, de la Prusse et de la France même. »

Que conclure de ces citations, si ce n'est que dans l'opinion de Napoléon I^{er}, la possession de la Belgique et des provinces rhénanes serait une compensation insuffisante du dommage résultant pour la France du partage de toute l'Allemagne entre l'Autriche et la Prusse? Or, que pourrait-il en voyant l'Allemagne entière aux mains de la Prusse accrue de la Hollande, et débarrassée de la rivalité de l'Autriche, en face de la France agrandie seulement de la Belgique.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Suisse. — M. KERN AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION.

Paris, le 28 avril 1869.

Monsieur le Président, il me paraîtrait, dans l'intérêt de la position politique de la Suisse, et particulièrement vis-à-vis de la France et de l'Autriche, très-utile si, dans un traité à conclure avec les puissances offrant une subvention, on insérerait une disposition formelle pour sauvegarder les intérêts militaires de la Suisse, sous le point de vue de la défense de son territoire et du maintien de sa neutralité, disposition qui déclarerait formellement que les autorités suisses se réservent le droit exclusif de prendre toutes les mesures qu'elles trouveraient nécessaires dans l'intérêt de la défense de la Suisse et de sa neutralité, soit pendant, soit avant la guerre, soit relativement aux transports de troupes ou aux transports de matériel de guerre.

Je sais bien qu'on pourra dire que c'est déjà une conséquence de notre souveraineté et de la position internationale de la Suisse, telle que cette position est reconnue par l'Europe. Mais il y a quelquefois des choses qui s'entendent d'elles-mêmes, et qu'il est cependant utile d'exprimer dans une situation formelle. Il n'est pas douteux pour moi qu'une semblable stipulation ne fasse une bonne impression auprès de la France et de l'Autriche, et même auprès d'autres puissances.

Je ne crois pas me tromper en ajoutant qu'une disposition de ce genre serait aussi vue de très-bon œil par l'assemblée fédérale comme par le peuple suisse. Tout en ne négligeant rien pour seconder les intérêts matériels qui se rattachent aux moyens de communication perfectionnés des temps modernes, nous ne devons rien omettre pour sauvegarder notre indépendance et notre neutralité. Je ne doute pas que cette opinion ne soit pleinement partagée par vous, ainsi que par le Conseil fédéral, et, quant à moi, je ne pourrais que regretter que des garanties de cette nature ne dussent pas se trouver formellement exprimées dans le traité à conclure avec les puissances qui offrent des subventions.

Veuillez, etc.

Signé : KERN.

Suisse. — M. KERN AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION.

Paris, le 44 mai 1869.

Monsieur le Président, j'ai profité du jour ordinaire d'audience d'hier pour m'entretenir dans le sens de vos communications sur la question du Saint-Gothard, avec M. Rouher, remplaçant pour quelque temps le ministre des affaires étrangères.

J'ai exposé essentiellement à M. Rouher ce qui suit :

Pour répondre à certains bruits répandus par quelques organes de la presse parisienne, tendant à représenter sous un jour défavorable l'attitude que la Suisse comptait prendre dans l'affaire du Saint-Gothard et suspectant sa neutralité, je crois devoir vous donner, Monsieur le Ministre, quelques éclaircissements sur le véritable état des choses.

J'ai cherché tout particulièrement à faire ressortir le fait que, dans cette entreprise, il ne s'agissait que de satisfaire à un besoin senti depuis longtemps en Suisse, d'établir entre le mont Cenis à l'ouest et le Brenner à l'est une voie ferrée intermédiaire pour que la Suisse ne restât pas privée de communications avec l'Italie.

Pour rendre l'exécution de ce projet réalisable, il devenait nécessaire d'obtenir le concours financier de l'Italie et des États d'Allemagne que cette entreprise doit intéresser.

L'Allemagne du Nord, l'Italie et le grand-duché de Bade ont adhéré à ce projet dans les termes qui sont connus. Je profitai de cette circonstance pour rappeler à M. Rouher qu'en 1865 et en 1866 M. Feer-Herzog avait été délégué au nom du comité du Saint-Gothard auprès de M. Rouher lui-même pour lui demander si la France ne s'engagerait pas à intervenir comme État subventionnant du chemin de fer par le Saint-Gothard, puisqu'une partie notable du nord et de l'est de la France devait en retirer de grands avantages.

J'ajoutai que M. Rouher avait bien voulu accueillir avec intérêt les ouvertures de M. Feer-Herzog, mais sans se prononcer sur la question d'une subvention.

Je fis remarquer à M. Rouher que les démarches de M. Feer-Herzog auprès du gouvernement français, ainsi que les ouvertures analogues faites aux autres États, venaient exclusivement du « comité du Saint-Gothard » existant déjà alors, et que le Conseil fédéral avait déclaré ne pas pouvoir se prononcer en faveur de tel passage plutôt que de tel autre, toute marque de préférence et toute initiative de sa part étant incompatibles avec sa position comme gouvernement fédéral.

Je me suis efforcé de démontrer à M. Rouher combien les accusations de la presse française contre la Suisse étaient dénuées de fondement. Ces accusations consistaient à dire que, par l'achèvement de la ligne du Saint-Gothard, la Suisse méconnaissait ses devoirs internationaux et mettaient danger sa neutralité. J'ai ajouté qu'il ne pouvait entrer dans les intentions des autres États subventionnants de compromettre la neutralité de la Suisse par le fait de leur concours financier. J'ai fait observer à M. Rouher que, dès le début des négociations qui commencèrent vers la fin du mois de mars 1869, les représentants diplomatiques de l'Allemagne du Nord et de l'Italie à Berne avaient déclaré de la manière la plus formelle au Président de la Confédération que les négociations pour arriver à une entente sur un passage quelconque des Alpes suisses ne pourraient s'engager que sur la base de la neutralité de la Suisse.

Tel fut aussi le sens de la réponse très-précise du Président de la Confédération aux déclarations des représentants de l'Allemagne du Nord et de l'Italie. Le Gouvernement fédéral avait communiqué aux gouvernements cantonaux les propositions qui lui étaient faites par le comité du Saint-Gothard, et ceux-ci s'étaient prononcés aussi dans le même sens que l'autorité fédérale.

Tels furent, en substance, les éclaircissements que j'ai cru devoir donner à M. Rouher. Il parut les écouter avec beaucoup d'intérêt, et me répondit aussitôt qu'en effet il se souvenait bien de ses pourparlers avec M. Feer-Herzog au sujet du Saint-Gothard, mais qu'il n'é-

taît plus très au courant de cette question, et qu'il se réservait de l'étudier encore.

Agréez, etc.

Signé : KERN.

Espagne. — MANIFESTE DU DUC DE MADRID, ADRESSÉ SOUS FORME DE LETTRE A SON FRÈRE DON ALPHONSE.

Paris, le 30 juin 1869.

Mon cher frère, des brochures et des journaux ont déjà suffisamment fait connaître à l'Espagne mes idées et mes sentiments d'homme et de roi. Pourtant, cédant à un désir général et très-vif dont l'expression m'est arrivée de toutes les parties de la Péninsule, je m'adresse aujourd'hui non-seulement à toi, mon frère bien-aimé, mais à tous les Espagnols qui, sans exception aucune, sont aussi mes frères.

Je ne puis, mon cher Alphonse, me présenter à l'Espagne comme un prétendant à la couronne : je crois et je dois croire que la couronne d'Espagne est déjà sur mon front, et qu'elle y est en vertu d'une loi sacrée. Je suis né revêtu d'un droit qui renferme une obligation sainte, mais je voudrais que ce droit fût confirmé par l'amour de mon peuple. Mon devoir est en outre de consacrer à ce peuple toutes mes pensées, toutes mes forces, et de le sauver ou de mourir pour lui.

Dire que j'aspire à être le roi d'Espagne et non le roi d'un parti serait une banalité, car quel homme digne du nom de roi se contenterait de régner sur un parti ? Ce serait descendre, en se dégradant soi-même, des régions élevées et sereines où habite la majesté et que n'atteignent pas les préoccupations étroites et basses. Je dois et veux être le roi de tous les Espagnols : je n'en repousse aucun, pas même ceux qui se disent mes ennemis, car un roi n'a pas d'ennemis ; je les appelle tous, sans en excepter ceux qui paraissent hostiles, et je les appelle affectueusement, au nom de notre patrie. Si je n'ai pas besoin de tous pour arriver au trône, au moins aurais-je besoin de tous pour établir sur des bases solides et inébranlables le gouvernement de l'État, et pour donner une paix féconde et une liberté vraie à mon Espagne bien-aimée.

Quand je pense à tout ce qui est à faire pour atteindre un but si haut, la grandeur de mon entreprise glace mon cœur d'effroi.

Je sens bien en moi le désir ardent de commencer cette œuvre et la volonté ferme de l'accomplir, mais je ne me dissimule pas que les difficultés sont incalculables et qu'il serait impossible de les vaincre sans l'aide des hommes les plus impartiaux et les plus honnêtes du royaume, et surtout sans le concours du pays représenté lui-même

par des Cortès dans lesquelles seraient réunies toutes les forces vives et tous les éléments conservateurs de la nation.

Avec l'aide de ces Cortès, je donnerai à l'Espagne une loi fondamentale qui, selon ce que je disais dans ma lettre aux souverains européens, devra être définitive et espagnole.

C'est ensemble, mon cher Alphonse, que nous avons étudié l'histoire moderne et que nous avons médité sur les grandes catastrophes qui doivent servir d'enseignement aux rois et de leçon aux peuples ; ensemble, nous avons appris que chaque siècle peut avoir et a en réalité ses nécessités propres et ses aspirations naturelles.

La vieille Espagne avait besoin de grandes réformes. La jeune Espagne a subi de grandes secousses ; on a détruit beaucoup de choses, on en a un peu réformé. Les vieilles institutions ont péri. Quelques-unes ne sauraient renaître ; on a tenté d'en créer de nouvelles, qui ont vu le jour et qui déjà se meurent.

Il faut consommer une œuvre nouvelle, une immense réorganisation sociale et politique, en élevant en ce malheureux pays, sur des bases dont les siècles ont consacré la vérité, un édifice grandiose, susceptible de contenir tous les intérêts légitimes et toutes les opinions raisonnables. Je ne me trompe pas, mon frère, en vous donnant l'assurance que l'Espagne a faim et soif de la justice ; qu'elle sent le très-urgent, l'impérieux besoin d'avoir un gouvernement digne et énergique, justicier et honnête, et qu'elle aspire avec anxiété à ce que la justice règne sans conteste, la loi devant laquelle nous devons nous incliner tous, grands et petits.

L'Espagne n'entend pas que l'on outrage et que l'on offense la religion de ses pères, et possédant dans le catholicisme la vérité, elle comprend que l'Église, pour remplir complètement sa divine mission, doit être libre. Sachons et n'oublions pas que le dix-neuvième siècle n'est pas le seizième siècle. L'Espagne est décidée à conserver à tout prix l'unité catholique, symbole de nos gloires, esprit de nos lois, trait d'union béni entre tous les Espagnols.

Des choses funestes, au milieu des tempêtes révolutionnaires, se sont passées en Espagne ; mais, sur ces matières passées, il existe des concordats qui doivent être profondément respectés et religieusement exécutés. Le peuple espagnol, instruit par une douloureuse expérience, veut la vérité en tout ; il veut que son roi soit un roi de vrai (*rey de veras*) et non un simulacre de roi, et que les Cortès assemblées, organisées et paisibles, se composent de fondés de pouvoir indépendants et incorruptibles des populations, et non des assemblées tumultueuses ou stériles des députés des populations, députés

fonctionnaires ou députés aspirants constituant des majorités serviles et de séditeuses minorités.

Le peuple espagnol aime la décentralisation, et il l'a toujours aimée. Vous savez parfaitement, mon cher Alphonse, que si mes vœux étaient exaucés, de même que l'esprit révolutionnaire prétend éгалer les provinces basques aux autres provinces de l'Espagne, toutes rendraient semblables ou égaleraient leur régime intérieur à celui de ces heureuses et nobles provinces. Je veux que la municipalité ait sa vie propre ainsi que la province, en tâchant, toutefois, d'éviter les abus possibles.

Ma pensée fixe, mon constant désir est surtout de donner à l'Espagne ce qu'elle n'a pas, nonobstant de mensongères vociférations de quelques égarés, c'est-à-dire donner à cette Espagne chérie la liberté qui ne lui est connue que de nom, la liberté, fille de l'Évangile, et non pas le libéralisme, fils de la Réforme, la liberté, qui, en définitive, est le règne des lois, lorsqu'elles sont justes, c'est-à-dire conformes au droit de la nature, au droit de Dieu,

Nous, fils de rois, nous devons reconnaître que le peuple n'est pas fait pour le roi. C'est le roi qui est fait pour le peuple. Un roi doit être l'homme le plus honnête de son royaume, comme il en est le premier homme d'honneur (caballero) ; un Roi doit se glorifier, en outre, de porter le titre spécial de père des pauvres et défenseur des faibles.

Surgit, mon cher frère, actuellement dans notre Espagne une question bien terrible, la question des finances. Le déficit des finances espagnoles épouvante ; les forces productrices du pays ne suffisent pas pour le couvrir. La banqueroute est imminente et je ne sais pas, mon frère, si l'Europe peut échapper à cette catastrophe. Si cela est possible, c'est à son roi légitime qu'il appartient de la sauver. Une volonté inébranlable opère des prodiges. Si le pays est pauvre, c'est aux ministres à vivre pauvres, et c'est au roi lui-même à faire vœu de pauvreté, en se rappelant Henri le Dolent (*el Doliente*).

C'est au roi tout le premier à donner le grand exemple. Alors tout sera facile ; la suppression des ministères, la réduction des provinces, la dimension des exploits et la moralisation de l'administration en même temps que l'on fomentera l'agriculture, qu'on protégera l'industrie et qu'on alimentera le commerce. Sauver les finances et le crédit de l'Espagne, c'est une entreprise titanesque à laquelle tous doivent contribuer, le gouvernement et les peuples. Tandis que l'on fera des prodiges et des économies, il faut que nous soyons tous espagnolissimes, appréciant beaucoup les choses du pays, ne désirant que les choses utiles de l'étranger.

Chez un peuple aujourd'hui très-puissant, languit autrefois l'industrie, source féconde de richesses.

Les finances étaient dans un triste état et le royaume pauvre. Du palais royal sortit et se répandit parmi les populations une mode consistant à ne se vêtir qu'avec les étoffes nationales. Tout à coup l'industrie ranimée donna une heureuse origine à la sauvegarde des finances et à la prospérité du royaume.

Je crois, du reste, mon frère, comprendre ce qu'il y a de vérités et ce qu'il y a de mensonges dans certaines théories modernes. En conséquence, dans son application à l'Espagne, je considère comme une erreur très-funeste la liberté du commerce, qui répugne à la France et que repoussent les États-Unis. J'entends, au contraire, que l'on doit protéger efficacement l'industrie nationale. Progresser en protégeant, voilà notre devise !

Et autant qu'il m'est permis de comprendre ce qu'il y a de vérité ou de mensonge dans ces théories, je vois sur quels points a raison la partie du peuple qui me paraît la plus égarée aujourd'hui, mais il est certain que presque tout ce que ses aspirations ont de raisonnable et de légitime n'est pas d'invention moderne. Ce sont là des doctrines antiques et non point des phénomènes observés seulement à notre époque.

On trompe le peuple en lui disant qu'il est souverain, mais il est vrai que la vertu et le savoir sont les principaux titres de noblesse ; il est vrai aussi que la personne du mendiant est aussi sacrée que celle du patricien, que la loi doit veiller à la porte de la chaumière comme à celle du palais ; qu'il faut créer des institutions nouvelles, si les institutions anciennes ne suffisent pas pour éviter que la puissance et la richesse n'insultent aux pauvres et aux humbles ; que justice doit être également faite à tous, qu'il faut conserver les droits de tous, qu'il appartient à un Gouvernement prévoyant et généreux de songer surtout aux faibles, de prendre des mesures directes ou indirectes pour que le travail ne manque pas aux pauvres et pour que les enfants des pauvres qui ont reçu de Dieu une belle intelligence puissent acquérir la science qui, accompagnée de la vertu, les mènera jusqu'aux plus hautes dignités de l'État.

L'Espagne ancienne a été bonne pour les pauvres ; la révolution ne l'a pas été. La partie du peuple qui rêve aujourd'hui de république, commence déjà à entrevoir cette vérité, qui lui apparaîtra bientôt évidente comme le soleil, à savoir que la monarchie chrétienne peut faire en sa faveur ce que ne feront jamais 300 roitelets disputant dans une assemblée tapageuse. Les partis et leurs chefs sont naturellement avides d'honneurs, de richesses ou de pouvoir ; mais que peut

demander au monde un roi chrétien, sinon le bien de son peuple? Que peut désirer un roi pour être heureux, sinon l'amour de son peuple?

Convaincu de ces idées, mon cher Alphonse, je suis fidèle aux traditions de l'antique et glorieuse monarchie d'Espagne, et je crois être en même temps un homme de notre époque, en ne repoussant pas le progrès.

Je sais bien quelle terrible responsabilité on assume en voulant restaurer les affaires en Espagne, mais je sais bien que si l'on peut arriver au triomphe, la gloire sera immense.

Né avec un droit à la couronne d'Espagne et voyant à côté de ce droit une obligation sacrée, j'accepte cette responsabilité et j'envie cette gloire, et je suis animé en secret de l'espoir qu'avec l'aide de Dieu le peuple espagnol et moi nous ferons de grandes choses; l'avenir dira que j'ai été un bon roi et que le peuple espagnol a été un grand peuple.

Et toi, mon frère, qui jouis du bonheur enviable de servir sous les drapeaux du Pontife immortel, demande à notre Roi spirituel pour l'Espagne et pour moi sa bénédiction apostolique.

Que Dieu te garde!

A toi de tout cœur, ton frère.

Signé : CARLOS.

Prusse. — M. DE THILE AU BARON DE WERTHER, A VIENNE.

Berlin, le 48 juillet 1869.

Monsieur le Baron, j'ai vu, par le rapport confidentiel de V. Exc. du 6 de ce mois, que M. le comte de Beust avait reçu la nouvelle et vous avait dit que nous avions vu, dans une dépêche de M. le chancelier de l'Empire sur l'affaire des chemins de fer franco-belges, un « procédé non amical » envers la Prusse. Vis-à-vis de la réserve absolue que le gouvernement du Roi a observée à l'égard de cette affaire pendant tout son cours, et qu'il a prescrite également à ses représentants à l'étranger, — réserve sur laquelle on nous a exprimé de plus d'un côté une gratitude chaleureuse, — la notice que M. le chancelier de l'Empire vous a communiquée ne pouvait que me surprendre. Vous avez dit vous même au comte de Beust que vous n'aviez aucune connaissance de la plainte qui nous était attribuée, et je puis ajouter en confirmation que la nouvelle en question paraît provenir d'un malentendu, puisque nous n'avons trouvé aucun motif de nous exprimer dans un sens quelconque sur cette dépêche dont la presse s'est beaucoup occupée, mais qui ne nous avait pas été communiquée par le cabinet autrichien.

Depuis, le baron de Münch Bellinghau en m'a donné lecture, le 11 de ce mois, d'une autre dépêche du comte de Beust, dans laquelle on appelle mon attention sur ce fait, que dans deux cas le gouvernement du Roi, c'est-à-dire ses représentants, a communiqué en lieu tiers des dépêches d'un autre cabinet, ce qui serait contraire aux usages diplomatiques. L'un de ces cas concernerait une dépêche du prince Gortschakoff, qu'on ne désigne pas d'une manière plus précise; l'autre, la dépêche autrichienne du 1^{er} mai (1) sur les négociations relatives aux chemins de fer franco-belges.

J'ai rédigé un Mémoire sur cette communication du baron de Münch et sur la réponse que je lui ai faite provisoirement, Mémoire dont V. Exc. recevra copie ci-joint, et auquel je n'ajouterai que peu d'observations.

Le cabinet impérial peut être assuré que nous nous croirions tout au plus autorisés à critiquer l'usage qu'il fait de nos communications, mais que jamais nous ne nous permettrions un jugement sur l'emploi qu'il peut faire de communications qu'il reçoit d'autres gouvernements. Par suite aussi, nous ne pouvons accorder au comte de Beust le droit de faire, de la manière dont nous usons des communications d'autres Gouvernements, l'objet d'observations officielles. Nous sommes hors d'état de reconnaître ce qui pouvait déterminer M. le Chancelier de l'Empire à se faire l'avocat du prince Gortschakoff, qui n'a pas l'habitude de prendre le chemin de Vienne pour nous faire parvenir une demande confidentielle, et nous ne voyons pas, par conséquent, de motif pour nous exprimer d'une manière quelconque à ce sujet.

En ce qui concerne la dépêche autrichienne du 1^{er} mai dernier, M. le Chancelier de l'Empire se souviendra qu'il ne nous l'a fait communiquer ni par écrit ni en en faisant donner lecture, et que, par suite, il ne nous a pas mis en position de commettre une indiscretion à cet égard. Nous avons conscience d'avoir toujours été d'une discrétion absolue dans l'usage des communications de Gouvernements étrangers; mais il ne saurait être question d'une lésion de ce principe dans les cas où il n'existe pas de communications pareilles. Aujourd'hui encore nous ne pouvons pas constater si les indications qui nous ont été données par d'autres sur la teneur de la dépêche en question sont exactes ou non; mais quant à l'emploi de ces indications, nous croyons n'en devoir compte qu'à ceux dont elles émanent.

Si on devait admettre la supposition, rendue probable par les circonstances, que M. le Chancelier de l'Empire a voulu diriger sa critique

(1) Voir *Archives* 1870, tome I, page 237.

contre les communications que nous aurions faites au ministre saxon, baron de Friesen, nous y verrions une invitation à déclarer que, même en dehors des cas d'attaque spéciaux, nous n'ions déjà, par des raisons générales de politique nationale, la légitimité d'une pareille critique. Nos communications à des cabinets allemands se soustraient à tout contrôle des cabinets étrangers, et, à un plus haut degré encore, à cause de la solidarité de la diplomatie fédérale du Nord, celles que nous adressons à Dresde.

Je prie V. Exc. de s'exprimer dans ce sens vis-à-vis du Chancelier de l'Empire, et, si vous le jugez à propos, de lui donner lecture de cette dépêche et de la pièce qui y est jointe, mais cependant de ne pas la lui laisser.

Signé : DE THILE.

Saxe-Royaie. — LE COMTE DE FRIESEN AU BARON DE KÖNNEVITZ,
A VIENNE.

Marienbad, le 18 juillet 1869.

La dépêche du 8 juillet (1), adressée à l'envoyé d'Autriche, à Dresde et reproduite dans le Livre rouge autrichien, à laquelle se rapporte l'office de Votre Excellence, en date du 14 de ce mois, a été communiquée le 10 au conseiller intime, baron de Bose, qui me remplace depuis que j'ai quitté la capitale, en vertu d'un congé, pour prendre les eaux de Marienbad. Personnellement, je n'ai eu connaissance, pour la première fois, que le 15 de ce mois, de l'existence et de la publication de ce document en le lisant dans la *Gazette de Cologne*. Je remercie donc V. Exc. d'avoir pris des informations, dès la publication de cette pièce, sur les motifs qui l'ont dictée, et de m'avoir en même temps fait un rapport immédiat sur les explications que M. le chancelier impérial vous a données à ce sujet.

Depuis que je suis renseigné sur les explications, je n'ai plus aucune raison de me prononcer sur la teneur matérielle de la dépêche du 8 juillet, bien que plusieurs observations qui s'y trouvent relativement à la situation de la Saxe, et les conséquences qu'on en a déduites, pourraient motiver de ma part des objections bien fondées. Toutefois, il reste un seul point dans la dépêche en question qui ne me permet pas de garder le silence.

La dépêche dit, en commençant, « qu'on paraît avoir tenté d'influencer, dans un sens défavorable à l'Autriche, l'appréciation du Gouvernement saxon de l'incident en question et que, notamment, on s'est servi de la dépêche du 1^{er} mai pour présenter les démarches du Gouvernement impérial comme un acte de complaisance, convenu d'avance, envers le Gouvernement français. ».

(1) Voir *Archives*, 1869, tome III, page 1264.

Il est dit ensuite dans la dépêche, « qu'elle n'a d'autre but que de ne pas laisser le cabinet saxon livré à l'influence de pareilles insinuations propres à l'égarer. » Mais je ne rencontre point, dans aucune ligne de la dépêche, la moindre indication des faits sur lesquels M. le Chancelier impérial fonde sa supposition, ni de la source de ces prétendues insinuations. Je le regrette d'autant plus qu'il n'est pas possible de les réfuter en détail; de sorte que je dois me borner à déclarer catégoriquement que lesdites suppositions sont dénuées de tout fondement et que d'aucune part on n'a fait des tentatives dans le sens indiqué.

Du reste, je ne fais que suivre l'exemple que me donne M. le Chancelier impérial lui-même, lorsque je m'en réfère également « à ses souvenirs saxons, » et je crois pouvoir exprimer la conviction qu'il n'a pu voir en moi, à aucune époque, un homme disposer à céder « aux influences trompeuses des insinuations d'autrui, » et qu'en conséquence il ajoutera foi à l'assurance que je lui donne que les observations émises par moi dans une conversation confidentielle avec l'envoyé impérial au sujet de la dépêche du 1^{er} mai, émanent de la conviction que je me suis formée d'après l'analyse assez complète du document en question, qui m'avait été transmise dans les premiers jours du mois de juin, par les légations royales à Londres et à Bruxelles.

Je prie V. Exc. de vouloir bien donner connaissance du présent office à M. le Chancelier impérial, et d'en informer de suite, par le télégraphe, le département des affaires étrangères à Dresde, car la publication de la dépêche du 8 juillet a rendu inévitable, à mon vif regret, la publication du présent document.

Recevez, etc.

Le Ministre d'État pour les affaires étrangères,
Signé : FRIESEN.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 27 juillet 1869.

Lord Clarendon m'a dit que, de concert avec la France, il avait fait des démarches pressantes à Constantinople, afin de calmer le ressentiment du Sultan contre le Khédive et de lui représenter combien une querelle entre la Turquie et l'Égypte serait intempestive, agiterait les cabinets européens et pourrait avoir de sérieuses conséquences pour la Porte. S. S. avait en outre fait observer au Gouvernement ottoman que l'attitude du Vice-Roi, soit à Londres, soit aux autres Cours qu'il a visitées, avait été parfaitement convenable, qu'il avait toujours témoigné le plus grand respect envers le Sultan et la

plus grande déférence envers ses représentants, et que même Musurus Pacha n'avait pas eu la moindre plainte à former contre le Khédivé pendant son séjour ici.

Lord Clarendon ne croit pas aux bruits d'armements rapportés par les journaux, et espère que cette effervescence s'apaisera peu à peu.

Agréé, etc.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON WERNER, A DRESDE.

Vienne, le 29 juillet 1869.

Votre Excellence aura lu, dans le numéro du *Journal de Dresde* d'aujourd'hui, une dépêche que le ministre d'État saxon, baron de Friesen, actuellement à Marienbad, a cru devoir adresser au baron Kœnneritz, ministre de S. M. le roi de Saxe à Vienne, qui n'est pas non plus à son poste, et se trouve actuellement à Ischl.

J'appelle d'abord votre attention sur la fin de ce document, où il est dit que sa publication est devenue, au très-vif regret du ministre royal, une nécessité inévitable. Or, cette nécessité inévitable ne me paraît pas mieux prouvée que la nécessité même d'écrire ce document. Si, en effet, la publication de ma dépêche du 8 juillet a été motivée par le besoin où je me suis vu de me défendre contre les appréciations erronées auxquelles a donné lieu une démarche du gouvernement impérial et royal, il n'y a dans le cas actuel aucune raison analogue, car ma dépêche du 8 juillet ne contient pas la moindre attaque contre le gouvernement royal de Saxe, et, après le démenti publié par le *Journal de Dresde*, je ne croyais pas devoir m'attendre à un document pareil.

Je peux encore moins partager les regrets que fait éprouver au ministre royal cette publication nécessairement inévitable. Quant à moi, j'y vois au contraire avec plaisir la preuve que le gouvernement royal se décide à suivre le gouvernement impérial et royal dans la voie où il est entré en prenant l'habitude de publier le Livre Rouge. L'utilité de cette habitude m'a été de nouveau démontrée dans le cas actuel, car si la dépêche du 8 juillet n'avait pas été insérée dans le Livre Rouge, M. de Friesen n'aurait pas pu lire dans la *Gazette de Cologne*, et aurait ainsi perdu l'occasion de donner des éclaircissements qui ont toujours leur valeur.

Je regrette, au contraire, sincèrement que M. de Friesen ait cru devoir renoncer aux observations que lui suggérait l'allusion faite

(1) Voir ci-dessus, 18 juillet, page 287.

par moi aux affaires saxonnes. Je le regrette d'autant plus que j'avais en vue une époque durant laquelle tous les deux nous nous trouvions dans la plus parfaite entente quant à nos idées et à nos actions ; aussi, par un coup-d'œil rétrospectif, n'ai-je cru évoquer que des souvenirs agréables.

Je reconnais volontiers que j'ai eu bien des occasions de constater l'indépendance du jugement de M. le ministre. C'est précisément pourquoi j'ai été conduit naturellement à faire appel à l'indépendance de son jugement dans une affaire qui nous concernait. En passant, je dois faire remarquer que ma dépêche du 8 juillet ne parle pas « d'influence » trompeuse, mais « d'impression » trompeuse. L'erreur vient sans doute d'une faute d'impression, de la *Gazette de Cologne*.

Je répète que le besoin de me défendre m'a seul inspiré la dépêche du 8 juillet. Je renonce à entrer dans des développements plus étendus, et je me borne à dire que le chargé d'affaires de Saxe m'a lu la dépêche de M. de Friesen, je lui ai fait voir dans les rapports officiels qu'une communication relative à ma dépêche du 1^{er} mai, adressée au comte de Wimpffen, a été faite à Dresde et d'une façon qui n'était pas propre à faire apprécier cette démarche du gouvernement impérial et royal d'après ses véritables buts et motifs.

Du reste, je réussirai peut-être à calmer M. de Friesen si je mentionne que cette fâcheuse affaire a été, à plusieurs reprises, entre le ministre de Prusse, baron de Werther, et moi le sujet de conversations approfondies et amicales, et je me crois en droit d'espérer que les éclaircissements ainsi obtenus rencontreront aussi à Berlin une appréciation conforme à mes désirs.

V. Exc. voudra bien communiquer cette dépêche au conseiller intime de Bose qui remplace le ministre absent.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Prusse. — M. DE THILE AU BARON DE WERTHER A VIENNE.

Berlin, le 4 août 1869.

Monsieur le baron ; il a paru, dans les journaux européens, divers comptes-rendus des communications orales faites par M. le chancelier, le 20 juillet dernier, au comité du budget de la Délégation cisleithane, et le 26 du même mois à la section pour les affaires étrangères de la Délégation hongroise. Tous ces comptes-rendus, plus ou moins étendus, constatent que M. le chancelier a parlé des relations existantes entre l'Autriche et le gouvernement prussien, et de la position de ce même gouvernement par rapport à l'Allemagne du Sud.

Votre rapport du 27 du mois dernier m'apprend que M. de Beust, dans un entretien confidentiel qu'il a eu avec vous, a exprimé son regret que les délégués eussent décidé de ne pas publier ses communications, qui, par suite, devraient arriver incomplètes et tronquées à la connaissance du public.

Bien que nous n'ayons connaissance ni du règlement des Délégations ni des circonstances dans lesquelles a été prise la décision citée, il nous est impossible de ne point trouver inusité que des explications concernant un gouvernement étranger, et destinées tant à éclairer les représentants du pays qu'à produire un effet sur l'opinion publique, soient données dans une forme telle que M. le chancelier lui-même puisse prévoir qu'elles seront tronquées.

Il nous est permis de regarder comme exact le compte-rendu donné par les journaux des communications de M. le chancelier relatives à notre position par rapport à l'Allemagne du Sud, puisque M. de Beust lui-même a confirmé ces communications en les motivant. Il a été dit aux Délégations — « que les relations entre la Prusse et l'Autriche n'étaient pas satisfaisantes, parce que, vis-à-vis de cette dernière puissance, la Prusse aurait agi dès l'origine contrairement au traité de Prague, en concluant avec les Etats du Sud les traités d'ailliance offensive et défensive; — que cette conséquence de la signature desdits traités n'avait point été contestée par nous au moment où elle pouvait l'être, et qu'il était même permis de dire qu'elle avait été tacitement admise. »

Je prie V. Ex. de vouloir bien faire observer à ce sujet à M. le chancelier de l'empire que nous n'avons jamais eu l'occasion jusqu'à présent de combattre l'opinion qu'il a exprimée, et d'ajouter que la paix de Prague ne contient aucun mot qui restreigne, ou même puisse fournir un prétexte pour restreindre aussi peu que ce soit la pleine et entière liberté qu'ont les Etats souverains du midi de l'Allemagne, et que nous possédons nous-mêmes, de conclure tout traité qui serait agréable à eux et à nous.

Bien loin de là, le traité de Prague contient, à la fin de son quatrième article, l'invitation aux parties contractantes de s'entendre au sujet d'un lien national à établir entre les Etats du Sud et l'Allemagne du Nord. Ce traité, je le répète, n'a donc apporté aucune restriction au droit souverain des Etats du Sud et au nôtre de conclure entre nous quelque arrangement que ce soit. Le texte de l'acte est si clair, que nous n'avons pas eu jusqu'à ce jour de motifs pour déclarer expressément comme étant sans fondement cette opinion de M. le chancelier — « que les traités d'alliance sont contraires à la paix de Prague » ; — mais maintenant que M. le comte de Beust n'a pas craint

de soutenir vis-à-vis de vous son assertion, — que vous avez combattue tout aussitôt, j'en suis persuadé, — il devient nécessaire de déclarer officiellement qu'elle n'est pas fondée.

D'après le compte-rendu des journaux, M. le chancelier a donné aux Délégations une seconde raison qui aurait influé sur les relations, qu'il considère comme non satisfaisantes, de l'Autriche avec la Prusse. Le *Débat*, notamment, donne le résumé suivant, — qui concorde d'ailleurs avec les communications que nous avons reçues, — des paroles de M. de Beust :

« Il (le chancelier) déclare qu'il a toujours fait de consciencieux efforts, non seulement pour maintenir entre la Prusse et l'Autriche une paix et une amitié réelles au fond, mais encore pour arriver à établir entre ces deux puissances des relations plus intimes dans la forme. Malgré toutes les peines qu'il a prises, il n'a pu réaliser ses intentions, parce que la Prusse n'a pas secondé ses efforts. »

Suivant une autre version, la situation de l'Autriche a été décrite comme étant celle d'un homme qui tendrait en vain à quelqu'un une main amicale.

Je dois avouer que ces paroles de M. le chancelier m'ont fort étonné. Bien qu'elles se retrouvent dans tous les comptes-rendus et qu'elles y soient liées à celles qui ont été dites au sujet du premier point et dont l'exactitude a été reconnue, il me semble entièrement impossible que M. le comte de Beust les ait prononcées. En effet, il n'est pas à ma connaissance que le cabinet impérial nous ait fait de communication dans laquelle nous aurions pu découvrir la moindre intention de sa part de nous être agréable; — à plus forte raison cette intention n'a-t-elle pas été réellement exprimée.

Nous n'avons pas à rechercher les causes de la réserve dont l'Autriche fait preuve vis-à-vis de l'Allemagne du Nord, depuis que sa politique est dirigée par M. le comte de Beust. Cette réserve est caractérisée par le fait que, depuis le printemps de 1868, M. le comte de Wimpffen n'a jamais exprimé le désir d'avoir un entretien avec M. le comte de Bismarck, et par conséquent n'en a eu aucun depuis cette époque. Il n'est pas possible de croire qu'on ait pu renoncer si complètement à tous les rapports avec le directeur de nos affaires étrangères, — et cela tandis que vous entreteniez de votre côté des relations régulières avec M. le comte de Beust, — si ce dernier n'en eût pas donné l'ordre exprès. Je ne sache pas que dans les pièces diplomatiques qui ont été publiées par M. le chancelier il se trouve un seul mot qui laisse voir de la prévenance ou même seulement de la bienveillance pour la Prusse. S'il se trouvait que M. de Beust ait en vue des communications que nous n'avons pas reçues, ou bien

encore que sa volonté ne nous ait pas été transmise dans les termes dans lesquels elle a été exprimée, je crois qu'il saisirait volontiers l'occasion soit de vous charger tardivement de nous adresser les pièces que nous n'avons point encore reçues et témoigneraient de ses bienveillantes avances, — soit de constater l'inexactitude des comptes-rendus, publiés par les journaux, des paroles qu'il a prononcées dans les Délégations.

Il deviendrait alors évident que ces fausses déclarations sont le résultat partiel des efforts, — certainement condamnés par M. le chancelier comme par nous, — qu'on fait pour semer les soupçons et la défiance entre deux peuples qui, presque d'une seule voix, demandent à entretenir des relations de paix et d'amitié.

Je pense que M. le chancelier vous saura gré de lui fournir l'occasion de s'exprimer dans ce sens, et je prie Votre Excellence de vouloir bien lui donner lecture de cette communication et d'en laisser copie. Vous me ferez connaître ce qui vous aura été répondu.

Signé : THILE.

**Autriche-Hongrie. — LE PRINCE DE METTERNICH
AU COMTE DE BEUST**

Paris, le 5 août 1869.

M. de la Tour d'Auvergne m'a dit que ses nouvelles de Constantinople n'étaient pas aussi satisfaisantes qu'il avait osé l'espérer. Cependant il ne craint pas que la tension entre la Porte et le Vice-Roi d'Egypte augmente au point de donner des inquiétudes aux partisans de la paix en Orient. On fera tout ce que l'on pourra ici pour calmer les esprits tant à Constantinople qu'au Caire.

Le Ministre des affaires étrangères vous sait infiniment gré d'avoir rendu sa tâche plus facile en prenant l'initiative des conseils de modération à Constantinople.

Agréez, etc.

Signé : METTERNICH.

**Autriche-Hongrie. — DISCOURS DU COMTE DE BEUST DANS LA
DÉLÉGATION DU REICHSRATH.**

Séance du 9 août 1869.

Le comte de Beust, chancelier de l'empire. — La tâche qui m'incombe dans la discussion d'aujourd'hui se présente au premier aspect sous une forme non habituelle. En règle, quand un ministre présente des propositions à un corps représentatif, il doit s'attendre à des attaques émanant du sein de l'assemblée. Celles que j'ai à combattre

aujourd'hui me paraissent être plutôt, je ne dirai pas des échos, mais des conséquences d'attaques venues du dehors. La singularité de cette position offre des inconvénients, mais aussi des avantages : des inconvénients, en ce que précisément l'origine de ces attaques exige des égards qui empêche de les combattre avec la même énergie ; des avantages, en ce que cette origine même me donne l'espoir que je trouverai protection et abri contre elles dans cette haute assemblée, et je crois que déjà mon espoir n'a pas été complètement déçu sous ce rapport.

Ne croyez pas, Messieurs, que pour cela j'ai l'intention de me réfugier derrière ce bouclier. Je suis très reconnaissant à ceux qui élèvent la voix en ma faveur, mais je ne remercie pas moins ceux qui m'offrent l'occasion de me justifier. J'ai trop conscience de ma responsabilité pour qu'il me suffise de l'espoir assuré que la majorité de cette assemblée ne me refusera pas les crédits demandés et ne me retirera peut-être pas non plus sa confiance.

Je considère comme un devoir indispensable de combattre toutes les inquiétudes non justifiées. Ce sera là ma tâche. Je m'efforcerai, dans ce but, de faire voir les choses en général, sous un aspect calme et impartial, et si j'y parviens, certaines particularités fâcheuses qui se sont produites dernièrement et que je ne crois ni utile à la chose, ni digne de la délibération d'éclaircir en détail, disparaîtront d'elles-mêmes. On ne saurait évidemment contester que les hautes délégations se sont réunies dans des circonstances qui ne contiennent aucune complication intérieure. La seule question qui, peut-être sans raison suffisante, a eu l'apparence d'un point noir aux yeux de plusieurs hommes politiques, le différend franco-belge, venait d'être résolue à l'amiable et depuis nous n'avons pas eu à noter de nouveaux différends. On objectera peut-être ici, — et cette objection viendra peut-être de maint adversaire qui n'a pas sa place dans la salle, — que ce sont donc, néanmoins, le *Livre rouge* et les délibérations des commissions qui ont causé de l'inquiétude. Tel a été le cas, en effet ; mais la question est de savoir s'il était nécessaire que cette cause produisit cet effet, et si cela a été la faute des *Livres rouges* et des délibérations des commissions.

Messieurs, c'est le troisième *Livre rouge* qui vous a été présenté. Ces publications ont été accueillies avec joie par l'assemblée. La première impression a toujours été avantageuse, tranquillisante ; même les critiques qui ont été faites sur certains points dans les commissions n'ont jamais indiqué qu'il fallait supprimer ou restreindre les *Livres rouges*. D'où vient donc que, néanmoins, on soulève chaque fois tant de poussière ?

Le *Livre rouge* est-il donc un phénomène unique? Comment se fait-il donc que chaque fois qu'il en paraît un, il se déchaîne, à côté de nombreuses voix approbatives, une tempête de critique et de colère? Pourquoi ne voyons-nous pas la même chose pour le *Livre bleu* anglais? Comment se fait-il, chaque fois qu'il paraît un nouveau volume, qu'un cri d'alarme se répand dans le monde comme si on avait vu dans la contrée un homme dangereux qu'il faudrait pourchasser. (On rit.) Oui, dit-on, le *Livre bleu* anglais est tout autre chose. C'est ce que je conteste absolument. Les *Livres bleus* anglais ne connaissent pas de ménagements, ils contiennent quelquefois les sorties les plus vertes. Messieurs, j'ai ici le *Livre bleu*. Si je ne craignais d'épuiser votre patience, je vous en lirais quelques exemples frappants. Ils se rapportent à la question du Slesvig-Holstein, et voilà tout de suite la première dépêche qui dit, en termes secs, que la Confédération germanique n'a pas le droit d'ordonner une exécution fédérale en Holstein. Il y a des choses plus fortes. Je ne parle de cela que pour prouver qu'il n'y a pas de différence pour les formes blessantes et non blessantes.

Je vous prie aussi de comparer l'épaisseur des deux volumes. Or avez-vous jamais entendu parler de la manie d'écrire ou de l'activité inquiète de lord Russell, qui paraît, ici, sur presque toutes les pages? Je demande pourquoi ici tout devrait être différent de là-bas?

Ce ne saurait être la forme comme je l'ai dit, car je crois que, sous le rapport de la délicatesse de la forme et de la modération de l'expression, nos dépêches ne le cèdent pas aux dépêches anglaises. Comment se fait-il donc qu'on laisse le *Livre bleu* anglais en repos? La raison en est tout simplement parce que le Parlement anglais demande le *Livre bleu* et que le gouvernement ne pense pas et ne saurait penser à le supprimer. Quand cette manière de voir aura enfin prévalu ici, on renoncera certainement à la pensée de nous dégoûter du *Livre rouge*, et, je le sais, c'est là le seul but de ces attaques.

Messieurs, j'ai dû me permettre cette digression, parce qu'elle contient, à ce que je crois, la réponse à beaucoup d'attaques qui se sont produites et qui témoignent de mauvaise humeur et d'inquiétude, parce qu'il en est résulté des contacts désagréables avec un gouvernement étranger. Cela, messieurs, on ne saurait l'éviter.

Quand on a dit à quelqu'un d'aller dans la foule et qu'on l'y pousse, c'est trop demander de vouloir qu'il ait les mouvements libres comme dans un salon. C'est là la conséquence de la publicité. Si l'on veut la publicité, il faut en vouloir les conséquences. Quant à moi, je les veux de très-bon gré; mais je demande aussi qu'en jugeant les con-

séquences du Livre rouge on tienne compte aussi des conséquences de la publicité. Je vais même plus loin.

La pratique des Livres rouges, si elle était universelle, pourrait précisément avoir pour résultat de dissiper des malentendus et d'amener des ententes. On a souvent dit et reconnu qu'il n'y avait pas de meilleur correctif pour la presse que la tribune parlementaire, et, de même, je suis d'avis que les livres de la nature du Livre rouge pourraient très-bien devenir une tribune diplomatique qui serait un correctif non moins bon pour la polémique des journaux relative à la politique extérieure.

Pourquoi ne serait-il pas admissible et ne pourrait-il pas se faire qu'une dépêche, dont les assertions ont été contestées, fut réfutée dans une autre dépêche qui serait également livrée à la publicité ? Je rappelle, par exemple, une dépêche publiée dans le dernier Livre rouge, et qui a donné lieu à beaucoup de discussions. C'est une dépêche adressée à notre ambassade à Londres, et dans laquelle il était dit que nous serions très-heureux et aurions beaucoup de joie à marcher de concert avec la Prusse dans la question orientale, mais que, jusqu'ici, nous ne nous étions aperçus de rien de semblable, et que cela se ferait plutôt si l'Angleterre marchait décidément avec nous.

Supposons maintenant qu'une réponse diplomatique ait été faite à cette dépêche. Sans doute cette réponse n'aurait pu être faite dans un certain style officieux ; on l'aurait à peu près formulée ainsi : « Dans le numéro 2 de ce qu'on appelle le Livre rouge, se trouve une dépêche adressée au chargé d'affaires d'Autriche à Londres, où l'on prétend que la Prusse s'oppose à l'Autriche en Orient. On sait que le chancelier de l'empire d'Autriche, lorsqu'il était ministre saxon, a manifesté souvent des sentiments hostiles à la Prusse. L'activité inquiète et la manie d'écrire de cet homme lui font trouver, sur ce terrain, un vaste champ d'activité. En outre, il est à la remorque du cabinet français, et il suffit d'indiquer ces faits pour démontrer la fausseté de l'assertion contenue dans la dépêche et qualifier celle-ci de ce qu'elle est, c'est-à-dire d'intrigue. »

Sans doute, la réponse ne pourrait être conçue ainsi ; mais si elle était rédigée en termes également mesurés, si on prouvait que la manière de voir du gouvernement autrichien n'était pas fondée, le ministre, mieux informé, pourrait certainement le reconnaître sans manquer à sa dignité, et la discussion publique, dans les journaux, serait alors équitable et exempte de passion, et telle en même temps qu'elle faciliterait l'entente, au lieu de la rendre plus difficile, comme c'est le cas actuellement.

Et si on devait craindre, en effet, d'entrer dans cette voie d'un débat contradictoire, il serait toujours possible de discuter par voie diplomatique, au lieu de se rendre ennemis par la voie des journaux.

Je me permets de déclarer, d'après ma pleine conviction, que les inquiétudes produites par la publication des Livres rouges, et qui si elles n'ont pas trouvé d'expression dans la haute assemblée, ne m'en sont pas moins connues, n'ont pas une importance considérable, et qu'elles perdent, en tous cas, avec le temps, l'importance qu'elles ont.

Je passe à d'autres séances de la commission, auxquelles j'attribue une signification plus sérieuse. Les inquiétudes dont il est question ici, se rattachent à la teneur même du Livre rouge.

Je puis et dois rappeler de nouveau que la première impression produite par ce 3^e Livre rouge a été tranquillisante aussi et que l'opinion générale, telle qu'elle s'est reflétée dans notre presse et dans une grande partie de la presse européenne, a été qu'on y reconnaissait l'impression d'une politique réellement pacifique. Ceci cependant ne peut nous empêcher de répondre aux objections qui ont été soulevées depuis. *

Ces objections sont de trois espèces. On prétend trouver une immixtion inutile dans les affaires allemandes, une inclination particulière pour la France, un éloignement égal pour la Prusse.

Messieurs, pour ce qui concerne d'abord l'immixtion dans les affaires allemandes, je dois avouer que je ne sais pas comment on pourra justifier ce reproche, qui s'est produit à plusieurs reprises au sujet de pièces insérées dans le Livre rouge. Je ne puis trouver comme prétexte que la dépêche qui a été envoyée à Munich et à Stuttgart. Or on devrait croire qu'il est impossible de formuler l'abstention d'une façon plus claire et plus positive que cela a été fait dans ces dépêches. On a traité là de la paix de Prague et de la formation d'une confédération du Sud qui en découle, uniquement au point de vue du maintien de la paix générale. Il ne s'y trouve pas un mot qui puisse ressembler à une pression et moins encore à une menace, et je dois, de plus, faire connaître une chose qui ne résulte pas de la dépêche publiée, savoir : qu'une autre dépêche de l'année 1867, à laquelle la dépêche publiée se référerait, a déclaré expressément qu'au cas où les gouvernements du Sud se résoudraient à former une confédération pareille, celle-ci ne devrait avoir aucune espèce de rapport ou de liaison avec l'Autriche.

C'est ce qu'on a connu très-bien ailleurs, à Berlin aussi, et bien que je ne veuille pas revenir toujours sur les prévenances et les non-

prévenances, j'avoue franchement que, comme les avances faites par nous dans l'intérêt de la paix étaient restées sans aucune réponse, cela a, en effet, fait naître chez nous le sentiment que, de l'autre côté, on n'était pas disposé à entrer avec nous dans des négociations quelconques.

Mais je le demande, où faut-il chercher l'immixtion dans des affaires allemandes? Serait-ce peut-être dans la dépêche qui fut adressée à Dresde?

Messieurs, je l'avoue franchement, si une communication que nous adressons à un Gouvernement allemand dans le but de donner des éclaircissements sur une démarche que nous avons faite nous-mêmes, si une chose pareille est considérée comme une immixtion, je ne sais réellement pas ce que nous pouvons risquer de faire, à moins que nous ne fermions absolument nos frontières vis-à-vis de l'Allemagne.

Mais je demande encore une chose. Est-ce par hasard le Gouvernement Impérial et Royal, est-ce le chancelier de l'Empire qui a convoqué à Vienne les tireurs allemands, le congrès des chemins de fer allemands! et le congrès des journalistes allemands et avons-nous cherché à profiter de ces réunions pour faire de la propagande à l'égard de l'Allemagne? Il est très-commode de s'en prendre à un seul, quand on ne peut pas en finir avec beaucoup. (Très-bien.)

En discutant la question de l'alliance, nous rencontrons sans doute de singulières contradictions. On dit toujours : « Nous ne devons nullement nous inquiéter de l'Allemagne; qu'avons-nous à faire en Allemagne? La paix de Prague nous a rejetés hors de ce pays; restons donc à la place que les Traités nous assignent. » C'est bien. Mais il suit de là, pour tout homme politique impartial, que, par la position que lui a assignée le Traité de Prague, l'Autriche a gagné la liberté de conclure des alliances avec qui elle veut, et qu'en cela elle n'a à consulter que ses propres intérêts. Mais non! Voilà qu'on nous dit d'un autre côté : « Il ne t'est pas permis de t'allier avec la France. » D'autres disent : « Il ne t'est pas permis de contracter une alliance avec la Russie. » Messieurs, ceci est une contradiction qui, il est vrai, trouve sa solution toute simple dans une proposition qui s'y joint tacitement, savoir : L'Autriche ne doit pas s'occuper de l'Allemagne et doit attendre que l'Allemagne s'occupe de l'Autriche.

Ceci peut être de la politique allemande en Autriche, mais ce n'est pas là la politique autrichienne, et je ne suis appelé qu'à faire de la politique autrichienne. (Très-bien.)

Un orateur très-honoré, le baron Weichs, a dit d'un ton presque menaçant qu'il fallait que l'on trouvât l'union avec l'Allemagne. Et

bien ! si l'on se conforme à la politique qu'il indique, il ne faudrait plus de ces grands efforts.

On peut certainement dire beaucoup de choses sur les alliances, et je comprends très-bien la pensée qui se produit si souvent : « La Prusse est alliée naturelle de l'Autriche, renonçons à toute liaison en Allemagne, et la Prusse, c'est-à-dire l'Allemagne, sera notre alliée en Orient. » Cette pensée est présentée sous de très-belles formes ; je ne doute pas non plus de la bonne volonté, je ne veux pas même mettre en doute que dans ce cas on pourrait tendre la main de l'autre côté. Mais une combinaison pareille ne se forme que lentement, et il peut survenir dans l'intervalle des événements qu'il est impossible de prévoir d'avance.

En Orient, nous devons l'avouer ouvertement, la France constitue maintenant pour nous un très-bon ami. Ferions-nous bien de nous l'aliéner précisément là où nous en avons besoin ? C'est là une grave question, et de même une autre question reste ouverte, celle de savoir si les choses seraient telles en Allemagne, au moment où nous aurions besoin de l'Allemagne, pour qu'elle puisse alors nous rendre les services que nous attendons d'elle.

Je crois donc que toutes ces considérations de l'honorable orateur que j'ai indiquées doivent conduire à la conviction que la politique de la main libre a ses avantages à côté de ses inconvénients.

J'arrive maintenant à la certaine inclination vers la France. Oui, Messieurs, pourquoi le nierais-je ? nous sommes dans des relations très-bonnes et très-amicales avec le Gouvernement français, pourquoi ne le serait-ce pas ? Ce Gouvernement nous a donné, dans le cours de ces dernières années, des preuves réitérées de sa sincère sympathie, il a été à nos côtés dans plusieurs lieux et pour plusieurs questions et nous a rendu ses bons offices. Que d'autres gouvernements ne disent pas : Nous aurions fait la même chose, si nous en avions eu l'occasion. Nous n'avons pas recherché l'appui de la France ; entre grands gouvernements, on offre les bons offices, on ne les implore pas.

Mais cette bonne entente dont je parle ne s'est pas réduite à des relations amicales entre les deux cabinets, elle repose essentiellement aussi sur les sympathies populaires. En France on a maintenant, nous ne saurions le méconnaître, des sympathies sincères pour tous les peuples de l'Autriche-Hongrie, qu'ils soient Allemands, Magyars ou Slaves, parce qu'ils appartiennent à l'Autriche et non pas tantôt pour les uns, tantôt pour les autres, suivant qu'ils font mine de se détourner de l'Autriche. (Très-bien !)

L'Autriche-Hongrie se trouve comprise dans un grand mouvement de régénération. Nous ne connaissons d'autre politique que de serrer

chaleureusement la main à ceux qui accompagnent ce mouvement de leurs sympathies et qui prouvent ces sympathies. Une main froide ne saurait rencontrer la nôtre. (Vif assentiment.)

Messieurs, on parle d'éloignement. Je ne voudrais pas trop approfondir ce thème. J'ai malheureusement fait l'expérience que, de même que dans les affaires privées, les explications ne font que gâter les choses. Il y a certains mauvais moments qu'il faut subir; en parler trop ne vaut rien.

Mais j'ai déjà fait observer précédemment qu'une grande partie de ces frottements dont il a été question ici doivent être mis au compte du Livre rouge et de ses conséquences inévitables. On prend en considération dans cette question des circonstances qui n'ont pas en réalité l'influence qu'on leur attribue et qui font beaucoup trop d'impression.

Je regrette qu'on ait mis la chose en rapport avec le représentant du Gouvernement prussien à Vienne, car je lui dois le témoignage que dans les relations personnelles il sait apporter l'attitude la plus conciliante et qu'il fera tout ce qui dépend de lui pour amener une situation meilleure.

En disant cela, je ne veux nullement combattre ce que M. d'Arneth a dit d'une certaine dépêche.

On parle de visites, de réceptions. Je puis vous faire observer seulement que M. le baron de Werther est toujours assuré de trouver un accueil amical chez moi. Je puis observer en détail ce qui se passe ailleurs.

On parle aussi de la presse officieuse.

La presse officieuse est très-souvent l'enfant terrible. A cet égard, je dirai à l'honorable M. Sturm qu'à propos des attaques contre les délégations, j'ai parlé très-sévèrement à des personnes qui ont affaire à cette presse. Je repousse donc toute solidarité dans ces attaques.

On a parlé aussi de la question romaine. Comme il est tard, je demande la permission à l'assemblée de réserver cette question étendue pour la discussion des articles.

Je reviens encore une fois au dernier objet, à celui qui m'est le plus désagréable, c'est-à-dire au certain éloignement.

Messieurs, il ne paraît exister nulle part, pas non plus dans cette salle, un éloignement de ce genre; il n'existe certainement pas au-dessus de cette salle; cet éloignement serait-il donc purement personnel? Cela est possible; mais alors je dois vous avouer franchement et vous déclarer positivement que si je devais être intéressé dans cette affaire, je ne suis que la partie passive et non la partie active.

C'est là un fardeau dont je me charge volontiers; il ne deviendra

que trop lourd, je ne manquerai pas non plus de patience et d'esprit de conciliation, mais tant que j'occuperai la place que la grâce de Sa Majesté m'a assignée, je garderai et défendrai les intérêts de la monarchie austro-hongroise partout où ils sont menacés, et toutes les attaques qui seront dirigées contre moi pour cela me feront grand honneur. (Applaudissements).

On m'attribue une provision de bonne humeur. Je ne veux pas renier ce don heureux de la nature ; mais il ne suffirait pas pour me tenir en équilibre, si je n'étais pas soutenu par la conscience d'accomplir consciencieusement mon devoir et à cause de cela, rien quoi qu'il arrive, ne me fera sortir de mon calme et de mon sang-froid.

Mais, Messieurs, je puis vous donner encore un autre motif de sécurité, peut-être le meilleur. On ramène cet éloignement à des temps antérieurs. Toute personne qui voudra prendre la peine de lire les années 1855 et 1862 des journaux de Vienne et de Berlin, notamment des journaux officiels, y trouvera beaucoup d'articles sur celui qui était alors ministre des affaires étrangères de Saxe. Les journaux de Vienne l'attaquaient alors avec violence ; mais dans les journaux de Berlin, il n'y avait pas de meilleur patriote et d'homme plus sage. Pourquoi cela ne se reproduirait-il pas ? Seulement j'espère qu'à Vienne on mettra mieux cette fois-ci qu'alors. (On rit).

Pour terminer, et précisément ce dernier objet m'y ramène, je reviens encore à un petit épisode de la séance d'aujourd'hui, relatif à la question du Schleswig-Holstein. Je crois devoir dire mon opinion à ce sujet parce qu'alors aussi j'étais avec ou sans activité inquiète, un participant et un acteur.

Je comprends, car j'ai vu les choses de près, et j'apprécie pleinement les motifs qui dirigeaient alors la politique autrichienne : je sais qu'il était très-difficile d'ouvrir la voie où il s'agissait de rompre avec un traité signé ; mais il y a une opinion que je dois contredire décidément et à l'égard de laquelle je dois me placer du côté de M. Rechbauer : le danger d'une guerre européenne n'existait pas.

Si l'Europe a tranquillement laissé faire lorsque l'Autriche et la Prusse ont agi malgré la Confédération germanique soutenue alors par l'opinion publique, lorsque cette guerre fut entreprise contre l'opinion publique, comment n'aurait-elle pas laissé faire, si elle avait été entreprise à la demande et suivant les désirs du peuple allemand ?

Naturellement, il fallait maintenir le principe fédéral et s'y subordonner ; ceci avait aussi ses difficultés, mais cela aurait eu une grande utilité. C'est une raison de plus pour que j'adhère aux paroles finales

du comte Rechberg : c'est dans l'Autriche même qu'il faut chercher les Allemands ; c'est ici que nous voulons nous allier, et plus nous nous allierons à l'intérieur, mieux nous serons en garde contre les attaques de l'étranger. (Vif assentiment).

Le comte de Rechberg. — Je dois répondre à une affirmation de M. le chancelier de l'empire, savoir : qu'il ne s'en serait pas suivi de guerre européenne, si l'Autriche s'était mise à la tête de l'Allemagne. Je m'en réfère à la dépêche du cabinet anglais, qui déclarait que l'abandon du terrain du traité de Londres constituerait un cas de guerre. La Confédération germanique n'a pas reconnu le traité de Londres ; mais l'Autriche y était obligée ; en l'abandonnant elle se posait en adversaire du gouvernement anglais.

Le comte de Beust. — Je ne veux pas contester ce qui vient d'être dit ; mais je me trouve précisément en position de déposer ici le Livre bleu anglais dans lequel se trouve une pièce précisément opposée, savoir : la dépêche que l'ambassadeur d'Angleterre à Paris a envoyée à cette époque à Londres, et où il est dit que la France ne participerait pas à une guerre parce qu'elle savait ce que c'était que de commencer une guerre impopulaire avec l'Allemagne.

Égypte. — LE KHÉDIVE A AALI PACHA.

Le Caire, le 10 août 1869.

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Votre Altesse, sur l'ordre de S. M. I., a bien voulu m'adresser, et par laquelle elle demande des explications sur les interprétations données à mon dernier voyage en Europe, et sur les bruits répandus à cette occasion.

Jè m'empresse de faire connaître le véritable état des choses.

Depuis le jour où l'administration de cette grande contrée m'a été confiée par S. M. I., Dieu me garde d'avoir pris une décision qui fût en dehors des limites des droits et des devoirs prescrits par les firmans impériaux. La pensée même ne m'en est pas venue. Tout au contraire, appréciant les bienfaits successifs de S. M. et la haute bienveillance qu'elle m'a sans cesse témoignée, j'ai conformé tous mes actes à sa volonté et à ses ordres.

Lorsque S. M. saura que tous mes efforts tendent à mériter sa haute satisfaction, elle me conservera, j'en ai le ferme espoir, sa confiance et sa bienveillance.

En ce qui concerne les troupes expédiées jadis en Candie, c'est sur ma demande et pour avoir l'honneur de servir S. M. et de lui prouver ma fidélité et mon dévouement que leur organisation et leur envoi ont eu lieu conformément aux ordres qu'elle a donnés.

Les dépenses de l'expédition de Candie et de l'expédition de Hedjaz, qui eut lieu à la même époque, n'ont point été payées par le trésor impérial, comme il avait été fait pour l'expédition de Crimée, mais elles ont été réglées par l'Égypte, qui a tenu à honneur de les supporter exclusivement.

Cependant ces dépenses ayant atteint, par suite du séjour prolongé du corps expéditionnaire, le chiffre d'environ deux cent mille bourses, dans le seul but de se rendre compte des sommes qu'exigerait dans l'avenir l'entretien de ces troupes, et contraint d'établir l'équilibre du budget, on s'est trouvé dans la nécessité de fixer un terme à la durée de leur séjour.

J'ai soumis la question au conseil lors de mon voyage à Constantinople, et une décision ministérielle fixa la date de leur retour, qui n'eut lieu cependant que quinze jours après l'expiration du délai indiqué.

Depuis leur arrivée dans l'île jusqu'à leur départ, ces troupes se sont, avec leurs compagnons d'armes, portées partout où elles ont été envoyées, déployant un vrai courage et montrant une parfaite soumission ; elles ont contribué à sauvegarder l'honneur des armes impériales, et bien des officiers, bien des soldats ont été blessés ou tués, heureux de se dévouer au souverain.

Cela étant ainsi, je ne crois pas avoir commis un acte ou tenu une conduite contraire à la volonté impériale, soit dans l'envoi, soit dans le retrait des troupes ; je ne crois pas non plus qu'on ait vu ou entendu une attitude singulière de la part de ces troupes, soit officiers, soit soldats, durant l'expédition.

Quant aux privilèges accordés il y a deux ans, je ne les ai sollicités qu'en vue des intérêts généraux du pays impérial, et comptant sur la confiance et l'entière bienveillance de S. M. à mon égard.

Dans mon voyage en Europe, j'ai accepté avec reconnaissance la gracieuse invitation que quelques souverains m'ont fait l'honneur de m'adresser d'aller leur rendre visite, et, m'étant rencontré avec eux, si j'ai invité ces souverains ou quelques membres de leurs augustes familles à assister à l'inauguration du canal, c'est uniquement en vertu de la haute situation que j'occupe, sous les auspices de S. M. Si ces souverains, par l'accueil qu'ils m'ont fait, m'ont donné des preuves d'estime et de considération, je le dois à l'honneur que j'ai de dépendre de S. M., et c'est un des effets glorieux de la bienveillance dont elle daigne me combler. J'ajoute qu'il est de notoriété publique qu'en cette circonstance aucune conduite n'a été tenue qui fût de nature à porter atteinte aux droits sacrés du souverain, droits que je mets au-dessus de tout et dont je sais apprécier la valeur et l'importance.

Votre Altesse mentionne le déplaisir que j'aurais éprouvé à voir les ambassadeurs de la Sublime Porte accomplir leur devoir, et elle avance que je les ai évités voulant leur rester étranger ; cependant, je n'ai, dans les rapports que j'ai eus avec eux, manqué en aucune façon aux égards dus à leur rang et à leur position.

Au vu et au su de tous, j'ai rendu visite à chacun d'eux ; j'ai même invité LL. EE. Djemil pacha et Daoud pacha à un dîner de famille que mon fils m'a donné chez lui, lors de mon séjour à Paris, ce qui prouve que, loin de les tenir à distance, j'ai été bien aise de me trouver avec eux.

Je ne doute donc pas que V. Alt. ne convienne que les accusations portées à cet égard sont également de la pure calomnie.

Quant à la mission de Nubar pacha en Europe, V. Alt. n'ignore pas qu'il n'y a pas là de démarche nouvelle, mais que cette mission est déjà reconnue et *date* de deux ou trois ans ; de plus, pendant chacun de mes séjours à Constantinople, j'ai parlé à maintes reprises de cette question, et même j'ai obtenu du ministère des affaires étrangères des lettres de recommandation pour les ambassadeurs de la Sublime Porte à Paris et à Londres ; j'en ai même adressé de vive voix mes sincères remerciements. Ainsi la mission de Nubar pacha n'a été cachée ni au Gouvernement impérial, ni à ses représentants des cours étrangères.

En effet, les progrès tous les jours plus sensibles du commerce et de l'agriculture, et les efforts incessants qui sont faits pour les développer, sous les auspices de S. M., attirent en Égypte de nombreux étrangers qui sont appelés ainsi à augmenter leurs rapports avec les indigènes, et partant à nouer de nouvelles relations.

Cet état de choses occasionne naturellement un grand nombre de contestations et de litiges ; aussi a-t-il été jugé nécessaire d'établir une règle fixe qui pût servir à sauvegarder les droits des parties et à faire naître la confiance entre elles.

La mission de Nubar pacha a pour but de modifier le système de juridiction en ce qui touche les différends commerciaux ou autres entre indigènes et étrangers.

L'adhésion des puissances à la réunion d'une commission chargée d'examiner cette question, et au sein de laquelle elles consentent à envoyer des délégués spéciaux, prouve que, vu le développement du commerce et de l'agriculture, cette réforme est comprise dans les limites des privilèges accordés à l'Égypte par la gracieuseté souveraine. Cette démarche est donc faite sans contredit pour arriver au moyen d'accroître la prospérité et le bien-être du pays sous les auspices de S. M. et conformément à ses intentions généreuses.

V. Alt. m'a fait l'honneur de me dire, en outre, que les énormes dé-

penses qui ont été faites pour l'achat d'armes et de vaisseaux de guerre, et d'autres dépenses écrasantes, faisaient peser sur les habitants du pays de lourdes charges qui les indisposaient contre l'administration ; que le luxe apparent n'étant pas la cause, mais seulement l'effet de la civilisation, négliger la cause, qui consiste dans les améliorations réelles, et commencer par l'effet pourrait avoir les conséquences les plus dangereuses. En signalant ce qui précède, V. Alt. m'invite à m'en tenir aux firmans impériaux et à faire mes efforts pour arriver à produire le bien-être du pays, à procurer la sécurité aux individus et à garantir la propriété.

Une comparaison équitable de l'état actuel de prospérité auquel le pays est arrivé sous les auspices de S. M. ; avec l'état déplorable dans lequel il se trouvait à l'époque où les rênes de l'administration m'ont été confiées, démontrera que, ne méconnaissant pas les droits augustes de S. M. et appréciant sa haute bienveillance, je me suis consacré tout entier à l'accomplissement du bonheur et du bien-être du pays et à la consolidation du principe sacré de la sécurité des personnes et des propriétés.

La bonne organisation et la régularité de l'administration égyptienne, qui a établi et fortifié dans ce pays les règles fondamentales de tous ces principes, sa persévérance à suivre la voie du progrès, étaient, à la vérité, suffisantes pour assurer et sauvegarder les droits légitimes de tous ; néanmoins, depuis trois ans, a été instituée une assemblée de délégués, élus par les habitants, et appelés à se réunir annuellement pendant deux mois.

Leur mission est de rechercher les intérêts du pays, de délibérer sur les besoins généraux, de contrôler les revenus et les dépenses du Gouvernement, et enfin de surveiller la gestion de l'administration.

Cette assemblée a le droit d'apprécier et de fixer le budget de chaque année, et, selon les circonstances, l'augmentation ou la diminution de l'impôt sont soumises à ses observations. Il est évident que sous les auspices de S. M., et à la grande satisfaction des habitants, cette institution leur assure toutes les garanties désirables.

Comme le progrès des sciences et la propagation des lumières sont la base de la civilisation, les écoles, qui avaient été, pour ainsi dire, supprimées autrefois, ont été de nouveau rétablies sous les auspices de S. M. ; de nouvelles institutions ont été fondées, de telle sorte qu'aujourd'hui ces établissements, aussi nombreux que divers, sont complètement organisés.

En outre, des élèves en grand nombre sont envoyés dans toutes les parties de l'Europe pour se perfectionner dans les sciences et les lettres, les arts et l'industrie, dont les premiers fruits ont été « éveillés »

dans le pays. Ces faits dénotent l'importance qu'on attache à l'instruction, base principale de tout progrès.

En ce qui concerne l'agriculture, lorsqu'on s'est aperçu en premier lieu de l'aspect effrayant sous lequel se présentait l'épizootie et ensuite de l'inondation extraordinaire du Nil, qui menaçait d'une destruction complète les récoltes et la fortune des cultivateurs, on a prodigué des secours de toute nature, et les mesures les plus énergiques ont été prises. Grâce aux sacrifices immenses et de tout genre qu'on s'est imposés et aux sommes considérables dépensées, la prospérité générale et la fortune publique ont été reconstituées sous les auspices de S. M.

Malgré ces désastres successifs, l'agriculture s'est tellement développée à la suite des travaux effectués et des mesures prises à l'époque de ces malheurs pour l'irrigation des terrains et pour la facilité des transports, que trois cent vingt mille feddans de terre en friche ont été améliorés et rendus à la production.

La fondation d'un grand nombre d'importants établissements financiers, l'augmentation considérable en chiffre des étrangers qui viennent se fixer dans toutes les parties du pays et même jusque dans le Soudan, en vue de s'y livrer, en toute sûreté, à des transactions, le mouvement constamment progressif des ports d'Alexandrie, de Suez et de Port-Saïd, le développement des relations d'affaires en Égypte avec toutes les parties du monde, sont la meilleure preuve des progrès incessants de l'agriculture et du commerce.

Quant aux dépenses, elles ne se font qu'avec l'approbation de l'assemblée des délégués, ainsi qu'il a été dit plus haut, et si l'on considère que, malgré les dettes laissées par feu Saïd-Pacha, les différentes questions et difficultés qui ont motivé le paiement par le trésor de fortes indemnités, la construction de nouveaux chemins de fer sur un parcours de 700 milles, entreprise en vue de l'accroissement de la prospérité générale; la prolongation des lignes télégraphiques jusqu'à Souakin et Massoura et jusqu'au Soudan, ainsi que leur établissement sur d'autres points du pays; les travaux du bassin et du port de Suez, et d'autres du même genre qui ont été accomplis dans l'intérêt général; et enfin les sommes considérables avancées pour venir en aide à la population, et celles dépensées pour le canal de Suez.

Si on considère, dis-je, que tout le monde reçoit régulièrement ce qui lui est dû, que les retraites et les appointements des employés sont payés exactement chaque mois; si on envisage la somme à laquelle se trouve réduite la dette, on comprend aisément que les finances sont dirigées avec cœur, sans dissipation, sans grever la population de lourdes charges, et par conséquent sans l'indisposer contre l'administration.

En ce qui regarde l'achat d'armes et de vaisseaux de guerre, j'ai l'honneur de signaler à V. Alt. qu'il s'agit simplement de remplacer de vieilles armes par des armes de nouveau modèle, et d'anciens vaisseaux devenus inutiles. A cet effet, des commissions composées d'officiers de mérite ont été formées, soit ici, soit en Europe, depuis deux ou trois ans, pour le choix et l'essai de nouvelles armes.

A la suite des expériences qui ont eu lieu, une arme d'invention récente a été adoptée; sur un rapport et une proposition tendant à faire une commande égale à la moitié des armes anciennes qui se trouvent en Égypte, autorisation a été donnée de faire cette commande. Les vaisseaux, d'autre part, qui ont été commandés depuis deux ans, ne sont pas encore achevés.

Les dépenses nécessitées par ce genre de commande ont été approuvées au budget, qu'on a l'habitude de présenter dans le courant de l'année à l'assemblée des délégués, et chaque somme a été portée sur un chapitre spécial.

Ces dépenses, loin d'être superflues, sont justifiées par l'intention sincère d'être utile à la protection du pays impérial et à l'empire même, ainsi que le témoigne, lors de la rupture des relations avec le Gouvernement grec, la concentration à Alexandrie d'un corps de 20,000 hommes attendant le premier ordre ou le premier signal de S. M.

Les détails qui précèdent démontrent qu'on ne néglige pas les causes principales de la civilisation.

J'ai la conviction que V. Alt. elle-même voudra bien le reconnaître.

Les mesures prises depuis deux ans pour l'ouverture de nouvelles rues et les embellissements des villes m'ont été suggérées par les travaux si utiles exécutés à Constantinople dans l'intérêt de la santé et du bien-être public, travaux émanant de l'initiative de l'administration municipale, que j'ai été à même de constater dans mes derniers voyages et que j'ai cherché à imiter dans la limite des us et coutumes du pays impérial. Le ministère des finances ne supporte, d'ailleurs, aucune des dépenses occasionnées par ces sortes de travaux, auxquelles on pourvoit par les revenus de la ville et quelquefois, lorsque besoin est, par mes revenus personnels.

Ces explications franches et sincères sur l'état véritable des choses effaceront, je n'en doute point, de l'esprit de V. Alt. la mauvaise impression causée par des accusations injustes. L'esprit de dignité et de justice qui distingue à un si haut degré V. Alt. m'est un sûr garant qu'elle reconnaîtra que la fidélité et le dévouement dont je suis animé pour S. M. I. sont inaltérables.

De même, si S. M. a ressenti quelque indisposition contre moi, elle daignera, j'en ai la ferme conviction, lorsqu'elle connaîtra la vérité tout entière, mue par les sentiments de clémence et de générosité qui animent sa grande âme, me rendre et même augmenter à mon égard la bienveillance dont elle a bien voulu me combler.

Du reste, après avoir terminé quelques affaires importantes qui intéressent des sujets du pays impérial, je compte me rendre à Constantinople pour déposer mes hommages les plus respectueux au pied du trône de S. M. et remplir envers elle mes devoirs de fidélité.

Ainsi, je prie V. Alt. de vouloir bien saisir une occasion favorable de soumettre mon intention à S. M.

Je la prie également de me conserver sa précieuse amitié.

Signé : ISMAÏL.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AUX MISSIONS IMPÉRIALES ET ROYALES, A PARIS, LONDRES, FLORENCE, BERLIN ET SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 11 août 1869.

Notre ambassadeur à Constantinople vient de m'informer de l'attitude que le Gouvernement ottoman paraît disposé à prendre en face de la nouvelle loi organique votée par l'Assemblée nationale des Serbes, à Cragouïévaz. D'après les observations que le Grand-Vizir a faites au baron de Prokesch, la Sublime Porte s'attendait à ce que la constitution sortie des délibérations de la dernière Skoupehtina, lui fût communiquée ainsi qu'aux Puissances garantes et qu'elle fût soumise à leur approbation, attendu qu'elle se présente comme une réforme des Hats Impériaux, expressément rappelée dans l'article 23 du Traité de 1856.

La Régence serbe vient, de son propre mouvement, de satisfaire en partie à ce désir de la Porte. Notre agent à Belgrade m'apprend que la nouvelle constitution a été officiellement communiquée aux consuls des Puissances, et il ajoute qu'elle ne tardera pas à être également placée sous les yeux de la Sublime Porte.

Avant d'être instruit de cette démarche du Gouvernement serbe, j'avais cru utile de lui recommander de tenir compte des vœux du Gouvernement en lui donnant connaissance de la nouvelle loi, non que cette loi eût besoin, à mon avis, de la sanction de la Porte ou des Puissances garantes, mais simplement comme un acte de courtoisie envers la Puissance suzeraine. Le firman de 1838 qui, sous le nom d'Ustav, a jusqu'ici servi de base principale aux institutions de la Principauté se réfère explicitement aux Hats antérieurs, garantissant aux Serbes l'autonomie de leur administration intérieure et con-

sacrant leur droit de délibérer et de décider de toutes les questions qui concernent les lois et les institutions du pays, à la seule condition que les mesures législatives à intervenir ne portent pas atteinte aux prérogatives de la Puissance suzeraine.

L'article 24 du Traité de Paris, en donnant aux droits de la Principauté une nouvelle sanction par la garantie collective des Puissances, reconnaît de nouveau l'indépendance de son administration nationale et la pleine liberté de sa législation. Depuis ce temps, les Serbes ont, en vertu de leur autonomie et sans qu'il y ait eu de protestation de la part de la Porte, introduit dans leur législation des innovations nombreuses et importantes, parmi lesquelles je me bornerai à mentionner les lois rendues en 1859 et 1861 par les princes Milosch et Michel, portant réorganisation de la représentation nationale et formation d'une milice nationale. La Cour suzeraine n'a pas réclamé non plus contre différents arrangements conclus par la Principauté avec des Gouvernements étrangers au sujet d'affaires qui rentraient dans le domaine de l'administration intérieure. La nouvelle loi serbe ne changeant rien aux rapports de la Principauté avec le Gouvernement du Sultan et, de fait, la Porte n'ayant point formulé, que nous sachions, un grief contre telle ou telle disposition de la nouvelle loi comme contraire à ses droits, il me paraît qu'on ne saurait imposer aux Serbes une obligation qui n'est justifiée ni par le droit écrit ni par l'usage établi.

Par ces motifs, nous avons cru devoir, pour notre part, nous contenter purement et simplement de la communication que la Régence vient de nous faire de la nouvelle constitution.

C'est dans ce sens que nous nous sommes énoncés à Constantinople et à Belgrade et nous espérons que les autres Cours garantes voudront en agir de même.

La formalité de la notification à la Porte ayant d'ailleurs été remplie, nous ne saurions penser que les difficultés extérieures soient soulevées à Constantinople, puisque notre ambassadeur nous fait entrevoir que les dispositions de la loi en elle-même n'y rencontreront sans doute pas d'objections.

Veuillez, M....., en entretenant M. le ministre des affaires étrangères de cet incident, vous expliquer dans le sens de la présente dépêche et m'informer de sa réponse.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**Grande-Bretagne. — MESSAGE DE LA REINE POUR LA PROROGATION
DU PARLEMENT.**

Londres, le 11 août 1869.

Milords et messieurs, nous recevons de S. M. l'ordre de vous dispenser d'une plus longue présence au Parlement.

S. M. vous fait savoir avec plaisir qu'elle continue à recevoir de toutes les Puissances étrangères les assurances les plus énergiques de leurs dispositions amicales, et que sa confiance dans le maintien de la paix s'est continuée et s'est confirmée durant le cours de l'année présente.

Les négociations dans lesquelles S. M. était engagée avec les États-Unis du Nord-Amérique ont été suspendues d'un commun accord, et S. M. espère sérieusement que ce retard aura pour effet de maintenir sur le pied d'une amitié durable les relations qui existent entre les deux pays.

S. M. éprouve une vive satisfaction à reconnaître le zèle et l'assiduité infatigables avec lesquels vous avez poursuivi les travaux ardu de cette année.

Dans l'acte législatif qui a pour objet de mettre fin à l'établissement de l'Église d'Irlande, vous avez eu grand soin de ne point perdre de vue les diverses considérations qui ont été recommandées à votre attention, au commencement de la session parlementaire.

Ce que S. M. espère, c'est que cette mesure importante pourra être citée dans l'avenir comme une preuve irrécusable du désir extrême qui anime le Parlement de tenir compte, d'une manière raisonnable, en établissant des lois pour chacun des trois Royaumes, des circonstances spéciales qui peuvent les affecter respectivement, et de traiter d'après les principes d'une justice impartiale, tous les intérêts et toutes les sections de la nation.

S. M. éprouve la ferme confiance que l'acte en question favorisera l'accomplissement de l'œuvre de la pacification en Irlande, et pourra contribuer à réunir toutes les classes de la population de ce pays avec leurs concitoyens d'Angleterre et d'Écosse dans ces sentiments de concorde fraternelle qui doivent toujours former la première source de la force de son vaste Empire.

S. M. a vu avec plaisir combien votre concours a été cordialement acquis à l'acte des taxes assises, dont le but est de mettre un terme à un état de choses dont on se plaignait généralement.

S. M. vous félicite des résultats auxquels vous êtes arrivés, après avoir longtemps étudié les questions relatives à la faillite et à l'emprisonnement pour dettes; ces résultats sont accueillis avec une faveur légitime par le commerce et par l'opinion publique.

La loi que vous avez faite pour les écoles dotées d'Angleterre rendra plus profitables au peuple les grandes ressources de ces établissements et augmentera l'utilité de ces écoles.

On peut raisonnablement espérer que la loi qui organise la surveillance des récidivistes devra donner des garanties nouvelles à la sûreté des personnes et des propriétés.

La mesure passée au sujet des épizooties est de nature à encourager et à protéger l'éleveur des bestiaux en Angleterre, sans mettre des entraves inutiles à la liberté d'importation.

En abolissant la taxe sur les assurances contre l'incendie, vous avez accompli des vœux qu'on formait depuis longtemps; en abolissant le droit sur les céréales, vous avez donné une nouvelle preuve de l'intérêt que vous portez à l'extension de l'industrie et du commerce, et à la recherche des approvisionnements, que notre position encourage et nécessite tout ensemble.

S. M. espère qu'en achetant et en dirigeant lui-même les télégraphes électriques, l'État accomplira cette œuvre si désirable pour le commerce et les relations sociales et qui consiste à établir des relations rapides, faciles et certaines. Ce sera une suite naturelle du système adopté par la poste à bon marché, système qui est maintenant employé si avantageusement dans le monde civilisé.

Messieurs de la Chambre des communes, nous avons pour instruction de vous présenter les remerciements de S. M. pour les subsides que vous avez libéralement accordés dans le but de parer aux dépenses de l'année et pour les mesures qui ont permis de liquider les frais de l'expédition faite en Abyssinie.

Milords et messieurs, S. M. songe avec bonheur qu'en retournant dans vos foyers, vous pourrez jouir des fruits que vos efforts ont procurés et des résultats qu'amèneront d'importantes lois dont nous avons signalé une partie d'après nos instructions.

Durant les vacances, vous continuerez à recueillir ces connaissances pratiques, et cette expérience qui forment la base solide des aptitudes législatives. S. M. appelle la bénédiction du Très-Haut, et sur votre œuvre récente et sur vos travaux futurs, en faveur de la prospérité publique.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 12 août 1869.

Les éclaircissements que le Grand-Vizir a eu l'obligeance de fournir à V. Exc. au sujet des griefs élevés par le Gouvernement

ottoman contre le Vice-Roi d'Égypte m'ont offert un grand intérêt, et je Vous prie d'en témoigner tous mes remerciements à S. A.

Nous n'avons pu que nous féliciter de l'esprit de modération dont le langage tenu à cette occasion par Aali-Pacha, portait l'empreinte. Quant aux faits qu'il a allégués à la charge du Khédive, bien que je n'hésite pas naturellement à y ajouter une foi entière, il est permis peut-être de ne pas adopter dans toute leur gravité les conclusions qu'on paraît vouloir en tirer à Constantinople.

Nous devons à la vérité d'attester que, pendant le séjour du Khédive à Vienne, jamais des prétentions ambitieuses ne se sont fait jour. Un témoignage semblable est rendu à Ismail-Pacha par Lord Clarendon.

Ce qui semblait alors préoccuper le plus vivement la Porte, c'était la question de la présentation du Vice-Roi aux Cours étrangères par les Représentants du Sultan, et, sous ce rapport, les choses se sont passées ici dans les formes voulues, sans que le Khédive ait fait mine de vouloir s'y soustraire. Cette intervention même de l'Ambassadeur turc et sa présence aux fêtes données en l'honneur d'Ismail-Pacha étaient faites pour écarter toute idée d'une altération survenue entre le Sultan et le Vice-Roi.

Nous sommes assurément les derniers à encourager ou à favoriser une révolte, tout comme nous serons toujours les premiers à approuver la Porte de veiller au maintien de ses droits et de son intégrité et de les défendre contre tout danger qui les menacerait. Nous reconnaissons aussi que le Gouvernement ottoman, comme Vous l'a dit le Grand-Vizir, est mieux placé que qui que ce soit pour connaître les hommes et les choses dans ses propres domaines. Mais il est évident que les dangers dont je viens de parler peuvent être appréciés avec plus ou moins de sang-froid et, à cet égard, nous sommes heureux de savoir la politique de la Turquie dirigée par un esprit aussi sage et aussi peu accessible aux entraînements que l'est Aali Pacha. J'ai la conviction que ce n'est pas lui qui permettrait jamais que des rapports exagérés vinssent envenimer l'affaire et pousser la Porte à des résolutions extrêmes, dont il serait difficile de calculer la portée. Aussi croyons-nous que, si un Cabinet ami et parfaitement impartial dans la question, comme l'est le nôtre, fait entendre sa voix dans le sens de la modération et de la prudence, cette manifestation, loin d'être pour le Grand-Vizir une cause de gêne, ne pourra venir qu'à propos pour renforcer l'effet de ses conseils éclairés auprès de son Auguste Souverain. Elle se joindra aux démarches des Cabinets de Paris et de Londres, qui, redoutant comme nous de voir s'aggraver le différend, se sont appliqués à recommander à la Sublime Porte de ne procéder qu'avec la plus grande circonspection dans cette affaire et

d'éviter soigneusement tout ce qui serait susceptible d'être interprété par ses antagonistes comme un défi et leur permettrait de revendiquer le beau rôle pour la partie adverse. Les rapports ci-joints en copie de nos Ambassadeurs à Paris et à Londres Vous fourniront à ce sujet des données intéressantes.

Quant à nous, le seul intérêt que nous ayons à sauvegarder en Egypte est celui de ne pas voir troubler le repos du Levant par les démêlés de la Porte avec le Khédive ; mais cet intérêt est pour nous d'une haute importance, puisqu'un conflit qui viendra à surgir de ce côté serait sans aucun doute le signal d'une levée de boucliers aux portes de notre Empire. Une éventualité pareille est, à coup sûr, non moins digne de l'attention du Gouvernement I. et R. que de celle de la Sublime Porte.

Veuillez, M. le Baron, exposer confidentiellement au Grand-Vizir les observations que je viens de Vous signaler. Le coup d'œil sûr et calme avec lequel cet homme d'État éminent est habitué à embrasser les affaires nous donne la confiance qu'il ne se méprendra pas sur les intentions, sincèrement bienveillantes pour la Turquie, qui nous les ont dictées. Je serais heureux d'apprendre que mes vues ont pu rencontrer l'assentiment de S. A.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST A M. SCHWEGEL
A ALEXANDRIE**

Vienne, le 15 août 1869.

S. A. le Khédive aura peut-être remarqué le soin que nous avons mis à rectifier dans la presse les erreurs qui avaient été propagées dans le but de jeter des doutes sur la loyauté de son attitude pendant son séjour à Vienne. De même, à la première nouvelle des versions défavorables à S. A. qui avaient commencé à s'accréditer dans les régions officielles à Constantinople, nous nous sommes empressés d'y rendre hommage à la vérité, en démentant les bruits de négociations qui auraient été poursuivies par Ismaïl Pacha avec le Gouvernement I. et R. et en attestant la bonne grâce avec laquelle il s'est accommodé au cérémonial de présentation voulu, comme en général, la réserve et la convenance parfaite qui ont caractérisé ici sa conduite.

Ayant ainsi fait preuve à l'égard du Khédive d'un bon vouloir qui, je l'espère, sera apprécié par lui, nous nous croyons en droit aujourd'hui de lui offrir un conseil d'amis.

Le fond et la portée réelle du différend qui vient de s'élever entre

lui et la Sublime Porte nous sont trop peu connus pour que nous ayons été à même de nous en former une opinion bien arrêtée. Si je Vous en parle ici, c'est uniquement pour constater que, d'une part, l'on nous affirme positivement que le Gouvernement ottoman est loin de nourrir des intentions malveillantes envers Ismaïl Pacha, tandis que, d'autre part, nous avons la conviction qu'il n'est jamais entré dans les vues de S. A. de manquer en quoi que ce fût aux égards que peut réclamer la position élevée du Sultan. Dès lors, tout porte à croire que des malentendus déplorables ont seuls pu faire naître l'indisposition qui s'est produite à Constantinople.

Il n'en est pas moins vrai que cette indisposition constitue aujourd'hui un fait avec lequel il est nécessaire de compter. Cette nécessité n'échappera certainement pas à l'esprit éclairé d'Ismaïl Pacha. Aussi avons-nous la confiance qu'il n'en coûtera pas à S. A. de donner satisfaction aux sentiments, quels qu'en soient l'origine et le fondement, qui se sont fait jour dans les conseils du Sultan. Le Vice-Roi, j'aime à le croire, n'hésitera pas à fournir les explications et les assurances que la Porte lui demande et qui ne portent atteinte ni à ses droits, ni à sa dignité, autant que nous pouvons en juger par les informations sommaires que nous possédons sur ce point.

C'est ainsi que la sagesse du Khédive, en empêchant la situation de s'envenimer, aura détourné un conflit qui, en s'aggravant, pourrait mettre en péril la paix du Levant et entraîner des conséquences dont très probablement ni l'Egypte ni le Khédive n'auraient lieu de se féliciter.

Vous voudrez bien, M. Vous énoncer envers le Khédive dans le sens des observations que je viens de présenter, et me rendre compte de l'accueil qu'elles auront trouvé de la part de S. A.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE PRINCE DE METTERNICH AU COMTE DE BEUST

Paris, le 17 août 1870:

Le Ministre des affaires étrangères partage entièrement l'avis de V. Exc. sur l'opportunité de faire communiquer à la Porte par la Serbie la nouvelle constitution (1). Il n'avait pas encore entendu parler de cette affaire, mais les conseils que Vous avez donnés à Belgrade lui paraissent excellents et il proposera à l'Empereur de suivre Votre exemple.

Agréé, etc.

Signé : METTERNICH.

(1) Du 11 juillet 1869. Voir *Archives* 1870, tome 1, page 291.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE MUNCH AU COMTE DE BEUST

Berlin, le 18 août 1869.

J'ai eu l'occasion dimanche dernier, dans un entretien avec M. de Balan d'amener la conversation sur la question soulevée à propos de la nouvelle constitution serbe. Cette constitution doit-elle être reconnue formellement par la Porte et les Puissances garantissantes? Je me suis exprimé dans le sens de la dépêche de V. Exc. en date du 11 du mois courant (1). M. de Balan, qui n'avait pas encore eu le temps de se renseigner sur cet incident, me promit de me faire à son tour connaître sa manière de voir et cela dans peu de jours et en effet il me l'a fait connaître hier.

Voici comme on peut dans son essence, résumer cette appréciation.

La prise de connaissance des actes a eu pour résultat de lui prouver que le Gouvernement serbe n'était pas obligé de demander la reconnaissance formelle.

Mais comme cette affaire n'a été en aucune façon communiquée au cabinet prussien par la Porte ottomane, il n'y a pour lui aucune nécessité de se prononcer sur le côté principal de la question : on se bornera à communiquer la nouvelle constitution serbe aux missions prussiennes par une circulaire, et le Baron de Werther recevra l'ordre de faire une communication à V. Exc. en réponse à votre dépêche du 11 août.

Recevez, etc.

Signé : MUNCH.

Autriche-Hongrie. — LE CHEVALIER DE VETSERÀ AU COMTE DE BEUST.

St.-Petersbourg, le 6 18 août 1869.

Je viens d'avoir une conversation avec M. le Gérant du Ministère des affaires étrangères, pendant laquelle je me suis énoncé dans le sens de la dépêche que V. Exc. a écrite le 11 août par rapport à la loi organique, votée dernièrement par l'assemblée nationale serbe.

M. de Westmann m'a dit qu'il vient de recevoir la nouvelle constitution par l'entremise du Consul Général de Russie à Belgrade, à qui le Gouvernement Princier en avait fait la communication officielle. M. le Gérant partage en tout point la manière de voir large de Votre Excellence sur l'interprétation de l'autonomie de la Serbie, qui n'a

(1) Voir ci-dessus, page 308.

pour limite que le respect dû aux prérogatives de la Puissance suzeraine. Il rend également justice à l'avis que V. Exc. a fait énoncer à Belgrade, que le Gouvernement serbe, en donnant connaissance à la Sublime Porte de la loi nouvellement votée, fait bien de remplir envers la Puissance suzeraine un acte de courtoisie.

Le Cabinet russe s'est borné, ainsi que celui de Vienne, à prendre simplement acte des changements introduits par la dernière Skoupchtina dans la Constitution de la Serbie ; la circulaire du 14 août servira, cependant, de motif à M. de Westmann pour dire au Consul Général de Russie à Belgrade, ainsi qu'au Chargé d'affaires Impérial à Constantinople, que le Cabinet de St.-Pétersbourg se joint aux idées qui y sont exprimées.

M. le Gérant me demanda encore l'autorisation de placer la dépêche de V. Exc. sous les yeux de S. M. l'Empereur ; je n'ai pas besoin d'ajouter que je me suis empressé de me rendre à ce désir.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VETSERÁ.

Portugal. — DISCOURS DU ROI A LA CLOTURE DES CHAMBRES

26 août 1869.

Dignes pairs du royaume, et messieurs les députés de la nation portugaise, Je viens exercer au sein de la représentation nationale un des actes les plus importants de la royauté constitutionnelle, en fermant la première session de cette législature.

Le pays jouit heureusement sans altération des libertés politiques qui sont la base du système représentatif, et une tranquillité complète assure à toutes les manifestations de l'activité sociale leur entier développement.

Les relations amicales de mon gouvernement avec les puissances étrangères continuent sans altération, ainsi que le respect de l'autonomie et de l'indépendance de cette glorieuse nation, toujours disposée à les confirmer et à les maintenir, coûte que coûte.

La condition fâcheuse des finances publiques est connue. Elle exige que, par le moyen d'un plan combiné de dispositions, nous nous efforcions d'atténuer les embarras du trésor, diminuant les dépenses et simplifiant successivement les services, augmentant les recettes en proportion avec les ressources des contribuables, rétablissant le crédit et développant la richesse publique, dont il convient d'aviver les sources dans la sphère des ressources dont nous pouvons disposer. A cette fin ont déjà pu y contribuer les mesures adoptées dans la session que je viens clore. Votre approbation des propositions les plus urgentes d'impôts, des mesures réputées les plus opportunes pour

élever le crédit dans l'intérêt du désamortissement décrété dans la législation en vigueur pour élargir le principe fécond de la libre transmission et de la pleine disposition de la propriété, facilitera, j'en ai l'espoir à mon gouvernement la solution des plus importants des problèmes actuels, en concourant d'une manière efficace à la prospérité du pays.

La situation financière exige une nouvelle et incessante sollicitude, et ces mesures législatives coopéreront puissamment à son amélioration.

J'ai la confiance que dans la prochaine session de la législature, le dévouement des représentants du peuple aidera avec un zèle égal les efforts de mon gouvernement afin que nous puissions entrer dans la voie la plus large. Concilions avec les exigences impérieuses de l'état des finances publiques les exigences non moins urgentes des progrès moraux et économiques.

La session est close.

Turquie. — AALI PACHA AU KHÉDIVE

Constantinople, le 29 août 1869. ...

Altesse, J'ai reçu par l'entremise du Talaat Pacha et mis sous les yeux de S. M. la lettre que V. A. m'a fait l'honneur de m'écrire le 10 courant (1), en réponse à celle que je lui avais fait parvenir dernièrement d'ordre de S. M. pour lui donner et demander diverses explications. Il existe deux points importants — je n'ai pas besoin de les signaler à V. A., — ayant trait au caractère de souveraineté dont S. M. est investie : l'un est le soin de développer le bien-être, la sécurité de ses fidèles sujets, ainsi que l'affermissement des bases de leur richesse et de leur repos ; l'autre, la haute obligation pour S. M. de sauvegarder intégralement les droits légitimes de la souveraineté. C'est donc pour elle une nécessité, conséquence incontestable de cette règle générale, de porter son attention et sa vigilance sur la fidèle exécution de ces mêmes obligations et sur la bonne administration de l'Egypte, l'une des parties les plus importantes de l'Empire.

Il est incontestable que la plupart des difficultés, contestations, vexations ou désastres qui surviennent, naissent du manque d'une entente franche et suffisamment claire sur le mode de la mise en pratique du droit et du devoir. Quoique ce raisonnement n'ait aucun besoin d'être appuyé par des preuves, cependant les événements qui

(1) Voir ci-dessus, page 302.

se produisent de temps à autre, à propos de l'administration de l'Égypte, et qui viennent occuper le monde, en confirment la vérité. D'autre part, comme l'Égypte est sous tous les rapports le point le plus important pour l'Empire, il s'ensuit qu'il est hors du pouvoir de la S. Porte de consentir à l'affaiblissement ou à l'annulation d'aucune des conditions fondées par les firmans Impériaux. En conséquence, le manque d'une entente sur le mode de l'application de ces conditions de la part de V. A. fait naître des difficultés de plus d'un genre.

Ainsi, l'entente sur la manière d'exécuter les conditions établies, étant d'un intérêt capital et devant dans l'avenir écarter tout danger, le sens de la lettre de V. A. facilitant, d'ailleurs, la solution de cette importante question, je m'empresse de vous faire connaître, avec un vif plaisir, que S. M. a daigné accueillir avec satisfaction les assurances de V. A. à ce sujet, comme aussi le témoignage de son entière fidélité envers Elle et de sa ferme intention de ne pas sortir du cercle fixé à ses devoirs.

Si les considérations développées dans ma précédente lettre au lieu d'être exposées avec franchise et sans voile, eussent été dissimulées, il en serait résulté dans les rapports une absence de confiance qui aurait donné naissance à de nombreux inconvénients; mais, comme dans les affaires d'État d'une importance fondamentale, le premier des devoirs est d'écarter les personnalités et de ne s'occuper que des affaires elles-mêmes, je n'ai point douté un instant que V. A., dans sa perspicacité, ne reconnût entièrement que les points spécifiés dans ma lettre étaient des plus sérieux pour le Gouvernement, et que c'était un devoir sacré pour S. M. de les défendre dans le présent et dans l'avenir contre tout ce qui pourrait les affaiblir ou les annuler.

La réponse de V. A. a confirmé cette conviction, la déclaration que V. A. est prête à effacer toute trace de la situation fâcheuse qui s'est produite pour telles et telles causes, depuis un certain temps, et qu'elle n'admet pas même l'idée de dépasser en quoi que ce soit la limite de ses devoirs et de ses privilèges, cette déclaration, dis-je, a augmenté et renouvelé la bienveillance de S. M. pour vous et Elle a jugé convenable de fournir à V. A. le moyen de réaliser les bonnes dispositions et les sentiments loyaux manifestés par Elle, afin de faire disparaître ainsi les souvenirs regrettables qu'autant que vous, Elle désire voir disparaître complètement.

La voie la plus sûre pour atteindre ce but étant, selon le principe invoqué plus haut, la complète exécution des termes précis des firmans Impériaux, je m'empresse d'indiquer ci-après les dispositions qui devront être prises à cet égard.

Ainsi, parmi les conditions énoncées dans le firman accordé à votre illustre aïeul confirmées dans celles qui ont été données plus tard et établissant l'état, la forme et la durée du service des troupes Impériales, figurait celle qui fixait d'abord le nombre de ces troupes à 18,000 hommes; ce chiffre a été ensuite porté à 30,000. V. A. ne dépassera pas ce chiffre sans qu'en cas de besoin, l'augmentation n'en soit pas décidée de commun accord. Tout armement dépassant les services réguliers de cette armée, constitue donc une dépense inutile et V. A. reconnaissant qu'elle n'a nul besoin de ces commandes de 200,000 fusils à aiguille, faites à différentes époques en Europe et en Amérique, s'empressera d'en faire l'abandon, et nous ne mettons pas en doute non plus qu'afin de rester dans les conditions susindiquées, elle ne décommande les navires cuirassés actuellement en cours de construction à Trieste et en France. S'il se présente des difficultés pour l'abandon de ces navires, c'est-à-dire s'il n'est pas possible de les rendre ou d'en faire la vente S. M. Impériale a décidé d'en faire l'acquisition à leur prix coûtant afin de faciliter la solution de cette question.

Selon les termes des mêmes firmans, tous les impôts de l'Égypte doivent être encaissés au nom du Sultan; or, bien que la perception et l'emploi de ces impôts soient dévolus à V. A., cependant, tant que S. M. n'aura pas connaissance de la nature, de la quantité et de l'emploi des impôts perçus, cette condition « de perception au nom du Sultan » n'a ni sens, ni application. V. A., d'ailleurs, n'hésite nullement, selon le passage de sa lettre relatif à la présentation du budget au Medjilis (Chambre) à soumettre l'état de ses recettes et de ses dépenses à un scrupuleux examen. En adhérant à ces utiles principes, elle a fait évidemment un acte de sagesse. Seulement le perfectionnement de ce système salubre serait indispensable tant pour V. A. que pour la sécurité de la province du Sultan et de ses habitants. D'un autre côté, V. A. sait que les emprunts extérieurs nécessitent des mesures inévitables telles que l'hypothèque des revenus présents et futurs d'un pays et l'augmentation de ses rentrées, pour qu'il soit possible de servir les intérêts est de rembourser le capital, cette question est des plus importantes et il n'est pas juste que la responsabilité en pèse uniquement sur V. A. S. M. m'a donné donc l'ordre de prier V. A. d'adresser chaque année à Constantinople, pour être placé sous les yeux de S. M. le budget des recettes et des dépenses, et s'il devenait nécessaire de faire un emprunt extérieur, vous en demanderiez au préalable l'autorisation à S. M. en lui soumettant, selon les précédents, les motifs de l'emprunt, ses conditions, et les moyens de servir les intérêts et d'acquitter le capital, après quoi vous serez muni du firman contenant l'autorisation Impériale.

Les relations extérieures de l'Égypte étant dans le cercle des traités de la S. Porte avec les Puissances amies, il a été établi clairement par les firmans précités que l'administration égyptienne n'aura aucun rapport officiel et direct avec les Puissances; par conséquent, le résultat naturel de cette décision est que, toutes les fois qu'il se présentera une affaire extérieure touchant l'Égypte, elle devra être traitée par le Gouvernement Impérial et par l'entremise officielle des ambassadeurs ottomans en Europe. Mais, selon l'autorisation impériale, contenue dans le firman du 5 Seter 1284, s'il y a lieu d'envoyer un agent pour donner quelques éclaircissements aux administrations étrangères, concernant les conventions particulières qui pourraient être faites sur des matières déterminées, ou pour conférer sur des règlements spéciaux non officiels à conclure, cet agent devra s'aboucher avec le représentant ottoman du lieu où il se rendra et suivre, par son entremise officielle, la négociation dont il aura été chargé. Cette manière d'agir est propre à faciliter la tâche et conforme aux droits et convenances.

S. M. voulant fermement que tous les fonctionnaires de Son Empire, quelque soit leur rang, apportent la plus grande vigilance à l'exécution fidèle des règlements organiques, concernant la vie, les biens et l'honneur de ses sujets, les assurances de V. A. à cet égard ont été pour S. M. un motif tout particulier de satisfaction; Elle a daigné m'ordonner de vous prier d'y apporter de plus en plus vos soins; Elle espère, en outre, que les mauvais traitements et les souffrances endurés par les pèlerins musulmans cette année ne se renouvelleront plus et que V. A. rendra responsables de ces faits les agents qui se sont ainsi conduits d'une façon contraire à sa volonté et à l'humanité.

Nous considérons tous V. A. comme un des principaux membres de l'Empire; Elle s'attachera à remplir pleinement et entièrement tous les articles ci-dessus, destinés à sauvegarder les droits sacrés de notre Auguste Maître de toute atteinte, à développer la richesse et la prospérité du pays placé sous votre administration. S. M. ne doutant point que vous n'apportiez vos plus grands soins à effacer tout malentendu, je ne crois pas utile d'entrer à ce sujet dans d'autres détails. La communication de V. A. touchant son projet de voyage à Constantinople, a été agréable au Sultan. S. M. sera charmée de voir l'arrangement satisfaisant de ce qui précède, en même temps que V. A., et de lui montrer la continuation de sa haute bienveillance.

C'est d'ordre Impérial que j'ai l'honneur de vous adresser cette lettre.

Signé: AAL

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE KALNOKY AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 31 août 1869.

Ayant eu l'honneur de recevoir la dépêche de V. Exc. du 11 août, qui traite de la nouvelle Constitution Serbe et de la situation de la Porte relativement à cette loi organique, je me suis empressé de la porter à la connaissance de M. le Sous-Secrétaire d'État, en le priant de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de S. M. Britannique partageait le point précisé dans cette dépêche.

M. Otway qui alors s'était borné à me dire qu'il ne manquera pas d'informer Lord Clarendon de ma communication, vient de me faire savoir que le Cabinet britannique, tout en adhérant en thèse générale aux vues exprimées dans la dépêche de V. Exc. en ce qui concerne la position de la Serbie relativement à la liberté de son action législative, ne saurait, en l'absence de tout rapport de l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople sur ce sujet, énoncer aucune opinion sur les dispositions de la nouvelle loi organique.

Agréez, etc.

Signé : KALNOKY.**Autriche-Hongrie. — M. DE KALLAY AU COMTE DE BEUST.**

Belgrade, le 2 septembre 1869.

J'ai eu l'occasion de communiquer à la Régence princière d'une façon toute confidentielle les vues et intentions que V. Exc. m'a communiquées au sujet de la nouvelle Constitution Serbe. Le lendemain, le Régent Ristitch est venu chez moi et m'a prié de faire connaître à V. Exc. la reconnaissance profondément sentie de la Régence, pour cette façon amicale de juger la situation des choses. A la suite de l'opinion exprimée par V. Exc., la Régence croit décidément pouvoir admettre que la Porte ne soulèvera pas de difficultés à propos de la nouvelle Constitution. Le Régent Ristitch m'a encore communiqué que le représentant du Gouvernement Serbe à Constantinople avait remis un exemplaire de la Constitution au grand Visir, qui l'avait reçu avec reconnaissance mais sans faire la moindre observation.

Permettez-moi encore de faire remarquer à V. Exc., combien je m'estime heureux d'avoir deviné ses intentions. En effet, avant d'avoir reçu vos instructions j'avais donné à la Régence le conseil amical de ne pas oublier, en cette occasion ni la Porte ni les puissances garantissantes, parce que cette omission pourrait donner naissance à beaucoup de difficultés. C'est donc à la suite de ce conseil de ma part qu'a eu lieu la communication officielle de la Constitution, comme j'ai eu l'honneur d'en rendre compte dans mon rapport du 30 juillet.

J'envoie une communication conforme à Constantinople.

Daignez recevoir, etc.

Signé : KALLAY.

Saxe royale. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES SAXONNES, LE 3 SEPTEMBRE 1869.

Messieurs les représentants, je vous souhaite pour la première fois aujourd'hui, dans votre nouvelle composition reposant sur les lois du 3 décembre 1868, une bienvenue cordiale. J'ai toujours été fermement convaincu que c'est un devoir du Gouvernement de prendre en due considération la voie de la représentation constitutionnelle du peuple. Ce principe me servira aussi de guide vis-à-vis d'une assemblée des États issue de cercles plus étendus du peuple, et avec la fidélité et l'attachement que le peuple saxon m'a constamment témoignés; je crois aussi pouvoir compter, de votre côté, sur une prévenance pleine de confiance. Grâce à une estime et à une franchise réciproques, nous réussirons certainement à accomplir, pour le bien de notre chère patrie, les tâches communes qui nous sont imposées.

La magnifique récolte de cette année a compensé la récolte moins favorable de l'an passé; grâce aussi à la continuation de la situation pacifique, la confiance s'est raffermie peu à peu dans le commerce, de manière que nous pouvons nous livrer à l'espoir du retour d'un état favorable durable dans cet ordre de relations.

J'ai reçu, en remerciant Dieu, la nouvelle garantie de la durée de ma dynastie, qui m'a été accordée par la naissance d'un second petit-fils. La sympathie qui s'est manifestée à cette occasion dans toutes les parties du pays et toutes les classes de la population a fait du bien à mon cœur. En contre, un malheur extraordinaire a rempli tous les cœurs de terreur et d'affliction. Mais le sentiment actif de la bienfaisance qui s'est montré à cette occasion, non-seulement dans notre patrie restreinte, mais aussi dans les pays de nos confédérés, et partout où l'on parle allemand et même chez des nations étrangères, est une preuve consolante de l'expansion de l'esprit de véritable charité chrétienne.

Depuis la dernière session des chambres, plusieurs lois importantes ont été sanctionnées et sont entrées en vigueur. Parmi elles, figurent notamment les grandes lois judiciaires qui ont établi les justices de paix et le jury. Si, par suite du peu de temps qui s'est écoulé depuis, il n'est pas possible de juger suffisamment les résultats obtenus, on doit néanmoins reconnaître que les deux institutions ont acquis déjà à un haut degré la confiance du peuple, et que la coopération de ceux qui sont appelés à y prendre part a été empressée et consciencieuse.

On peut de même admettre avec confiance que le nouveau règlement ecclésiastique répondra aux attentes fondées sur la loi.

Des projets d'une égale importance ne seront pas présentés au parlement, d'autant plus qu'on ne saurait procéder avec sûreté au

règlement légal de diverses matières rentrant dans le domaine législatif des états isolés avant que d'autres travaux législatifs déjà commencés aient trouvé leur conclusion.

Néanmoins, il vous sera soumis un certain nombre de projets de lois, concernant notamment la révision de la législation actuelle sur la presse, certaines modifications à introduire dans la législation des écoles primaires et concernant le droit de réunion.

En vue de simplifier et d'accélérer la procédure, il vous sera présenté un projet tendant à diminuer le nombre des instances en matière de conflits administratifs.

Pour faciliter davantage la discussion du budget, il a été établi, cette fois, une division plus rigoureuse entre les dépenses ordinaires et courantes qui doivent être couvertes par les recettes ordinaires et les dépenses à couvrir par d'autres ressources.

En ce qui concerne les premières, je suis heureux de constater qu'il n'y aura pas lieu d'augmenter les charges des contribuables.

L'établissement voté par le parlement précédent d'une commission pour l'ouverture des propositions relatives à la modification du système de nos dépenses directes, est passé à l'état de fait accompli. Cette commission a achevé ses travaux, qui seront soumis à vos délibérations avec l'appréciation du Gouvernement sur les matières dont il s'agit.

La Saxe continue à recevoir des marques de la bienveillance et de l'estime des gouvernements étrangers. Au sein de la Confédération de l'Allemagne du Nord, elle jouit aussi d'une position respectée. Mes efforts ont été, dès le principe, dirigés vers ce but : activer et aider l'achèvement de l'édifice fédéral sur la base de la constitution. Je n'ai point hésité non plus à prendre moi-même l'initiative à l'égard d'une institution importante qui touche directement aux intérêts généraux de la Confédération.

Mais à l'avenir comme par le passé, mes efforts tendront à faire que la limite que la constitution fédérale fixe entre les droits de la Confédération et ceux des États isolés soit maintenue et qu'on ne dépasse point la ligne au delà de laquelle les États isolés ne conserveraient plus assez d'influence ni de prestige pour exercer une influence efficace à titre de membres vivaces et vigoureux de la Confédération, et pour régler leurs propres affaires conformément à leurs besoins.

J'espère et j'ai confiance que mon attitude dans ce sens ne demeurera pas sans effet, attendu que je me sais, sous ce rapport, en parfait accord de sentiments et de vues avec mes augustes confédérés.

Maintenant, messieurs les représentants, mettez-vous à l'œuvre avec l'aide de Dieu, qui ne refusera pas sa bénédiction à vos loyaux efforts.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE WALTERSKIRCHEN AU COMTE DE BEUST.

Florence, le 4 septembre 1869.

Je n'ai pas manqué de m'énoncer vis-à-vis du Comte Ménabréa dans le sens de la dépêche que V. Ex. m'a fait l'honneur de m'adresser par rapport à la manière dont le Cabinet I. et R. envisage la nouvelle constitution serbe.

M. le Président du Conseil m'a dit qu'il n'avait pas encore pris connaissance des correspondances qui se rapportaient à cette question, mais qu'il ne doutait pas que le Gouvernement Royal serait à même de se former un jugement analogue à celui de V. Exc.

Veuillez agréer, etc.

Signé : WALTERSKIRCHEN.

Mexique. — MÉMORANDUM DE M. LERDO DE TEJADA, AU SUJET DU RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS OFFICIELLES AVEC L'ESPAGNE.

Mexico, le 4 septembre 1869.

Le Gouvernement de la République a pris en due considération le fait que le chargé des archives d'Espagne à Mexico a transmis au ministère mexicain des affaires étrangères, copie officielle d'une circulaire du ministre d'État d'Espagne, sous la date du 26 juillet dernier, et dans laquelle ce ministre dit que « quant à ce qui est des relations rompues avec certains Américains, le Gouvernement espagnol est disposé à renouer ces relations, si ces Etats en manifestent le désir de leur côté, sans rien exiger qui soit contraire ni aux intérêts ni à l'honneur de l'Espagne.

Avant cette communication officielle et directe du Gouvernement espagnol, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique avait fait savoir à celui du Mexique que le ministre d'Espagne à Washington avait reçu de son Gouvernement des instructions pour demander au Gouvernement des Etats-Unis d'interposer ses bons offices dans le but de savoir si le Mexique était disposé à rétablir des relations amicales avec l'Espagne. A ce moment le Gouvernement mexicain exprima ses bonnes intentions dans des termes qu'il jugea les plus convenables et les plus appropriés à la circonstance.

Depuis lors, le Gouvernement a reçu une communication confidentielle de S. Ex. M. le général J. Prim, président du conseil des ministres d'Espagne, communication dans laquelle celui-ci exprimait également ses bonnes dispositions pour le rétablissement des relations amicales entre les deux pays, et il a été répondu confidentiellement à cette communication et dans un sens analogue à celui de la réponse précédente.

Aujourd'hui que nous recevons une communication officielle directe du Gouvernement espagnol, il est agréable pour le Mexique de manifester aussi d'une manière officielle et directe sa bonne volonté sincère. A une date antérieure, il l'avait déjà manifestée par le canal du Gouvernement des États-Unis d'Amérique dans les termes suivants :

« Aussitôt que le Gouvernement de la République est entré en possession de la ville de Mexico, il y a deux ans, il a jugé opportun de déclarer qu'il ne considérait plus comme existants les anciens traités avec les nations européennes qui s'étaient mis en état de guerre avec la république ; mais que, dans le cas où elles le désireraient, le Gouvernement mexicain était disposé à faire avec elles de nouveaux traités sur des bases justes et convenables. Comme le Congrès a approuvé les diverses déclarations que le Gouvernement a faites à ce sujet, celui-ci se trouve dans l'obligation de renfermer sa conduite dans les termes de ces déclarations.

« Depuis que le Gouvernement espagnol a retiré de Vera-Cruz, en 1862, les troupes qu'il y avait envoyées, les opérations militaires ont cessé de fait entre les deux pays, et le Gouvernement de la république mexicaine a évité toute cause nouvelle de différend avec l'Espagne, dans le désir que les sujets espagnols résidant au Mexique pussent jouir de la protection des lois, sous la direction juste et bienveillante des autorités.

« Animé de ces dispositions, le Gouvernement du Mexique peut déclarer que si le Gouvernement espagnol se décide à envoyer un représentant au Mexique, il sera reçu avec l'honneur et la considération convenables, et que s'il désire la conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, le Gouvernement du Mexique sera tout disposé à l'admettre. »

En reproduisant ici les termes de la réponse précédente, le Gouvernement du Mexique peut ajouter qu'il aurait une satisfaction bien sincère à voir rétablir les relations de bonne amitié entre le Mexique et l'Espagne.

Ce Mémorandum sera envoyé au chargé des archives d'Espagne au Mexique, afin qu'il puisse le communiquer au ministère d'Etat espagnol comme étant l'expression des sentiments avec lesquels sa dépêche a été reçue par le Gouvernement mexicain.

Signé : S. LERDO DE TEJADA.

Autriche Hongrie.— LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 5 septembre 1869.

La réponse du Khédive que V. Exc. m'a fait connaître par Son rapport du 24 août dernier était de nature à rassurer sur l'issue du différend turco-égyptien. En effet, si Ismaïl Pacha n'avait pas réussi à se justifier entièrement sur tous les points, il était du moins incontestable qu'il avait fait acte de soumission envers le Sultan. Son langage était empreint de déférence et ne témoignait en rien de l'intention de rompre les liens qui l'attachent à l'Empire ottoman. On pouvait contester l'exactitude de quelques-unes de ses allégations, mais leur ensemble et la forme dans laquelle elles étaient présentées semblaient devoir accorder à la Porte une juste satisfaction.

Tel était aussi le jugement de V. Exc. et, d'après ses premiers entretiens avec le Grand-Vizir sur cette affaire, nous avions lieu de croire qu'aucun obstacle sérieux ne retarderait davantage une réconciliation complète entre le Sultan et Son vassal.

Nous regretterions fort de voir ces espérances ne se réaliser qu'imparfaitement et nous croyons devoir faire un appel sérieux à l'esprit de sagesse et de modération du Gouvernement ottoman, afin qu'il ne compromette pas par des exigences inopportunes le rétablissement de ses bonnes relations avec l'Égypte. Quelques appréhensions nous sont manifestées à cet égard et malheureusement elles ne nous paraissent pas dénuées de fondement.

Un rapport récent de notre Chargé d'affaires à Paris, qui nous rend compte d'une conversation avec le Prince de la Tour-d'Auvergne, nous informe que le Gouvernement français se préoccupe, comme nous, des tendances qui se feraient jour à Constantinople. On semble craindre à Paris, non sans quelque raison, que la Porte ne veuille profiter des circonstances pour infliger au Vice-Roi une humiliation sensible et lui imposer des conditions d'une dureté excessive. D'après ce que nous mande M. le Comte de Hoyos, le Gouvernement français désirerait nous voir nous unir à lui afin d'assurer au Khédive une réception convenable à Constantinople et de veiller à ce qu'un arrangement définitif soit conclu sur des bases équitables pour les deux parties.

M. le duc de Gramont a, de son côté, reçu de M. le Prince de la Tour-d'Auvergne une dépêche qui exprime le même ordre de pensées et qui se prononce pour le maintien du *statu quo* actuel dans les relations établies entre l'Égypte et le Gouvernement ottoman.

Les vues du Gouvernement français répondent sur ce point entiè-

rement aux nôtres. Vous trouverez donc, M. le Baron, dans Votre collègue de France un appui efficace pour appeler sérieusement l'attention de la Porte sur les inconvénients graves qu'il y aurait à élever dans ce moment de nouvelles prétentions capables de mettre en question l'accommodement désiré. En vous concertant avec M. Bourée pour tenir à la Porte un langage à peu près identique, Vos représentations feront sans doute une impression plus utile. Nous comprenons fort bien que le Gouvernement ottoman ne veuille pas laisser périliter ses droits et ne souffre pas des empiètements qui affaibliraient sa position et seraient préjudiciables à sa dignité. Nous avons toujours soutenu le Gouvernement ottoman dans la défense de ses droits et nous n'entendons nullement nous départir aujourd'hui de cette ligne de conduite. Mais nous croyons que la Porte mettrait les torts de son côté, si elle voulait revenir sur des faits accomplis, sanctionnés par le temps et acceptés jusqu'ici par elle-même, aussi bien que par toutes les Puissances. Chercher à profiter des fautes de l'administration d'Ismail-Pacha pour restreindre l'autonomie dont l'Egypte jouit depuis longtemps serait, à notre avis, une entreprise dangereuse dont nous ne saurions assez détourner la Porte.

En agissant ainsi, on risquerait de s'aliéner un pays qui a prêté à la Turquie dans plus d'une crise un appui utile ; on se susciterait des inimitiés redoutables et on entretiendrait les germes d'un conflit toujours menaçant. Une pareille politique nous semblerait tout au moins fort hasardeuse et un succès momentané ne compenserait même pas, selon notre sincère conviction, les suites fâcheuses qui ne manqueraient pas de se produire bientôt. Nous pensons donc qu'il est de l'intérêt bien entendu de la Porte de terminer promptement un regrettable différend, au lieu de le prolonger et de l'envenimer par de nouvelles complications.

Nous pouvons d'autant mieux donner au Gouvernement ottoman ces conseils de modération que nous avons exercé également notre influence auprès du Vice-Roi, afin qu'il donne au Sultan toute la satisfaction qui lui est légitimement due. Dès les premières nouvelles que V. Ex. nous a transmises sur l'arrivée de la réponse du Khédive et l'accueil qu'elle avait rencontré, nous avons chargé notre Consul général à Alexandrie d'insister auprès d'Ismail-Pacha afin qu'il accomplisse sans retard son voyage à Constantinople. Ayant appris, depuis, que le Vice-Roi semblait s'attendre à un appui particulier du Gouvernement I. et R., et que cette considération pouvait l'engager à se montrer moins disposé à faire acte de soumission vis-à-vis du Sultan, nous avons télégraphié encore une fois, le 31 août dernier, à M. de Schreiner. Nous l'avons invité à expliquer clairement à

Ismail-Pacha que nous comptions qu'il ne fut plus apporté de sa part ni obstacle ni retard à sa réconciliation avec son souverain; que nous le pressions derechef de se rendre à Constantinople et de conformer sa conduite aux assurances qu'il venait de donner à la Porte.

On ne saurait donc nous reprocher de montrer dans cette affaire de la partialité pour le Vice-Roi d'Égypte, ou de l'indifférence pour le maintien du bon droit de la Porte. Nous désirons seulement qu'elle reste fidèle à l'esprit de conciliation dont elle a souvent fait preuve et qu'elle ne compromette pas sa propre cause en fournissant au Khédive des prétextes plausibles pour différer son voyage. Nous nous bornons aujourd'hui à ces observations d'un ordre général et nous ne voulons pas encore entrer dans l'examen des dernières demandes que, d'après le télégramme ci-joint de M. Schreiner, la Porte aurait adressées à Ismail Pacha. Pour nous énoncer à ce sujet, nous attendrons les informations et les explications que V. Exc. ne tardera sans doute pas à nous transmettre. Nous réservons jusque là notre jugement, mais nous ne pouvons cacher qu'à première vue les conditions posées par le Gouvernement ottoman nous paraissent de nature à provoquer de nouvelles difficultés. Nous tenons d'autant plus à faire connaître notre avis à Constantinople et à y représenter, combien il serait plus prudent de faciliter au Khédive le retour à cette soumission qu'il se déclare prêt à observer fidèlement.

Veuillez vous exprimer dans le sens de ma présente dépêche, dont vous êtes autorisé à donner lecture, et recevez, etc.

Signé : BEUST.

Reumante. — DISCOURS DU PRINCE RÉGNANT A L'OUVERTURE
DES CHAMBRES, 6 SEPTEMBRE 1869.

Messieurs les Sénateurs, messieurs les Députés, pour me conformer à l'article 95 de la Constitution, je vous ai convoqués en session extraordinaire, bien qu'à cette époque de l'année beaucoup d'entre vous soient occupés d'importants travaux agricoles. C'est pourquoi mon Gouvernement a borné la durée de la session au terme de quinze jours, sachant que vous vous occuperez de vos travaux les plus essentiels dans la prochaine session ordinaire.

J'espère pourtant, messieurs les Sénateurs, qu'après avoir terminé la vérification de vos titres et vous être constitués, vous trouverez encore le temps de voter, dans cette session, quelques projets de lois adoptés par la Chambre des Députés, et qui ne peuvent souffrir d'ajournement.

Messieurs les Sénateurs, messieurs les Députés, éloigné depuis plus de trois ans du sein de ma famille, un sentiment naturel me détermine à ne pas tarder plus longtemps à aller la voir. Je partirai donc bientôt pour réaliser ce désir.

Je profiterai de cette occasion pour visiter les souverains des Puissances garantes, auxquels la Roumanie, nous ne devons pas l'oublier, doit une éternelle reconnaissance.

J'ai déjà commencé à mettre ce projet à exécution par la visite que j'ai faite à l'empereur de Russie, en Crimée, ou j'ai été l'objet de la plus affectueuse réception.

J'ai lieu de croire que je recevrai aussi en Occident le même bienveillant accueil ; notre pays ne pourra que gagner aux relations personnelles qui s'établiront, et nos intérêts nationaux trouveront de plus fermes et plus chaleureux défenseurs.

Ainsi, plein de confiance dans l'avenir du pays qui marche à pas rapides dans la voie du progrès et de la prospérité, je prie Dieu de bénir vos travaux.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON
DE PROKESCH, A CONSTANTINOPLE.**

Vienne, le 12 septembre 1869.

Vos derniers rapports constatent la tournure plus grave que prend le différend turco-égyptien. Nous regrettons sincèrement qu'il en soit ainsi, mais nous n'avons pas lieu de modifier le point de vue développé dans mes dépêches du 5 de ce mois, et je crois que la Porte aurait pu, sans rien abandonner de ses droits, éviter par plus de modération les embarras que la situation actuelle laisse prévoir.

M'éloignant aujourd'hui de Vienne pour une absence d'une quinzaine de jours, je ne compte pas intervenir, pendant ce temps, d'une manière active dans la question égyptienne. J'ai donné à la Porte par votre entremise les conseils que je croyais les plus adaptés à la circonstance et j'apprends, au moment de partir, que le Gouvernement français partage entièrement mes appréciations. Je ne puis, je le répète, m'empêcher de trouver que la Porte prend depuis quelque temps vis-à-vis des États relevant de l'Empire ottoman une attitude plutôt agressive que défensive. Je crois que le Gouvernement ottoman s'expose ainsi à des embarras qu'il regrettera d'avoir provoqués et nous devons l'avertir de la responsabilité qu'il assume en suivant une pareille politique. Pour le moment, je m'abstiens d'entrer plus avant dans la question et me borne seulement à une dernière observation.

En voulant s'immiscer dans la gestion des finances égyptiennes, la

Porte se place sur le terrain où elle froisse le plus les intérêts européens et où elle a donc précisément le plus de chances de soulever les remontrances des Puissances. La quantité considérable de capitaux européens déjà engagés en Égypte fait que les Puissances ne pourront rester indifférentes aux réclamations qui, probablement, ne tarderont pas à s'élever à la suite de toute tentative de placer dans des conditions nouvelles la situation financière de l'Égypte. Il serait plus sage, à notre avis, de laisser l'administration locale se débattre sur ces questions avec les intérêts européens que d'engager la responsabilité de la Porte en s'attribuant un contrôle sur les finances égyptiennes. En prenant cette position, la Porte s'attirera sur les bras tous les inconvénients que le Grand-Vizir dit vouloir éviter et les Puissances s'en prendront directement au Gouvernement ottoman, toutes les fois qu'elles auront à faire valoir contre l'Égypte des réclamations financières.

Veuillez appuyer sur cette considération auprès d'Aali-Pacha, et recevez, etc.

Signé : BEUST.

Mexique. — DISCOURS DU PRÉSIDENT JUAREZ, A L'OUVERTURE
DU CONGRÈS CONSTITUTIONNEL.

Le 16 septembre 1869.

Citoyens Députés, c'est un bonheur pour moi de me trouver ici conformément à notre pacte fondamental et de saluer les représentants du peuple dans le cinquième congrès constitutionnel dont la première session commence aujourd'hui.

Le renouvellement régulier et périodique des fonctionnaires publics, aussi bien de l'Union que dans les États, depuis deux ans que la guerre a cessé, démontre que nos institutions vont toujours se consolidant.

Nous avons de bonnes raisons d'espérer que les rapports de la République avec certaines Puissances européennes, lesquels ont été interrompus par la dernière guerre, vont se renouer prochainement d'une manière juste et convenable. Les rapports de la République avec les États-Unis d'Amérique demeurent sur le pied de la plus sincère amitié.

Avant peu l'exécutif soumettra à l'approbation du Congrès un traité d'amitié, de commerce et de navigation récemment conclu avec la Confédération de l'Allemagne du Nord. L'Espagne et l'Italie ont déjà manifesté des dispositions favorables et le Gouvernement de notre République y a répondu pleinement, ce qui permet de croire que les relations, longtemps interrompues entre ces pays et le nôtre,

seront bientôt rétablies. En attendant, les nationaux de ces deux pays, non plus que ceux des autres États qui se trouvent sur le sol de notre République, n'ont rien à appréhender, car ils jouissent des droits les plus étendus et de la protection la plus complète pour leurs personnes et leurs propriétés. Nous avons confiance que cette conduite juste et bienveillante sera appréciée par les nations étrangères.

Les soldats et les citoyens qui, dans le Tamaulipas, se sont révoltés contre les autorités de l'État, ayant fait leur soumission, je suis en mesure de vous annoncer aujourd'hui que la République tout entière est en possession des inestimables bienfaits que procure la paix. Les efforts de quelques esprits inquiets pour troubler la tranquillité publique ont été sévèrement condamnés par l'opinion. Pour maintenir la paix, le Gouvernement compte sur la force du droit que lui confèrent les lois du pays et sur le solide appui de l'opinion qui repoussera toujours les projets d'appel aux armes contre les autorités nommées par le vote populaire. Il compte aussi sur le respect, sur cette obéissance aux lois qui caractérise notre armée républicaine, qui est composée de citoyens loyaux ayant toujours défendu avec un remarquable patriotisme l'indépendance nationale et nos institutions. L'exécutif ne négligera rien pour préserver la paix; c'est là ce qu'il considère comme le plus important de ses devoirs, et il ne doute point que le Congrès national ne lui prête son active coopération de la manière la plus efficace, si jamais elle devenait nécessaire.

L'application de la loi contre le brigandage dans quelques cas, devenus rares cependant, a produit un heureux effet; elle a réduit les criminels au désespoir et a ainsi contribué au rétablissement de la sécurité publique. Notre société ayant été fort troublée par les résultats d'une longue guerre, il reste encore beaucoup de sujets propres à exciter la sollicitude de votre administration et l'attention de nos législateurs. Désirant coopérer avec le Congrès à ces matières importantes, l'exécutif lui présentera bientôt divers projets de lois. Un de ces projets aurait trait à des réformes dans l'organisation de nos douanes maritimes et de nos octrois. Un autre aura pour objet de faciliter la vente de certaines propriétés nationales en admettant en partie pour le paiement les obligations de la dette publique. Un autre apportera des modifications indispensables aux lois sur les hypothèques dans le district fédéral, afin de faciliter la mobilisation de la fortune publique et l'amélioration des propriétés. L'exécutif proposera de nouveau le projet qu'il avait soumis au Congrès, pendant sa dernière session, sur les affaires de colonisation et sur le développement des terres non cultivées.

Nous espérons que ces mesures et spécialement celles relatives au crédit public, dont le règlement est si nécessaire pour donner la vie et la circulation à nos valeurs, seront examinées avec une attention sérieuse par le Congrès.

En formant des vœux pour le progrès et la prospérité de notre pays, félicitons-nous, citoyens Députés, de ce que, après nous être réunis aujourd'hui, nous aurons à célébrer dans la ville de Puebla l'achèvement du chemin de fer qui l'unit à notre capitale. C'est un acte fort agréable qu'il nous est donné d'ajouter à ceux que nous accomplirons pour fêter l'anniversaire de notre indépendance. Voilà qui doit fortifier notre désir de voir la prompte réalisation d'autres entreprises non moins essentielles pour notre prospérité nationale; sous ces auspices favorables, recevez, citoyens Députés, l'expression des vœux sincères que je forme pour que vos délibérations aient le plus grand succès possible, et laissez-moi aussi vous exprimer la confiance que dans deux années, quand arrivera le terme de vos pouvoirs législatifs, l'exécutif n'aura à se présenter devant vous que pour vous féliciter et vous remercier du bien que vous aurez fait à la République.

Roumanie. — M. COGALNICEANO A M. STEEGE, AGENT ET CONSUL GÉNÉRAL D'AUTRICHE A BUCHAREST.

Bucharest, le 44 septembre 1869.

Monsieur le consul, je ne puis pas vous cacher la douloureuse surprise que j'ai éprouvée à la lecture de la note que vous avez bien voulu m'adresser, en date du 10 septembre courant, sous le n° 8,419, pour demander la révocation du règlement concernant les bâtiments de guerre stationnés dans nos ports.

En effet, je ne m'attendais pas à cette démarche par la raison que ledit règlement du ministère de la guerre, que le Gouvernement princier a, du reste, considéré dès le commencement comme nul et non avenu, était déjà officiellement révoqué plusieurs jours avant la réception de votre note, ainsi que cela avait été déclaré à tous ceux de vos collègues que j'ai eu l'honneur de voir, et en particulier à M. Patrimonio.

Non content de ceci, le préfet de Galatz et nos agents à l'étranger, et en particulier M. Steege, ont été chargés d'en donner avis à qui de droit.

Par conséquent, par la présente, je ne puis que vous confirmer de nouveau la révocation du règlement dont il s'agit.

A cette occasion, je crois devoir protester de la manière la plus

formelle contre l'accusation de déloyauté politique qui nous est faite par la phrase que votre note contient : « Les assurances du Gouvernement princier qui à toute occasion déclare attacher un si grand prix à la conservation et à la consolidation des bons rapports avec le Gouvernement Impérial et Royal manquent jusqu'aujourd'hui d'être soutenues, comme elles devraient l'être, par les faits. »

Aussi, comme je ne saurais, ni pour le Gouvernement princier ni pour moi, accepter une pareille accusation, j'ai l'honneur de vous informer, monsieur le consul, que j'en ai saisi M. Steege afin qu'il ait à s'en expliquer directement avec S. Exc. le comte de Beust.

Signé : COGALNICEANO.

**Pays-Bas. — DISCOURS DU ROI, A L'OUVERTURE DES
ÉTATS-GÉNÉRAUX.**

49 septembre 1869.

Messieurs, en ouvrant cette session, il m'est agréable de souhaiter la bienvenue à la représentation du peuple néerlandais.

Nos relations avec les autres puissances sont de la nature la plus amicale.

C'est avec satisfaction que je puis de nouveau signaler le zèle déployé par la marine et l'armée dans l'accomplissement de leur devoir.

La situation intérieure du pays se montre favorable sous plusieurs aspects.

Généralement la récolte a été abondante.

Les pertes en bétail essuyées par nos cultivateurs dans les années précédentes sont presque totalement réparées.

Les pêcheries maritimes se trouvent dans une situation prospère.

Mon attention reste fixée sur tout ce qui peut favoriser le libre développement du commerce et de l'industrie.

L'enseignement public continue à être l'objet de ma vive sollicitude.

Les projets de loi concernant l'enseignement supérieur et l'enseignement artistique vous seront présentés de nouveau. Je fais préparer un projet de loi touchant l'organisation des écoles gardiennes.

L'expérience obtenue depuis l'application de la loi sur l'assistance publique a fait connaître suffisamment ses défauts pour en rendre la modification désirable.

Une révision du tableau mentionné à l'art. 1^{er} de la loi électorale est considérée comme nécessaire.

On travaille assidûment aux lignes de chemin de fer non encore terminées, de même qu'à d'autres grands travaux.

Pour assurer leur achèvement, il sera nécessaire de recourir à des ressources extraordinaires. Quoiqu'il en résultera une augmentation de la somme requise pour servir les intérêts de la dette, il a été possible d'organiser le budget de manière à ce qu'il soit moins élevé que celui de l'année courante.

Outre les lois financières que vous avez déjà examinées, on en prépare d'autres, notamment un projet concernant le droit de patente.

Des projets de loi touchant l'achèvement de notre système de fortifications, l'organisation de la garde nationale, la mise en vigueur de la nouvelle organisation judiciaire et l'amélioration du code de commerce et du code pénal, vous seront proposés dans cette session.

Vous recevrez aujourd'hui le rapport concernant l'administration et la situation des possessions d'outre-mer. Si, d'un côté, il peut être considéré comme satisfaisant eu égard à l'étendue des territoires, d'autre part, il nous engage à poursuivre assidûment l'introduction des améliorations qui sont en notre pouvoir.

Le budget des Indes orientales pour l'année 1870 et les projets de loi qui n'ont encore pu être discutés sur les entreprises agraires et industrielles contiennent des propositions d'une importance majeure.

On prépare un projet de loi relatif à l'introduction de travailleurs libres à Surinam.

Dans cette session aussi vos travaux seront donc nombreux. Le zèle démontré par vous dans la session précédente me permet de compter de nouveau sur votre concours.

Puissent vos efforts réunis contribuer à assurer la prospérité de la patrie.

Je déclare ouverte la session ordinaire des États-Généraux.

Bade. — DISCOURS DU GRAND DUC A L'OUVERTURE DES CHAMBRES
LE 23 SEPTEMBRE 1869

Nobles messieurs et chers amis, recevez mon salut cordial au commencement de vos travaux, que d'avance j'envisage avec joie et confiance, et dont j'attends des fruits précieux au point de vue du développement extérieur et intérieur du pays.

Dans la transformation nationale de l'Allemagne, condition essentielle du bien-être et de la prospérité des États allemands particuliers, il ne s'est produit depuis votre dernière session aucun pas décisif.

Mais je me réjouis des relations étroites qui existent entre mo

pays et la Confédération de l'Allemagne du Nord, et je constate avec plaisir que le progrès de la conscience nationale est le point de départ d'un sentiment de solidarité commune de plus en plus énergique entre tous les États allemands.

Par les traités qui vous ont été communiqués, et qui, autant que cela a été nécessaire, ont été soumis à votre approbation, est garanti le maintien de la propriété commune du matériel des anciennes forteresses fédérales de Mayence, d'Ulm, de Rastadt et de Landau entre tous les États signataires. Conjointement avec les commissions de forteresses, est constituée une commission d'inspection commune avec la Confédération du Nord. Grâce à ces traités, un système de dépense commun est garanti pratiquement entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne de Sud, système dont la nécessité est partout reconnue.

Dans la double réunion du conseil fédéral douanier et du parlement douanier, la coopération étroite de tous les États allemands s'est manifestée heureusement, bien que sur un terrain restreint.

Nous avons lieu de bien augurer du développement ultérieur et de la consolidation de cette confédération si féconde en bienfaits.

La communauté de la vie économique de l'Allemagne, qui a trouvé dans l'union douanière son expression organique, se fait sentir aussi en dehors de cette union.

Le système des poids et mesures de la Confédération de l'Allemagne du Nord, dont l'approbation, sans changement essentiel, vous sera proposée par un projet de loi, système auquel les autres États de l'Allemagne du Sud ont adhéré, trouvera par ce moyen son application dans toute l'Allemagne. Les traités de commerce et de navigation conclus par le Zollverein, ainsi que les traités postaux et télégraphiques conclus conjointement avec la Confédération de l'Allemagne du Nord, fournissent aux relations commerciales et autres le terrain commun qui leur était nécessaire.

Grâce aux ressources allouées par vous, mon Gouvernement, soutenu par l'empressement et le dévouement de la population, a été à même de mettre en vigueur l'organisation militaire dont il a arrêté les bases avec votre concours, organisation conforme à celle de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Fortes par la puissance et par la volonté, mes braves troupes peuvent entrer dans les rangs de l'armée fédérale de l'Allemagne du Nord au même titre que les troupes fédérales pour la défense de la patrie commune.

Notre organisation militaire nous a permis de conclure avec la Confédération de l'Allemagne du Nord un traité qui sera soumis à votre approbation. Ce traité, qui établit la libre permutation d'une

armée à l'autre, facilitera aux hommes l'accomplissement de leur devoir militaire, et donnera à l'unité de la puissance militaire allemande une expression d'heureuse augure.

J'espère et j'ai la confiance que la puissance militaire de mon peuple, qui vient d'être réorganisée, ne sera pas appelée à un emploi sérieux ; néanmoins vous n'en méconnaitrez pas la valeur nationale et le caractère indispensable.

En vue de maintenir l'œuvre que nous avons commencée par un esprit patriotique, mon Gouvernement vous proposera la prolongation pendant deux années nouvelle de la loi du contingent, ainsi que l'approbation des dépenses qui ont été réduites à leur strict minimum : dépenses sans lesquelles il ne serait pas possible de maintenir l'armée badoise au degré de valeur militaire qu'elle a atteint.

Un projet de loi vous sera présenté pour le règlement de la législation criminelle militaire.

La Constitution du pays, dont j'ai célébré l'an passé, ainsi que mon peuple, le cinquantième anniversaire avec joie et avec le sentiment reconnaissant de ses heureux effets, a besoin de mainte amélioration pour demeurer en harmonie avec les circonstances présentes.

Mon Gouvernement vous proposera divers changements ayant pour objet : les uns, d'aider la libre activité des Chambres et de simplifier leur procédure ; les autres, d'appeler la masse des citoyens à une participation plus étendue que jusqu'à ce jour au droit constitutionnel le plus important, qui est le droit d'élection à la Chambre des députés.

La loi sur la responsabilité ministérielle qui a été votée dans la session précédente sera complétée utilement par une loi sur la procédure en matière d'arrestation.

Conformément au désir de la Chambre des députés, le jugement de tous les crimes politiques sera transféré au jury.

Le principe de l'indépendance des églises dans l'État nécessite une délimitation logique des terrains réciproques.

Un projet de loi sur le mariage civil obligatoire et sur l'appel des laïques aux fonctions publiques, ainsi qu'un autre projet relatif à l'administration des fondations temporelles, auront pour objet de combler les lacunes de la législation actuelle sous ce rapport.

Plusieurs dispositions supplémentaires à la loi sur l'instruction publique vous seront présentées, conformément aux vœux exprimés par le précédent Parlement.

Des modifications plus profondes paraissent à mon Gouvernement l'application urgente dans les institutions communales. L'assistance

publique réclame un règlement légal reposant sur des principes nouveaux et modifiant essentiellement de ce côté les attributions des communes. L'organisme de l'autorité communale réclame également une simplification ayant pour objet de vivifier les rapports de cette autorité avec les conseils communaux. L'autonomie des communes devant l'État peut être élargie sans préjudice pour celui-ci et à l'avantage de celle-là.

L'attention de mon Gouvernement s'est portée constamment sur les moyens de fortifier la situation économique du pays.

En exécution de la loi sur les routes, un projet de loi vous sera présenté relativement à l'achèvement du réseau des routes, dont les frais doivent être répartis sur plusieurs budgets.

On travaille activement à poursuivre la construction des chemins de fer.

Un projet de loi sur les lignes d'intérêt local et sur les embranchements, dont l'établissement sera abandonné à l'industrie privée est destiné à frayer la voie à l'esprit d'initiative et à lui ouvrir toutes les ressources possibles.

L'importance que présente la question des eaux dans le pays réclame, dans l'intérêt de l'agriculture et de l'industrie, de nouvelles dispositions sur la manière d'utiliser les eaux.

Pour prévenir la dépopulation des rivières, un règlement protecteur plus efficace est nécessaire.

Des projets de loi relatifs à ces matières vous seront présentés.

La fondation projetée d'une banque, pour laquelle il sera fait appel à votre coopération légale, aura pour objet d'activer et de faciliter les relations commerciales et industrielles. Un projet de loi relatif aux associations industrielles et économiques, projet basé sur la loi qui est en vigueur dans l'Allemagne du Nord, procurera sur un autre terrain des avantages analogues.

Ce n'est pas sans appréhension que j'ai vu, dans la dernière période budgétaire, croître les besoins du budget. Mais ce surcroît de charges, je le reconnais sincèrement et avec gratitude, a été supporté par la population avec son dévouement ordinaire au bien public, et je puis le dire sans danger pour la prospérité économique du pays.

Par suite de la somme moyenne de rendement des deux années dernières, et du zèle infatigable de la population, la situation économique est engagée dans une nouvelle voie de prospérité.

Mon Gouvernement s'efforce de réduire les dépenses publiques dans toute la mesure compatible avec la mission de l'État. Le budget a été préparé dans ce sens. Il vous sera même proposé de réduire à l'ancien tarif les droits d'accise et autres sur les vins.

Ayons confiance que nous atteindrons pacifiquement nos buts. Ainsi s'allégeront de la façon la plus sûre les efforts qui sont encore inévitables.

Que la bénédiction du ciel plane sur vos travaux !

Prusse. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES PRUSSIENNES.

6 octobre 1869.

Illustres, nobles et honorés membres des deux Chambres du Parlement.

Dans la session qui s'ouvre aujourd'hui, vous serez appelés à prendre part à des travaux importants au point de vue de la prospérité de la monarchie et du développement de la législation.

Bien que la confiance dans le maintien de la paix et le résultat généralement favorable de la récolte eussent autorisé l'espoir de voir le mouvement progressif des recettes reprendre sa marche naturelle antérieure, la situation financière de l'État ne s'est pourtant pas encore améliorée d'une manière sensible.

L'examen des documents budgétaires relatifs aux résultats de l'exercice de 1868, documents qui vous seront tous présentés, vous montrera que, par suite de circonstances qui n'ont pu être évitées, d'une part, les recettes sont restées au-dessous des évaluations budgétaires, et que, d'autre part, les dépenses budgétaires ont été dépassées, attendu que les ressources disponibles n'ont pu faire face complètement aux dépenses nécessaires.

En présence de ces résultats et de la situation du budget de l'année présente, les efforts de mon Gouvernement ont tendu à faire en sorte qu'un allègement des charges fédérales de la Prusse fût rendu possible par l'augmentation des recettes propres de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Ces efforts n'ont pas obtenu le succès espéré. Il a donc été impossible de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses dans le budget de l'année prochaine, qui vous sera présenté aussitôt que possible; et pourtant les dépenses ont été réduites autant que faire se pouvait sans préjudicier aux intérêts importants du pays.

En conséquence, mon Gouvernement se voit dans la nécessité de recourir à une augmentation de taxes pour couvrir complètement les dépenses budgétaires.

Le rétablissement et le maintien de l'ordre dans les finances est, sans contredit, indispensable au développement heureux et fécond de toutes les institutions de l'État. Nous n'avons donc pas le droit de retarder ce rétablissement.

Les sacrifices que cette nécessité réclame ne doivent pas nous faire reculer. Plus ils seraient tardifs, plus ils deviendraient lourds au pays.

Dans la conviction que vous partagerez cette appréciation, je compte avec confiance que vous ne refuserez pas votre adhésion aux propositions de mon Gouvernement.

Il vous sera présenté un projet de loi tendant à modifier les dispositions légales relatives à l'établissement de l'impôt par classes sur le revenu. Ce projet a pour but d'assurer mieux que par le passé l'application uniforme de cette loi.

Il vous sera également présenté un projet de loi relatif à une nouvelle organisation des cercles, notamment dans les six provinces orientales. Ce projet comprendra une proposition d'une importance générale au point de vue de l'ensemble de l'administration civile. Cette proposition ne se borne pas à une modification des dispositions actuellement en vigueur dans l'organisation des cercles et qui ont été mainte fois désignées à mon Gouvernement et reconnues par lui comme susceptibles d'amélioration. Outre la transformation du règlement concernant les réunions des cercles cette proposition conseille la formation d'organes d'administration pour les cercles et les communes, qui non-seulement aura pour effet de vivifier et d'assurer la participation des habitants du cercle à cette administration, mais qui permettra d'abandonner à la population elle-même une partie des affaires qui jusqu'ici rentraient dans le domaine des autorités civiles.

Une fois que ce principe d'autonomie aura été, sur une grande échelle, appliqué dans les cercles des provinces orientales, devenues le centre de la vie communale, ce principe s'étendra aux autres parties du territoire, où il trouvera son développement naturel.

Conformément aux vœux qui lui ont été exprimés, mon Gouvernement présentera un projet de loi portant réforme complète de toutes les parties de la législation sur l'enseignement, d'après les méthodes d'enseignement dont l'expérience a montré la supériorité.

Les délibérations commencées dans la précédente session, dans le but d'opérer une réforme complète de la législation sur la propriété foncière, seront reprises.

Mon Gouvernement est constamment préoccupé d'accroître dans toute la mesure possible les ressources financières à affecter dans l'intérêt des relations générales à la construction des routes et des chemins de fer. Mais, à son regret, il s'est vu contraint par l'insuffisance des recettes de l'État, d'introduire aussi des réductions dans ce chapitre.

La sollicitude de mon Gouvernement a été constamment tournée vers l'agriculture, dont il cherche à activer le progrès. Les associa-

tions agricoles des propriétaires de petites parcelles de terre font des progrès satisfaisants dans les parties du pays où elles ont été rendues possibles ou aidées par la loi.

Les sérieux efforts de mon Gouvernement en vue de maintenir et de consolider la paix et de garantir nos bonnes relations avec les puissances étrangères contre tout danger d'altération, ont été, grâce à Dieu, couronnées de succès.

J'ai la confiance qu'à l'avenir la politique étrangère, dirigée par moi dans ce sens, conduira aux mêmes résultats heureux, qui sont ceux-ci : Continuation des rapports pacifiques et amicaux avec toutes les puissances étrangères ; développement des relations, garantie du prestige et de l'indépendance de l'Allemagne.

Messieurs, il m'a été donné dans ces derniers temps de recevoir dans plusieurs provinces de mon royaume des preuves de fidélité et d'affection qui ont vivement touché mon cœur.

Dans l'esprit qui a inspiré ces manifestations, je suis en droit de trouver une nouvelle garantie du développement continu et heureux de notre patrie.

Activer de mon mieux ce développement dans toutes les directions, telle a été ma constante préoccupation.

La réussite dépend en grande partie de votre coopération bienveillante avec mon Gouvernement, et j'exprime avec plaisir la confiance que cette coopération, utile au bonheur du pays, ne me manquera pas dans le cours de cette session.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST A M. STEEGE, A
BUCHAREST.

Vienne, le 9 octobre 1869.

Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 8 courant, au nom du Gouvernement de S. A. le prince Charles, pour me fournir des explications au sujet d'un article du règlement officiellement communiqué le 11 août dernier par le commandant de la garnison de Galatz aux commandants des navires de guerre étrangers mouillés dans ce port, article dont la marine de guerre I. et R. avait eu lieu de se trouver blessée.

Je m'empresse de constater avec une véritable satisfaction que la prompte révocation du règlement dont il s'agit et les regrets que le ministère princier me fait exprimer aujourd'hui par votre organe, permettent désormais au Gouvernement I. et R. de considérer ce fâcheux incident comme vidé.

A cette occasion, M., vous avez été chargé par M. Cogalniceano de

demander des éclaircissements au sujet du langage dont s'est servi le gérant de notre agence dans les notes adressées par lui au ministère de S. A. le prince Charles à propos de l'affaire en question. Je n'hésite pas à reconnaître que le passage de la première de ces notes, qui semble avoir blessé votre Gouvernement n'était point dicté à M. de Filch par des instructions spéciales, et que, tout en rendant justice aux bonnes intentions de ce consul, je ne prétends pas approuver en tout point la forme qu'il a donnée à sa réclamation, désireux que je suis d'éviter tout ce qui peut être de nature à altérer les bons rapports naturels dont, tout autant que le Gouvernement princier lui-même, j'ai à cœur le maintien.

J'espère que cette déclaration sera envisagée par les ministres princiers comme pleinement satisfaisante, et je saisis cette occasion, Monsieur, pour, etc., etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie.—LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE WIMPFEN
A BERLIN

Vienne, le 11 octobre 1869.

V. Exc. a été autorisée d'attendre, avant de retourner à Berlin, la visite du Prince Royal de Prusse à la Cour impériale afin de pouvoir personnellement, lorsque vous serez de retour à votre poste, rendre témoignage de l'excellente impression que le séjour de S. A. royale a laissé ici.

Notre très-gracieux souverain a éprouvé une joie sincère, de pouvoir saluer en un hôte bienvenu, comme par le passé, le Prince Royal dont les éminentes qualités ont inspiré depuis longtemps à S. M. de vifs sentiments de haute estime et d'amitié.

Comme S. M., toute la famille impériale a reçu cette visite avec toute la cordialité d'autrefois, et le Prince Royal, comme il y a lieu de l'espérer, n'aura pas quitté le *Habsburg* sans être persuadé que sa démarche a été appréciée à toute sa valeur par la Cour impériale et qu'on a eu avant tout le désir de le prouver par une réception aussi distinguée que cordiale.

S. M. l'Empereur charge V. Exc. de demander à S. M. le roi de Prusse une audience afin d'exprimer au Roi, au nom de l'Empereur, aussi bien l'expression de la reconnaissance la plus sentie pour la permission accordée au Prince Royal de se rendre à Vienne, que de la joie que cette trop courte visite lui a causée.

Vous voudrez bien aussi, à cette occasion, rappeler que l'Empereur se réjouit sincèrement de se retrouver dans peu de temps avec le Prince Royal par suite du voyage qu'il a résolu de faire à Constanti-

nople et Suez. Comme S. M. le Roi séjourne à Baden, vous vous adresserez, pour l'accomplissement de ce devoir, de l'intermédiaire obligeant du représentant du Ministre des affaires étrangères.

Il a d'ailleurs été facile de remarquer que, comme la Cour, le monde politique à Vienne a été agréablement impressionné par la visite à Vienne de l'héritier de la couronne prussienne, on y a vu volontiers un gage de l'accomplissement de ce désir généralement partagé ; que les rapports de notre monarchie avec la Prusse et la Confédération de l'Allemagne du Nord prennent un caractère d'amitié et de bon voisinage.

Il y a certainement lieu d'espérer qu'on reconnaîtra dans l'attention que le Prince Royal de Prusse a montré à la Cour impériale et dans l'empressement amical qu'on a mis à préparer un bon accueil à S. A. à Vienne, qu'on reconnaîtra des deux côtés et dans toutes les classes un encouragement à poursuivre le but d'une bonne entente entre les deux États voisins et à ne pas le perdre un seul instant de vue, et je n'ai plus besoin de recommander à V. Exc. de s'exprimer dans ce sens, lorsque l'occasion s'en présentera, sur le sens que l'on donne ici à la visite de S. A. le Prince héritier.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Brésil. — DISCOURS DE L'EMPEREUR POUR LA CLOTURE DES CHAMBRES.

Rio de Janeiro, le 11 octobre 1869.

Augustes et très-dignes Représentants de la nation, j'ai la satisfaction de vous assurer que pendant la durée de la précédente session, la tranquillité publique n'a été troublée sur aucun point de l'empire et que les relations avec les Puissances étrangères ont continué sur le même pied de bonne intelligence et d'amitié.

Le 2 juin dernier a été signé à Buenos-Ayres, par les Plénipotentiaires des Gouvernements alliés, une convention pour l'organisation d'un Gouvernement provisoire dans la République du Paraguay.

A la bravoure et au persévérant dévouement de nos vaillants et généreux concitoyens, qui, sous le commandement de mon bien-aimé et estimé gendre, le comte d'Eu, maréchal de l'armée, soutenant sur le territoire ennemi l'honneur national, ainsi qu'à la loyale et précieuse collaboration de nos alliés, nous devons les brillantes victoires qui ont chassé, au mois d'août, les forces de Lopez des importantes positions qu'elles occupaient. Tandis que l'ennemi fuit aux extrémités du territoire paraguayen, la population, libre du joug qui l'opprimait, révèle par des démonstrations irrécusables son adhésion au Gouvernement provisoire installé dans la capitale de la République.

Plein de joie, je nourris l'espoir le mieux fondé de voir bientôt la guerre terminée d'une manière digne du nom brésilien, et arriver l'occasion d'appliquer notre attention spéciale sur les affaires intérieures, voyant dans le souvenir de si grandes gloires de nouveaux encouragements à redoubler d'efforts pour l'agrandissement du Brésil. Je vous sais bon gré, messieurs, des mesures par lesquelles vous avez aidé le Gouvernement à faire face aux nécessités des services publics.

L'importance des mesures prises cette année est un témoignage de votre ardente sollicitude, et le patriotisme qui toujours inspira les Brésiliens est une garantie qu'à la prochaine session législative seront décrétées les réformes que notre législation réclame avec tant d'urgence.

Augustes et très-dignes messieurs les Représentants de la nation, j'ai l'assurance qu'une fois arrivés dans vos provinces, vous serez les meilleurs conseillers de nos concitoyens en tout ce qui concerne le bien public. La session est terminée.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AUX MISSIONS
IMPÉRIALES ET ROYALES.**

Vienne, le 23 octobre 1869.

Le voyage que S. M. l'Empereur et Roi est à la veille d'entreprendre a déjà fait naître, dans la presse et dans le public, différents commentaires dont quelques-uns tendent à en dénaturer le but et le caractère. Aussi me semble-t-il utile d'éclairer les Missions I. et R. sur la véritable portée de la détermination prise par notre Auguste Maître, afin de leur fournir les moyens de redresser les impressions erronées qui pourraient s'être produites autour d'elles.

En se décidant à ce voyage, S. M. a eu d'abord à cœur de s'acquitter à la fois d'un devoir de courtoisie et d'une promesse expresse envers Son Auguste ami, l'Empereur des Ottomans, en rendant à ce Souverain la visite qu'il avait faite en 1867 à la Cour de Vienne.

De tout temps, d'ailleurs, c'a été un désir bien naturel de l'Empereur et Roi de connaître par lui-même ces contrées de l'Orient, unies par tant de liens à ses propres États.

Tout récemment, un nouveau motif est venu s'ajouter à ceux que je viens d'indiquer : c'est la fête prochaine de l'inauguration du canal de Suez, de cette grande œuvre destinée à ouvrir une ère nouvelle au commerce du globe et à laquelle les populations de notre Empire attribuent, à bon droit, une importance toute particulière. Il convenait, en toute hypothèse, que la monarchie austro-hongroise attestât, par un témoignage éclatant, le haut intérêt qui s'attache pour elle à

l'achèvement de la nouvelle voie maritime. Depuis que l'on a appris, de quelle manière d'autres Cours ont résolu de se faire représenter en cette mémorable circonstance; depuis qu'on a su que l'Impératrice des Français, le Prince Royal de Prusse et des membres de plusieurs autres familles souveraines s'y rencontreraient, il a paru opportun à Sa Majesté Impériale et Royale de choisir ce moment solennel pour donner suite à son projet, motivé déjà par tant d'autres considérations.

Si, pour surcroît, il était donné à S. M. de faire profiter son voyage aux intérêts de la tranquillité générale; si, à l'occasion de cette fête éminemment pacifique à laquelle nous allons assister, la présence de l'Empereur et Roi pouvait avoir pour effet d'offrir à l'Europe de nouveaux gages de paix, S. M., cela va sans dire, se féliciterait doublement d'une initiative qui aurait contribué à amener un aussi heureux résultat.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE
DE TRAUTTMANSDORFF A ROME**

Vienne, le 23 octobre 1869.

Au moment où approche l'époque fixée pour l'ouverture du Concile œcuménique, je crois utile de résumer ici brièvement les entretiens que j'ai eus à ce sujet avec V. Ex. et de retracer ainsi encore une fois la ligne de conduite que le Représentant de S. M. l'Empereur et Roi près du Saint-Siège est appelé à suivre dans cette circonstance.

Je dois avant tout vous rappeler, Monsieur le Comte, la dépêche que j'ai adressée le 15 mai dernier à M. le Comte d'Ingelheim en réponse aux ouvertures du Cabinet de Munich concernant l'attitude à prendre par les Puissances en face de la convocation du Concile. Le point de vue et les principes développés dans cette pièce doivent servir de règle à V. Ex. et cela d'autant plus qu'ils sont le résultat d'une entente établie entre les différents Ministères de l'Empire austro-hongrois et qu'ils constituent ainsi l'expression la plus exacte de la pensée du Gouvernement I. et R.

Fidèles aux doctrines sagement libérales dont s'inspirent nos institutions politiques actuelles, nous désirons laisser s'accomplir sans entraves cette imposante manifestation de l'esprit catholique. Nous espérons, d'ailleurs, que le plus grand nombre des dignitaires ecclésiastiques qui vont se réunir à Rome comprend trop bien les nécessités des temps où nous vivons pour tenter des entreprises qui forceraient la plupart des Gouvernements à recourir à des mesures sévères.

Si tel était malheureusement le cas, nous sommes persuadés que nos loix et l'appui que nous trouverions dans l'esprit public du pays nous permettraient facilement de repousser toute atteinte qu'on chercherait à porter aux droits de l'État. Mais nous n'avons pas voulu, je le répète, nous inquiéter d'avance d'éventualités dont la réalisation est plus qu'incertaine et contre lesquelles, en tous cas, nous nous croyons suffisamment armés. Le Gouvernement I. et R. se maintient donc sur le terrain où il s'est placé dans sa dépêche déjà citée du 13 mai et il compte s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la liberté des délibérations du Concile.

Nous ne méconnaissions toutefois nullement l'importance des questions qui vont être agitées au sein de cette Assemblée. Bien que nous ne soyons que fort imparfaitement au courant du programme de ses travaux qui s'élabore en secret, on peut supposer qu'il embrassera des matières qui touchent à des intérêts essentiels de l'État. Il nous importera de savoir si ces intérêts sont traités et dans quel esprit ils le seront.

C'est Vous dire, M. le Comte, que tout en ayant à Vous abstenir d'une ingérence directe dans les affaires du Concile, vous devrez être un observateur attentif de ce qui se passera, afin de nous informer exactement et en temps utile des faits qui viendront à se produire.

Le Gouvernement I. et R. n'aura pas de Représentant spécial auprès du Concile. Nous n'avons pas reçu d'invitation à cet effet et nous préférons qu'il en soit ainsi, car cela nous permet de mieux marquer notre attitude de réserve et de garder une plus grande liberté d'action vis-à-vis de toute décision éventuelle de cette Assemblée. C'est donc V. Ex. seule qui sera chargée du soin de nos intérêts et de l'expression de nos vues. Pour vous acquitter de cette double tâche, les indications générales qui précèdent suffiront dans le premier moment.

En effet, nous n'avons pas à nous préoccuper aujourd'hui des questions spéciales qui peuvent surgir. Nous risquerions de nous égarer dans des hypothèses peut-être fort éloignées de la réalité et il nous semblerait puéril de vouloir nous prémunir contre des dangers dont l'existence n'est rien moins que prouvée.

Tout en manifestant une sympathie bienveillante pour l'action favorable que le Concile peut exercer afin de fortifier et de développer les sentiments religieux chez les nations catholiques, V. Ex. ne devra laisser s'élever aucun doute sur la ferme résolution du Gouvernement I. et R. de maintenir la ligne de démarcation qu'il a tracée entre les droits de l'État et ceux de l'Église et de se conformer invariablement à l'esprit de la législation actuellement en vigueur.

Tel est le principe général qui doit servir de règle à l'attitude et au langage de V. Ex. En me bornant aujourd'hui à cet aperçu sommaire je me réserve de vous munir d'instructions plus détaillées selon que le besoin s'en fera sentir. La direction imprimée aux travaux du Concile et les décisions éventuelles de cette Assemblée nous dicteront la conduite que nous aurons à observer. Je dois donc vous recommander encore une fois tout particulièrement, M. le Comte, de me fournir exactement tous les renseignements propres à éclairer le Gouvernement I. et R. et à le mettre à même de prendre les mesures opportunes.

V. Ex. voudra bien appliquer tous ses soins à remplir cette tâche dont l'importance ne saurait lui échapper, puisqu'elle sait à quel point la question des rapports entre l'État et l'Église réclame la sollicitude la plus constante du Gouvernement I. et R.

Recevez, etc.

Signé: BEUST.

Monténégro. — LE PRINCE NICOLAS I AU COMTE DE BEUST.

(*Télégramme.*)

Cettinje, le 4^{er} novembre 1869.

M. le Comte, Malgré mon attitude en face des affaires du cercle de Cattaro, des bruits arrivés jusqu'à moi me représentent auprès de Votre Gouvernement en coopération avec les rebelles. Je n'ai pourtant pas oublié à ce point les services rendus par l'Autriche. Aussi je crois devoir protester auprès de V. Ex. en donnant une dénégalation formelle à tout rapport qui lui arriverait dans ce sens. La réserve des Monténégriens est allée jusqu'à ce point que des projectiles ayant été envoyés dans ma frontière pendant l'affaire de Gorazda, pas un coup de fusil n'a été tiré par les miens. En persistant dans les accusations que je signale, on n'arriverait à d'autre résultat que de surexciter ici les esprits.

Autriche-Hongrie. — LE CHEVALIER DE VETSERÀ AU COMTE DE BEUST.

Saint-Pétersbourg, le 2 novembre 1869.

La nouvelle produite par les journaux que le Gouvernement impérial et royal avait conclu avec la Porte une convention concernant le passage éventuel de troupes sur le territoire turc, a causé ici un certain trouble. Le prince Gortschakoff a demandé aujourd'hui au chargé d'affaires turc s'il en avait officiellement connaissance. A sa réponse négative le prince a répondu : « Je compte sur la sage modération des deux puissances espérant qu'elles ménageront le Monté-

négro; je ne crois pas non plus que les actes du Prince fournissent aucun prétexte à des mesures hostiles. Quant au passage des troupes autrichiennes sur le territoire purement turc, nous n'avons pas à nous en mêler; mais nous protesterions contre une occupation armée du Monténégro. Bien des voix, » — continua le chancelier de l'empire » — « accusent, cette fois encore, la Russie d'avoir la main dans ce jeu, et d'exciter les populations contre leurs souverains. Cette accusation est absurde; nous voulons la tranquillité et la paix, nous y tenons fermement, et je me suis convaincu, pendant le courant de l'été, d'après mes entretiens avec les hommes d'états étrangers les plus considérables, que l'idée de la paix a généralement gagné en force au lieu de s'affaiblir. »

Le baron de Talleyrand s'est exprimé dans le même sens en présence de l'Empereur, en prenant hier son audience de congé.

Recevez, etc.

Signé : VETSERÀ.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU PRINCE DE MONTÉ-
NÉGO NICOLAS I A CETTINJE

(Télégramme.)

Athènes, le 4 novembre 1869.

Prince, j'ai soumis à l'Empereur Votre télégramme du 1^{er}. S. M. se plait à reconnaître l'attitude loyale et correcte de Votre Altesse. L'Empereur désire éviter tout conflit et espère que le maintien des Monténégrins Lui permettra de rester dans ces dispositions.

Autriche-Hongrie. — LE BARON ORCZY AUX MISSIONS IMPÉ-
RIALES ET ROYALES A PARIS, LONDRES, FLORENCE, BERLIN ET
SAINT.-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 7 novembre 1869.

Les troubles qui ont éclaté dans le district de Cattaro font naître à l'étranger quelques préoccupations au sujet du Monténégro et de l'influence que les événements peuvent exercer sur les relations de ce petit pays avec l'Empire austro-hongrois.

Jusqu'ici le Prince Nicolas a toujours donné au Gouvernement I. et R. les assurances les plus formelles de sa bonne volonté et de sa détermination de n'accorder aucun appui à l'insurrection. Bien qu'on ait lieu de croire à la présence de quelques monténégrins dans les rangs de ceux qui ont combattu nos troupes, nous devons cependant reconnaître qu'aucun fait positif n'est venu donner un démenti aux assertions du Prince Nicolas, et nous n'avons donc pas de plainte à élever contre lui jusqu'à ce moment.

Les relations étroites qui ont existé de tout temps entre les habitants du district de Cattaro et les Monténégrins ne nous permettent néanmoins pas d'avoir une confiance absolue dans les dispositions pacifiques de ces derniers.

Nous devons surveiller attentivement leur attitude et il est certain que, s'ils intervenaient activement dans la lutte engagée si près de leurs frontières, nous pourrions nous trouver dans la nécessité de prendre contre eux des mesures énergiques. Mais, d'un autre côté, tant que cette peuplade se tiendra tranquille, il est évident que notre propre intérêt doit nous engager à la ménager et à ne rien faire qui puisse nous mettre un ennemi de plus sur les bras.

Il n'est donc pas à supposer que, dans les circonstances actuelles, nous prenions, sans y être forcés, des mesures capables de provoquer une prise d'armes du Monténégro. Aussi longtemps que le Prince Nicolas maintiendra l'abstention qu'il promet d'observer, il n'a rien à redouter de notre part. Le Prince s'étant plaint de ce que, pendant le dernier combat livré par nos troupes à Sutvara, des projectiles tombés au delà de la frontière eussent tué quelques bestiaux et blessé un monténégrin; le Général Wagner s'est empressé d'en exprimer ses regrets. Ce fait prouve une fois de plus que nous désirons rester sur un bon pied avec nos voisins de la Montagne-Noire et que nous n'avons pas envie de leur chercher querelle.

Si quelques appréhensions à cet égard se manifestaient autour de Vous, nous verrions avec plaisir qu'elles fussent dissipées par les explications qui précèdent.

Recevez, etc.

Signé : ORCZY.

Autriche-Hongrie. — LE BARON ORCZY AU CHEVALIER DE VET-
SERA A SAINT.-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 10 novembre 1869.

M. le Baron d'Uxküll a été chargé, ces jours-ci, par son Gouvernement d'appeler de la manière la plus amicale l'attention du Cabinet I. et R. sur les inconvénients et les complications qui pourraient surgir, si nos troupes entraient sur le territoire monténégrin en vertu des arrangements pris avec la Porte relativement au passage éventuel, à travers les provinces ottomanes, de nos forces militaires destinées à combattre l'insurrection en Dalmatie.

Nous nous sommes empressés d'assurer au Chargé d'affaires de Russie, que ni la Porte ni le Gouvernement I. et R. n'avaient entendu comprendre le Monténégro dans les pourparlers qui ont eu lieu à ce sujet.

Je crois devoir Vous en informer, M. le Chevalier, en Vous engageant à Vous énoncer dans le même sens toutes les fois que l'occasion s'en présentera. Vous pouvez déclarer bien haut, en Vous appuyant sur les considérations développées dans ma dépêche du 7 courant, que nous sommes décidés à nous abstenir, non-seulement de tout acte agressif, mais encore de toute démonstration contre le Monténégro.

Le Prince Nicolas ayant, en même temps qu'au Général Wagner, adressé des plaintes à M. le Comte de Beust, à propos des projectiles tombés sur le territoire monténégrin lors de l'affaire de Sutvara, le Chancelier m'a aussitôt chargé de répondre qu'il s'associait pleinement aux regrets exprimés par le Commandant de nos troupes, exprimant l'espoir que S. A. reconnaîtrait, combien la configuration du terrain rendait difficile de prévenir toujours des accidents de ce genre, malgré tout le soin et la bonne volonté que l'on mette à les éviter. J'ai terminé en attestant nouvellement, à cette occasion, notre désir bien sincère de conserver intactes, au milieu de la lutte engagée si près des frontières du Monténégro, nos bonnes relations avec ce pays, désir qui est en parfait accord avec les assurances données par le Prince et dont je Vous ai parlé dans ma dépêche du 7.

Recevez, etc.

Signé : ORCZY.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 11 novembre 1869.

J'ai donné lecture à Lord Clarendon des principaux passages de la Circulaire du 7 courant, relative à l'attitude du Monténégro dans l'insurrection du cercle de Cattaro.

S. S. m'a renouvelé l'expression de ses meilleurs vœux pour le succès de nos armes, et désire vivement que nous écrasions cette révolte locale le plus promptement possible. En même temps, le Ministre applaudit à la prudence et à la patience que nous observons vis-à-vis du Monténégro. Nous avons bien raison, selon lui, d'éviter de nous susciter un nouvel ennemi, et surtout d'écarter toute réclamation, protestation ou ingérence. Il souhaite que nous tenions compte au Prince Nicolas, jusqu'aux limites du possible, de sa bonne volonté et des difficultés de sa position, et préférerait même que nous ne profitions des secours turcs que dans le cas de nécessité absolue.

Je répondis que notre plan de campagne semblait être précisément d'éloigner le théâtre de la guerre des frontières, pour éviter tout conflit. J'assurai, au reste, mon interlocuteur que, dans l'arrangement conclu avec la Porte, le Monténégro n'était pas même nommé.

D'après ce que m'a dit Lord Clarendon, le Baron de Brunnov ne lui aurait parlé qu'une fois de la révolte de Cattaro, et cela seulement pour lui dire que le Cabinet de Saint-Petersbourg avait fortement recommandé au Prince Nicolas l'abstention et la plus stricte neutralité.

Agréé, etc.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — M. REHN AU COMTE DE BEUST.

Scutari, le 13 novembre 1869.

Le Consul français, M. Aubaret, dont j'ai eu l'honneur d'annoncer le départ pour Cetinje, est revenu de cette excursion le 11 du mois courant, à Scutari.

Il paraît qu'il avait pour mission de faire, au nom du Prince de La Tour-d'Auvergne, des représentations au Prince Nicolas sur la participation vraie ou supposée de Monténégrins aux combats qui ont eu lieu dans la Bocche. Le Prince Nicolas a prévenu ces représentations en présentant à M. Aubaret deux pièces originales émanant du Gouvernement Impérial et Royal, et qui louent son attitude en face des événements qui ont eu lieu dans la Bocche.

M. Aubaret n'a trouvé, dans les paroles du Prince Nicolas, ainsi que dans celles de quelques Monténégrins distingués, aucune trace d'animosité contre la Monarchie austro-hongroise, mais bien l'expression d'une grande excitation contre la Turquie. Le Prince Nicolas n'attend plus que la réponse de sa lettre à Aali Pacha au sujet de Mali et de Veli-Brdo, pour écarter, dans le cas d'un refus de la Porte. Il est décidé à se tenir en repos jusqu'à ce moment, et même à empêcher les Piperi de conduire leurs troupeaux sur les montagnes en question dès le commencement de décembre, comme ils en avaient le dessein.

Le médecin français du Prince, M. Treillet, qui doit avoir eu l'occasion, depuis le commencement de ces troubles, de se faire une juste idée des circonstances, et qui a souvent eu l'occasion, dans ces derniers temps, d'avoir des rapports avec les autorités autrichiennes, civiles et militaires à Cattero, touchant les affaires du Monténégro, a donné l'assurance à M. Aubaret que les procédés du Monténégro ont été, jusqu'à ce jour, des plus corrects, et que le cordon de troupes commandé par le sénateur Mascha-Verbitza n'avait été placé sur la frontière que pour empêcher la coopération des Monténégrins sur le théâtre des événements.

D'après tout ce que j'ai appris de la bouche du Consul français, j'ai pu reconnaître qu'il s'était attendu à une attitude hostile de la part de

l'Autriche-Hongrie dans les affaires du Monténégro; mais qu'il reconnaît s'être trompé.

Recevez, etc.

Signé: RHEN.

Autriche-Hongrie. — LE BARON ORCZY AUX MISSIONS IMPÉRIALES ET ROYALES A PARIS, LONDRES ET FLORENCE.

Vienne, le 14 novembre 1869.

S. Exc. M. le Comte de Beust m'a transmis d'Athènes, à la date du 4 de ce mois, quelques indications sur les efforts qu'il a faits à Constantinople afin de préparer une solution satisfaisante du conflit turco-égyptien. Je suis autorisé, en même temps, à Vous faire confidentiellement part de ces données, pour que Vous puissiez régler Votre langage en conséquence.

Le Chancelier de l'Empire a eu plusieurs conférences avec le Grand-Vizir, qui lui a paru disposé à entrer dans ses vues. Les conseils donnés à Aali-Pacha portaient principalement sur l'avantage qu'il y aurait à séparer les questions de dignité de celles qui touchaient à des objets matériels et pouvaient mener à des voies de fait. Celles-ci seraient toujours très-graves, car les Puissances européennes et surtout le Gouvernement français ne consentiront assurément ni à ce que l'Égypte s'affranchisse de la suzeraineté de la Porte, ni à ce qu'elle soit placée dans la situation d'une simple province de l'Empire ottoman. Il faut donc, autant que possible, ajourner les questions qui peuvent aboutir à d'aussi graves conséquences. Quant à la question de dignité, à laquelle on attache à Constantinople une grande importance, la Porte ne devrait pas trop se préoccuper des allures du Khédive. Toute polémique entre un supérieur et son inférieur tourne au détriment du premier. En suivant cet ordre d'idées, le Sultan pourrait fort bien se borner à publier un firman explicatif fixant les demandes de la Porte, et celle-ci pourrait en communiquer le contenu aux Puissances. Sans leur donner un droit d'immixtion dans les affaires intérieures de la Turquie, on pourrait faire observer aux Cabinets que les quatre points en instance, relatifs aux armements, aux navires de guerre, aux négociations diplomatiques et aux emprunts, s'appliquent tous aux rapports du Vice-Roi avec l'Europe et n'ont, par conséquent, de valeur pratique que s'ils sont observés à l'étranger. Si les Puissances tiennent donc à ce que la paix soit maintenue, c'est à elles de veiller à ce que les droits de la Porte ne soient pas lésés et que les rapports du Vice-Roi avec l'étranger n'enfreignent pas les limites posées par la Porte.

En agissant ainsi, le Gouvernement ottoman aurait l'avantage

d'empêcher que le Vice-Roi ne puisse continuer, comme la Porte le suppose, à se croire encouragé dans sa résistance par l'appui des Puissances. En même temps, on épargnerait ainsi au Khédivé toute démarche humiliante.

Tel est le sens dans lequel le Chancelier de l'Empire s'est exprimé vis-à-vis du Grand-Vizir. Les Ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne ont paru partager ces idées, et nous avons lieu de croire qu'ils en ont aussi recommandé l'adoption.

Vous pourrez profiter des indications qui précèdent pour en faire l'objet de communications confidentielles à M. le Ministre des affaires étrangères.

Recevez, etc.

Signé : ORCZY.

Autriche-Hongrie—LE CHEVALIER DE VETSERÀ AU COMTE DE BEUST.

Saint-Pétersbourg, le 46 novembre 1869.

Après avoir reçu votre dépêche du 7 de ce mois, je me suis rendu le 12 courant chez le Chancelier de l'Empire pour lui donner connaissance du contenu de cette dépêche ; car quoique le prince Gortschakoff eût évité de faire allusion en ma présence aux bruits qui couraient touchant une convention, touchant un passage éventuel des troupes impériales et royales sur le territoire ottoman, je savais pourtant qu'il était inquiet à ce propos et surtout à cause du Monténégro.

Le prince a eu l'obligeance de me recevoir quoique ne s'occupant pas d'affaires depuis plusieurs jours à la suite de douleurs causées par des rhumatismes et par la goutte. Il m'a dit qu'on l'avait avisé de Vienne, que je lui communiquerais la dépêche de V. Exc. et qu'il en entendrait le contenu avec un vif intérêt.

Lorsque j'eus fini la lecture que le Prince avait suivie avec l'attention la plus tendue, il me dit avec une satisfaction visible : « Les principes suivis par le Gouvernement I. et R. dans ces événements témoignent d'une vraie prudence d'homme d'État ; cette prudence portera ses fruits et amènera une fin prochaine de l'insurrection. Ce serait mépriser la prévoyance commandée si le Gouvernement n'observait pas les Monténégrins, quoiqu'ils n'aient jusqu'à ce jour, donné aucun motif de plainte ; j'apprends que le général Wagner lui-même a avoué qu'il n'y avait parmi les prisonniers et les tués aucun habitant du Monténégro. La conduite du Prince est parfaitement loyale et mérite d'autant plus d'être appréciée que sa position est très-difficile et son pouvoir sur ses sujets très-bornée. »

« Le baron Uxküll s'est permis » continua le Prince » d'attirer à

Vienne l'attention sur les complications qu'une occupation armée du Monténégro par les troupes impériales et royales pourrait entraîner à sa suite. Je ne puis que me réjouir de voir que mes vues n'ont pas été rejetées à Vienne; les assurances que le baron Uxküll a reçues à ce sujet sont tout à fait satisfaisantes. »

Le prince Gortschakoff connaissait donc déjà le contenu de la dépêche du 10 de ce mois, que j'ai eu l'honneur de recevoir depuis et que j'apprécie autant qu'elle le mérite.

Pour engager le Prince à exprimer sa pensée sur la nature de l'insurrection, je fis mention du bruit d'après lequel les insurgés auraient dit qu'ils avaient été amenés à prendre les armes parce qu'ils comptaient sur un appui étranger. « Il ne peut y avoir de puissance » reprit le Prince » capable de soutenir une insurrection pareille; tout Gouvernement doit comprimer une insurrection armée contre la loi. » Et, ajoutai-je, plus un gouvernement est libéral, plus il doit être inflexible quand il s'agit de faire respecter la loi.

Le chargé d'affaires turc a reçu par le télégraphe comme réponse à une question qu'il avait adressée à son Gouvernement, qu'il n'avait pas été question de l'entrée des troupes dans le Monténégro et que la Porte ne savait rien de pareils desseins de la part du Gouvernement Impérial et Royal. Conomenos Bey a communiqué cette réponse au prince Gortschakoff qui l'a apprise avec reconnaissance en disant : « Je n'attendais pas moins de la sagesse des deux gouvernements. »

L'Ambassadeur anglais a vu le Chancelier de l'empire; ce dernier a dit dans le courant de l'entretien, que d'après les rapports qu'il avait reçus, l'affaire Dalmate était heureusement terminée, et que la conduite aussi prudente que décidée du Gouvernement Impérial et Royal lui avait enlevé tout moyen d'extension ou de dangers. Le Prince a aussi fait mention de la conduite pleine de loyauté du Prince de Monténégro.

Sir A. Buchanan me dit qu'il semblait que le prince Gortschakoff avait été profondément touché de ce que le général Wagner avait exprimé ses regrets de ce que des pièces d'artillerie autrichienne avaient accidentellement touché le territoire monténégrin, et que V. Exc. avait approuvé le général Wagner pour cette démarche de sa part.

Recevez, etc.

Signé : VETSERÁ.

Italie. — DISCOURS DU TRÔNE LU PAR M. VIGLIANI, MINISTRE DE LA JUSTICE A L'OUVERTURE DU PARLEMENT ITALIEN.

48 novembre 1869.

« Messieurs les Sénateurs, messieurs les Députés, S. M. nous a fait l'honneur de nous charger d'ouvrir, en son nom, la présente session du Parlement.

S. M. a été profondément émue des témoignages très-vifs d'affection qui de toutes les parties du royaume se sont manifestés pendant sa récente maladie.

C'est dans l'angoisse du danger qu'éclatent spontanément les sentiments du cœur.

S. M. veut que sa reconnaissance pour ce fait soit hautement exprimée.

La Providence a donné à la maison de Savoie un fils, à l'Italie un prince. La nation s'en réjouit, car elle se sent toujours plus liée à la dynastie qui la régit.

Le Roi a la confiance que ce prince sera un nouveau gage de l'unité et de la liberté de la patrie.

S. M. vous assure, par notre bouche, que ses rapports avec tous les États sont très-bienveillants. Si la paix est le vœu de tous ceux qui aiment le progrès des peuples, elle est surtout le vœu des Italiens qui s'appliquent à une œuvre de réorganisation intérieure.

Le Gouvernement de S. M. n'a pas cru devoir mettre d'obstacle au départ pour le concile des évêques du royaume.

S. M. souhaite de voir sortir de cette assemblée une parole conciliatrice de la foi et de la science, de la religion et de la civilisation. Mais, quoi qu'il arrive, la nation est assurée que le Roi conservera dans leur intégrité les droits de l'État et sa propre dignité.

Former une bonne administration et restaurer les finances, tel est le juste désir des populations.

C'est ce que le Roi attend du travail unanime du Sénat, de la Chambre des Députés et de son Gouvernement. La première et urgente condition pour atteindre ce but très-important est de voter le budget.

S. M. vous le recommande formellement et elle compte sur votre sagesse et votre activité pour le prompt accomplissement de cet acte.

Après le vote du budget, le Gouvernement vous présentera quelques lois à l'aide desquelles, corrigeant et améliorant les impôts actuels, on subviendra aux besoins du Trésor public.

La nation n'évite aucun sacrifice pour maintenir la foi de tous les engagements pris : c'est au Gouvernement et au Parlement à faire en sorte que ces sacrifices soient vraiment efficaces.

En même temps que les mesures financières, on vous proposera d'autres lois qui ont pour objet de simplifier l'administration, d'imprimer de l'impulsion à l'industrie et au crédit, d'unifier la législation et le droit pénal, de réorganiser nos forces de terre et de mer, de transformer la garde nationale et d'assigner à chacun la part de responsabilité qui lui incombe dans l'administration de la chose publique.

Messieurs, un progrès économique de la nation est évident pour tous. Partout on a une volonté ardente de s'instruire et de produire. Ce sont là les effets de la liberté loyalement et largement pratiquée.

S. M. espère que ce progrès sera secondé par l'œuvre législative, et que le Parlement déploiera toute sa sollicitude pour favoriser la prospérité publique. »

**Roumanie. — DISCOURS DU PRINCE RÉGNANT A L'OUVERTURE
DES CHAMBRES.**

le 27 novembre 1869.

Messieurs les Sénateurs. Messieurs les Députés. Après bientôt trois mois de voyage entrepris surtout dans l'intérêt du pays, je suis heureux de me retrouver au milieu de vous, et de vous annoncer en personne la réalisation d'un des vœux les plus légitimes du peuple roumain d'une des principales préoccupations de mon cœur, mon mariage.

Saluée avec enthousiasme par la nation, favorablement accueillie par les Souverains des puissances européennes mon union avec la princesse Élisabeth, en fortifiant encore les liens du sang avec les autres familles régnantes de l'Europe, trouve dans l'amour du peuple roumain sa plus douce consécration.

Une des conditions les plus essentielles à la consolidation de la dynastie Roumaine étant ainsi réalisée, mon épouse, encouragée par les mêmes sentiments d'amour et de dévouement que vous m'avez témoignés, pourra remplir la grande mission que lui impose le trône de Roumanie, parce que, tous deux ensemble, nous pourrions atteindre le but commun ; la grandeur et la prospérité de notre cher pays.

Les honneurs que j'ai reçus des Souverains dont j'ai visité les Cours se reflètent sur la nation Roumaine ; ces honneurs étaient rendus à son prince, qu'accompagnait partout l'auréole de la couronne de Roumanie, et ces grandes puissances ont aujourd'hui un titre de plus à notre reconnaissance.

Les soupçons ayant disparu, la confiance étant rétablie, j'ai lieu de croire que nos relations avec les hautes puissances garantes prendront dorénavant, un caractère plus favorable à nos intérêts.

Ces puissances n'ont pas oublié et elles ne peuvent oublier que la nation roumaine, placée aux portes de l'Orient, sur les bords de la plus grande artère de communication, est appelée, par le développement quotidien de ses forces morales et par son rapide essor vers la civilisation, à jouer un grand rôle dans l'équilibre de l'Europe orientale.

Ce rôle nous sera d'autant plus facile à remplir que la loyauté présidera à l'observation inviolable des devoirs, qui nous sont prescrits par les traités qui ont placé sous le puissant bouclier de l'Europe nos liens séculaires avec la Sublime Porte. Ces traités ont équitablement écarté l'immixtion étrangère dans nos affaires intérieures, mais le moyen le plus sûr et le plus propre à faire que l'étranger n'intervienne point dans nos affaires intérieures, c'est de nous abstenir de toute ingérence dans les affaires de nos voisins. Le seuil de notre maison sera réellement inviolable et sacré.

Ce qui prouve que cette politique, que nous suivons, et qui nous est dictée par nos obligations internationales et par notre position, est la meilleure, c'est la bonne volonté que nous trouvons aujourd'hui auprès des puissances garantes de résoudre, par des conventions internationales, toutes nos questions d'intérêt commun.

Ainsi le Gouvernement impérial d'Autriche a admis qu'on exécute par voie de réciprocité, dans toutes les provinces représentées à la diète de Vienne, les sentences des tribunaux roumains en matière civile et commerciale.

Ainsi deux conventions vont être conclues avec le Gouvernement Austro-Hongrois, pour déterminer les points de jonction des chemins de fer Roumains avec les chemins de fer Austro-Hongrois, à Suceava, à Orsova et à Cronstadt.

Depuis assez longtemps le pays ne cessait de réclamer la révision par une commission internationale de nos anciennes frontières, le long des provinces Austro-Hongroises. Mon Gouvernement se fait un plaisir et un devoir de vous annoncer, MM. les Députés, que le Gouvernement actuel de Hongrie a donné satisfaction à nos demandes.

La commission internationale a même commencé ses travaux. Bien que la saison avancée l'ait empêchée de beaucoup progresser, nous pouvons, toutefois, dès à présent, être satisfaits du résultat signalé de ses constatations. Ainsi la commission a établi dans le district de Buzéo que la véritable frontière entre les deux pays est le point dit Cheia-Buzéului, et non celui par où prétendait la faire passer la commune de Zagone.

Une autre ancienne violation de frontière a été constatée sur le territoire roumain, en amont de la rivière Birsca le long du ruisseau Pitacu.

Les dispositions sont prises pour rétablir sur le terrain nos véritables frontières, comme l'a décidé, à l'unanimité, la commission internationale.

Vous connaissez les justes réclamations de la Roumanie au sujet de l'abolition de la juridiction consulaire. Cet état de choses exceptionnel et incompatible avec les droits et les lois de la Roumanie a été soumis, dès 1857, par les assemblées nationales, à l'appréciation bienveillante de l'Europe.

J'ai lieu de présumer que nous sommes enfin à la veille du jour où sur ce point aussi, la Roumanie va entrer pleinement dans l'exercice de son autonomie.

Déjà nos négociations pour la conclusion d'une convention qui a pour but de soumettre les nationaux russes à la juridiction des lois du pays, sont terminées; et, fort de la bienveillance de S. M. l'Empereur de Russie et de son Gouvernement, j'espère que, dans le cours même de cette session, on pourra présenter au Corps Législatif l'instrument définitif.

Des négociations relatives à cette question sont aussi entamées avec les autres puissances européennes.

Le terme de la convention conclue avec la Serbie pour l'extradition réciproque des déserteurs et des criminels étant expiré, les deux Gouvernements ont consenti à la conclusion d'une nouvelle convention, où ne seront point oubliés les principes du nouveau droit public européen concernant les émigrés politiques.

Je suis heureux de constater que nos relations avec notre bonne voisine la Serbie deviennent de jour en jour plus amicales et plus intimes.

Les ratifications de la convention pour la navigation du Pruth sont effectuées; la réunion des commissaires des États co-riverains aura lieu prochainement.

En vue des travaux qui vont, sans tarder, faire du Pruth une rivière régulièrement navigable, mon Gouvernement est en pourparlers pour l'établissement d'un service de transport des voyageurs entre Jassy et Galatz.

Toutes les conventions sus-mentionnées seront soumises à votre approbation.

MM. les Sénateurs, MM. les Députés, vous apprendrez avec plaisir que notre marine de commerce se développe de jour en jour. Nous comptons déjà près de 200 bâtiments de mer, sous pavillon roumain, et appartenant à des indigènes. Cette année des patentes ont été données à plus de 30 bâtiments.

Vous travaillerez dans l'intérêt du pays, et ce ne sera pas un de vos

titres les moins méritants, si vous donnez à mon Gouvernement les ressources nécessaires pour assurer à notre marine un développement proportionné à l'étendue de notre littoral danubien et maritime.

Le dernier pas pour arriver à ce résultat salutaire sera, sans nul doute, la mise en œuvre la plus prompte de votre vote relatif à l'ouverture d'un port roumain sur la mer Noire.

L'amélioration des finances de l'État est la préoccupation constante de mon Gouvernement.

Plusieurs déficits répétés accumulés des années précédentes ont accru la dette flottante jusqu'à un chiffre qui doit éveiller chez tous le désir d'en régler immédiatement l'amortissement, et de lui assigner, à l'avenir, des limites qui la réduisent à une simple opération du trésor.

Ce résultat sera facilement obtenu dès que vous établirez, d'accord avec mon Gouvernement, un véritable équilibre budgétaire. Le pays à la conscience de ses ressources; il a soutenu et soutient son crédit à la hauteur où nous voyons parvenus les États les mieux assis; c'est à vous de lui venir en aide, en prenant des mesures que vous combinerez dans votre sagesse et votre patriotisme.

Mon Gouvernement vous a déjà soumis à cet égard, dans la première session, plusieurs projets de loi. Ces projets seront complétés dans la session présente par une foule d'autres relatifs à l'amélioration du service des finances et au développement, sur une plus grande échelle, des ressources budgétaires.

La bienveillance de vos intentions pour rehausser l'éclat de l'Église roumaine, bienveillance qu'a prouvée votre empressement à voter les crédits pour la restauration des saints édifices, a déjà porté ses fruits. Plus de vingt-quatre églises ou monastères se relèvent aujourd'hui de leurs ruines, à la grande gloire de Dieu, en dehors de l'Archevêché d'Argis, où les plus difficiles travaux préparatoires ont été effectués dans le courant de cette année, à l'effet de pouvoir commencer, dès le printemps prochain, la restauration radicale de ce monument grandiose de l'art et de la piété de nos aïeux.

Le projet de la loi organique de l'Église, qui se trouve sur le bureau de la Chambre, est pour vous une autre grande occasion de doter notre sainte Église d'une organisation puissante conforme aux canons et aux traditions du pays. J'espère, qu'appréciant vous-mêmes toute l'importance et l'urgence de ce projet, vous ferez en sorte de le transformer en loi dans le cours même de cette session.

Un commencement d'amélioration du clergé séculier des églises de l'État et des archiprêtres vous sera proposé dans le budget de l'année prochaine. Vous apprécierez, je n'en doute pas, comme elle le mérite, cette nécessité, dont la satisfaction relèvera la dignité de l'Église.

L'instruction publique réclame également, — cinq ans d'expérience le démontrent, — une loi plus efficace que la loi actuelle. Une des conditions essentielles de l'amélioration de l'instruction publique sera l'institution d'une administration spéciale des Écoles. Mon Gouvernement vous proposera un projet relatif à la modification de quelques parties de la loi actuelle.

Le budget de 1870 devant être présenté entièrement conforme à ce projet, je me confie à votre zèle et à votre activité pour l'investir de la sanction législative dans le cours de la présente session.

Pour généraliser l'instruction primaire inscrite dans nos lois depuis nombre d'années, un système d'inspection suffisant a manqué jusqu'à aujourd'hui. Mon Gouvernement vous proposera d'instituer dans tous les districts des réviseurs d'écoles, avec des attributions plus étendues, et j'ai lieu de croire que c'est dans cette mesure que se trouve le commencement sérieux de l'éducation à laquelle le peuple a droit, et que les lois nous obligent de lui faciliter.

Il y a plusieurs parties de l'instruction publique qui n'ont pas encore été appliquées. Mon Gouvernement a prévu, pour 1870, l'institution de plusieurs écoles de métiers dans différentes villes du pays.

Les bases établies pour l'organisation de nos forces militaires par la loi du 11 juin 1868 ont été définitivement consolidées cette année. Divers règlements et instructions ont été faits pour mettre en œuvre et développer ces bases.

Notre armée permanente est munie de nouvelles armes perfectionnées; les armes nécessaires aux milices sont arrivées en partie; et bientôt nous verrons fonctionner également le nouvel élément de nos forces militaires: les milices. Mon Gouvernement s'est occupé et s'occupe à préparer toutes les instructions et tous les dépôts nécessaires pour que, au premier appel et à l'arrivée des milices, elles puissent se convaincre qu'elles forment une partie importante des moyens de défense de notre pays.

Afin que l'armée permanente serve d'école dans toutes les branches de l'art militaire, école par laquelle doivent passer tous les jeunes Roumains, l'occasion lui a été fournie, cette année, d'apprendre aussi le service de campagne, par la manœuvre en corps plus nombreux.

La formation du camp de Furceni, pendant la durée duquel j'ai été fier de me trouver moi-même à la tête de l'armée, a produit les résultats les plus satisfaisants, tant pour ce qui concerne l'esprit de corps que l'instruction; grâce à des manœuvres systématiques, l'armée Roumaine, si dévouée à la dynastie, a montré, à cette occasion qu'elle est à la hauteur de sa mission.

Mon Gouvernement reconnaît qu'il n'est ni facile ni utile de modifier de nouveau la loi constitutive de l'armée du pays; mais puisque l'expérience des années passées a prouvé qu'il y a dans cette loi des lacunes, ces imperfections doivent disparaître. Mon Gouvernement vous présentera donc un projet contenant les améliorations à introduire dans cette loi.

Vous vous hâterez aussi, sans doute, Messieurs les Sénateurs et Messieurs les Députés, de voter le projet de loi relatif aux tribunaux militaires, qui vous a été soumis depuis quelque temps. La discordance qui existe entre l'ancien code pénal militaire et le code civil doit disparaître le plus tôt possible.

Mon Gouvernement vous présentera d'autres projets de loi, non moins impérieusement réclamés, pour le contingent de l'année prochaine, pour les soldes, pour le règlement de la position des officiers, pour le recrutement, pour l'avancement, etc., afin de tout mettre en harmonie avec la nouvelle loi constitutive de l'armée.

Mon Gouvernement vous a présenté dans la précédente session ordinaire un projet de loi tendant à assurer aux districts une plus grande décentralisation administrative; j'ai lieu de croire que vous voudrez bien soumettre ce projet à une enquête consciencieuse et prompte, pour que les districts puissent obtenir, dans cette session, une plus large indépendance dans l'administration de leurs intérêts locaux.

Cette loi serait, pourtant, sans effet, Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, si vous ne travaillez en même temps à relever l'autorité morale des maires des communes rurales. Ne perdez pas de vue, je vous prie, que les lois votées par vous reçoivent leur application dans le pays par l'entremise de ces maires, en leur qualité d'agents du pouvoir exécutif, et que, par conséquent, il est de l'intérêt municipal et de l'intérêt général que ces magistrats soient doués d'assez de capacité pour comprendre et appliquer les lois du pays. Une de ses conditions principales pour avoir de meilleurs maires ruraux, c'est de les décharger le plus tôt possible de la fonction d'agents fiscaux.

La loi des transactions agricoles laisse beaucoup à désirer; l'expérience l'a prouvé. Elle n'assure point à l'agriculture cette rapide et entière satisfaction de ses intérêts, en dehors de laquelle les travaux des champs ne peuvent prospérer. Mon Gouvernement vous présentera les modifications qu'il croit nécessaires, pour que cette loi corresponde à son principal but.

La loi de la police rurale a commencé à produire ses effets saluaires. Une meilleure police a été introduite dans les communes rurales, et le nombre des délits ruraux a diminué d'une manière sensible.

Cette loi prévoit dans chaque district la création d'une maison d'assurance contre les épizooties. L'expérience a démontré que les districts ne sont pas en état de fonder de pareils établissements, et que même s'ils en fondaient, leurs faibles moyens ne leur permettraient pas de le faire de manière à correspondre au vœu du législateur.

Il faut donc que les représentants de la nation trouvent et adoptent un moyen plus propre à sauvegarder la classe agricole contre les grandes pertes que cause l'épizootie.

Mon Gouvernement vous présentera un projet de loi pour la fondation d'une maison d'assurance générale pour le bétail.

Depuis le 1^{er} avril dernier, le service postal étranger a cessé en Roumanie. Les conventions conclues avec la monarchie Austro-Hongroise et l'Allemagne du Nord sont aujourd'hui en pleine voie d'exécution. Bientôt une convention entre l'Empire russe et mon Gouvernement s'ajoutera à ces actes internationaux.

Le service postal confié à des mains roumaines fonctionne parfaitement.

Comparativement à l'année passée, les revenus des postes de 1869 présentent une augmentation d'à peu près un million, tandis que les dépenses restent les mêmes que lorsque nous n'avions qu'un service postal intérieur.

Les articles 54 et 55 de la loi rurale, par suite de diverses circonstances, n'ont pas encore été mis à exécution. Mon Gouvernement a pris toutes les mesures pour que, avec votre approbation, les paysans nouvellement mariés et les autres catégories de villageois, prévues par les susdits articles, soient établis sur les terres du domaine de l'État et mis en possession du terrain que leur accorde la loi.

Mon Gouvernement s'efforce, tous les jours, d'élever la justice assez haut pour qu'elle inspire la confiance à l'intérieur et la considération au dehors.

La cour de Cassation, recouvrant son autorité morale par le respect de son inamovibilité, a été mise en position de remplir avec efficacité les charges de sa grande mission. Un projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, relatif à la distribution des causes entre les deux sections, est de nature à alléger considérablement les travaux qui incombent à chacune d'elles. Les mesures les plus pratiques ont été prises pour que les nouvelles lois, et surtout la procédure civile et la loi de l'organisation judiciaire, peu appliquées ou mal compromises dans certaines localités, soient appliquées dans toute leur teneur; car la garantie que présente une loi ne résulte que de son exacte application. Le projet de loi, déposé à l'assemblée, concernant l'inamovibilité des cours d'appel, est de nature à garantir l'indépendance de

la magistrature, à la mettre à l'abri des fluctuations et des passions politiques, et à la placer ainsi dans des conditions telles qu'elle puisse atteindre complètement son but.

Mon Gouvernement vous présentera aussi d'autres projets de loi spéciales, par lesquelles les certaines parties de nos lois civiles ou pénales seront modifiées ou complétées.

Quant aux travaux publics, j'ai le plaisir de constater que la voie ferrée de Bucharest à Giurgévo a commencé à fonctionner, au compte de l'État, selon le désir exprimé par le Corps législatif.

La ligne de Suceava à Roman ainsi que l'embranchement sur Iassy, d'une longueur de 175 kilomètres, sera ouverte avant la fin de l'année.

Les travaux sur les autres lignes s'effectuent avec une grande activité. Tout porte à croire que l'on pourra livrer à la circulation, dans le courant de l'année prochaine, les lignes Bucharest-Galatz, Bucharest-Pitesti, Roman-Galatz, ainsi que l'embranchement de Berlad, d'une longueur totale de 934 kil.

Pour les travaux ordinaires des ponts et chaussées, le Gouvernement a mis tout en œuvre pour exécuter ce qu'il y avait de plus urgent dans la limite des crédits accordés. Entre autres : 1° ponts en fer ont été terminés, parmi lesquels celui de Buzéo, d'une longueur de 530 mètres. Grâce à ces travaux, les communications ont obtenu de grandes améliorations sur beaucoup de points difficiles.

Les travaux des routes communales ont donné, cette année, des résultats bien plus satisfaisants que l'année passée. On a constaté un remarquable progrès dans l'exécution du travail, et aujourd'hui les paysans peuvent apprécier les bienfaits de la loi.

L'instruction professionnelle n'a pas été négligée, et l'on s'est efforcé de lui donner la plus grande impulsion, dans la mesure des moyens disponibles.

Par des expositions et des concours nombreux, le Gouvernement a pu éveiller et constater une émulation remarquable entre les agriculteurs qui entrent dans la voie des améliorations.

MM. les Sénateurs, MM. les Députés, je vous ai exposé la situation générale du pays. L'ordre intérieur est assuré par la consolidation de la dynastie. L'Europe nous porte aujourd'hui un vif intérêt. Unissons-nous donc tous pour prouver que nous sommes un peuple digne de cette bienveillance, un peuple qui a conscience de la mission civilisatrice qui lui est confiée aux bouches du Danube.

Pour l'accomplissement de cette belle mission, écartons les luttes de partis. Pénétrons-nous de l'esprit de nos ancêtres, qui, toutes les fois qu'il s'est agi du bien du pays, se sont étroitement unis de pensées et de volonté.

Représentants fidèles des mêmes sentiments vous donnerez, je n'en doute pas, tout votre concours à mon Gouvernement, pour que nous puissions tous ainsi satisfaire aux besoins et aux aspirations légitimes de la Roumanie.

Què Dieu bénisse vos travaux !

Turquie. — FIRMAN DU SULTAN AU KHÉDIVE D'ÉGYPTE.

27 novembre 1869.

Il est superflu de dire combien ma sollicitude est grande pour la prospérité de l'importante province d'Égypte et pour l'accroissement du bien-être et de la sécurité de ses habitants.

Tout en consacrant une attention sérieuse au maintien intact des privilèges intérieurs accordés à l'administration égyptienne, il est de mon devoir de surveiller en même temps le strict accomplissement des obligations de cette administration, soit envers ma couronne, soit envers les habitants de la province.

En conséquence, j'ai accepté les éclaircissements que tu as donnés et les engagements que tu as pris relativement aux armes et aux bâtiments de guerre, ainsi qu'à l'égard des relations extérieures de la province, par la lettre que tu as écrite sous la date du 10 djemazi-ul-ewel, 1286, en réponse à celle que mon Grand-Vizir t'avait adressée par mon ordre souverain le 18 rebuil-Akhir, 1286.

Seulement la question financière étant un point vital pour tout le pays, si la quotité des impôts est supérieure aux moyens des contribuables, ou si les produits de ces impôts, au lieu d'être affectés aux besoins réels du pays, sont absorbés par des dépenses infructueuses, on s'expose incontestablement à des pertes et à des dangers incalculables.

Il en résulte pour le souverain du pays le droit sacré et imprescriptible de surveiller avec sollicitude cet important objet, et pour qu'il ne subsiste plus aucun doute ni malentendu à cet égard, j'ai décidé de te donner les éclaircissements suivants qui seront également portés à la connaissance de tous.

Ainsi, suivant les conditions fondamentales qui servent de bases à l'administration actuelle de l'Égypte, tous les impôts et redevances doivent être repartis et perçus en mon nom. Je ne saurais donc consentir en aucune manière à ce que les sommes provenant de ces impôts soient employées autrement qu'aux besoins réels du pays et (ni ?) à ce que ses habitants soient chargés de nouveaux impôts sans une nécessité légitime et reconnue.

Ma volonté absolue est donc que tes soins et ton zèle les plus in-

cessants soient dirigés vers ces deux importants sujets aussi bien que sur la nécessité que mes sujets d'Égypte soient toujours traités avec justice et équité.

De même les emprunts étrangers engageant pour de longues années les revenus du pays, je ne saurais admettre que sans que tous les détails des raisons qui peuvent y faire recourir aient été soumis à mon Gouvernement impérial, et sans que mon autorisation ait été préalablement obtenue, que des sommes prélevées sur les revenus d'Égypte soient affectées au service d'un emprunt.

Ma volonté est donc qu'en aucun temps il ne soit fait d'emprunt qu'après que la nécessité absolue d'y avoir recours sera bien établie et mon autorisation préalable obtenue.

Tu conformeras désormais tes actes et ta conduite aux termes formels de mon présent firman impérial qui est en tout point conforme aux droits et aux devoirs respectifs ainsi qu'aux précédents.

Le 22 Chaban 1286.

Saint-Siège. — ALLOCUTION DU PAPE, DANS LA RÉUNION PRÉPARATOIRE AU CONCILE TENUE A LA CHAPELLE SIXTINE LE 2 DÉCEMBRE 1869.

Vénérables Frères, à la veille du jour où Nous devons ouvrir le sacré Concile œcuménique, rien ne Nous a paru plus opportun, rien ne pouvait Nous être plus doux que de vous voir tous réunis autour de Nous, comme Nous l'avons tant désiré, Vénérables Frères, et de vous témoigner l'ardente affection dont Notre cœur est rempli. Nous avons à traiter l'affaire la plus importante : il s'agit de trouver des remèdes à tous les maux qui, de nos jours, troublent la société chrétienne et civile. Nous avons cru qu'il convenait à Notre sollicitude et à la grandeur de l'entreprise de demander à Dieu pour vous, avant que l'action conciliaire commence, le secours de la bénédiction céleste, gage de toute grâce. Nous avons pensé aussi qu'il était nécessaire de vous donner les règles consignées et publiées dans Nos Lettres apostoliques, que Nous avons jugé devoir établir pour que tout se passe dans les actes conciliaires régulièrement et avec ordre. C'est là, Vénérables Frères, ce que, Dieu et la Mère immaculée de Dieu le voulant bien, Nous accomplissons aujourd'hui dans cette réunion solennelle.

Nous ne saurions exprimer par Nos paroles l'immense consolation dont rempli Notre âme l'impressement, objet de tous Nos vœux, avec lequel, répondant comme vous le deviez, à la voix apostolique, vous êtes accourus en si grand nombre de tous les points de l'univers catholique dans cette noble cité pour le Concile indiqué par Nous.

Nous vous sentons liés à Nous par le parfait accord des âmes, vous que la dévotion envers Nous et le Siège apostolique, une admirable ardeur pour l'extension du règne du Christ, et en plusieurs la souffrance des tribulations pour le Christ, rendent si chers à Notre cœur.

Cette union, Vénérables Frères, Nous est d'autant plus précieuse qu'en la gardant Nous marchons sur les traces des Apôtres, qui Nous ont laissé de grands exemples de leur union unanime et constante avec le divin Maître. Les Saintes Écritures nous apprennent, en effet, que lorsque le Christ Notre Seigneur parcourait les villes et les bourgs de la Palestine en prêchant et en annonçant le royaume de Dieu, les Apôtres, tous avec un même zèle, se tenaient à ces côtés, et que les douze, comme dit saint Luc, l'accompagnaient fidèlement partout où il portait ses pas. Cette union des Apôtres se manifesta surtout d'une manière éclatante lorsque le Maître céleste, enseignant dans Capharnaüm devant les juifs, parla plus en détail du mystère de la divine Eucharistie. Alors, en effet, lorsque cette foule, absorbée par une pensée grossière et charnelle, ne pouvant croire à cette merveille de l'amour, s'écarta comme par dégoût du Maître alors que plusieurs disciples, suivant le témoignage de Jean, s'éloignèrent et cessèrent de marcher avec lui, la tendresse, la vénération et la soumission des Apôtres ne furent point ébranlées, et Jésus leur ayant demandé si, eux aussi, voulaient l'abandonner, Pierre, affligé d'une telle question, s'écria : « Seigneur, à qui irions-nous ? » et immédiatement il donna la raison pour laquelle il était résolu à suivre le Seigneur avec une foi constante : « Vous avez les paroles de la vie éternelle. »

Remplis de ces souvenirs, que pouvons Nous avoir de plus doux, de plus cher, de plus profondément grave dans le cœur ? Certes, même dans cette union dans le Christ, Nous n'échapperons ni aux contradictions ni aux luttes ; l'homme ennemi, qui ne désire rien tant que de semer l'ivraie, ne restera pas inactif ; mais la pensée de la fermeté et de la conscience apostoliques qui ont mérité cet éloge du Seigneur : « C'est vous qui êtes demeurés avec moi dans mes épreuves, » la pensée de Notre Rédempteur déclarant expressément : « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi, » la pensée enfin de Notre devoir Nous obligent à faire tous Nos efforts pour suivre le Christ avec une foi ferme et inébranlable, et lui demeurer attachés en tout temps d'un cœur unanime.

Telle est, en effet, Vénérables Frères, la situation qui Nous est faite, que depuis longtemps déjà. Nous luttons dans de continuels combats contre de nombreux et redoutables ennemis. Il faut que Nous

Nous servions des armes spirituelles de Notre milice, et que Nous supportions tout le choc du combat en Nous appuyant sur l'autorité divine, et en Nous abritant derrière le bouclier de la charité, de la patience, de la prière et de la constance. Mais il n'y a pas à craindre que les forces viennent à Nous manquer dans cette lutte, si Nous voulons fixer Nos yeux et Notre esprit sur l'auteur et le *consommateur* de Notre foi. Car si les apôtres attachés par le regard et par la pensée au Christ Jésus ont tiré de là assez de courage et de force pour supporter vaillamment toutes les épreuves, Nous de même, dans la contemplation de ce gage salulaire de Notre Rédemption, d'où émane une vertu divine, Nous trouverons la force et l'énergie pour triompher des calomnies, des injustices, des ruses de Nos ennemis, et Nous aurons la joie de tirer de la croix du Christ le salut pour Nous-mêmes et pour tant de malheureux qui errent loin de la voie de vérité.

Mais il ne suffit pas de contempler Notre Rédempteur, il faut aussi que Nous le revêtions par la docilité de l'esprit, afin que Nous l'écoutions avec toute l'humilité et la tendresse de Notre cœur. Car ce que le Père céleste a ordonné lui-même au moment où le Christ, Notre-Seigneur, révélait sa gloire sur le sommet d'une montagne, en présence des élus : « Celui-ci est mon Fils bien-aimé, en qui j'ai mis toutes mes complaisances ; écoutez-le : » Nous devons l'accomplir en écoutant Jésus en toutes choses, avec parfaite docilité d'esprit, et particulièrement en ce que lui-même eut tant à cœur, que prévoyant les difficultés auxquelles devait être en butte l'objet de sa prière, il adressa à plusieurs reprises cette même prière à son Père dans la dernière Cène : « Père saint, conservez en Votre nom ceux que vous m'avez donnés, afin qu'ils soient un comme Nous sommes un. » — Que tous aient donc en Jésus-Christ une seule âme et un seul cœur. Il n'y aura pas pour Nous de plus grande consolation que de Vous voir tous prêter une oreille docile aux enseignements du Christ ; par là Nous reconnaitrons que Nous sommes avec le Christ, et Nous trouverons en Nous le gage évident du salut éternel : « Car celui qui est de Dieu, écoute la parole de Dieu. »

Que Dieu tout-puissant et miséricordieux, par l'intercession de la Vierge immaculée, confirme de son puissant secours ces paroles de Notre exhortation pontificale sorties du fond de Notre cœur ; qu'il Nous soit propice, afin qu'elles portent des fruits abondants ! Qu'il tourne sa face vers nous, Vénérables Frères, et qu'il comble vos âmes et aussi vos corps de la grâce de ses bénédictions : vos corps, afin que vous ayez la force de supporter courageusement et joyeusement les fatigues inséparables de votre ministère sacré ; vos âmes,

afin que, remplis des secours célestes, vous donniez le glorieux exemple de la vraie vie sacerdotale et de toutes les vertus pour le salut du troupeau du Christ ! Que la grâce de cette bénédiction vous accompagne constamment et vous inspire heureusement tous les jours de votre vie, afin que vos jours soient jugés pleins, pleins de sainteté et de justice, pleins des fruits des œuvres saintes, source des vraies richesses et de la vraie gloire. Et qu'ainsi Nous ayons Nous-mêmes le bonheur, après avoir heureusement parcouru le cours de Notre pèlerinage mortel, de pouvoir dire au dernier jour de Notre vie, avec le roi-prophète : « Je me suis réjoui des paroles qui m'ont été dites, Nous irons dans la maison du Seigneur ; » et puissions-nous trouver ouvert le chemin de la sainte montagne de Sion, de la Jérusalem céleste !

Etats-Unis d'Amérique. — MESSAGE DU PRÉSIDENT GRANT AU SÉNAT ET A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

4 décembre 1869.

En me présentant à vous pour la première fois, comme le premier magistrat de cette grande nation, j'offre l'hommage de ma reconnaissance au dispensateur de tous les biens, pour les nombreux avantages dont nous jouissons. Nous avons heureusement la paix à l'intérieur, et nous sommes sans alliance embarrassante qui, à l'étranger, puisse nous menacer de troubles. Notre sol a une fertilité qui ne le cède à aucun autre, et son étendue lui permet de nourrir abondamment 500 millions d'individus ; il renferme des mines de toutes sortes, capables de satisfaire aux besoins du monde entier pendant des générations ; nos récoltes sont luxuriantes ; nous avons une variété de climats qui nous permet de cultiver tout ce que la terre peut offrir et qui convient aux habitudes, aux goûts et aux nécessités de tous les êtres vivants ; nous avons une population de 40 millions de citoyens libres, parlant tous la même langue ; chacun chez nous a toutes les facilités possibles pour s'instruire ; nos institutions ne ferment à personne la voie de la réputation et de la fortune ; la chaire est libre, la presse est libre, l'école est libre ; les recettes qui affluent au trésor public dépassent les besoins du Gouvernement ; enfin, l'accord se rétablit rapidement dans notre pays. Des manufactures jusqu'à ce moment inconnues ici s'élèvent de toutes parts, et nous donnent un degré d'indépendance nationale que ne possède aucun autre État. L'administration de toutes les richesses est confiée à vos soins et aux miens pendant le court espace de temps que doivent durer nos fonctions. Dans peu de temps, nous devons

tous rentrer dans les rangs du peuple qui nous a conféré nos honneurs, et nous devons rendre compte de ce que nous aurons fait. Je désire ardemment que, ni vous ni moi, nous ne soyons condamnés par nos mandataires libres et éclairés ni par notre conscience.

Restauration de l'Union.— Après une rébellion dont les proportions étaient gigantesques, et qui a été favorisée par la sympathie et l'aide de nations avec lesquelles nous étions en paix, onze États de l'Union sont demeurés pendant quatre années sans gouvernement local qui fût établi légalement; une dette nationale avait été contractée; le commerce américain avait été chassé de presque toutes les mers, le mouvement industriel de la moitié du pays avait été enlevé au contrôle des capitalistes pour revenir, comme cela doit être, aux mains des travailleurs. Le congrès s'est beaucoup occupé de rétablir les gouvernements des États, de manière à assurer leur fidélité politique de protéger et de favoriser le travail libre, de préparer des ressources pour payer les intérêts de la dette publique. Quoique vos efforts n'aient pas eu dans tous les détails le succès désirable, cependant, en somme, ils ont même réussi mieux qu'on ne pouvait raisonnablement s'y attendre.

Diminution du Commerce américain. — Les pertes qu'essuie notre commerce viennent uniquement de la dernière rébellion; on n'avait pas assez étudié cette conséquence. J'appelle sur ce point votre attention sérieuse; je ne vous suggérerai point de plans destinés à réparer ce mal, mais, s'il est nécessaire, j'en ferai l'objet spécial d'un message que j'adresserai au congrès pendant la session.

Virginie, Mississipi et Texas.— Dans la session de mars, le congrès, par une résolution concertée entre les deux chambres, a ordonné que des élections auraient lieu dans les États de Virginie, du Mississipi et du Texas, pour soumettre aux populations de ces États les constitutions qui avaient été préparées par la convention dans chacun de ces États, et que les constitutions seraient soumises au vote populaire, soit en partie, soit en totalité, selon ce que déciderait l'exécutif. C'est en vertu de cette résolution que les élections ont eu lieu. En Virginie, le 6 juillet 1869, on a élu un gouverneur et un lieutenant-gouverneur qui ont été installés; la législature élue s'est réunie et a fait tout ce qu'exigeaient et la résolution du congrès et les lois dites de reconstruction; elle s'est abstenue de s'arroger des droits contestables. Je recommande l'admission des sénateurs et représentants virginien au congrès; je vous recommande de rétablir la Virginie à sa place dans la famille des États.

Les électeurs ont été convoqués dans le Mississipi et au Texas pour le 30 novembre; les élections ont duré deux jours au Missis-

sipi et quatre jours au Texas; on n'en connaît pas encore le résultat. Il faut espérer que les législatures de ces États, quand elles seront réunies, se conduiront de manière à mériter votre approbation, et achèveront ainsi l'œuvre de reconstruction.

De la Géorgie. — Sept États qui avaient passé des ordonnances de sécession ont repris complètement leur place dans l'Union. Un huitième, la Géorgie, a ratifié par ses votes une constitution de forme républicaine, a élu un gouverneur, des membres du congrès, une législature d'État et tous ses autres fonctionnaires. Le gouverneur a été installé, la législature s'est assemblée et a rempli toutes les obligations que lui imposaient les lois dites de reconstruction adoptées par le congrès. Mais plus tard, contrairement à la constitution ratifiée, ainsi que l'a reconnu la cour suprême de l'État, les membres de cette législature ont enlevé leurs sièges à ceux de leurs collègues qui étaient de couleur, et ils ont admis à siéger certaines personnes qui en avaient perdu le droit d'après la 3^e clause du 14^e amendement que la Géorgie avait elle-même contribué à ratifier. Dans ces circonstances, je vous demande s'il ne serait pas sage de faire, sans perdre de temps, une loi qui autoriserait le Gouvernement de la Géorgie à réunir les membres primitivement élus, à leur faire prêter le serment prescrit par les lois dites de reconstruction, et à n'admettre aucun de ceux qui sont inéligible d'après la 3^e clause du 14^e amendement.

Situation des affranchis. — Les affranchis, grâce à la protection qui leur a été accordée par les lois, font des progrès rapides sous le rapport de l'instruction, et on ne se plaint pas qu'ils manquent d'activité toutes les fois que leur travail est convenablement rémunéré.

Intérêt de la dette. — Les ressources trouvées pour payer l'intérêt de la dette publique ainsi que les autres dépenses du Gouvernement sont plus que suffisantes.

Payements en numéraires. — Parmi les inconvénients qu'à entraînés la rébellion et dont je n'ai pas encore parlé, se trouve l'existence du papier-monnaie. C'est là une chose qui, je l'espère, sera l'objet de votre sérieuse attention. C'est le devoir et c'est l'un des plus grands devoirs du Gouvernement que d'assurer aux citoyens pour leurs échanges un instrument fixe et d'une valeur invariable.

Aussi doit-on avoir recours au paiement en numéraire, que ne peut remplacer aucun autre système. Il faut y songer dès maintenant, pour y arriver aussitôt que cela sera compatible et possible avec les intérêts des débiteurs. La reprise des payements en espèces, lors même qu'elle serait possible en ce moment, ne serait point désirable. Elle obligerait les débiteurs à payer, outre ce qui est spécifié dans leurs engagements, la prime sur l'or à l'époque de l'achat, ce serait

la faillite pour une foule de gens et la ruine. Cependant, toute fluctuation dans la valeur en papier légal de l'or qui sert à déterminer le prix de toutes choses est très-nuisible à l'industrie. Elle fait de l'homme d'affaires un joueur involontaire, car pour toutes les ventes qui se font, l'acheteur et le vendeur se demandent quelle sera la valeur du papier légal au moment où le prix devra être payé. Je vous recommande donc instamment de prendre des mesures législatives pour revenir graduellement au paiement en espèces et mettre fin aux fluctuations du papier qui a cours forcé.

Les moyens indiqués par les économistes pour revenir au paiement en espèces sont nombreux ; quant aux moyens de mettre fin aux fluctuations du papier légal, je n'en vois qu'un seul, c'est d'autoriser le Trésor à racheter son papier à un prix fixe quand il sera présenté, et à retirer de la circulation tout le papier racheté, jusqu'à ce qu'on l'ait de nouveau vendu pour de l'or.

Le crédit public et la dette publique. — Les vastes ressources, soit développées, soit non développées, que la nation possède, doivent faire de notre crédit le premier crédit du monde. Avec une somme d'impôts moindre que celle que les citoyens ont eu à supporter depuis six ans, la dette publique pourrait être payée tout entière en dix ans ; mais il n'est pas à souhaiter que la nation la liquide en entier dans cette période.

D'année en année, la faculté de la liquider s'accroît dans une proportion qui grandit rapidement. Mais ce que l'on doit faire, c'est de réduire le taux de l'intérêt à servir aussi vite que cela peut se faire sans violer les engagements souscrits. La dette publique est représentée en grande partie par des bons qui ont de cinq à vingt et de dix à quarante ans à courir, tout en portant intérêt à 6 0/0 et à 5 0/0 respectivement. Le Gouvernement a la liberté de rembourser ces bons à n'importe quel moment après l'expiration du dernier terme fixé sur leur texte. Ce terme est déjà expiré lorsqu'une grande partie d'entre eux peuvent faire retour au Trésor, et il approche au moins rapidement lorsque tous y arrivent. On croit que tous ceux qui sont remboursables maintenant peuvent être remplacés par des bons portant un taux d'intérêt qui n'excéderait pas 4 1/2 0/0, et quant aux autres, ils pourraient être remplacés de la même manière à mesure qu'ils deviendraient exigibles.

Pour accomplir cette opération, il peut se faire qu'il soit nécessaire d'autoriser le paiement de l'intérêt dans l'une ou l'autre des trois ou quatre grandes places financières de l'Europe, ou par quelque agent financier des États-Unis, au choix du détenteur des bons. Je recommande ce sujet à l'examen du congrès, et je lui recommande

également la question de l'opportunité qu'il y aurait à racheter notre papier-monnaie, comme on l'a déjà conseillé, au taux de sa valeur marchande, au moment même de la mise en exécution de la loi, et cela en augmentant le taux du prix de vente et d'achat du papier-monnaie, de jour en jour ou de semaine en semaine, avec intérêt, au même taux que celui qui sera payé par le Gouvernement sur les bons.

Tarifs et impôts à l'intérieur. — La question des droits et des impôts à l'intérieur sera nécessairement l'objet de votre attention. Les revenus du pays sont plus grands que ses besoins ne le demandent, et, par conséquent, ils peuvent subir une réduction avec toute sécurité; mais comme la conversion de la dette en emprunt à 4 ou 4 1/2 0/0 réduirait largement les dépenses courantes, et que de cette manière, après la consolidation, elle autoriserait une réduction d'impôts plus grande que celle qui serait à propos aujourd'hui, je propose d'ajourner cette question jusqu'à la prochaine réunion du congrès. Il peut être bon de modifier les droits et les impôts dans des cas où des tarifs différentiels onéreux sont établis par les lois qui régissent aujourd'hui les matières en question. Je recommande, pour le moment, l'ajournement de cette affaire. Je conseille aussi de continuer la levée de l'impôt sur le revenu, mais à un taux réduit tel que 3 0/0, par exemple, et cela pendant trois ans seulement, au bout desquels cet impôt prendrait fin.

Réduction de droits de douane. — En consolidant la dette nationale comme je viens de le conseiller, je me sens en droit de dire que les tarifs et les droits à l'importation peuvent être sans crainte réduits de 60 à 80 millions par an à la fois, et qu'ils sont susceptibles d'une réduction ultérieure d'année en année, à mesure que les ressources de la nation se développeront.

Dépenses nationales. — Le rapport du secrétaire des finances montre que les recettes du Gouvernement pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1869 sont de 370,943,747 dollars, et les dépenses, en y comprenant les intérêts, les dons gratuits, etc., sont de 321,490,507 dollars. Le budget estimatif pour l'année prochaine est plus favorable au Gouvernement, et montrera probablement une diminution beaucoup plus grande de la dette publique.

Politique financière du Gouvernement. — Les recettes du Trésor en excédant sur les dépenses ont dépassé le montant de la somme qu'il est nécessaire de placer au crédit de la Caisse d'amortissement, d'après les dispositions de la loi. Renfermer le surplus dans les coffres de l'État et les retirer de la circulation amènerait une telle restriction dans la somme des valeurs en circulation, que le commerce en souffrirait et que la prospérité du pays en serait sérieusement affectée.

Dans ces conditions, le secrétaire des finances et moi-même, nous sommes tombés complètement d'accord pour penser qu'il serait à propos d'employer tout ce surplus au rachat des bons du Gouvernement en réduisant ainsi d'autant la dette nationale portant intérêt, et de soumettre au Congrès la question de savoir ce qu'il y aurait à faire des bons ainsi rédimés.

Les bons détenus en ce moment par le Trésor représentent une somme d'environ 75 millions de dollars, y compris ceux qui appartiennent à la Caisse d'amortissement. Je recommande que le tout soit porté au crédit de cette même Caisse.

Recommandations de M. Boutwell. — Votre attention est appelée respectueusement sur les propositions du secrétaire des finances, qui recommande la création d'une charge de commissaire du revenu des douanes, l'augmentation des traitements pour certaines classes d'employés et les substitutions d'un nombre plus considérable des billets de banque nationaux aux certificats 3 0/0 qui sont en circulation; il en est de même de ces recommandations relatives au rappel des lois qui accordent aux employés du Gouvernement et aux dénonciateurs une part dans les amendes, les confiscations, etc.

Commissaire des revenus intérieurs. — Le poste de commissaire du revenu intérieur est l'un des plus difficiles et l'un de ceux qui entraînent le plus de responsabilité parmi les divers postes administratifs. Il n'est guère au-dessous de l'importance et de la responsabilité d'un ministère, si toutefois on peut dire qu'il y est inférieur. Je vous demanderai en conséquence, par rapport à ces fonctions, une législation qui les place sur un pied de dignité en proportion avec leur importance et avec le caractère et les talents des hommes qu'il faut trouver pour les remplir convenablement.

Question de Cuba. — Les États-Unis étant la première des nations, le peuple de ce pays sympathise avec tous les peuples qui luttent pour l'obtention de la liberté et de self-government. Mais tout en exprimant ainsi nos sympathies, nous devons à notre honneur de nous abstenir d'imposer notre manière de voir aux nations qui refusent de la partager, ou bien également d'intervenir chez elles sans y être obligés dans les différends survenus entre nations diverses, ou bien entre Gouvernements et leurs sujets. Notre manière d'agir sera toujours conforme aux règles strictes du droit et de la justice, au point de vue international comme au point de vue local, et telle a été la politique de l'administration en face des questions de cette nature.

Depuis plus d'un an, une province importante de l'Espagne, voisine des nôtres, et pour laquelle toute la population des États-Unis ne saurait se dispenser d'éprouver un vif intérêt, lutte pour son indé-

pendance et pour sa liberté. Le peuple et le Gouvernement des États-Unis nourrissent, pour la population de Cuba, les mêmes sentiments qu'ils ont déjà manifestés en faveur des anciennes colonies espagnoles, dans les luttes que celles-ci ont soutenues contre la mère-patrie. Mais la lutte n'a jamais pris le caractère qui constitue une guerre dans le sens international qui établirait l'existence d'une organisation politique des insurgés suffisante pour autoriser en leur faveur la reconnaissance des droits de belligérance. Toutefois, l'on maintient le principe que la nation des États-Unis est elle-même juge du moment où elle doit accorder les droits de belligérance, soit à un peuple qui est en lutte pour se délivrer d'un Gouvernement qu'il regarde comme oppresseur, ou bien à des nations indépendantes qui sont en guerre les unes contre les autres.

Les États-Unis n'ont pas la moindre intention d'intervenir dans les rapports actuels de l'Espagne avec ses possessions américaines. Il croit que dans un certain temps l'Espagne et les autres Puissances européennes trouveront leur intérêt à mettre fin à ces relations, et constitueront leurs possessions à l'état de Puissances indépendantes qui seront membres de la grande famille des nations. Ces possessions ne seront plus regardées désormais comme des objets transmissibles d'une Puissance européenne à une autre. Quand viendront à cesser les relations actuelles des colonies avec la mère-patrie, ces colonies sont destinées à devenir des Puissances indépendantes, jouissant du droit de se gouverner elles-mêmes. En prévision de leur condition future et de leurs relations avec les autres Puissances, les États-Unis, dans le but de mettre un terme à l'effusion du sang qui se produit à Cuba, et aussi dans l'intérêt d'un peuple voisin, ont proposé leurs bons offices pour amener à un terme la lutte existante.

Cette offre n'ayant pas été acceptée par l'Espagne sur une base que nous croyions pouvoir être acceptée par Cuba, a été retirée. On espère que les bons offices des États-Unis peuvent encore être utiles pour le règlement de cette question malheureuse. En attendant, on a arrêté une quantité d'expéditions illégales dirigées contre Cuba. Les efforts de l'administration ont eu pour but d'exécuter les lois de neutralité en toute bonne foi, quelque désagréable que fût cette tâche, et en effet, elle nous a été rendue désagréable par le manque de retour que nous avons trouvé sous ce rapport de la part des autres nations.

L'affaire du Lizzie-Major. — Le 26 mars dernier, le schooner des États-Unis le *Lizzie-Major* a été arrêté sur les hautes mers par une frégate espagnole, et deux passagers en ont été enlevés et transportés comme prisonniers à Cuba. Aussitôt que le Gouvernement de Washington a eu des renseignements suffisants sur ces faits, il a adressé

des représentations à cet égard au Gouvernement espagnol. Les deux prisonniers ont été mis en liberté. Le Gouvernement espagnol a donné aux États-Unis l'assurance que le capitaine de la frégate, en opérant cette capture, avait agi sans autorisation, qu'il avait été réprimandé pour l'irrégularité de sa conduite, et que les autorités espagnoles de Cuba ne sanctionneraient aucun acte de nature à violer les droits de la nation américaine, ou bien de manquer au respect dû à sa souveraineté.

L'affaire du Mary-Lowell. — La question de la saisie du brick *Mary-Lowell* dans l'une des îles de Bahama par les autorités espagnoles est maintenant l'objet d'une correspondance entre ce Gouvernement et ceux d'Espagne et de Grande-Bretagne. Vers le mois de mai dernier, le capitaine général de Cuba a lancé une proclamation autorisant la visite des vaisseaux en haute mer. En présence des remontrances immédiates qui furent faites contre cette manière de procéder, le capitaine lança une nouvelle proclamation qui limitait le droit de visite aux navires des États-Unis, en tant qu'il y était autorisé sous le régime du traité de 1795; toutefois cette proclamation fut immédiatement retirée.

Politique intercontinentale. — J'ai toujours senti que les relations les plus intimes devaient être entretenues entre la République des États-Unis et toutes les nations indépendantes du continent américain. Il peut être bon de considérer s'il ne serait pas utile de conclure entre ces Etats et les Etats-Unis des traités destinés à garantir entre eux des relations plus intimes et plus amicales au point de vue commercial ou autrement.

Canal de Darien. — La question du canal interocéanique, destiné à relier l'océan Atlantique avec l'océan Pacifique, à travers l'isthme de Darien, est une question dans laquelle le commerce est grandement intéressé. Des instructions ont été données à notre ministre, près la République des Etats unis de Colombie, pour qu'il tâche d'obtenir l'autorisation de faire faire des études au nom du Gouvernement, dans le but de déterminer jusqu'à quel point cette entreprise est praticable. Il doit tâcher en même temps d'obtenir la concession de construire, au moyen des ressources d'une compagnie particulière, un travail de cette nature, si les études démontrent qu'il peut être exécuté.

La commission péruvienne. — Dans le but de satisfaire aux termes du consentement donné par les Etats-Unis de former une commission mixte à Lima pour régler l'affaire des réclamations pendantes avec ce pays, il est devenu nécessaire d'envoyer au mois d'août dernier un commissaire et un secrétaire à Lima. Mais le Congrès n'avait fait au-

cune allocation dans ce but. On demande aujourd'hui qu'il en fasse une pour couvrir les dépenses passées et futures de la commission.

Un congrès de la paix. — Les bons offices des Etats-Unis pour amener la conclusion d'un traité de paix entre l'Espagne et les Républiques sud-américaines avec lesquelles cette Puissance est en guerre ayant été acceptée par l'Espagne, le Pérou et le Chili, on a convoqué un Congrès qui doit se tenir à Washington durant l'hiver actuel.

Nicaragua. — Des Européens ont obtenu, sur le territoire du Nicaragua, la concession d'un droit exclusif de transit, et le Costa Rica a donné son assentiment à cette convention que l'on dit être en conflit avec les droits acquis des citoyens des Etats-Unis. Le département d'Etat s'occupe en ce moment de l'examen de cette question.

Saisie des canonnières espagnoles. — Le ministre du Pérou ayant représenté qu'il existait un état de guerre entre le Pérou et l'Espagne, et que l'Espagne faisait construire dans et près de New-York trente canonnières qui pourraient servir tant à renforcer les forces navales espagnoles à Cuba qu'à opérer contre le Pérou, ordre a été donné d'empêcher leur départ.

Le représentant du Gouvernement péruvien n'ayant rien fait de plus pour empêcher le départ de ces navires, et même ne trouvant pas le droit de retenir la propriété d'une nation avec laquelle nous sommes en paix, par un simple ordre exécutif, l'affaire a été renvoyée devant la Cour qui statuera.

Paraguay. — La marche de la guerre entre les alliés et la République du Paraguay a rendu l'immixtion des Etats-Unis si difficile, qu'il a été jugé convenable de rappeler notre représentant du Paraguay.

Créances de l'Alabama. — Vers la fin de la dernière administration, il a été signé à Londres une convention pour la liquidation de toutes les créances en litige entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Le Sénat ne l'a pas ratifiée. L'époque et les circonstances ayant trait à la négociation de ce traité étaient favorables à son acceptation par le peuple des Etats-Unis, mais ses dispositions étaient insuffisantes pour le règlement des griefs sérieux de notre Gouvernement et de nos concitoyens.

Les préjudices ressentis par les Etats-Unis, à raison de la marche suivie par l'Angleterre pendant notre dernière guerre civile, en augmentant le taux des assurances, en diminuant les exportations et les importations, en faisant obstacle à notre industrie et à notre protection intérieure, en pesant sur le commerce étranger du pays, en transportant à l'Angleterre notre marine commerçante, en prolongeant la guerre et les dépenses, tant d'argent que de sang, tout cela

ne pouvait pas être arrangé ni réglé comme ces créances commerciales ordinaires, qui surgissent d'habitude entre nations commerçantes.

La Convention traitait ces questions comme s'il s'agissait de créances ordinaires, et assurément ces questions en diffèrent encore plus par la gravité de leur caractère que par l'importance des chiffres.

Nonobstant la gravité du différend, dans le traité l'on ne trouvait pas un mot et l'on n'y voyait pas une seule expression qui dût écarteler le sentiment d'hostilité se réfléchissant dans la marche de l'Angleterre durant notre lutte pour l'existence qui avait si profondément et si universellement affecté les États-Unis.

Pensant qu'une convention si peu conséquente dans son but et si inefficace dans ses dispositions ne devait pas produire le règlement cordial des questions pendantes, seul compatible avec les relations que je désire voir établies avec les États-Unis et l'Angleterre, j'ai considéré l'acte du Sénat, rejetant le traité, sagement calculé dans l'intérêt de la paix, et comme un pas nécessaire dans la voie d'une amitié parfaite et cordiale entre les deux pays.

Un peuple impressionnable ayant la confiance de sa force est plus à l'aise en face d'un grief sérieux, nullement étouffé, qu'en face de la restriction d'un règlement qui ne satisfait ni ses idées de justice ni le sentiment grave qu'il éprouve de l'injure à lui faite.

Le rejet du traité a été suivi d'un état de l'opinion publique des deux parts, que je n'ai pas trouvé favorable à une tentative immédiate de reprise des négociations; aussi ai-je donné au ministre des États-Unis en Angleterre des instructions dans ce sens, et j'ai trouvé que mes vues à cet égard ont été partagées par le ministre de Sa Majesté.

J'espère que viendra bientôt le moment où les deux Gouvernements pourront approcher de la solution de cette question capitale, avec une appréciation de ce qui est dû aux droits, à la dignité et à l'honneur de chacun d'eux, et avec la détermination non-seulement de faire disparaître les causes de plaintes dans le passé, mais encore de jeter la base d'un large principe de droit public qui préviendra des différends dans l'avenir et aboutira à une paix et à une amitié ferme et continue. Voilà l'unique grave question que les États-Unis aient à traiter avec une nation étrangère.

Traité de réciprocité avec le Canada. — L'Administration n'est pas disposée à renouveler le traité de commerce réciproque entre les États-Unis et les provinces britanniques de notre continent. Ce traité n'aurait d'avantages que pour les provinces britanniques à peu d'exception près; aucun citoyen des États-Unis n'en profiterait. Notre taxa-

tion intérieure servirait de protection au producteur britannique, et cette protection s'élèverait à un chiffre presque égal à celui du tarif qui protège nos manufactures. Cependant, il serait bon de faire quelques arrangements pour régler les rapports commerciaux entre les États-Unis et le Canada.

La Compagnie de la baie d'Hudson. — La commission nommée pour examiner les réclamations de la Compagnie de la baie d'Hudson et de la Compagnie agricole du détroit de Puget a terminé ses travaux. Elle a accordé la prime de 650,000 dollars, et tous les droits et titres de la Compagnie sur le territoire sont maintenant éteints. On a délivré les titres de propriété. Je demande au Congrès une allocation pour faire face à ces dépenses.

Frontière du nord-ouest. — Les commissaires chargés de déterminer la frontière nord-ouest entre les États-Unis et les possessions anglaises, aux termes du Traité de 1866, ont achevé leur travail, et la Commission a été dissoute.

Cours mixtes. — Conformément à la recommandation du Congrès, il a été fait une proposition expresse au Gouvernement anglais pour abolir les cours mixtes créées sous l'empire du Traité du 7 août 1862, pour la suppression de la traite des noirs. On négocie toujours cette affaire.

Le câble français. — Ayant appris qu'une compagnie constituée, organisée sous l'empire de la législation anglaise a proposé d'atterrir sur les rivages des États-Unis, et d'y établir un câble sous-marin, en vertu d'une concession, faite par l'Empereur des Français, d'un droit exclusif, pendant vingt ans, de communication télégraphique entre les rives de la France et les États-Unis, avec la clause très-susceptible d'objection consistant à soumettre toutes dépêches transmises par cette voie à l'examen et au contrôle du Gouvernement français. J'ai ordonné de faire connaître aux légations de France et d'Angleterre à Washington la politique probable du Congrès à ce sujet, telle qu'elle pouvait être pressentie d'après le bill adopté par le Sénat en mars dernier.

Cela a provoqué, de la part des représentants de la Compagnie, une convention à l'effet d'accepter comme base de ses opérations les dispositions du bill sus-énoncé, ou de toute autre disposition à ce sujet qui pourrait être adoptée durant la prochaine session du Congrès, et aussi d'user de son influence pour obtenir du Gouvernement français une modification de cette concession, de manière à permettre l'atterrissement de tout câble appartenant à une compagnie constituée avec l'autorisation des États-Unis ou de tout État de l'Union et, de leur côté, de ne pas combattre l'établissement de ce câble.

Vu cette convention, j'ai ordonné de retirer toute opposition de la part des autorités des États-Unis à l'atterrissement du câble et à son exploitation jusqu'à la réunion du Congrès. Je regrette de dire qu'il n'a pas été apporté de modification à la concession faite à la compagnie; et, autant que je le sache, la compagnie n'a rien fait pour obtenir une modification. La concession exclut le capital et les citoyens des États-Unis de toute concurrence sur les rives de France. J'engage la législature à protéger les droits des citoyens des États-Unis, ainsi que la dignité et la souveraineté de la nation contre une telle prétention; je m'efforcerai aussi d'obtenir, par la négociation, l'abandon du principe des monopoles dans les câbles télégraphiques de l'Océan. (Ci-joint des copies des correspondances).

Américains frauduleux. — La condition politique précaire d'autres pays moins heureux que le nôtre engage souvent leurs citoyens à venir aux États-Unis, seulement pour être naturalisés. Après avoir obtenu cette naturalisation, ils rentrent dans leur pays et y résident, sans faire connaître ce changement de suzeraineté. Ils acceptent des postes officiels de confiance ou d'honneur qui ne peuvent être occupés que par des habitants de leur terre natale. Ils voyagent avec des passe-ports qui les qualifient de citoyens américains, et c'est seulement lorsque la discorde civile après des années, peut-être, de calme, menace leurs personnes ou leurs biens, ou quand leur patrie les appelle sous les drapeaux, que le fait de leur changement de suzeraineté est connu. Ils résident constamment hors des États-Unis, sans contribuer à leur recette publique; ils évitent les devoirs de civisme, et on ne les connaît que parce qu'ils demandent protection. J'ai ordonné aux officiers diplomatiques et consulaires des États-Unis d'examiner méticuleusement ces demandes de protection. Le citoyen des États-Unis natif ou adoptif a droit à une protection complète. Tant que j'aurai voix dans la direction des affaires, je ne consentirai jamais à compromettre ce droit sacré en le donnant à des prétendants fictifs ou frauduleux.

Protection pour les émigrants. — Lors de l'avènement de la présente administration, il s'est trouvé que le ministre de l'Allemagne du Nord avait fait des propositions pour négocier une convention pour la protection des passagers émigrants. Aucune réponse n'a été faite. On pensait que pour qu'un tel arrangement fût efficace, il fallait que toutes les puissances maritimes faisant le commerce se joignissent à cette mesure.

Des invitations ont été adressées aux Cabinets de Londres, Paris, Florence, Berlin, Bruxelles, la Haye, Copenhague et Stockholm, pour

les prier d'autoriser les représentants de ces puissances à Washington à entrer simultanément en négociations et à conclure des conventions identiques en leur forme, dans l'intérêt des émigrants.

Tarif sur le Chanvre russe. — On appelle respectueusement votre attention sur le tarif relatif au chanvre de Russie, et sur la question de savoir si l'élévation de ce tarif ne constituerait pas une violation de notre traité avec la Russie.

Protection. — Nos manufactures augmentent avec une étonnante rapidité. Nos importations de nombreux articles doivent baisser considérablement d'ici à peu d'années; heureusement les manufactures ne sont plus, comme autrefois, concentrées dans quelques localités; espérons qu'elles se dissémineront encore plus. Elles emploient des centaines de millions d'hommes à l'intérieur, et elles nous conservent les ressources qui, autrement, seraient expédiées au dehors. L'extension des chemins de fer en Europe et en Orient amène une concurrence avec nos produits agricoles comme avec les produits d'autres pays. L'intérêt direct, sinon la préservation directe, exige, en conséquence, les précautions contre les perturbations de tout intérêt industriel du pays; de là, la nécessité de chercher d'autres marchés pour la vente de notre excédant. Nos voisins du Sud, et la Chine et le Japon appellent notre attention toute spéciale.

L'Administration s'efforcera de cultiver avec ces nations des relations de nature à nous gagner leur confiance et à les intéresser autant que nous à établir de meilleures relations commerciales.

Chine. — Les États-Unis ayant pris l'initiative d'une politique plus éclairée vis-à-vis de la Chine, j'engage la législature à éloigner à toujours l'esclavage des Chinois sur notre sol, sous le nom de coolies chinois, et à empêcher les navires américains de transporter des coolies dans tout pays.

Je vous recommande aussi d'élever la mission de Chine au rang de mission de première classe.

Trois choses essentielles. — Quand j'ai accepté les responsabilités qui incombent au premier magistrat des États-Unis, c'était avec la condition que trois choses étaient essentielles, pour donner à l'Union américaine la paix, la prospérité et tous les développements que réclame notre vie nationale. D'abord de remplir avec une rigoureuse intégrité toutes nos obligations nationales; ensuite d'assurer protection aux personnes et aux propriétés de tous les citoyens des États-Unis, dans toutes les parties de notre pays où il peut leur convenir d'aller, sans égard à leur nationalité antérieure, à leur religion, à leur couleur, à leurs opinions politiques; en ne leur demandant que l'obéissance aux lois et le respect d'autrui. Troisièmement, enfin,

d'établir entre tous les États de l'Union, avec des droits égaux pour tous, l'union industrielle.

Pour atteindre le premier de ces résultats, le congrès a pris deux mesures nécessaires. Il a déclaré par une résolution des deux Chambres que la dette publique devait être payée, principal et intérêts, en numéraire; puis il a voté les fonds capables d'assurer ce paiement. Mais il ne suffit pas de voter ces fonds, si l'on ne garantit pas en même temps l'administration des lois de perception et la répartition économique de ces fonds. C'est ce que le Gouvernement s'est efforcé de faire, et il a obtenu des résultats qui, je l'espère, paraîtront satisfaisants.

On n'a pas hésité à déplacer les fonctionnaires, afin de faire exécuter les lois, et cela quoiqu'il pût, dans certains cas, en résulter des conséquences politiques désavantageuses au point de vue de parti, et on n'a pas hésité non plus à en soutenir d'autres qui étaient coupables, malgré les remontrances faites par nos partisans.

Les lois sur la tenure des fonctions. — Il peut être utile de signaler ici les embarras qui peuvent résulter de ce qu'on conserve sur les livres de statuts des actes dits de « tenure of office » et de vous recommander l'abolition de ces actes. Les auteurs de la constitution, en déclarant que les nominations faites par le sénat, ne pouvaient avoir l'intention d'accorder au sénat le droit de maintenir dans leurs fonctions des personnes choisies contre la volonté du président.

Cette loi est incompatible avec un exercice loyal et utile des pouvoirs administratifs. Quelle confiance peut avoir le chef de l'exécutif en des fonctionnaires qui lui sont imposés, en des fonctionnaires qu'il avait eu des raisons de révoquer? Comment ces fonctionnaires peuvent-ils servir une administration qui n'a pas confiance en eux?

Quant à ce que réclame le soin de notre prospérité, le temps et un exercice énergique et humain des lois qui existent, et qu'on amendera à mesure qu'elles pourront paraître insuffisantes ou inutilement dures, voilà probablement tout ce qui est nécessaire.

La troisième chose que nous cherchons, nous ne pouvons l'obtenir qu'au moyen de lois spéciales, mais elle peut être regardée comme établie par la constitution elle-même, et la force de l'opinion publique y adhère peu à peu.

Question indienne. — Il n'y a pas à revenir sur le passé : la question doit être prise et abordée dans sa condition actuelle. J'ai tenté vis-à-vis des tribus une nouvelle politique dont j'attends en définitive d'heureux résultats. La Société des amis, comme on sait, est parvenue à vivre en bonne intelligence avec les Indiens, tandis que les autres

sectes, les autres blancs, sont constamment en guerre avec eux. J'ai chargé cette société de choisir elle-même les agents qui doivent se mettre en rapport avec les Indiens. Le résultat a été très-satisfaisant.

(Suit la description des mandats et missions des agents et des commandants de troupes mis en contact avec les Indiens.)

La construction des chemins de fer, et l'accès ainsi ouvert à toutes les régions agricoles et minérales du pays, mettent rapidement les colonies civilisées en contact avec les tribus d'Indiens ; un système ayant pour objet l'extinction d'une race est trop horrible pour qu'en l'adoptant une nation n'attire pas sur elle le courroux de toute la chrétienté. Je ne vois pas autre chose à faire que de placer autant que possible les Indiens dans des réserves, en leur y assurant une protection absolue. Le rapport du secrétaire d'État de l'intérieur et celui du commissaire des affaires avec les Indiens contiendront des détails nombreux sur cet objet.

Département de la guerre. — Le rapport du secrétaire d'État de la guerre annonce que les dépenses de ce département, pour l'année qui a expiré le 13 juin 1869, ont été de 80,644,042 dol., dont 23,882,310 dol. pour couvrir des dépenses de la guerre. Cette somme ne doit pas figurer aux dépenses courantes de l'armée.

Voici le devis le plus bas des dépenses éventuelles de la prochaine année fiscale : 34,531,031 dol. ont fait droit aux demandes de crédit du général de l'armée pour Boston, Portland, New-York, Philadelphie, Nouvelle-Orléans et San-Francisco.

J'appelle votre attention sur la recommandation du général commandant la division militaire du Pacifique, pour la vente des Seal-Islands de Saint-René et Saint-George, territoire d'Alaska. J'invite le congrès à acquiescer à ces recommandations, ou à faire des lois pour la protection des pêcheries de phoques qui peuvent produire des recettes. Le commandant en chef de l'artillerie suggère la vente des arsenaux et terrains devenus inutiles au Gouvernement.

Département de la marine. — Le rapport du secrétaire d'État de la marine prouve que de vigoureux efforts ont été faits pour mettre le plus grand nombre de navires en commission (service actif) ou de les mettre en état de servir, et pour substituer la voile à la vapeur pour la croisière, réduisant ainsi les dépenses de la marine. Pour l'avenir, je recommande une politique libérale, quoique non extravagante, à l'égard de cette branche du service public.

Département de la direction des postes. — Les recettes postales ordinaires, pour l'année qui a expiré le 30 juin 1869, se sont élevées à 18,344,510 dol., et les dépenses à 23,698,131 dollars ; excédant des dépenses sur les recettes, 5,358,620 dollars.

Le directeur général des postes recommande de réorganiser et augmenter l'efficacité du service des malles sur le Pacifique, d'établir un service de paquebots, sous le pavillon de l'Union, sur l'Atlantique. J'appelle notamment votre attention sur la proposition à l'effet d'abolir complètement le privilège de la franchise. C'est là un abus dont personne ne tire la moindre compensation; cela réduit les recettes du service postal de 25 à 30 0/0, et cela augmente considérablement le service.

Département de l'intérieur. Pensions. — Le rapport du secrétaire d'État de l'intérieur démontre que la quantité des terrains publics dont on a disposé pendant l'année qui a expiré le 30 juin 1869, a été de 7,666,152 acres: excédant sur l'année précédente 1,010,409 acres, 2,889,544 acres ont été vendus au comptant.

En ce qui touche les pensions, la munificence du congrès s'est manifestée dans ses lois en faveur des soldats et matelots qui ont souffert dans la récente lutte pour maintenir l'unité du gouvernement qui fait de nous un seul peuple. L'opinion publique a approuvé avec enthousiasme ces mesures du congrès. Les dépenses se sont accrues, il est vrai, mais leur objet était sacré. Il faudra, dans l'année prochaine, un crédit de 30 millions de piastres.

Le recensement. — Si le congrès veut en l'année 1870 opérer un recensement complet, je l'engagerai à réaliser le plus tôt possible toute suggestion qui sera faite à cet égard. Le congrès ayant déjà nommé une commission *ad hoc* dans la dernière session, je n'ai pas besoin d'entrer dans de plus amples détails.

Bureau agricole. — Je vous recommande les demandes du bureau agricole pour un crédit considérable, dans un pays dont le sol et le climat sont si divers, et dans l'intérêt d'une population essentiellement agricole. On tirera des avantages considérables de la faveur que l'on accordera à ce bureau.

Émoluments insuffisants. — J'appelle l'attention du Congrès sur les émoluments évidemment insuffisants d'un grand nombre des fonctionnaires les plus importants du Gouvernement. Sans vouloir les énumérer, je ne parle ici que des conseillers de la cour suprême. Depuis quinze ans, leurs émoluments n'ont pas été modifiés, et cependant leurs travaux ont considérablement augmenté, et les dépenses de la vie ont presque doublé pendant cette période. Le Congrès a deux fois jugé nécessaire d'augmenter les rétributions de ses membres, et, sans doute, la nécessité que je signale ici sera accueillie avec faveur.

Il est bon nombre de questions auxquelles je ne fais pas allusion dans ce message: je m'en abstiens, comptant que votre patriotisme

et vos lumières suggéreront à la législature les mesures qui seront le plus de nature à favoriser les intérêts de toute la population. Pour ma part, je promets d'observer rigoureusement les lois et de les faire observer rigoureusement.

Saint-Siège. — CONSTITUTION PROMULGUÉE PAR LE PAPE, CONCERNANT L'ÉLECTION DE SON SUCCESSION, SI LE SIÈGE APOSTOLIQUE VENAIT À DEVENIR VACANT PENDANT LA DURÉE DU CONCILE ŒCUMÉNIQUE.

Rome, le 4 décembre 1869.

Comme la pleine puissance de paître, de régir et de gouverner toute l'Église a été donnée par Notre-Seigneur Jésus-Christ aux pontifes romains dans la personne du bienheureux Pierre, prince des apôtres, la paix et l'unité de cette Eglise seraient facilement et gravement compromises, si en cas de vacance du Siège Apostolique l'élection du nouveau pontife s'opérait dans des conditions qui pussent la rendre douteuse et incertaine.

Pour détourner un péril si funeste, plusieurs pontifes romains, nos prédécesseurs, et notamment Alexandre III, dans le 3^e concile général de Latran, le bienheureux Grégoire X, dans le 2^e concile général de Lyon, Clément V, Grégoire XV, Urbain VIII et Clément XII, ont publié des Constitutions qui, entre de nombreuses prescriptions tendant à assurer l'exécution droite et régulière d'une affaire de cette importance, attribuent généralement et sans aucune exception l'élection du Souverain-Pontife uniquement et exclusivement au collège des cardinaux de la Sainte-Eglise romaine.

En nous rappelant ces choses, nous avons cru, puisque le concile général et œcuménique du Vatican, que nous avons convoqué par nos lettres apostoliques du 3 des kalendes de juillet de l'année 1868, commençant par ces mots : *Æterni Patris*, est actuellement ouvert avec solennité, que c'était un devoir de notre charge apostolique de prévenir et d'empêcher toute occasion de discorde et de conflit concernant l'élection du Souverain-Pontife, qui pourrait survenir s'il plaisait au souverain Maître de nous faire quitter cette vie mortelle pendant la durée de ce même concile.

C'est pourquoi, touché par l'exemple de Jules II, d'heureuse mémoire, notre prédécesseur, lequel, comme l'histoire nous l'apprend, étant atteint d'une maladie mortelle pendant le V^e concile général de Latran, convoqua les cardinaux en sa présence, et, se sentant inquiet au sujet de la légitime élection de son successeur, décida en leur présence que cette élection devait se faire non par le susdit concile, mais

uniquement par leur collège, ce qui eut lieu en effet après la mort de Jules II; touché encore par l'exemple de nos autres prédécesseurs Paul III et Pie IV, d'heureuse mémoire, dont le premier, par ses lettres apostoliques du 3 des kalendes de décembre 1544, le second par de semblables lettres du 10 des kalendes d'octobre 1561, prévoyant que leur mort pourrait arriver pendant la tenue du concile de Trente, décrétèrent qu'en cette occurrence l'élection du nouveau pontife ne devrait être faite que par les cardinaux de la S. E. R., à l'exclusion de toute participation du susdit concile; après en avoir conféré mûrement avec quelques-uns de Vos VV. FF. les cardinaux de la S. E. R. et avoir examiné cette affaire avec soin, de notre science certaine, de notre mouvement propre et en vertu de la plénitude de notre pouvoir apostolique, nous décrétons et nous ordonnons que s'il plaît à Dieu de mettre fin à notre pèlerinage en ce monde pendant la durée du concile du Vatican, en quelque état et à quelque époque de ses travaux que se trouve le concile, l'élection du Souverain-Pontife ne se fasse que par les cardinaux de la S. E. R., et nullement par le concile lui-même, et que l'on exclue absolument de toute participation à l'élection toute autre personne qui serait députée par quelque autorité que ce fût, même par celle du concile, à l'exception des cardinaux précités.

Bien plus, pour que les cardinaux susnommés puissent procéder plus librement et avec plus de facilité à l'élection, en dehors de tout empêchement et en enlevant toute occasion de trouble et de dissentiment, en vertu de la même science et de la plénitude de notre autorité apostolique, nous décrétons et nous ordonnons que si nous venons à mourir pendant la durée de ce concile du Vatican, ce concile, en quelque état et à quelque époque de ses travaux qu'il se trouve, soit considéré comme immédiatement et sur le champ suspendu et ajourné, de même que nous avons l'intention, par ces présentes lettres, de le suspendre et de l'ajourner à ce moment et pour le temps qui sera ci-dessus fixé, de telle sorte que, sans aucun délai, il doive interrompre aussitôt toute espèce de réunion, de congrégation et de session, arrêter la confection de tout canon et décret, et ne puisse, pour aucune cause que ce soit, si grave et si digne d'une attention particulière qu'elle paraisse poursuivre ses travaux, jusqu'à ce que le nouveau Pape, canoniquement élu par le Sacré-Collège des cardinaux, ait jugé à propos, en vertu de son autorité suprême, d'ordonner la reprise et la continuation du concile.

Considérant comme opportun que les mesures prises par nous à l'occasion de ce concile du Vatican, tant pour l'élection du Souverain-Pontife que pour la suspension du concile, nous fournissent une

régle certaine et stable, qu'il doive désormais toujours observer dans une conjoncture analogue, en vertu de notre même science et de notre autorité, nous décrétons et ordonnons que dans l'avenir, si un Pontife romain vient à mourir pendant la célébration d'un concile œcuménique tenu soit à Rome, soit en quelque autre lieu du monde, l'élection du nouveau Pape devra toujours être faite de la manière ci-dessus indiquée, exclusivement par le seul collège des cardinaux de la S. E. R., et le concile lui-même, suivant la règle ci-dessus prescrite, devra aussitôt après avoir reçu la nouvelle certaine de la mort du Pape, être considéré comme suspendu de plein droit, jusqu'à ce que le nouveau Pape, canoniquement élu, ait ordonné la reprise et la continuation de ses travaux.

Que les présentes lettres soient à présent et toujours valides, en vigueur et efficaces; qu'elles obtiennent et produisent leur plein et entier effet, et qu'en aucun temps, sur aucun chef, pour aucune cause, pour aucun vice de surprise, de violence ou de nullité, pour aucune insuffisance d'intention de notre part, pour aucun autre défaut substantiel, imprévu ou impossible à prévoir, et requérant une mention spéciale et particulière, en vertu d'aucune décision, d'aucun droit établi, sous quelque prétexte, raison ou cause que ce soit, qui devrait être nécessairement exprimé pour l'effet de la validité des choses susdites; qu'elles ne puissent être relevées, attaquées, réfutées, invalidées, rétractées, légalement révoquées ou mises en discussion; qu'elles ne tombent sous le coup d'aucune révocation, limitation, modification, dérogation, de quelque teneur et sous quelque forme qu'elles soient déjà rendues ou concédées ou devant être concédées ou rendues pour l'avenir, quand bien même il s'y trouverait des clauses ou décrets dans lesquels il serait fait mention spéciale de ces lettres et de leur teneur, mais pour toujours et en tous temps.

Annulant en ce point, autant qu'il en est besoin, la Constitution apostolique d'Alexandre II, notre prédécesseur d'heureuse mémoire, portée dans le concile de Latran et qui commence par ces mots : *Licet de vitanda*, ainsi que toutes autres constitutions apostoliques, spéciales ou générales, même portées dans des conciles généraux, encore qu'elles soient incluses dans le *Corpus juris*, quelles qu'en soient la teneur et la forme, et quelques clauses dérogatoires aux dérogations efficaces et insolites qu'elles renferment, nonobstant tous décrets d'invalidation ou autres généraux ou particuliers portés soit *motu proprio*, soit en consistoire, lesquels tous et chacun d'eux, autant qu'il est besoin et dans la teneur de tous, comme si elles étaient reproduites et exprimées, dans la seule partie qui est contraire aux présentes, lesdites Constitutions subsistant d'ailleurs en leur force,

pour l'effet le plus énergique de tous et de chacun des points exprimés ci-dessus. Pour cette fois unique nous y dérogeons dans le sens le plus large, le plus complet et le plus suffisant, non moins que spécialement et expressément, et dans leur série successive, ainsi qu'à toutes autres quelconques qui seraient contraires.

Qu'il ne soit donc permis à nulle personne au monde d'infirmier cette page de notre déclaration, disposition, statut, décret, dérogation et volonté, et de les enfreindre par une audace téméraire. Si quelqu'un osait se porter à cet attentat, qu'il sache qu'il encourra l'indignation de Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres.

Donné à Rome, près saint Pierre, l'an de l'Incarnation de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-neuf, la veille des noces de décembre, de notre pontificat le vingt-quatrième.

Signé : Card. MATTEI, pro-dataire.

Card. PARACCIANI CLARELLI.

Saint-Siège. — ALLOCUTION DU PAPE POUR INAUGURER LE CONCILE
ADRESSÉE AUX EVÊQUES DE L'UNIVERS CATHOLIQUE RÉUNIS DANS
CE CONCILE LE 8 DÉCEMBRE 1869.

Vénérables frères, l'objet de tous nos vœux et de toutes nos prières auprès de Dieu, la célébration du Concile œcuménique convoqué par nous, une singulière et insigne grâce du même Dieu nous l'accorde à notre grande joie. Aussi notre cœur se réjouit dans le Seigneur et est rempli d'une indicible consolation, à cause du bonheur que nous avons de vous contempler en plus grand nombre encore qu'auparavant et de jouir de votre présence en ce jour placé sous les auspices de l'Immaculée-Conception de la vierge Marie, mère de Dieu, dans cette forteresse de la religion catholique, vous qui avez été appelés à partager notre sollicitude.

Vous êtes ici maintenant réunis au nom du Christ, vénérables frères, pour rendre avec nous témoignage au verbe de Dieu, le témoignage de Jésus-Christ, pour enseigner avec nous, sous la conduite de l'Esprit-Saint, les oppositions qui se couvrent du faux nom de science.

Plus que jamais, dans ce temps surtout où la terre gémit et s'abîme à cause des vices de ses habitants, le zèle de la gloire divine et le salut du troupeau du Seigneur nous demandent d'entourer Sion de notre amour, de l'embrasser, de raconter ce qui se passe dans ses murailles et de revêtir nos cœurs de sa puissance.

Vous voyez, en effet, vénérables frères, avec quelle impétuosité l'antique ennemi du genre humain a donné l'assaut et le donne encore à la maison de Dieu, à laquelle appartient la sainteté. C'est lui

l'instigateur de cette vaste conjuration des impies qui, redoutable par son union, forte par ses richesses, puissante par ses institutions, se couvrant du masque de la liberté du mal, ne cesse de faire une guerre acharnée et scélérate à la sainte Église du Christ. Vous n'ignorez point de quelle espèce est cette guerre, quels sont sa force, ses armes, ses progrès, ses desseins. Vous avez continuellement devant les yeux la perversion et la confusion des saines doctrines sur lesquelles reposent les affaires humaines, dans quelque ordre que ce soit, le bouleversement lamentable de tout droit, les artifices multipliés de la corruption et des audacieux mensonges employés pour briser les liens salutaires de la justice, de l'honnêteté et de l'autorité, pour fomentier les passions les plus détestables, arracher du fond des âmes les racines de la foi chrétienne. L'attaque est poussée à un tel point qu'il y aurait lieu de redouter pour notre époque la destruction de l'Église de Dieu, s'il était au pouvoir des machinations des hommes de l'anéantir. « Mais rien n'est plus puissant que l'Église, disait saint Jean-Chrysostôme; l'Église est plus forte que le ciel même. Le ciel et la terre passeront, mais mes paroles ne passeront pas. Quelles paroles? Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle. »

Bien que la cité du Seigneur des vertus, la cité de notre Dieu repose sur un fondement inébranlable, comme nous connaissons et comme nous déplorons du fond du cœur la multitude des maux et la ruine des âmes, affreux fléau que nous serions prêt à conjurer au prix de notre sang, nous qui, remplissant sur la terre le rôle de vicaire du pasteur éternel, devons être dévoré plus que les autres du zèle de la maison de Dieu, nous sommes entré résolument dans la voie qui nous paraissait la plus utile et la plus propre à réparer les pertes de l'Église.

Nous avons souvent pensé à ce mot d'Isaïe :

« Prends conseil, réunis une assemblée; » nous nous sommes rappelé que ce remède a été employé avec succès par nos prédécesseurs dans les conjonctures les plus graves où s'est trouvée la chrétienté, et après avoir prié longtemps, après avoir pris conseil auprès de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine, après avoir aussi sollicité l'avis de plusieurs évêques, nous avons jugé à propos de vous convoquer près de cette chaire de Pierre, vous, vénérables frères, qui êtes le sel de la terre, les gardiens et les pasteurs du troupeau du Seigneur; et aujourd'hui, grâce à la bonté divine, qui a dissipé tant d'obstacles, nous célébrons, selon les usages solennels de nos ancêtres, l'ouverture de cette sainte assemblée. Les sentiments d'amour remplissent notre cœur avec tant d'abondance, qu'il nous est impossible, vénérables frères, d'en arrêter l'effusion.

Car il nous semble voir présents en vous tous, nos très-chers fils, la famille tout entière du monde catholique. Nous pensons à tant de témoignage d'amour, à tant d'œuvres d'un zèle ardent, par lesquels ils ont prouvé et continuent de prouver admirablement, sous votre impulsion, sous votre direction et à votre exemple, leur piété et leur respect envers nous et ce Saint-Siège apostolique; et, à cette pensée, nous ne pouvons pas, en manifestant solennellement et publiquement devant votre vaste assemblée nos sentiments de gratitude pour tous ces enfants, ne pas demander instamment à Dieu que cette preuve de leur foi, beaucoup plus précieuse que l'or, trouve louange, gloire et honneur à l'avènement glorieux de Jésus-Christ.

Nous pensons aussi à la misérable condition de tant d'hommes trompés, qui errent loin du chemin de la vérité et de la justice, et par conséquent du vrai bonheur, et nous désirons profondément venir à leur aide pour leur salut, nous rappelant notre divin rédempteur et maître Jésus-Christ qui est venu chercher et sauver ce qui avait péri. Nous jetons en outre les yeux sur ce trophée du prince des apôtres, auprès duquel nous siégeons, sur cette noble ville de Rome qui, grâce à la faveur divine, n'est pas devenue la proie des dévastateurs, sur ce peuple romain qui nous est si cher et qui nous entoure de son amour constant, de sa fidélité, de son obéissance, et nous nous sentons pressé d'exalter la bonté de Dieu, qui a voulu faire grandir de plus en plus et confirmer en nous dans ces temps l'espérance de son divin secours.

Nous vous embrassons particulièrement dans notre pensée, vous, vénérables frères, à la sollicitude, au zèle, à la concorde desquels, nous le comprenons, est aujourd'hui confié le soin de procurer la gloire de Dieu; nous connaissons le zèle ardent que vous avez apporté à accomplir votre devoir, et surtout votre remarquable et étroite union avec nous et ce siège apostolique, union qui a toujours été maintenue dans nos plus grandes tribulations, et qui est particulièrement aujourd'hui ce qui peut nous être le plus agréable et ce qui est le plus utile à l'Église; et nous nous réjouissons si grandement dans le Seigneur de vous voir si bien disposés que nous sommes porté à concevoir la solide et certaine espérance que de votre réunion synodale sortiront des fruits abondants et surtout désirables. Comme jamais peut-être guerre plus acharnée et plus féconde en ruses ne s'est élevée contre le royaume du Christ, de même en aucun temps ne fut plus nécessaire l'union des prêtres du Seigneur avec le Pasteur suprême du troupeau, union d'où ressort une admirable force dans l'Église; et cette union, par une grâce particulière de la divine Providence, et votre vertu éprouvée, s'est manifestée avec un tel éclat,

qu'elle est et sera de plus en plus, nous en avons la confiance, admirée du monde, des anges et des hommes.

Courage donc, vénérables frères, affermissez-vous dans le Seigneur : alors, sanctifiés dans la vérité, revêtus des armes de la lumière, enseignez avec nous la voie, la vérité et la vie vers lesquelles le genre humain, agité par tant de calamités, ne peut pas ne pas soupirer ; donnez avec nous vos soins pour que la paix puisse être rendue aux royaumes, la foi aux barbares, la tranquillité aux monastères, l'ordre à l'Eglise, la discipline au clergé, et que le peuple devienne agréable à Dieu. Dieu se tient dans son sanctuaire, il assiste à nos conseils et à nos actes, il nous a choisis comme ministres et auxiliaires dans cette œuvre excellente de sa miséricorde, et il faut que nous appliquions à ce ministère, de telle sorte que nous lui consacrons exclusivement, en ce temps, nos esprits, nos cœurs et nos forces.

Mais ayant conscience de notre infimité, nous déliant de nos forces, nous élevons avec confiance nos regards vers vous, et nous vous adressons nos prières, Esprit-Saint, vous qui êtes la source de la lumière véritable et de la sagesse divine ; versez la lumière de votre grâce en nos esprits, afin que nous voyions ce qui est juste, ce qui est salutaire, ce qui est le meilleur. Dirigez, échauffez, inspirez nos cœurs, afin que les actes du concile soient régulièrement commencés, heureusement poursuivis et salutairement terminés.

Pour vous, Mère du pur amour, de l'intelligence, de la sainte espérance, Reine et protectrice de l'Eglise, prenez nos délibérations, nos travaux sous votre tutelle et votre sollicitude maternelle, et obtenez de Dieu par vos prières que nous demeurions toujours dans un seul esprit et dans un même cœur.

Vous aussi, donnez votre assistance à nos vieux, anges et archanges, et vous, bienheureux Pierre, prince des apôtres, et vous, son collègue dans l'apostolat, Paul, docteur des nations, qui avez prêché la vérité dans tout l'univers, et vous tous saints habitants des cieux, surtout ceux dont nous vénérons ici les reliques, obtenez par vos prières toutes-puissantes que tous, remplissant fidèlement notre ministère, nous obtenions en ce temple la miséricorde de Dieu à qui l'honneur et la gloire appartiennent dans tous les siècles des siècles.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU PRINCE
DE MONTÉNÉGRO NICOLAS I, A CETTINGE.**

Vienne, le 11 décembre 1869.

Mon Prince, M. votre beau-frère, dont j'ai été charmé de faire la

connaissance à cette occasion, m'a remis les deux lettres que V. A. a bien voulu m'adresser en date du 15-27 novembre dernier.

Je me suis empressé de les placer sous les yeux de S. M. I. et R. A., qui en a pris connaissance avec le plus grand intérêt.

S. M. a daigné me charger d'informer V. A. que les sentiments dont elle s'est plu à me transmettre nouvellement l'expression, et les assurances qu'elle m'a fait parvenir, lui ont causé une vive satisfaction.

Ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de le faire connaître à V. A. par mon télégramme d'Athènes, la loyauté de l'attitude gardée par elle en face des malheureuses complications qui ont surgi dans le district de Cattaro, est hautement appréciée par l'Empereur et Roi, et S. M. ne met point en doute que cette attitude se maintiendra invariablement jusqu'au moment, que mon Auguste Souverain hâte de tous ses vœux, où une pacification durable viendra mettre un terme à cette crise si douloureuse pour son cœur paternel.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BEUST.

**Autriche-Hongrie. — DISCOURS DE L'EMPEREUR A L'OUVERTURE
DU REICHSRATH, LE 43 DÉCEMBRE 1869.**

Honorés membres des deux Chambres du Reichsrath, en vous convoquant une fois de plus autour de moi, je vous souhaite une cordiale bienvenue : ce que je fais avec cette satisfaction que me donne la contemplation rétrospective de tout ce que votre zèle patriotique a accompli dans le cours de la session écoulée, et avec cette confiance à laquelle votre patriotisme vous a acquis un droit légitime.

Ils sont indéniables les progrès et le développement que l'empire confie à ma garde par la Providence a réalisés dans tous les sens sur la base des institutions constitutionnelles. Mais, quelque juste hommage que la clairvoyance de l'homme d'État doive rendre à l'importance de ce développement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et bien que cet hommage soit de nature à fortifier notre courage et notre confiance en vue de l'accomplissement d'une grande mission, n'oublions pas que grandes aussi sont les tâches qu'il nous reste encore à remplir.

L'exécution de la loi militaire a, dans une partie de l'empire, rencontré, de la part de la population une résistance armée. Cette résistance nous a mis dans la nécessité de recourir à des mesures exceptionnelles, au sujet desquelles mon Gouvernement vous présentera des propositions conformément aux usages constitutionnels. Je déplore profondément l'égarement qui a donné naissance à cet état de choses, et, tout en espérant qu'il y sera mis prochainement un

terme, j'ai chargé mon Gouvernement d'atténuer, dans toute la limite du possible, les conséquences pénibles de ces événements, aussitôt que l'état légal aura été rétabli.

Vous aurez maintes fois l'occasion d'élargir et d'étendre l'œuvre législative. Vous aurez notamment à délibérer sur une série de projets de lois relatifs aux branches les plus importantes de la législation et de l'administration, dont une partie vous ont été présentés lors de la dernière session, et dont les autres vous seront soumis ces jours-ci. Ces projets sont inspirés par ce même esprit de progrès, de modération et de sollicitude pour les intérêts particuliers comme pour les besoins économiques de l'empire, qui, jusqu'à ce jour, a guidé vos pas dans la voie de la législation.

Mais il ne s'agit pas seulement de s'occuper de cette œuvre créatrice. Il faut encore chercher à acquérir à ses principes, dans la constitution elle-même, cette sanction générale et effective qui, à mon vif regret, leur manque encore à plus d'un égard.

Si l'expérience a indiqué la nécessité de certaines modifications à introduire dans la constitution, la voie nous est tracée par la constitution elle-même. La plupart des assemblées de mes royaumes et de mes États se sont occupées sérieusement des questions qui ont trait à l'élection du Reichsrath.

Mon Gouvernement fera ultérieurement une communication au Reichsrath à ce sujet, et le mettra en état de prendre les décisions répondant à sa compétence. Aussitôt qu'on aura réalisé l'accord désirable dans cette importante question, on pourra aborder avec d'autant plus de confiance la solution des autres.

Mais s'il est donné à la forme de la constitution le champ le plus libre au point de vue des idées et des vœux qui doivent présider à son développement, cette même constitution, dans plus d'une partie de l'empire, a des limites rigoureuses qu'elle ne doit pas dépasser. Ce n'est pas sans prendre soigneusement en considération la situation particulière et les vœux légitimes des royaumes et des pays de la monarchie qui aspirent à une certaine autonomie que la constitution a été faite.

J'espère que l'idée d'assigner à ces aspirations des limites plus étroites que le comportent le prestige et la puissance de l'empire à l'intérieur et à l'extérieur, ne fera pas échoir au désir général d'entente. D'autre part, je ne redoute pas non plus que le même résultat puisse se produire par l'idée d'élargir outre mesure cette autonomie, aux dépens et aux risques et périls de la monarchie.

Je suis certain que tous mes peuples s'unissent à moi dans la conviction que la gloire d'un passé plein d'honneur ne peut être renou-

velée que par la perception claire de la situation présente. Méconnaître cette situation, ce serait s'exposer à assombrir cette gloire.

Ici, je puise ma confiance et mon espoir dans les sentiments patriotiques auxquels, de même que mes ancêtres, je n'ai jamais fait un vain appel. Je les puise dans la considération que ces sentiments qui maintiennent sincèrement et loyalement la prospérité de l'empire, comme la condition du véritable intérêt des royaumes et des pays de la monarchie, doivent amener et amèneront certainement l'accord contre toutes les tendances récalcitrantes.

C'est avec joie que je saluerai ce résultat si mon espoir se réalise, et si mes intentions, qui ne s'inspirent que de l'amour le plus sincère pour tous mes peuples, sont secondées par le sentiment de leur propre intérêt et du devoir qu'ils ont à accomplir pour assurer la prospérité et la gloire de l'empire.

Honorés messieurs, ç'a été une joie pour moi de vous saluer au retour d'un long voyage que j'ai entrepris récemment dans des pays avec lesquels, nous surtout, nous sommes appelés à entretenir des relations actives et toujours croissantes. Je dis avec satisfaction que j'ai rencontré partout de chaleureuses sympathies pour notre patrie et pour son avenir.

Une œuvre qui honore le génie et la persévérance de son fondateur, et à l'inauguration de laquelle j'ai pris part, promet, par son achèvement, à notre commerce et à notre industrie, un terrain nouveau pour cette activité progressive et créatrice que je recommande à votre sollicitude d'encourager.

C'est là une tâche à laquelle tous ceux qui y sont conviés peuvent s'adonner, d'autant plus librement que la situation pacifique à l'extérieur nous y engage d'une façon non équivoque, et que nos relations de tous côtés, même là où des symptômes menaçants avaient pu passagèrement se produire, ont pris une tournure amicale et rassurante.

Sous les auspices de cette situation satisfaisante, j'envisage l'avenir d'un cœur ferme, et j'espère, honorés messieurs, que la même confiance vous animera également dans vos travaux et vous conduire heureusement au but. »

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AUX MISSIONS IMPÉRIALES

Vienne, le 13 décembre 1869

Notre Consul général en Égypte vient de me mander par le télégraphe que le Khédive s'est décidé à accepter, sans réserve, le firman explicatif dont Server Effendi a été porteur et à promulguer solennellement cet acte Impérial. Le Consul ajoute que cet important résultat serait dû surtout à l'intervention amicale du cabinet I. et R.

Quelle que puisse être la valeur qu'il convient d'attacher à cette appréciation, nous pouvons nous rendre le témoignage d'avoir énergiquement soutenu les efforts tentés par les autres Gouvernements en vue d'amener une solution pacifique du différend turco égyptien et que l'action exercée par nous dans ce but s'est renforcée de toute l'autorité que lui prêtait la présence de notre Auguste Maître.

Nous avons lieu de nous applaudir, au surplus, de ce que la Porte, se ralliant à notre manière de voir, se soit contentée de fixer dans le firman les points sur lesquels elle avait à insister et qu'elle ait évité de donner à sa démarche un caractère comminatoire.

Les points litigieux entre le Sultan et le Khédivé étant ainsi résolus de commun accord, il est permis d'espérer que l'Europe ne verra plus le repos de l'Orient compromis de ce côté.

Quant à nous, nous aurons soin de concourir à assurer l'exécution des dispositions qui viennent d'être adoptées, en empêchant, autant que cela dépendra de nous, tout ce qui tendrait à y porter atteinte, et nous aimons à croire que les autres Puissances n'hésiteront pas à suivre la même ligne de conduite.

Veuillez, M., régler Votre langage, dans l'occasion, sur les observations qui précèdent et recevoir, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 16 décembre 1869.

Dans un entretien que j'ai eu hier avec le baron d'Uxkull, ce chargé d'affaires m'a fait pressentir que les difficultés pendantes entre la Sublime Porte et le Monténégro au sujet de la possession des pâturages de Veli et Malo-Brdo, difficultés qui exciteraient la plus vive irritation dans le pays, pourraient bien forcer le Prince à faire appel aux armes pour soutenir ce que les habitants de la Montagne-Noire croient être leur bon droit. V. Exc. n'ignore pas que nos propres rapports consulaires viennent à l'appui de cette information.

En présence de cet état de choses, nous considérons comme un devoir de loyauté de fournir à la Sublime Porte, au sujet de la tournure que prendront probablement les affaires de Cattaro dans un prochain avenir, des renseignements qui pourront exercer de l'influence sur ses détermination vis-à-vis du Monténégro.

Nos autorités militaires se disposent à rouvrir la campagne dans le district insurgé; mais les opérations ne pourront pas commencer d'ici à quelque temps. En attendant, le Gouvernement I. et R. se préoccupe sérieusement des moyens de terminer les complications à l'amia-

ble, et nous avons tout lieu d'espérer qu'une prompte pacification nous dispensera de faire un nouvel appel à la force.

Pendant la durée de la lutte, V. Exc. le sait, nous avons toujours eu à cœur d'éviter soigneusement tout ce qui eût pu amener un conflit entre nous et le Monténégro, et cette attitude nous a été facilitée par la conduite du Prince Nicolas qui, de son côté, n'a rien négligé pour marquer sa complète abstention et pour ne pas laisser le moindre doute sur sa détermination de conserver ses bons rapports avec le Gouvernement I. et R. Il est vrai que ce zèle à réfréner les passions de son peuple, impatient de prendre fait et cause pour les rebelles de Cattaro, doit le mettre dans la nécessité d'ouvrir d'un autre côté, pour ainsi dire, une soupape à l'humeur belliqueuse des Monténégrins. Il lui serait surtout impossible de les contenir, lors même qu'il le voudrait, s'ils pouvaient croire leurs intérêts menacés ou atteints par le Gouvernement ottoman, et il saisirait même, sans doute, avec empressement, l'occasion qui lui serait ainsi offerte de défendre par les armes des droits plus ou moins réels et d'engager une guerre qui a tant de prestige aux yeux de ces populations.

Aussi nos relations amicales avec le Gouvernement du Sultan nous font-elles un devoir de lui conseiller de suivre une ligne de conduite analogue à celle que nous avons choisie en usant de la plus grande modération à l'égard du Monténégro. Mieux vaut, selon nous, pour la Sublime Porte de sacrifier au besoin telles prétentions sujettes à controverses, que de jouer le jeu de ses adversaires en fournissant un prétexte aux habitants de la Montagne pour une prise d'armes où l'appui d'autres ennemis de la Turquie ne leur ferait sans doute pas défaut.

Nous pensons donc que les conseillers de S. M. le Sultan feront bien de se demander s'il ne serait pas possible à la Sublime Porte, sans déroger à sa dignité, de donner aux prétentions des monténégrins, concernant les deux terrains en litige, une satisfaction qui ne leur permit point de prendre, avec quelque apparence de raison, le rôle de la partie lésée. Le Gouvernement ottoman empêcherait ainsi que l'on ne pût faire passer ces montagnards pour victimes de la supériorité de leur puissant voisin.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 17 décembre 1869.

Notre agent à Bucharest nous annonce que le Gouvernement princier a résolu de notifier prochainement aux Cours signataires du traité de 1856 sa détermination de substituer à la dénomination de

Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie celle de *Principauté de Roumanie*, introduite dès 1861 dans la législation intérieure du pays, et d'adopter pour le Prince le titre de *Prince de Roumanie*. M. de Zulauf ajoute qu'à en juger par le langage de ses collègues, notamment de celui d'Angleterre, on est fondé à croire que ce projet ne rencontrera aucun obstacle de la part de leurs Gouvernements respectifs.

Dans ces circonstances, la Sublime Porte comprendra que nous ne jugions pas convenable de prendre isolément une attitude négative en face d'une démarche prévue depuis longtemps.

Les esprits à Bucharest répugnent si vivement à l'emploi de l'ancienne désignation que notre persistance à la maintenir y serait ressentie comme une offense à l'amour-propre national et ne manquerait pas de jeter plus que de la froideur dans nos relations avec un pays voisin que tout nous conseille de maintenir dans de bonnes dispositions.

Nous avons dû nous dire aussi qu'en nous séparant des autres Puissances à ce propos, nous ne changerions rien au cours des choses et ne ferions que nous exposer à tous les inconvénients qu'entraîne une raideur excessive et insoutenable à la longue dans des questions secondaires. Nous soulèverions de profondes rancunes, sans recueillir le moindre bénéfice d'une ténacité qui, un jour ou l'autre, devrait pourtant finir par céder.

En considérant l'innovation en elle-même, il nous paraîtrait bien difficile, d'ailleurs, de faire valoir contre l'admission du nom de *Roumanie* des arguments qui ne fussent pas également applicable à celui de Serbie, adopté cependant depuis longtemps par toutes les Puissances. Virtuellement, cette concession n'ajoutera rien aux décisions européennes qui, à partir de l'acte d'Union de 1861, ont déjà reconnu la constitution militaire des Principautés.

Telles sont les considérations qui nous décident à seconder les vœux du Gouvernement du Prince Charles dans la question dont il s'agit. V. Ex. voudra bien en entretenir confidentiellement le Grand-Vizir et recommander au Gouvernement de S. M. le Sultan de ne pas se montrer à cet égard plus difficile que nous-mêmes.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU CHEVALIER ZULAUF DE POTTENBURG A BUCHAREST.

Vienne, le 21 décembre 1869.

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de votre rapport du 9 courant, par lequel Vous m'informez de l'ouverture confidentielle

qui Vous a été faite par M. Cogolniceano, ainsi qu'aux Représentants de France et de Grande-Bretagne, au sujet du nouveau titre que S. A. le Prince Charles a résolu d'adopter.

Si l'emploi de la nouvelle dénomination dans les actes intérieurs du pays nous avait déjà, en quelque sorte, préparés à cette démarche, nous ne saurions qu'approuver la détermination prise par le Gouvernement princier de saisir la Sublime Porte, ainsi que les autres Puissances signataires du traité de 1856 et des transactions subséquentes qui ont réglé la condition politique des Principautés, d'une proposition formelle, tendant à ce qu'il soit pris acte officiellement de la dénomination que le Prince et le pays désirent voir s'appliquer à l'avenir dans les actes internationaux. Cette voie nous a toujours paru la seule propre à introduire dans le droit public européen la désignation conforme au vœu national.

Pour notre compte, reconnaissant la valeur des motifs que le Gouvernement princier peut invoquer en faveur de sa récente détermination, nous ne comptons y élever aucune objection et nous croyons pouvoir exprimer l'espoir que les autres Cabinets, auxquels nous venons d'adresser une communication dans ce sens, s'associeront à notre manière de voir.

Il m'a, en même temps, paru utile dans l'intérêt de la chose, d'exposer à la Porte les raisons qui nous semblent devoir l'engager à se prêter au désir du Gouvernement de Bucharest et de les recommander à son appréciation. J'espère que S. A. le Prince Charles et ses conseillers verront dans notre attitude, ainsi que dans les démarches que nous venons de faire, une nouvelle preuve de l'intérêt que nous attachons au maintien et à la consolidation des bonnes relations entre les deux pays.

Je vous prie, M. le Chevalier, de porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement princier et de recevoir, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 23 décembre 1869.

Ayant donné lecture à lord Clarendon de la dépêche au baron de Prokesch qui traite de la question du titre de « *prince de Roumanie*, » le ministre m'a dit qu'il n'attachait pas grande importance à ce changement de titre et que, selon lui, la Porte devrait faire de même. Cependant, me dit-il, il ne serait ni convenable ni courtois de reconnaître cette innovation sans en avoir informé préalablement la Puissance suzeraine, et il espère que le prince Charles commencera par

notifier ses intentions à la Porte, avant même de les communiquer officiellement aux autres Puissances.

Lord Clarendon reconnaît au reste que cette question, qui n'a qu'un minime intérêt pour l'Angleterre, en a davantage pour nous, à cause de nos nombreuses relations de voisinage avec la Roumanie et l'intérêt que nous avons à vivre sur un bon pied avec elle et à l'obliger.

Le principal secrétaire d'État a évité cependant de me répondre d'une manière catégorique, lorsque je lui ai demandé ce qu'il comptait faire pour le cas où le Gouvernement ottoman protesterait contre le nouveau titre et refuserait de le reconnaître. Il me paraissait prudent, lui dis-je, de prévoir cecas et de convenir d'avance d'une marche identique. Sans admettre précisément que la décision du Sultan servirait de base à celle du Gouvernement britannique, S. S. me répondit que le parti qu'il prendrait jusqu'à un certain point des termes et des arguments dont la Porte se servirait pour motiver sa détermination, et qu'il ne saurait, pour le moment, s'expliquer nettement à ce sujet.

Agréez, etc.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE TRAUTMANSDORFF A ROME.

Vienne, le 26 decembre 1869.

Votre envoi du 18 courant m'offre une occasion désirée d'assurer V. Exc. du vif intérêt avec lequel j'ai lu vos rapports sur les affaires du Concile et pour vous offrir ma reconnaissance pour les représentations et les précieuses informations que vous nous faites parvenir dans ces affaires. Je prie V. Exc. de continuer à suivre avec la même attention la marche des discussions et la formation des partis dans le sein de la sainte assemblée. Pour remplir cette mission vous aurez besoin de vos relations personnelles avec les membres distingués de votre épiscopat ou avec les prélats étrangers.

Si je tiens grand compte, à ce point de vue des relations entretenues par V. Exc. je vois surtout avec plaisir comme un heureux symptôme ce que vous me dites de vos rapports avec les évêques de notre monarchie et sur leur attitude vis-à-vis du Gouvernement et de vous-même. Cependant, aller au delà de ces rapports, se charger de soutenir formellement leur ligne de conduite dans le Concile serait, comme V. Exc. le fait remarquer avec un tact parfait, aller plus loin que le Gouvernement ne peut le désirer.

Je prie donc V. Exc. de vouloir bien pour le moment et à l'avenir, s'en tenir aux instructions qui lui ont été données.

Quant à la position du partis dans le Concile même, il s'agira surtout, d'après les rapports de V. Exc., de voir quelle influence la minorité pourra acquérir en face de la majorité strictement romaine. Je n'examinerai pas si cette influence pourra, comme V. Exc. l'indique, être assez puissante, pour contraindre la majorité, afin d'éviter des résolutions *per majora*, de mettre dans sa tenue assez de modération pour que la minorité puisse se rattacher à elle. Je ne méconnaiss point le poids de la remarque qui, d'après l'opinion de V. Exc., pourrait engager la majorité à faire quelques concessions dans l'intérêt de l'unité de l'Eglise. Il me semble pourtant d'un côté, que la nature de quelques-unes des questions dont le Concile aura à s'occuper, comme, par exemple, l'infailibilité du Saint-Père, puisse se prêter à un compromis de ce genre ; d'un autre côté, les préparatifs qui ont eu lieu jusqu'à ce jour, comme la nomination des 26 membres de la commission d'examen et le manque d'élection pour le choix de la congrégation *de fide*, ne permettent guère de conclure que la majorité si compacte aura cette indulgence vis-à-vis d'une minorité qui ne semble pas avoir cherché à s'unir dans son programme.

Il serait pour moi très-désirable que V. Exc. voulût bien me faire parvenir quelques indications sur la manière dont, à votre avis, on procédera dans quelques questions pratiques pour arriver à des résolutions communes, les opinions des Pères étant diamétralement opposées.

Je serai aussi reconnaissant à V. Exc. si elle peut répondre à cette question à savoir si les décrets du Concile devront être portés à l'unanimité, puisque, comme il semble ressortir de votre rapport, la majorité ne suffira pas.

Mais dans tous les cas cette attitude, si digne, de la minorité n'aura de valeur que, si, ne se contentant pas seulement de montrer la bonne volonté de la modération aux Gouvernements et aux populations, elle se réunit dans la résolution d'empêcher les décrets dangereux du Concile et en cas de défaite elle ne cherche à s'attirer le respect par une manifestation bien décidée.

Si cela n'a pas lieu, cette opposition sera peu utile aux opinions qu'elle représente et marquera le but d'une réaction salutaire sur le jugement des Gouvernements et des populations.

Je ne puis assez recommander à V. Exc. de faire valoir cette dernière considération dans les entretiens que vous aurez.

Recevez, etc.

Signé: BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE CHOTEK
A SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 2 janvier 1870

Dans un entretien que j'ai eu récemment avec lui, le Chargé d'affaires de Russie m'avait signalé la possibilité d'un conflit entre le Monténégro et la Porte au sujet de certains droits de pâturage réclamés par les habitants de la Montagne-Noire sur des territoires appartenant à la Turquie. Nos propres rapports d'Orient nous avaient déjà fait entrevoir ce danger. Nous avons craint que le Gouvernement ottoman ne se sentit moins disposé à éviter une querelle avec le Monténégro dans un moment où les préoccupations de ce petit pays étaient dirigées du côté de Cattaro.

J'ai donc jugé nécessaire de rappeler à la Porte que le Prince Nicolas, durant ces derniers troubles, s'était appliqué à ne nous donner aucun sujet de plainte et que, de notre côté, nous étions déterminés à ne rien entreprendre contre lui.

J'ai ajouté que, sans renoncer à l'emploi de la force contre les insurgés, si la nécessité s'en faisait sentir encore, nous cherchions à les ramener à la soumission dans les voies de la douceur. La situation des choses en Dalmatie ne nous paraissait donc pas de nature à rendre moins grave pour la Turquie l'éventualité d'une rupture avec le Monténégro, tandis que le Prince Nicolas serait peut-être bien aise de dédommager ses sujets de la contrainte qu'il leur avait imposée vis-à-vis de l'Autriche, en les mettant aux prises avec les Turques. Ces motifs nous semblaient militer en faveur d'une attitude conciliante du Gouvernement ottoman dans la question des pâturages contestés, d'autant plus que la légitimité des prétentions turques ne nous paraissait point démontrée. C'est dans ce sens que nous avons chargé le baron de Prokesch de s'exprimer à Constantinople. V. Ex. trouvera sous ce pli le texte de la dépêche que j'ai écrite à ce sujet à notre Ambassadeur, et je n'ai pas d'objections à ce que Vous donniez confidentiellement lecture de cette pièce à M. le Chancelier de l'Empire.

En outre, nos Représentants à Paris et à Londres ont été invités à recommander aux Cabinets français et anglais d'appuyer par leurs propres conseils ceux que nous avons fait parvenir à la Porte. Ainsi que V. Ex. le verra par les rapports ci-annexés en copie du Prince de Metternich et du Comte Apponyi, les deux Cabinets se sont montrés prêts à seconder nos efforts, et il y a lieu d'espérer que le Gouvernement du Sultan ne refusera pas d'écouter ces avis. M. le Prince Gortschacoff, à qui V. Ex. pourra donner, à titre confidentiel, con-

naissance des démarches que nous avons faites à cette occasion, aimera sans doute à y reconnaître une nouvelle preuve des sentiments de bienveillance qui pareillement à la Cour Impériale de Russie, nous animent envers le Prince du Monténégro.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Portugal. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CORTÈS,
LE 4 JANVIER 1870.

Dignes Pairs du royaume et messieurs les Députés de la nation portugaise, c'est toujours un moment solennel que celui où s'assemblent les mandataires légitimes de la nation, et c'est toujours avec un nouveau plaisir que je vous salue, dans l'exercice de l'un des actes les plus graves de la royauté constitutionnelle.

Les relations amicales de mon Gouvernement avec les puissances étrangères continuent avec le caractère de la plus parfaite cordialité et avec des preuves non équivoques de respect pour l'honorable indépendance dont cette nation est si justement jalouse.

Dans le court laps de temps de quatre mois et peu de jours écoulés depuis la clôture de la dernière session législative, mon Gouvernement, usant des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du 23 août dernier, a effectué dans diverses branches de l'administration publique les prudentes réformes et justes réductions que conseillent à la fois les besoins et le bien du service. Toutes vous seront soumises.

Avec l'autorisation légale a été émis l'emprunt dont une grande partie a été déjà réalisée. Le reste continue d'être réalisé dans des conditions avantageuses au pays.

Mon Gouvernement vous rendra également compte de l'usage des autres autorisations qui lui ont été accordées. L'ordre public n'a pas été altéré dans la même période, et le pays entier, sachant combien la tranquillité lui est essentielle, se montre empressé de la maintenir, ayant pleine confiance dans les institutions qu'il regarde comme le gage de ses libertés et le garant de son existence.

Bientôt, messieurs, vous serez présentés par mon Gouvernement divers projets importants pour réformer l'administration et l'instruction publique, pour établir une législation générale sur les mines, et soumettre à votre examen et approbation le code forestier et celui des irrigations; pour mettre en harmonie avec le code civil, le code de procédure, doter le clergé convenablement, modifier bien et dûment le code pénal et la législation corrélative sur les points que l'expérience a démontré devoir être promptement réformés; pour améliorer, à l'avantage de l'armée et de la marine, divers services dépendant

du ministère de la guerre et de la marine, ou ayant trait au ministère des colonies ; pour soumettre à votre appréciation éclairée divers actes internationaux tendant à régler des intérêts importants ; enfin hâter résolument la solution désirée de la question financière, à l'aide de nouvelles et décisives dispositions touchant l'organisation des impôts et le large développement du principe de désamortissement. Cette question capitale mérite une juste priorité sur tous les besoins et les vœux du pays, qui voit parfaitement tout son avenir lié à cette solution. Cette question méritera sans nul doute votre examen le plus sérieux, le plus constant et le plus impartial, comme aussi elle provoque le patriotisme sincère et prévoyant des peuples.

Cette question, dûment examinée et péremptoirement élucidée, asseoiera la fortune publique sur les bases les plus solides, cimentées en même temps par l'économie raisonnable et par l'administration régulière, conditions indispensables de la prospérité des États. A l'accomplissement de la mission ardue la plus noble et la plus élevée qui vous incombe aujourd'hui, vous consacrerez tous vos efforts, toutes vos lumières et votre conscience, et j'ai l'assurance qu'en tout, avec le secours divin, vous répondrez à l'attente de la patrie pour son honneur, pour le crédit, l'utilité et la gloire du nom et du peuple portugais.

La session est ouverte.

Chine. — M. BURLINGHAME AU COMTE DE BISMARCK.

Berlin, le 4 janvier 1870.

Excellence, lors de nos entretiens d'hier et d'aujourd'hui j'ai eu l'honneur de développer que le Gouvernement chinois désire non-seulement conclure de nouvelles conventions, mais d'assurer en même temps une exécution juste et équitable aux traités qui existent déjà.

Les conventions en vigueur et l'occasion de les modifier qu'offre la présence des représentants des puissances pacissantes à Pékin suffisent au but que le commerce tend à atteindre. Mais la manière dont elles ont été arrêtées ainsi que les stipulations rigoureuses qu'elles renferment rendent l'exécution de ces conventions difficiles. Sans vouloir mettre ici en question la nature de leur origine ou contester l'obligation de la Chine de les observer, il sera permis de réclamer des puissances occidentales dans l'exécution des Traités une modération qui soit compatible avec l'indépendance de la Chine et les intérêts de la civilisation.

Il est possible que le vœu d'être juste sous ce rapport soit général, mais les opinions à ce sujet sont divergentes. Une des parties estime que, comme les Traités ont pris naissance dans la force, il faut continuer à les appuyer par la pression ; elle croit que l'abandon de ce système serait funeste au progrès. L'autre partie croit au contraire que ce système n'est ni sage ni rationnel ; elle est d'avis que, lors même qu'il répondrait momentanément au but, ce système doit finir par devenir funeste pour les intérêts de ceux qui le préconisent ; qu'il est incompatible avec la souveraineté de la Chine et le droit des gens, qui ne mesure point les droits des nations d'après la force de résistance qu'elles peuvent offrir ou d'après les intérêts de ceux qui n'appartiennent pas à ces nations ; que ce système affaiblit et humilie le Gouvernement chinois par des négociations avec les autorités locales, et qu'il fait dépendre la grande question de la guerre des caprices de ceux dont l'intérêt consiste à faire la guerre.

Il sera à peine nécessaire d'examiner laquelle de ces parties a raison. Il suffit de rappeler avec grande satisfaction à V. Exc. l'action favorable à cette dernière politique de la part des puissances pacisantes qui ont été visitées déjà par la mission. La convention conclue avec les États-Unis reconnaît sur une large base le droit de juridiction de la Chine dans ses propres affaires et accorde un appui essentiel aux Chinois en Californie. Cette dernière concession a fait adopter la forme solennelle d'un Traité avec les États-Unis. Une convention comme loi suprême du pays domine ainsi la législation locale pernicieuse, en ce qui concerne les immigrants chinois.

La correspondance entre lord Clarendon et le soussigné, ainsi que ses instructions qui y répondent, font voir la résolution du Gouvernement de la Grande-Bretagne de maintenir une politique conciliante envers la Chine et de tenir ses agents dans des bornes convenables.

L'accueil cordial de la mission de la part de l'empereur des Français et les vues équitables qui ont été exprimées par lui à cette occasion, ainsi que les déclarations qui ont été faites plus tard dans le même sens par ses ministres, rapprochés des lettres qui ont été adressées directement à l'empereur de Chine par les souverains des Pays-Bas, du Danemark, de la Suède, offrent la garantie du vœu général d'une attitude harmonieuse et conciliante.

La courtoisie plus qu'officielle qui a été manifestée par S. M. le Roi de Prusse à la mission, ainsi que les témoignages réitérés d'amitié que l'ambassade a eu le bonheur de recevoir de S. M. la Reine, resteront non-seulement un souvenir de gratitude pour chaque membre de l'ambassade, mais ils éveilleront en même temps un vif sentiment de reconnaissance dans les cœurs du peuple chinois.

Je crois pouvoir assurer à V. Exc. que le Gouvernement chinois appréciera les sentiments généreux des puissances occidentales, et qu'il y répondra. Nous apprenons, en effet que la même nation, qui est accusée par ses adversaires de réaction, a fait de grandes concessions au profit des nations étrangères.

Le Traité avec la Grande-Bretagne renferme des stipulations en vertu desquelles la convention pouvait être révisée en 1868. Et comme, par la clause concernant les nations les plus favorisées, les concessions accordées à l'une profiteraient à toutes, toutes les nations pacissantes étaient intéressées dans la même mesure que la Grande-Bretagne aux résultats des négociations. Les négociations ont été ouvertes par l'ambassadeur anglais, sir Ruthelow Alcock, avec le concours des représentants des autres nations amies et les plénipotentiaires du Gouvernement chinois.

D'après des télégrammes anglais, ces négociations ont eu pour résultat une modification du droit de transit, l'ouverture de deux nouveaux ports, le droit d'exploiter des houillères, une diminution des droits de douane, le droit de navigation sur des eaux intérieures celui accordé aux étrangers de séjourner dans toutes les parties du pays indistinctement. Voilà une réplique suffisante à ceux qui ont déclaré encore récemment que la Chine exploiterait l'action des puissances occidentales plutôt en sa faveur, pour restreindre les privilèges des étrangers que pour les étendre. Ce résultat favorable n'a été obtenu que lorsque les Chinois eurent reconnu toute l'importance du Traité avec les Etats-Unis ainsi que toutes les suites de l'attitude du Gouvernement anglais, en présence des actes agressifs de quelques-uns de ces nationaux et jusqu'à ce que lord Clarendon eût blâmé énergiquement plusieurs agents anglais, à cause de leur conduite peu justifiée, tant à Yang-Chan que sur divers autres points de l'empire chinois.

Après les déclarations conciliantes d'hier, je ne prétends pas scruter les vues de V. Exc. Je m'empresse de vous remercier au nom de la Chine et de vous prier de vouloir me donner acte (*place them upon record*) de ces déclarations, comme réponse au présent office, afin qu'elles accordent encore plus de confiance à la Chine, en l'encourageant à réaliser de nouveaux progrès.

J'ai, etc.

Signé : BURLINGHAME.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE

(1874)

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

1854.	
Juillet 13. <i>France-Portugal</i> . Convention d'extradition.....	97
1859.	
Août 5. <i>France-Espagne</i> . Convention de poste.....	45
1869.	
Novembre 2. <i>Commission européenne du Danube-Turquie</i> . Arrangement pour le remboursement des avances faites à la Commission par la Turquie.....	5
1870.	
Février 10. <i>France-Bavière</i> . Déclaration pour faciliter par une modération des taxes de transit la transmission, par leurs territoires respectifs, des correspondances télégraphiques.....	12
Mars 22. <i>Belgique-France</i> . Convention relative à l'assistance judiciaire.....	13
Mars 23. <i>France-Espagne</i> . Convention additionnelle à la Convention de poste du 5 août 1859.....	14
Avril 26. <i>France-Allemagne du Nord</i> . Convention pour faciliter la circulation sur le chemin de fer entre Sarreguemines et Sarrebruck.....	25
Avril 26. <i>Italie-Suisse</i> . Articles additionnels à la Convention du 5 octobre 1869, relative à la construction du chemin de fer par le Saint-Gothard.....	30
Avril 30. <i>France-Grande-Bretagne</i> . Convention pour l'échange des mandats de poste.....	34
Mai 11. <i>Belgique-France</i> . Convention pour l'établissement d'un chemin de fer d'Armentières à Ostende.....	33
Mai 12. <i>France-Italie</i> . Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.....	37
Mai 14. <i>Espagne-France</i> . Convention pour régler la jouissance des droits civils et l'exécution réciproque des jugements.....	43

1870.

Mai 18. *France-Russie*. Déclaration relative à la garantie de la propriété des marques de fabrique..... 46

Juin 23. *France-Wurtemberg*. Convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre pays..... 47

Juin 23. *Belgique-France*. Déclaration relative au recèlement..... 49

Juillet 14. *France-Siam*. Article additionnel au Traité d'amitié et de commerce du 15 juillet 1867..... 51

Août 4. *Belgique-France-Grèce-Suisse*. Règlement d'échange des monnaies d'appoint..... 49

Novembre 8. *Commission européenne du Danube*. Règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube..... 54

1871.

Décembre 8-20. *France-Luxembourg*. Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques du département de Meurthe-et-Moselle..... 87

1872.

Avril 20. *Brésil-Danemark-France-Italie-Portugal*. Protocole pour l'annulation de la Convention du 16 mai 1864, relative à la ligne télégraphique entre l'Europe et l'Amérique..... 88

Novembre 1. *France-Russie*. Convention de poste..... 89

Novembre 5. *France-Grande-Bretagne*. Déclaration pour l'époque du départ des travailleurs destinés aux colonies françaises à l'ouest du cap de Bonne-Espérance..... 95

Novembre 8. *France-Italie*. Déclaration concernant les déserteurs de la marine..... 94

Décembre 30. *France-Portugal*. Déclaration pour assurer l'arrestation des criminels..... 96

1873.

Janvier 24. *France-Birmanie*. Traité de commerce..... 400

Février 5. *Belgique-France*. Traité de commerce..... 402

Février 5. *Belgique-France*. Convention de navigation..... 411

Février 24. *France-Grande-Bretagne-Italie-Turquie*. Protocole pour mettre un terme aux abus de la juridiction consulaire dans la province de Tripoli 416

Mars 15. *France-Allemagne*. Convention relative au paiement complet de l'indemnité de guerre et à l'entière évacuation du territoire français.... 417

Avril 17. *France-Allemagne*. Convention additionnelle à la Convention du 15 mars 1873 pour régler les conditions de l'occupation temporaire de Verdun et d'une route d'étapes..... 419

Juillet 16. *France-Italie*. Déclaration explicative de l'article du traité d'extradition du 12 mai 1870..... 420

Juillet 16. *France-Italie*. Déclaration pour faciliter l'audition des témoins appelés d'un pays dans l'autre..... 421

Juillet 22. *France-Grande-Bretagne*. Traité de commerce..... 424

Juillet 23. *Belgique-France*. Traité de commerce..... 423

Août 19. *France-Uruguay*. Arrangement relatif au maintien de la Convention du 8 avril 1836..... 427

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1866.

Mars 5. *France*. M. Benedetti au duc de Grammont, à Vienne. Opinion sur M. de Bismarck. 266

Mars 31. *France*. M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti, à Berlin. Attitude de neutralité dans le conflit entre l'Autriche et la Prusse. 267

Avril 3. *France*. M. Benedetti à M. Drouyn de Lhuys. Politique de M. de Bismarck pour assurer la prépondérance de la Prusse en Allemagne. 267

Juin 3. *Italie*. Le général Govone au général de La Marmora. Négociation avec la Prusse en vue d'un traité contre l'Autriche. 270

Juin 8. *France*. M. de Benedetti à M. Drouyn de Lhuys. L'Allemagne opposée à toute concession territoriale dont le moindre indice réveillerait les appréhensions les plus violentes. 273

1868.

Mars 23. *Allemagne du Nord*. Discours du Roi à l'ouverture du Reichstag. 274

Juin 11. *Turquie*. Aali-Pacha au gouvernement provisoire de Serbie. Assassinat du prince Michel de Serbie. Régularité des élections princières. 275

Juin 13. *Turquie*. Fuad-Pacha aux représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Russie à Constantinople. Assassinat du prince Michel de Serbie. Envoi de la note du 14 juin. 276

Juin 13. *Turquie*. Fuad-Pacha aux représentants de la Porte à Paris, Londres, Vienne, Berlin, Florence et Saint-Petersbourg. La Porte refusera de sanctionner l'élection d'un prince qui n'aura pas originaire de la Serbie 276

1869.

Avril 5. *France*. M. Drouyn de Lhuys à l'Empereur. Incident des chemins de fer franco-belge. L'annexion de la Belgique aboutirait à une coalition formidable contre la France ou à la réunion de la Hollande à l'Allemagne du Nord. 277

Avril 28. *Suisse*. M. Kern au président de la Confédération. Chemin de fer du Saint-Gothard. Utilité dans le traité à conclure de sauvegarder les intérêts militaires de la Suisse au point de vue de la défense de son territoire et du maintien de sa neutralité. 278

Mai 14. *Suisse*. M. Kern au président de la Confédération. Chemin de fer du Saint-Gothard. Éclaircissements donnés à M. Rouher sur les négociations qui ne pourraient s'engager que sur la base de la neutralité de la Suisse. 279

Juin 30. *Espagne*. Manifeste du duc de Madrid à son frère don Alphonse. 281

Juillet 18. *Prusse*. M. de Thile au baron de Werther à Vienne. Incident du chemin de fer franco-belge. Réponse aux plaintes de M. de Beust au sujet de communications par la Prusse de dépêches des cabinets étrangers. 286

Juillet 18. *Saxe-Royale*. Le comte de Friesen au baron de Konnewitz. Ré-

1869

ponse à la dépêche du comte de Beust du 8 juillet. Incident du chemin de fer franco-belge.....	287
Juillet 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Dissentiment entre la Turquie et le Khédive.....	288
Juillet 29. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Werner à Dresde. Réponse à la dépêche du comte de Friesen du 18 juillet. Incident du chemin de fer franco-belge.....	289
Août 4. <i>Prusse</i> . M. de Thile au baron de Werther à Vienne. La paix de Prague n'a apporté aucune restriction au droit de l'Allemagne du Nord de conclure des Traités avec l'Allemagne du Sud; discours de M. de Beust dans la réunion pour les affaires étrangères de la délégation hongroise.....	290
Août 5. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le prince de Metternich au comte de Beust. Tension entre la Porte et le Vice-Roi d'Egypte.....	293
Août 9. <i>Autriche-Hongrie</i> . Discours du comte de Beust dans la Délégation du Reichsrath, au sujet du Livre Rouge.....	293
Août 10. <i>Egypte</i> . Le Khédive à Aali-Pacha. Explications sur son voyage en Europe.....	302
Août 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust aux Missions impériales et royales à Paris, Londres, Florence, Berlin et Saint-Petersbourg. Nouvelle loi organique votée par l'Assemblée de Serbie.....	308
Août 11. <i>Grande-Bretagne</i> . Message de la Reine pour la prorogation du Parlement.....	310
Août 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Griefs de la Turquie contre le Vice-Roi d'Egypte.....	311
Août 15. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust à M. Schwegel à Alexandrie. Conseils à donner au Vice-Roi d'Egypte pour éviter un conflit avec la Porte.....	313
Août 17. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le prince de Metternich au comte de Beust. Nouvelle constitution de la Serbie qu'il semble opportun de communiquer à la Porte.....	314
Août 18. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Münch au comte de Beust. Réponse à la circulaire du 11 août. Constitution serbe.....	315
Août 18. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le chevalier de Vetsera au comte de Beust. Nouvelle constitution serbe.....	315
Août 26. <i>Portugal</i> . Discours du Roi à la clôture des Chambres.....	316
Août 29. <i>Turquie</i> . Aali-Pacha au Khédive d'Egypte. Réponse à sa lettre du 10 août.....	317
Août 31. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Kalnoky au comte de Beust. L'Angleterre adhère aux vues exprimées dans la circulaire du 11 août sur la nouvelle constitution serbe.....	321
Septembre 2. <i>Autriche-Hongrie</i> . M. de Kallay au comte de Beust. Conversation avec le régent de Serbie au sujet de la nouvelle constitution serbe.....	321
Septembre 3. <i>Saxe-Royale</i> . Discours du Roi à l'ouverture des chambres.....	322
Septembre 4. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Walter-Kirchen au comte de Beust. Nouvelle constitution serbe, conversation avec M. Menabrea.....	324

1869

Septembre 4. <i>Mexique</i> . Memorandum de M. Lerdo de Tejada sur le rétablissement des relations officielles avec l'Espagne.....	324
Septembre 5. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople, au sujet de la lettre du 40 août du Khédive à Aali-Pacha.	326
Septembre 6. <i>Roumanie</i> . Discours du prince régnant à l'ouverture des chambres.....	328
Septembre 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Tournure grave que prend le différend turco-égyptien	329
Septembre 14. <i>Roumanie</i> . M. Cogalniceano à l'agent et consul général d'Autriche à Bucharest. Au sujet du règlement sur les bâtiments de guerre dans les ports du Danube.....	332
Septembre 16. <i>Mexique</i> . Discours du président Juárez à l'ouverture du Congrès constitutionnel.....	330
Septembre 19. <i>Pays-Bas</i> . Discours du Roi à l'ouverture des États généraux.....	333
Septembre 23. <i>Bade</i> . Discours du Grand-Duc à l'ouverture des chambres.....	334
Octobre 6. <i>Prusse</i> . Discours du Roi à l'ouverture des chambres prussiennes.....	338
Octobre 9. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust à M. Steege à Bucharest. Réponse à la note de M. Cogalniceano du 14 septembre. Révocation du règlement relatif au port de Galatz.....	340
Octobre 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Visite du Prince Royal de Prusse à Vienne.....	344
Octobre 11. <i>Brésil</i> . Discours de l'Empereur pour la clôture des chambres.....	342
Octobre 23. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust aux missions impériales et royales. Voyage de l'Empereur François-Joseph à Constantinople.....	343
Octobre 23. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Trauttmansdorff à Rome, au sujet de l'ouverture prochaine du Concile.....	344
Novembre 1. <i>Montenegro</i> . Le prince Nicolas au comte de Beust. Attitude en face des affaires de Castaro.....	346
Novembre 2. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le chevalier de Vetsera au comte de Beust. Conversation avec le prince Gortschakoff au sujet du Montenegro.....	346
Novembre 4. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au prince de Montenegro. Réponse au télégramme du 4 ^o novembre. Affaires de Castaro...	347
Novembre 7. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron Orezy aux missions impériales et royales à Paris, Londres, Florence, Berlin et Saint-Petersbourg. Troubles de Castaro, assurances du prince de Monténégro.....	347
Novembre 10. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron Orezy au chevalier de Vetsera à Saint-Petersbourg. Éventualité du passage des troupes autrichiennes à travers les provinces turques pour entrer dans le Monténégro, l'Autriche est décidée à s'abstenir de toute démonstration.....	348
Novembre 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Conversation avec lord Clarendon au sujet du Monténégro.....	349

1869

Novembre 13. <i>Autriche-Hongrie</i> . M. Rehn au comte de Beust. Missive de M. Aubaret, consul de France auprès du prince de Monténégro.....	350
Novembre 14. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron Orezy aux missions impériales et royales à Paris, Londres et Florence. Efforts faits à Constantinople en vue d'une solution satisfaisante du conflit turco-égyptien.....	351
Novembre 16. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le chevalier de Vetsera au comte de Beust. Conversation avec le prince Gortschakoff sur les affaires du Monténégro.....	352
Novembre 18. <i>Italie</i> . Message du Roi pour l'ouverture du Parlement	354
Novembre 27. <i>Roumanie</i> . Discours du Prince régent à l'ouverture des chambres.....	355
Novembre 27. <i>Turquie</i> . Firman du sultan au Kédivé d'Egypte. Emploi des impôts et redevances, les emprunts à conclure soumis à l'autorisation de la Porte.....	363
Décembre 2. <i>Saint-Siège</i> . Allocution du Pape dans la réunion préparatoire au concile tenue à la chapelle sixtine.....	364
Décembre 4. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Message du président Grant au Sénat et à la Chambre des représentants.....	367
Décembre 4. <i>États romains</i> . Constitution promulguée par le Pape concernant l'élection de son successeur, si le Saint-Siège venait à devenir vacant pendant la durée du Concile œcuménique.....	383
Décembre 8. <i>États romains</i> . Allocution du Pape à l'inauguration du Concile œcuménique.....	386
Décembre 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au prince de Montenegro. L'Empereur François-Joseph approuve la loyauté de son attitude dans les complications du Cattaro.....	389
Décembre 13. <i>Autriche-Hongrie</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture du Reichsrath.....	390
Décembre 13. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust aux missions impériales et royales. Acceptation par le Khédivé du firman du 27 novembre.....	392
Décembre 16. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Conseiller à la Porte d'user de modération à l'égard du Montenegro.....	393
Décembre 17. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Sur la substitution à la dénomination de Principautés unies de Moldavie et de Valachie de celle de Principauté de Roumanie.....	395
Décembre 21. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au chevalier Zulauf de Pottenburg à Bucharest. Au sujet du nouveau titre que le gouvernement des Principautés a résolu d'adopter.....	396
Décembre 23. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Lord Clarendon n'attache pas d'importance au changement de titre du prince de Roumanie.....	396
Décembre 26. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Trauttmansdorff à Rome. Concile œcuménique. Rechercher quelle pourra être l'influence de la minorité.....	397

1870.

Janvier 2. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust au comte de Chotek à Saint-Petersbourg. Envoi de sa dépêche du 16 décembre au baron de Prokesch 399

Janvier 4. *Portugal*. Discours du Roi à l'ouverture des Cortès 400

Janvier 4. *Chine*. M. Burlinghame au comte de Bismarck. Bases d'un traité avec la Confédération de l'Allemagne du Nord 401

1872.

Juin 6. *Suisse*. Le docteur Kern au comte de Rémusat. Situation des fils de François naturalisés suisses au point de vue militaire. Proposition d'un *modus vivendi* 476

Septembre 24. *Allemagne-France*. Décision de la Commission franco-allemande de liquidation sur les consignations versées dans les territoires cédés... 216

Novembre 16. *Grande-Bretagne*. Lord Lyons au comte de Rémusat. Envoi du règlement du *Board of trade* en vue de l'adoption d'un système uniforme pour les signaux en mer 240

Décembre 22. *Allemagne-France*. Décision générale pour la liquidation partielle arrêtée par la Commission franco-allemande de liquidation à Strasbourg 202

Décembre 22. *France*. MM. de Clercq, Orsel et Renaudin au comte de Rémusat. Envoi du premier compte de liquidation signé par la Commission franco-allemande de liquidation de Strasbourg 498

1873.

Janvier 3. *France*. Le comte de Rémusat à M. de Geofroy à Pékin. Question de l'admission des représentants étrangers auprès de l'Empereur de Chine. 469

Janvier 27. *Suisse*. Le docteur Kern au comte de Rémusat. Situation des fils de François naturalisés suisses au point de vue du service militaire. Confirmation de sa note du 6 juin 1872 180

Janvier 27. *France*. Le comte de Rémusat à lord Lyons. Réponse à sa note du 16 novembre 1872. Signaux en mer 244

Janvier 28. *Russie*. Le prince Orloff au comte de Rémusat. Dénonciation des traités de commerce entre la France et la Russie du 14 juin 1857... 249

Février 12. *Espagne*. M. Castelar au marquis de Bouillé. Proclamation de la République à la suite de la renonciation du roi Amédée à la couronne et formation du gouvernement 435

Février 13. *France*. Le marquis de Bouillé au comte de Rémusat, Affaires d'Espagne. Nouveau gouvernement 434

Février 13. *France*. Le marquis de Bouillé à M. Castelar. Affaires d'Espagne, réponse à sa note du 12 février 435

Février 13. *France*. Le comte de Rémusat au docteur Kern. Situation des fils de Français naturalisés Suisses, au point de vue du service militaire. Réponse à sa note du 27 janvier 482

Février 14. *France*. Le comte de Rémusat au prince Orloff. Réponse à sa note du 28 janvier. Dénonciation du Traité de commerce par la Russie 250

Février 19. *Turquie*. Khalil Cherif Pacha au comte de Vogué. Don par le Sultan de l'église d'Abougosch 468

1873

Février 23. <i>France</i> . Le comte de Vogué à Khalil-Chérif-Pacha. Don par le Sultan de l'église d'Abougosch, réponse à sa note du 19 février.....	469
Février 23. <i>France</i> . M. de Geofroy au comte de Rémusat. Le Gouvernement chinois a notifié la majorité de l'Empereur aux Légations qui ont envoyé une note collective pour demander une audience.....	470
Février 25. <i>France</i> . Le comte de Vogué au comte de Rémusat. Don par le Sultan de l'église d'Abougosch.....	468
Février 25 M. de Geofroy au comte de Rémusat. Envoi de la note collective du corps diplomatique étranger au prince Kong.....	470
Mars 10. <i>France</i> . Le comte de Rémusat à M. Olozaga, à Paris. Affaires d'Espagne. Réponse à la notification du nouveau Gouvernement espagnol	436
Mars 10. <i>France</i> Le comte de Rémusat au marquis de Bouillé, à Madrid. Affaires d'Espagne. Fausses appréciations sur la négligence prétendue des autorités chargées à la neutralité du territoire.....	436
Mars 13. <i>France</i> . M. de Geofroy au comte de Rémusat. Difficultés au sujet du cérémonial de la réception par l'Empereur de Chine.....	471
Mars 15. <i>France</i> . M. de Geofroy au comte de Rémusat. Deuxième conférence avec les ministres chinois ; droits à audience par l'Empereur contesté..	472
Mars 18. <i>France</i> . Le comte de Rémusat à M. de Geofroy à Pékin. Réponse à télégramme du 23 février.....	472
Mars 19. <i>France</i> . Le comte de Vogué au comte de Rémusat. Incident de Bethléem. Antécédents de la question.....	149
Mars 24. <i>France</i> . M. de Geofroy au comte de Rémusat. Entrevue avec le prince Kong.....	172
Mars 25. <i>France</i> . Le comte de Rémusat au marquis de Bouillé, à Madrid. Affaires d'Espagne. Décret interdisant le transit et l'exportation, à destination de l'Espagne, des armes, munitions de guerre, etc.....	437
Mars 27 <i>France</i> . M. de Geofroy au comte de Rémusat. La réponse à la demande d'audience sera soumise à l'Empereur de Chine à son retour de voyage, vers le 10 avril	473
Mars 30. <i>France</i> . Le comte de Rémusat aux Agents consulaires français en Espagne. Affaires d'Espagne. Instructions.....	438
Mars 30. <i>France</i> . M. de Geofroy au comte de Rémusat. Note du prince Kong, remettant après le retour du voyage de l'Empereur aux sépultures impériales l'examen de la question de l'audience.....	473
Avril 1. <i>France</i> . Le comte de Rémusat au marquis de Bouillé, à Madrid. Affaires d'Espagne. Copie de la dépêche du 30 mars aux Agents consulaires français en Espagne.....	438
Avril 4. <i>France</i> . Le comte de Rémusat à M. Crampon. Incident de Bethléem. Dépêche du comte de Vogué, du 19 mars.....	450
Avril 23. <i>Allemagne — France</i> . Règlement pour l'alimentation du canal du Rhône au Rhin, au moyen des eaux du bief de partage.....	236
Avril 23. <i>Allemagne — France</i> . Règlement pour l'alimentation de la Marne au Rhin, au moyen des ressources du bief de passage des Vosges.....	238
Avril 24. <i>France</i> . MM. de Clercq, Orsel et Renaudin. Envoi des règlements	

du 22 avril, pour le mode d'alimentation des canaux du Rhône et la Marne au Rhin.....	236
Avril 27. <i>Turquie</i> . Nazif-Pacha à M. Crampon. Incident de Bethléem. Le lendemain 28, il procédera lui-même à la remise en état du sanctuaire.....	459
Avril 29. <i>France</i> . M. Crampon à Nazif-Pacha. Incident de Bethléem. Demande de réparations pour le pillage du sanctuaire.....	454
Mai 1 ^{er} . <i>France</i> . M. Crampon au comte de Rémusat. Incident de Bethléem. Les événements du 25 avril. Destruction par les Grecs des objets latins placés dans le sanctuaire, et leur remplacement dans les 48 heures.....	454
Mai 1 ^{er} . <i>France</i> . M. Crampon au comte de Vogué, à Constantinople. Incident de Bethléem. Détails sur le pillage du sanctuaire.....	453
Mai 1 ^{er} . <i>France</i> . Le comte de Vogué à Safvet-Pacha. Incident de Bethléem. Le <i>statu quo</i> rétabli par Nazif-Pacha.....	456
Mai 3. <i>France</i> . M. Crampon à Nazif-Pacha. Incident de Bethléem. Maintient sa demande de la formation d'une commission mixte d'enquête.....	459
Mai 6. <i>France</i> . Le comte de Vogué à Safvet-Pacha. Incident de Bethléem. Nouveaux détails.....	457
Mai 7. <i>France</i> . Le comte de Vogué au comte de Rémusat. Incident de Bethléem. Envoi de ses notes des 4 ^{er} et 6 mai à Safvet-Pacha.....	454
Mai 15. <i>France</i> . M. Crampon au comte de Rémusat. Incident de Bethléem. Échange de notes avec Nazif-Pacha.....	458
Mai 15. <i>France</i> . M. de Geoffroy au comte de Rémusat. Protocole relatif à la question de l'audience, définitivement arrêté avec les Plénipotentiaires chinois, la décision de l'Empereur viendra ensuite.....	473
Mai 16. <i>France</i> . M. de Geoffroy au comte de Rémusat. Marche satisfaisante de la négociation pour l'audience.....	474
Mai 20. <i>France</i> . Le comte de Vogué au comte de Rémusat. Incident de Bethléem. Copie de ses instructions à M. Roustan, délégué français à Jérusalem.....	460
Mai 28. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux Agents diplomatiques de la France à l'étranger. Le maréchal de Mac-Mahon, nommé président de la République, la politique du nouveau Gouvernement est d'être pacifique au dehors et modérée en dedans.....	429
Mai 29. <i>France</i> . M. Crampon au duc de Broglie. Incident de Bethléem. Détails sur la réunion des Commissaires mixtes à Jérusalem.....	464
Juin. 4. <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au duc de Broglie. Détails sur l'Unification et la consolidation de la Dette tunisienne, réalisée par la Commission internationale.....	193
Juin 12. <i>France</i> . M. Crampon au duc de Broglie. Incident de Bethléem. Partialité de Ziver-Bey pour les Grecs. Rappel de Nazif-Pacha, qui est remplacé comme gouverneur de la Palestine par Kiamil-Pacha.....	462
Juin 16. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux Agents diplomatiques de la France à l'étranger. Application de la nouvelle loi militaire française aux Français nés ou établis en pays étrangers.....	187
Juin 25. <i>France</i> . M. de Geoffroy au duc de Broglie. Publication du décret accordant l'audience aux Ministres étrangers à Pékin.....	474

1873

Juin 27. <i>France</i> . M. de Geofroy au duc de Broglie. Entrevue avec le prince Kong qui a marqué l'ordre de la cérémonie de l'audience.....	174
Juin 29. <i>France</i> . M. de Geofroy au duc de Broglie. Réception du Corps diplomatique par l'Empereur de Chine.....	175
Juillet 16. <i>France</i> . Le duc de Broglie à M. de Geofroy, à Pékin. Réponse à télégramme du 29 Juin.....	175
Juillet 18. <i>France</i> . M. Roustan au duc de Broglie. Incident de Bethléem. Détails sur le rétablissement du <i>statu quo</i> dans le sanctuaire de la nativité.....	162
Juillet 25. <i>France</i> . M. Roustan au duc de Broglie. Incident de Bethléem. Question du passage officiel des Latins par la porte de la basilique de Sainte-Hélène.....	163
Juillet 26. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux Agents diplomatiques de la France à Pékin, Yedo et Téhéran. Commission internationale du mètre, avantages de l'adoption nouvelle du système métrique, répartition des étalons officiels	259
Juillet 30. <i>France</i> . Le duc de Broglie au docteur Kern. Situation des fils de Français naturalisés Suisses, au point de vue du service militaire. Explications sur la loi française ; objections contre la combinaison proposée.....	184
Août 4. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux Agents consulaires de la France en Espagne. Affaires d'Espagne. Ligne de conduite à suivre vis-à-vis des navires insurgés de Carthagène : éviter toute intervention, mais veiller à la protection des nationaux.....	140
Août 4. <i>France</i> . Le comte de Vogué à Rachid-Pacha. Incident de Bethléem. Résumé des procès-verbaux de la Commission mixte de Jérusalem.....	164
Août 6. <i>France</i> . Le comte de Vogué au duc de Broglie. Incident de Bethléem. Résumé des dernières phases de la question qui peut être considérée comme close dans ses parties essentielles.....	163
Août 6. <i>Turquie</i> . Rachid-Pacha au comte de Vogué. Incident de Bethléem. Réponse à sa note du 4.....	166
Août 9. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux Agents diplomatiques de la France à l'étranger. Garantie de la propriété des marques de fabrique.....	262
Août 11. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux Agents diplomatiques de la France à l'étranger. Affaires d'Espagne. Points de vue réglant la conduite du Gouvernement français à l'égard de l'Espagne, tant sur la frontière des Pyrénées que dans les eaux territoriales de la péninsule.....	141
Août 13. <i>France</i> . M. Lesourd au duc de Broglie. Incident de Bethléem. Question de l'indemnité résolue.....	167
Août 14. <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au duc de Broglie. Note sur les tirages pour le paiement des coupons arriérés de la Dette tunisienne....	195
Août 28. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au duc de Broglie. Demande du consentement du Gouvernement français à l'application, par les Tribunaux britanniques, aux navires français ayant eu une collision en dehors des limites de la juridiction britannique, de la loi applicable aux navires anglais....	246
Août 29. <i>France</i> . Le duc de Broglie au Chargé d'affaires et aux Agents consulaires français en Espagne. Affaires d'Espagne. Instructions du Gouver-	

nement français à ses Agents en Espagne. Conformité de vues avec la France.....	142
Août 29. <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au duc de Broglie. Envoi du tableau des recettes et dépenses des revenus concédés pour le paiement de la Dette tunisienne.....	197
Août 29. <i>France</i> . Le duc de Broglie au marquis de Noailles, à Washington. Suppression des surtaxes différentielles de pavillon aux Etats-Unis	250
Août 31. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au duc de Broglie. Les signaux de détresse et de pilotage adoptés par le Board of trade, sanctionnés par le Parlement; demande au Gouvernement français de prendre des dispositions pour donner une sanction légale à ces signaux.....	242
Septembre 3. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux agents diplomatiques de la France à l'étranger. Evacuation complète du territoire français; le Gouvernement veut consacrer la liberté d'action, que la France vient de recouvrer, à maintenir et à consolider la paix.....	430
Septembre 6. <i>Allemagne-France</i> . Décision de la Commission franco-allemande de Strasbourg sur les cautionnements des officiers ministériels et des comptables restés en Alsace-Lorraine.....	229
Septembre 6. <i>Allemagne-France</i> . Décision de la Commission franco-allemande de liquidation de Strasbourg pour l'occupation, entre le département de Meurthe-et-Moselle et la province allemande de la Lorraine, des charges pécuniaires et autres afférentes au chemin de fer de Nancy à Château-Salins et Vic..	230
Septembre 6. <i>Allemagne-France</i> . Décision de la Commission franco-allemande de liquidation à Strasbourg sur la remise à l'Allemagne du legs Lamy.....	235
Septembre 6. <i>France</i> . MM. de Clercq, Orsel et Renaudin au duc de Broglie. Envoi des décisions de la Commission franco-allemande de Strasbourg pour le règlement du deuxième compte de liquidation.....	247
Septembre 12. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Proclamation du président Grant pour abolir les droits différentiels sur les marchandises importées par bâtiments français.....	253
Septembre 18. <i>France</i> . Le marquis de Noailles au duc de Broglie. Réponse à sa dépêche du 29 août. Suppression des surtaxes différentielles de pavillon aux Etats-Unis.....	251
Septembre 20. <i>France</i> . Le duc de Broglie au général Du Barrail. Application de la nouvelle loi militaire aux Français nés ou établis à l'étranger.....	494
Septembre 21. <i>France</i> . M. Rocher au duc de Broglie. Affaires d'Espagne. Les frégates insurgées menacent de bombarder Alicante, où se trouvent des quantités de marchandises françaises; demande d'instructions.....	443
Septembre 21. <i>Espagne</i> . Le duc de Broglie à M. Rocher, à Alicante. Affaires d'Espagne. Réponse à télégramme du même jour : Réclamer un sursis pour l'évacuation des nationaux, sous réserve de demandes de réparation de tout préjudice apporté aux intérêts français.....	443
Septembre 21. <i>France</i> . Le duc de Broglie à M. de Vernouillet à Madrid. Affaires d'Espagne. Instructions envoyées à M. Rocher, consul à Alicante.	443

1873.

Septembre 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Kufstein au duc de Broglie. Projet de conférence internationale pour la révision du régime des quarantaines	258
Octobre 42. <i>France</i> . Le marquis de Noailles au duc de Broglie. Envoi de la proclamation du président Grant, du 22 septembre, abolissant les droits différentiels sur les marchandises importées aux États-Unis par bâtiments français	253
Octobre 48. <i>France</i> . Le marquis de Forbin-Janson au duc de Broglie. Affaires d'Espagne. Réclamations des Français établis en Espagne contre le nouvel emprunt national	446
Octobre 23. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au duc de Broglie. Demande du code des signaux, en temps de brume, usités dans la marine française ..	245
Octobre 28. <i>France</i> . Le duc de Broglie à M. de Vernouilhct, à Madrid. Affaires d'Espagne. Réclamations espagnoles, au sujet du passage d'un convoi de munitions par la frontière, mal fondées	444
Octobre 28. <i>France</i> . Le duc de Broglie à M. de Vernouilhct, à Madrid. Affaires d'Espagne. Réponse au sujet des réclamations des Français établis en Espagne contre le nouvel emprunt national	446
Octobre 29. <i>France</i> . Le duc de Broglie à M. de Varieux, à Carthagène. Affaires d'Espagne. Demander la restitution des marchandises françaises à bord des bâtiments capturés par les insurgés ..	445
Octobre 30. <i>France</i> . Le duc de Broglie à M. de Varieux, à Carthagène. Affaires d'Espagne. Réclamer les marchandises françaises capturées sur le navire le <i>Bilbao</i>	445
Octobre 31. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux agents diplomatiques et consulaires de la France à l'étranger. Application de la nouvelle loi militaire aux Français nés ou établis à l'étranger. Volontariat d'un an	492
Novembre 3. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux agents diplomatiques de la France à l'étranger. Commission internationale du mètre	264
Novembre 40. <i>France</i> . Le duc de Broglie à lord Lyons. Réponse à sa note du 31 août. Avis du conseil de l'amirauté sur la question des signaux en mer	242
Novembre 42. <i>France</i> . Le duc de Broglie au comte Apponyi. Réponse à la note, du 27 septembre, du comte de Kuefstein. Projet de conférence internationale pour la révision du régime des quarantaines	258
Novembre 14. <i>France</i> . Le duc de Broglie à lord Lyons. Réponse à sa note du 23 octobre. Signaux, en temps de brume, usités dans la marine française ..	245
Novembre 15. <i>France</i> . Le comte de La Rochefoucauld au duc de Broglie. Affaires d'Espagne. Instructions envoyées aux consuls au sujet des contributions extraordinaires	448
Novembre 20. M. de Varieux au duc de Broglie. Affaires d'Espagne. Restitution des marchandises françaises capturées à bord des navires espagnols ..	445
Novembre 24. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux agents diplomatiques de la France à Bruxelles, Berne et Rome. Réunion d'une conférence monétaire internationale	254

1873.

Novembre 25. <i>France</i> . Le duc de Broglie aux agents diplomatiques de la France à l'étranger. Présidence septennale du maréchal de Mac-Mahon.	432
Novembre 28. <i>France</i> . Le marquis de Forbin-Janson au duc Decazes. Affaires d'Espagne. Aucune poursuite ne sera exercée contre les Français, pour l'emprunt forcé à Barcelone, jusqu'à l'arrivée d'instructions de Madrid.	448
Novembre 28. <i>Belgique</i> . Le comte d'Aspremont-Lynden au baron Baude Réponse à la circulaire, du 24 novembre, du duc de Broglie. Réunion d'une conférence monétaire.	254
Décembre 4. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au duc Decazes. Réponse à la note du duc de Broglie, du 40 novembre 1873. Signaux en mer.	243
Décembre 4. <i>Suisse</i> . Le docteur Kern au duc Decazes. Réponse à la circulaire du 24 novembre, du duc de Broglie. Réunion d'une Conférence monétaire.	256
Décembre 6. <i>Italie</i> . M. Visconti Venosta au Chargé d'affaires de France à Rome. Réponse à circulaire de 24 novembre, du duc de Broglie. Réunion d'une Conférence monétaire.	256
Décembre 7. <i>France</i> . Le duc Decazes aux Agents diplomatiques de la France à l'étranger. Son arrivée au ministère des Affaires étrangères. Politique de bonne harmonie avec les puissances et respect scrupuleux des Traités.	433
Décembre 7. <i>France</i> . Le duc Decazes aux Agents diplomatiques de la France à Bruxelles et à Berne. Ajournement de la Conférence monétaire au mois de janvier, sur la demande de l'Italie.	257
Décembre 15. <i>France</i> . Le duc Decazes à Lord Lyons. Réponse à sa note du 28 août. Abordages en mer et pénalités à infliger.	247
Décembre 18. <i>France</i> . M. de Vernouillet au duc Decazes. Affaires d'Espagne. L'emprunt forcé ne sera pas appliqué aux Français, qui seront également exemptés de la réquisition des chevaux.	448

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE

F. AMYOT.